

TEMPS DE L'HISTOIRE

Collection dirigée par
H. Bartoli et M. David

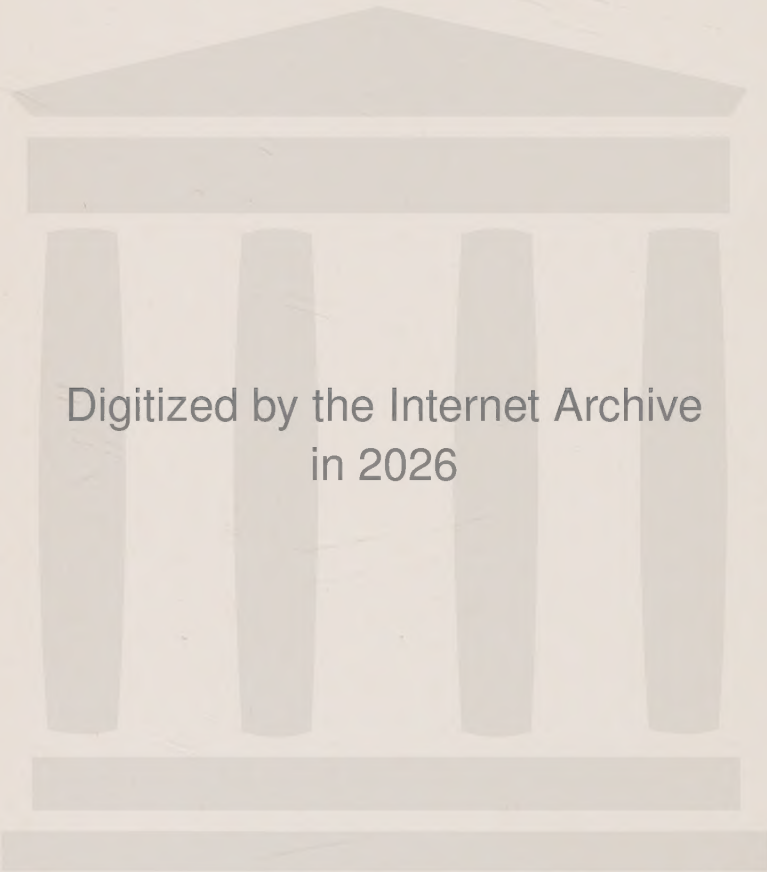
Clermont Ferrand

Raoul BASTIANETTO

**ESSAI
SUR LE
DÉMARRAGE
DES PAYS
SOUS-DÉVELOPPÉS**

Clermont 1966

Éditions Cujas



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**ESSAI
SUR LE DÉMARRAGE
DES PAYS
SOUS-DÉVELOPPÉS**

Raoul BASTIANETTO

*Chargé de cours à la Faculté
de Droit et des Sciences Économiques
de Clermont-Ferrand*

**ESSAI
SUR LE
DÉMARRAGE
DES PAYS
SOUS-DÉVELOPPÉS**

*Prix de Thèse de la Faculté de Droit
et des Sciences Économiques de Clermont-Ferrand
1966*

*Prix de l'Association Française de Sciences Économiques
1967*

Préface de

Jean PARENT

*Professeur à la Faculté de Droit
et des Sciences Économiques de Paris*

**Éditions Cujas
19, rue Cujas
Paris - 5^e**



SOMMAIRE

	pages
INTRODUCTION	13
Chapitre I : Le Phénomène Sous-Développement	17
Chapitre II : L'idée de Démarrage	31
PREMIÈRE PARTIE : <i>Une conception du démarrage : le principe d'intégration interne</i>	63
Chapitre I : L'instrument d'analyse : le Dualisme	67
Chapitre II : La conception de base: l'Intégration interne	97
DEUXIÈME PARTIE : <i>Elaboration théorique du plan de démarrage par l'intégration</i>	135
TITRE I : Formulation du principe d'intégration	137
Chapitre I : La formulation méta-statique : le démarrage conçu comme une étape	139
Chapitre II : La formulation dynamique : le démarrage conçu comme une période	149
TITRE II : La mise en œuvre du principe d'intégration	161
Chapitre I : La problématique de la politique d'intégration	163
Chapitre II : Le choix des investissements : la querelle des critères	171
Chapitre III : Les stratégies de l'investissement : « Croissance équilibrée » et « Croissance déséquilibrée »	193
Chapitre IV : Les stratégies de l'Intégration	233
TROISIÈME PARTIE : <i>Les implications concrètes du Plan de démarrage par l'intégration</i>	297
Chapitre I : La structure par âge de la population intégrée	301
Chapitre II : La répartition territoriale de la population intégrée	319
Chapitre III : Le facteur politique et le démarrage	337
CONCLUSION GÉNÉRALE	351

Préface

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le problème du sous-développement a apparu en pleine lumière et a peu à peu occupé dans la littérature économique et dans les préoccupations des économistes une place de premier plan. Sans doute existait-il avant, mais ni les responsables des économies industrielles d'Occident, ni les habitants des pays que l'on désigne actuellement sous le vocable de « tiers-monde », n'en avait pris grande conscience. Au fond, le développement économique apparaissait comme un phénomène allant de soi, ne posant de problèmes que par les brèves interruptions que formaient les crises. Des rapports entre pays industriels et pays non industriels s'étaient formés tout au long du 19^e siècle, dont on pensait qu'ils étaient dans la nature des choses et destinés à se perpétuer. Déjà, il est vrai, un peu partout, des mouvements nationalistes agitaient les pays colonisés ou dépendants, mais les revendications étaient exclusivement politiques et l'inégalité des niveaux de développement n'apparaissant en fait que comme le sous-produit de situations de subordination.

Dans les années qui ont suivi la fin du conflit, bien des réalités se sont manifestées brusquement et l'on n'a pas fini d'en tirer des conséquences multiples. Il y eut un grand choc dont la théorie économique ne s'est pas encore remise car ses bases les plus assurées se sont mises à vaciller.

Les sociétés industrielles qui occupaient seules, jusque là, le champ de vision des économistes n'ont plus apparu que minoritaires à la surface de la planète et destinées, si les conditions démographiques ne devaient pas changer, à le devenir de plus en plus. D'une certaine manière, on revenait à une situation qui n'était pas sans rappeler celle décrite par RICARDO au début du 19^e siècle. Le progrès économique, lié à l'industrialisation, parviendraient-ils à triompher des obstacles que la

nature dressait sur ses pas ? A la rareté des terres correspondait, dans les deux cas, la croissance sans frein du nombre des hommes. Les soucis créés par la nécessité, au jour le jour, de les nourrir risquaient de gringnoter peu à peu les résultats de tous les travaux. De nouveau la tradition millénaire de stagnation et de pauvreté risquait d'annuler ce qui, à l'échelle de la planète, pouvait apparaître comme un dérisoire effort. Certes, au milieu du 20^e siècle, la société industrielle avait triomphé dans plusieurs zones, mais la prise de conscience de l'étendue du sous-développement était de nature à faire douter de sa victoire finale.

L'histoire des vingt dernières années n'a guère apporté les signes bien nets d'un progrès décisif, mais elle a permis, par la décantation des problèmes, d'apercevoir, sinon des solutions proches, au moins des orientations fructueuses.

L'existence du monde industriel forme pour les sociétés sous-développées à la fois un avantage et un handicap. L'avantage est grand, car des chemins de la croissance ont été explorés, des techniques existent parfois immédiatement utilisables, mais le handicap est celui du retard relatif.

Au départ le monde sous-développé est dans une situation bien différente de l'Europe du 18^e siècle. Celle-ci avait déjà franchi un bout de chemin non négligeable, elle s'était déjà affirmée de par le monde. Elle ne souffrait d'aucun retard et même enregistrait par rapport au reste de la planète une substantielle avance sur le plan technique et psychologique. L'exploration, la conquête, le commerce, la banque lui avaient fourni des bases de départ et en un sens des modèles de comportement pour l'aventure industrielle. Les structures sociales et mentales étaient aptes à recevoir la machine à vapeur et à l'utiliser. Cette avance a créé la nécessité de découvrir soi-même les voies du progrès, d'inventer, au milieu des difficultés, une société nouvelle dont le visage ne se formait que peu à peu, parmi les erreurs et les souffrances. Mais dès l'époque de RICARDO, le destin était en passe d'être conjuré; le progrès agricole, la conquête des marchés et celle des terres vides d'hommes allaient éloigner le spectre de la faim et la malédiction de la nature.

Aujourd'hui l'histoire se répète, mais sur un mode différent. Les techniques existent, mais ce sont les hommes qui ne sont pas capables de les utiliser. La difficulté de l'Europe d'être partie la première est devenu sa chance. Chez elle et dans les sociétés qu'elle a essaimé de par le monde, la nécessité d'inventer s'est transformée en habitude d'inventer et déjà on y rêve d'un monde post-industriel où la rareté serait presque vaincue. C'est à ce moment que l'énormité de la tâche à accomplir dans le « tiers-monde » lui propose un nouveau défi. Le monde industriel dispose de moyens d'action considérables et la minceur de l'effort fait jusqu'ici ne doit pas tromper. L'égoïsme, l'assistance intéressée, la domination des préoccupations stratégiques, sont infiniment plus responsables de cette carence qu'une inaptitude fondamentale. Mais la question n'est, en vérité, pas là. L'aide, aussi massive

et généreuse soit-elle, peut-elle résoudre le problème ? Les pays riches sont emportés par leur dynamisme propre et ne peuvent s'empêcher d'avancer, élargissant le vide qui les sépare des pauvres. Il est évident que pour maintenir ce rythme ils doivent employer chez eux l'essentiel de leurs ressources ce qui laisse cependant un surplus notable et qui pourrait être infiniment mieux utilisé. On peut cependant penser que ce surplus est inadéquat vu l'ampleur de la tâche à accomplir. Il l'est surtout parce qu'il est inapte à fournir l'essentiel, c'est-à-dire les hommes capables de soutenir et d'entretenir le processus de croissance et que, par certains côtés, il les empêche de naître en imposant un progrès d'origine extérieure.

L'analyse des débuts du processus de croissance est instructive mais difficile. Une telle période est bourrée de paradoxes. La société accumule malgré la pauvreté, le futur proche la presse et elle pense à un avenir lointain, elle doit former les hommes et créer des biens malgré sa pénurie en compétences et sa pauvreté en facteurs.

Les économies d'Occident ont connu tout cela, mais elles ont eu la chance immense que, chez elles, les hommes étaient formés pour la croissance avant que celle-ci ait débuté, la chance aussi d'avoir la maîtrise du progrès technique et du même coup d'obtenir un accord presque parfait entre les structures mentales et les structures techniques. Les innovations sont venues à leur heure comme des réponses à des questions que se posait la société toute entière. Malgré cela les souffrances ont été grandes, les évolutions parfois lentes, l'entrée tardive dans une société où la pauvreté disparaît. Il faut dire aussi qu'aucun modèle meilleur n'existait qui avivait les impatiences.

Le contraste avec les sociétés du tiers-monde actuel est immense. L'accord entre les hommes et les techniques n'y existe pas et celles-ci possèdent leur dynamique propre extérieure à la société où elles doivent s'appliquer ; il faut donc ajuster les uns aux autres, et les techniques aux problèmes nationaux pour lesquelles elles n'ont pas été inventées ; mais pour faire ce travail il faut des hommes et pour ceux-ci la tâche est triple : maîtriser les techniques extérieures, les adapter et par delà, peu à peu, devenir à leur tour maîtres du progrès.

Le développement du tiers-monde a été jusqu'ici largement conçu sous l'aspect d'introduction d'objets techniques nouveaux, les plus aptes à promouvoir le progrès, à accroître les richesses dans le laps de temps le plus bref, tout en utilisant au mieux la constellation présente de facteurs. C'est sans doute une voie féconde qui permet de définir certaines contraintes propres aux zones sous développées, parmi lesquelles l'abondance du facteur travail, la rareté du travail qualifié, la faiblesse de l'épargne. La querelle des critères d'investissement montre que selon l'importance accordée à chacune de ces contraintes, la politique suivie peu différer profondément. L'abondance du travail incite à préférer des investissements très répartis, des méthodes impliquant un large emploi de la main-d'œuvre ; le désir d'élever l'épargne investissable peut aboutir à une politique diamétralement opposée.

Le tiers-monde n'est pas un et l'analyse de la variété de situations

que l'on y trouve permet de nuancer les résultats; ici une population dense, pressée sur une terre étroite est au bord de la famine; là d'immenses étendues sont inutilisées faute de moyens matériels; ailleurs existe un double secteur, un début d'économie urbaine et industrielle juxtaposée au monde traditionnel qui évoque notre 10^e siècle. Cette dualité est très fréquente. Les pays ont souvent deux types d'économie, mal reliés l'un à l'autre, et l'homme lui-même est souvent double passant au cours de la même journée d'un univers à l'autre et, image visible, d'un vêtement à l'autre.

C'est de l'analyse de cette dualité appuyée sur une expérience vécue et irremplaçable qu'est parti M. BASTIANETTO. Il a décrit les contraintes et montré que, parmi elles, la contrainte temps jouait un rôle essentiel. La présence du monde riche s'impose au Tiers-Monde, il est pour lui un phare et un mirage, un incitateur au progrès et la cause de multiples erreurs. Les hommes sont impartients et ne supportent plus aisément leur condition; les veulent aller vite. Souvent ils le doivent et cependant le chemin est semé d'embûches. Car ils ne peuvent pénétrer dans la société industrielle qu'au prix d'une ascèse non seulement matérielle mais spirituelle, d'une sorte de conversion, d'une adaptation de leur structure mentale et sociale aux exigences de la technique et à ses rigueurs. L'intégration des hommes dans une nouvelle société s'est faite spontanément en Occident, dans le désordre sans doute, et au prix de mille drames personnels; le basculement a été insensible, peut-être parce que la société était dès l'origine prête à basculer et de son propre poids. Dans le « Tiers-Monde » les délais doivent être raccourcis car souvent le temps presse et pourtant c'est l'esprit des hommes, la matière la plus difficile à traiter, qu'il faut modifier, transformer, instruire préalablement à tout progrès décisif.

Jean PARENT

Professeur à la Faculté de Droit
et des Sciences Économiques
de Paris

Introduction

« L'Afrique Noire est mal partie », « l'Afrique du Nord va-t-elle bien démarrer ? » (1)... On pourrait multiplier les exemples pour montrer que le concept de démarrage a acquis droit de cité dans la littérature du développement et conquis la faveur des auteurs. Ceci ne doit pas surprendre car la notion de démarrage et la notion de développement s'appellent et se rejoignent dans une confrontation logique et riche. On pourrait même admettre que les deux notions se confondent si l'on considère que le développement est la croissance au départ, la phase première et difficile du début du processus de croissance. Ce serait une façon acceptable de considérer les choses et surtout une façon particulière de définir un certain langage. Mais il y a, semble-t-il, a priori et intuitivement, mieux qu'une confusion, un enrichissement réciproque entre l'idée de démarrage et l'idée de développement. Selon la terminologie la plus couramment admise aujourd'hui, le développement s'applique plus spécialement à la croissance des pays sous-développés et implique des modifications structurelles plus fondamentales, plus radicales que la croissance des pays déjà industrialisés. La notion de démarrage dans le développement évoque l'idée d'une *phase critique et difficile* à assurer et impose un cadre temporel plus précis que le développement qui reste en définitive une notion assez vague et indéterminée dans le temps. Le mot et l'idée de démarrage devaient donc inévitablement exercer un effet attractif puissant sur les économistes du développement.

Ce qui est cependant remarquable, c'est que l'emploi du mot ne s'est guère traduit par un approfondissement de la notion qui se réfère

(1) Ces formules sont empruntées à deux titres d'ouvrages de R. Dumont dont l'un, paru en 1962, aux éditions du Seuil, fit un grand bruit tandis que l'autre est, selon le même éditeur, « en préparation ».

implicitement tantôt à l'idée banale et approximative de début d'un processus dynamique et progressif, tantôt à la définition du « take-off » du Pr. ROSTOW (2) qui est évidemment le promoteur et l'initiateur de la notion. Cependant, ROSTOW n'a pas conçu le « take-off » *spécialement* pour les économies qui recherchent le développement en ce milieu du XX^e siècle, et, d'ailleurs, il considère lui-même qu'il a surtout ouvert la voie pour un traitement perfectible de l'idée. Pour ce qui concerne le vocable de « démarrage », il faut observer que c'est le terme le plus souvent proposé et le plus généralement admis comme traduction française de « take-off ». Bien qu'il constitue une traduction littéralement moins exacte que « décollage », le terme a en effet connu une plus grande fortune et il semble qu'il soit appelé à supplanter définitivement celui de « décollage ». Il y a là un certain caprice du succès des mots qui peut s'expliquer pour des raisons phonétiques ou encore parce que le jargon aéronautique est trop étranger au langage français des sciences sociales (qui admet par contre plus facilement la terminologie des sciences biologiques). Nous percevons donc a priori et intuitivement l'intérêt de la notion de démarrage en économie du développement et nous croyons constater en même temps que sa définition et sa mise en œuvre n'a pas retenu toute l'attention qu'elle mérite. C'est pourquoi nous nous proposons de rechercher ici *une conception possible du démarrage* qui pourrait être *utile à la mise en œuvre du plan de développement* des pays attardés. C'est le sens de l'étude que nous nous proposons d'entreprendre bien que nous percevions trop clairement son caractère ambitieux et périlleux.

Toutefois, avant de proposer une définition du démarrage des pays sous-développés et d'étudier sa mise en œuvre, il nous semble nécessaire de revenir une fois encore sur l'essence dynamique du phénomène « sous-développement » et de reconnaître l'apparition de l'idée de démarrage dans la théorie de la croissance.

(2) W. W. ROSTOW : « The take-off into self-sustained growth ». *Economic Journal* Mars 1956 - « The stages of economic growth ». Cambridge university Press traduit en français sous le titre « Étapes de la croissance économique ». Editions du Seuil, 1962.

CHAPITRE PREMIER

LE PHÉNOMÈNE SOUS-DÉVELOPPEMENT

Il ne s'agit pas de reprendre, une nouvelle fois ici, les multiples définitions, critères et *symptômes* du sous-développement qui ont permis de prendre conscience du phénomène et de cerner les contours extérieurs de la notion, mais de tenter un *diagnostic* fondamental à partir des analyses en profondeur qui ont extirpé, au-delà des apparences, l'essence du phénomène sous-développement.

Il est tout d'abord nécessaire de justifier ces termes de « sous-développement » et « d'économies sous-développées » car le vocabulaire qui s'est développé dans ce domaine (avec plus de succès que le reste) est devenu fort gênant et fort dangereux. En effet, devant les exigences du langage diplomatique, très vite « économies sous-développées » et surtout « économies attardées » ont dû céder le pas à « économies en voie de développement » ou « économies en voie de se faire » (1). Mais ce que la diplomatie a gagné en délicatesse, la science l'a perdu en précision et l'on est presque parvenu à cette incroyable égalité : sous-développement = développement ! Il suffit de parcourir une grande partie des textes consacrés à ce sujet pour s'en convaincre.

(1) Cette expression du Pr. PERROUX semble vouloir concilier les exigences du savoir-vivre international et du langage scientifique : de même que le terme de « Jeunes Nations ».

Fondamentalement et d'un point de vue dynamique, le sous-développement se réduit à deux éléments :

1) Un élément « objectif » et « matériel » : la poussée démographique qui rompt l'équilibre primitif d'une société qui n'est pas armée pour couvrir rapidement les besoins nouveaux.

2) Un élément « subjectif » qui multiplie ces besoins : la révolution psychologique dans des sociétés traditionnelles qui brutalement désirent accéder aux types et niveaux de vie des économies industrialisées occidentales.

SECTION I

LA PRESSION DES HOMMES

La première caractéristique fondamentale du sous-développement est la *pression de la population sur les ressources alimentaires*. C'est l'aspect quantitatif et matériel du sous-développement. Il tire son origine du grand réveil démographique qui se traduit par une expansion persistante et souvent spectaculaire de la population. Il engendre ce que le Pr. MORET appelle excellemment « la nécessité de croissance » (2). Sous la pression démographique, et, compte tenu de l'« armement économique » de la société, les ressources disponibles per capita atteignent rapidement un niveau intolérable qui ne cesse cependant de se dégrader.

En ce sens, on peut dire que les pays sous-développés sont en définitive des pays surpeuplés, dans la mesure où tout accroissement des hommes dans une économie de subsistance réduit très rapidement le niveau relatif de bien-être. Il ne s'agit évidemment que d'une façon grossière et approximative de s'exprimer mais qui correspond à un phénomène tangible et concret.

La notion de *surpeuplement* a souvent été analysée par les démographes et les économistes du développement (3). Sans reprendre dans le détail ces tentatives nombreuses, on peut discerner, schématiquement, trois essais de définitions :

I. — On peut tout d'abord concevoir le surpeuplement comme *l'excès par rapport à un optimum*. Il s'agit alors de définir ce que peut être l'optimum démographique et on sait les difficultés d'élaboration de cette notion qui est vite apparue comme une notion fuyante, difficilement maniable et protéiforme. Elle peut en effet apparaître sous différentes optiques et peut correspondre à des ordres de préoccupations divers (bien-être, puissance, plein emploi, développement moral, etc.)

(2) M. MORET : « Les aspects financiers de la Jeunesse ». Annales de la Faculté de Droit de Phnom-Penh, 1960.

(3) Cf. en particulier l'analyse du Pr. GENDARME in « La Pauvreté des Nations ». Cujas, 1963, pp. 94 et suiv, et pp. 209 et suiv.

(4). L'incertitude de l'analyse conduit certains auteurs à penser que l'optimum de population est un critère fallacieux qui engage la recherche dans une voie sans issue et sur un plan qui ne peut être scientifique (5). Cependant on peut se poser ici la question de savoir si certaines notions d'optimum démographique peuvent être utiles pour préciser ce qu'est le surpeuplement des pays sous-développés. A cet égard on peut distinguer avec le Pr. GENDARME (6) les notions statique, méta-statique et dynamique d'optimum démographique. Les notions statiques se définissent pour une structure économique et technique donnée. Parmi celles-ci, il en est une qui, a priori, peut paraître intéressante pour l'économie du développement : le volume de la population pour lequel le produit per capita est maximum. En deçà de ce volume, dans la phase des rendements croissants, la population est moins qu'optimum (il y a sous-peuplement) et au-delà de ce niveau, dans la phase des rendements décroissants, la population est plus qu'optimum (il y a alors surpeuplement). Tout d'abord, on objecte, en général, que ce qui intéresse l'économiste du développement, ce n'est pas tant un optimum statique défini « toutes choses égales par ailleurs », qu'un optimum dynamique qui s'inscrit dans une modification structurelle inhérente au développement économique. Ceci est certain mais ne signifie pas que toute notion statique soit inutile et sans intérêt puisque, précisément, elle caractérise la situation de départ d'une période de transformation structurelle. A cet égard, on peut reprocher à cette notion d'optimum de peuplement, déterminé par le maximum du produit per capita, d'une part, d'être incertaine et difficilement mesurable, d'autre part, de ne pas définir une situation optimum pour le développement économique car le critère du maximum de produit per capita ne s'impose pas en l'espèce. En effet, on peut tout d'abord penser que la décroissance de la productivité moyenne et du niveau de vie moyen exerce une pression nécessaire et une incitation favorables aux modifications de structures (argument de dynamique). Par ailleurs, l'objectif-critère qui serait plus exact et plus important, eu égard au développement économique, est, non pas la maximisation du revenu per capita mais la maximisation du surplus réinvestissable. Ces deux critères ne coïncident pas nécessairement et il serait possible d'échafauder une théorie de l'optimum démographique autour du critère du maximum de surplus réinvestissable. Cependant on aboutirait à une définition qui ne serait ni plus précise ni plus « opérationnelle » que la précédente. La théorie du Pr. GINI (7) s'élabore, suivant l'observation de R. GENDARME (7), sous une optique de statique comparative. Elle met en

(4) Cf. sur la notion d'optimum démographique L. BUQUET « L'optimum de population » P.U.F. 1957 - A. SAUVY « Théorie générale de la population » P.U.F. 1952. Tome I, pp. 52 et suiv.

(5) Cf. par exemple G. BOUTHOU « La surpopulation » Payot 1964, pp. 99 et suiv.

(6) R. GENDARME : « La Pauvreté des Nations » *op. cit.*, pp. 95 et suiv.

(7) C. GINI : « Li basi scientifiche della politica della popolazione », Catania 1931, cité par R. GENDARME « La Pauvreté des Nations », *op. cit.* p. 96.

relief l'idée d'optima successifs de la population, définis par des maxima de produit per capita, correspondant à différents états structurels progressifs. Il y aurait ainsi un optimum de population pour une économie pastorale, une économie agricole et une économie industrielle. A chaque étape, le niveau maximum du produit per capita s'élève et le volume optimum de la population augmente. « Cette optique, note le Pr. GENDARME, est particulièrement utile pour l'étude du développement dans la mesure où l'objectif est de faire franchir à l'économie ces stades successifs. » (8). A cet égard, une autre idée importante doit être retenue : le passage d'un optimum à un autre de niveau supérieur s'effectue par des « phases de transition » importantes au cours desquelles le revenu per capita décroît.

Le Pr. GENDARME centre alors son attention sur ces périodes de transition et remarque ainsi que la phase de rendement décroissant qui suit l'optimum ne doit plus être considérée comme une zone dangereuse et catastrophique mais comme « le passage nécessaire et bienfaisant vers une structure progressive et une nouvelle phase de rendements croissants ». M. GENDARME considère alors un optimum démographique, purement dynamique, défini comme *un rythme de croissance démographique favorable aux transformations structurelles*. Ce taux de croissance optimum doit ainsi remplir une double condition :

- 1) Etre suffisant pour inciter au progrès économique ;
- 2) Ne pas être à un niveau tel qu'il constitue un blocage de la transformation nécessaire. C'est cette notion qui est importante pour les économies sous-développées car l'« accroissement de la population est un stimulant de la croissance économique ; son optimum n'est donc pas une valeur absolue mais un rythme de développement » (9).

L'auteur applique au plan démographique son théorème général sur les *chocs destructeurs de la société traditionnelle* qui doivent être :

- ni trop faibles pour susciter une réaction positive,
- ni excessifs pour ne pas aggraver la situation de sous-développement et introduire une suite de « déséquilibres régressifs »,
- mais juste suffisants pour susciter une réadaptation de l'économie à un niveau supérieur et introduire une suite de « déséquilibres progressifs ».

On définit donc le rythme de croissance démographique optimum comme un taux de croissance qui :

- 1) incite suffisamment la société à transformer ses structures économiques et à accroître sa productivité ;
- 2) sans provoquer une pression telle qu'elle rende impossible les progrès économiques et qu'elle introduise un processus cumulatif de déséquilibre dont les caractéristiques les plus évidentes sont l'aggravation de la

(8) R. GENDARME, *op. cit.*, p. 97.

(9) R. GENDARME, *op. cit.*, p. 97.

sous-alimentation, l'impossibilité à dégager un surplus suffisant, l'épuisement des ressources naturelles, la chute des rendements agricoles, etc. L'idée est importante et sans doute approche-t-elle mieux l'essence du phénomène surpeuplement mais, selon l'auteur lui-même, une détermination précise de cet optimum dynamique est impossible à établir en raison du trop grand nombre de facteurs à retenir (changements techniques, psychologiques, économiques, etc.).

Nous constatons donc que la définition d'un optimum démographique pour les pays sous-développés est, en statique comme en dynamique un instrument impossible à manipuler efficacement pour une théorie du développement. C'est pourquoi certains auteurs (dont le Pr. GENDARME) ont cherché à définir le surpeuplement des pays sous-développés sans référence à une impossible notion d'optimum. Cependant, dans ce domaine également, il faut bien constater que l'accord ne s'est pas réalisé sur une notion définitive et précise. Il semble en fait que l'on puisse distinguer deux nouvelles façons de concevoir le surpeuplement.

II. — En longue période, on peut essayer de définir le surpeuplement comme *l'excès de population par rapport au potentiel de ressources naturelles* (10).

Cependant nous devons constater que :

1) Le « potentiel de ressources naturelles » est une notion extrêmement vague qui est d'ailleurs susceptible de varier avec le progrès technique ;
 2) Par ailleurs, il semble bien qu'au fur et à mesure que l'économie nationale se développe et que s'affirme la croissance, le facteur « ressources naturelles » perd de son importance. Cependant ce problème mériterait une analyse plus approfondie. En effet, si beaucoup de pays aujourd'hui industrialisés, ont réussi leur croissance sans « richesses naturelles » (minérales en particulier) il serait sans doute abusif de considérer que ce facteur est indifférent, surtout pour le début de la croissance. Au départ, en effet, la pauvreté en ressources naturelles est certainement un handicap, que certains pays toutefois ont pu surmonter (par exemple, Israël) tandis qu'une riche dotation doit être probablement favorable. Cependant, dans cette dernière hypothèse, le Pr. GENDARME a parfaitement montré l'ambiguïté des effets de la présence de ressources naturelles sur le développement des pays sous-développés (11). S'il existe incontestablement des effets bénéfiques (incitation à investir - attirance de capitaux étrangers - bouleversement du milieu...) on observe également des effets pervers (effet de domination des entreprises étrangères - tendance au gaspillage...). En définitive ce qui semble compter au départ, ce sont peut-être les ressources énergétiques et surtout les « ressources alimentaires »

(10) C'est sans doute en ce sens que l'on parle du sous-peuplement de l'Afrique Noire ou de certains pays d'Amérique latine.

(11) R. GENDARME : « La pauvreté des Nations » *op. cit.*, pp. 219 et suiv

immédiatement (ou assez rapidement) disponibles qui permettent d'éviter le blocage dans la zone du minimum vital et de dégager un surplus réinvestissable.

Aussi bien, il est peut-être inutile et sûrement difficile d'évaluer et de définir le surpeuplement d'une nation à partir de sa dotation en ressources naturelles. Au demeurant, ce qui est important pour les pays sous-développés, c'est la pression de la population et son accentuation sur des ressources plus ou moins immédiatement disponibles et exploitables.

III. — L'intérêt se porte donc sur une notion de surpeuplement dans la phase relativement courte de l'émergence du sous-développement. Dans ce souci d'une notion précise et immédiatement utile, le Pr. GENDARME (12) définit le surpeuplement comme la situation d'une économie sous-développée où le chômage déguisé persiste malgré le prélèvement d'une partie de la population agricole pour une affectation à d'autres secteurs d'activités productrices (13). Nous retrouverons cette notion importante de chômage déguisé ; rappelons simplement ici qu'elle recouvre des individus apparemment au travail mais dont la productivité est nulle ou quasi nulle. Ainsi le Pr. GENDARME définit le surpeuplement par l'activité productrice et, sauf erreur d'interprétation, on peut dire *qu'il assimile et mesure le surpeuplement par le chômage déguisé*. C'est une définition possible mais, il faut encore bien le remarquer, il est alors probable que la plupart des pays sous-développés devront être considérés comme des pays surpeuplés car dans la plupart des zones rurales des économies sous-développées existent ces « producteurs » marginaux dont le rendement est quasi nul. Par ailleurs, si cette définition considère ces producteurs apparents qui sont des consommateurs, elle tient insuffisamment compte de ces autres « consommateurs » que sont les enfants nés de l'explosion démographique et qui, sans être des producteurs apparents, exercent leur pression sur le niveau des subsistances.

Or il semble que, d'une façon assez générale, on estime que c'est surtout par rapport au *niveau de subsistances* que doit s'apprécier le surpeuplement. Cette conception est évidemment élémentaire mais il semble bien que le concept de surpeuplement doit traduire l'idée d'une pression excessive sur un niveau de subsistances ramené au minimum vital (ou plus exactement dans la zone du minimum vital), de telle sorte qu'il apparait quasi impossible de dégager un surplus pour financer le développement. Ce qui fait, peut-être, la difficulté de définir rigoureusement et de mesurer exactement le surpeuplement, c'est qu'il n'apparaît pas à un point précis mais comme une situation plus ou moins grave, plus ou moins marquée ; de même que le minimum vital n'est pas une ligne absolue et universelle mais une zone où la subsis-

(12) R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, p. 210.

(13) Par contre il y aurait sous-peuplement lorsque « tout appel à la population rurale entraîne une diminution de la production agricole ».

T A B L E A U I

Taux de mortalité pour quelques pays
u = nombre de décès pour 1.000 habitants

Pays	1906-1910	1921-1925	1938	1962
Canada	—	12,3	9,6	7,6
Etats-Unis	—	12,0	10,6	9,5
Belgique	15,9	13,4	13,2	12,5
France	19,1	17,2	15,8	11,6
Italie	21,1	17,3	14,1	9,9
Pays-Bas	14,3	10,3	8,5	7,9
Royaume-Uni	—	12,5	11,8	11,9
Suède	14,3	12,1	11,5	10,1
Algérie (musulmans)	20,0 (1)	—	16,5 (1)	18,0
Egypte	—	25,9	26,3	21,1
Argentine	—	14,0	11,8	8,0
Brésil	19,9	—	—	20,6
Chili	31,6	31,0	23,5	11,7
Colombie	—	14,2	17,3	12,8
Costa Rica	—	23,3	17,7	8,5
Porto Rico	—	—	9,9	6,7
Venezuela	—	21,7	18,3	7,0
Ceylan	—	28,9	21,0	9,1
Inde	—	26,8	23,7	10,3
Japon	21,7	23,0	17,7	7,5
Philippines	—	—	16,6	9,6

(1) GENDARME : « Economie de l'Algérie », A. Colin, 1959.

Source : Extrait de Ph. MOUCHEZ « Démographie », P.U.F. p. 241 et suiv.
 (d'après les statistiques officielles de l'O.N.U.).

T A B L E A U II

Taux de natalité pour quelques pays

u = nombre de naissances vivantes pour 1.000 habitants

Pays	1906-1910	1921-1925	1938	1962
Canada	—	28,2	20,6	25,5
Etats-Unis	—	22,8	17,6	22,4
Belgique	24,7	20,5	16,0	16,8
France	20,2	19,3	14,9	17,9
Italie	32,6	29,6	23,8	19,0
Pays-Bas	29,6	25,6	20,5	20,8
Royaume-Uni	—	21,7	15,5	18,3
Suède	25,4	19,1	14,9	14,2
Algérie (musulmans)	27,2 (1)	—	33,2 (1)	52,6
Egypte	—	42,8	43,2	48,6 (2)
Argentine	—	32,0	23,7	22,4
Brésil	35,4	—	—	43,0
Chili	38,7	39,3	32,1	34,5
Colombie	—	26,6	32,2	44,0
Costa Rica	—	43,4	45,0	50,5
Porto Rico	—	38,3	38,6	31,4
Venezuela	—	28,1	33,7	44,4
Ceylan	—	38,5	35,9	36,9
Inde	—	33,0	33,3	25,8
Japon	32,6	35,0	27,1	17,0
Philippines	—	34,3	32,4	25,0

(1) R. GENDARME : « Economie de l'Algérie », A. Colin, 1959.

(2) 1955.

Source : Extrait de Ph. MOUCHEZ « Démographie » P.U.F. 1964 p. 239 et suiv.
(d'après les statistiques officielles de l'O.N.U.).

tance peut encore être plus ou moins réduite. D'ailleurs le surpeuplement dans les régions rurales se traduit évidemment par un chômage déguisé important, comme le souligne le Pr. GENDARME, mais aussi, dans les cas aigus, par une véritable expulsion du trop-plein d'éléments humains qui vont constituer, autour des centres urbains, cette population « clochardisée » des « bidonvilles » ; ce phénomène grave, caractéristique de beaucoup de pays sous-développés, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir longuement plus loin (14) exprime mieux peut-être qu'une définition rigoureuse et abstraite ce qu'est le surpeuplement des pays sous-développés.

En pratique, et bien que l'excès de pression démographique (ou surpeuplement dynamique) varie suivant les conditions de la production alimentaire en particulier, et l'accumulation antérieure des hommes, on pourrait estimer qu'en moyenne il y a risque de surpeuplement lorsque le taux de croissance de la population atteint et dépasse les 2 % annuels. Cette évaluation du taux de croissance démographique à partir duquel on peut considérer que, dans la plupart des pays sous-développés, on entre dans la zone de surpeuplement, peut évidemment être contestée et discutée. Elle ne prétend d'ailleurs pas établir un théorème. Cependant ce taux doit s'apprécier en fonction de la situation de départ (un taux n'a d'ailleurs aucune signification en lui-même) et on peut admettre que, dans la plupart des pays sous-développés, compte tenu de la pression actuelle des hommes sur les subsistances et des possibilités alimentaires, la poursuite de la croissance démographique à un taux annuel égal ou supérieur à 2 %, crée ou confirme le surpeuplement.

Quoiqu'il en soit, comme le remarque le Pr. GENDARME, « tout pays sous-développé doit faire face à un accroissement brusque de sa population ». Cette *poussée démographique* tient, pour une part importante à l'action sanitaire directement ou indirectement exercée par les pays industrialisés, qui a entraîné une chute rapide et accentuée des taux de mortalité (cf. tableau I qui réunit quelques données significatives et fournit quelques comparaisons). Il tient également au maintien à un niveau élevé (sinon à l'accroissement) des taux de natalité (cf. tableau 2) dont il est difficile de discerner la cause profonde (peut-être la manifestation d'un besoin obscur d'affirmation pour des sociétés qui n'ont pas, jusque-là, joué un rôle prépondérant dans l'histoire moderne). Il faut cependant observer à propos des évaluations des taux de mortalité et de natalité, qu'il s'agit de statistiques officielles à propos desquelles les experts de l'O.N.U. expriment certaines réserves (15). Il est en effet fort probable que ces taux soient sous-évalués pour beaucoup de pays sous-développés et que les taux de mortalité en particulier (rapportés au tableau 1) soient nettement plus élevés dans beaucoup de cas. Ceci explique certaines disparités entre, par exemple, l'Algérie (où l'évaluation

(14) In II^e PARTIE.

(15) Cf. en particulier les explications et appréciations introductives in « Demographie Yearbook » 1955 et 1963.

T A B L E A U III

Comparaison des taux de croissance démographique entre les pays qui ont amorcé leur développement aux XVIII^e et XIX^e siècles et les pays sous-développés

Pays	Taux annuel moyen (%)
<u>Pays industrialisés</u>	
— Angleterre	0,6 (1783-1802)
— France	0,4 (1830-1860)
— Belgique	0,7 (1833-1860)
— Allemagne	0,8 (1850-1873)
— Suède	0,7 (1868-1890)
<u>Pays sous-développés</u>	
— Ceylan	2,7 (1953-1960)
— Inde	1,9 (1953-1960)
— Indonésie	2,2 (1953-1960)
— Malaisie	3,0 (1953-1960)
— Irak	2,9 (1953-1960)
— Philippines	3,8 (1953-1960)
— Congo (Léopoldville)	2,2 (1953-1960)
— Nigéria	1,9 (1953-1960)
— Algérie	2,3 (1953-1960)
— Maroc	3,0 (1953-1960)
— République Arabe Unie	2,4 (1953-1960)
— Tunisie	1,5 (1953-1960)
— Ouganda	2,5 (1953-1960)
— Ensemble Afrique	2,2 (1950-1960)
— Ensemble Amérique Centrale .	2,7 (1950-1960)
— Ensemble Amérique du Sud ..	2,3 (1950-1960)
— Ensemble Asie Sud-Ouest	2,6 (1950-1960)
— Ensemble Asie Sud-Est	2,0 (1950-1960)
— Ensemble Asie Est	2,0 (1950-1960)
— Ensemble Asie Sud	1,7 (1950-1960)

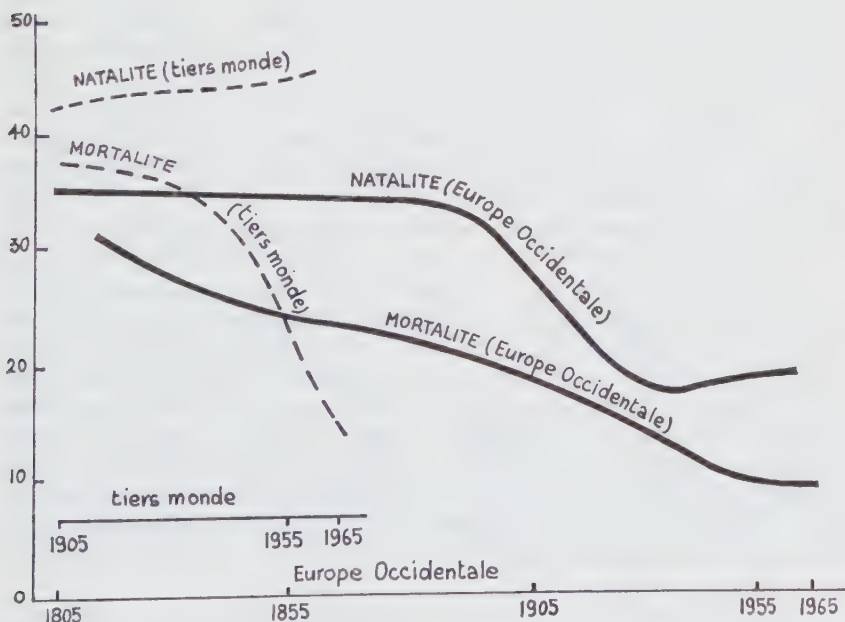
Source : P. BAIROCH « Révolution industrielle et sous-développement » SEDES 1963.

est proche de la réalité en raison d'une organisation assez correcte de l'état civil) et des pays comme Costa-Rica, Ceylan, l'Inde et les Philippines où les taux de mortalité officiels sont inférieurs à ceux de la France, de la Grande-Bretagne et même de la Suède... Pour les pays sous-développés, des taux de mortalité de l'ordre de 20 0/00 semblent être une évaluation plus acceptable. Cependant les taux de natalité sont sans doute eux-mêmes sous-évalués ; ce qui rétablit le « décalage » qui reste, en tout état de cause, très important.

Cet « éclatement » entre les taux de mortalité et de natalité provoque une croissance naturelle démographique exceptionnellement puissante. Au « réveil démographique » de l'Europe, au XVIII^e et XIX^e siècles, « correspond » aujourd'hui une « explosion démographique » du Tiers-Monde (cf. tableau III pour une évaluation de cette différence). Dans un graphique saisissant, M. A. SAUVY montre parfaitement ce « décalage » (16) entre la croissance démographique de l'Europe occidentale du XIX^e siècle et celle du Tiers-Monde au XX^e (cf. graphique 1).

GRAPHIQUE I

Natalité et mortalité comparées en Europe Occidentale et dans le tiers-monde avec décalage d'un siècle (selon Sauvy)



(16) A. SAUVY : « Malthus et les deux Marx ». Denoël 1963, pp. 105 et suiv.

Le sous-développement se présente donc à nous d'abord comme une violente et brutale poussée démographique, un « déluge démographique » selon l'expression du Pr. BOUTHOU, dans une société pauvre dont le niveau de subsistances est médiocre sinon intolérable, qui crée ainsi une nécessité urgente et impérieuse de croissance. Mais cet aspect objectif du phénomène sous-développement ne doit pas masquer un aspect subjectif, plus subtil, plus difficile à saisir mais qui pose peut-être un problème plus grave : la révolution psychologique.

SECTION 2

LA REVOLUTION PSYCHOLOGIQUE

La révolution psychologique dans les pays sous-développés est le résultat du phénomène bien connu sous le nom d'« effet de démonstration », mis en relief par DUESENBERY et étendu par R. NURKSE. On peut cependant observer qu'il a eu une portée beaucoup plus longue et plus profonde que ses promoteurs ne lui avaient peut-être accordée. Cette révolution psychologique dans les pays sous-développés est la manifestation plus ou moins soudaine, au sein de sociétés traditionnelles, d'une propension à des *types et des niveaux de vie matérielle* qui sont en gros ceux des Etats-Unis et de l'Europe occidentale : les plus représentatifs et les plus attirants de ce qu'il est convenu d'appeler les pays développés. *Cette conscience d'un monde différent*, acquise principalement par la pénétration coloniale mais aussi par la multiplication des contacts entre les peuples au lendemain de la deuxième guerre mondiale (17), *ce tropisme* vers d'autres conditions de vie qui se manifeste au sein de la société traditionnelle, constitue, nous semble-t-il, l'essentiel même du phénomène sous-développement. La poussée démographique renforce le mécanisme, donne une acuité particulière au phénomène, à bien des égards complique le problème, mais on peut concevoir qu'elle n'est pas, au fond, une condition nécessaire du sous-développement.

La plupart des auteurs qui ont pénétré le sous-développement au-delà des symptômes statistiques, accordent une importance capitale à ce facteur. Ainsi, par exemple, le Pr. GENDARME (18), dans son analyse sociologique et dynamique du sous-développement, dénombre trois forces de destruction de l'équilibre ancien : l'effet de démonstration, l'effet sanitaire et l'effet de domination. L'auteur admet d'ailleurs qu'elles peuvent se réduire à une notion unique, fondamentale, d'effet de démonstration ; ce qui importe au niveau de synthèse où nous voulons nous situer. Il n'est pas nécessaire que cette révolution psychologique soit commune à tous les membres ou tous les groupes de la société. Il

(17) Le caractère cosmique de la guerre, les essais de réorganisation mondiale, l'accélération des moyens de transport ont évidemment joué un rôle capital.

(18) R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.*

n'en est d'ailleurs généralement pas ainsi. Il suffit qu'il soit le fait d'un groupe : parti ou classe sociale (bourgeois, intellectuels), qui dispose d'une puissance de contagion, d'une force de persuasion ou d'entraînement suffisante pour engager, à plus ou moins brève échéance, la société dans son ensemble. Cette force peut être matérielle et coercitive (militaire ou économique) ou morale et attractive (prestige des intellectuels ou influence des religieux). Ces types de force ne sont d'ailleurs pas exclusifs l'un de l'autre : le militaire victorieux comme le riche sont auréolés du prestige de leur réussite tandis que l'élite intellectuelle ou religieuse dispose, souvent, dans les sociétés primitives, d'un certain pouvoir et d'une certaine autorité matérielle. Au demeurant, cette analyse est quelque peu académique car, en définitive, la considération essentielle est celle de la génération et de la classe d'âges. En effet, dans le cas très général, ce sont les « jeunes » qui adoptent cette attitude dynamique d'ouverture et attraction vers un monde nouveau et de rejet et refus de la société ancienne. Dès lors, leur puissance tient à leur jeunesse et le processus est irréversiblement engagé.

M. M. MORET (19) résume cet aspect du sous-développement dans l'expression, peut-être trop optimiste, de « volonté de croissance ». Y a-t-il une acceptation d'en payer le prix ? C'est la question que se pose avec scepticisme M. J. AUSTRUY (20).

Un exemple curieux et récent illustrera parfaitement ce propos. Il existe dans l'Atlantique Sud une île de Tristan da Cunha, possession anglaise mais complètement dépourvue de ressources. En raison des difficultés particulières de ravitaillement, les Anglais décidèrent d'amener purement et simplement les quelques centaines de Tristanais en Grande-Bretagne. Mais ces derniers ne goûtèrent aucunement la vie moderne en général et la civilisation anglaise en particulier. Ils demandèrent donc le retour dans leur île et les Anglais accédèrent à leur désir. Il y a là un refus de civilisation, d'un type nouveau de vie, qui permet de conclure que l'île de Tristan da Cunha ne fait pas partie du Tiers-Monde.

En réalité il y a sous-développement parce que, brutalement, dans des sociétés quasi primitives, s'est produite une explosion de besoins nouveaux imités des pays industrialisés. Mais ces besoins nouveaux sont ceux que satisfont (plus ou moins) les pays industrialisés après un long parcours de croissance dont les pays du Tiers-Monde perçoivent assez mal quel fut le coût. N'ayant connu que le résultat, ils désirent entrer de plain-pied dans l'« ère des consommations de masse » qui leur est pourtant refusée dans l'immédiat ; d'où un sentiment de frustration et la recherche de responsabilités extérieures et historiques. Cette tendance est bien humaine, elle n'est d'ailleurs pas sans fondements partiels et particuliers, mais il est difficile d'y trouver une explication totale. Il n'entre pas dans nos intentions d'ouvrir ici une enquête

(19) M. MORET : « Les problèmes financiers de la jeunesse », Annales de la Faculté de Phnom-Penh, 1960.

(20) J. AUSTRUY : « Le prix de la croissance », Revue d'Economie Politique, 1962, p. 830.

historique sur les responsabilités du sous-développement, nous dirons cependant que le rôle d'accusateurs de l'histoire est non seulement vain mais négatif du point de vue de l'avenir à bâtir.

Le monde sous-développé a donc faim tout autant de réfrigérateurs, de récepteurs-transistors et d'automobiles que de pain et de viande. Tout naturellement cette dernière réalité s'impose plus violemment à nos consciences et à nos sensibilités mais il ne faut pas qu'elle camoufle à l'observation scientifique l'autre réalité psychologique. La classe dominante qui, dans les pays sous-développés, effectue des dépenses somptuaires et pratique des consommations de luxe, alors que la masse assure mal un niveau de subsistance minimum n'a pas mauvaise conscience mais au contraire le sentiment de réparer une injustice. Pour l'avoir ignoré, certains, tel M. R. DUMONT, ont connu d'amères déceptions (21). Cette révolution psychologique dans le Tiers-Monde n'apporte évidemment pas que des difficultés pour la mise en œuvre d'un plan de démarrage. Elle doit être reconnue, canalisée et orientée vers la construction d'une société moderne. Elle doit être, en quelque sorte, complétée en faisant admettre aux jeunes générations impatientes, la nécessité d'un effort organisé de développement pour atteindre ce nouvel idéal de la société industrielle, et, également, en leur faisant mieux comprendre les mécanismes et les règles fondamentales du système de l'économie en état de croissance. C'est sans doute la tâche essentielle que doit remplir le démarrage des pays sous-développés pour être un succès.

Au terme de cette analyse fondamentale sur laquelle s'accordent aujourd'hui les économistes du développement, nous retenons que la société sous-développée, qui constitue le point de départ de notre analyse dynamique, n'est pas une société stationnaire mais une société « qui bouge ». On doit donc s'interroger sur le sens du mouvement à entreprendre, sur la voie à suivre, sur les performances à accomplir en premier pour résoudre ce problème capital de notre temps. En un mot il faut essayer de concevoir ce que peut être le démarrage des pays sous-développés.

Avant de proposer une définition de cette période critique nous devons examiner comment est née cette idée de démarrage, ce que les auteurs, à ce point de vue, ont apporté de nouveau et de constructif à la théorie du développement.

(21) R. DUMONT : « L'Afrique noire est mal partie ». Ed. du Seuil, 1962.

CHAPITRE 2

L'IDÉE DE DÉMARRAGE

Nous l'avons déjà noté plus haut, l'idée de démarrage et l'idée de développement sont étroitement liées. On peut d'ailleurs découvrir dans la littérature consacrée au sous-développement une grande variété de conceptions implicites du démarrage en se livrant à une exégèse un peu large de certaines analyses. On doit dire qu'elles sont implicites parce que le terme de démarrage n'est pas formellement employé mais elles peuvent être considérées comme telles dans la mesure où elles proposent des *objectifs prioritaires* dont on espère que leur réalisation fera franchir aux économies sous-développées un pas décisif, une étape critique et capitale dans la voie du progrès continu.

Peuvent être ainsi considérées comme des conceptions implicites du démarrage, les analyses qui privilégient un critère « classique », un *symptôme typique* du sous-développement, en vue de proposer une *tâche à accomplir en premier dans le temps de développement*, qui doit lever un obstacle essentiel à la croissance des pays du Tiers-Monde.

A cet égard, on doit relever tout d'abord que *l'industrialisation fournit une première conception du démarrage* qui se définit alors par la constitution d'un secteur industriel important; cette importance étant mesurée soit par le rapport produit industriel/produit global, soit par le rapport population occupée dans le secondaire/population active

totale. La norme exigée pour considérer que la période de démarrage est accomplie peut également être diverse : valeur du produit industriel supérieure à celle des autres secteurs (agriculture - mines - commerce), quantité de population occupée dans le secondaire supérieure à celle occupée dans les autres secteurs d'activités, rapports typiques semblables à ceux des pays industrialisés, etc... Une variante de cette conception apparaît dans les analyses qui privilégient les *secteurs d'industries lourdes* ou secteurs dits « de base ». Le démarrage se définit alors plus spécialement par la mise en place de certains secteurs considérés comme le fondement et l'armature de la production industrielle. A cet égard, la sidérurgie, le raffinage des produits pétroliers, la pétrolochimie revêtent une forte valeur mythique pour les pays sous-développés.

Un autre exemple d'une conception implicite du démarrage peut être mis en relief : il consiste à privilégier le facteur *éducation* et à faire de l'alphabétisation la tâche primordiale à entreprendre pour atteindre l'auto-développement. La formation intellectuelle des hommes semble alors définir une période critique et capitale que l'on peut appeler le démarrage. Ainsi, le Pr. P.-L. REYNAUD considère que le pourcentage d'analphabètes dans la population âgée de plus de sept ans constitue un critère humain significatif du développement : « Avec un taux de plus de 50 % d'analphabètes ce sera le sous-développement, de 20 % à 50 % le semi développement, au dessous de 20 % le développement. » (1).

Cette place privilégiée accordée à la formation intellectuelle comme facteur-clé du développement se retrouve par exemple, encore, dans l'œuvre d'A. SAUVY ou de R. DUMONT. Le proverbe chinois (2) devenu fameux, illustre bien cette idée que l'objectif prioritaire à atteindre dans les pays sous-développés est d'élever et d'étendre le niveau de connaissances : « Apprendre à pêcher » est une action aux effets plus durables que celle de « donner un poisson ». Apprendre à produire permet le démarrage économique.

On pourrait encore découvrir une conception plus spécifiquement politique du démarrage qui vise alors à réaliser *l'indépendance économique* de la nation, corollaire de l'indépendance politique. Plus exactement, la priorité donnée à l'indépendance économique vise à renforcer et à matérialiser l'indépendance politique (3).

Le problème du facteur politique dans le démarrage nous retiendra longtemps plus loin (4). Nous constaterons son importance et les multiples aspects qu'il peut revêtir. Ici nous observons que le démar-

(1) P. L. REYNAUD : « Economie généralisée et seuils de croissance ». Ed. Génin, 1962, p. 99.

(2) « Si tu donnes un poisson à un homme il mangera un jour... si tu lui apprends à pêcher, il mangera toute sa vie. »

(3) Cf. par exemple un article très significatif du « Monde diplomatique » Numéro de Juin 1964. G. CHAFFARD : « L'indépendance économique, deuxième étape de la décolonisation ».

(4) In III^e PARTIE.

rage défini par l'indépendance, voire l'autarcie économique, ne peut être discuté par l'économiste seul : il s'agit d'une conception purement politique qui déborde sa sphère de compétence et échappe à son échelle de valeurs. Plongeant ses racines chez LIST, CAREY, CAUWÈS et BROCARD, elle exacerbe l'idée de puissance nationale et le fait national. A la limite, l'objectif n'est plus tant le développement économique et la croissance du revenu per capita que la consolidation de l'indépendance politique et, plus encore, l'affirmation (plus ou moins agressive) du fait national. En réalité, on observe à cet égard un certain flottement dans la pensée qui place au premier rang tantôt la norme politique (à laquelle est soumis l'économique) tantôt l'objectif économique de développement comme garant de l'indépendance politique.

On pourrait multiplier les exemples de conceptions implicites du démarrage sans faire subir à la pensée des auteurs une interprétation abusive. En fait, on peut dire que l'idée de démarrage apparaît dès que *l'un des multiples critères classiques du sous-développement est considéré comme le facteur essentiel du cercle vicieux de la pauvreté.*

Ces conceptions du démarrage sont critiquables à deux points de vue :

1) Elles reposent tout d'abord sur des critères du sous-développement qui ne constituent qu'une approche extérieure du phénomène. Ces critères que nous appellerons « classiques » (absence d'industrialisation et faiblesse du capital - analphabétisme - domination économique avec ou sans domination politique - sous-alimentation - carence sanitaire - structures politiques et sociales figées, etc.) ne définissent que des *symptômes* du sous-développement sans porter un *diagnostic* fondamental de l'économie sous-développée. Ils ne font que décrire l'état de sous-développement sans expliquer l'émergence du phénomène (comme nous avons tenté de le faire plus haut à partir d'analyses récentes). Comme le relève le Pr. GENDARME, ces critères « ne sont pas objectifs mais colorés par l'ethnocentrisme d'une civilisation occidentale... » et par ailleurs « constituent une analyse statique du phénomène étudié » (5). En un mot, ils se bornent à définir le sous-développement par rapport au développement, les économies sous-développées par rapport aux pays développés et vont ainsi insuffisamment au fond des choses.

2) Ces conceptions « implicites » du démarrage tendent, plus ou moins consciemment, à une « explication » moniste du sous-développement par un indicateur privilégié qui devient alors l'objectif prioritaire du développement, c'est-à-dire, l'objectif du plan de démarrage. La démarche devient alors encore plus suspecte car il est évident que la transformation structurelle que suppose le développement au départ ne saurait être définie par un seul de ces indicateurs simples.

Cependant, au-delà de ces conceptions du démarrage qui demeurent malgré tout implicites et qui n'entrent dans notre système conceptuel

(5) R. GENDARME : « La pauvreté des Nations ». Editions Cujas, 1963, p. 13.

qu'au prix d'une certaine interprétation, il nous faut surtout considérer les analyses qui ont mis expressément en relief l'idée d'une période critique de départ dans le processus de croissance. Il nous faut évidemment commencer par l'analyse du Pr. ROSTOW qui, dès 1956, lançait l'idée du take-off (6) et développait son analyse dans sa théorie des étapes de la croissance économique (7). Mais nous devons encore, dans cette étude introductive, analyser d'autres théories qui ont contribué à l'élaboration de la notion de take-off des économies sous-développées.

SECTION I

LE TAKE-OFF DU PROFESSEUR W.W. ROSTOW

Il ne saurait être question, dans le cadre restreint de ce paragraphe, d'étudier à fond l'importante construction du Pr. ROSTOW qui d'ailleurs a été de nombreuses fois analysée par les économistes contemporains dont elle a évidemment retenu l'attention et suscité l'intérêt (8). D'ailleurs notre problème n'est pas de considérer l'ensemble du schéma rostowien mais la période critique du démarrage. Il ne s'agit pas non plus d'apprécier la valeur historique du take-off, *de confronter l'interprétation rostowienne avec la croissance passée des pays industrialisés* mais d'examiner ce qu'elle apporte de neuf pour l'élaboration d'un plan de développement des pays sous-développés de cette seconde moitié du XX^e siècle. Ce problème est posé par ROSTOW lui-même qui envisage expressément le take-off des pays qui cherchent aujourd'hui à démarrer (9). Nous reprendrons donc brièvement l'essentiel de l'analyse bien connue du take-off mais celui-ci ne peut être séparé de la période précédente que l'auteur appelle la phase des « conditions préalables ».

§ 1. — LA PHASE DES « CONDITIONS PRÉALABLES ».

Selon la définition de ROSTOW, c'est « la période transitoire pendant laquelle la société se prépare, ou est préparée par des forces

(6) W. W. ROSTOW : « The take-off into self-sustained growth », *Economic journal*, mars 1956, pp. 25-48.

(7) « The stages of economic growth ». Cambridge university press, 1960, traduit en français sous le titre « Les étapes de la croissance économique ». Editions du Seuil, 1962.

(8) Comme le remarque J. AUSTRUY (« Le scandale du développement », Ed. M. Rivière, 1965, p. 39) : « Les critiques adressées à ROSTOW suffiraient à remplir une bibliographie » tant il est vrai que la théorie du Pr. ROSTOW est un des grands thèmes de l'actualité scientifique. Notons par exemple, qu'elle a fait l'objet d'une conférence de l'Association Internationale de Science Economique dont les rapports et débats sont réunis dans « The economics of take-off into sustained growth » edited by W. W. ROSTOW. St. Martin's press 1963. Citons encore BAUER et C. WILSON : « The stages of growth » *Economica*, mai 1962. H. T. HABAKKUK : « The stages of economic growth », *The economic journal*, septembre 1961. J. MARCZEWSKI : « Y a-t-il eu un take-off en France ? » *Cahiers de l'I.S.E.A.*, mars 1961. G. LEDUC : « Economie du développement » *Les cours de Droit 1961-1962*, pp. 214 et suivantes.

(9) W. ROSTOW : « Les étapes de la croissance économique », *op. cit.*, p. 61.

extérieures à poursuivre sa croissance à un rythme régulier » (10). Il s'agit donc d'un processus de transition préparatoire. En effet, observe le Pr. ROSTOW, pour que le taux d'investissement s'accélère de telle sorte que l'accroissement de la production soit supérieur à l'accroissement de la population, il faut une préparation du milieu par la réunion de certaines conditions qui sont à la fois des transformations sociales et des progrès économiques au sens étroit.

A. — Ces transformations se traduisent par un certain nombre de phénomènes qui constituent, dans la construction du Pr. ROSTOW, autant de *critères* de la phase des conditions préalables que l'on peut résumer de la manière suivante :

- 1) La prédominance de l'agriculture cède le pas à la prédominance de l'industrie, des communications, du commerce et des services (mesurée par la population active occupée dans ces secteurs).
- 2) La vie politique, économique et sociale s'élargit : elle déborde le cadre régional étroit pour s'organiser dans un cadre national plus vaste.
- 3) Les taux de natalité tendent à baisser.
- 4) Des transformations interviennent dans la répartition des revenus supérieurs qui passent des propriétaires fonciers traditionnels aux élites qui se consacrent aux nouvelles techniques de production et l'échelle sociale se modifie en conséquence.
- 5) Enfin l'attitude psychologique de l'homme à l'égard de son milieu se transforme radicalement : l'idée que l'homme peut connaître et modeler son environnement se répand de plus en plus largement.

B. — Ces caractères généraux de la période des conditions préalables sont le résultat de *transformations* qui sont à la fois d'ordre social et d'ordre strictement économique.

I. — Sur le plan social, le Pr. ROSTOW met en relief un certain nombre de transformations nécessaires :

- 1) Il doit tout d'abord apparaître dans la société une nouvelle classe d'hommes susceptibles d'utiliser et d'appliquer la science moderne mais aussi capables de créer des innovations qui permettent l'abaissement des coûts de production et l'amélioration de la productivité.
- 2) Mais il doit également se trouver d'autres individus susceptibles de prendre le risque de la technique moderne et d'engager leurs capitaux dans l'entreprise périlleuse du développement.
- 3) Il est par ailleurs nécessaire que la population dans son ensemble accepte le nouveau mode de vie organisé et discipliné de la société moderne. En définitive, cette période transitoire est marquée par une nécessaire « modification radicale dans l'attitude réelle de la société

(10) W. ROSTOW, *op. cit.*, p. 31.

à l'égard de la science pure et appliquée... des conditions et des méthodes de travail... » (11). Elle est marquée par l'apparition d'une *élite nouvelle* avec une psychologie nouvelle qui considère la modernisation comme une entreprise réalisable et souhaitable et par la substitution de cette nouvelle élite à l'ancienne. Mais il faut encore, selon ROSTOW, bien mettre en relief, en plus de ces transformations sociales et psychologiques, le rôle important joué par les facteurs politiques dans la transition.

4) *Le nationalisme politique* naît, selon ROSTOW, de la volonté de détruire la société traditionnelle moins pour engager un processus de croissance que pour protéger la dignité de la communauté et venger les humiliations subies. Le nationalisme est un moteur puissant de la transition et de la modernisation, tout aussi important que l'attrait du profit (12).

Ainsi, pour le Pr. ROSTOW, trois personnages importants apparaissent dans la phase des conditions préalables : le *négociant* qui voit dans la modernisation le moyen d'accroître ses débouchés et ses bénéfices et d'accéder à un prestige nouveau, *l'intellectuel* et le *soldat* qui, chacun suivant leur optique propre, considère la modernisation comme le moyen de rehausser la dignité de la communauté. Durant la période, se réalise une coalition transitoire entre ces trois types sociaux dont l'objectif est de créer un Etat moderne indépendant. Cependant, ce nationalisme naissant à la période transitoire comprend diverses possibilités : il peut tendre soit vers une agressivité à l'égard de l'extérieur, soit vers une consolidation politique intérieure, soit vers la transformation continue de l'économie et vers un effort constant de modernisation. Le succès de telle ou telle tendance dépend en définitive de la structure initiale et de l'évolution de la coalition transitoire.

II. — Parallèlement à ces transformations sociales, politiques et psychologiques, la période transitoire est marquée par la réalisation de *certain progrès économiques* qui, sans être absolument décisifs, jettent les bases d'un développement continu. A cet égard, le Pr. ROSTOW marque l'insuffisance de l'analyse globale et met en relief deux problèmes particuliers : celui de l'agriculture et celui de l'infrastructure.

1) Durant la période transitoire, la productivité augmente dans les industries extractives et dans *l'agriculture* qui produisent des ressources « le plus directement accessibles et le plus naturellement productives ». L'amélioration de la productivité agricole, en particulier, est capitale, car elle permet l'accroissement des ressources alimentaires disponibles et des devises et le dégagement de surplus réinvestissables (par le canal des finances publiques en particulier). Elle constitue par ailleurs un stimulant pour les industries dont l'agriculture est cliente.

(11) W. W. ROSTOW, *op. cit.*, p. 35.

(12) C'est dans ce sens que, selon ROSTOW, a joué le nationalisme en Allemagne, en Russie, au Japon, en Chine...

2) Par ailleurs, la constitution d'une *infrastructure économique* et sociale est une tâche très importante, caractéristique de la phase des « conditions préalables ». Son édification relève essentiellement de l'action de l'Etat qui doit ainsi mobiliser, à cet effet, des capitaux très importants pour que l'économie prenne un bon départ.

La période des conditions préalables est donc celle où s'effectue la transition de la société traditionnelle à la société moderne et où se réalisent un certain nombre de transformations qui vont permettre à la société d'accélérer sa croissance. Contrairement à la période de démarrage ou à celle de la maturité, ROSTOW n'évalue pas la durée concrète de la période des conditions préalables et ne renseigne pas sur ce que peut ou doit être le temps nécessaire à une société pour accumuler ces conditions favorables au take-off.

§ 2. — LE « TAKE-OFF » OU « DÉCOLLAGE ».

Dès le début du chapitre consacré à l'analyse de cette période, le Pr. ROSTOW fournit sa définition essentielle du démarrage : c'est la « phase décisive de l'histoire d'une société où la croissance devient un *phénomène normal* » (13). Il nous faut tenter de préciser cette définition à partir des éléments apportés par ROSTOW et de déterminer les mécanismes essentiels de la période.

A. — *Définition générale.* D'une façon générale selon ROSTOW, la période de démarrage s'ouvre sous l'effet d'un stimulus quelconque (révolution politique - technique nouvelle - conjoncture internationale) qui accélère brutalement la croissance. L'action du stimulus sera efficace si la société a réuni les conditions préalables qui lui permettent de réagir positivement à l'action du stimulus. En quoi consiste cette réaction positive ? Quelle est la nature de ce que l'on doit appeler le démarrage ? ROSTOW le définit par trois éléments essentiels qui sont d'ailleurs liés les uns aux autres.

I. — *L'accélération du taux de l'investissement.* La période du démarrage se caractérise par une hausse du taux de l'investissement productif qui passerait, par exemple, de 5 % (et moins) à 10 % (et plus) du produit national net.

Cette caractéristique mérite un examen un peu approfondi car d'une part, les analyses, à la suite de l'auteur lui-même, insistent sur cet indicateur, et d'autre part, elle nous paraît recouvrir un critère plus fondamental.

Le Pr. ROSTOW part de l'hypothèse suivant laquelle dans le début du développement, le coefficient de capital s'établit à 3,5 environ et l'accroissement de population s'effectue au taux annuel de 1 %

(13) W. W. ROSTOW, *op. cit.*, p. 52 (c'est nous qui soulignons).

à 1,5 %. Suivant une équation de définition simple, le taux d'investissement nécessaire est égal au taux d'accroissement souhaité du revenu multiplié par le coefficient marginal de capital puisque

$$\frac{I}{Y} = \frac{\Delta y}{Y} \times \frac{I}{\Delta y}$$

où I = l'investissement additionnel

Y = le produit national net en début de période

Δy = l'accroissement du produit national

Il ressort donc à l'évidence que pour un simple maintien du produit per capita, il faut investir 3,5 % à 5,25 % du produit national net tandis que pour obtenir un accroissement du produit per capita, de 2 % par exemple, il faudra investir 10,5 % à 12,25 % du produit national.

Cette évaluation a été critiquée à de nombreux points de vue : On peut tout d'abord contester la valeur opérationnelle du coefficient de capital. Ainsi, le Pr. J. AUSTRUY (14) dresse un vif réquisitoire contre cet instrument d'analyse de la croissance, surtout au niveau global. L'auteur observe en particulier, qu'outre les incertitudes et les difficultés de sa mesure statistique, 1) le concept ne retient pas tous les facteurs qui contribuent au développement (comme par exemple, l'éducation, l'habillement, la nourriture, le logement, les loisirs, etc.) ; 2) il ne comprend pas les ressources naturelles ; 3) ses variations dans le temps sont négligées, ce qui ne permet pas de saisir les rythmes de la croissance.

On peut encore contester en elle-même l'évaluation de 3,5 (et, nous venons de le voir, sa constance dans le temps de développement) et, partant, l'évaluation des taux d'investissement nécessaires qui définissent le démarrage. Ainsi le Pr. KUZNETS (15) considère que le taux de 3,5 n'est pas évident et qu'il n'est ni identique pour les différents pays, ni stable dans le temps. D'ailleurs, toujours selon KUZNETS, dans beaucoup de pays, avant les périodes de take-off telles qu'elles sont datées par ROSTOW, les taux d'investissements nets étaient déjà nettement supérieurs à 5 %.

Cependant, notre propos n'est pas ici, rappelons-le, de vérifier l'exactitude historique de l'analyse du Pr. ROSTOW. Au demeurant, les évaluations fournies par l'auteur ne le sont qu'à titre d'hypothèse et d'exemple et, peut-être ne faut-il pas s'attacher trop strictement à celles-ci pour définir le take-off. Il est vrai cependant que le Pr. ROSTOW lui-même, après avoir annoncé qu'il ne s'agit que d'un exemple, semble conférer à ces chiffres une valeur d'indicateurs essen-

(14) J. AUSTRUY : « Le scandale du développement ». Ed. Marcel Rivière, 1965, p. 215.

(15) S. KUNZNETS : « Notes on the take-off ». In « The economics of take-off into sustained growth ». Edited by W. W. ROSTOW, *op. cit.*, p. 22.

tiels du take-off. Ce que l'on peut observer, au-delà de ces simples évaluations, c'est que le Pr. ROSTOW définit au fond le take-off comme la période d'accroissement régulier du produit *per capita* alors que la période précédente n'était marquée que par le maintien du niveau de productivité compte tenu de l'accroissement démographique (16).

II. — La deuxième caractéristique du take-off, selon ROSTOW, est la création d'un ou plusieurs secteurs importants de l'industrie de transformation ayant des taux de croissance élevés. Par « industries de transformation » ROSTOW comprend la transformation des produits agricoles et des matières premières par des procédés modernes. Ces industries de transformation doivent provoquer toute une série de besoins dans d'autres secteurs et éventuellement des économies dans l'achat de produits industriels à l'étranger.

III. — Troisièmement, enfin, durant la période est mis en place un *appareil politique, social et institutionnel* capable de mobiliser les capitaux intérieurs pour les investir dans le secteur moderne de telle sorte que la croissance devient un phénomène durable.

Selon ROSTOW, cette définition distingue le take-off de la période suivante où l'industrialisation devient un phénomène plus massif et de la période précédente où des progrès économiques sont réalisés sans être capables d'engager un processus de croissance continue en « circuit fermé ». Cette période critique couvre, selon ROSTOW, environ une ou deux décennies.

En rapprochant cette analyse des constatations faites aujourd'hui dans les « économies insuffisamment développées », ROSTOW distingue :

1) Les pays qui n'ont pas encore atteint le démarrage, dans lesquels le taux d'investissement est inférieur à 5 % : tels que, par exemple, le Kenya, le Cambodge, la Thaïlande, l'Indonésie...

2) Les pays qui essaient de démarrer comme :

- Le Mexique : taux d'investissement = 7,2 % (1950) ;
- Le Chili : taux d'investissement = 9,5 % (1950) ;
- Panama : taux d'investissement = 7,5 % (1950) ;
- Les Philippines : taux d'investissement = 6,4 % (1952) ;
- Porto Rico : taux d'investissement = 7,6 % (1952) ;
- L'Inde : taux d'investissement = 7 % (1953).

Pour ces pays le problème demeure de savoir si la période de démarrage produira les résultats effectivement attendus.

3) Les pays qui semblent avoir démarré : comme la Colombie par exemple (taux d'investissement net = 16,3 % en 1950).

4) Des économies « enclavées » dont le taux d'investissement est supérieur à 10 % mais où ne sont pas réunies les conditions *intérieures préalables* à la croissance soutenue. Axées sur les exportations, elles ne

(16) Suivant la terminologie d'A. SAUVY, durant la phase des conditions préalables seuls les « investissements démographiques » sont assurés alors que le démarrage réalise des « investissements économiques ».

bénéficient pas d'un réinvestissement intérieur suffisant pour l'extension du secteur moderne. Exemple : le Congo belge (taux d'investissement = 21,7 % en 1951) et la Rhodésie du Sud (45,4 % en 1952).

B. — Cependant ROSTOW estime nécessaire de compléter cette définition globale par une *analyse structurelle interne du démarrage* car la méthode globale « ne renseigne guère sur ce qui se passe effectivement et sur les forces qui provoquent le démarrage ; quant au critère du taux d'investissement il n'est pas concluant non plus » (17).

Les causes de l'accélération du taux d'investissement tiennent à la fois à l'offre et à la demande de capitaux et à l'existence de secteurs de production qui jouent le rôle de secteurs entraînants (leading sectors).

I. — *L'offre sur le marché des capitaux* s'accroît tout d'abord en raison des modifications dans la répartition du revenu (qui s'opèrent au détriment des individus qui thésaurisent ou dépensent de façon improductive et au bénéfice de ceux qui dépensent ou prêtent leur épargne pour l'investissement). L'accroissement de l'offre de capital résulte encore de l'importation de capitaux et surtout des bénéfices réalisés dans certains secteurs en expansion rapide.

II. — Mais c'est *la demande de capitaux* qui est, selon ROSTOW, le facteur prépondérant du démarrage. Elle résulte de la conjonction d'un développement de l'esprit d'entreprise et de l'existence de secteurs « de pointe » en croissance rapide qui exercent un effet d'entraînement et jouent un rôle prépondérant dans le démarrage. A propos de ces « *leading sectors* », ROSTOW distingue trois catégories de secteurs au cours du démarrage :

1) Les secteurs de croissance primaire qui offrent un taux de croissance élevé grâce à des innovations immédiatement applicables à des ressources disponibles et qui développent des forces expansionnistes dans d'autres secteurs de l'économie : secteurs de croissance complémentaire et secteurs de croissance secondaire.

2) Les secteurs de croissance complémentaire sont les secteurs dont le développement est plus ou moins indispensable, du point de vue de la production, à l'expansion des secteurs primaires.

3) Les secteurs de croissance secondaire sont ceux dont le développement résulte de la poussée démographique et de l'accroissement des revenus. Le moteur du développement de ces secteurs se situe donc plutôt du côté de la demande.

Telle peut être résumée l'analyse du take-off selon le Pr. ROSTOW. Il faut bien le dire, une réduction claire à l'essentiel n'est pas une tâche aisée car l'analyse de ROSTOW est souvent assez confuse, en particulier à cause de certaines répétitions et de certains chevauche-

(17) W. W. ROSTOW, *op. cit.*, p. 64. Notons ici cette auto-critique du critère du taux d'investissement à qui cependant l'auteur accorde par ailleurs une importance capitale...

ments entre la période de « démarrage » et la période des « conditions préalables ».

§ 3. — APPRÉCIATION CRITIQUE.

Nous ne reprendrons pas ici, dans toute leur ampleur, les critiques, souvent vives, adressées à la théorie du Pr. ROSTOW, parce que d'une part nous ne considérons qu'un « moment » (d'ailleurs important) de son explication dynamique et, d'autre part, notre propos n'est pas d'apprécier l'exactitude de l'interprétation historique mais l'intérêt de l'analyse pour les pays qui recherchent aujourd'hui la voie du développement.

Cependant, signalons seulement, par exemple, que le Pr. J. LHOMME dans un compte rendu de l'ouvrage (18) considérait, en 1961, que le livre de ROSTOW constituait « une œuvre maîtresse de la théorie économique contemporaine et que les thèses soutenues... étaient appelées à un grand retentissement ». « Préparons-nous, poursuivait le Pr. LHOMME, à voir s'ouvrir l'ère des objections et des mises au point. » Ces prévisions devaient se réaliser car, si la plupart des auteurs considèrent que la théorie du Pr. ROSTOW est une pièce importante apportée à la théorie de la croissance, nombreuses et vives sont les critiques formulées soit au plan général, soit sur tel et tel point particulier de la construction. Le Pr. HABAKKUK, par exemple (19), range l'ouvrage de ROSTOW « dans cet honorable genre littéraire... qui tente de parcourir de larges domaines de l'expérience humaine en un petit nombre de catégories ». L'auteur conteste que cette théorie de la croissance soit « enracinée dans une théorie dynamique de la production » ainsi que veut le faire admettre ROSTOW. Les métaphores (« la marche en avant des intérêts composés », « la croissance auto-entretenu ») tiennent lieu d'explication et ne font, selon HABAKKUK, qu'« habiller le poncif suivant lequel les sociétés en croissance croissent ».

En France, le Pr. J. AUSTRUY par exemple, observe que la théorie de ROSTOW est une tentative de synthèse nouvelle mais « tout effort de synthèse est à la fois dangereux et méritoire » (20). L'idée importante qui doit en être retenue concerne précisément le take-off : « Il (ROSTOW) a, mieux que personne, écrit J. AUSTRUY, souligné la rupture que constitue le développement... La notion de décollage est une tentative pour expliquer le passage d'une gestalt de structures à une autre... » Elle souligne l'accélération du processus de croissance qui s'effectue à une certaine période sous l'effet de forces et de facteurs multiples. Mais ici s'arrête, selon J. AUSTRUY, l'intérêt de cette analyse. « car, écrit l'auteur, la tentative de découper le processus de l'évolution en

(18) J. LHOMME - Revue Economique - Notes bibliographiques, 1961, p. 830.

(19) J. H. HABAKKUK : « The stages of economic growth by W. W. ROSTOW » Reviews in the Economic Journal, septembre 1961.

une suite immuable d'étages nous paraît un retour aux constructions les plus simplistes de l'Ecole Historique » (20).

Sans nous attarder davantage aux appréciations générales de la théorie de ROSTOW qui soulèvent d'ailleurs les difficiles problèmes fondamentaux de la croissance et de son explication dynamique à long terme, nous devons concentrer notre attention sur la notion de *take-off* et voir ce qui peut être critiqué et ce qui peut être retenu de l'analyse de ROSTOW ; non pas en tant qu'appréciation de l'histoire de la croissance mais en tant que construction théorique utile pour le développement des pays sous-développés.

A. — *La critique peut porter sur trois points essentiels.*

I. — *L'accélération du taux de l'investissement* est un premier point que nous avons déjà examiné. Le coefficient de capital est sûrement un instrument difficile à manier tant pour des raisons conceptuelles (difficultés de préciser les notions d'investissement et de produit) que pour des raisons statistiques (mesure des grandeurs — prévisions de leur évolution dans le temps...). Nous aurons l'occasion de revenir largement sur le problème. D'une façon générale, on doit considérer que l'analyse globale est insuffisante et inopérante en économie du développement. Tout au plus peut-elle servir à effectuer quelques évaluations *ex ante* et à établir quelques points de repère pour un tableau de bord indiquant grossièrement la marche du développement au cours du processus, mais il faut bien se garder d'accorder à ces quantités globales plus de valeur et plus de précision qu'elles ne peuvent avoir dans une économie hétérogène en transformation de structures radicale et rapide. Enfin, l'analyse globale est tout à fait insuffisante pour élaborer une théorie et une politique de développement. Le Pr. ROSTOW lui-même souligne cette idée avec force mais ne la suit guère... En définitive, si on examine au fond l'analyse de ROSTOW, on peut faire apparaître qu'au-delà de son évaluation discutable de l'accélération du taux d'investissement, il définit le démarrage (ou « *take-off* ») comme l'*élévation continue du produit per capita*. Ce qui est une définition globale somme toute élémentaire.

II. — La deuxième critique fondamentale concerne la distinction entre « la phase des conditions préalables et le « *take-off* » qui, comme le montrent de nombreux auteurs (21), n'est ni claire ni évidente. La distinction paraît en effet assez artificielle et, surtout, on voit mal comment elle pourrait être appliquée et quelle serait son utilité pour une analyse du développement des économies du Tiers-Monde. On peut l'accepter, peut-être, comme une analyse correcte de la croissance historique des pays industrialisés. C'est ce que semble admettre le

(20) J. AUSTRUY : « Le scandale du développement », *op. cit.*, pp. 39 et suivantes.

(21) Cf. par exemple H. J. HABAKKUK, S. KUZNETS, *op. cit.*, R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, p. 270, G. LEDUC : « Economie du développement », *op. cit.*, p. 218, etc.

Pr. J. AUSTRUY qui distingue, dans l'accident historique du développement européen, deux révolutions, deux grandes séries de rupture : « une première à la fin du Moyen-Age, qui correspond au « démarrage » de l'économie occidentale, puis une seconde secousse qui transforme le mouvement lent antérieur en processus accéléré et conduit au « décollage » (22). Le « démarrage » définit donc, selon l'auteur, la longue période qui va de la fin du Moyen Age jusqu'à la fin du XVIII^e siècle et au cours de laquelle l'Europe prend une avance économique notable par rapport aux autres sociétés. Puis, avec la révolution industrielle et l'accélération de la croissance économique, s'ouvre pour l'Europe la période du « décollage » proprement dit. On peut donc dire que le Pr. J. AUSTRUY parachève, en quelque sorte, l'image dessinée par ROSTOW : la phase de « décollage » (accélération et vitesse ascensionnelle) est précédée d'une phase de « démarrage » préparatoire (où l'économie avance sur la piste d'envol).

Il n'est pas de notre propos de discuter cette analyse historique de la croissance de l'Europe et cette nouvelle terminologie. Nous voudrions simplement marquer ici que l'idée d'une période de préparation et d'accumulation de conditions propices à la croissance s'applique mal aux pays sous-développés. Il ne semble pas que le développement du Tiers-Monde doit nécessairement connaître une répétition de ce processus lent qui justifierait par là même de le retenir comme une étape à franchir et constituerait ainsi une période en elle-même suffisante. La pression des hommes et des besoins dans le Tiers-Monde d'aujourd'hui interdit de concevoir une longue période de mutations lentes au cours de laquelle les différentes sociétés se prépareraient à prendre leur essor vers la croissance continue. La vision serait certainement très irréaliste et peut-être, faut-il expliquer l'impossibilité de cette répétition du processus de croissance par la fameuse loi de l'accélération de l'histoire.

D'ailleurs, la distinction de ROSTOW entre ces deux phases est très souvent *obscur*. Par exemple, la phase des conditions préalables se définit par la nouvelle prédominance du secteur industriel tandis que le take-off lui-même se définit par la création de secteurs industriels à croissance rapide et à effets d'entraînements puissants. La différence n'apparaît pas très clairement. Egalement, la mise en place d'*institutions politiques et financières* dont le rôle est de canaliser l'épargne et de promouvoir la modernisation, constitue un phénomène typique de l'une et l'autre période. Il en va de même pour ce qui concerne l'apparition d'une élite nouvelle, capable de faire progresser la technique et les sciences et susceptible de prendre le risque de les introduire dans le processus de production. De plus, *certain* progrès de la phase des « conditions préalables » (extension de l'espace économique et géographique — constitution de l'infrastructure — amélioration de la productivité agricole — avènement de la mentalité « newtonienne »...) sont indissolublement liés à l'industrialisation. La dissociation de ces phéno-

(22) J. AUSTRUY, *op. cit.*, p. 29.

mènes dans le temps est non seulement inopérante mais fallacieuse pour une analyse du développement.

Enfin, nous avons cru pouvoir discerner que la distinction entre les deux phases tenait à l'accroissement du revenu per capita : pour la période des « conditions préalables » les progrès économiques et les investissements nets ne font qu'assurer un maintien du revenu per capita contre la poussée démographique, tandis que le démarrage se caractérise par une croissance de ce revenu per capita grâce à une accélération des taux d'investissements (qu'il est d'ailleurs difficile d'évaluer globalement et peut-être même impossible de chiffrer de façon générale). Cette idée rejoint la distinction entre les notions « d'investissements démographiques » et d' « investissements économiques » élaborés par A. SAUVY (23). En effet, les investissements démographiques caractérisent la période des « conditions préalables » tandis que les investissements économiques » marquent l'accélération de la formation du capital pendant le démarrage. Il nous semble que cette double distinction est très artificielle et que leur caractère globaliste conduit à une analyse erronée. En effet, on considère implicitement que les investissements démographiques (durant la période des « conditions préalables ») ne réalisent pas de progrès notables. Une nouvelle fois apparaît l'insuffisance du critère du produit per capita car *on ne peut admettre qu'un certain niveau de produit per capita pour un certain volume de population soit équivalent à un même niveau de produit per capita pour un volume de population supérieur*. En fait, on peut dire que d'une situation à l'autre il y a eu progrès dans la croissance car,

- 1) il y a eu tout d'abord croissance démographique, ce qui est une forme de progrès réalisé;
- 2) surtout, il faut tenir compte des effets d'impulsion et d'entraînement créés par les investissements nouveaux (que l'on peut appeler démographiques si l'on veut) au-delà du simple effet statique global sur le niveau de revenu par tête.
- 3) Enfin, (et ceci rejoint la première remarque) si ce niveau « stationnaire » du revenu per capita permet le dégagement d'un surplus réinvestissable, celui-ci, apprécié en valeur absolue, se sera accru durant la période, permettant ainsi le financement de nouveaux investissements induits. Donc, à cet égard, la distinction entre la période des « conditions préalables » et la « période de démarrage » (comme d'ailleurs la distinction « investissements démographiques » et « investissements économiques ») ne nous paraît pas devoir être retenue pour une analyse théorique de l'amorce du processus de développement.

(23) A. SAUVY : « De Malthus à Mao-Tsé-Toung », Denoël 1958, distingue les investissements démographiques qui assurent le maintien du niveau de vie malgré la croissance démographique et les investissements économiques qui permettent l'accroissement du niveau de vie, malgré la croissance démographique.

III. — Un troisième point d'application de la critique du « take-off » s'exerce sur la théorie des « *leading-sectors* ». Ces critiques ont été développées par un certain nombre d'auteurs, à la fois sur le plan statistique, analytique et historique. Ainsi le Pr. MARCZEWSKI, par exemple, s'est livré à une confrontation entre l'idée rostowienne de « *leading-sectors* » et des données statistiques de la croissance industrielle française de 1781 à 1913 (24). Les recherches et les observations effectuées conduisent l'auteur à penser que le schéma de ROSTOW s'applique mal à la croissance industrielle française. D'une façon générale, il semble que, pour le Pr. MARCZEWSKI, la notion de « *leading-sectors* », telle qu'elle est définie par ROSTOW, est trop simple et trop sommaire. Il considère en effet que pour jouer un rôle moteur certain, une industrie doit avoir 1) un taux de croissance nettement supérieur au taux de croissance moyen du produit industriel total et 2) un poids spécifique non négligeable dans la valeur ajoutée totale. L'auteur est ainsi conduit à imaginer et à proposer, comme hypothèse de travail, différentes phases de la croissance définies en fonction de 3 paramètres : le taux pondéré de croissance du produit industriel total (T_p) — le taux simple de croissance du produit industriel total (T_s) — le rapport T_p/T_s . Le take-off du Pr. ROSTOW ne serait qu'un type possible de phase de départ de la croissance.

Cette pauvreté relative de la définition statistique des « *leading-sectors* » de ROSTOW est également mise en relief par les analyses de F. PERROUX (25) ou de A. O. HIRSCHMAN (26) en particulier, où la notion de « pôles de développement » et de « secteurs moteurs » est plus riche que le simple phénomène de croissance relative rapide (évaluation qui dépend d'ailleurs de la valeur à l'« origine »). Cette notion de « *leading-sectors* » ne précise guère le mécanisme des effets d'entraînement. Il serait évidemment inexact de dire que le Pr. ROSTOW l'a ignoré mais on peut reprocher à son analyse d'être trop rapide et trop sommaire lorsqu'on la compare en particulier à celle du Pr. HIRSCHMAN (26).

En définitive et malgré sa volonté affirmée, l'analyse du Pr. ROSTOW est encore *trop essentiellement globale* (ce qui explique que ce sont surtout les aspects globaux qui ont été retenus). Les phénomènes essentiels des mécanismes de transformations intérieures, durant la période du take-off, s'effacent donc devant l'« *épiphénomène global* ».

B. — Cependant, ces critiques du « take-off » ne doivent pas faire oublier l'intérêt et l'importance de la notion pour l'élaboration d'une théorie du développement.

(24) J. MARCZEWSKI : « Y a-t-il eu un take-off en France ? », Cahiers de l'I.S.E.A., Mars 1961.

(25) F. PERROUX : « L'économie du xx^e siècle », P.U.F. 1961, pp. 142 et suivantes, et « La firme motrice dans une région et la région motrice », Cahiers de l'I.S.E.A., Mars 1961.

(26) A. O. HIRSCHMAN : « The strategy of economic development », Yale University Press, 1958.

Il nous semble en effet que l'enseignement du Pr. ROSTOW puisse se résumer ainsi :

I. — Il est nécessaire de partir de la *société traditionnelle* et de considérer que le développement consiste en un bouleversement de ses structures. Certes, la notion de phase des « conditions préalables » est inutilement encombrante pour l'élaboration du plan de démarrage des économies aujourd'hui sous-développées et certains auteurs s'accordent à considérer que le take-off se définit suffisamment comme une *période de transition* fondamentale. Ainsi, pour le Pr. GENDARME (27), la division en cinq phases ne s'impose pas et elle peut être réduite facilement à trois phases : traditionnelle, transitionnelle et moderne. De même, le Pr. J. AUSTRUY se demande pourquoi cinq étapes et pas seulement trois : « Avant, pendant et après le démarrage ? » (28).

Ceci dit, la notion de take-off lancée par ROSTOW a eu le mérite d'attirer l'attention sur une *période capitale du début de la croissance* durant laquelle devaient s'opérer des transformations radicales sur de nombreux plans différents.

II. — Le Pr. ROSTOW a également posé l'objectif de cette période, ce qui précise sa définition et établit sa logique interne : le démarrage est acquis lorsque la croissance est devenue une fonction *normale* de la société. (C'est à dessein que nous évitons d'employer ici la notion très critiquée de « croissance auto-entretenu » que nous retrouverons cependant plus loin.)

III. — Enfin, quelles que soient les insuffisances, le Pr. ROSTOW a jeté les bases d'une analyse des mécanismes internes du démarrage qui, enrichie par d'autres analyses (en particulier celle du Pr. HIRSCHMAN), engage la théorie du développement dans une voie féconde.

Cependant, si l'analyse de ROSTOW constitue l'idée originale et la pièce maîtresse pour l'élaboration de la notion de démarrage, on peut aussi utilement lui rapprocher certaines analyses qui, à peu près à la même époque, veulent cerner une notion semblable. On ne saurait dire évidemment quelle a été l'influence réciproque entre les auteurs mais ceci est en définitive sans importance. Il suffit d'observer que l'idée de démarrage est « en l'air » et qu'elle est devenue un outil d'analyse indispensable pour la théorie du développement.

(27) R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, p. 270.

(28) J. AUSTRUY : « Existe-t-il un mode obligé de la croissance ? » *Revue d'Economie Politique*, 1961, p. 82.

SECTION 2

LE « SEUIL CRITIQUE DE REVENU PER CAPITA »
CHEZ H. LEIBENSTEIN

En effet, dans la théorie du Pr. LEIBENSTEIN (29) on découvre également l'idée d'un démarrage du développement qui peut être utilement rapprochée de la notion rostowienne de take-off.

Elle s'appuie sur une analyse qui définit le sous-développement comme un *système d'équilibre* « quasi stable » et conclut que, pour atteindre un développement continu, il faut dépasser un certain « seuil critique de revenu per capita », ce qui suppose un « effort critique minimum ».

§ 1 — L'ÉCONOMIE SOUS-DÉVELOPPÉE : SYSTÈME D'ÉQUILIBRE « QUASI STABLE ».

Pour le Pr. LEIBENSTEIN, l'économie sous-développée apparaît comme un système d'équilibre « quasi stable » qu'il définit comme un système où toute force modifiant l'équilibre initial dans le sens d'un progrès économique (croissance du produit per capita) déclenche des forces et des mécanismes qui tendent à annuler le résultat primitif, voire à entraîner une régression par rapport à la position initiale. Toutefois, comme le note le Pr. GANNAGE (30), il est nécessaire de distinguer la notion d'« équilibre stable » (où le balancement de forces contraires restaure automatiquement un niveau d'équilibre identique) et la notion de « cercle vicieux » qui caractérise un processus cumulatif régressif, né et entretenu par la conjonction de forces de même sens, dont le résultat est une aggravation de la situation de départ. C'est sans doute cette ambiguïté qui veut traduire l'expression d'« équilibre *quasi* stable » employée par le Pr. LEIBENSTEIN.

Quoiqu'il en soit de ce problème de terminologie, il nous faut retenir l'« explication » du sous-développement par l'existence de forces qui, à partir d'un accroissement donné du revenu per capita, provoquent, en réaction, un effet dépressif sur ce même revenu moyen qui tend alors à être ramené sans cesse au niveau du minimum vital.

Sans exposer une nouvelle fois dans le détail cette analyse, nous retiendrons ici que, pour le Pr. LEIBENSTEIN, les forces et mécanismes qui contrecarrent les progrès économiques et empêchent la croissance continue du produit per capita sont essentiellement d'ordre démographique. Il faut en effet considérer que la croissance économique et la croissance démographique, sont deux phénomènes strictement liés. La

(29) H. LEIBENSTEIN : « Economic backwardness and economic growth », Wiley, 1957.

(30) E. GANNAGE : « Economie du développement », P.U.F. 1962, pp. 98 et 99.

croissance de la population et de la force de travail est une conséquence de la croissance du revenu par tête (en particulier par l'accroissement de la consommation et la chute des taux de mortalité tandis que la baisse des taux de natalité ne peut se produire qu'avec un certain retard et seulement à partir d'un niveau élevé de revenu). Or, selon LEIBENSTEIN, dans la zone des bas niveaux de revenu, l'accroissement du produit per capita provoque l'accroissement de la population à un taux supérieur. Autrement dit, un accroissement de 1 %, par exemple, du produit per capita, dans cette zone des bas niveaux de revenu, va engendrer un accroissement de population de 2 %. Mais, au fur et à mesure que l'on s'élève dans l'échelle du niveau de vie, la vitesse de croissance de la population se ralentit et la courbe des taux de croissance passe par un maximum, de telle sorte qu'à ce niveau critique du revenu, un nouvel accroissement du produit per capita ne se traduit plus par un accroissement de la population.

De plus, dans la zone des bas niveaux de revenu, l'accroissement du produit per capita ne permet pas de dégager le surplus réinvestissable nécessaire pour faire face à l'accroissement démographique qui lui est lié.

Done, le processus du changement dépend de l'issue du « combat entre des forces opposées qui opèrent simultanément ». Cette issue sera favorable lorsque sera atteint ce *seuil du niveau de revenu per capita* pour lequel les forces expansives l'emportent sur les forces dépressives.

§ 2 — LE DÉVELOPPEMENT CONTINU A PARTIR DU SEUIL CRITIQUE DE REVENU PER CAPITA.

Le problème qui se pose donc, selon LEIBENSTEIN, est de découvrir à quel niveau du revenu « on peut espérer obtenir une *croissance continue* du produit per capita plutôt qu'une tendance à retourner au bas niveau d'équilibre de l'économie sous-développée ». Pour atteindre ce seuil critique, il faut réaliser un effort critique minimum (« critical minimum effort ») afin que, dans l'économie, se manifestent des stimulants suffisants pour surmonter 1) les « déséconomies internes » dues à l'indivisibilité des facteurs de production, 2) les « déséconomies externes » résultant de l'interdépendance entre les secteurs de production.

Cette notion de *seuil de revenu per capita* peut être considérée comme un critère du démarrage puisque LEIBENSTEIN, comme ROSTOW, se réfère à l'idée d'une *croissance soutenue* comme objectif d'une période initiale capitale dans le développement économique.

Cependant, entre les conceptions de LEIBENSTEIN et de ROSTOW il existe de notables différences. Pour M. LEIBENSTEIN, le simple accroissement du revenu moyen ne constitue plus, comme chez ROSTOW, la marque du démarrage. Nous avons vu, en effet, que l'accélération du taux de l'investissement marquait, dans la théorie du Pr. ROSTOW, le passage d'un revenu per capita constant à un revenu per capita croissant. À partir de cette croissance du revenu per capita, l'auteur

suppose implicitement son renouvellement de période en période, c'est-à-dire une croissance continue. Pour M. LEIBENSTEIN, l'accroissement du produit per capita ne suffit pas à indiquer que l'économie a démarré; au contraire, dans la zone inférieure des revenus, tout accroissement du revenu par tête déclenche un processus cumulatif d'aggravation du niveau de vie. Ce qui caractérise donc le démarrage pour le Pr. LEIBENSTEIN, c'est moins l'accroissement du revenu per capita qu'un certain niveau de revenu moyen défini *en valeur absolue critique*. Mais il faut alors observer que la notion de démarrage est, chez LEIBENSTEIN, *réduite à un point*. En effet, ce seuil critique du revenu par tête, à la fois, ouvre et termine la période de démarrage. En deçà du seuil, on ne constate aucun progrès mais au contraire un enchaînement cumulatif dégressif. Au-delà du seuil critique, c'est la croissance continue, ce qui doit normalement constituer l'objectif du démarrage : le démarrage est alors réalisé. Autrement dit, le démarrage est réduit à un « moment », à un point critique; il marque un tournant brutal et décisif.

A cet égard, l'analyse du Pr. LEIBENSTEIN nous paraît trop abstraite. En supposant que dans la zone située en deçà du point critique, toute amélioration du revenu per capita se traduit par des accroissements de population dont la conséquence est une nouvelle réduction du niveau de vie moyen, il est peut-être excessif de considérer qu'aucun progrès n'aura été néanmoins réalisé. Si un investissement dans l'agriculture (un barrage d'irrigation par exemple) permet un accroissement de la productivité agricole qui, lui-même, engendre un accroissement de population à un taux supérieur, il n'en reste pas moins que la réalisation initiale continuera de produire des effets qui, à la longue, confirmeront et affirmeront les premiers « progrès ».

Par ailleurs, suivant des mécanismes de complémentarité, minutieusement analysés par le Pr. HIRSCHMAN (31) les investissements primitifs tendent, sous certaines conditions, à provoquer d'autres investissements et à introduire ainsi un autre processus cumulatif, progressif celui-là, qui ne peut être ignoré et qui s'oppose, de façon plus ou moins efficace, au processus régressif mis en relief par le Pr. LEIBENSTEIN. En définitive, on observe une nouvelle fois l'insuffisance de l'analyse globale qui masque les multiples aspects et mécanismes intérieurs d'une économie en voie de développement.

Par ailleurs, on peut émettre de sérieuses réserves sur la théorie démographique du Pr. LEIBENSTEIN. En effet, la variable démographique ne dépend pas seulement de la variable « produit per capita » (surtout évaluée à l'échelle globale) mais encore de nombreux autres facteurs : psychologiques, philosophiques ou sociaux. Peut-être également la liaison particulière production-population n'est-elle pas aussi étroite que le suppose l'analyse du Pr. LEIBENSTEIN ? La mortalité ne dépend pas seulement et strictement du niveau de vie alimentaire et le compor-

(31) A. O. HIRSCHMAN : « The strategy of economic development », *op. cit.*

tement de natalité n'est pas un comportement aussi rationnel que le suppose l'analyse du Pr. LEIBENSTEIN menée en termes d' « opportunité » et de « coût » de l'enfant marginal...

Enfin, on peut, dans une certaine mesure, considérer avec HIRSCHMAN (32) que la pression démographique constitue un stimulant pour le développement économique : elle exerce des « contre-pressions » qui poussent la communauté à faire des efforts pour restaurer son niveau de vie, au cours desquels elle apprend à maîtriser son environnement, à organiser et à modifier ses structures. La pression démographique constitue donc, suivant la terminologie de TOYNBEE, un « défi » qui peut provoquer une « réponse » positive.

En définitive, l'analyse du Pr. LEIBENSTEIN est surtout valable pour les économies sous-développées surpeuplées qui se débattent dans la zone du minimum vital; ce qui n'est d'ailleurs, nous croyons l'avoir montré plus haut, qu'une indication très approximative, surtout lorsqu'elle est fournie en termes globaux et moyens. Pour ces pays, en effet, qui connaissent les conditions de ce qu'il est convenu d'appeler le modèle « malthusien », la course entre la population et les ressources remet sans cesse en cause les résultats acquis et il semble bien qu'un effort suffisamment violent soit nécessaire pour débloquer le cercle infernal malthusien. Cependant, on ne peut trop simplement admettre qu'à partir de cette rupture initiale nécessaire, on puisse parler de démarrage acquis. A partir de ce point minimum de départ, bien des progrès doivent être encore réalisés, bien des efforts doivent être encore accomplis pour que l'économie en question puisse être considérée comme définitivement engagée dans un processus de croissance continue. Nous retrouvons donc ici l'insuffisance d'une notion *ponctuelle* du démarrage qui ne tient pas compte de toutes les transformations structurelles que suppose l'engagement de la société sur la voie de la croissance continue.

Cependant, le Pr. LEIBENSTEIN a apporté à la construction de la théorie du démarrage l'idée importante d'un « seuil » à franchir qui permet de mieux délimiter la période dans le temps, en définissant un objectif prioritaire à atteindre, à partir duquel on peut espérer la croissance continue et renouvelée de période en période.

Par ailleurs, le Pr. LEIBENSTEIN, comme le Pr. ROSTOW, met l'accent sur la nécessité d'un effort minimum, d'un choc suffisant, pour porter l'économie sur la voie de la croissance continue. Pour le Pr. C. GINI cette conclusion est évidente et n' « a certainement pas besoin d'une élaboration mathématique pour être acceptée » (33). Ce jugement est peut être excessif mais il faut remarquer cependant que cet effort critique minimum est sans doute difficile à chiffrer globalement et qu'il faut surtout envisager de quelle manière il peut être ordonné dans

(32) A. O. HIRSCHMAN : « Strategy of economic development », *op. cit.*

(33) C. GINI : « H. Leibenstein : a theory of economic demographic development - A comment ». *Kyklos* 1956. Cité par ABRAHAM-FROIS : « Essai sur les problèmes d'investissements en pays sous-développés ». SEDES, 1962, p. 43.

le temps. Car c'est bien par rapport au temps que se définit la « puissance » d'un effort.

Cette notion d'un effort critique minimum nous conduit d'ailleurs à une notion analogue : celle du « big push » élaborée par le Pr. ROSENSTEIN-RODAN dont l'œuvre théorique converge également vers l'idée de démarrage.

SECTION 3

LE « BIG PUSH » ET LA VITESSE DU TAUX DE CROISSANCE DU REVENU PER CAPITA CHEZ ROSENSTEIN-RODAN

Les analyses du Pr. ROSENSTEIN-RODAN recèlent également une notion de démarrage dans le développement et on peut même considérer que les formulations les plus anciennes de ces analyses ont largement ouvert la voie à la théorie du démarrage.

A cet égard, on peut particulièrement mettre en relief deux éléments qui nous paraissent confirmer et enrichir l'analyse de la notion de démarrage : le « big push » et la vitesse de croissance du revenu per capita.

§ 1. — LA THÉORIE DU « BIG PUSH ».

Cette théorie, lancée par ROSENSTEIN-RODAN dès 1943 et complétée ensuite par un article de 1957 (34), concerne la phase critique du début du développement. Elle constitue donc, comme le note le Pr. LEDUC (35), une théorie du démarrage qui rejoint, ou plus exactement précède, les analyses de ROSTOW et LEIBENSTEIN.

Selon le Pr. ROSENSTEIN-RODAN, il est nécessaire de provoquer une poussée initiale par un effort d'investissements simultanés dans de nombreux secteurs de production afin de déclencher un mécanisme de croissance continue. Le Big Push est, selon une expression du Pr. J. AUSTRUY l'« amorçage d'une pompe dont le fonctionnement doit devenir automatique » (36). Pour atteindre cette phase de croissance continue qui, rappelons-le, est l'objectif unanimement admis du dé-

(34) P. N. ROSENSTEIN-RODAN : « Industrialization of eastern and south eastern Europe ». The economic journal 1943 et « Notes on the theory of Big Push », MIT mars 1957. (Suivant B. HIGGINS : « Economic development ». Constable 1959, p. 385.)

(35) G. LEDUC : « Economie du développement ». Les cours de Droit 1961-1962, p. 321.

(36) J. AUSTRUY : « Le scandale du développement », *op. cit.*, p. 184.

marrage, il est donc nécessaire de mettre en place un « quantum minimum d'investissements » qui provoqueront la « poussée initiale » nécessaire.

Nous retrouvons donc la thèse de l'« effort critique minimum » du Pr. LEIBENSTEIN. Il existe cependant une différence entre les deux théories. Pour le Pr. LEIBENSTEIN, l'effort critique minimum a pour objectif de faire sortir l'économie sous-développée de la zone des bas niveaux de revenu moyen, où joue le cercle vicieux malthusien, pour la porter au niveau qui constitue le seuil de la croissance continue.

Le Pr. ROSENSTEIN-RODAN insiste davantage sur l'idée d'indivisibilité entre les investissements qui constituent le fondement de la théorie du « Big Push ». L'indivisibilité entre les investissements tient à la fois aux conditions de la fonction de production (« indivisibility in the production function ») et aux conditions de la fonction de consommation (« indivisibility of demand »). En effet, les investissements sont complémentaires et solidaires non seulement parce que les secteurs de production fournissent réciproquement leurs consommations intermédiaires indispensables à leur fonctionnement, mais encore parce qu'ils s'assurent, les uns les autres, un marché suffisamment large pour être exploitable à l'échelle industrielle. Ces deux arguments essentiels plaident pour la création simultanée de nombreux secteurs, pour un effort d'investissements solidaires qui provoque un « Big Push » seul capable de faire démarrer l'économie.

Ceci conduit ROSENSTEIN-RODAN à préconiser une politique dite de « développement équilibré » pour assurer le démarrage. On doit noter à cet égard, que parti d'une idée semblable (mais non identique) le Pr. LEIBENSTEIN aboutit à proposer une politique de développement radicalement opposée. Ceci peut surprendre, a priori, mais, en fait, la divergence est parfaitement logique, car si les idées de base peuvent paraître identiques dans la forme, elles n'en demeurent pas moins très nettement distinctes.

Nous retrouverons plus loin ces problèmes fondamentaux que nous ne faisons qu'effleurer ici, dans cette introduction générale, où il nous suffira de noter le caractère moins résolument globaliste de la théorie de ROSENSTEIN-RODAN. Il nous faut retenir de son enseignement que le démarrage se caractérise par la *construction d'une économie moderne*, par l'organisation de relations intersectorielles au cours desquelles vont apparaître les facteurs de la croissance continue. Il s'agit là, nous semble-t-il, d'une pièce maîtresse apportée par ROSENSTEIN-RODAN à la construction d'une théorie du démarrage.

Cependant, il faut encore mentionner un article plus récent de cet auteur, sur lequel le Pr. GENDARME a heureusement attiré l'attention, et qui étudie d'un point de vue statistique les débuts de la croissance dans la plupart des pays sous-développés et les inégalités qui s'y manifestent.

§ 2. — LA VITESSE DU TAUX DE CROISSANCE DU REVENU PER CAPITA.

Le Pr. GENDARME a, en effet, mis en relief cet article de ROSENSTEIN-RODAN (37) qui comporte une importante étude statistique des taux de croissance de 80 pays sous-développés environ et des prévisions pour la période 1961-1976.

Le Pr. GENDARME rapproche cette analyse de celle de ROSTOW pour distinguer deux catégories de pays sous-développés : les pays à taux de croissance élevé et les pays à taux de croissance faible. En effet, ROSENSTEIN-RODAN s'est livré à un classement de ces pays en fonction de la vitesse de croissance du revenu per capita. Il distingue ainsi :

1) Les pays à croissance rapide : ceux dont le taux de croissance annuel du revenu per capita est égal ou supérieur à 2 %.

2) Les pays à croissance faible dont le taux est compris entre 0,5 % et 2 %.

3) Les pays stationnaires dont le taux est nul ou inférieur à 0,5 %.

Bien qu'il s'agisse essentiellement d'une analyse statistique et d'appréciations portées sur telles ou telles économies sous-développées plutôt que d'une formulation théorique générale, il semble bien que, pour ROSENSTEIN-RODAN, les économies sous-développées n'entreraient dans la phase de croissance cumulative (autrement dit, leur démarrage serait réalisé), seulement à partir d'une *certaine vitesse* de croissance du revenu per capita. Le taux de 2 % de croissance annuelle du revenu moyen pourrait, à cet égard, constituer une évaluation de ce seuil critique. Il ressort, cependant, de l'étude de ROSENSTEIN-RODAN, que ce critère de réalisation du démarrage ne peut être suffisant en lui-même. En effet, selon les estimations de cet auteur (38), si tous les pays qui auront démarré soit en 1966-1971 (par exemple : Argentine - Uruguay - Mexique) soit en 1971-1976 (Irak - Turquie - Israël - Brésil - Chili - Colombie - Inde - Pakistan) auront atteint ou dépassé ce taux de 2 %, beaucoup d'autres pays ne sont pas considérés comme ayant démarré bien qu'ils aient atteint en 1961 (Algérie - Birmanie - Rhodésie) ou doivent atteindre en 1961-1971 (Tanganyika - Ouganda - Kenya - Mozambique - Nigéria) ce rythme de croissance.

ROSENSTEIN-RODAN résume ainsi sa vaste recherche statistique : en Afrique, aucun pays ne semble pouvoir atteindre dans les prochaines décennies la phase de croissance continue dans laquelle sont sûrement déjà entrés certains pays d'Amérique latine, comme l'Argentine, le

(37) Paru dans « The review of economics and statistics », Harvard university - Mai 1961, pp. 107 à 138 et rapporté par R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.* pp. 271 et suivantes.

(38) Cf. Tableau des taux de croissance rapporté par R. GENDARME ; *op. cit.*, p. 272.

Brésil, la Colombie et le Mexique. En Asie, seuls l'Inde et le Pakistan ont amorcé leur démarrage qui sera confirmé dans les prochaines décennies. Au Moyen-Orient, l'Égypte, la Turquie et l'Irak sont des « candidats » possibles dans un délai de 5 à 10 ans.

Il peut être intéressant de rapprocher cette appréciation de celle de ROSTOW (39). On constate effectivement qu'elles se rejoignent en grande partie encore que les évaluations de ROSTOW concernent des données plus anciennes. Ainsi, par exemple, pour les deux auteurs, la Colombie est une économie qui a assuré son démarrage mais ROSENSTEIN-RODAN y ajoute le Brésil, l'Argentine, le Mexique et même le Chili, rejoignant en cela l'avis de S. KUZNETS qui reproche précisément à ROSTOW de considérer que la croissance de la Colombie est supérieure à celle du Mexique et du Chili (40). Par ailleurs, la Birmanie et la Rhodésie, par exemple, que ROSTOW classe parmi les « économies enclavées » dont les taux d'investissement élevés n'entraînent cependant pas de croissance continue, sont également considérés par ROSENSTEIN-RODAN comme des économies qui n'ont pas démarré malgré la relative rapidité des taux de croissance du revenu per capita (2 % et 2,4 %).

On peut, cependant, partager le scepticisme du Pr. GENDARME quant aux estimations du revenu national dans les pays sous-développés (et surtout quant aux prévisions à 20 ans). Par ailleurs, outre les difficultés de mesures statistiques de ces quantités globales, il faut encore noter, une nouvelle fois, qu'elles ne présentent, pour la mise en œuvre d'une politique de développement qu'un intérêt limité. Cependant, il était intéressant de reprendre à cette place l'analyse de ROSENSTEIN-RODAN car elle semble apporter un élément nouveau à ces indicateurs globaux du démarrage que l'on peut alors résumer de la manière suivante :

- 1) Accroissement du revenu per capita (ROSTOW).
- 2) Niveau critique du revenu per capita (LEIBENSTEIN).
- 3) Taux de croissance critique du revenu per capita (ROSENSTEIN-RODAN).

Ces trois conditions peuvent être combinées pour déterminer un critère global complexe du démarrage. Ces combinaisons peuvent être soit (1+2) soit (1+3) soit (2+3) (41). C'est vraisemblablement cette dernière hypothèse qui correspond le mieux aux exigences du démarrage mais on voit très rapidement les limites d'utilisation de cette définition. L'évaluation des taux et niveaux de croissance requis est quasiment impossible en l'état actuel des connaissances statistiques des économies sous-développées. C'est ainsi, d'ailleurs, que le Pr. H. LEIBENSTEIN reconnaît l'impossibilité de chiffrer « l'effort minimum critique » et

(39) W. W. ROSTOW : « Les étapes de la croissance économique », *op. cit.*, pp. 61 et suivantes.

(40) S. KUZNETS : « Notes on the take-off », *op. cit.*

(41) Ce qui suppose évidemment (1 + 2 + 3).

le « seuil du revenu per capita » applicable en toutes hypothèses (42). Par ailleurs, ces évaluations globales ne renseigneraient pas sur les mécanismes des transformations structurelles nécessaires qui touchent le fond du problème du démarrage. A cet égard, avec la théorie du « Big Push » le Pr. ROSENSTEIN-RODAN nous paraît avoir fait un apport plus utile.

Nous devons enfin considérer une autre conception du démarrage étroitement liée à ces indicateurs globaux du revenu per capita.

SECTION 4

LA DISTINCTION DE LA « JEUNESSE AU DÉPART » ET DE LA « JEUNESSE ACTIVE » : L'ANALYSE DU PROFESSEUR M. MORET

Pour le Pr. M. MORET (43), la Jeunesse, dans la vie d'une société, marque la fin de la « léthargie économique » et ouvre une ère dynamique au cours de laquelle le développement ira en s'accéléralant. La Jeunesse constitue une période capitale à l'intérieur de laquelle il faut distinguer la « Jeunesse au départ » et la « Jeunesse active », deux phases particulières qui posent des problèmes spécifiques.

§ 1. — LA « JEUNESSE AU DÉPART ».

La « Jeunesse au départ » est caractérisée par la nécessité de mettre en place un capital social de base (« capital social fixe » selon la terminologie de ROSENSTEIN-RODAN) et des investissements directement productifs mais qui seront provisoirement non rentables en raison de l'étroitesse du marché intérieur. Par ce fait, tous ces investissements ne peuvent être que des investissements publics.

Cette phase de la jeunesse au départ est donc une phase difficile au cours de laquelle doit être réalisée la première accumulation d'un capital minimum qui représente un *seuil* à franchir. Le problème essentiel de cette période est celui du financement de ces investissements minimum nécessaires. En effet, ce qui caractérise cette phase de départ (qui doit durer environ 20 ans selon M. MORET), c'est l'insuffisance des moyens de financement d'une économie pauvre en face des besoins immenses qui apparaissent. Dans cette phase, note l'auteur, « le vieil aphorisme de J.S. MILL « L'industrie est limitée par le capital » conserve toute sa valeur » (44). L'analyse doit alors s'effectuer de la façon suivante :

(42) H. LEIBENSTEIN : « Economic backwardness and economic growth », *op. cit.*

(43) M. MORET : « Problèmes financiers de la jeunesse ». Annales de la Faculté de Droit de Phnom-Penh 1960.

(44) M. MORET, *op. cit.*, p. 98.

- 1) il faut partir des données que constituent la croissance démographique et l'élévation souhaitée du revenu per capita,
- 2) il faut ensuite déterminer les investissements nécessaires pour assurer les objectifs donnés,
- 3) il faut enfin recenser et rassembler les moyens de financement nécessaires pour couvrir les besoins en capitaux. C'est ainsi que M. MORET tente un chiffrage des besoins et des ressources pendant cette période critique pour une économie sous-développée-type. Sur la base d'un taux d'accroissement démographique de 2 %, d'un accroissement du revenu souhaité de 3 % et d'un coefficient moyen de capital supposé égal à 4, c'est 20 % du produit national qu'il faut investir chaque année. Or, compte tenu du bas niveau de vie difficilement compressible, on ne peut guère compter sur une épargne intérieure supérieure à 7 % à laquelle il faut ajouter 4 % environ d'aide extérieure (moyenne des pays sous-développés). Il faut donc encore assurer en ressources 9 % du produit national que l'auteur croit pouvoir couvrir par la mobilisation du chômage déguisé.

Quoiqu'il en soit de ces chiffres et des problèmes de politique d'investissement et de financement soulevés, l'idée que nous voudrions mettre en relief ici est celle de *l'incapacité intérieure à financer les investissements nécessaires* durant cette phase de départ qui conduit à celle de la « Jeunesse active ».

§ 2. — LA « JEUNESSE ACTIVE ».

La « Jeunesse active » apparaît lorsque les problèmes relatifs à la « Jeunesse au départ » sont résolus; singulièrement lorsqu'est mis en place le capital social de base nécessaire à l'industrialisation. La constitution d'un secteur industriel peut alors s'accélérer : on entre ainsi dans la phase de la *croissance croissante* où l'on peut compter sur un mécanisme d'*auto-alimentation de la croissance* quant au capital nécessaire. La ligne d'analyse doit alors être inversée par rapport à la phase précédente : on recherche, pour cette deuxième phase, quelle sera la croissance en fonction des ressources internes qui se dégagent normalement au sein de l'économie nationale. Selon le Pr. M. MORET, durant cette phase, l'épargne publique doit suffire pour couvrir les investissements démographiques, tandis que l'épargne privée, qui peut s'élever à environ 10 % du revenu national compte tenu de l'accroissement du produit négociable (45), permettrait un accroissement du revenu per capita à des taux variables suivant la valeur du coefficient de capital. (Pour l'auteur, dans l'hypothèse probable d'un coefficient marginal de capital égal à 2,8, l'accroissement du revenu per capita s'effectuerait au taux annuel de 3,5 %.)

(45) Qui provient des investissements directement productifs alors que les investissements sociaux de la période précédente ne fournissaient aucun produit négociable.

Au-delà de ces différentes évaluations du taux d'épargne et du coefficient de capital que nous ne discuterons pas ici, nous retiendrons l'idée essentielle de *croissance auto-alimentée* qui caractérise cette seconde phase et qui constitue le critère de la distinction entre la « Jeunesse au départ » et la « Jeunesse active ». Il nous faut donc tout d'abord noter que cette idée de la Jeunesse au départ s'ajuste assez bien à la notion de démarrage telle qu'elle nous est apparue jusqu'ici à la lumière des travaux que nous venons d'analyser. Il s'agit bien de cette période critique du début du développement qui se termine lorsque l'économie est lancée sur la voie de la croissance auto-entretenu et au cours de laquelle doit être réalisée une accumulation de capital minimum.

Par ailleurs, alors que le problème essentiel de la période de démarrage est de rassembler des moyens de financement rares (ce qui suppose une aide extérieure indispensable), celui de la période suivante est d'assurer l'emploi optimum d'une offre spontanée de capitaux. Ceci s'explique sans doute par le fait que le revenu per capita et sa croissance ont atteint un niveau tel que la propension marginale à épargner permet de dégager les moyens intérieurs nécessaires pour une poursuite de la croissance. C'est ainsi, nous semble-t-il, que l'analyse du Pr. MORET peut être liée aux analyses précédentes menées en termes de niveau de revenu per capita. La période de démarrage serait donc caractérisée essentiellement par l'insuffisance de l'épargne. Elle doit conduire, par une politique de mobilisation rigoureuse des ressources et d'investissements autoritaires, à la période de croissance continue où l'économie peut assurer les moyens de financement de ses investissements.

On peut rapprocher cette conception d'une analyse du Pr. HIRSCHMAN (46) qui, il est vrai, est effectuée hors de toute référence à la notion de démarrage, et qui peut donc concerner une période plus longue que celle normalement et approximativement retenue comme cadre du démarrage. Quoiqu'il en soit, le rapprochement est intéressant, dans la mesure où le Pr. HIRSCHMAN prend le contre-pied de l'analyse précédente. En effet, selon cet auteur, il faut distinguer deux stades durant la croissance. Au premier stade, le développement économique est moins bloqué par l'insuffisance de l'épargne que par la « capacité d'investir » (qu'il faut entendre comme la capacité à prendre des décisions d'investissements). Ce n'est donc pas l'insuffisance de l'épargne qui caractérise le début de la croissance mais *l'insuffisance d'incitation à investir*. Cette dernière idée constitue d'ailleurs la ligne directrice de la politique de développement proposée par HIRSCHMAN (47). En effet, dans les économies en voie de développement il est probable, selon HIRSCHMAN, que l'épargne mobilisable excède la « capacité d'investissement ». Cet excédent se manifeste soit sous une forme pure (thésaurisation d'or ou de devises), soit sous la forme de consommation de luxe, de dons aux pauvres, de loisirs excessifs, etc... Lorsqu'on a

(46) A. O. HIRSCHMAN, *op. cit.*, pp. 51 et suivantes.

(47) Cf. infra II^e PARTIE.

atteint le seuil où la capacité d'investir est égale à la capacité d'épargner, c'est-à-dire lorsque le facteur de blocage n'est plus l'investissement mais l'épargne, la croissance atteint alors le deuxième stade.

A ce second stade, le problème qui se pose est le problème classique des économies en état de croissance : c'est l'épargne qui devient alors le facteur limitatif de la croissance et l'offre d'épargne peut alors constituer « le plafond de la courbe de croissance ».

Cette analyse rejoint la conception keynésienne du rôle à long terme de l'épargne dans la croissance; encore que cette dernière soit plus systématique. En effet, comme le rappelle le Pr. LEDUC, en étudiant les rapports entre la pensée keynésienne et l'économie des pays sous-développés, pour KEYNES « l'épargne *ex ante* est, de façon quasi permanente, supérieure à l'investissement projeté ou si l'on préfère la propension à épargner dépasse toujours l'incitation à investir » (48). KEYNES, d'ailleurs, ne fait aucune distinction suivant les stades de développement : c'est tout au long de la croissance et quel que soit le degré de développement que l'incitation à investir est inférieure à l'offre de capitaux. N'écrivait-il pas en effet : « Au cours de toute l'histoire de l'humanité, la propension à épargner a constamment tendu à être plus forte que l'incitation à investir. La faiblesse de l'incitation à investir a été de tout temps la clé du problème économique. Il est possible qu'aujourd'hui la raison de cette faiblesse réside dans l'importance de capitaux accumulés alors qu'autrefois les risques et les dangers de toutes sortes ont pu jouer le rôle le plus important. Mais le résultat est le même » (49). Or, remarque le Pr. LEDUC, il semble bien que pour beaucoup de pays sous-développés actuellement, l'investissement est entravé par des « risques et des dangers de toutes sortes », alors que la thésaurisation est assez souvent encore largement pratiquée.

Nous le voyons, l'analyse du Pr. HIRSCHMAN et l'avis du Pr. LEDUC ne reprennent la conception keynésienne que pour le début, le premier stade de la croissance : ce qui nous intéresse ici, car il n'entre évidemment pas dans notre propos sur le démarrage de considérer ce vaste problème de l'ajustement, à court et à long terme, de l'épargne et de l'investissement dans les économies en état de croissance continue.

Nous considérerons donc, avec ces auteurs, que le démarrage ne peut être défini par l'insuffisance de l'épargne intérieure; ce qui ne signifie évidemment pas que la mobilisation de l'épargne ne constitue pas un problème important de cette période mais simplement qu'elle ne peut être l'idée-clé de voûte dans la construction d'une théorie du démarrage.

Au demeurant, le clivage insuffisance de l'épargne/auto-alimentation de l'investissement paraît trop abrupt pour distinguer la période de démarrage de la période de croissance auto-entretenu.

(48) G. LEDUC : « Economie du développement », *op. cit.*, pp. 197 et suiv.

(49) J. M. KEYNES : « Théorie générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie ». Payot, 1942, p. 361.

Par ailleurs, comme l'estiment de nombreux auteurs (50), le problème important pour le démarrage est de *relier l'épargne et l'investissement* par l'organisation d'institutions financières et la mise en place d'un système de financement diversifié, adapté à l'offre et à la demande de capital. Dans les pays sous-développés, c'est l'inefficacité des marchés financiers qui limite à la fois l'épargne et l'investissement.

Enfin, et cette dernière observation est liée à la précédente, l'analyse du démarrage en termes d'épargne et d'investissement global, comme en termes de revenu global et moyen, d'une part est difficilement maniable pour l'élaboration d'une politique de démarrage et d'autre part, renseigne mal sur les transformations structurelles internes.

De l'analyse du Pr. MORET, il faut retenir l'idée d'*auto-alimentation* de la croissance qui enrichit la notion de croissance auto-entretenu comme objectif du démarrage et le problème de la mobilisation des ressources intérieures qui, effectivement, se pose avec acuité dans certaines économies qui se débattent au niveau de la zone du minimum vital. Pour recenser le plus complètement possible l'apport des auteurs à la théorie du démarrage et, puisque nous avons évoqué le Pr. HIRSCHMAN, il faut encore mentionner chez cet auteur une référence explicite cette fois, à la notion de démarrage et au Pr. ROSTOW. On y relève tout d'abord une critique de la théorie du « take-off » du Pr. ROSTOW. Pour HIRSCHMAN l'augmentation rapide du taux d'investissement n'est « au mieux qu'un moyen de diagnostic » : ceci rejoint une critique assez unanime que nous avons relevée plus haut. Ce qui est important, c'est que « la hausse du taux d'investissement, écrit HIRSCHMAN, suppose des changements cruciaux dans certains traits caractéristiques du processus de développement » (51).

D'autre part, dans une remarque significative quoique brève, le Pr. HIRSCHMAN observe, en étudiant les mécanismes de liaisons dynamiques entre les investissements, qu'une façon réaliste de voir le problème est de considérer « le développement comme l'assemblage des pièces d'un puzzle » (52). Il relève alors, en note, à la même page, que cette image du puzzle peut être rattachée au concept de « décollage ». Il y a là, nous semble-t-il, une confirmation de l'idée relevée chez ROSENSTEIN-RODAN, suivant laquelle le démarrage se caractérise essentiellement par la *construction d'une économie* aux relations internes complexes. Nous retrouverons ces rapports entre HIRSCHMAN et ROSENSTEIN-RODAN et les politiques de développement (équilibré et déséquilibré) proposées par ces deux auteurs, qui sont moins antinomiques qu'il n'y paraît à première vue et qui relèvent, en tous cas, d'une conception générale de même nature, du développement au départ.

(50) Cf. par exemple M. ABRAMOVITZ : « Capital formation and economic growth » Introduction. Princeton University Press 1955. A. O. HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 50. W. W. ROSTOW : « Les étapes de la croissance économique », *op. cit.*, J.G. GURLEY et E.S. SHAW « Financial aspects of economic development » American Economic Review, Septembre 1955.

(51) A. O. HIRSCHMAN : *op. cit.*, p. 61.

(52) A. O. HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 99.

Ce recensement des apports, plus ou moins explicites, à la théorie du démarrage n'est sans doute pas exhaustif, mais peut-être est-il suffisant pour nous permettre de dresser un bilan positif de la notion de démarrage, encourageant un travail d'approfondissement qui permettrait d'éclairer sous un jour nouveau et utile le développement initial des pays du Tiers-Monde.

Il s'agit donc de définir une période utile du développement à l'intérieur de laquelle s'inscrit une politique de développement qui devient ainsi une politique de démarrage. Une période (53) se délimite par un point de départ (une situation caractérisée qui pose le problème considéré : le sous-développement) et par une étape (définie par un objectif à atteindre) (54). A la lumière de cette définition, nous pouvons dresser un bilan de la notion de démarrage telle qu'elle apparaît dans les analyses des économistes qui se sont intéressés à l'idée.

1) Le démarrage définit une *période de début du développement*, période *critique* en raison de l'immense tâche de mutations fondamentales à accomplir avec des moyens limités et période *capitale* car elle engage de façon irréversible l'avenir du développement.

2) Cette période est limitée par une étape définie par un objectif : l'engagement de la société dans la voie de la *croissance continue*. Cet objectif constitue un seuil à franchir à partir duquel se produit un renversement de tendance intégral et irréversible.

3) Le point de départ est la société traditionnelle en état de stagnation économique mais non plus de « léthargie économique » : il ne s'agit plus, en effet, de la société traditionnelle pure mais de la société traditionnelle troublée dans son équilibre démographique et psychologique : *la société traditionnelle sous-développée*.

4) L'analyse globale est inopérante car elle ne peut être menée ni sûrement (impossibilité de mesurer les grandeurs globales) ni utilement car elle masque plutôt qu'elle n'éclaire le problème fondamental de la période : la transformation radicale des structures et la *construction consciente d'une économie nouvelle complexe*.

Sur cette base, nous essayerons de préciser une conception du démarrage des économies sous-développées qui servira d'idée directrice et de critère de référence pour une politique de démarrage : tel sera l'objet de notre I^o PARTIE dans laquelle nous proposerons *une conception du démarrage par le principe d'intégration interne*.

(53) Comme le note le Pr. H. GUITTON, le mot de période est ambigu (« Statistique et économétrie » Dalloz 1959, p. 183). En physique, il désigne le temps au bout duquel le phénomène redevient semblable à lui-même. En science économique il est généralement employé pour désigner l'unité de temps idéal nécessaire pour l'accomplissement d'un phénomène. Ici il désigne plutôt le temps d'accomplissement d'un processus complexe ayant une certaine logique et une certaine cohérence économique.

(54) Le terme d'étape conserve ainsi son sens statique usuel.

Autour de cette idée de base, nous tenterons d'échafauder, par une analyse essentiellement théorique, un plan de démarrage par l'intégration interne : II° PARTIE : *Elaboration théorique du plan de démarrage par l'intégration.*

Enfin, par une analyse récurrente, nous considérerons les implications concrètes essentielles de la mise en œuvre du plan d'intégration : III° PARTIE : *Implications concrètes du plan de démarrage par l'intégration.*

**PREMIÈRE
PARTIE**

A thin vertical line is positioned to the right of the text 'PREMIÈRE PARTIE'.

**UNE CONCEPTION
DU DEMARRAGE :**

Le principe d'intégration interne

A thin vertical line is positioned to the left of the text 'Le principe d'intégration interne'.

Il s'agit donc, dans cette première partie de notre travail, de définir une *conception de base du démarrage*, d'établir une *idée directrice* permettant d'éclairer les premières mesures de la politique de développement et de délimiter une *période précise* critique à l'intérieur de la notion de développement indéterminée dans le temps. Il est vite apparu, en effet, aux spécialistes que, d'une part les premières décisions de la politique de développement sont cruciales et capitales pour l'avenir et que, d'autre part, le *temps n'est pas seulement le cadre dans lequel se déroule le développement et la croissance mais un facteur actif du processus* qui, à bien des égards, apparaît comme une « ressource rare ». Ces idées réapparaissent tout au long des analyses qui suivent.

Nous élaborerons notre conception de base à partir de la notion de *dualisme* en tant que notion fondamentale de l'économie du développement. Nous proposerons en effet une *conception humaine* du démarrage qui s'exprimera par le principe d'*intégration interne*, terme par lequel nous désignerons le processus de *résorption de la structure dualiste*.

Il ne s'agit évidemment que d'un *essai*, d'une conception possible (parmi d'autres). Nous considérons en effet que le démarrage des pays sous-développés est la projection d'une *idée-force* qui devient un mythe (au sens sorelien du terme) vers lequel doit tendre la société, et non pas le passage obligé à travers un processus nécessaire, la soumission à une loi impérative de la croissance qui serait inscrite soit dans l'histoire économique soit dans un ordre naturel préexistant.

A partir de cette « philosophie » du démarrage,

- nous étudierons tout d'abord, le dualisme comme instrument de notre analyse (chapitre I).
- nous tenterons ensuite d'établir l'intégration interne comme principe directeur (chapitre II).

CHAPITRE PREMIER

L'INSTRUMENT D'ANALYSE : le dualisme

La notion de dualisme est aujourd'hui retenue par un grand nombre d'auteurs pour caractériser la structure essentielle de l'économie sous-développée. Cependant, la notion et l'idée sont aussi, parfois, violemment critiquées.

Il nous semble, donc, que trois points importants doivent s'imposer à notre attention :

- 1) la définition précise de la notion,
- 2) sa capacité à interpréter correctement l'économie sous-développée,
- 3) et surtout, son utilité pour l'élaboration d'une politique de démarrage.

En fait cette dernière question appartient déjà au chapitre suivant : l'utilité de la notion, en effet, apparaîtra alors, à ce stade de notre analyse, lorsque nous aurons peut-être justifié une conception du démarrage qu'elle aura permis d'élaborer, ou, mieux même, dont elle sera la pièce maîtresse.

Pour ce qui concerne le premier problème, nous devons partir d'une définition générale simple, suivant laquelle le dualisme caractérise la coexistence, au sein d'une même économie nationale, de deux secteurs distincts : un secteur d'économie moderne et un secteur d'économie traditionnelle.

La notion repose donc sur une distinction entre l'économie moderne et l'économie traditionnelle qui constitue une *dualité* de système qu'il nous faudra tout d'abord reconnaître (section I).

A partir de cette dichotomie, nous essaierons alors de cerner la notion de *dualisme* et de voir dans quelle mesure elle constitue un diagnostic essentiel et général de l'économie sous-développée (section II).

SECTION 1

LA DUALITE DES SYSTEMES : L'ECONOMIE TRADITIONNELLE ET L'ECONOMIE MODERNE

Les économistes du développement, théoriciens et praticiens, utilisent fréquemment la distinction économie moderne — économie traditionnelle : en ce sens on peut dire qu'il s'agit d'une distinction désormais classique. Cependant, il existe relativement peu d'analyses économiques qui, directement centrées sur cette dualité, tendent à établir une définition économique, simple mais essentielle, une distinction, schématique mais précise, entre les deux systèmes. Ainsi, à partir des analyses et des observations de certains économistes et sociologues du développement (1) nous essayerons de résumer cette opposition par les structures fondamentales et les caractéristiques essentielles de chaque système. Toutefois, il nous faut au préalable faire quelques remarques.

Il faut, tout d'abord, bien marquer que notre objectif est de faire apparaître une *dichotomie fondamentale du point de vue de la croissance*; car, on peut faire apparaître d'autres oppositions fondamentales, à d'autres points de vue.

Ainsi, par exemple, M. BETTELHEIM (2) retient le point de vue institutionnel, et oppose ainsi deux systèmes d'adaptation de la production aux besoins : un système d'adaptation consciente (économie de plan qui est historiquement la plus ancienne et la plus « normale » selon l'auteur) et un système d'adaptation inconsciente ou spontanée (économie de marché). Cette opposition rejoint celle de W. EUKEN

(1) Par exemple : A. TOYNBEE : « L'histoire, un essai d'interprétation », Gallimard 1951 - E.E. HAGEN : « On the theory of social change » The Dorsey Press 1962 (contenant une longue bibliographie sur la société traditionnelle) - J. H. BOEKE : « Economics and economy policy of dual societies » Institute of Pacific Relations 1953 - W. S. WOYTINSKY and E. S. WOYTINSKY : « World population and production » The twentieth century Fund 1953, pp. 417-423 - W. W. ROSTOW : « Les étapes de la croissance économique » Ed. du Seuil 1962, pp. 16-18 - R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », Cujas 1963, pp. 17-28 - A. LEWIS : « Théorie de la croissance économique », Payot 1963 - J. AUSTRUY : « Le scandale du développement », Ed. M. Rivière 1965, pp. 26-29 et 141-142 - E. GANNAGE : « Economie du développement », P.U.F. 1962, pp. 60-95.

(2) C. BETTELHEIM : « Problèmes théoriques et pratiques de la planification », P.U.F. 1951, pp. 15 et suivantes.

entre l'« économie centralisée » et l'« économie décentralisée » (3). A cette opposition peut être également rattachée la distinction effectuée par le Pr. A. PIATIER (4) qui propose de discerner trois types d'organisation suivant le mode d'insertion de l'acte économique dans la société : les systèmes

- 1) à réglementation stricte universelle (d'ordre rituel),
- 2) à liberté fonctionnelle avec fixation de limites,
- 3) à réglementation stricte, limitée au matériel (programme rationnel).

Selon le Pr. PIATIER, l'Antiquité connaît le type 1 et voit naître le type 2. L'Epoque Moderne, depuis la Renaissance, est du type 2. Dans les pays collectivistes, le type 3 est prépondérant.

En fait cette distinction est liée à celle effectuée du point de vue de la croissance. L'auteur part en effet de l'idée que la distinction économie fermée/économie d'échange est insuffisante car elle met « l'accent sur des critères subalternes, alors que l'essentiel est de voir quelle place les populations accordent à l'acte économique ».

Enfin, cette dualité vise à opposer deux « *types d'organisation* » au sens défini par W. EUKEN (5) deux « formes pures » qui, selon F. PERROUX, sont « théoriquement définies de façon assez indépendante de toute référence historique globale et concrète » (6). Le Pr. F. PERROUX observe d'ailleurs : « A mesure que la progression se déroule, l'optique historique et sociologique recule au bénéfice de l'optique théorique » (6). C'est donc sous cette optique théorique que nous essaierons d'apprécier les deux systèmes et de mettre en relief cette dualité (7). La différenciation s'établit sur deux plans :

— au plan technique et économique, stricto sensu, quant aux conditions d'exercice des fonctions économiques fondamentales ;

— au plan psycho-sociologique quant aux structures mentales.

Les deux plans auxquels s'opèrent la distinction sont évidemment étroitement liés et ne sauraient être considérés séparément : chaque « système » ou plutôt chaque « type d'organisation », étant un ensemble cohérent de structures. Cependant, s'il fallait accorder une prééminence à l'un des deux ordres de structures, il semble bien qu'elle irait aux structures

(3) W. EUKEN : « Foundations of Economics », Londres 1950. Traduction anglaise de « Grundlagen der Nationalökonomie », 1941.

(4) A. PIATIER : « Statistique et observation économique », tome I - P.U.F. 1961, pp. 12 et suivantes.

(5) « Wirtschaftsorganisationen ». W. EUKEN : « Foundations of Economics », *op. cit.* Sur la notion de « types d'organisation » opposée à la notion de « système », cf. A. MARCHAL : « Systèmes et structures économiques » P.U.F. 1959, pp. 249 et suivantes.

(6) F. PERROUX : « Les Comptes de la Nation » P.U.F. 1949, p. 12.

(7) Il semble que l'on puisse ainsi éviter certaines objections, en particulier celle du Pr. J. AUSTRUY, pour qui « sociétés traditionnelles » est une « caté-gorie fourre-tout » qui n'a pas l'homogénéité que lui assignent certains (« Le scandale du développement », *op. cit.*, p. 26).

mentales qui, dans une large mesure, « expliquent » les structures économiques.

§ 1. — DIFFÉRENCIATION QUANT AUX CONDITIONS D'EXERCICE DES FONCTIONS ÉCONOMIQUES FONDAMENTALES.

Le clivage apparaît nettement dans la fonction de production et dans la fonction de consommation.

A. — La fonction de production.

La société traditionnelle se caractérise, on le sait, par des techniques de production d'une part rudimentaires et d'autre part peu (ou pas) progressives : les fonctions de production sont fondées sur la « technologie prénewtonienne » (8). Par technique de production, il faut d'ailleurs entendre, avec le Pr. GENDARME (9) non seulement les instruments (qui se réduisent à un outillage simple) mais encore les méthodes et l'organisation sociale de la production qui ont autant d'importance que les procédés eux-mêmes. La société traditionnelle connaît ainsi une médiocre stabilité du produit social mais surtout un faible niveau du rendement per capita. Cependant, « la conception de la société traditionnelle, admet le Pr. ROSTOW, n'est nullement immuable; elle n'exclut pas, a priori, la possibilité d'accroissements de la production » (10). L'extension des superficies cultivables, certaines innovations techniques, peuvent engendrer de notables accroissements de la production. « Mais, poursuit l'auteur, la caractéristique profonde de la société traditionnelle est que le *rendement potentiel par individu ne peut dépasser un niveau maximum* (10) en raison de la simplicité des techniques.

Dans ces conditions de production, une poussée démographique, si légère soit-elle, engendre très rapidement une baisse du niveau de vie qui, compte tenu de la médiocrité du niveau antérieur, devient vite insupportable. Les mécanismes rééquilibrants malthusiens interviennent alors pour rétablir un niveau de subsistances tolérable.

Les fonctions de production de la société moderne se caractérisent au contraire par des techniques hautement progressives, par des innovations incessantes qui se propagent dans un réseau de relations complexe. Le Pr. JORGENSEN (11) traduit cet aspect de la dualité par une asymétrie des fonctions de production. Il retient ainsi que le produit de la « société traditionnelle agricole » est une fonction de la terre et du travail seulement (il n'y a aucune accumulation de capital) tandis

(8) W. W. ROSTOW : « Les étapes de la croissance économique », *op. cit.*, p. 16.

(9) R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, p. 25.

(10) W. W. ROSTOW : « Les étapes de la croissance économique », *op. cit.*, pp. 16-17.

(11) D. W. JORGENSEN : « The development of dual economy ». *The economic Journal* - Juin 1961, p. 311.

que le produit du « secteur moderne industriel » est seulement fonction du travail et du capital (la terre n'apparaît plus comme facteur de production).

Donc la fonction d'investissement différencie radicalement les deux types de sociétés économiques. Plus précisément, c'est *l'investissement net* qui est la marque de l'économie moderne. En effet quoique rudimentaire et modeste, la société traditionnelle dispose d'un certain capital technique : il y a détournement de production. Ce capital est entretenu et renouvelé : il y a donc amortissement au sens large. Par contre, l'investissement net est nul ou quasi nul, sauf à certaines périodes exceptionnelles et très espacées. L'« absence de marge d'aisance » (12), dans ces sociétés pauvres, s'oppose à tout détournement de ressources par tel ou tel individu qui mettrait ainsi en cause la sécurité matérielle du groupe (12). Elle s'oppose donc à l'innovation et contraint au « mimétisme tourné vers l'arrière » (TOYNBEE). Il n'y a donc aucun phénomène d'affectation des surplus éventuels à une modification radicale et continue des techniques de production. A ce point de vue, l'analyse de ROSTOW diagnostique un phénomène important : l'apparition et l'accélération des taux d'investissement net sont le signe de la transformation de la société traditionnelle.

B. — *La fonction de consommation.*

La différence entre les deux types de société est, sur ce plan également, parfaitement connue : on oppose l'économie traditionnelle de subsistance et amonétaire à l'économie moderne d'échange monétaire. Pour la grande majorité des auteurs, *l'échange monétaire* constitue la ligne de partage des deux types d'organisation économique. C'est ainsi que le Pr. BOUSQUET (13) proposait de distinguer fondamentalement les « sociétés callactiques » (avec échange) et les « sociétés acallactiques » (sans échange).

L'économie traditionnelle est donc essentiellement une économie d'auto-consommation où les populations travaillent pour satisfaire directement leurs besoins en produits alimentaires agricoles et en biens usuels manufacturés. Cependant, cette caractéristique ne doit pas être comprise de façon trop absolue. On peut ainsi distinguer, avec BOEKE (14), dans l'économie traditionnelle, les « villages de subsistance » et les « villages de marché » où la paysannerie environnante vient négocier quelques modestes surplus agricoles contre des produits manufacturés soit localement soit d'importation. En schématisant, on peut retrouver la distinc-

(12) R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, p. 26.

(13) G. H. BOUSQUET : « Institutes de Science Economique », M. GIARD 1930. Tome I, pp. 179 et suivantes.

(14) J. H. BOEKE : « Economics and economy policy of dual societies », *op. cit.*

tion entre l' « économie domaniale fermée » du haut Moyen Age et l'« économie artisanale urbaine » du bas Moyen Age européen (15).

Ainsi donc, la société traditionnelle apparaît comme une société *humainement et géographiquement* restreinte, où le produit social, quoiqu'obtenu par une division de travail, n'a pas pour destination principale l'échange avec une autre cellule de production, mais l'autoconsommation et la couverture des besoins du groupe. La monnaie ne joue un rôle d'étalon de valeur que pour quelques échanges limités *entre cellules fermées, semblables et fort peu communicantes*. Elle ne joue guère le rôle de réserve de valeur qui est plus exactement celui des stocks de biens alimentaires constitués en période de récoltes abondantes. Jamais la monnaie ne servira d'enjeu dans ce que l'on a pu appeler un « pari sur structures nouvelles ».

La monnaie, l'échange, la technique progressive, l'investissement, sont certes des critères indubitables de l'économie moderne. Mais ils ne suffisent pas à caractériser et à « expliquer » la dualité qui tient, sans doute plus fondamentalement, à la différenciation des structures mentales.

§ 2. — DIFFÉRENCIATION QUANT AUX STRUCTURES MENTALES.

Nous pensons, en effet, que cette différenciation est essentielle. Elle apparaît à un triple point de vue :

A. — Le premier point important concerne les *besoins*. Les besoins individuels et sociaux sont, dans la société traditionnelle, qualitativement et quantitativement limités : la gamme des besoins *moyens* de l'individu et de la société est rigide et fort peu étendue. Il serait d'ailleurs malaisé en pratique de discerner les besoins individuels des besoins sociaux tant l'individu se distingue mal de son groupe. D'ailleurs, comme l'explique M. A. PIATIER (16), l'acte économique dans ces sociétés n'apparaît pas comme un acte majeur. Les besoins étant qualitativement limités et constants, leur volume est une fonction linéaire de la population. Dans la mesure où cette dernière demeure fixe, ce volume est fixe et stable. Ce phénomène, sommairement analysé, nous semble capital du point de vue de la croissance économique. En effet, les sociétés modernes, contrairement aux sociétés traditionnelles, se caractérisent par un *puissant dynamisme des besoins* qui doit être retenu, a priori comme un facteur stratégique de la croissance. Les besoins, qualitativement appréciés, tendent vers l'infini et « l'effet de DUESENBERY » (qui joue à l'intérieur de la société) renforce la tendance. L'exemple récent

(15) A. MARCHAL : Systèmes et structures économiques », *op. cit.*, pp. 210 et suivantes et J. MARCHAL « Cours d'Economie Politique » Tome I. Genin 2^e éd. pp. 9-14.

(16) A. PIATIER : « Statistique et observation économique » *op. cit.*

des « boîtes qui ne servent à rien » et qui nous vient des Etats-Unis, illustre parfaitement le phénomène. Il y aurait là, d'ailleurs, matière à réflexion philosophique sur la sagesse de ces sociétés aux « mieux être » croissant et toujours insatisfaites, et dont l'insatisfaction s'inscrit dans la logique interne.

Quoique caractéristique du clivage entre les deux types de sociétés, l'idée de besoin n'est cependant pas le seul élément psychologique de différenciation.

B. — Celle-ci apparaît également quant à *l'attitude individuelle et sociale de l'homme à l'égard du monde matériel extérieur*. Cet aspect a été magistralement mis en lumière par W. W. ROSTOW (17) et par les Prs. A. et J. MARCHAL (18). A ce point de vue, le Pr. ROSTOW distingue les périodes « newtonienne » et « pré-newtonienne » ; car, pour lui, NEWTON est le symbole de « cette ligne de faite de l'histoire humaine » où les hommes ont été de plus en plus nombreux à croire,

- 1) que le monde était assujéti à des lois connaissables,
- 2) qu'il pouvait être organisé systématiquement pour la production.

Pour A. et J. MARCHAL cette « ligne de faite » est « l'homme faustien » ou « prométhéen ». Quelle que soit l'image, on distingue donc deux attitudes fondamentales : l'une spécifique des sociétés primitives où l'homme a l'intuition d'une inéluctable et définitive sujétion à son environnement matériel (19) ; l'autre, diamétralement opposée, caractéristique des sociétés modernes où l'homme prend conscience que le monde extérieur peut et doit être dominé pour la satisfaction de ses besoins sans cesse diversifiés et croissants.

Il existe donc un lien étroit entre l'idée du besoin et l'attitude à l'égard du monde extérieur, mais on ne saurait clairement montrer quelle structure commande l'autre.

Parfois on attribue, de surcroît, à « l'homme faustien », le goût de l'effort, l'acceptation de la souffrance, prix nécessaire de la domination du monde matériel. L'analyse est superficielle et en tous cas insuffisante car on ne peut omettre l'effort que doit fournir la société traditionnelle dans son élémentaire adaptation au monde extérieur et l'état de souffrance qui en résulte (20). Cet effort nécessaire est évidemment

(17) W. W. ROSTOW : « Les étapes de la croissance économique », *op. cit.*, p. 17.

(18) J. MARCHAL : « Cours d'Economie Politique » Tome I - Médecis, 1952 - A. MARCHAL : « Systèmes et structures économiques » P.U.F. 1959. Cf. également la caractéristique « vision du monde » mise en relief par E. E. HAGEN : « How economic growth begins: a general theory applied to Japan », *Public opinion quarterly* - 1958 - n° 3.

(19) Que le Pr. H. JANNE lie à ce qu'il appelle « la mentalité du type magico-religieux » (H. JANNE : « La typologie du sous-développement » in « La Belgique et l'aide économique aux pays sous-développés » M. NIJHOFF - 1959 - p. 25).

(20) Cf. en particulier les analyses de TOYNBEE : « L'Histoire, un essai d'interprétation », *op. cit.*

fonction de l'hostilité naturelle du monde extérieur, c'est-à-dire du climat, du relief, des conditions d'accessibilité et de la gamme des ressources, etc... On pourrait peut-être émettre l'hypothèse paradoxale suivant laquelle les difficultés dans l'effort d'adaptation au monde extérieur favoriseraient l'apparition de la période newtonienne. Cette idée brutale et grossièrement exprimée est peut-être susceptible de traitement affiné et de nuances grâce, en particulier, à la notion de « seuil ». Quoiqu'il en soit, nous constatons qu'à la *nécessité de l'effort dans l'adaptation succède l'impératif de l'effort dans la domination*. La distinction reflète la mutation psychologique dans l'homme « newtonien » ou « faustien ».

Une des conséquences immédiates de cette mutation est le recul de l'horizon économique (21). Le Pr. G. H. BOUSQUET écrivait déjà en 1936 : « La force de représentation du futur dans la conscience présente de chaque individu dans la production joue un rôle déterminant. Il ne s'agit pas d'une force purement intellectuelle mais d'un élément actif ou volitif qui pousse les individus à agir pour l'avenir avec un empressement plus ou moins grand... Les sociétés modernes se caractérisent, en général, par une prévoyance beaucoup plus considérable que les sociétés du passé et surtout les sociétés primitives » (22). L'horizon économique de l'individu dans les sociétés traditionnelles se trouve limité 1) par l'absence de toute idée d'œuvre de domestication du monde extérieur, 2) par la connaissance sommaire (23) de ce monde, 3) par le fait, enfin, que l'individu se préoccupe principalement de sa survie immédiate. Certes, sa vie durant, ses besoins se confondent avec ceux de sa famille, dont il assure la subsistance, mais il ne semble pas éprouver la nécessité de se pérenniser dans une œuvre, ni peut-être même, concevoir l'obligation d'assurer les ressources de sa (large) famille au-delà de sa mort. Ce problème est celui des survivants, éventuellement de la société, et peut-être même, en définitive, du Destin.

Il serait hasardeux de vouloir mesurer concrètement cet horizon de l'homme traditionnel. On pourrait cependant considérer qu'il se borne à l'année en tant que cycle naturel des saisons et compte tenu du caractère essentiellement agricole de la production.

La prévision est au contraire la marque des sociétés modernes. Introduite d'abord dans les sciences physiques, elle s'essaie, peu à peu, dans les sciences humaines. C'est l'époque de la « prospective » et des « futuribles ». L'homme veut *agir sur le futur même s'il dépasse son futur*. L'individu consacre sa réussite dans celle de sa descendance. La vie de l'entreprise déborde et prime celle de ses dirigeants et de ses action-

(21) Cf. en particulier J. AUSTRUY : « Le prix de la croissance » Revue d'Economie Politique 1962 - p. 830.

(22) G. H. BOUSQUET : « Institutes de Science Economique » Tome III - Giard 1936, p. 113.

(23) En tous cas non « rationnelle » mais « magico-religieuse » (H. JANNE). Le sociologue américain GIDDINGS distinguait également l'« économie instinctive » qui précède l'« économie rationnelle ».

naires. Les institutions juridiques sanctionnent et favorisent cette pérennité. « Pour exécuter de grandes choses, il faut vivre comme si l'on ne devait jamais mourir », cette maxime de VAUVENARGUES est bien la pensée d'un français du XVIII^e siècle.

C. — La dualité psychologique apparaît encore à un troisième point de vue. Largement développé par de nombreux auteurs, il concerne le degré d'identification ou, au contraire, d'« extériorisation » de l'individu par rapport à la société à laquelle il appartient.

Il s'agit d'une notion fort connue, dégagée en particulier par les analyses économiques historiques du capitalisme. Il faut néanmoins souligner qu'elle dépasse le fait capitaliste pour atteindre une certaine psychologie de la croissance. Certains cependant pourront nier la nécessité d'une telle notion, sa permanence et son universalité.

Sur ce problème, on peut rapporter la pénétrante analyse du Pr. HIRSCHMAN sur l'idée de changement dans la société traditionnelle (24). L'auteur distingue *l'idée de progrès conçu en fonction du groupe et l'idée de progrès conçu en fonction de l'individu*. Dans les sociétés communautaires, fermées et coopératives, chacun des membres se voit assigner une place et un rôle définis sans pouvoir imaginer la possibilité d'une modification et d'une amélioration de son sort. Si l'idée de progrès pénètre la société, elle est alors interprétée comme ne valant que pour l'ensemble de la société. Cette idée de progrès exclusivement conçue en fonction du groupe est plutôt défavorable au développement. En effet, observe HIRSCHMAN, « la conviction ...qu'un projet contribuera à enrichir certains individus au lieu de profiter à la collectivité peut facilement le faire échouer » (24). Or, il en sera ainsi de beaucoup de projets de développement si bien que cette mentalité de la société traditionnelle est « incompatible avec un développement sur une vaste échelle visant à transformer et à moderniser fondamentalement l'économie » (24). A l'appui de cette idée, le Pr. HIRSCHMAN rapproche une étude de GERSCHENKRON sur les attitudes de l'intelligensia russe au XIX^e siècle, par laquelle cet auteur montre comment une telle conception du progrès a pu retarder le développement économique en Russie (souci de la mise en commun des terres et « oubli » des problèmes de l'industrialisation et des transports).

A l'inverse, le progrès peut être conçu comme une chose possible et souhaitable pour l'individu envisagé hors du groupe. Selon HIRSCHMAN, c'est probablement dans les sociétés traditionnelles les moins « intégrées » donc les moins « étouffantes », que le progrès pourra être conçu en fonction de l'individu. Reprenant des études anthropologiques portant sur l'Amérique latine, l'auteur oppose ainsi la « domination de soi passive et la résignation soumise propres au mode de vie indien... à l'arrivisme actif, à l'individualisme ambitieux et à l'esprit d'intrigue

(24) A. O. HIRSCHMAN : « Stratégie du développement économique ». Les Editions ouvrières 1964, pp. 23 et suivantes.

caractéristique des sociétés latines et métisses ». Cependant pour HIRSCHMAN, une analyse plus approfondie fait entrevoir les effets pervers d'un individualisme excessif préjudiciable au développement. A la suite de SCHUMPETER, les économistes ont surtout retenu les facteurs dynamiques de l'individualisme qui s'attachent à l'individu en tant que tel (goût du risque - autorité - imagination créatrice, etc...) mais, selon HIRSCHMAN, il faut aussi mettre en relief les facteurs dynamiques qui tiennent à la capacité d'organiser une coopération entre les individus et les groupes (organisation et cohésion dans l'entreprise — capacité de conciliation entre les parties — relations publiques — coopération avec les organes publics...). Or, une exaltation de l'individualisme peut nuire au premier aspect, mais surtout au second aspect de la fonction d'entrepreneur.

Avec cette analyse du Pr. HIRSCHMAN, nous percevons donc la complexité et l'étendue du problème. Il semble bien cependant que la société traditionnelle est d'autant plus « anti-individualiste » qu'elle est fortement organisée dans un système communautaire cohérent. Par ailleurs, on doit admettre qu'une certaine idée de l'individu et du progrès individuel est liée à la société industrielle en croissance, en retenant qu'un certain gauchissement de l'individualisme (comme du nationalisme) peut jouer à l'encontre du développement.

Il semble que nous touchons alors à un problème que nous ne ferons qu'évoquer ici : celui de savoir quel est du modèle socialiste ou du modèle capitaliste de développement celui qui s'adapte le mieux aux sociétés traditionnelles d'aujourd'hui. Comme le note HIRSCHMAN, l'attrait du communisme pour les sociétés traditionnelles vient, peut être en partie, de ce qu'il prétend concilier les exigences du développement économique avec une conception du progrès en fonction du groupe. Mais le processus de développement, mis en œuvre au nom de la collectivité, impose nécessairement un progrès individuel inégal. De plus, il suppose surtout, nous semble-t-il, la manifestation d'individualités dynamiques qui prennent en charge le progrès (quelles que soient les motivations). L'option entre la voie socialiste et la voie capitaliste nous paraît donc en définitive relever d'un choix politique ou même quasi-religieux.

A la notion d'individualisme est liée, dans un balancement d'idées classique, la notion de *sécurité* qui elle aussi intervient, de façon complexe, dans la détermination de la dualité société moderne/société traditionnelle.

Les sociologues unanimes nous l'enseignent : la société traditionnelle assure en général la sécurité de ses membres, et il s'agirait là de la clause majeure du « Contrat Social ». Cette notion de Sécurité Sociale fut longtemps et largement ignorée de certains types d'économies modernes principalement dans leurs formes capitalistes du XVIII^e et XIX^e siècles. La société américaine en est peut-être également un exemple actuel. Est-ce à dire que l'abandon d'une idée de sécurité apportée par la société soit, au moins dans une première période, une condition

nécessaire de l'économie moderne ? Cela ne nous paraît pas devoir s'imposer. Une économie moderne peut être ou ne pas être une économie de sécurité collective. Encore conviendrait-il de mesurer le contenu de cette notion. Cette constatation est optimiste à maints égards et en particulier parce qu'il ne semble pas que les hommes des économies traditionnelles de notre monde d'aujourd'hui acceptent d'abandonner totalement cet élément essentiel de leurs sociétés, ce sentiment vivace d'assurance mutuelle et de sécurité dans le groupe. Singulièrement, pour l'individu des pays sous-développés, l'économie moderne, telle qu'il l'a connue, a la vertu cardinale d'assurer *la stabilité de l'emploi et la permanence du revenu*. Elle ne pourrait se permettre de décevoir dans ce domaine.

Ainsi, d'une façon générale, les structures mentales nous paraissent jouer un rôle primordial : elles fournissent la clé de la logique économique interne de chacun des deux types d'organisation. L'existence de besoins et la situation de l'homme par rapport au monde matériel qui l'entoure avec plus ou moins d'hostilité, déterminent les fonctions de production et de création de capital. L'investissement net en particulier apparaît comme un phénomène spécifique de l'économie moderne. Aussi bien, l'analyse du Pr. ROSTOW est-elle juste mais insuffisante et superficielle. L'investissement est déterminé par l'horizon du producteur ; il est conditionné par une psychologie des besoins du consommateur.

En un mot, deux types fondamentaux (du point de vue de la croissance) d'adaptation de la production aux besoins engendrent deux types d'économies : l'une quasi stationnaire, l'autre dynamique. Certes, les sociologues et les historiens objecteront que les sociétés traditionnelles historiques ne sont pas aussi léthargiques ni aussi immuables qu'on veut bien le dire et le répéter (25). Le Pr. ROSTOW en convient mais maintient néanmoins que ce qui caractérise la société traditionnelle, c'est le blocage du rendement moyen à un plafond médiocre et, devons-nous ajouter, la rapide décroissance du rendement marginal. Au demeurant, le dynamisme de la société traditionnelle est largement politico-militaire ou politico-religieux, très faiblement économique ; par ailleurs, lorsque se manifestent dans la société traditionnelle certains progrès économiques, ceux-ci sont de faible ampleur et dans tous les cas limités et espacés.

Quoique sommaire, cette analyse résume, nous semble-t-il, l'opposition entre les éléments essentiels de chaque type d'organisation. Elle n'avait d'ailleurs pour objectif que de préciser des concepts souvent utilisés dans la littérature du développement et de mettre en relief l'interdépendance entre des éléments qui ne peuvent être considérés séparément.

Pour enrichir ces définitions, il nous paraît encore utile de considérer quelques concepts utilisés pour synthétiser la distinction précédente.

(25) Cf. par exemple sur les grandes poussées de la société médiévale : G. DUBY : « L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval ». 2 tomes - Aubier 1962.

§ 3. — LES CONCEPTS SYNTHÉTIQUES.

Certains concepts, en effet, sont utilisés parfois pour synthétiser dans une notion unique le clivage que nous avons essayé de faire apparaître dans les paragraphes précédents.

A. — *Le concept d'équilibre*

A cet égard, on peut opposer deux notions d'équilibre empruntées à la physique : « *équilibre stable* » et « *équilibre instable* ». Il faut tout d'abord distinguer de ces notions, les notions d'« *équilibre stationnaire* » et d'« *équilibre dynamique* » qui, bien que liées aux précédentes, sont néanmoins différentes. L'« *équilibre stationnaire* » est celui dans lequel les grandeurs globales sont constantes de période en période, tandis que l'équilibre dynamique est celui dans lequel les quantités globales sont croissantes de période en période. Par définition, l'économie traditionnelle est stationnaire et l'économie moderne est dynamique.

Par « *équilibre stable* », il faut entendre plutôt un équilibre qui tend à se rétablir automatiquement lorsqu'il est perturbé par une force exogène ou endogène. En fait, il faut que ces forces aient une certaine intensité pour perturber définitivement l'équilibre initial. On a pu ainsi comparer l'équilibre des sociétés traditionnelles à celui d'« une bille au fond d'un bol ». Aux modifications intérieures et « défis » extérieurs, l'« *équilibre ancien* » (selon l'expression du Pr. GENDARME) tend sans cesse à se restaurer. Cet équilibre stable ne se limite pas à l'équilibre population/ressources mais suppose également un équilibre psychologique (besoins/ressources) et un équilibre social (organisation sociale/ressources) (26). Ce système s'organise, en effet, selon F. COTTRELL, dans un « *équilibre entre la population, les institutions sociales, la production et l'utilisation ou l'énergie* ». Cet équilibre, ajoute l'auteur, « est extrêmement difficile à troubler et lorsqu'il est troublé, il tend à se restaurer » (27). Le Pr. GENDARME nuance cette affirmation en observant que l'équilibre tend à se restaurer seulement en deçà d'une puissance des forces de modifications. Mais si les « défis » et les troubles sont suffisamment intenses et persistants, l'« *équilibre ancien* » est définitivement rompu et la société doit rechercher un nouvel équilibre et une nouvelle cohérence.

Notons enfin que cet « *équilibre stable* » est parfois aussi qualifié de « *précaire* ». Le terme ne doit pas faire illusion et veut simplement traduire la médiocrité des conditions de vie, l'« absence de marge d'aisance » dans ces sociétés qui ne font que s'adapter à l'environnement extérieur.

(26) Cf. l'analyse approfondie de cet équilibre cohérent par le Pr. GENDARME in « La Pauvreté des Nations », *op. cit.*, pp. 17 et suiv.

(27) F. COTTRELL : « *Energy and Society* ». Mac Graw Hill - 1955.

C'est, selon le Pr. AUSTRUY, « un équilibre précaire entre la vie et la mort » qui n'est donc qu'un « paradis rétrospectif » (28).

Cependant, si on parvient assez bien à caractériser l'économie traditionnelle par une certaine conception de l'équilibre stable, il est plus délicat de caractériser l'économie moderne par la notion d'équilibre car est alors posé le vaste problème de l'équilibre et de la croissance et de leurs rapports à court et à long terme. Cela nous conduirait à étudier et à rapporter l'immense masse des travaux de cette tendance « unitive » (29) de la théorie moderne de la croissance, qui cherche à unifier les analyses de courte et de longue périodes dans un « modèle de caractère complet et immédiatement total » (29). Ce vaste domaine de recherches est à la marge de notre sujet. Ici, nous considérons simplement que, par symétrie, on peut caractériser l'économie moderne comme un système d'« équilibre instable » dans la mesure où les techniques et les goûts des consommateurs sont sans cesse remis en cause. Les équilibres approchés sont donc perpétuellement troublés par des innovations nouvelles, des déplacements de la demande, les modifications de la répartition du revenu national, qui sont la marque des économies dynamiques. Ce qui revient à définir l'économie moderne comme une suite de déséquilibres (structurels et conjoncturels) sur un trend ascendant.

B. — *Le concept de complexité*

Le concept de complexité occupe une place importante chez L. BROCARD (30) qui, après LIST et CAUWÈS, considère qu'il existe une loi inéluctable de l'évolution des régions d'abord et des nations ensuite, vers l'économie complexe, qui s'oppose à la vision smithienne de la division du travail. Pour L. BROCARD, la complexité consiste à utiliser toutes les ressources du territoire et à y organiser toutes les industries susceptibles d'y prospérer. La complexité ne s'oppose pas à l'échange inter-régional et international. Bien au contraire, de façon apparemment paradoxale, l'échange « extérieur » est une fonction croissante de la complexité.

L'économie moderne est donc une économie complexe. Le terme est aujourd'hui assez souvent utilisé mais il n'a guère été approfondi et précisé. Cependant, le Pr. L. BUQUET (31) l'oppose au concept « d'économie réflexe » lancé par l'économiste brésilien E. GUDIN. Pour L. BUQUET, l'économie complexe est celle qui est parvenue à s'établir dans une industrie des biens d'équipement tandis que l'« économie réflexe » s'engage consciemment et de façon assez durable dans la voie de l'approvisionnement extérieur en biens de production. En fait, la distinction touche ici

(28) J. AUSTRUY : « Le scandale du développement », *op. cit.*, p. 130.

(29) H. GUITTON : « Fluctuations et croissance économiques ». Dalloz 1964, p. 277.

(30) L. BROCARD : « Principes d'Economie nationale et internationale », Sirey 1929.

(31) L. BUQUET : « Le calcul économique dans les Plans d'investissements au Brésil », *Economie appliquée* n° 4 1952.

à la politique du commerce extérieur dans le développement (où s'opposaient en l'espèce, au Brésil, M. E. GUDIN et M. R. PREBISCH). A cet égard elle prend une valeur normative et franchit donc les limites intellectuelles que nous nous sommes fixées ici. Il demeure cependant que la notion de complexité est riche de signification dans la mesure où elle évoque l'idée de *différenciation des activités et des organes*.

A l'opposé, l'économie traditionnelle apparaîtrait comme une économie organisée suivant un modèle relativement simple, ou tout au moins une économie dans laquelle les fonctions et les organes sont peu diversifiés.

Cette notion demeure néanmoins très approximative.

Une idée connexe est encore évoquée par un autre concept synthétique : le concept de solidarité.

C. — *Le concept de solidarité*

On peut, en effet, encore caractériser l'économie moderne par l'idée d'« interdépendance », de « solidarité » ou de « collaboration ». Ces termes sont toutefois dangereux et ambigus. Il faut tout d'abord noter qu'il ne s'agit ici que de la solidarité économique et non de la solidarité sociale (un aspect que nous avons déjà évoqué plus haut).

Du point de vue des relations économiques, il faut cependant noter que l'on ne peut impliquer par là l'absence d'organisation et de division du travail dans les économies traditionnelles et l'absence totale d'interdépendance entre les individus. L'organisation y est au contraire autoritaire et on peut y voir, avec le Pr. BETTELHEIM (32), une forme historique de planification totale de la production et de la répartition ; planification qui d'ailleurs déborde largement le domaine économique et englobe toute la vie sociale, ignorant et réduisant au maximum le « fait individuel ». Ce qui reste, cependant, c'est que l'interdépendance et la spécialisation des tâches sont beaucoup plus poussées dans l'économie moderne. La multiplicité des besoins et la complexité de l'organisation engendrent une différenciation poussée des activités et une diversification croissante des catégories socio-économiques et des organes, qui apparaissent par exemple dans les difficultés qu'éprouvent les comptables nationaux à définir les « agents » de l'économie nationale, ou encore dans le véritable anéantissement de la société moderne lorsque la grève frappe un secteur-clé, ou même la gêne sociale considérable provoquée par la grève dans un « secteur mineur ». La force de la grève dans les économies modernes tient précisément à l'interdépendance des groupes et des agents. Les substitutions sont plus facilement opérées en économie traditionnelle en raison de la simplicité des techniques et des réseaux. L'interdépendance économique entre les individus et les groupes y apparaît ainsi moins rigide et moins définitive.

(32) C. BETTELHEIM : « Problèmes théoriques et pratiques de la planification », *op. cit.*

Ainsi nous avons pu, semble-t-il, *camper deux archétypes* : la société traditionnelle et la société moderne. Cette analyse — qui ne visait qu'à préciser des concepts — était nécessaire parce que les théories les plus récentes de l'économie du développement reposent sur un diagnostic essentiel de l'économie sous-développée : le *dualisme*, qui est généralement et élémentairement défini comme la coexistence au sein d'une économie nationale de deux secteurs indépendants : le secteur moderne et le secteur traditionnel.

On peut donc aborder avec un peu plus de rigueur et de précision l'étude de cette notion clé et mieux apprécier dans quelle mesure elle caractérise correctement l'économie sous-développée.

SECTION 2

LE DUALISME DES ECONOMIES SOUS-DEVELOPPEES

Rappelons brièvement les problèmes qui se posent à propos du « dualisme ».

Il s'agit :

1° de préciser la notion à la lumière de la distinction effectuée plus haut.

2° de rechercher si le dualisme est un *diagnostic correct* de l'économie sous-développée.

3° de rechercher si le dualisme est un *diagnostic utile* de l'économie sous-développée.

Nous l'avons déjà noté, le problème 3 relève de notre chapitre suivant. Dans l'immédiat, ce sont les problèmes 1 et 2 qui doivent nous retenir.

§ 1. — LA NOTION DE DUALISME.

Cette analyse est nécessaire car la notion de dualisme n'est pas définitivement fixée et il nous appartient donc de préciser ce que nous devons entendre, ici, par dualisme.

Le terme et l'idée ont été lancés par J. BOEKE (33) en 1953, et ensuite repris de nombreuses fois, en particulier par H. CHENERY, W. MANDELBAUM, H. SINGER, P. N. ROSENSTEIN-RODAN, A. O. HIRSCHMAN, F. PERROUX, R. GENDARME parmi beaucoup d'autres auteurs. Mais, à partir de l'idée lancée par BOEKE, diverses interprétations sont intervenues et d'autres acceptions du terme ont été enregistrées.

Il semble que l'on puisse discerner, en gros, trois familles de définitions :

(33) J. H. BOEKE : « Economics and economy policy of dual societies », *op. cit.*

une définition que nous appellerons « classique » : celle de BOEKE, à laquelle se sont ralliés de nombreux auteurs en apportant parfois des éléments supplémentaires ; une définition « extensive » et une définition « restrictive » par rapport à la définition « classique ».

A. — La notion « classique »

I. — Il nous faut évidemment partir de la définition de BOEKE lui-même (34). Cette notion est née, chez cet auteur, d'une longue expérience et d'une analyse minutieuse des problèmes économiques des Indes néerlandaises à propos desquelles il a forgé la notion. Mais il fut ensuite rapidement convaincu qu'elle était d'application générale et que « les problèmes économiques de l'Indonésie étaient caractéristiques d'une grande partie du monde ». Le dualisme caractérise en effet, selon BOEKE, les économies où coexistent deux secteurs distincts, nettement séparés l'un de l'autre : le secteur moderne et le secteur traditionnel. Le dualisme est « l'opposition entre un système social importé avec un système social indigène, d'un autre style ».

Le Pr. HIGGINS estime cependant que cette notion « sociologique » de dualisme doit être complétée ; mieux même, le « dualisme est plus facilement expliqué en terme technologique et économique » (35). Cependant, cette définition du dualisme : coexistence, et même opposition, dans une même économie, de deux secteurs : un secteur moderne et un secteur traditionnel, est retenue par la plupart des auteurs.

II. — Ainsi, par exemple, le Pr. F. PERROUX (36) considère que la juxtaposition de deux secteurs : un secteur moderne hautement capitalistique et un secteur précapitalistique est la marque spécifique de l'économie sous-développée qui apparaît ainsi comme une « économie désarticulée ». La notion de désarticulation est certainement une notion fondamentale que le Pr. PERROUX a apportée à la théorie du développement. Elle traduit l'absence, ou la faiblesse, des flux monétaires, des relations de prix entre les deux secteurs. Plus encore, elle semble s'appliquer, dans l'esprit de F. PERROUX, à l'intérieur même du secteur traditionnel qui est composé de parties et de zones non communicantes ou fort mal communicantes. Cette structure explique l'existence de cercles vicieux et constitue l'obstacle au déclenchement de processus cumulatifs de développement.

Autre exemple d'adhésion à cette notion de dualisme, les Prs. MEIER et BALDWIN (37), reprenant une argumentation développée par PRE-

(34) Cf. pour une analyse détaillée de la théorie de BOEKE : B. HIGGINS « Economic development ». Constable 1959 - pp. 274 et suiv.

(25) B. HIGGINS : « Economic development », *op cit.*, p. 281.

(36) F. PERROUX : « Trois outils d'analyse pour l'étude du sous-développement : économie désarticulée, coût de l'homme, développement induit ». Cahiers de l'I.S.E.A. série F. n° 1.

(37) G. MEIER and R. BALDWIN : « Economic development » Wiley 1963, p. 326.

BISCH, SINGER, LEWIS et MYRDAL, considèrent que la forme la plus fréquente du dualisme social résulte d'une pénétration du capitalisme occidental dans une communauté agricole de subsistance aux techniques de production rudimentaires. Selon ces auteurs, « quand il est défini en ces termes généraux, le dualisme social est répandu ».

III. — Le Pr. E. GANNAGE (38) fait également du dualisme la structure fondamentale et générale de l'économie sous-développée et lui consacre une longue analyse : « On ne saurait trop insister, écrit l'auteur, sur la structure dualiste des pays insuffisamment développés ». Et, dans une définition générale introductive, le Pr. GANNAGE indique que, par dualisme, il entend « toute coupure, toute juxtaposition, tout fossé qui s'établit respectivement, soit entre une région et le reste du territoire, soit entre deux systèmes ou secteurs, soit entre groupes sociaux, à l'intérieur d'une aire spatiale déterminée telle que la Nation » (38). L'auteur distingue ainsi le dualisme territorial, le dualisme fonctionnel et le dualisme social.

Le dualisme territorial traduit l'opposition qui existe à l'intérieur du territoire national entre les régions-pôles de développement et les régions du reste du territoire qui, refermées sur elles-mêmes, ne connaissent pas, ou peu, de progrès économiques. L'auteur d'ailleurs émet immédiatement un doute et se demande si, à cet égard, il ne vaut pas mieux parler de « pluralisme » territorial plutôt que de dualisme, sans doute en raison des différents degrés de développement que peuvent connaître les différentes régions de l'économie nationale.

Le dualisme fonctionnel est la coexistence de deux systèmes : un système précapitalistique d'économie de subsistance et un système capitalistique d'économie de marché. Les contacts entre les deux sphères sont, sinon inexistantes, du moins très limités. Selon M. GANNAGE, ce dualisme fonctionnel se superpose fréquemment au dualisme territorial mais s'en distingue néanmoins car « le système précapitalistique ne s'identifie pas aux zones insuffisamment développées et le système capitalistique aux régions développées. »

Le dualisme social enfin, traduit la coexistence de deux types de sociétés dont les structures sont divergentes et même opposées. Pour le Pr. GANNAGE, cette opposition se manifeste essentiellement à deux points de vue : le rôle des individus et les valeurs culturelles. Du point de vue de l'individu, il faut observer qu'en économie de subsistance, le rôle que joue l'individu dans la société dépend de la position qu'il occupe en raison du système de parenté, de religion ou de caste. Par opposition, dans la société industrialisée, l'individu est apprécié en fonction de sa contribution à la réalisation de certaines tâches. D'autre part, le système de valeurs culturelles oppose aussi radicalement les deux types de sociétés : au respect des tabous religieux et au caractère secondaire de l'activité

(38) E. GANNAGE : « Economie du développement ». P.U.F. 1962, pp. 61 et suivantes.

économique dans la société traditionnelle s'oppose l'esprit de productivité maximum de la société industrielle.

En conclusion de cette analyse brièvement résumée ici, le Pr. GANNAGE prend soin de préciser que les diverses formes de dualisme « ont pu donner l'impression d'une séparation tranchée entre leurs structures » alors qu'« une présentation synthétique... a pour but de souligner leur interaction » (39). En particulier, « les dualismes territorial et fonctionnel, précise l'auteur, s'interpénètrent au point de se confondre ». Mais cette dernière phrase n'éclaircit pas les relations entre « dualisme territorial » et « dualisme fonctionnel ».

En réalité, le Pr. GANNAGE observe, à juste titre, que les différentes formes de dualisme qu'il a définies peuvent donner l'impression (fausse) d'une séparation tranchée entre les notions. Peut-être aurait-il mieux valu, alors, parler de l'aspect territorial, fonctionnel et social du dualisme plutôt que de « dualisme territorial », « dualisme fonctionnel » et « dualisme social » pour éviter cette impression.

Il nous paraît surtout nécessaire, en effet, de lier étroitement, plutôt que distinguer rigoureusement, « dualisme social » et « dualisme fonctionnel ». Comme nous l'avons vu à la section précédente, les structures technico-économiques et les structures psycho-sociologiques de chaque type de société sont intimement liées et indissolubles. Selon M. GANNAGE, il y a interaction entre les deux ordres de structures mais « on ne saurait privilégier certaines variables par rapport à d'autres ». Quant à nous, il nous semble pourtant que les structures explicatives et déterminantes sont les structures sociales et psychologiques ; mais, en définitive, ce problème n'est pas capital ; il suffit de considérer que chaque système est seulement défini par un ensemble cohérent de structures économiques et sociales.

Mais c'est surtout dans les relations entre, d'une part, le dualisme territorial, et, d'autre part, les dualismes fonctionnel et social, que l'analyse du Pr. GANNAGE est obscure : d'une part, en effet, l'auteur note, au départ, qu'il y a peut-être davantage pluralisme que dualisme territorial et, d'autre part, il admet tantôt que les notions de dualisme territorial et dualismes fonctionnel-social se confondent (40), tantôt qu'elles se distinguent nettement (41).

En fait, il nous semble que la notion de dualisme territorial est ambiguë. Nous reprendrons largement ce problème plus loin (42) mais nous devons ici noter deux points.

Tout d'abord l'aspect territorial du dualisme doit être considéré comme un aspect dérivé du dualisme fondamental (« fonctionnel » et « social »). Il en est l'expression matérielle et géographique.

(39) E. GANNAGE : « Economie du développement » *op. cit.*, p. 94.

(40) E. GANNAGE, *op. cit.*, p. 94.

(41) *Ibidem*, p. 71.

(42) In III^e PARTIE.

Par ailleurs, l'ambiguïté de la notion de dualisme territorial provient, nous semble-t-il, d'une double conception du découpage territorial. On peut, en effet, découper le territoire national en délimitant les implantations respectives de l'économie traditionnelle et de l'économie moderne. Dans ce cas, par définition, le dualisme territorial se confond avec le dualisme économico-social ou plus exactement traduit géographiquement le dualisme fondamental. Mais ce découpage peut, d'une part, être excessivement compliqué et, d'autre part, être surtout très artificiel car il ne tient pas compte des réalités régionales. Les économistes s'accordent, en effet, à considérer la région comme un espace « *homogène* », à l'intérieur de l'espace national, qui se définit à la fois par des conditions géographiques (climat, sol, relief, etc.), des conditions sociales multiples (ethniques, religieuses...) et sans doute également des conditions historiques. La région apparaît ainsi comme une *réalité vivante*, d'ailleurs souvent difficile à saisir dans toute sa complexité. Si bien que la réalité régionale n'est pas nécessairement liée à la présence exclusive, sur l'espace considéré, de tel ou tel type d'économie ; ce qui ne signifie pas pour autant que la région n'est pas susceptible d'abriter un seul système particulier : l'implantation d'une économie industrielle, par exemple, peut correspondre à une région typique déterminée ; ou encore telle autre région peut être exclusivement une zone d'économie traditionnelle. Mais, dans une autre hypothèse, on peut trouver des régions où cohabitent un secteur moderne et un secteur traditionnel : dans ce cas la région offre, à une échelle réduite, l'image de l'économie nationale.

Au total, si on conçoit un découpage réaliste du territoire, à partir de régions considérées comme des *données* non seulement économiques mais aussi naturelles et humaines, trois types de régions vont vraisemblablement apparaître :

- des régions intégralement d'économie moderne ;
- des régions intégralement d'économie traditionnelle ;
- des régions mixtes où coexistent un secteur moderne et un secteur traditionnel : en quelque sorte, des régions dualistes.

Alors, le dualisme territorial ne se confond plus avec le dualisme « fonctionnel » et « social » (pour reprendre la terminologie de M. GANNAGE) et sur le plan géographique il est alors plus exact de parler de « pluralisme » que de « dualisme ».

En conclusion, suivant cette notion « classique » telle qu'elle a été lancée par J. BOEKE, adoptée et enrichie par de nombreux auteurs, le *dualisme* caractérise la coexistence au sein d'une même économie nationale d'un secteur d'économie moderne et d'un secteur d'économie traditionnelle.

Mais à partir de cette notion que nous adopterons ici, d'autres définitions ont été avancées qui constituent soit une extension, soit une restriction de cette notion « classique ».

B. — *La notion extensive*

Cette notion extensive est une notion essentiellement technologique : le dualisme est un dualisme entre les techniques de production (43).

Ainsi, le Pr. ECKAUS (44) définit le dualisme par la coexistence, au sein d'une même économie, de deux secteurs de production : d'une part, un secteur dit « industriel » (plantations, raffineries, mines, industries) hautement capitalistiques (« capital-intensive ») à productivité élevée et à forte croissance ; d'autre part, un secteur dit « rural » employant peu (ou pas) de capital (« labour-intensive ») faiblement productif et stagnant. Les différences technologiques de production expliquent la disparité croissante des revenus dans chaque secteur. C'est à une notion identique que se réfère le Pr. A.O. HIRSCHMAN lorsqu'il parle de « dualisme » qu'il définit comme « la coexistence et la cohabitation prolongées d'une industrie moderne et de techniques pré-industrielles voire parfois néolithiques ». « On dit souvent, note l'auteur, que les pays sous-développés, mais en voie de développement, peuvent passer, en une seule génération, du stade du mulet à celui de l'avion. Mais à y regarder de plus près, il apparaît que ces pays sont, et resteront encore longtemps, dans une situation où *l'avion et le mulet* remplissent tous deux des fonctions économiques essentielles » (45).

Il faut cependant ajouter que le Pr. HIRSCHMAN admet, avec le Pr. LEWIS (46), que ce « caractère dualiste ne se manifeste pas seulement dans les méthodes de production et de distribution, il se manifeste aussi dans les attitudes, ainsi que dans les modes de vie et les mœurs commerciales » (47). Néanmoins, la définition du Pr. HIRSCHMAN, rapportée précédemment, reste essentiellement technologique.

Cette conception est évidemment trop large. Comme le note le Pr. GENDARME (48), ce type de dualisme se retrouve dans toute économie, même développée, où coexistent souvent encore « le mulet et l'avion », sans que l'on puisse parler de sous-développement.

Par ailleurs, la distinction entre les techniques « capital-intensive » et « labour-intensive » est assez imprécise : on ne saurait dire exactement à partir de quel degré on change de nature de fonction de production. D'une façon générale, et il nous semble que cela est apparu clairement à la section précédente, on ne saurait réduire la dualité des systèmes, et

(43) Cf. sur la notion de dualisme technologique : B. HIGGINS : « Economic development », *op cit.*, pp. 314 et suivantes.

(44) R. S. ECKAUS : « The factor proportions problem in underdeveloped areas » *American economic review* - septembre 1955.

(45) A. O. HIRSCHMAN : « Stratégie du développement économique ». Les Ed. Ouvrières, 1964 - pp. 147 et suiv.

(46) A. LEWIS : « Effects on industrialization on the markets of industrial countries », pp. 270-283. Cité par HIRSCHMAN, p. 147.

(47) A. O. HIRSCHMAN : *op. cit.*, p. 147.

(48) R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, p. 249.

donc le dualisme, à un seul facteur privilégié car, comme l'a d'ailleurs vu HIRSCHMAN, l'« explication » est alors insuffisante.

A l'autre extrême, nous pouvons découvrir une notion « restrictive » relativement à la notion « classique ».

C. — *La notion restrictive*

C'est la notion formulée et retenue par le Pr. GENDARME (48). L'auteur part de la définition de J. BOEKE qu'il considère meilleure que la définition purement technologique mais qu'il estime cependant encore insatisfaisante. Il ajoute, en effet, à cette définition de base deux conditions supplémentaires qui vont rendre la notion plus restrictive.

En effet, pour le Pr. GENDARME, le dualisme est évidemment la coexistence d'un secteur moderne et d'un secteur traditionnel mais il faut, de plus :

- 1) que le secteur moderne ait « une certaine importance, un *certain poids* » relativement au secteur traditionnel.
- 2) qu'il y ait non seulement absence de liens économiques entre les deux secteurs mais encore un « certain *cloisonnement social* empêchant la population de passer de l'un à l'autre ».

On voit évidemment en quoi ces conditions nouvelles restreignent la notion de départ ; ce qui fait que, pour le Pr. GENDARME, le dualisme n'est pas un phénomène général du sous-développement mais caractérise seulement un type particulier d'économies sous-développées : les pays à structure dualiste qui constituent, chez M. GENDARME, un sous-modèle d'économie sous-développée.

C'est évidemment une définition possible du dualisme. Cependant, nous ne la retiendrons pas ici car elle s'applique, dans notre système conceptuel, à la situation particulière de l'échec du processus d'intégration que nous avons déjà défini plus haut, par hypothèse de travail, comme la *résorption d'une structure dualiste*. Le dualisme, selon le Pr. GENDARME, caractérise un blocage de ce processus en un certain point où le secteur moderne représente une masse relativement importante. Rien ne s'oppose évidemment à appeler ce point « dualisme » ou plus exactement « situation dualiste » mais rien, non plus, ne nous oblige à adopter une telle définition en prenant toutefois l'élémentaire précaution de le dire clairement.

En conclusion de l'analyse de cette notion, nous devons tout d'abord réaffirmer que par dualisme nous entendrons, suivant l'acception la plus répandue, la coexistence, dans une économie nationale donnée, de deux secteurs : un secteur d'économie moderne et un secteur d'économie traditionnelle (ces deux types d'économies, ou plus exactement ces deux types de sociétés, ayant été définis théoriquement à la section précédente). Cette définition est plus *neutre* que celle du Pr. GENDARME qui est largement normative, plus complète et plus cohérente que la définition strictement technologique (ECKAUS-HIRSCHMAN).

Cependant il nous faut encore tenir compte de certaines critiques formulées à l'encontre de la notion de dualisme dans les économies sous-développées. Nous retiendrons surtout ici la critique formulée par le Pr. LEDUC (49).

Le Pr. LEDUC en effet, se livre à une vive critique de l' « analyse dualiste » sous un paragraphe de son Cours, au titre significatif : « observations sur le prétendu dualisme des économies sous-développées ». Il semble que dans la critique du Pr. LEDUC, on puisse distinguer deux points qui sont toutefois intimement liés. En effet, d'une part il critique la consistance même de la notion, et d'autre part, en conséquence, sa capacité à rendre compte d'une structure essentielle de l'économie sous-développée.

Tout d'abord donc, pour le Pr. LEDUC, « cette vision dichotomique des structures n'est pas toujours précise en dépit des apparences » ; car, observe-t-il, les « critères de séparation des deux secteurs ne sont pas toujours les mêmes » : c'est parfois le mode de consommation et l'on distingue alors « économie de subsistance » et « économie d'échange » ; c'est parfois le niveau technique et l'on distingue alors « économie primitive » et « économie industrielle » ; d'autres fois encore c'est le type d'activité et l'on oppose l' « économie des champs » à l' « économie des villes » ; d'autres fois encore, c'est l'origine des agents économiques et l'on distingue alors le « secteur économique aux mains des capitalistes étrangers » et le « secteur économique aux mains des nationaux », etc...

Au fond, le Pr. LEDUC constate l'insuffisance de tel ou tel critère particulier à distinguer clairement secteur moderne et secteur traditionnel qui ne peuvent se définir que par la cohérence d'un certain nombre de structures indissolublement liées. C'est un point que nous avons déjà relevé plusieurs fois. Lorsqu'on tient compte non plus d'un seul critère mais d'un ensemble cohérent de plusieurs critères, on aboutit alors à une *notion suffisamment consistante* du dualisme. Certes, telle ou telle structure peut prendre une tonalité particulière et une acuité plus ou moins marquée, mais l'ensemble permet une interprétation acceptable.

Par ailleurs, le Pr. LEDUC relève des indicateurs qui sont incontestablement de *faux critères* : la nature de l'activité productrice en particulier ne peut en aucun cas constituer une ligne de partage entre les deux systèmes. Il est aujourd'hui admis que tant l'agriculture que la production de biens manufacturés et même certaines activités commerciales peuvent appartenir soit au secteur traditionnel soit au secteur moderne. La nationalité des agents économiques est également un faux critère, car le secteur moderne peut aussi bien être « entre les mains » de nationaux que d'étrangers.

Etant donnée la « confusion » de la notion, le Pr. LEDUC constate que

(49) G. LEDUC : « Economie du développement ». Les cours de Droit 1961-1962, pp. 141 et suiv.

dans les économies sous-développées « la situation n'est pas toujours aussi nettement tranchée » que le laisse supposer la notion de dualisme. Sauf peut-être pour certains pays du Moyen Orient, de l'Afrique du Nord où l'idée rend à peu près compte de la réalité, dans la plupart des cas (Afrique Noire - Amérique latine) il vaut mieux, selon le Pr. LEDUC, parler de *pluralisme* plutôt que de dualisme.

Ceci nous conduit ainsi à examiner notre deuxième problème : celui de savoir si le dualisme constitue une *interprétation correcte* de l'économie sous-développée.

§ 2. — DUALISME ET SOUS-DÉVELOPPEMENT.

Le dualisme (au sens classique retenu plus haut) caractérise-t-il donc suffisamment et correctement l'économie sous-développée ? Pour répondre à cette question, sans doute faut-il se reporter à l'observation courante suivant laquelle, précisément, le dualisme est né de la pénétration ou de l'apparition d'un secteur économique moderne dans une société traditionnelle. Mais, il est peut-être aussi nécessaire d'approfondir cette analyse pour expliquer plus complètement ce qu'il faut entendre par dualisme.

A. — *Le dualisme originel de l'économie sous-développée*

I. — La plupart des auteurs considèrent donc que le dualisme apparaît, nécessairement et par définition, avec l'introduction d'un secteur moderne dans un milieu traditionnel. On observe donc, de façon typique dans les économies sous-développées, une dichotomie dans les structures : une économie moderne essentiellement tournée vers l'extérieur et une économie traditionnelle repliée sur elle-même et assurant tant bien que mal un niveau de vie médiocre et précaire.

On distingue d'ailleurs plusieurs types de secteur moderne, suivant leur origine et leur nature, qui donnent à la structure dualiste des formes particulières. On peut ainsi distinguer avec le Pr. GENDARME (50), le cas (assez général) où le secteur moderne a été introduit par la pénétration coloniale et le cas où le secteur moderne a été « créé, ou adopté, par une élite autochtone ».

Trop souvent en effet, on associe, de façon élémentaire, « dualisme » et « colonialisme ». Ce peut être une façon de s'exprimer, mais il faut alors entendre par « colonisation » non seulement la colonisation politique (par une attribution de souveraineté) et la colonisation économique (par « effet de domination » conscient ou inconscient, direct ou indirect) mais encore ce que l'on pourrait appeler la colonisation psychologique et intellectuelle (par diffusion, volontaire ou involontaire, d'idées, de

(50) R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, pp. 250 et 251.

conceptions, d'échelles de valeurs nouvelles). Dans ce dernier cas, on aboutit à ce que G. BOUTHOUl appelle l'« autocolonisation » d'un peuple (51). On peut donc appeler tout cela « colonisation » mais il ne semble pas que cette terminologie, large et imprécise, ajoute quelque chose, sinon une certaine confusion, sous un concept qui mériterait une analyse approfondie à la lumière de l'histoire (52).

Plus simplement, nous nous en tiendrons ici à la distinction du Pr. GENDARME entre dualisme né du colonialisme et dualisme autochtone.

a) *Dualisme colonial*. C'est donc le dualisme qui apparaît dans les économies sous-développées avec la pénétration coloniale. Mais il nous paraît nécessaire de faire dans ce cas une sous-distinction (d'ailleurs banale) entre les colonies de peuplement (où la puissance coloniale a favorisé l'installation d'une population non indigène assez considérable) et les colonies d'exploitation (où la puissance colonisatrice — politiquement ou économiquement — s'est surtout préoccupée de la mise en valeur et de la commercialisation de certaines ressources naturelles).

Dans l'hypothèse d'une colonisation de peuplement, le secteur moderne est généralement agricole (cultures industrielles ou cultures exotiques d'exportation mais aussi cultures vivrières) commercial (une partie plus ou moins importante de ce secteur assure la commercialisation des produits sur les marchés extérieurs) parfois minier et industriel. Le secteur moderne peut en effet, dans cette hypothèse, s'orienter vers la création de certaines industries de transformation, lorsqu'il est suffisamment large pour constituer un marché intérieur possible ou lorsque le pays peut produire dans des conditions qui lui permettent d'être concurrentiel sur les marchés mondiaux.

Dans l'hypothèse de ce qu'il est convenu d'appeler les « colonies d'exploitation », le secteur moderne est essentiellement minier (pétrole, métaux rares) et commercial. Quant à l'agriculture moderne, elle se présente éventuellement, dans ce cas, sous la forme de plantations.

L'intérêt de la distinction n'est d'ailleurs pas tant de décrire les multiples formes de l'implantation économique coloniale que de distinguer des hypothèses où le secteur moderne est au départ plus ou moins massivement implanté dans l'économie considérée, plus ou moins orienté vers les marchés extérieurs, plus ou moins lié au développement intérieur du pays. C'est en ce sens que la terminologie « colonies de peuplement »/« colonies d'exploitation » nous paraît intéressante; dans la mesure où elle indique que, dans un cas, la pénétration coloniale est une pénétration humaine liée à long terme au pays colonisé, tandis que dans l'autre, la pénétration coloniale est essentiellement une pénétration de capitaux liés à certaines ressources naturelles et à leur rentabilité à court et moyen terme sur les marchés mondiaux.

(51) G. BOUTHOUl : « La purpopulation » Payot 1964 - p. 73.

(52) Cf. toutefois sur ce point, par exemple, H. JANNE : « La typologie du sous-développement » in « La Belgique et l'aide économique aux pays sous-développés » H. NIJHOFF 1959, p. 25.

Certes, la distinction est un peu abrupte et nous ne voulons pas prétendre que la colonisation de peuplement (généralement politique) n'exerce que des effets favorables au développement. Nous voudrions simplement indiquer qu'elle comporte des germes de croissance tandis que dans l'hypothèse de la colonisation d'exploitation, l'engagement d'un processus d'intégration et de développement est moins normal, moins évident.

b) *Le dualisme autochtone*, suivant la définition du Pr. GENDARME, apparaît lorsque « le secteur moderne a été créé, ou adopté, par une élite autochtone » (53). Le cas typique est, selon le Pr. GENDARME, celui de l'« Amérique latine » (53). On peut d'ailleurs observer à propos de l'Amérique latine (où il faudrait sans doute faire des distinctions entre les différents pays) que le secteur moderne autochtone n'est pas exclusif d'un secteur moderne d'origine « coloniale ». Un autre exemple typique de secteur moderne créé sous l'impulsion d'un pouvoir politique et d'une élite locale, nous paraît fourni par l'Iran qui a suivi en cela le modèle de la Turquie qui lui est très proche à bien des égards. Le Japon constitue également un exemple illustre de création autochtone d'un secteur moderne à partir d'une réaction complexe de résistance et d'accueil aux pénétrations étrangères et « défis » lancés de l'extérieur qui ont été pour le Japon l'occasion d'une transformation intérieure radicale. C'est ainsi que le Dr E.E. HAGEN (54) interprète la révolution intérieure du Japon à la fin du XIX^e siècle, à partir de laquelle le pays entre dans une période remarquable de croissance et de progrès, et même déjà, le maintien à Nagasaki des négociants et savants hollandais aux XVIII^e et XIX^e siècles. Une phrase d'un fonctionnaire japonais, rapportée par T. SMITH, est à cet égard fort significative : « Pour nous défendre contre les barbares, nous devons nous connaître et les connaître : le moyen de les connaître sont les « études hollandaises » (55).

L'analyse du dualisme originel dans les économies sous-développées rejoint ainsi la célèbre dialectique « challenge and response » de TOYNBEE.

Ce dualisme de l'économie sous-développée naît donc, nécessairement, de l'introduction et de l'apparition d'un secteur moderne qui vient se juxtaposer à une économie traditionnelle ancienne, avec laquelle il ne peut avoir, par nature, que des relations extrêmement ténues sinon même inexistantes. Quelle que soit sa forme et son origine, il constitue l'agent propagateur de l'effet de démonstration et lance ainsi un défi à la société traditionnelle. Nous observons donc une certaine cohérence

(53) R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, p. 251.

(54) E. E. HAGEN : « How economic growth begins : a general theory applied to Japan » *Public opinion quarterly* 1958 - n° 3.

(55) T. C. SMITH : « Political change and industrial development in Japan » *Stanford* 1955, p. 2.

entre l'explication dynamique du sous-développement et l'analyse dualiste de l'économie sous-développée.

II. — Cependant, nous l'avons déjà relevé, certains auteurs critiquent cette analyse et rejettent l'idée d'une dichotomie simple.

C'est ainsi que pour le Pr. LEDUC (56), nous l'avons vu, l'opposition entre secteur moderne et secteur traditionnel n'est ni claire ni évidente; ce qui ne permet pas de considérer que la structure dualiste caractérise fondamentalement l'économie sous-développée qui serait mieux définie par la notion de *pluralisme*. En effet, observe le Pr. LEDUC, les différents critères et lignes de partage ne se recouvrent pas : ainsi, on ne saurait assimiler

- 1) « agriculture » et « économie traditionnelle »,
- 2) « activités urbaines » et « progrès »,
- 3) « vie des champs » et « esprit traditionnel »,
- 4) « économie traditionnelle » et « économie de pure subsistance »,
- 5) « activités autochtones » et « production pour le marché intérieur ».

Nous avons déjà noté que la dichotomie société moderne/société traditionnelle ne pouvait s'effectuer par un critère unique et qu'elle n'apparaissait que par une concordance de nombreuses structures à la fois économiques, techniques et psychologiques.

Pour ce qui concerne les fausses « assimilations » 1, 2 et 3, relevées par le Pr. LEDUC, nous avons également noté, qu'en aucun cas, on ne pouvait rattacher telle ou telle activité à un type d'économie déterminé. L'activité agricole en particulier peut être aussi bien traditionnelle que moderne.

Par ailleurs, il est également certain que l'économie traditionnelle est rarement une économie de *pure subsistance*. Ainsi, BOEKE distingue en particulier les « villages de subsistance » et les « villages de marché ». La société traditionnelle connaît donc divers degrés de monétarisation et peut être partiellement une économie d'échanges. Mais l'échange ne joue qu'un rôle accessoire et la monnaie ne finance pas un investissement net massif.

Enfin, l'activité productrice « autochtone » n'est en effet pas nécessairement tournée vers le marché intérieur; l'analyse sommaire de l'origine et de la forme du secteur moderne nous a montré en effet que son activité productrice était plus ou moins tournée vers l'extérieur.

Le Pr. LEDUC a cependant relevé l'insuffisance de certaines analyses, et surtout par ailleurs, sa critique du dualisme engage à approfondir la notion telle qu'elle est adoptée par la grande majorité des économistes du développement.

(56) G. LEDUC : « Economie du développement » *op. cit.*, pp. 141 et suiv.

B. — *Approfondissement de la notion de dualisme*

En effet, l'idée suivant laquelle l'économie sous-développée se caractérise par la juxtaposition d'une économie moderne et d'une économie traditionnelle, mérite sans doute d'être approfondie.

I. — Il faut tout d'abord préciser, conformément à la définition du sous-développement proposée en introduction, que la société traditionnelle dans les économies sous-développées n'est plus la « société d'équilibre ancien » (selon l'expression du Pr. GENDARME). Plus exactement, il s'agit d'une *société traditionnelle troublée dans son équilibre démographique et psychologique initial*.

Sous l'effet d'une action sanitaire, plus ou moins étendue, entreprise soit par un pouvoir politique indépendant, soit par la puissance tutélaire, soit encore par des organismes internationaux, l'explosion démographique qui se produit dans la société traditionnelle bouleverse définitivement le médiocre équilibre population/subsistances. L'économie agricole traditionnelle, sommairement équipée, ne peut que très partiellement répondre à l'accroissement des besoins. L'équilibre ancien est d'ailleurs également bouleversé, sous l'« effet de démonstration », par l'élargissement considérable et brutal de la gamme des besoins.

Evidemment, les autres structures typiques de la société traditionnelle persistent; c'est ce qui définit même le déséquilibre et explique la rupture de la cohérence initiale : l'équipement rudimentaire, les attitudes fondamentales à l'égard du monde extérieur, la formation intellectuelle, l'inexpérience du marché et du calcul économique monétaire (tout au moins pour l'immense majorité des populations rurales), etc... constituent autant de structures à transformer et d'obstacles à surmonter pour retrouver une nouvelle cohérence dans la croissance.

La société traditionnelle ne peut donc plus assurer la subsistance d'individus qui, par ailleurs, n'acceptent plus les niveaux et type de vie qu'elle propose. On assiste, alors, à une sorte d'expulsion, à la fois imposée et consentie, d'un trop-plein de population traditionnelle qui va s'agglutiner autour des zones de développement de l'économie moderne, qui est incapable, toutefois, d'assurer un emploi à tous. Certains réussiront, cependant, à trouver place dans l'économie moderne, mais beaucoup d'autres vont demeurer en marge et constituer le phénomène typique du « bidonville ». On peut, certes, considérer qu'il ne s'agit plus, stricto sensu, d'un secteur traditionnel mais d'un groupe de déclassés témoignant de la désintégration de la société traditionnelle. Sociologiquement, ce serait plus exact; mais on peut néanmoins continuer d'accepter la simplification économique du dualisme puisqu'aussi bien, les remèdes que réclame cette situation sont les mêmes que ceux nécessaires à la transformation des populations demeurées dans un système traditionnel plus nettement caractérisé. Le phénomène « bidonvilles » manifeste simplement une plus grande acuité des besoins et une plus grande urgence des remèdes.

Cette première observation précise donc encore ce que l'on doit entendre par dualisme de l'économie sous-développée : *la coexistence ne s'effectue pas entre deux secteurs qui s'ignorent dans deux logiques parallèles, mais entre un secteur moderne et une société traditionnelle fondamentalement perturbée dans son équilibre initial*, précisément par la présence d'un secteur moderne et par le début du développement. Le phénomène « bidonvilles » peut être considéré comme le *paroxysme de ce déséquilibre de la société traditionnelle*. Il n'impose pas le rejet de la notion de dualisme puisqu'il procède de la société traditionnelle et puisque, du point de vue du développement qui nous intéresse ici, il réclame le même traitement, avec toutefois une urgence particulière.

II. — Cependant, une autre remarque doit être effectuée pour pousser plus à fond l'analyse. En effet, si la société traditionnelle est largement perturbée dans la plupart des économies sous-développées, il peut néanmoins subsister *certaines zones de sociétés traditionnelles qui conservent leur équilibre ancien* soit parce qu'elles n'ont eu que peu (ou pas) de contact avec « la société différente » (en raison de l'isolement géographique par exemple) soit parce qu'elles ont résisté au défi et maintenu une préférence pour leur structure traditionnelle. On pourrait trouver un exemple de ce phénomène chez les populations sahariennes et présahariennes qui, en Algérie, étaient restées relativement en marge de la grande perturbation inhérente au sous-développement.

L'économie sous-développée devrait donc, dans cette hypothèse, se caractériser, non plus par une structure dualiste simple, mais par un pluralisme de secteurs : le secteur moderne, le secteur traditionnel perturbé et le secteur traditionnel en équilibre ancien. Cette analyse pouvait ainsi s'appliquer à l'Algérie qui était pourtant considérée, même par les adversaires de la notion de dualisme (tel le Pr. LEDUC) comme le type même d'économie dualiste.

Cependant, il nous semble que cette nouvelle observation (qui d'ailleurs ne figure pas dans la liste des critiques généralement adressées à la notion de dualisme) ne s'oppose pas fondamentalement à l'idée et ne condamne pas irrémédiablement la notion. Tout d'abord, en effet, la société traditionnelle constitue toujours le point de départ. Par ailleurs, on peut supposer que, très probablement, l'équilibre ancien, qui s'est maintenu dans certaines zones traditionnelles, sera tôt ou tard perturbé et que ces populations et régions poseront, à leur tour, à plus ou moins brève échéance, le problème de leur développement et de leur transformation. Il faut bien voir, en effet, que le sous-développement est un phénomène à généralisation rapide et que, très vite, aussi bien à l'échelle nationale que mondiale, la société traditionnelle devient la société sous-développée et que le monde pré-capitaliste devient le Tiers-Monde. La rapidité de cette propagation tient à l'inévitable contagion psychologique et à la croissance démographique.

III. — Une dernière remarque enfin doit permettre d'approfondir encore l'idée de dualisme. Elle concerne l'individu lui-même, lorsqu'il

a pu trouver place dans l'économie moderne. On peut en effet constater l'existence d'un certain dualisme à l'intérieur même de l'individu (57) partagé entre la société moderne à laquelle il aspire (surtout pour des raisons matérielles mais aussi pour des raisons de promotion personnelle et de prestige) et la société traditionnelle d'origine à laquelle il reste en partie attaché par certains liens psychologiques et affectifs. Il y a en effet, persistance de certains éléments psychologiques hérités de la société traditionnelle. La mutation totale de l'individu, ou tout au moins le rétablissement d'un nouvel équilibre intérieur, doit donc normalement réclamer un certain laps de temps plus ou moins long, au cours duquel un *certain dualisme marquera l'individu lui-même*. La ligne de partage entre les deux sociétés se prolonge donc, en quelque sorte, dans l'individu, lorsqu'il a formellement trouvé place dans l'économie moderne. Cette observation met en relief un problème psychologique et humain très important pour le développement. Il s'agit en effet, du point de vue psychologique et culturel, d'« assimiler sans être assimilé » selon la formule du Pt. L. SENGHOR. Il nous semble, d'ailleurs, que cette période de dualisme sera d'autant plus longue, cette mutation sera d'autant plus difficile pour l'individu qu'elle devra se réaliser hors de son milieu familial, lorsque la famille est restée implantée dans la société traditionnelle et que sa subsistance est précisément assurée par le travail d'un de ses membres ayant « émigré » dans l'économie moderne. La mutation sera probablement plus simple, plus normale et plus rapide lorsque le transfert d'un système à un autre concerne l'ensemble concret qu'est la cellule familiale. Cependant la famille doit dans le même temps se transformer et se restreindre.

L'émigration des travailleurs africains en France illustre assez bien ce problème. M. ESPERET dans un rapport au Conseil Economique et Social note à ce propos : « Très vite le travailleur africain, en général attendu par ses compatriotes, s'intègre dans une véritable vie communautaire. Celle-ci est organisée sous la direction d'un chef... qui assure la discipline et la police à l'intérieur même d'un groupement. Aussi voit-on s'opérer dans les grandes villes des regroupements de races et même de villages... Le responsable organise la vie en commun, recueille une partie des salaires pour l'envoyer aux familles en Afrique... Il existe dans certaines communautés le système de la « cotisation » connu dans les milieux salariaux d'Afrique. Toutes les ressources sont mises en commun » (58). On assiste donc à une véritable « projection » de la société traditionnelle, ou plus exactement de certaines structures de la société traditionnelle auxquelles restent attachés ces travailleurs. Le phénomène prend sans doute une acuité particulière parce qu'il s'agit d'un exode entre deux économies nationales politiquement distinctes, mais on peut sans doute en retenir la leçon profonde de l'existence d'un certain dualisme psychologique et personnel.

(57) Idée suggérée par le Pr. PARENT dans une communication personnelle.

(58) G. ESPERET : « Problèmes posés par l'immigration des travailleurs africains en France ». J. O. et rapports du Conseil Economique et Social », 24 juillet 1964, n° 15, p. 550.

Toutes ces différentes remarques affinent la notion de dualisme qui, ainsi précisée, nous paraît *interpréter* correctement la structure fondamentale de l'économie sous-développée. Cette notion n'est sans doute pas aussi simple qu'il peut paraître a priori mais son approfondissement nous a semblé renforcer l'idée qui d'ailleurs s'articule assez bien avec l'« explication » théorique et historique du sous-développement. Au demeurant, la notion de pluralisme, proposée en remplacement par certains auteurs, n'a guère été exploitée et risque de conduire, nous semble-t-il, dans l'impasse d'une conception « historique » du développement.

Le dualisme met en relief un problème capital : la coexistence de deux sociétés *humaines* qui peut rapidement dégénérer en une opposition « explosive ». Il nous semble ainsi apporter une notion intéressante qui doit tout naturellement servir pour l'analyse fondamentale du développement.

CHAPITRE 2

LA CONCEPTION DE BASE : l'Intégration interne

Notre problème est donc d'établir une *idée directrice* qui puisse servir de définition *possible* du démarrage, de conception de base efficace sur laquelle peut s'échafauder un plan de démarrage.

Rappelons brièvement quelle est l'idée de démarrage qui s'est dégagée peu à peu des analyses de certains auteurs : en résumant leur enseignement, la période de démarrage apparaît

- 1) comme une *période chronologiquement première* dans le temps de développement,
- 2) comme une période difficile au cours de laquelle se réalisent des *modifications de structures fondamentales*,
- 3) comme une période critique dont l'objectif est d'atteindre un certain seuil à partir duquel l'économie entre dans une phase de *croissance auto-entretenu*e.

Cette notion de croissance auto-entretenu (*« self-sustained growth »* selon la formule de ROSTOW) doit nous retenir ici, car le terme est trop souvent employé sans recevoir, au préalable, de définition suffisamment précise.

Il est d'ailleurs vivement critiqué par S. KUZNETS (1) qui considère que le concept de « self-sustained growth » n'a pas une signification très claire dans la théorie du Pr. ROSTOW. En effet, si cela signifie qu'un plus haut niveau de revenu, atteint à la fin du take-off, permet un plus haut niveau d'épargne et d'investissement et donc un plus haut niveau de croissance, alors, selon KUZNETS, on peut estimer que le même mécanisme automatique joue également durant le démarrage. Si cela signifie qu'il existe des institutions sociales favorables à la croissance, alors, poursuit KUZNETS, on doit également admettre qu'il y aura une certaine croissance auto-entretenu durant le démarrage lui-même. De toute évidence ce terme est « une image plutôt qu'une propriété clairement définie et, pour cette raison, il doit être évité ». D'ailleurs, aucune croissance n'est purement auto-entretenu ou purement auto-limitée. Autrement dit, toute croissance est à la fois auto-entretenu (« self-sustained ») et auto-freinée (« self-limiting »). La croissance est toujours auto-entretenu en ce sens que tout accroissement du revenu per capita permet de nouvelles accumulations de capital et une nouvelle croissance du produit. Elle est également auto-freinée dans la mesure où apparaissent une baisse des stimulants à l'investissement, une raréfaction des ressources non reproductibles et, peut-être, l'alourdissement de la charge des intérêts. Sans doute lorsque ROSTOW parle de croissance auto-entretenu, veut-il signifier que, dans les premières phases de la croissance, les effets d'auto-entretien sont supérieurs aux effets d'auto-freinage. Mais la croissance est une lutte et il est fallacieux de donner l'impression que le phénomène est automatique.

Cette opinion est également partagée par le Pr. H. J. HABBAKUK (2) qui considère que le concept de croissance auto-entretenu fait partie de la panoplie de métaphores utilisées par ROSTOW. Le terme de croissance auto-entretenu semble indiquer qu'après une ou deux décennies critiques, « une société peut compter sur une croissance automatique qui la portera à l'âge d'or de l'automobile et de la télévision ». En fait ceci n'est qu'une évidence élémentaire : à savoir que la croissance tend à être auto-entretenu si elle a été assurée pendant une longue période. Mais cette notion n'indique rien de plus précis. Ainsi, par exemple, alors que ROSTOW fixe à 1937 le début du take-off en Turquie, il se demande si, presque un quart de siècle plus tard, sa croissance est auto-entretenu.

Il semble qu'il faille se ranger, en partie, à ces deux avis autorisés et rejeter l'idée trop simple d'automatisme dans la croissance. Il existe, peut-être, un seuil de niveau et de vitesse de croissance du revenu per capita à partir duquel on peut considérer, ex post, qu'une économie donnée a atteint le stade de la croissance auto-entretenu, mais ce seuil

(1) S. KUZNETS : « Notes on the take-off » in « The economics of take-off into sustained growth » edited by W. W. ROSTOW - St. Martin's press 1963, pp. 39 et suiv.

(2) H. J. HABBAKUK : « The stages of economic growth by W. W. ROSTOW », Economic Journal - septembre 1961.

est pratiquement impossible à évaluer *ex ante*. De toutes façons, si on peut admettre avec S. KUZNETS que des forces contraires jouent à la fois dans le sens de la propulsion et du freinage de la croissance, *il faut surtout considérer que les facteurs d'entretien de la croissance (épargne et investissement) sont entre les mains d'agents économiques humains; ce qui doit conduire à rejeter toute conception « mécaniste » de la croissance.*

Il reste cependant que l'idée de croissance auto-entretenu peut être utile à l'analyse du démarrage en ce sens qu'elle indique la nécessité de réunir un certain nombre de conditions économiques et sociales pour que la croissance devienne un *phénomène logique*, une *fonction normale de la société*. Ainsi conçue, l'idée de « croissance auto-entretenu », de « croissance assurée », de « croissance continue » ou de « croissance normale » devient évidemment moins précise mais plus acceptable. Elle signifie simplement qu'à partir d'un certain stade du développement, à partir de la réunion d'un certain nombre de conditions, *il est normal que la croissance se poursuive, il est plus probable que la croissance se renouvelle de période en période, qu'elle ne soit bloquée ou remise en cause.*

Cette notion étant ainsi acceptée, nous proposerons sous ce chapitre une idée directrice qui définira le démarrage à partir de la notion de dualisme. La période de démarrage est alors la période d'*absorption progressive des populations du secteur traditionnel dans un secteur moderne, la période de résorption progressive de la structure dualiste*. Nous appellerons ce processus de résorption : *l'intégration interne*.

Le terme d'intégration connaît aujourd'hui une grande faveur générale; il n'est cependant pas nouveau pour l'économie politique : dans la théorie de l'entreprise il revêt un sens précis et classique, synonyme de concentration verticale. En économie nationale et internationale, il tient une place importante dans l'œuvre de L. BROCARD (3) chez qui il traduit la marche vers l'organisation complexe, d'abord au niveau de la région (intégration régionale) puis au niveau de la nation (intégration nationale). G. MYRDAL (4) fournit une première définition générale de l'intégration sur laquelle tout le monde peut s'accorder : l'intégration est la réunion de parties en un tout. Il aborde ensuite le sens de la notion dans les sciences sociales et constate qu'elle a subi une évolution importante : de statique (elle exprimait alors l'idée de rapports sociaux stables) elle est devenue dynamique (elle implique aujourd'hui des objectifs d'adaptation et de modifications des communautés). Quant à l'intégration économique, elle vise essentiellement, selon MYRDAL, à réaliser l'égalité des chances entre les individus (intégration nationale) et entre les nations (intégration internationale). Sur le plan intérieur, la réalisation de cet idéal suppose la mobilité sociale, « l'assouplissement

(3) L. BROCARD : « Principes d'économie nationale et internationale » Sirey 1929.

(4) G. MYRDAL : « Une économie internationale » P.U.F. 1959.

des rigidités qui empêchent les individus de choisir librement leurs conditions de vie et leur travail » (5).

Articulant notre vocabulaire sur la pensée de M. G. MYRDAL et de L. BROCARD, nous entendrons donc par *intégration*, le processus de *résorption de la structure dualiste*. L'intégration apparaît ainsi comme un objectif idéal et premier dans le temps qui peut servir de *principe directeur pour éclairer la politique de développement au départ*. Il ne s'agit évidemment que d'une *conception possible* qui peut être retenue si elle permet d'expliquer comment la société sera ainsi probablement engagée dans la voie de la croissance continue.

Nous définissons donc le démarrage des pays sous-développés comme une première période nécessaire du développement qui réalise l'intégration économique et sociale. Mais le démarrage doit également se définir par rapport au temps car le temps de réalisation du processus n'est pas indifférent. Nous l'avons déjà dit plus haut, le temps ne doit pas être considéré comme un simple instrument de mesure mais comme un facteur actif du développement qui, à bien des égards, apparaît comme une lutte contre le temps.

En définitive notre conception du démarrage comprend deux éléments :

- 1) une mutation fondamentale d'une économie traditionnelle en une économie moderne (section I),
- 2) une lutte contre le temps au cours duquel se réalise le processus d'intégration (section II).

SECTION 1

LA MUTATION FONDAMENTALE

Cette première condition nécessaire exige donc la constitution et l'expansion d'une économie moderne telle que le poids démographique du secteur moderne soit relativement croissant (et inversement que le poids du secteur traditionnel soit relativement décroissant). Elle pose, nous semble-t-il, un critère meilleur que le critère global de la croissance du produit per capita qui ne rend pas compte des transformations structurelles nécessaires. La croissance du produit per capita est en effet un critère suffisant seulement pour les économies industrialisées à structures relativement homogènes favorables à la croissance. Dans notre hypothèse du démarrage des économies sous-développées, il s'agit avant tout, de créer le milieu favorable à la croissance, le « bouillon de culture » où vont naturellement se développer les facteurs de la croissance.

Il en va de même pour l'accumulation globale du capital qui est aussi un critère insuffisant pour mesurer et apprécier le processus de croissance

(5) G. MYRDAL : « Une économie internationale », P.U.F. 1959, p. 13.

au départ. C'est aussi un indicateur suffisant seulement dans un milieu humain homogène déjà organisé et orienté vers la croissance. Au départ, dans les économies sous-développées, un point de vue « réaliste » consiste à considérer le capital comme le moyen de transformer les hommes et d'organiser l'économie plutôt que comme la simple variable stratégique de la croissance du produit. Ce qui explique, sans doute, l'insuffisance du schéma du type harrodien autour duquel se développent les analyses de la croissance, et selon lequel la croissance du produit dépend de l'investissement net (taux d'accumulation) (6) et du progrès technique (taux d'innovation) (6), c'est-à-dire du rendement marginal du capital. On peut exprimer de façon très simple la relation qui existe entre

— le taux d'investissement net $\frac{I}{Y_0}$

— le taux d'efficacité de l'investissement net $\frac{\Delta Y}{I}$

— le taux de croissance du produit net $\frac{\Delta Y}{Y_0}$

puisque de toute évidence :

$$\frac{\Delta Y}{Y_0} = \frac{I}{Y_0} \times \frac{\Delta Y}{I}$$

Mais précisément le problème du démarrage est de créer les conditions du renouvellement, de période en période, de l'investissement, du progrès technique et donc de la croissance du produit. Il s'agit d'organiser et d'élargir une économie moderne embryonnaire pour parvenir à ce stade de la croissance continue où l'on passe « naturellement » de $Y_{t0} < Y_{t1} < Y_{t2} \dots$

C'est ce qu'implique le processus d'intégration qui suppose d'une part la construction d'une économie moderne (conception structurelle du démarrage) mais aussi, d'autre part, la transformation d'une société d'hommes (conception humaine du démarrage).

§ 1. — LA CONCEPTION STRUCTURELLE DU DÉMARRAGE : CONSTRUIRE UNE ÉCONOMIE MODERNE.

L'intégration suppose l'élargissement d'une économie moderne à partir des populations locales et dans le sens d'une diversification croissante

(6) R. BARRE : « Structures sociales et croissance économique » Revue d'Economie Politique 1958 - p. 379.

des secteurs d'activités. C'est en effet dans la mesure où l'économie moderne aura acquis une *certaine taille et une certaine diversification des activités* que pourront jouer normalement les mécanismes de la croissance.

Nous devons ici ouvrir une parenthèse pour remarquer que, pendant le démarrage, si l'on doit admettre avec S. KUZNETS que certains progrès sont réalisés, les facteurs de la croissance (les décisions d'investir en particulier) n'apparaissent pas « normalement ». Le démarrage réclame donc un certain effort de volonté pour réaliser la nécessaire révolution dans les structures qui ne peut se justifier, *ex ante*, par un strict calcul économique individuel à trop court terme (7). C'est ce qui conduit à l'idée très généralement reçue suivant laquelle le démarrage des économies sous-développées ne peut s'effectuer que par la mise en œuvre, par l'Etat, d'une politique dirigiste et planifiée. C'est peut-être exact pour certains cas mais l'idée doit être discutée et nuancée car il se peut que le démarrage puisse aussi s'effectuer efficacement et rapidement sous l'action d'un groupe social particulièrement dynamique et entreprenant, mû par un sentiment complexe où se mêle l'espoir d'une promotion individuelle et (ou) familiale dans un développement économique qui satisfait, par ailleurs, un certain esprit « nationaliste » (8). Il est donc possible qu'un plan trop rigoureux et trop impératif brise ces dynamismes et prive le démarrage d'une énergie humaine efficace. Par ailleurs, nous avons déjà noté que, dans l'hypothèse de la colonisation de peuplement, le secteur moderne, en raison de sa dimension plus massive au départ et de sa profonde insertion dans le pays, est plus susceptible d'amorcer, de poursuivre et de réunir un processus d'intégration que le secteur moderne d'une colonisation d'exploitation, puisqu'il offre, au départ, un milieu complexe plus favorable à la sécrétion de facteurs de croissance. Enfin il faut encore observer que le personnel politique et administratif n'est pas nécessairement plus qualifié pour être l'unique et efficace artisan du démarrage. Le principe systématique du démarrage planifié repose en effet sur un postulat suivant lequel, dans les pays sous-développés, en face d'une carence d'entrepreneurs existe un pouvoir politique seul capable d'engager et de réussir le développement. Aussi bien, si dans certains cas l'action de l'Etat peut se justifier (en particulier par l'insuffisance d'entrepreneurs) (9), il serait élémentaire de voir dans la planification autoritaire la panacée du démarrage.

Cette observation sur le rôle de l'Etat et la forme institutionnelle du démarrage nous a écarté quelque peu de notre sujet immédiat. Il importe, en effet, de rechercher ici, sur le plan de l'économie fondamentale du démarrage, en quoi la croissance du secteur moderne crée les conditions techniques d'une croissance continue. Il ne s'agit évidemment pas de

(7) Cf. sur ce point la « justification économique du non développement » in J. AUSTRUY : « Le scandale du développement », *op. cit.*, pp. 127 et suiv.

(8) Nous retrouverons ce problème in III^e PARTIE.

(9) Cf. par exemple en ce sens R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, pp. 381 et suiv.

prétendre élaborer une théorie générale et complète de la croissance continue mais de mettre en relief certains mécanismes qui provoqueront, de période en période, l'accroissement du produit par la répétition de l'incitation à investir, l'accroissement de l'offre de capital, la pénétration régulière du progrès technique et l'amélioration constante de la productivité. A cet égard, il nous semble qu'il faille retenir trois mécanismes importants qui expliquent comment la *croissance continue apparaît pour une certaine dimension et une certaine diversification du secteur moderne* :

- 1) les processus cumulatifs d'accélération et de multiplication.
- 2) le jeu des « économies externes ».
- 3) surtout l'« incitation à investir ».

A. — *Le multiplicateur et l'accélérateur*

A la suite des observations de F. PERROUX (10) et de R. GENDARME (11) sur l'inapplicabilité du schéma keynésien dans les économies sous-développées, M. SAINT-MARC consacre un chapitre de sa thèse à une « contribution à la théorie de la monétarisation comme facteur de développement » (12) qui nous intéresse ici dans la mesure où l'auteur s'attache au jeu du multiplicateur et de l'accélérateur essentiellement lié à l'existence d'une économie monétaire.

I. — M. SAINT-MARC propose un théorème général suivant lequel « le développement économique ne s'accélère que là où l'économie est monétarisée » car les principes de l'accélérateur et du multiplicateur et le principe de la « causalité circulaire et cumulative » de G. MYRDAL (13) reposent sur des agents qui sont sensés manier la monnaie, l'épargner et l'investir. Or l'économie primitive ne connaît guère que l'« encaisse de transaction tandis que l'encaisse de sécurité et l'encaisse de spéculation ne sont pas monétaires ».

L'auteur étudie alors spécialement le jeu du multiplicateur et de l'accélérateur dans les économies sous-développées.

1) *L'accélérateur* joue essentiellement dans une économie monétaire où la masse des besoins ne reste pas stable et où s'est établie une certaine divi-

(10) F. PERROUX : « L'ordonnance de J. M. KEYNES et les pays sous-développés » Bulletin de l'Union des Exploitants électriques en Belgique - Juillet 1953, n° 3.

(11) R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, pp. 132 et suiv.

(12) M. SAINT-MARC : « Zone Franc et décolonisation » SEDES 1964, pp. 99 et suivantes.

(13) G. MYRDAL : « Théorie économique et pays sous-développés ». Ed. Présence africaine 1959. Théorie bien connue suivant laquelle, rappelons le brièvement, G. MYRDAL considère que l'hypothèse de changements cumulatifs et de même sens est la plus réaliste pour l'étude du sous-développement et du développement. Tout facteur négatif (ou positif) est en même temps effet et cause d'autres facteurs négatifs (ou positifs) qui entraînent le système social dans un processus cumulatif de même sens : « cercle vicieux » du sous-développement ou « mouvement en spirale ascendant » du développement. Cette idée s'oppose à celle du retour automatique à l'« équilibre stable ».

sion du travail. Toutefois on peut imaginer, avec l'auteur, une transposition du phénomène de l'accélération en économie monétaire : ainsi, par exemple, si la demande d'eau dans un village s'accroît, les habitants sont amenés à creuser un puits ; ce qui est l'expression « réelle » du processus d'accélération.

Pour ce qui concerne le jeu du principe d'accélération dans le secteur moderne monétaire, il faut noter qu'il va se heurter à un certain nombre d'obstacles résultant de la pénurie des facteurs réels (équipement - infrastructure - travail qualifié, etc.) et des difficultés de financement de l'investissement.

Il y a d'ailleurs un risque de voir l'effet d'accélération jouer à l'extérieur, dans les pays producteurs de biens d'équipement. Le souci de maintenir à l'intérieur du pays l'effet d'accélération doit ainsi, selon M. SAINT-MARC, guider le planificateur dans le choix des entreprises à retenir dans les plans de développement.

2) *Le multiplicateur* ne peut apparaître que dans une économie monétarisée. Par définition, on ne peut imaginer une « naturalisation » du multiplicateur comme on pourrait, à la rigueur, le faire pour l'accélérateur. Le Pr. PIATIER considère, avec optimisme, que le mécanisme du multiplicateur peut « trouver des applications séduisantes dans les pays peu développés : l'investissement y tombe souvent du ciel sous la forme de décisions de l'Etat ou de l'étranger » (14). A juste titre, M. SAINT-MARC tempère cet optimisme en observant que :

1) le secteur « monétaire » est de dimension réduite ;

2) les fuites sont très nombreuses, en particulier vers l'extérieur, par une augmentation des importations qui « répond » à l'accroissement du revenu.

II. — A partir de cette brève analyse du jeu du multiplicateur et de l'accélérateur en économie sous-développée dualiste, on peut se rendre compte que ces notions forgées pour la théorie des fluctuations à court terme de l'activité économique des pays industrialisés s'insèrent difficilement dans la théorie du développement. A propos de l'accélérateur on peut d'ailleurs reprocher à M. SAINT-MARC de considérer trop simplement que le critère du choix des investissements doit se fonder sur la maximisation de l'effet d'accélération à l'intérieur du pays considéré. Il est en effet probable que, durant le démarrage tout au moins, l'économie sous-développée devra assez largement s'approvisionner en biens de production à l'extérieur. On peut même considérer que c'est le signe d'un bon départ dans la mesure où cela indique que le pays affecte ses ressources extérieures à l'investissement et non à l'importation de biens de consommation, et de produits de luxe en particulier. Dans une analyse

(14) A. PIATIER : « Equilibre entre développement économique et développement social ». Ed. Génin. 1962. p. III.

plus fine, que nous retrouverons plus loin, le Pr. HIRSCHMAN (15) montre que le critère à retenir pour le choix des investissements n'est pas l'impact du processus d'accélération mais la capacité à provoquer d'autres investissements dans des secteurs de production complémentaires.

Pour ce qui concerne le multiplicateur, il faut ajouter, au risque de « fuites » à l'extérieur mentionné par M. SAINT-MARC, le risque inflationniste, particulièrement grave dans le début du développement, en raison de la rigidité de l'offre et de l'étroitesse de la gamme des produits offerts par le secteur moderne.

Sous ces importantes réserves, qui concernent surtout la période d'émergence du démarrage, on doit noter que le mécanisme combiné de l'accélérateur et du multiplicateur jouera un rôle certain dans la croissance continue, précisément lorsque le secteur moderne monétarisé *aura acquis une certaine dimension et une certaine diversification* qui permettra le jeu de ces mécanismes dans des conditions structurelles assez semblables à celles pour lesquelles ils ont été conçus.

M. SAINT-MARC est ainsi amenée à préciser son théorème de départ : la monnaie est une condition nécessaire mais non suffisante du développement. L'idée est intéressante mais on peut regretter l'insuffisance de la démonstration développée par M. SAINT-MARC et, d'autre part, son rattachement à la théorie des variations cycliques et de l'expansion qui est, à de multiples égards, étrangère au problème du développement. En fait, la monétarisation de l'économie est une condition nécessaire de la croissance et du développement parce qu'elle permet la manifestation de besoins diversifiés, le financement des investissements par un système plus ou moins complexe d'institutions financières et le jeu de mécanismes qui, comme le multiplicateur et l'accélérateur, tendent à provoquer un enchaînement cumulatif de revenus, d'épargnes et d'investissements additionnels.

Nous retrouvons dans notre troisième point, une autre façon (plus adaptée à l'économie sous-développée) de concevoir le mécanisme de l'enchaînement des investissements qui suppose également, outre une large monétarisation, une certaine dimension et une certaine diversification de l'économie moderne.

Auparavant nous devons retenir, comme autre argument, le jeu des « économies externes ».

B. — Les économies externes

La notion d'« économies externes » est devenue la notion clé de nombreux domaines de la théorie économique et en particulier de la théorie de la croissance. En effet, le concept inventé par A. MARSHALL est, depuis une dizaine d'années, un sujet de préoccupations des économistes qui cherchent à préciser les limites et le contenu de la notion et à en

(15) A. O. HIRSCHMAN : « Stratégie du développement économique ». Ed. Ouvrières 1964.

recenser les différents usages possibles (16). Nous ne prétendons pas ici faire un nouvel apport à la construction du concept, mais nous chercherons à l'utiliser, tel qu'il apparaît chez les auteurs, pour renforcer l'idée suivant laquelle la croissance peut être normalement continue pour une taille suffisamment large et une structure suffisamment diversifiée du secteur moderne de l'économie sous-développée.

I. — La notion d'« économies externes » est, comme le note le Pr. M. FLAMANT (17), une notion aussi vague que répandue ; faisant ainsi écho à l'opinion du Pr. T. SCITOVSKY pour qui le concept d'économies externes est l'« un des plus insaisissables de la littérature économique » (18). En fait, la notion s'est considérablement élargie en passant de son cadre originel chez MARSHALL (théorie de l'équilibre microéconomique) dans le domaine dynamique de la théorie de la croissance. Il s'applique alors entre les différentes industries, à l'échelle de l'économie nationale, et non plus entre les firmes, à l'échelle d'une même industrie.

Sous l'optique de la croissance, on peut retenir avec SCITOVSKY une définition large de la notion, suivant laquelle il y a économie externe toutes les fois que « les profits d'un producteur sont affectés par les actions d'un autre producteur » (18).

La diffusion des économies externes s'effectue, selon M. FLEMING (19), suivant deux modes essentiels : un mode de transmission horizontale et un mode de transmission verticale. Par la transmission horizontale les économies externes jouent dans les entreprises qui se situent au même stade de la production, tandis que, par la transmission verticale, les progrès d'une entreprise ou d'une industrie se propagent en amont (ou en aval) du processus de production.

II. — C'est sur ces deux formes de transmission horizontale et de transmission verticale que s'appuient respectivement les théories de la croissance équilibrée (ROSENSTEIN-RODAN, NURSKE) et de la croissance déséquilibrée (HIRSCHMAN) pour proposer deux modèles opposés de développement. Cependant notre problème n'est pas ici de discuter de la stratégie du démarrage et de l'ordonnancement souhaitable des investissements dans le temps, mais de faire apparaître comment et à quelles

(16) Cf. par exemple les articles fondamentaux de J. E. MEADE : « External economies and diseconomies » *Economic Journal* - Mars 1952 ; T. SCITOVSKY : « Two concepts of external economies » *Journal of Political Economy* - Avril 1954 ; de nombreux articles récents en français : M. FLAMANT : « Concept et usage des économies externes » *Revue d'Economie Politique* 1964, N° 1 ; BOURGUINAT : « Economies et déséconomies externes » *Revue Economique* juillet 1964 ; PH. AYDALOT : « Note sur les économies externes et quelques notions connexes » *Revue Economique* 1965, n° 6.

(17) M. FLAMANT : article cité p. 93.

(18) T. SCITOVSKY : article cité p. 146.

(19) M. FLEMING : « External economies and the doctrine of balanced growth » *Economic Journal* juin 1955.

conditions les économies externes jouent dans le sens de la croissance continue. Dès 1928, YOUNG (20) désignait les économies externes comme l'un des grands facteurs de la croissance en permettant que le progrès d'une entreprise profite à l'économie tout entière. En réalité, il est assez difficile de recenser de façon précise les modalités du jeu des économies externes dans la croissance en raison de l'étendue même du concept. Cependant, en schématisant (ce qui est nécessaire si l'on ne veut pas être conduit à faire toute la théorie de la croissance à partir de la notion d'économies externes) on peut relever que les économies externes provoquent d'une part l'amélioration de la productivité, d'autre part l'incitation à investir.

L'amélioration de la productivité est évidemment le résultat le plus immédiat des économies externes, par la baisse des coûts de production et l'augmentation des rendements. Par la transmission horizontale, mais surtout par la transmission verticale, ces améliorations de productivité se diffusent dans le système productif, profitent à tous les secteurs et provoquent ainsi une croissance générale de l'économie. Ainsi, entre les secteurs A, B, C... se propagent *les progrès dans la technique et l'organisation de la production* (21). Il y a plus, sans doute, dans la mesure où les économies externes non seulement *diffusent mais encore suscitent* des progrès techniques secondaires qui se greffent sur le progrès technique initial. On rejoint ainsi la théorie de SCHUMPETER sur le rôle des innovations majeures dans la croissance, qui apparaissent par « grappes » et suscitent des innovations mineures.

En étendant l'application de l'idée d'économies externes, les tenants de la croissance équilibrée (ROSENSTEIN-RODAN, NURSKE, par exemple) ont, en quelque sorte, déplacé l'intérêt de la notion, en considérant moins la réduction des coûts qu'elles provoquent de secteur à secteur, que l'incitation à investir qu'elles suscitent. En effet, on sait depuis A. SMITH, que *l'étendue du marché* limite la division du travail et la possibilité de mettre en place un capital technique qui suppose un débit massif, grâce auquel peuvent être réalisées des « économies d'échelle ». La dimension du marché est donc un facteur de blocage de la croissance qui explique le cercle vicieux de la pauvreté dans les pays sous-développés et le non-démarrage d'un processus cumulatif de croissance. Les différents secteurs de production se procurent donc mutuellement des économies externes dans la mesure où ils s'ouvrent réciproquement un marché qui n'existerait pas pour chaque secteur pris isolément. Les auteurs de cette analyse utilisent ainsi les économies externes, dont la notion va s'élargissant, pour proposer une attaque du développement (démarrage) par une politique d'investissements sur un large front ou, si l'on préfère, par « rafales » groupées. Ce qui les oppose aux tenants d'une politique

(20) A. YOUNG : « Increasing returns and economic progress » *Economic Journal* décembre 1928.

(21) W. FELLNER : « Trends and cycles in economic activity » H. Holt, 1956, p. 343.

d'investissements concentrés en quelques points névralgiques, ou judicieusement ajustés « coup par coup ». Nous débattons largement ce problème dans notre deuxième partie où nous essaierons de montrer que l'opposition entre ces deux conceptions n'est pas aussi irréductible qu'il y paraît a priori. Pour le problème qui nous concerne ici, nous devons surtout noter, avec le Pr. M. FLAMANT (22) que « la croissance, *processus organique d'interdépendances* (23), se réalise, en partie par accumulation d'économies externes ».... et que c'est de l'« élargissement de la taille du marché que l'on peut attendre un début d'industrialisation d'un pays sous-développé ». Cet agrandissement du marché se réalise par une addition d'« économies externes ». Le jeu des économies externes, dans la diffusion continue et l'utilisation croissante du progrès technique, suppose donc une diversification minimum des secteurs et l'apparition des « économies d'échelle » et de l'incitation répétée à l'investissement suppose une dimension minimum du marché. Cette dernière notion nous conduit ainsi à une autre façon de concevoir le mécanisme de la croissance continue.

C. — *L'incitation à investir* (24)

Sous cette expression nous retiendrons une notion clé de la théorie du Pr. HIRSCHMAN qui explique, dans une analyse bien adaptée au problème des pays sous-développés, comment la croissance devient « auto-entretenu » à partir d'un certain stade de développement.

C'est ce que HIRSCHMAN appelle « the ability to invest » et qu'il faut éviter (au moins dans un premier temps) de traduire par la « capacité d'investir », en raison de l'ambiguïté de cette expression. La notion est, en effet, plus riche et plus précise que ne le laisse d'ailleurs paraître l'expression vague d'« incitation à investir ». Elle recouvre, nous semble-t-il, deux idées (et même, en fait, trois) que d'ailleurs l'auteur lui-même ne distingue pas toujours nettement : la *capacité (non seulement financière mais intellectuelle) à prendre des décisions d'investissement et l'existence d'occasions d'investir* qui permettent à cette capacité de se manifester. Il semble bien que, pour HIRSCHMAN, ce soit surtout le second élément qui fasse gravement défaut dans les pays sous-développés et explique le blocage du développement.

Les modèles classiques de la croissance des pays industrialisés ne peuvent être appliqués aux pays sous-développés parce qu'en particulier les décisions d'épargne et d'investissement sont, dans les économies sous-développées, largement interdépendantes et que l'« accroissement de l'épargne

(22) M. FLAMANT : « Concept et usage des économies externes », *op. cit.*, pp. 102 et 105.

(23) C'est nous qui soulignons.

(24) Nous n'utilisons évidemment pas, ici, cette expression dans le sens précis habituellement retenu dans la théorie keynésienne mais dans un sens plus large et plus adapté aux pays sous-développés qui se précisera dans les développements qui suivent.

dépend beaucoup plus de l'apparition de nouvelles occasions d'investissement et de la suppression de divers obstacles à l'investissement que de la hausse du revenu » (25).

La théorie de la croissance des pays industrialisés, observe HIRSCHMAN, considère surtout les investissements additionnels qui apparaissent par le mécanisme indirect de l'accroissement du revenu, de la consommation et de l'épargne, alors qu'elle n'attache pas beaucoup d'attention aux *liaisons directes entre les investissements* des différents secteurs, aux effets suivant lesquels l'investissement dans un secteur A tend à susciter, par des mécanismes de complémentarité, des investissements en R. C., etc. Nous rejoignons ainsi l'analyse des économies externes à laquelle se réfère expressément HIRSCHMAN. Mais précisément, si la théorie de la croissance des pays industrialisés ne s'occupe pas de ces liaisons, à titre principal, c'est qu'elles paraissent « devoir se produire *automatiquement* et presque instantanément » (26) dans des économies qui disposent déjà d'un échantillonnage complet de biens et de secteurs de production. Les occasions nouvelles d'investir se traduisent par des ajustements marginaux à une capacité productive déjà existante.

Pour les économies sous-développées, ce mécanisme de liaisons directes entre les investissements est fondamental et doit éclairer la politique de développement. Il nous faut surtout constater ici que ces « occasions d'investir », cette « incitation à investir » directement liée à l'existence d'un certain nombre de secteurs de production par les relations de complémentarité économique, financière et technique, est fonction de la dimension (et de la diversification) du secteur moderne de production. Selon HIRSCHMAN, on peut considérer l'incitation à investir « comme un coefficient v qui, appliqué au revenu Y_m du secteur moderne de l'économie, donne l'investissement $v \cdot Y_m$. Dans les premiers stades du développement, ce volume de l'investissement sera probablement faible en raison de la faiblesse de Y_m , et aussi parce que la capacité d'investir se développe essentiellement par la pratique ». Or « la somme de pratique dépend (en fait) de la dimension du secteur moderne » (27). C'est en définitive, nous semble-t-il, une autre façon d'exprimer le cercle vicieux fondamental de l'économie sous-développée : $v \cdot Y_m$ est faible parce que Y_m est modeste, ce qui se traduit par un faible coefficient v . L'objectif immédiat est donc d'élargir Y_m ; ce qui implique sa diversification (mais il n'est peut-être pas inutile d'explicitier cette condition).

Au total, suivant cette analyse des liaisons directes entre les investissements, il apparaît que, par l'existence de relations interindustrielles suffisamment nombreuses et étendues, la croissance tend à être continue sous l'effet d'une incitation à investir répétée et renouvelée de période en

(25) A. O. HIRSCHMAN : « Stratégie du développement économique » Ed. Ouvrière 1964, p. 46.

(26) A. O. HIRSCHMAN : *op. cit.*, p. 57 (c'est nous qui soulignons).

(27) A. O. HIRSCHMAN, pp. 50 et 51.

période. A partir de l'existence des secteurs A, B, C... l'incitation à investir en X, Y, Z apparaît normalement et provoquera ainsi un phénomène d'investissement et de croissance continus à partir duquel on peut considérer que l'économie a démarré.

Ce mode d'analyse des conditions de la croissance continue n'est évidemment pas exclusif des autres mécanismes que nous avons pu décrire : il est étroitement lié au jeu des « économies externes » et se combine logiquement avec les mécanismes du multiplicateur et de l'accélérateur. Il faut cependant observer que le mécanisme de l'incitation directe à investir est plus adapté aux économies sous-développées que celui de l'accélérateur et du multiplicateur qui sont plus spécifiquement attachés à la théorie des fluctuations dans des économies largement et anciennement industrialisées.

On peut donc considérer, avec HIRSCHMAN, qu'« à mesure que s'élargit la base industrielle (28) d'un pays, l'augmentation du capital... sera probablement plus régulière que dans les premiers stades du développement » (29). L'auteur, nous l'avons déjà noté, évoque d'ailleurs l'image du puzzle pour illustrer l'idée du développement (30) : or, si l'ajustement des premières pièces est difficile (démarrage), celui-ci devient plus évident, plus facile, plus automatique lorsque la construction est parvenue à une certaine taille.

En constatant que « le manque d'interdépendance et de liaison est l'une des caractéristiques essentielles des économies sous-développées (31) HIRSCHMAN reprend l'idée de « désarticulation » mise en relief par le Pr. F. PERROUX (32) dès 1955. Cette idée est renouvelée par F. PERROUX lui-même, sous une forme différente, lorsqu'il définit l'*industrialisation* qui constitue le « contraste majeur dans la vie économique du XX^e siècle... entre les pays industrialisés et les pays non industrialisés » : l'industrialisation est « la structuration de tout un ensemble économique par emploi de systèmes de machines dans le dessein, et avec l'effet d'augmenter cumulativement, et à un coût décroissant en effort individuel, le pouvoir qu'a un groupe humain d'obtenir les objets qui lui sont bénéfiques » (33). Il s'agit donc de créer un système de productions, de transports et de calculs dont l'efficacité résulte des *interliaisons*. Cette structuration différencie fondamentalement pays développés et pays sous-développés : les premiers se caractérisent par un marché intérieur « capitaliste » + des industries diversifiées reliées entre elles et à la demande

(28) Que nous pourrions remplacer par « secteur moderne ».

(29) A. O. HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 135.

(30) A. O. HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 99.

(31) A. O. HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 128.

(32) F. PERROUX : « Trois outils d'analyse pour l'étude du sous-développement : économie désarticulée, coût de l'homme, développement induit ». Cahiers de l'I.S.E.A. Série F, n° 1.

(33) F. PERROUX : « L'économie des Jeunes Nations » P.U.F. 1962, pp. 12 et suivantes.

intérieure + un marché extérieur diversifié ; symétriquement, les pays sous-développés se caractérisent par un marché intérieur pré-capitaliste + des industries implantées mal reliées entre elles et à la demande intérieure + des marchés d'exportations concentrés.

En conclusion à cette argumentation de nature technique, on peut admettre que la mesure du démarrage par l'intégration de population dans le secteur moderne traduit l'idée essentielle de création d'un milieu économiquement coordonné dans lequel doit apparaître, à un certain stade, des facteurs de croissance auto-entretenu : répétition de l'investissement qui accroît la capacité productive, transmission continue et renouvellement constant du progrès technique qui accroît le rendement du capital.

Cet aspect technique fondamental justifie donc cette *conception et cette mesure du démarrage* par l'intégration interne de populations dans le secteur moderne qui traduit et exprime les résultats de la tâche à accomplir en premier dans le temps de développement, pour atteindre le stade de la croissance continue, au sens large et souple défini plus haut.

Mais la justification de cette conception et l'utilité de cette mesure sont encore renforcées si l'on considère que le développement au départ doit consister non seulement à créer une économie mais encore à transformer des hommes.

§ 2 : LA CONCEPTION HUMAINE : TRANSFORMER LES HOMMES

L'importance du facteur humain est déjà apparue dans l'analyse précédente puisque nous avons mis l'accent sur la dimension du marché intérieur qui permet les « économies d'échelle » et incite, de façon continue, à l'investissement, à la fois dans les secteurs qui fournissent directement la demande finale et dans les secteurs situés « en amont » dans le processus de production. Mais l'importance du facteur humain apparaissait ainsi du point de vue quantitatif. Nous voudrions mettre ici l'accent sur son aspect qualitatif. En effet, la conception et la mesure du démarrage par l'élément humain tient à une raison encore plus profonde qui touche à l'essence même du phénomène : le démarrage des pays sous-développés est en définitive un processus essentiellement humain.

A. — *L'élément humain, facteur du démarrage*

Le démarrage marque en effet *la mutation d'une société humaine plus encore que la mutation d'une structure économique*. Pour que la croissance continue soit assurée, il faut non seulement mettre en place un système économique qui sécrète les facteurs de la croissance suivant sa logique interne, mais aussi et surtout créer un milieu humain d'agents qui épargnent et investissent, qui soient susceptibles d'effectuer des calculs dans une économie dont ils comprennent les règles, et enfin qui

soient capables de créer et de pratiquer des techniques modernes de production.

I. — Dans l'analyse de la croissance des pays développés, on peut réduire le problème aux facteurs « accumulation » et « productivité du capital ». L'analyse, ainsi menée à ce niveau d'abstraction et de synthèse, permet d'élaborer une théorie utile dans la mesure où ces mécanismes jouent dans un milieu humain homogène déjà orienté et organisé pour la croissance.

Dans l'hypothèse du démarrage des pays sous-développés, cette réduction du problème conduit à une analyse superficielle qui ne touche pas au fondement du processus. L'origine du sous-développement, l'analyse de la structure dualiste des économies sous-développées, ont mis l'accent sur le problème humain fondamental que pose le développement.

Or, la conception et la mesure du démarrage par l'accroissement relatif de la population intégrée au secteur moderne tiennent compte de la transformation dans les mentalités, l'échelle des valeurs, les attitudes, les aptitudes... favorables à la croissance, tant d'ailleurs dans la population active effectivement occupée aux tâches directement productives que dans la population jeune, durant sa période de formation intellectuelle et psychologique.

L'intégration dans le secteur moderne, en effet,

- façonne des *habitudes de vie et de pensée* conformes à la croissance.
- transforme les *modes de calcul* relatifs à l'acte économique.
- suscite des *talents* et crée des *aptitudes* pour une production à technique progressive.
- suppose, enfin, une *formation intellectuelle et technique*, spécialement pour les *jeunes qui doivent assurer la continuité du processus de croissance*.

On peut retrouver, chez le Pr. HIRSCHMAN encore, une évocation de cette argumentation lorsqu'il observe qu'« une économie sécrète les capacités, les qualifications et les attitudes requises pour un développement ultérieur à peu près en proportion de la dimension du secteur moderne où ces capacités sont déjà nécessaires et où ces attitudes sont déjà inculquées » (34). Quant à nous, nous serions tentés de dire que la création de ces capacités et de ces attitudes est *plus que proportionnelle* à la dimension du secteur moderne. L'appréciation et la vérification mathématiques sont sans doute impossibles dans ce domaine, mais il semble bien pourtant que l'on puisse compter sur une accélération de la transformation des mentalités et de la diffusion d'aptitudes nouvelles avec l'élargissement du secteur moderne.

II. — Si la notion d'intégration exprime bien cette mutation des structures sociales et des structures psychologiques et intellectuelles des indi-

(34) A. O. HIRSCHMAN, *op. cit.*, pp. 50-51.

vidus, elle permet, par le fait même, de mieux évaluer les *besoins en capitaux* nécessaires pour la réalisation du plan de démarrage.

L'analyse globale des besoins d'investissement dans les pays sous-développés masque une réalité importante pour ces pays qui ont besoin de différents types de capitaux dont la mise en œuvre doit être coordonnée.

Ce que nous avons appelé la « conception structurelle » du démarrage permet déjà une évaluation plus réaliste des besoins en capitaux pour construire une économie moderne : en effet, il ne s'agit pas seulement de mettre en place un certain équipement directement productif dans différents secteurs, mais aussi d'assurer les communications intellectuelles et matérielles, la commercialisation des produits, la production d'énergie, etc., autrement dit, de créer corrélativement ce qu'il est convenu d'appeler une « infrastructure économique ». Ces différents besoins en capitaux directement productifs et capitaux d'infrastructure sont fonction les uns des autres et il est important de les distinguer pour le développement d'une économie à qui il manque des capitaux de toutes sortes.

La conception humaine permet une évaluation encore plus complète et plus précise de ces besoins. L'intégration de la population dans le secteur moderne suppose en effet la mise en place d'un capital social qui parfait le processus d'intégration, assure la mutation sociale et psychologique des hommes. Elle réclame en effet la mise en place d'une administration moderne, d'un équipement sanitaire, d'un habitat moderne qui sera marqué par une certaine urbanisation de la population intégrée, et surtout d'un équipement pour l'éducation générale et technique des jeunes générations, qui est évidemment primordial pour assurer la croissance dans l'avenir.

On comprend donc pourquoi la conception du démarrage par l'intégration interne tient compte de la population totale et pas seulement de la population active. En effet, il s'agit de ne pas considérer seulement le travailleur, à l'exclusion des personnes qui lui sont à charge, qui pèsent sur la population active mais qui (au moins pour ce qui concerne les jeunes) doivent assurer la continuité du processus de développement. Il s'agit non seulement de mettre des gens au travail sur des machines qui vont augmenter leur productivité mais encore d'assurer la commercialisation des produits dans un marché élargi et encore (et surtout) de transformer une société d'hommes. Il faut donc dépasser la notion de *population travaillant dans le secteur moderne* pour retenir la notion de *population vivant dans le secteur moderne*. L'intégration est, en effet, un phénomène social total: au-delà d'un type de production, il concerne un type de vie et d'organisation collectives.

Il nous faut donc observer, en conclusion, que le dualisme sera une structure nécessaire et inévitable du démarrage puisque, précisément, l'intégration, qui éclaire et mesure le processus de démarrage, est une norme suivant laquelle le dualisme doit se résorber peu à peu pour disparaître à long terme et établir la société dans une nouvelle structure unitaire et homogène (intégrée au sens statique de G. MYRDAL).

Cependant pour analyser plus complètement le problème, nous devons encore étudier deux observations effectuées par le Pr. ROSTOW et le Pr. GENDARME et qui touchent à notre conception humaine du démarrage par l'intégration.

B. — *Le cas des « Nations nées libres » (ROSTOW)*

La première observation que nous devons retenir ici concerne ce que le Pr. ROSTOW appelle « les nations nées libres » (35). L'auteur distingue en effet deux situations ; l'une générale (Asie, Afrique, Europe, Moyen-Orient), pour laquelle « la création des conditions préalables au démarrage a entraîné des modifications fondamentales dans l'ancienne société traditionnelle » ; l'autre concerne le cas particulier des « nations nées libres ». Ce sont les nations fondées sur de vastes territoires, par des groupes sociaux provenant (et même rejetés) des pays où le « processus de transition était déjà bien engagé ». Selon ROSTOW, il n'existe pas, dans cette hypothèse, de structures traditionnelles antérieures fortement enracinées. C'est essentiellement, selon l'historien, le cas des Etats-Unis, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Canada. Le Pr. ROSTOW nuance d'ailleurs cette distinction et montre que les cas concrets ne sont pas facilement classables dans l'un ou l'autre type.

Nous suivrons le Pr. KUZNETS (36) lorsqu'il estime que l'idée avancée est fort intéressante mais qu'elle est, en l'occurrence, peu ou mal exploitée. L'analyse est, en effet, quelque peu superficielle et manque de vigueur et de précision.

Si l'on admet purement et simplement l'idée de « nations nées libres », c'est-à-dire de nations politiquement et économiquement fondées sur une base vierge par des éléments provenant d'économies modernes, on doit évidemment constater que le phénomène est exclu du domaine d'application du principe d'intégration énoncé plus haut. En effet, en l'absence de sociétés traditionnelles, le démarrage de telles économies ne peut se concevoir comme un processus de résorption d'une structure dualiste. On pourrait donc reprocher au principe son incapacité à une application générale.

L'objection peut toutefois être amortie en considérant qu'il s'agit avant tout d'un phénomène historique, devenu aujourd'hui une hypothèse d'école, dont la réalisation est aléatoire et en tous les cas négligeable. Toutefois, il est des raisons plus profondes de penser que ce phénomène ne nous concerne pas et qu'il échappe donc, logiquement et normalement au principe de l'intégration tel qu'il vient d'être posé. Dans cette hypothèse, en effet, on ne peut parler de « sous-développement » ; il n'y a pas de problème social en ce sens. Il s'agit tout brutalement d'une *conquête sur un monde inexploité* par des hommes venant de sociétés déjà lancées sur

(35) W. W. ROSTOW : « Les étapes de la croissance économique », *op. cit.*, pp. 31 et suivantes.

(36) S. KUZNETS : « Notes on the take-off » in « The economics of take-off into sustained growth » edited by ROSTOW, *op. cit.*, p. 27.

la voie de la croissance, poussées par des motifs divers (économiques ou politiques), sans attaches anciennes avec le pays. Les termes classiques de « Nouveau Monde » ou de « pays neufs » font d'ailleurs parfaitement image. Dans cette hypothèse, il y a peut-être un problème du démarrage de la croissance mais qui est essentiellement technique. C'est pourquoi notre principe d'intégration lui est étranger. Un économiste israélien, M. CATARIVAS, illustre parfaitement cette idée lorsqu'il notait que l'économie rurale israélienne avait eu immédiatement des agriculteurs parce qu'elle n'avait jamais eu de paysans (37).

On peut encore pousser un peu plus loin l'analyse de cette idée de « nations nées libres » et de la distinction du Pr. ROSTOW entre le cas général où le processus de croissance doit s'amorcer au prix de transformations radicales d'une société traditionnelle préexistante et le cas particulier où la croissance s'établit sur une base vierge. Cette dernière hypothèse apparaît, en effet, très particulière et même très exceptionnelle. Les exemples fournis par ROSTOW ne sont pas tous convaincants. On ne peut soutenir que la naissance de la Nouvelle-Zélande, et plus encore des États-Unis, se soit effectuée en l'absence de toute société traditionnelle antérieure... il y a eu plus exactement quasi-élimination des sociétés traditionnelles (Indiens et Maoris). Très généralement, dans les colonisations humaines, il a existé au départ une société traditionnelle plus ou moins importante. Si la survivance de cette société traditionnelle n'est pas mise en cause par le groupe « conquérant » ou mieux encore, si le conquérant favorise (par ce que M. R. GENDARME appelle l'effet sanitaire) l'expansion démographique de cette société traditionnelle, alors le dualisme apparaît tôt ou tard et nous retrouvons l'hypothèse générale où notre principe s'applique.

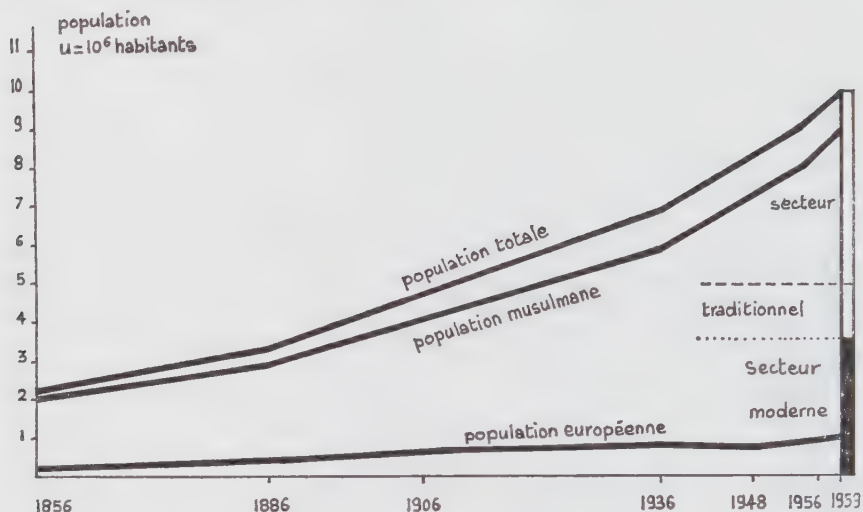
L'exemple de l'Algérie illustre parfaitement ce phénomène. La colonisation humaine a suivi et, en quelque sorte, fourni une solution empirique de continuité à l'action militaire. Les colons sont bien ces « groupes sociaux — dont parle W.W. ROSTOW — appartenant à tel ou tel type non conformiste qui se tenaient en marge du processus dynamique de transition dont (la France) était le témoin » (38). Ajoutons que cette exclusion peut avoir parfois une origine politique (1848 et 1870 pour l'Algérie). Contrairement à ce qui c'était passé, par exemple, pour la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, la société traditionnelle autochtone a été préservée et favorisée par l'action sanitaire. Le processus d'intégration s'est engagé mais, très vite, s'essouffait contre la démographie galopante de la société traditionnelle. La situation tend alors rapidement à devenir explosive surtout lorsque sur le dualisme économique semble grossièrement se calquer un dualisme ethnique. Il y a là tout l'aspect économique de la tragédie algérienne (cf. graphique II ci-dessous).

(37) M. CATARIVAS : « L'expérience israélienne », Communication au colloque international de Vichy : « Plan et civilisation » mai 1963. Non publiée.

(38) W. W. ROSTOW : « Les étapes de la croissance économique », *op. cit.*, p. 31.

GRAPHIQUE II

Croissance et structure de la population d'Algérie (1856-1959)



Le dualisme apparaît avec plus d'évidence au fur et à mesure des progrès du secteur moderne et de l'écart grandissant entre les niveaux de vie des deux sociétés. Dans les premiers temps, les « conquérants » sont des pionniers dont les niveaux de vie sont proches de ceux de la société traditionnelle. L'existence d'un secteur moderne ne se traduit pas par une forte disparité des niveaux de consommation : l'effet de démonstration ne joue que faiblement. Mais, après l'accumulation primaire du capital, le niveau de vie du secteur moderne s'élève tandis que celui de la société traditionnelle demeure stationnaire, ou même décline, sous l'effet de la pression démographique. On parle alors de dualisme parce qu'il devient plus apparent. Cependant, le phénomène existe en germe, dès le départ, dans cette hypothèse de la colonisation de peuplement liée à l'idée de « nations nées libres » avancée par le Pr. ROSTOW.

En définitive, sans nous préoccuper davantage de la valeur historique de cette idée, nous devons surtout constater qu'elle ne gêne pas notre conception du démarrage par le processus d'intégration qui semble bien s'appliquer fondamentalement aux pays sous-développés du XX^e siècle.

Une autre idée, plus intéressante pour notre problème, doit être maintenant examinée : l'apparition de tensions sociales dans la structure dualiste, évoquée par le Pr. GENDARME.

C. — Les tensions sociales et l'intégration

Rappelons tout d'abord, brièvement, la définition du dualisme retenue par le Pr. GENDARME, pour qui le concept traduit un cas particulier

d'économie sous-développée (un sous-modèle) (39). L'économie sous-développée dualiste, selon M. GENDARME, est celle dans laquelle coexistent un secteur traditionnel et un secteur moderne, mais où, de plus

- 1) le secteur moderne a un certain poids démographique relativement au secteur traditionnel ;
- 2) un cloisonnement social empêche tout passage du secteur traditionnel au secteur moderne.

Nous ne pouvions évidemment retenir cette définition du dualisme qui caractérise, dans notre système conceptuel, un blocage du processus d'intégration, c'est-à-dire un échec du démarrage : ce sera donc, pour nous, un problème qui réapparaîtra lorsque nous tenterons d'analyser les différentes hypothèses d'échec du démarrage.

Ce que nous voudrions reprendre ici, c'est l'observation du Pr. GENDARME suivant laquelle le dualisme, ainsi défini, tend à créer une situation politiquement et socialement explosive, surtout lorsque sur le dualisme économique se calque (ou semble se calquer) un dualisme ethnique. Faut-il en conclure que les tensions sociales s'accroissent au fur et à mesure que le dualisme est plus évident, c'est-à-dire que le secteur moderne devient quantitativement plus important, c'est-à-dire en définitive, au fur et à mesure que l'intégration réussit ? Le problème mérite examen et la conclusion doit être nuancée. Sans doute faut-il considérer que c'est surtout le *cloisonnement* économique et social entre les deux secteurs qui crée les tensions sociales et engendre une situation explosive. C'est donc le blocage du processus d'intégration et l'échec du démarrage qui doit logiquement conduire à une dégradation de la situation politique et sociale. On doit cependant en retirer une idée intéressante car il semble bien que, même sans cloisonnement entre les deux secteurs, il existe un risque de voir se tendre les rapports sociaux à partir d'une certaine dimension du secteur moderne. Ceci s'explique d'ailleurs assez bien, car on conçoit aisément que l'effet de démonstration jouera avec d'autant plus de force dans la société que le secteur moderne sera plus massivement implanté. La différence des conditions et des niveaux de vie sera plus nettement et plus largement perçue et ressentie dans les populations qui n'auront pas encore été intégrées, lorsque la population du secteur moderne représentera le quart ou le tiers de la population totale.

Le « dualisme ethnique » aggrave la situation mais n'est peut-être pas nécessaire pour créer une ambiance de conflit. Le cas de l'Algérie, évoquée par le Pr. GENDARME, est à cet égard significatif. Ainsi que le notaient les auteurs du Plan de Constantine, la distinction entre les « deux économies algériennes... ne recouvre pas des distinctions plus familières et aux frontières plus nettement marquées telles que la différenciation *ethnique* (40), la nature agricole ou industrielle de l'activité, le caractère urbain ou rural du lieu d'établissement » (41). On estimait, en effet, en

(39) R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, pp. 249 et suiv.

(40) C'est nous qui soulignons.

(41) Délégation Générale du Gouvernement en Algérie « Plan de Constantine 1959-1963 » Rapport général juin 1960 - Imprimerie officielle, p. 10.

1960 qu' « un peu plus du tiers de la population algérienne appartenait au secteur de l'économie de marché, soit un million d'habitants d'origine européenne et plus de deux millions et demi de Musulmans » (42). Il semble donc bien qu'au cours de sa réussite, le processus d'intégration risque de connaître une phase psychologique critique, précisément au moment où son succès s'affirme et où l'objectif est proche d'être atteint. Cependant, il faut considérer que c'est surtout la trop grande différence dans les niveaux de vie et types de consommation qui doit créer la tension sociale explosive et aussi l'insuffisante *rapidité* du processus d'intégration qui va faire naître, chez les populations non intégrées au secteur moderne, un sentiment de frustration qui risque de dégénérer en agressivité à l'égard du secteur moderne.

Nous sommes ainsi conduit à la deuxième idée fondamentale de notre conception générale du démarrage : la lutte contre le temps. En effet, si l'idée d'intégration nous a paru susceptible d'éclairer efficacement le démarrage, en ce sens que la notion de *secteur moderne synthétise les différents aspects de la transformation structurelle que suppose le développement au départ, et caractérise un ensemble d'hommes économiquement coordonnés et socialement cohérents*, il nous faut encore déterminer le temps de réalisation du processus d'intégration pour définir plus complètement le démarrage.

SECTION II

LA LUTTE CONTRE LE TEMPS

Affirmer que le temps est un élément capital du développement est une constatation banale, on pourrait presque dire un poncif de la littérature consacrée au problème. Le temps est naturellement un élément inhérent à la théorie *dynamique* de la croissance et du développement. Cependant ce « premier rôle » qui lui est généralement accordé mérite d'être précisé dans ses différents emplois.

On peut, tout d'abord, évidemment, considérer le temps comme le *cadre passif* dans lequel se déroulent les phénomènes de croissance. Ainsi, nous avons tenté de définir, à la section précédente, la nature du résultat à obtenir durant le démarrage ; ce résultat (croissance de la population intégrée dans le secteur moderne) doit être évidemment apprécié par rapport au temps : le rapport Résultat/Temps mesure le déroulement du processus par unité de temps.

Cependant, on peut donner plus d'importance à la variable « temps », en considérant que l'accumulation du capital et la transformation des structures que suppose le développement réclame du temps qui apparaît alors, non plus comme un simple cadre passif mais comme un *moyen, un facteur actif* du développement.

(42) Plan de Constantine, *op. cit.*, p. 11.

Mais, sans doute, faut-il aller plus loin encore et considérer le temps comme un *moyen limité*, « une ressource rare » qu'il faut économiser. Il introduit ainsi une *contrainte* nouvelle dans le problème. Le rapport Résultat/Temps n'est donc plus la simple mesure du phénomène mais l'expression même du calcul économique. L'application du principe d'économicité commande, alors, que le *temps d'intégration soit minimum* : il impose, en effet, la minimisation des moyens, incluant celle du moyen particulier « temps ». Toutefois ce principe doit être interprété et aménagé à la lumière de notre problème.

Il faut noter, tout d'abord que, par nature, le processus d'intégration ne peut guère être réalisé à « marche forcée ». Ce peut être possible pour un régime autoritaire et dans une planification intégrale et impérative ; cela ne paraît néanmoins pas souhaitable. En effet, la transformation des structures sociales et mentales doit respecter un certain temps d'« assimilation » pour être suffisamment accomplie et solidement assurée. Les structures mentales, en particulier, présentent une certaine rigidité et ne paraissent pas très plastiques : or la notion de plasticité des structures est essentiellement relative à la période de temps considéré (43). Si l'organisation politique, juridique et sociale peut être « dynamitée » par un pouvoir fort et autoritaire, il ne peut guère en être de même pour les structures mentales.

C'est en ce sens qu'il faut comprendre l'observation, souvent effectuée par les auteurs, suivant laquelle la *capacité d'absorption du capital est limitée* dans les pays sous-développés, en raison de la pénurie d'hommes capables de mettre en œuvre, à tous les niveaux, un processus de production moderne. Or cette formation des hommes ne peut être *infiniment accélérée*.

Par ailleurs, la notion de minimisation du temps, au sens strict, n'a pas grande signification pratique. En fait il semble donc qu'il faille comprendre cette idée de minimisation du temps d'intégration comme la *nécessité de s'imposer une période-limite* au cours de laquelle doit être obtenu un certain résultat. Cette idée de période-limite correspond d'ailleurs à la nécessité de fixer, dans le temps de développement, une période précise de départ pour définir le démarrage. Dans la théorie du démarrage, on doit donc considérer le temps comme un moyen donné, et admettre que l'on dispose d'une provision limitée de ce moyen rare.

En résumé, si le développement est par nature un phénomène qui s'inscrit dans le temps, il est aussi, et surtout, *une lutte contre le temps*. Cet aspect du problème n'est pas toujours nettement envisagé par les auteurs. Ainsi, le Pr. ROSTOW, par exemple, constate simplement que la période du take-off, telle qu'il la définit, couvre « une ou deux décennies ». Cette simple et rapide observation, relative aux expériences historiques de décollage, semble impliquer l'existence d'une loi empirique qui détermine, d'ailleurs de façon très imprécise, la durée « nor-

(43) Cf. A. MARCHAL : « Systèmes et structures économiques » P.U.F. 1959, p. 383.

male » du démarrage. Au demeurant, le Pr. ROSTOW n'envisage pas explicitement le problème tel qu'il se pose aux économies qui *aujourd'hui doivent démarrer*.

Le Pr. GOODWIN (44), dans les solutions d'un modèle économétrique dont les objectifs essentiels sont

- 1) l'absorption de toute la force de travail dans une économie moderne,
- 2) la maximisation du bien-être sur l'ensemble de période,

aboutit, dans ses différentes hypothèses de taux d'investissement, à des périodes de réalisation de 36, 38 et 40 années. Il enregistre ainsi une assez remarquable constance de ce temps d'intégration puisque de très notables différences dans le rythme de l'investissement et de l'épargne ne modifient la durée que de 2 à 4 années. Ce qu'il importe de constater ici, c'est que le temps de ce que nous appelons le démarrage est déduit du traitement mathématique du problème de l'investissement.

Or il nous semble dangereux et irréaliste de considérer le temps, a priori, comme un sous-produit d'une loi empirique ou mathématique. Certes, la réalisation d'ensemble de l'intégration suppose la mise en œuvre d'une masse de moyens donnés et limités tant par la capacité intérieure à dégager un surplus que par les ressources de l'aide extérieure. Néanmoins, la façon d'utiliser ce quantum de moyens va influencer le rythme de l'intégration : il est donc nécessaire de mettre l'accent sur cet impératif du temps pour guider l'emploi de ces moyens. L'optique inverse nous paraît vicieuse. Précisément nous devons admettre que le temps d'intégration doit être minimum ou, plus exactement, que le démarrage doit s'inscrire dans une période-limite. Cette proposition doit être admise, sur le plan théorique, comme le corollaire du postulat général de l'économicité. Mais de plus, pour ce qui concerne notre problème, des raisons précises et spécifiques imposent de mettre au premier rang des objectifs, cet impératif du temps qui descend ainsi de la sphère des idées générales pour devenir une exigence du plan.

Les arguments relèvent de deux ordres : démographique et psychologique, d'ailleurs étroitement liés l'un à l'autre.

§ 1. — LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE : LE POINT DE RUPTURE MATÉRIEL.

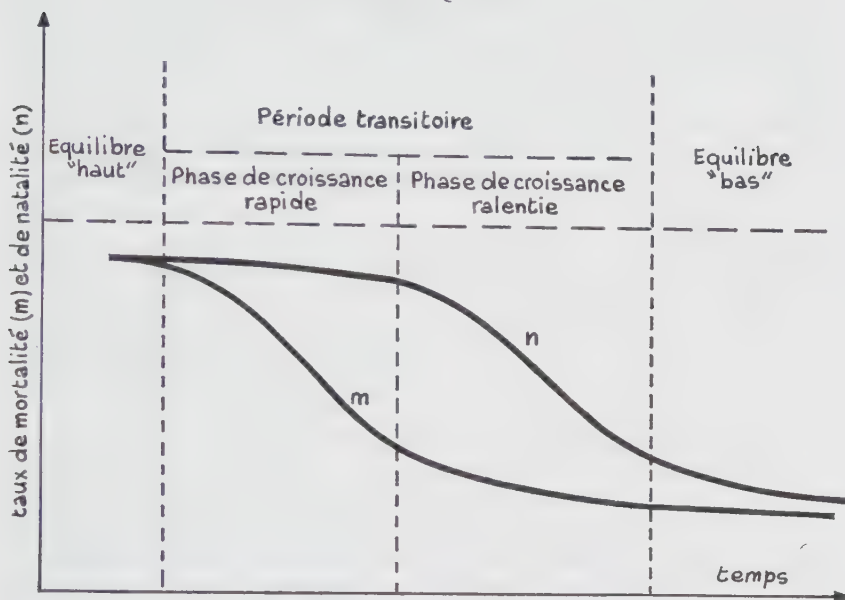
La croissance démographique des pays sous-développés conditionne l'évolution économique et politique du Tiers-Monde; elle pose un des problèmes majeurs de notre époque et nous avons dit plus haut comment elle participe à la définition essentielle du sous-développement.

Rappelons brièvement le schéma classique de l'évolution démographique à long terme, tel que le dessinent les démographes et les écono-

(44) R. M. GOODWIN : « The optimal growth path for an underdeveloped economy ». The economic Journal, décembre 1961.

mistes de la croissance (45). Ce schéma distingue trois périodes (Cf. Graphique III) :

GRAPHIQUE III



1) La période du « régime démographique naturel » de stabilité de la population est une période d'« équilibre haut » où les taux de natalité (n) et de mortalité (m) s'équilibrent à un niveau élevé.

2) Avec la baisse des taux de mortalité s'ouvre la « période transitoire » où apparaît la *croissance démographique* à un taux r égal à $n-m$.

Cependant on doit distinguer, dans cette période, une première phase de *croissance rapide* en raison du maintien des taux de natalité qui conservent les valeurs élevées du « régime naturel », et une seconde phase de *croissance ralentie* qui s'ouvre avec la réduction des taux de natalité, tandis que la baisse des taux de mortalité se poursuit également à un rythme moins rapide.

3) Enfin, dans une troisième période, les taux de natalité et de mortalité tendent à se rejoindre à un bas niveau. C'est la période de « *maturité démographique* » et d'« équilibre bas » où la croissance démographique s'installe à un rythme relativement faible et, peut-être, tend vers un futur état stationnaire.

Dans ce schéma général, les pays sous-développés se situent, par définition, dans la « période transitoire » révolutionnaire de croissance démo-

(45) Cf. par exemple Ph. MOUCHEZ : « Démographie » P.U.F. 1964, pp. 221 et suivantes ; R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, pp. 100 et suivantes.

graphique qui présente toutefois, dans cette nouvelle expérience, deux caractéristiques importantes :

1) Comme nous l'avons déjà noté en introduction, la croissance démographique a débuté par une *chute brutale des taux de mortalité*. Les pays sous-développés ont, en effet, « bénéficié » d'une accumulation de progrès scientifiques et médicaux qui ont profité à l'Europe de façon progressive et étalée sur un siècle environ.

2) La seconde caractéristique notable est le *maintien durable des taux de natalité à un niveau élevé*. Le problème important, et à bien des égards inquiétant, concerne précisément la *durée de ce maintien*.

La conjonction de ces deux facteurs provoque une croissance démographique explosive à des taux très largement supérieurs à ceux du « réveil démographique » de l'Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles (Cf. Introduction : tableau III).

Ce « déluge démographique » impose une *contrainte massive* et la nécessité de réaliser une intégration suffisante dans une période-limite.

A. — *Le poids démographique dans le développement*

I. — La plupart des auteurs qui se sont frottés aux dures réalités des pays sous-développés s'inquiètent de leur démographie galopante et s'accordent à reconnaître que l'« emballement » démographique des pays du Tiers-Monde leur impose une contrainte et un poids qui les handicapent dans leur course au développement.

Cependant, certains auteurs, comme le Pr. HIRSCHMAN (46), s'opposent à une telle opinion, quoiqu'« avec une répugnance considérable, face à une telle unanimité ». Pour le Pr. HIRSCHMAN, en effet, il existe un certain nombre de raisons qui permettent de penser que la pression démographique constitue une force favorable qui stimule le développement. La pression démographique provoque en effet des « contre-pressions » : la société doit se lancer dans de nouvelles activités productrices pour restaurer son niveau de vie. Dans cette nouvelle entreprise, elle apprend à contrôler ses structures et à s'organiser en vue du développement. L'énergie de la communauté est d'autant plus stimulée que le choc démographique est plus violent.

L'analyse du Pr. GENDARME (47) tempère cet optimisme : en étudiant les effets des chocs destructeurs de la société traditionnelle, l'auteur, on le sait, observe que l'intensité du stimulus doit, pour jouer positivement et engager au développement, être ni insuffisante ni excessive. A partir d'un seuil supérieur, l'excessive violence du choc démographique provoque des effets pervers de blocage du processus de croissance. Le déclin trop rapide du niveau alimentaire jusqu'à la sous-alimenta-

(46) A. O. HIRSCHMAN : « Stratégie du développement économique », *op. cit.*, p. 200.

(47) R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, pp. 29 et suiv.

tion, l'incapacité à dégager des surplus, la multiplication des besoins, etc... ne peuvent être guère considérés comme des facteurs favorables au développement. Or, compte tenu des taux de croissance démographique et des effets de la « surpopulation » que l'on peut observer dans la plupart des pays sous-développés, il semble bien que l'on doive raisonnablement s'accorder, avec la grande majorité des spécialistes, sur le fait que la croissance démographique des pays sous-développés impose une contrainte massive et un poids défavorable à leur développement, que l'accélération de cette croissance ne doit être en aucun cas favorisée, et que sans doute même, il serait souhaitable d'enregistrer le plus rapidement possible son ralentissement.

II. — A ce niveau se pose le problème de l'action directe sur les taux de natalité. En fait, cette question est multiple : outre le problème de l'opportunité d'une telle action, apparaît celui de sa possibilité et celui de son efficacité.

Ce vaste problème, largement débattu sur tous les plans, ne nous retiendra pas ici : il ne nous paraît pas utile de dresser une nouvelle fois le long catalogue des arguments religieux, techniques, moraux, économiques et sociologiques avancés pour et contre les politiques contraceptives ou abortives. En raison même de la stratification et de l'imbrication des multiples plans sur lesquels le problème se pose, il ne semble pas susceptible d'une solution objective et moins encore d'un consensus général.

Bornons-nous à enregistrer au moins une quasi certitude : on ne peut guère attendre de résultats sensibles et rapides d'une simple politique persuasive d'information, de propagande anticonceptionnelle et d'éducation sexuelle dans les pays sous-développés. Seule une politique directe du type japonais a prouvé son efficacité.

Par ailleurs, on peut estimer que la solution à long terme « naturelle » et définitive de ce problème de la croissance démographique réside surtout dans une transformation radicale du milieu économique et social.

La croissance démographique constitue donc un élément capital du problème du démarrage qui, à la fois, s'impose comme une donnée importante mais aussi apparaît comme un facteur sur lequel le processus d'intégration peut, à son tour, agir. Il est donc important de considérer le problème des perspectives démographiques dans le démarrage, au moins dans ses grandes lignes générales, et de mettre en relief quelques idées essentielles.

B. — *Perspectives démographiques et point de rupture dans le démarrage*

I. — Sans prétendre à une analyse démographique hautement technique, on peut se demander quelles perspectives réalistes et simples peuvent être envisagées pendant la période de démarrage.

On observe assez généralement que les *premières générations d'actifs féconds intégrés à l'économie moderne persistent dans les comportements natalistes de la société traditionnelle*. Il nous paraît donc dangereux et vain d'espérer une baisse notable des taux de natalité au sein de cette première vague de population intégrée. Il est en effet bien difficile de suivre le Pr. ROSTOW lorsqu'il considère que, dès la phase des « conditions préalables » (qui est d'ailleurs, nous l'avons vu, une notion très imprécise), les taux de natalité baisseront en raison des modifications de l'« attitude envers la famille et les enfants qui la constituent » (48). C'est, sans doute, envisager une trop rapide transformation des structures mentales et des habitudes de vie, sauf à faire de la phase des « conditions préalables » une longue période séculaire d'évolution des structures, conception totalement inadaptée au problème des pays sous-développés. Le déclin des taux de natalité pendant le démarrage est également envisagé par le Pr. LEIBENSTEIN (49). Il est vrai que, pour cet auteur, « on peut considérer que le début du déclin de la fertilité peut apparaître pendant les deux ou trois décennies cruciales du démarrage » (50). La période concrète envisagée est donc suffisamment imprécise pour pouvoir admettre cette éventualité.

Il nous semble plus réaliste et plus prudent de retenir l'hypothèse d'un maintien des taux de natalité au cours de l'intégration de la « première génération ». Par contre, les expériences tendent à prouver qu'*au sein de la « seconde génération », issue de la première vague de population intégrée, les taux de natalité peuvent sensiblement décroître*. Ceci s'explique d'ailleurs assez facilement par le fait que de nouvelles conceptions et idées ont été acquises au cours de la jeunesse passée dans la société moderne, que de nouvelles aspirations à un bien-être matériel sont apparues, et que ces jeunes ont eux-mêmes durement ressenti, dans leur enfance, les difficultés de vie en famille nombreuse dans une société urbanisée. Tous ces facteurs doivent logiquement jouer dans le sens d'une réduction de la natalité. Aussi bien, si la première vague d'intégration est suffisamment et relativement importante, l'arrivée de la nouvelle génération à l'âge de la nuptialité et de la procréation peut marquer le début du ralentissement de la croissance démographique. L'horizon démographique peut alors s'éclaircir au terme de 20-25 années de politique d'intégration à condition que celle-ci ait été assez importante.

II. — En définitive, on peut raisonnablement estimer que la croissance exponentielle de la population va se poursuivre suivant un taux approximativement constant, au moins pendant les 20-25 premières

(48) W. W. ROSTOW : « Les étapes de la croissance économique », *op. cit.*, p. 33.

(49) H. LEIBENSTEIN : « Population growth and the take-off hypothesis » in « The economics of take-off into sustained growth » edited by Rostow, *op. cit.*

(50) *Idem*, p. 183.

années du processus d'intégration. Toutefois le taux de croissance pourrait augmenter durant la période, si les progrès sanitaires et médicaux doivent encore s'étendre et si leurs effets doivent encore faire sensiblement baisser les taux de mortalité aux différentes classes d'âge. Si l'on considère que les effets sanitaires ont déjà joué assez largement, ou si la puissance publique désire limiter ces effets, on pourra alors retenir un taux approximativement constant.

Généralement le planificateur élabore plusieurs hypothèses. La courbe de projection est alors en « fuseau »; les limites du fuseau représentant les hypothèses extrêmes. Le plan de Constantine, par exemple, prévoyait, pour la période 1959-1985, trois hypothèses de taux de progression constants : 2 %, 2,5 % et 3 %; une autre hypothèse était fondée sur un accroissement de 2,5 % pendant les dix premières années et de 2 % pendant les quinze années suivantes. Cette dernière évaluation nous paraît la plus justifiée car le ralentissement prévu aurait correspondu, approximativement, à un poids relativement important du secteur moderne (de 50 % à 60 % de la population) et à une plausible baisse du taux de natalité dans les couches jeunes de la population active du secteur moderne.

En conclusion de ce rapide coup d'œil sur les perspectives démographiques du démarrage, on doit surtout retenir que la croissance de la population va vraisemblablement se poursuivre au même rythme, sinon s'accélérer légèrement, et qu'elle impose au développement *une contrainte dont le poids s'accroît avec le temps*. Le démarrage apparaît donc comme une *lutte contre le temps*, une course entre la population et, non pas seulement le niveau alimentaire, mais la constitution d'une base économique moderne à partir de laquelle la société sera lancée sur la voie de la croissance continue. Tel est l'objectif que l'intégration vise à réaliser. Le succès du processus dépend de sa rapidité car la croissance démographique qui se poursuit parallèlement va rendre l'intégration au secteur traditionnel de plus en plus difficile. Au fil des années, le succès du processus est compromis jusqu'au point où il devient impossible à réaliser, eu égard à l'ampleur de la tâche à accomplir et à la masse des moyens à mettre en œuvre : les besoins d'investissements ne peuvent plus être couverts même avec le secours de l'aide internationale ou d'une aide étrangère si désintéressée et si judicieuse soit-elle. Mais, nous l'avons déjà pressenti, *si le processus d'intégration subit la contrainte de la croissance démographique, il exerce à son tour une action sur la variable population* en provoquant, par son conditionnement économique et social, une baisse possible des taux de natalité.

L'argument négatif (ne pas atteindre le point de rupture à partir duquel le processus d'intégration est impossible) et l'argument positif (créer les conditions d'une réduction de la natalité) s'accordent sur une évaluation de 20-25 années, pour la période limite du démarrage, au cours de laquelle devait être réalisée une intégration suffisante pour éviter le point de divergence définitive entre le processus de moder-

nisation et la croissance de la population et, au contraire, atteindre le début d'une période d'allègement de la pression démographique.

Nous retrouverons plus loin le problème de cette mesure de la période limite. Ici nous devons surtout constater que les considérations démographiques imposent que le processus d'intégration soit réalisé dans un temps-limite au-delà duquel ses chances de succès seront sérieusement compromises.

A l'argument des moyens matériels à mettre en œuvre, s'ajoute d'ailleurs celui du climat psychologique nécessaire à l'intégration.

§ 2. — LES TENSIONS SOCIALES : LE POINT DE RUPTURE PSYCHOLOGIQUE.

Les facteurs psychologiques qui apparaissent à ce niveau sont par nature plus complexes et plus difficiles à mettre clairement en relief. Il semble bien, cependant, qu'ils commandent également la réalisation d'une intégration suffisante dans une période-limite. L'intégration va, en effet, s'effectuer dans un climat de tensions psychologiques et sociales qui ne doivent pas s'aggraver jusqu'au point de rupture à partir duquel le processus risque d'être bloqué et les résultats acquis remis en cause. Nous avons déjà eu l'occasion de relever, à la suite des observations du Pr. GENDARME, l'existence de tensions sociales nées du dualisme qui vont apparaître et, en un certain sens, s'affirmer au cours du démarrage.

Il nous faut essayer d'approfondir l'analyse, de préciser l'origine et les mécanismes complexes de ces différentes tensions. La tâche n'est pas aisée, mais on peut tout de même éclairer le problème en faisant apparaître les tensions qui naissent de la pression des besoins nouveaux et celles qui résultent de l'attitude à l'égard du secteur moderne.

A. — *Les tensions résultant de la pression des besoins nouveaux*

Il faut entendre ici l'intensité du désir d'accéder à des niveaux et des types de consommations imités des pays industrialisés. Le problème des besoins est ainsi envisagé sous son aspect qualitatif.

I. — A cet égard, il faut observer que *l'intensité des besoins nouveaux s'accroît avec le temps*. On assiste donc à un phénomène d'exacerbation des besoins, surtout dans les couches jeunes de la population qui sont normalement les plus impatientes d'obtenir la satisfaction et d'acquérir le prestige de certaines consommations typiques.

En l'absence d'une réalisation suffisamment rapide et importante dans le processus de modernisation, qui doit nécessairement se traduire par une amélioration des conditions de vie, la tension des besoins va rapidement conduire à une rupture psychologique marquée par l'intransigeance des populations sur un niveau de vie impossible à atteindre dans l'immédiat, ou même à moyen terme.

II. — Par contre, une certaine détente peut être obtenue, d'une part, par un commencement de satisfaction de quelques besoins typiques, et d'autre part, par une meilleure compréhension des impératifs et des mécanismes de la croissance d'une économie moderne.

En effet, il est probable qu'un commencement de satisfaction de certains besoins caractéristiques (amélioration et transformation de l'habillement, véhicules automobiles, récepteurs radio, etc...) auxquels certaines catégories de la population attachent un grand prix, va quelque peu endiguer et canaliser le flot de besoins nouveaux et atténuer le sentiment de frustration qui peut rapidement dégénérer en agressivité soit à l'égard du pouvoir politique national, soit à l'égard de l'extérieur.

Certes, il est évident que l'économie moderne devra, dans sa phase de démarrage, surtout épargner et investir. Le Pr. MORET (51), par exemple, retient, à titre principal, l'idée suivant laquelle la période de démarrage, qu'il appelle la phase de la « jeunesse au départ », est caractérisée par une insuffisance de l'épargne et la nécessité d'assurer la couverture des besoins d'investissement par l'appoint de l'aide extérieure et de la mobilisation du chômage déguisé. Par contre, le Pr. HIRSCHMAN estime que ce sont moins les fonds d'investissement que les occasions d'investir qui font défaut aux pays sous-développés. Dans le même sens, d'autres auteurs estiment que les moyens de financement sont plus importants qu'on ne le pense généralement : en particulier en raison de la thésaurisation et du chômage déguisé. Sans doute est-il difficile de formuler une appréciation précise et générale, les situations étant très différentes d'un pays à l'autre quant aux possibilités de financement interne. Au demeurant, les actes de consommation peuvent être l'occasion d'une déthésaurisation et d'un prélèvement simultané de moyens destinés au financement des investissements. Par ailleurs, un minimum de facultés de consommation peut également entraîner une plus grande propension et une plus grande assiduité au travail : l'intérêt sera sans doute davantage éveillé par la possibilité de quelques satisfactions immédiates. Il semble donc bien que, pour éviter une croissance explosive de l'intensité des besoins, au fur et à mesure que s'accumule le temps d'insatisfaction, il soit nécessaire de réaliser certains progrès dans la construction de la société moderne et de satisfaire un certain nombre de besoins dans une période-limite. Certes, on peut concevoir un modèle de démarrage par la voie autoritaire où la discipline des besoins est imposée par un pouvoir fort et énergique et où la satisfaction matérielle et individuelle est remplacée par la satisfaction idéologique collective (idéologie de la construction du socialisme ou de l'accroissement de la puissance nationale). Cependant cette hypothèse repose sur un parti-pris philosophique et politique qui ne s'impose pas. D'autre part, on peut se demander si le « modèle »

(51) M. MORET : « Les besoins financiers de la jeunesse ». Annales de la Faculté de Droit de Phnom-Penh 1960 - p. 97.

est applicable à tous les cas; il réclame d'abord, évidemment, un pouvoir politique fort et, peut-être surtout, une masse suffisamment malléable. Enfin, on peut également se demander si une telle politique d'austérité autoritaire réalise une intégration profonde, car il faut bien voir l'autre aspect psychologique du phénomène.

III. — En effet, l'intégration suffisamment importante dans une période délai relativement courte, liée à un commencement de satisfaction de certains besoins, permet, par là même, aux populations de *mieux comprendre les mécanismes d'une économie moderne*, les ressorts profonds de la croissance. Des habitudes nouvelles de calcul économique, d'affectation des ressources, de répartition du revenu dans le temps, seront acquises peu à peu. A cet égard, il paraît souhaitable que l'individu, ou le ménage, participe activement au jeu de l'économie moderne (et non pas seulement passivement sous l'effet d'injonctions pures). La mutation des mentalités s'accomplira sans doute ainsi plus complètement. Elle aidera en particulier à contrôler cette « explosion des besoins nouveaux » qui est aussi préoccupante que l'« explosion démographique ».

En définitive, le calcul du démarrage apparaît, à cet égard, assez délicat.

1) Il doit tout d'abord permettre un début de satisfaction de certains besoins, qui ne soit pas incompatible avec les impératifs techniques du démarrage et, peut-être même, qui permettrait de dégager de nouvelles ressources matérielles et psychiques (le dosage et le choix de ces consommations doivent s'effectuer concrètement).

2) Il doit également conduire les populations à admettre que la construction d'une société moderne est le passage obligé vers le type de vie souhaitée et que cette construction va réclamer du temps et de l'effort.

Pour parvenir à réduire la tension des besoins et éviter ainsi une rupture psychologique, il est donc nécessaire d'obtenir certains résultats dans un délai limité. Mais ce point de vue n'éclaire pas complètement la masse complexe du problème psychologique du démarrage; il faut encore relever d'autres possibilités de ruptures psychologiques et sociales qui apparaissent en considérant les relations entre la population non intégrée et le secteur moderne.

B. — *Les tensions résultant de l'attitude à l'égard de la société moderne*

Le processus d'intégration engendre, en effet, nous l'avons déjà pressenti, une dichotomie psychologique qui va se traduire, non par une ignorance absolue et réciproque des deux secteurs, mais par certaines tensions sociales importantes qu'il nous faut essayer d'analyser.

Les effets sont, en fait, doubles et de sens contraire : le dualisme peut être un stimulus énergétique, surtout pour la population non intégrée,

mais aussi un facteur de blocage au-delà d'une certaine intensité dans les tensions.

A cet égard deux phénomènes nous paraissent devoir être mis en relief : *la disparité des niveaux de vie et l'adhésion au processus d'intégration.*

I. — Le problème de la *disparité des niveaux de vie entre les deux secteurs* a déjà été évoqué plus haut. Il nous faut donc simplement rappeler que le risque d'une tension sociale explosive naît sûrement d'une trop grande disparité dans les niveaux de vie. Ce facteur doit donc intervenir dans la détermination des satisfactions qui seront accordées aux populations du secteur moderne, durant la période de démarrage.

Par ailleurs, il faut considérer que le risque de tensions sociales explosives apparaît surtout lorsque le rythme de l'intégration est trop lent. La pression des besoins pourra être contenue grâce à la démonstration d'un début de réalisation dans la construction de la société moderne. Mais pour que cette démonstration soit suffisamment convaincante, les résultats doivent être, sinon massifs, du moins tangibles au terme d'un délai pas trop éloigné. Ces réalisations, en faisant naître l'espoir, peuvent contenir la poussée des besoins dans la population non intégrée et orienter l'énergie des individus vers l'effort de construction de la société nouvelle. Cette dernière observation nous conduit au second aspect des relations psychologiques entre population non intégrée et secteur moderne.

II. — Le processus d'intégration suppose en effet une *adhésion à la construction de la société moderne* et, on peut même dire, une foi dans la société industrielle. S'il peut se concevoir sous la forme d'une contrainte absolue, il ne semble pas que cette solution soit la meilleure, car il est probable que la mutation ne sera achevée et durable que si elle est profondément acceptée et largement souhaitée. Or il est à craindre que, si le processus d'intégration est trop lent, les jeunes, en particulier, soient enclins à un scepticisme croissant à l'égard de la voie choisie d'ailleurs par d'autres. La société traditionnelle et son exutoire de « population clochardisée » (52) des « bidonvilles » ne désirent plus réellement accéder au système de l'économie moderne qu'elles chargent de la responsabilité de leur état prolétaire. Il y a alors plus opposition qu'aspiration : le dualisme devient explosif et l'on aperçoit ici un nouveau risque de rupture dans le processus d'intégration.

On peut rapprocher de cet aspect du problème psychologique du démarrage, une remarque intéressante du Pr. HIRSCHMAN sur l'attitude des populations du Tiers-Monde à l'égard des machines qui « viennent » des pays industrialisés. En fait, note HIRSCHMAN, l'attitude est

(52) Selon l'expression de Mme G. TILLON : « L'Algérie en 1957 » Ed. de Minuit 1957.

« ambivalente » : on escompte un miracle et en même temps on espère qu'il n'aura pas lieu, pour pouvoir dire avec un sentiment de soulagement : « ces inventions étrangères ne valent finalement rien. Il s'agit d'une attitude de consentement mitigée de sabotage inconscient » (53). HIRSCHMAN se réfère à la notion d'ambivalence qui se caractérise, en psychanalyse, selon le Dr HUNT (54), par a) un complexe de compensation, consistant à manifester et à éprouver consciemment des sentiments opposés à ceux qui sont refoulés et b) la réapparition, sous une forme déguisée, de l'hostilité refoulée, visant à provoquer l'échec ou la destruction de l'objet de l'ambivalence. HIRSCHMAN explique ainsi le défaut d'entretien des machines que l'on constate d'une façon généralisée dans les pays sous-développés. Cette analyse de l'ambivalence rejoint l'idée de tension évoquée plus haut, et peut être étendue au secteur moderne dans son ensemble : ses techniques, ses moyens de production, ses modes de vie et de pensée. Il semble bien qu'un tel sentiment complexe existe souvent et que, pour éviter la manifestation d'une opposition sous-jacente à l'économie moderne, il est nécessaire que la construction de la société moderne apparaisse dans des délais pas trop éloignés, comme une réalité vivante et viable.

En conclusion, nous admettrons donc que, tant en raison des tensions entre la croissance démographique et les moyens susceptibles d'être mis en œuvre, que des tensions psychologiques entre les besoins nouveaux et les moyens de les satisfaire, et l'opposition larvée entre les deux types de sociétés qui vont coexister pendant le démarrage, il est nécessaire de réaliser l'intégration dans une période-délai au-delà de laquelle apparaissent des risques de ruptures qui empêchent la poursuite du processus et remettront en cause les résultats acquis.

A cet égard, il est apparu qu'une période de 20-25 années pouvait être une évaluation possible et acceptable qui rejoint d'ailleurs l'évaluation empirique du Pr. ROSTOW et du Pr. MORET (« Jeunesse au départ »). Son terme marque l'arrivée des générations massives de jeunes à l'âge actif qui posera d'importants problèmes : il apparaît nécessaire que la croissance soit alors assurée.

(53) A. O. HIRSCHMAN : « Stratégie du développement économique », *op. cit.*, p. 161.

(54) Cité par HIRSCHMAN.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

Nous avons donc essayé, dans cette première partie de notre analyse, de poser un *principe directeur* qui définisse la notion de démarrage des pays sous-développés et éclaire la nature de la tâche à accomplir dans cette période cruciale. Cette conception est essentiellement humaine, car le démarrage des pays sous-développés doit réaliser et assurer la mutation fondamentale d'une société humaine. C'est ce qui explique l'importance des facteurs psychologiques dans le problème du sous-développement et du développement. Ces facteurs psychologiques et le problème de la croissance démographique imposent une période-limite, au cours de laquelle certains résultats doivent être obtenus pour que l'on puisse considérer que la société est définitivement engagée dans la voie de croissance.

Cette idée de période-limite précise la notion de démarrage qui apparaît ainsi mieux délimitée dans le temps que la notion de développement qui reste indéterminée dans le temps.

Le principe d'intégration, tel qu'il vient d'être défini dans ses deux éléments constitutifs, trouve des échos dans la littérature récente du développement. Peu à peu, en effet, l'idée apparaît plus ou moins explicitement formulée.

Ainsi, par exemple, le Pr. JORGENSEN (55) observe que les progrès

(55) D. W. JORGENSEN : « The development of dual economy » *Economic Journal* - Juin 1961.

réalisés dans la théorie de la croissance laissent cependant des vides importants. L'auteur constate, d'un côté l'existence d'un arsenal de théories et de modèles applicables aux pays développés (modèles de HARROD - DOMAR, de DUESENBERY - SMITHIES, de TOBIN - SOLOW, de KALDOR, etc...) et de l'autre un certain nombre de théories des pays attardés. La différence est si grande entre les deux types d'analyses que l'on peut considérer qu'elles n'ont aucun point commun. Il existe un « no bridge » entre les deux catégories de théories et c'est précisément l'objet de l'étude du Pr. JORGENSEN que de combler ce hiatus entre la théorie de la croissance et la théorie du développement. Le pont peut être jeté, selon l'auteur, par l'élaboration d'une théorie du développement de l'économie dualiste. Il y a donc une véritable promotion de la notion de dualisme dans la pensée du Pr. JORGENSEN : sortie de sa catégorie de « cas spécial », elle est poussée au premier plan de la théorie du développement.

Un autre exemple peut être trouvé chez le Pr. GOODWIN qui propose un modèle de croissance optima pour les économies sous-développées (56). Il définit cette croissance optima comme la maximisation du bien-être (mesuré par la consommation per capita) pendant une certaine période. Cette période est déterminée par la transformation et le passage de toute la population, d'une « économie ancienne » (économie traditionnelle) caractérisée par des techniques à faible productivité, dans une « économie nouvelle » (économie moderne) dont les techniques sont hautement productives. L'auteur en déduit donc que, pendant cette période, l'économie sera dualiste. Tel est l'objectif que le Pr. GOODWIN assigne à son modèle. Nous retiendrons de cette étude difficile que, si le terme de take-off n'est pas employé, néanmoins le principe de l'intégration du secteur traditionnel au secteur moderne comme première tâche du développement est clairement formulé.

On retrouve également cette idée sous-jacente dans une étude particulière du Pr. MEADE (57) consacrée à l'île Maurice. Les pays sous-développés surpeuplés posent le problème majeur de l'absorption dans une économie moderne, du chômage déguisé, et surtout des accroissements futurs de la population active. Le Pr. MEADE s'attache à déterminer les meilleures techniques d'une politique économique dont l'objectif est précisément d'accueillir ces vagues successives et croissantes de populations nouvelles dans une économie moderne.

Du côté des praticiens le souci est le même et le problème est posé dans des termes identiques. Ainsi, les auteurs du Plan de Constantine ne pouvaient ignorer le dualisme de l'économie algérienne en 1959 (58). Ils ont eu le mérite de poser l'aménagement de ce dualisme et le succès

(56) R. M. GOODWIN : « The optimal growth path of an underdeveloped economy » *Economic Journal* - Décembre 1961.

(57) J. E. MEADE « Mauritius : a case study in malthusian economies » *The Economic Journal* - Septembre 1961.

(58) Délégation Générale du Gouvernement en Algérie : « Plan de Constantine 1959-1963 » Rapport général - Juin 1960.

de l'intégration (59) parmi les objectifs fondamentaux du plan. Les premières pages notent qu'en Algérie « les siècles cohabitent comme les communautés... Des techniques de production et des habitudes de consommation nettement différenciées ont donné naissance à deux économies algériennes — une économie de marché et une économie de subsistance — qui se juxtaposent ou coexistent plus souvent qu'elles ne s'interpénètrent ». En fonction de ce phénomène majeur, le plan fixe les orientations à long terme : « Le Plan de Constantine n'est pas un simple plan d'équipement destiné à créer des outils ou à organiser un progrès statistique mais bien un vaste programme d'action ayant pour but de transformer la condition des hommes, et spécialement celle des plus déshérités ». Il s'agit donc d'une conception (parfaitement justifiée) d'un plan qui ne serait pas seulement technique mais total. Ce plan pose deux orientations majeures qui, en définitive, n'en font qu'une, et que l'on pourrait étiqueter de notre concept d'intégration sans violer la pensée de ses auteurs :

1° orientation majeure : la renaissance du « bled » par la formation de l'homme, la reconquête du sol et la bataille de l'eau.

2° orientation majeure : l'extension et la modernisation de l'Algérie moderne par l'industrialisation et l'urbanisation.

Ces quelques exemples, qui ne sont pas exhaustifs, tendent à montrer que les théoriciens comme les praticiens, dans la formulation la plus récente de leur pensée, accordent à la structure dualiste et au processus d'intégration la *première place logique et chronologique* dans le plan de développement. C'est un mode nouveau et réaliste de poser le problème qui *prend le pas sur les notions élémentaires et abstraites* d'accroissement du produit et du revenu global et moyen. Il s'accorde ainsi avec l'idée de démarrage qui revêt alors une signification plus précise.

Il semble donc que le principe d'intégration, appliqué dans une période-délai soit une *conception possible et acceptable* du démarrage qui s'appuie sur une interprétation correcte de l'économie sous-développée et synthétise les exigences du développement au départ. Cependant, il ne s'agit là que d'une *idée générale* qui doit être précisée pour définir un plan de démarrage par l'intégration et guider la mise en œuvre d'une politique de développement au départ. Si nous avons pu déjà, avancer l'idée d'une période-limite de 20-25 ans, nous nous sommes bornés, dans les pages précédentes, à parler d'un « certain » résultat à atteindre dans le processus d'intégration pendant la période-délai. Il nous faut donc maintenant préciser les objectifs et envisager les voies et les moyens d'un plan de démarrage par l'intégration.

(59) Le terme n'est toutefois pas employé dans le texte du plan.

**DEUXIÈME
PARTIE**

**Elaboration théorique
du plan de démarrage
par l'intégration**

Si nous acceptons de considérer le principe d'intégration comme une définition utile et une conception efficace du démarrage des pays sous-développés, il faut alors préciser les objectifs à atteindre, les voies à suivre, les moyens à mettre en œuvre pour dessiner les grandes lignes d'un plan de démarrage par l'intégration.

C'est ce que nous tenterons de faire dans cette DEUXIEME PARTIE, en nous attachant à

- 1) formuler le principe (Titre I)
- 2) étudier sa mise en œuvre (Titre II).

Dans cette recherche, qui sera largement théorique et déductive, nous retrouverons les grands problèmes de la politique de développement.

TITRE PREMIER

FORMULATION DU PRINCIPE D'INTÉGRATION

La formulation du principe d'intégration consiste, d'une part à préciser les objectifs nécessaires, d'autre part à tracer les cheminements possibles du processus.

La détermination des objectifs à atteindre définit l'étape du démarrage tandis que les voies de réalisation du processus s'inscrivent sur toute la période de démarrage.

Ainsi la formulation du principe d'intégration est double : elle s'effectue à deux points de vue complémentaires :

- 1) en meta-statique (Chapitre I)
- 2) en dynamique (Chapitre II).

CHAPITRE PREMIER

LA FORMULATION MÉTA-STATIQUE : le démarrage conçu comme une étape

En statique comparative, le démarrage se définit par

- un point de départ T_0
- un point d'arrivée T_e (l'étape du démarrage)
- une distance temporelle $T_e - T_0$

SECTION 1

LE POINT DE DEPART DE L'INTEGRATION (T_0)

La définition du point de départ du démarrage n'est pas aussi aisée qu'on pourrait le penser a priori. Cette difficulté tient à la réalité complexe du sous-développement qui se laisse difficilement imposer une chronologie trop précise. A nous en tenir aux idées et notions avancées jusqu'ici, nous pourrions dire que tous les pays sous-développés ont commencé à démarrer, ont dépassé ce point de départ, dans la mesure où tous comptent déjà un secteur moderne plus ou moins important. Cependant, il semble nécessaire de définir plus restrictivement ce point de départ, bien qu'il ne constitue pas une pièce maîtresse de la construction et qu'il puisse supporter une certaine imprécision.

Le point de départ marque évidemment le début du processus d'intégration consciente, voulue et organisée, tendue vers la réalisation complète du processus. Sous l'impulsion d'un groupe social, ou par la volonté d'un parti politique parvenu au pouvoir, la société s'engage dans la voie de la « modernisation » de ses structures et commence à opérer la mutation économique fondamentale. Au départ se manifeste donc une volonté consciente et organisée. Peu importe, en définitive, que la décision soit centralisée au niveau de l'état ou plus ou moins diffuse au sein d'un groupe social révolutionnaire.

Théoriquement donc, *le point de départ du démarrage se distingue de l'émergence du sous-développement*. L'analyse du phénomène nous a révélé, en effet, que des sociétés traditionnelles vivant en économie de subsistance, se sont trouvées fondamentalement perturbées dans leur équilibre par une brutale révolution démographique et par la transformation et l'ouverture de l'éventail des besoins. Le sous-développement naît des obstacles intérieurs et extérieurs, matériels et psychologiques, à la satisfaction rapide de ces besoins. C'est le défi que la société se lance à elle-même, et la réponse positive d'un groupe économique ou du pouvoir politique ouvre la période du démarrage. Mais encore, au temps T_0 , il existe généralement un secteur moderne plus ou moins isolé de la société traditionnelle. Constitué soit par des apports étrangers, soit par un groupe dynamique de l'intérieur, le secteur moderne est l'agent propagateur direct de l'effet de démonstration. En pratique donc, *le point de départ n'est pas un temps ponctuel* : dans la réalité des économies sous-développées, la poussée démographique, la constitution d'un secteur moderne, la généralisation d'une psychologie de sous-développé, les réactions internes ou externes (des puissances tutélaires par exemple) sont autant de phénomènes intimement liés et concomitants.

Précisément, le problème est de définir un programme qui soit une réponse rationnelle au défi du sous-développement, de définir des objectifs dont la réalisation lancera la société dans la voie de la croissance auto-entretenu.

SECTION 2

L'OBJECTIF DU DEMARRAGE :

LE POINT D'ARRIVEE T_e

Le problème essentiel qui se pose pour la formulation du plan de démarrage est celui de la *détermination d'un objectif à atteindre, de la définition d'un critère* qui permettra de dire que le démarrage est acquis, que la société a démarré, c'est-à-dire qu'elle est désormais lancée sur la voie de la croissance auto-entretenu.

Les conditions requises pour admettre que cet objectif est atteint peuvent relever de niveaux d'exigences diverses.

§ 1. — LE CRITÈRE DE L'INTÉGRATION TOTALE.

On peut tout d'abord admettre que le démarrage est acquis seulement lorsque la population est toute entière intégrée dans le secteur moderne; soit lorsque

$$\frac{\text{Population du secteur moderne}}{\text{Population totale}} = 1$$

Cette exigence, concevable sur le plan théorique, paraît néanmoins excessive en pratique. Si elle devait être retenue, bon nombre d'économies industrialisées ou semi-industrialisées, en état de croissance continue indiscutable, ne devraient cependant pas être considérées comme ayant accompli leur démarrage. En effet, des « poches » d'économies traditionnelles peuvent persister dans certains secteurs ou dans certaines régions, sans pour autant entraver le processus de croissance continue. Ces zones d'économies attardées, ou d'économies en marge de la croissance, posent un problème particulier mais ne permettent pas de dire que l'économie nationale, dans son ensemble, n'a pas encore décollé. Dans cette hypothèse, les secteurs attardés entretiennent d'ailleurs des relations avec l'économie moderne *dominante* et il est souvent bien difficile de dire quel est le degré de l'intégration et de trancher sur le type de sociétés auquel ils appartiennent. En fait, il s'agit de secteurs et de régions qui, pour des causes particulières, s'adaptent mal au mouvement de croissance général : c'est la différence fondamentale qui existe entre les pays sous-développés du Tiers-Monde et les régions sous-développées des pays en croissance générale. Malgré les similitudes que l'on peut relever (et qui ne doivent pas surprendre) les problèmes et leurs solutions demeurent très différents. Le sous-développement du Massif Central français ou même du Mezzogiorno italien n'est pas le sous-développement de l'Indonésie ou du Cameroun. Le problème ne nous concerne pas ici, à titre principal, mais intervient de manière incidente dans notre propos. En gros, on peut dire que le sous-développement régional dans une économie industrialisée en croissance continue et ancienne est une séquelle, ou peut-être plus, un « sous-produit » du démarrage. Il pose à ces économies un problème d'aménagement régional de la croissance dont les facteurs sont autant économiques que politiques, sociaux et humains. C'est donc un problème bien différent de celui qui se pose à des sociétés qui cherchent à amorcer leur industrialisation à partir d'un potentiel économique généralement faible, d'une tradition culturelle étrangère, sinon opposée, à la civilisation industrielle et technique. Les régions sous-développées d'un pays industrialisé ont l'avantage de « baigner » dans un milieu dynamique et riche qui peut donc leur transmettre les moyens psychologiques et financiers de leurs démarrages particuliers. Mais elles supportent, aussi, le handicap de l'effet de domination des régions voisines industrialisées.

Par ailleurs, on peut craindre que le retard pris sur les autres régions de l'économie nationale témoigne d'obstacles profonds à la croissance, tenant soit aux conditions naturelles soit à des facteurs humains et d'autant plus difficiles à vaincre que la région a longtemps résisté à la contagion de la croissance.

Quoiqu'il en soit, et pour ce qui nous intéresse ici, on voit clairement que l'intégration totale ne s'impose pas comme critère du démarrage. Elle demeure un objectif à long terme, ou plus exactement *le résultat inévitable d'un processus normal lorsque l'économie connaîtra une croissance constante et assurée*. Si l'on examine avec attention notre problème, on comprend que l'objectif immédiat important est de créer un « ferment » de croissance dans une société dont le progrès économique est bloqué par la conjonction de facteurs multiples et divers. On est ainsi conduit à l'idée importante de « seuil », particulièrement mise en relief, à propos de la croissance, par le Pr. P.L. REYNAUD (1).

§ 2. — LE CRITÈRE DU SEUIL D'INTÉGRATION.

A. — La définition du seuil d'intégration

L'idée de *discontinuité* (2) dans la croissance (essentielle dans la pensée du Pr. PERROUX ou du Pr. ROSTOW, par exemple) est liée à l'idée de « seuil » largement analysée par le Pr. P.L. REYNAUD. La notion de seuil retenue par l'auteur est essentiellement psychologique, car la croissance et le développement sont le fait des hommes : elle dépend de leurs réactions, de leurs croyances, en un mot de la mobilisation de leur « énergie mentale ». Ainsi, des seuils typiques à franchir définissent des étapes remarquables dans le processus discontinu de croissance. Nous nous attachons ici, évidemment, au seuil premier dans le temps qui marque l'objectif immédiat du plan de développement : le seuil que M. P.L. REYNAUD appelle, de façon significative, le « seuil de départ ». Suivant les conceptions que nous avons adoptées jusqu'ici, nous définirons ce « seuil de départ » en terme de « population intégrée au secteur moderne ».

Il nous faut donc apprécier un *quantum relatif de population du secteur moderne* à partir duquel

- 1) nous considérons que le processus de développement est engagé de façon irréversible, en ce sens que le retour à une économie traditionnelle est impensable et impossible,
- 2) nous pouvons espérer, au contraire, un mouvement de bascule qui entraînera, à un taux plus ou moins accéléré, l'ensemble de la population dans le secteur moderne.

(1) P.L. REYNAUD : « Economie généralisée et seuil de croissance ». Ed. Genin, 1962.

(2) Cf. sur ce point P.H. DERYCKE : « Elasticité et analyse économique ». Ed. Cujas, 1964, pp. 327 et suivantes.

Pour conserver le jargon aéronautique de ROSTOW nous pourrions dire que la définition de cet objectif détermine le « point of no return » du développement, si cette notion n'évoquait également la possibilité d'un échec du décollage. Ce risque existe sans doute dans le processus de démarrage du développement mais il doit être normalement moins brutal et moins rapide. Nous reprendrons plus loin cette hypothèse de l'échec du démarrage car nous ne pourrions l'envisager qu'après avoir plus largement progressé dans notre analyse. Nous noterons simplement ici que le risque de l'échec est, par définition, exclu lorsque la société a atteint ce que nous considérons précisément comme une zone d'assurance dynamique d'un développement continu.

Le plan de démarrage doit viser un *quantum relatif de population intégrée au secteur moderne qui constitue la base nécessaire et suffisante pour engager une croissance auto-entretenu*. Il semble que pour le Pr. REYNAUD (3) cette définition ne soit pas acceptable : « le décompte numérique de l'importance de chaque secteur » n'est pas selon lui une « solution suffisante » car « en psychologie économique, les hommes ne se comptent pas seulement; ils se pèsent en quelque sorte, en fonction de l'énergie mentale dont ils disposent ». Cependant cette observation ne nous semble pas porter atteinte au principe même de la définition de l'objectif du démarrage. Elle pose, en fait, un autre problème : celui de l'évaluation du quantum de population intégrée dans le secteur moderne.

B. — *Evaluation de l'objectif-seuil du démarrage.*

L'observation du Pr. REYNAUD laisse en effet prévoir qu'il sera difficile de fournir une évaluation quantitative *générale* de cette proportion de population du secteur moderne qui constitue le « seuil de départ », autrement dit, le critère du succès du démarrage. En effet, la puissance d'irradiation et d'entraînement du secteur moderne doit varier sensiblement suivant la qualité des hommes. Ainsi il est possible que, dans certains cas privilégiés, un seuil de 30 % ou même 25 %, par exemple, de population intégrée dans le secteur moderne soit suffisant pour assurer une croissance auto-entretenu, si les entrepreneurs du secteur moderne sont particulièrement dynamiques, si les populations aborigènes sont perméables au progrès technique et favorables à la construction d'une économie moderne.

Cependant, si l'on cherche à formuler un critère assez généralement applicable, il faut déterminer une norme « de sécurité », c'est-à-dire une norme telle que le démarrage sera acquis avec une quasi certitude pour tous les pays sous-développés. Cette norme doit être d'un niveau d'exigence assez élevé mais toutefois pas excessif car il ne faut pas que la « marge de sécurité » soit si large que le critère perde de son utilité pratique.

(3) P.L. REYNAUD : *op. cit.*, p. 38.

A cet égard, il semble que la norme de 50 % de population intégrée dans le secteur moderne constitue un critère raisonnable et une évaluation suffisante et utile pour l'élaboration d'un plan de démarrage de la plupart des pays sous-développés. Son bien-fondé ne peut être évidemment établi suivant une logique rigoureuse au terme de laquelle on ne pourrait admettre aucune autre évaluation; celle-ci est largement empirique et même un peu arbitraire.

Cependant elle n'est pas totalement dénuée de fondement et correspond d'ailleurs à une évaluation courante des seuils chez les auteurs.

Ainsi le Pr. REYNAUD, pour ce « seuil de départ » qui nous intéresse, évalue qu'en deçà de 50 % d'analphabètes dans la population âgée de plus de 7 ans, la société franchit le cap du « sous-développement » et atteint ce stade qu'il appelle le « semi-développement (4). La définition du critère est un peu différente de celle que nous proposons, mais elles sont tout de même liées l'une à l'autre. En effet, la notion de populations « non-analphabètes », qui n'est d'ailleurs pas très précise, peut être à la rigueur confondue avec celle de population du secteur moderne. Certes, et nous aurons l'occasion de le voir plus loin en explicitant le principe d'intégration, cela ne signifie pas que tous les individus du secteur moderne auront subi un cycle normal de formation intellectuelle et professionnelle. Ils n'auront sans doute pas tous reçu une éducation de base du type occidental, mais on peut dire que la grande majorité ne sera pas analphabète, au sens large du terme. Quoiqu'il en soit, c'est surtout l'évaluation du seuil de 50 % que nous voulions retenir chez M. REYNAUD.

Cette évaluation se retrouve également chez le Pr. HIRSCHMAN (5) dans un problème différent mais qui n'est pas non plus sans analogie ni sans relation avec celui qui nous préoccupe ici. En effet, cet auteur, en étudiant le mécanisme important des effets exercés par un investissement productif vers les stades antérieurs de production (« effets de liaison en amont »), constate que, dans l'absolu théorique, le développement d'un secteur B suscitera la création, à l'intérieur du territoire national, d'un secteur fournisseur A, seulement si le marché ouvert par B correspond à la dimension minima d'une entreprise produisant A. Mais, en fait, selon HIRSCHMAN, l'entreprise sera créée à partir d'un certain seuil que l'on peut évaluer à 50 % de la dimension minima en question : « on peut considérer comme une bonne règle approximative, écrit HIRSCHMAN, qu'il est raisonnable d'installer une industrie dans un pays sous-développé, mais en voie de développement, dès que la demande existante est égale à la moitié de la dimension économique minima de l'entreprise. On peut escompter que la demande additionnelle nécessaire pour justifier l'investissement résultera de l'augmentation de la demande existante » (6). Il s'agit donc bien d'un

(4) P.L. REYNAUD, *op. cit.*, p. 99.

(5) A. O. HIRSCHMAN : « Stratégie du développement économique ». *Op. cit.*, pp. 122 et suivantes.

(6) A. O. HIRSCHMAN : *op. cit.*, p. 123.

seuil évalué à 50 % du niveau d'exigence absolue, à partir duquel on espère le *déclenchement d'un processus définitif et irréversible*.

Pour ce qui concerne plus spécialement la norme qui nous intéresse ici, on peut dire que 50 % de population intégrée dans le secteur moderne représente un « poids » économique et humain tel que le mouvement de bascule vers une économie moderne intégrée est quasi certain. Par définition, le niveau de productivité et de revenu per capita est plus élevé dans le secteur moderne; sa puissance économique sera donc largement supérieure à celle de la société traditionnelle. On peut surtout considérer que sa puissance humaine sera aussi déterminante dans la mesure où la société traditionnelle *n'a pas pu* ou *n'a pas voulu*, jusque là, résister au processus d'intégration : on voit donc assez mal comment elle pourrait alors le bloquer efficacement. En fait, la « puissance humaine » du secteur moderne peut résulter soit d'un dynamisme particulier des « artisans » de l'économie moderne, soit d'une réceptivité particulière de la population traditionnelle, soit des deux à la fois.

Répetons-le, il est possible que, dans certains cas particulièrement favorables, le seuil de succès du démarrage puisse être assez bas, mais, pour une évaluation assez générale et relativement pessimiste, il semble que l'on peut admettre que *le démarrage est acquis lorsque 50 % de la population appartient au secteur moderne, soit lorsque*

$$\frac{\text{Population du secteur moderne}}{\text{Population totale}} = \frac{1}{2}$$

Telle sera notre hypothèse de travail pour l'élaboration d'un schéma essentiel du plan de démarrage.

Toujours sous l'optique de statique comparative, après avoir défini grossièrement le point de départ T_0 et évalué l'objectif du démarrage, c'est à-dire l'étape à atteindre T_e , il nous faut encore apprécier la distance temporelle $T_e - T_0$.

SECTION 3

LA DUREE DU DEMARRAGE : EVALUATION DE LA DISTANCE TEMPORELLE $T_0 - T_e$

Nous avons admis plus haut, sur des considérations démographiques et psychologiques, la nécessité de minimiser l'intervalle de temps $T_e - T_0$. Plus précisément, il s'agit de fixer un temps modèle souhaitable au terme duquel l'objectif du démarrage doit être atteint.

On peut estimer, en pratique, que le processus devra se réaliser en *deux décennies environ*.

Cette évaluation se fonde sur les notions de points de rupture, mises en relief dans la définition générale du processus d'intégration.

Au terme de 20-25 années, en effet, les jeunes et massives générations du temps T_0 vont parvenir à l'âge adulte et élargir la société dont elles vont constituer l'élément prédominant. Nous le savons, les tensions vont s'intensifier dangereusement tant sur le plan du comportement psychologique de ces nouvelles générations que sur le plan matériel de l'emploi et du niveau des subsistances. *La société doit, alors, être suffisamment armée pour admettre cet afflux massif et éviter la rupture du processus de modernisation.* Il faut en effet reconnaître la nécessité d'intégrer dans le secteur moderne de production la grande majorité de cette masse de jeunes parvenue à l'âge adulte. Ce sont, au premier chef, des considérations de psychologie qui commandent cet objectif. A défaut, les tensions psychologiques atteindront le point de rupture décrit plus haut. L'intégration de cette nouvelle génération doit se traduire concrètement par le début de satisfaction d'un certain nombre de besoins et par un dessèchement de la pression de ces besoins. L'attitude de ces jeunes intégrés au système moderne sera alors moins intransigente, plus mesurée. En travaillant à la construction de la société moderne, ils en accepteront davantage les contraintes et en saisiront mieux les mécanismes. Il est donc impératif que les jeunes générations participent en masse à l'édification de l'économie moderne. Mais ceci suppose que le secteur moderne puisse accueillir cet afflux des jeunes issus du « démarrage » démographique. Certes, l'appareil productif au temps T_{20} ou T_{25} n'aura pas à accueillir la totalité des effectifs de jeunes issus de la première poussée démographique car tous n'auront pas reçu la formation préalable nécessaire et suffisante pour leur intégration dans le secteur moderne (ceci est un aspect de l'intégration par classes d'âge que nous retrouverons plus loin). Néanmoins, la plus grande partie doit pouvoir être intégrée et le « déchet » doit être en deçà d'un certain quantum tel qu'il ne puisse constituer un blocage du processus d'intégration. *La plate-forme du secteur moderne doit donc être suffisamment large pour accueillir cet afflux massif de jeunes* sur le marché du travail et offrir de nouvelles occasions d'emplois dans le secteur moderne et il semble qu'une économie moderne couvrant 50 % de la population soit susceptible de répondre à ces impératifs démographiques et psycho-sociologiques.

Un autre argument plaide en faveur de ce temps-plafond de 20 à 25 années. Il concerne les perspectives du taux de natalité évoquées plus haut. Rappelons, en effet, que nous espérons une baisse des taux de natalité au sein de la seconde génération qui, parvenue à l'âge adulte, est intégrée dans l'appareil productif moderne. L'effet sera plus certain si l'enfance s'est déjà déroulée dans le cadre de la société moderne. Pour que le phénomène produise un résultat sensible à l'échelle globale, il est nécessaire que cette intégration de la deuxième génération atteigne une certaine ampleur. Nous rejoignons donc, dans la perspective de la croissance démographique, l'argument que nous développons en premier sur le plan psychologique.

Nous avons ainsi précisé la définition du démarrage par la détermination

d'une étape à laquelle il faut parvenir : l'intégration de la moitié de la population dans un système économique moderne. Cet objectif doit être atteint en quelques 20-25 années si l'on veut éviter le blocage et au contraire assurer la continuité du processus.

L'histoire de la croissance économique en Algérie, de l'après-guerre aux années 1960, nous paraît illustrer assez bien le schéma qui vient d'être dessiné. L'accélération de la croissance démographique est apparue vers les années 30 : de 1931 à 1936, la population augmente de 1,8 % par an, environ. Cette croissance se poursuit pendant la deuxième guerre mondiale à un taux toutefois moins élevé (en raison de la remontée du taux de mortalité) : de 1936 à 1948 la population s'accroît au taux annuel de 1,5 % environ. A partir de 1948, la progression de la population connaît une nouvelle accélération et, entre le recensement de 1948 et celui de 1954, on constate que le taux de croissance a été de 2,6 % par an. C'est seulement en 1948 que l'ampleur et la gravité du phénomène ont été vraiment senties par les services officiels, lorsque fut mis en place un très sérieux appareil d'observation statistique. En 1954, le service de la statistique générale en Algérie mesurait ainsi le secteur traditionnel et le secteur moderne :

TABLEAU IV

Répartition de la population algérienne en 1954. Unité = 10^3

Unité = 10^3

		secteur traditionnel	secteur moderne	total
Agriculteurs	musulmans	5125	700	5825
	non musulmans	—	93	93
	total	5125	793	5918
Activités non agricoles	musulmans	100	2530	2630
	non musulmans	—	907	907
	total	100	3437	3537
Total général		5225	4230	9455

Source : Service de la statistique générale de l'Algérie : « Tableaux de l'économie algérienne », 1958, p. 24.

Ces données se rapportaient seulement à la population active, définie comme la population exerçant une activité professionnelle ou en chô-

mage à l'époque du recensement. Sur cette base on évaluait donc que le secteur traditionnel représentait 55 % de la population active et le secteur moderne 45 %. Ce mode d'évaluation péchait par optimisme. En effet, en 1959, le Plan de Constantine fournissait, en ces termes, une autre appréciation de l'importance relative des deux secteurs : « L'économie de subsistance est avant tout celle du « bled », c'est-à-dire de l'énorme majorité des campagnes algériennes. Pour six millions de personnes groupées ou dispersées selon les régions, les techniques de production n'ont pas fondamentalement changé depuis des siècles... La formation intellectuelle s'alimente, ou s'alimentait essentiellement jusqu'à une date récente, à la tradition orale et aux leçons de choses du proche environnement. La pauvreté, qui est le lot de la plupart de ces populations du bled échappe à toute référence monétaire. « L'économie de marché » — que l'on qualifie souvent de « secteur moderne » par opposition au « secteur traditionnel » — participe au contraire à la vie économique du monde et au progrès né de la révolution industrielle. Un peu plus du tiers de la population algérienne appartient à ce secteur économique, soit un million d'habitants d'origine européenne et plus de deux millions et demi de musulmans... » (7).

Ainsi dans l'Algérie de 1959, le secteur moderne couvrait de 38 % à 40 % de la population totale. Suivant les normes que nous avons établies, les résultats apparaissent insuffisants. En effet, il eut fallu, nous semble-t-il, compte tenu de la poussée démographique des années 30-36, que l'objectif de 50 % de population intégrée soit atteint aux alentours des années 1955-1960. Ce résultat insuffisant tient essentiellement à trois causes. D'abord, la relative puissance de la poussée démographique a très rapidement multiplié les besoins de l'économie algérienne. Ensuite, les séquelles de la crise de 1930 et la deuxième guerre mondiale ont ralenti les progrès dans l'équipement du secteur moderne. Enfin, les efforts qui ont été entrepris depuis l'après-guerre, en face de la montée des hommes et des besoins, ont été souvent mal appliqués : si, par exemple, les mesures prises pour le développement de l'agriculture traditionnelle ont été souvent heureuses, par contre le développement intensif de l'infrastructure générale fut désordonné et excessif; on peut dire qu'en 1960, l'Algérie disposait d'un équipement social et d'une infrastructure générale largement supérieurs à ses besoins immédiats, alors que ces mêmes moyens eussent été mieux employés à réaliser une intégration plus directe de la population.

Cette première formulation (méta-statique) du principe de l'intégration était nécessaire : elle est néanmoins insuffisante. Après avoir défini les points T_0 , T_1 et la distance $T_1 - T_0$, il faut encore étudier le déroulement du processus entre le point de départ et le point d'arrivée.

(7) Délégation générale du Gouvernement en Algérie : « Plan de Constantine 1959-1963 », pp. 10-11, *op. cit.*

CHAPITRE 2

LA FORMULATION DYNAMIQUE :

le démarrage conçu comme une période

Sous l'optique dynamique, il nous faut rechercher quels peuvent être les différents *cheminements* de la croissance de la population intégrée entre T_0 et T_e . Certes, il existe une infinité de chemins possibles de T_0 à T_e mais nous voudrions tracer, a priori, quelques *trends significatifs* autour desquels vont s'organiser les différentes expériences concrètes de croissance de la population intégrée.

Rappelons les données fondamentales de notre hypothèse démographique : nous avons supposé que, en gros, durant notre période de 20 ans, la population va croître à un taux constant; par ailleurs, il existe au départ en T_0 un certain secteur moderne dont le poids démographique est variable. Nous considérons, par exemple, une population de 10 millions d'habitants en T_0 qui croît de 2,5 % par an et qui compte au départ un secteur moderne de 400.000 personnes. La *norme* de 50 % de population intégrée au secteur moderne peut être représentée par une courbe déduite de la courbe de population totale par une affinité orthogonale d'axe des abscisses et de rapport 1/2 (cf.

graphique IV, infra). Cette courbe-critère est donc définie par la fonction :

$$p_t = \frac{P_0}{2} (1+r)^t \text{ ou } p^t = \frac{P_0}{2} e^{rt}$$

(où r = le taux de croissance et P_0 = la population au départ.)
dont chaque point est à égale distance de la courbe de population totale et de l'axe des abscisses.

Quelles peuvent être les voies essentielles pour atteindre en une vingtaine d'années le seuil critique des 50 %, à partir d'un certain secteur moderne au temps T_0 ? Quelles en sont les diverses significations qui peuvent être avancées a priori ? Nous devons aborder ici ces deux questions importantes et fondamentales, pour préparer les analyses du titre suivant, relatives à la mise en œuvre du démarrage.

SECTION I

LES HYPOTHESES DE CROISSANCE DE LA POPULATION INTEGREE

On peut schématiquement tracer, a priori, trois cheminements élémentaires de progression de la population intégrée de T_0 à T_e (cf. graphique IV).

- 1) Une progression parabolique avec concavité tournée vers le haut (hypothèse A) (1).
- 2) Une progression linéaire (hypothèse B).
- 3) Une progression parabolique avec concavité tournée vers le bas (hypothèse C) (1).

Notons que ces croissances ne sont ainsi définies que pour l'intervalle $T_0 - T_e$.

§ 1 *La progression parabolique avec concavité tournée vers le haut*

Cette croissance est du type $Y = ax^m + c$ lorsque $m > 1$ (a est toujours positif).

On peut supposer, par exemple, que la population intégrée p augmente suivant une fonction :

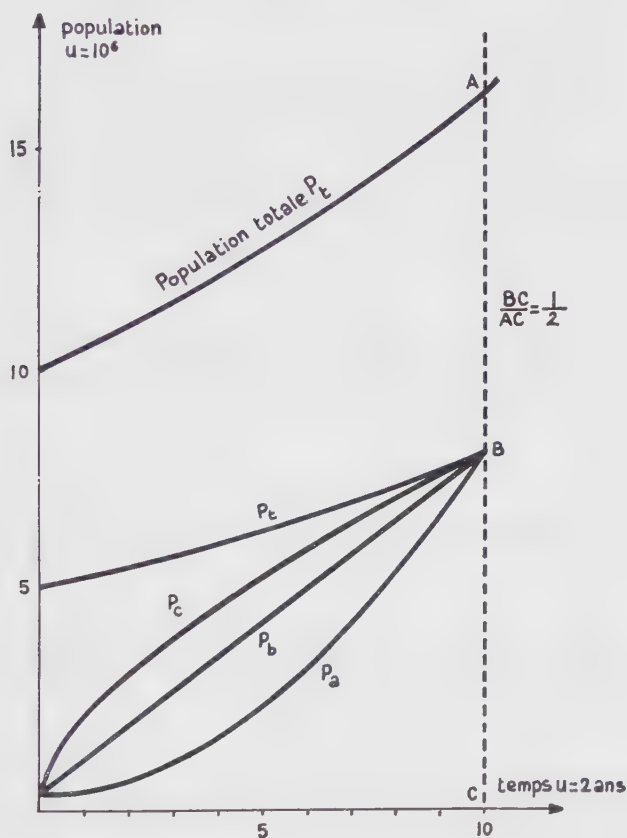
$$p_a = 0,8 t^2 + 4 \quad (2)$$

(1) Ces hypothèses A et C auraient pu être également explicitées respectivement par des fonctions exponentielle et logarithmique mais l'expression parabolique nous a paru plus simple.

(2) Dans tous les exemples fournis « t » représente une unité de temps de 2 années (qui correspond au délai moyen approximatif de mise en place de l'investissement décidé) et ils réalisent tous une intégration de 50 % de la population en 20 ans (soit 10 t).

Dans cette hypothèse les accroissements sont croissants en valeur absolue (la dérivée première est une fonction linéaire du temps $p' = 1,6 t$)

GRAPHIQUE IV



et l'accélération s'effectue à un rythme constant : (la dérivée seconde $p'' = 1,6$) (3).

En début de période, les accroissements sont relativement faibles : dans notre exemple, 80.000 personnes seraient intégrées au secteur moderne dans les deux premières années, puis 240.000 dans la séquence suivante, etc... En fin de période, au contraire, les accroissements par unité de temps deviennent très importants : de 1 à 1,5 million de personnes (cf. tableau V et graphiques IV, V, VI).

(3) Bien que cette terminologie ne soit pas couramment admise nous entendons par rythme d'accroissement la « vitesse seconde ». Le concept d'accélération rejoint alors la notion de la physique mécanique (cf. sur ce point H. GUITTON : « Statistique et Econométrie ». Dalloz 1959, p. 215).

§ 2. — LA PROGRESSION LINÉAIRE.

Elle est du type $y = ax + c$ puisque nous supposons, comme dans le cas précédent, qu'au temps T_0 il existe un secteur moderne plus ou moins important.

Dans cette hypothèse le quantum de population intégrée à chaque séquence, est constant (la dérivée première est une constante). Le processus de croissance ne connaît ni accélération ni décélération : la dérivée seconde est nulle. Ceci ne signifie pas que les accroissements relatifs soient constants. Dans cette hypothèse, au contraire, les taux fléchiront régulièrement.

Supposons, par exemple :

$$p_b = 8t + 4$$

La croissance suit une progression arithmétique simple : à chaque unité de temps 800.000 personnes sont intégrées au secteur moderne. (Cf. tableau V et graphiques IV, V, VI.)

§ 3. — LA PROGRESSION PARABOLIQUE AVEC CONCAVITÉ TOURNÉE VERS LE BAS.

Cette progression parabolique est du type $y = ax^m + c$ lorsque $0 < m < 1$. Soit par exemple, une croissance déterminée par la fonction

$$P^c = 17 t^{2/3} + 4$$

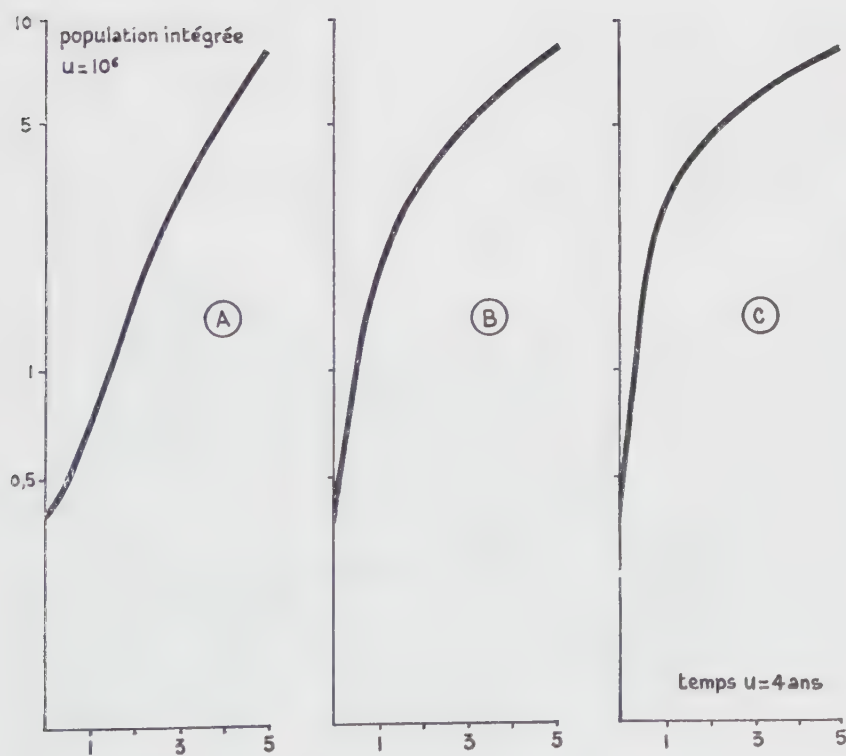
Les accroissements, très élevés en début de période, sont sans cesse décroissants : la dérivée première est

$$p' = \frac{34}{3 \sqrt[3]{t}}$$

Dans cette hypothèse, durant les deux premières séquences du processus 1,7 et 1 million de personnes seront intégrées, tandis que, durant les deux dernières, 550.000 personnes seulement seront concernées (cf. tableau V et graphiques IV, V, VI). Les accroissements relatifs sont évidemment eux-mêmes rapidement décroissants.

GRAPHIQUE V

Croissance de la population intégrée dans les différentes hypothèses
(Echelle semi-logarithmique)



GRAPHIQUE VI

Accroissements de population intégrée dans les différentes hypothèses théoriques

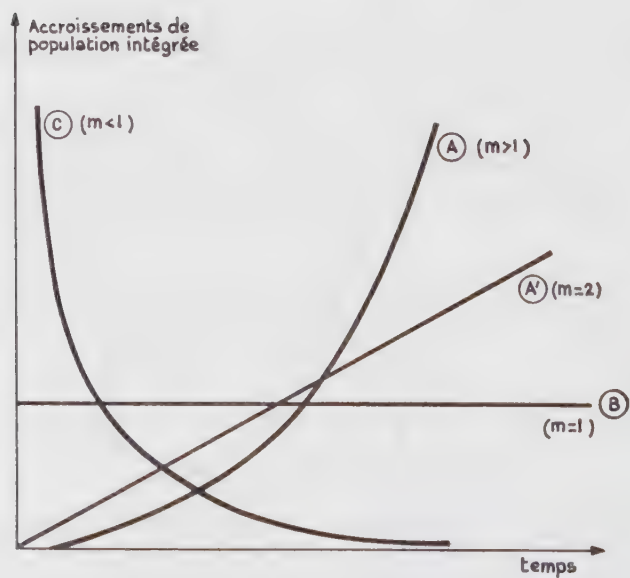


TABLEAU V

Hypothèses chiffrées de croissance de population intégrée

Temps unité 2 ans	Popula- tion totale unité 10 ⁶	MODELE A (p = 0,8 t ² + 4)					MODELE B (p = 8t + 4)					MODELE C (p = 17t ^{2/3} + 4)				
		P unité 10 ⁵	P' unité 10 ⁵	P'' unité 10 ⁵	Taux accr's %	Varia- tions du taux	P unité 10 ⁵	P' unité 10 ⁵	P'' unité 10 ⁵	Taux accr's %	Varia- tions du taux	P unité 10 ⁵	P' unité 10 ⁵	P'' unité 10 ⁵	Taux accr's %	Varia- tions du taux
0	10,0	4,0	0,8	1,6	20,0	+30,0	4,0	8,0	0	200,0	—	4,0	17,0	—6,9	425,0	—377,0
1	10,5	4,8	2,4	1,6	50,0	+5,5	12,0	8,0	0	67,0	—	21,0	10,1	—1,7	48,0	—21,0
2	11,0	7,2	4,0	1,6	55,5	—	20,0	8,0	0	40,0	—	31,1	8,4	—1,0	27,0	—8,3
3	11,5	11,2	5,6	1,6	50,0	—	28,0	8,0	0	28,0	—	39,5	7,4	—0,5	18,7	—4,0
4	12,2	16,8	7,2	1,6	43,0	—	36,0	8,0	0	21,0	—	46,9	6,9	—0,5	14,7	—2,8
5	12,8	24,0	8,8	1,6	37,0	—	44,0	8,0	0	18,0	—	53,8	6,4	—0,3	11,9	—1,8
6	13,4	32,8	10,4	1,6	32,5	—	52,0	8,0	0	15,5	—	60,2	6,1	—0,3	10,1	—1,3
7	14,2	43,2	12,0	1,6	28,0	—	60,0	8,0	0	13,0	—	66,3	5,8	—0,3	8,8	—1,2
8	14,9	55,2	13,6	1,6	25,0	—	68,0	8,0	0	12,0	—	72,1	5,5	—0,1	7,6	—0,6
9	15,6	68,8	15,2	1,6	22,0	—	76,0	8,0	0	11,0	—	77,6	5,4	—	7,0	—
10	16,4	84,0					84,0	8,0				83,0				

On peut ainsi résumer nos formulations des modèles de croissance de la population intégrée :

Les progressions hypothétiques correspondent à l'équation générale :

$$y = ax^m + c$$

avec 1) $m > 1$ (hypothèse A)

2) $m = 1$ (hypothèse B)

3) $0 < m < 1$ (hypothèse C)

L'analyse des accroissements se fait à partir de l'étude des dérivées première et seconde de y . (Cf. graphique VI).

$$y' = amx^{m-1}$$

1) Pour $m > 1$ (hypothèse A)

y' est positif et $y'' = am(m-1)x^{m-2}$ est positif. Les accroissements sont croissants.

Il faut remarquer le cas particulier A' où $m = 2$, y' est alors linéaire.

2) Pour $m = 1$ (hypothèse B)

$y' = a$. Les accroissements sont constants.

3) Pour $0 < m < 1$ (hypothèse C)

y' est positif mais y'' est négatif. Les accroissements sont décroissants.

Tels peuvent être dessinés les modèles essentiels de croissance de la population intégrée entre T_0 et T_c . Il ne s'agit évidemment que de certaines hypothèses de trends qui définissent une allure générale de la croissance du secteur moderne, laquelle peut en pratique connaître des variations plus ou moins accentuées. Toutefois ces hypothèses ne relèvent pas d'une pure conception abstraite mais, au contraire, comme nous allons tenter de le montrer, correspondent à des politiques typiques du développement économique.

SECTION 2

INTERPRETATION ET CLASSEMENT DES DIFFERENTS MODELES DE CROISSANCE DE LA POPULATION INTEGREE

Les différents modèles de croissance qui viennent d'être idéalement définis en formules mathématiques (4) représentent différentes modalités de la politique d'intégration.

Nous considérerons, dans une première approche, et sans trop largement anticiper sur les développements futurs, que la formation du capital est, par définition, l'instrument immédiat de l'intégration. C'est, en effet, par l'investissement que va s'opérer la mutation structurelle fon-

(4) Et qui d'ailleurs ne prétendent pas fournir un catalogue exhaustif de ces modalités.

damentale et l'amélioration de la productivité, objectif essentiel de la croissance et moteur des économies industrialisées.

Les différents types de progression de population intégrée reflètent différents modèles de l'investissement dans le démarrage, et peuvent alors être classés en deux catégories fondamentales.

§ 1. — INVESTISSEMENT ET INTÉGRATION DE POPULATION - INTERPRÉTATION SOMMAIRE DES HYPOTHÈSES DE CROISSANCE DE LA POPULATION INTÉGRÉE

Dans ce prélude à l'étude de la mise en œuvre du processus d'intégration, nous désirons simplement prendre conscience des relations fondamentales entre les politiques d'investissement et les processus d'intégration possibles qui nous permettront de classer nos hypothèses de travail.

Dans cette approche du problème fondamental nous noterons simplement que les effets de l'investissement sur le processus d'intégration doivent s'apprécier à la fois sur le plan quantitatif et sur le plan qualitatif.

I. — *Quantitativement*, on admet, par postulat, que le capital s'accroît en valeur absolue tout au long de la période. C'est, en effet, la condition « sine qua non » du démarrage, à défaut de laquelle il ne peut y avoir, par définition, de croissance de la population du secteur moderne. Le problème qui se pose est donc celui des variations de l'investissement au cours du processus. Il faut rappeler ici la notion de démarrage élaborée par le Pr. ROSTOW qui fait de l'accélération du taux d'investissement le signe et la marque essentielle du démarrage. Mais le critère de ROSTOW se formule en terme particulier d'accroissement du taux d'investissement (investissement net/produit brut) : plus précisément on peut parler de décollage, selon ROSTOW, lorsque le taux d'investissement passe de 5 % (et moins) à 10 % (et plus). Ce critère *relatif* de la croissance de l'investissement présente, entre autres, l'inconvénient d'être peu explicite sur ce qui importe au fond : sa croissance en valeur absolue. Nous savons d'ailleurs, et nous aurons l'occasion de le revoir, que cette évaluation est vivement critiquée. Quoiqu'il en soit, il nous faut simplement admettre ici que les accroissements p de population intégrée dans le secteur moderne à chaque séquence de temps, varient en fonction directe de l'investissement dégagé à la séquence précédente.

$$P_t = f(I_{t-1})$$

A partir de cette observation banale et élémentaire, on conçoit que le rythme des accroissements du capital détermine celui des accroissements de population intégrée. Il se peut donc que l'accélération ou la décélération de la croissance de la population moderne s'explique par une accélération ou une décélération de l'investissement nouveau exprimé soit en valeur absolue soit en valeur relative (par un taux d'investissement).

L'accroissement de la population du secteur moderne dépend donc en premier lieu de l'accroissement quantitatif de l'investissement. Ce serait

le seul facteur à prendre en considération si le rapport investissement/population devait nécessairement demeurer constant et fixe tout au long de la période. Or ce rapport peut varier suivant la nature du capital investi. Apparaît alors l'aspect qualitatif du problème des effets de l'investissement sur la croissance de la population intégrée.

II. — En effet, du point de vue *qualitatif*, nous constatons que la nature de l'investissement affecte sa capacité à absorber la population dans l'économie moderne. C'est le second facteur déterminant de la progression de population intégrée. Il pose un problème fondamental de la politique d'investissement dans les pays sous-développés qui fait aujourd'hui encore l'objet d'un vaste débat et d'une vive controverse que nous retrouverons plus loin et dans laquelle la passion et le parti-pris doctrinal ne sont pas totalement absents.

Nous nous bornerons ici à dresser un simple constat des possibilités de variations du rapport Investissement/Population : nous observerons simplement qu'une même masse de capitaux disponibles permet d'intégrer dans le secteur moderne une quantité variable de population, dans certaines limites. Il faudrait sans doute éviter ici les termes de « coefficient d'intensité du capital » ou de « coefficient d'emploi » qui rapprochent plus précisément investissements et emplois ; eu égard à la conception du démarrage que nous tentons d'élaborer, la notion qui nous intéresse est plus large : elle englobe la population moderne dans son ensemble et pas seulement la population active. Toutefois, les coefficients « classiques » suggèrent très clairement le caractère plus ou moins massif, plus ou moins capitalistique de l'investissement. En définitive, notre postulat de base admet que les accroissements successifs de population intégrée et leurs rythmes au cours du démarrage, dépendent de la conjonction de deux facteurs :

- 1) le montant
- 2) la nature des investissements.

Il nous faut alors opérer une distinction essentielle (bien que largement relative) entre ce que nous appellerons (5)

- 1) « l'intégration intensive » qui définit une intégration « lourde » par des investissements « capital-intensive » (rapport Investissement/Population élevé),
- 2) « l'intégration extensive » qui définit une intégration « légère » par des investissements « labour-intensive » (Rapport Investissement/Population faible).

Il faut noter au passage que les notions « d'intégration intensive » et d'« intégration extensive », de même que les notions d'investissement « capital-intensive » et « labour-intensive », se définissent davantage l'une par rapport à l'autre, que par un critère en valeur absolue.

(5) Cette terminologie peut être critiquée, cependant il est nécessaire d'en fixer une et celle-ci nous paraît assez bien évoquer l'idée d'une « surface » de population concernée.

Donc l'accroissement p_t de la population intégrée à chaque séquence de temps résulte de l'investissement I_{t-1} dégagé et mis en place durant la séquence précédente et de sa nature plus ou moins capitalistique. On peut dire que l'intégration devient plus extensive au fur et à mesure que le rapport I/p décroît (p s'accroît plus vite que I) et, au contraire, devient plus intensive lorsque le rapport I/p croît (p s'accroît moins vite que I).

L'ordonnancement dans le temps des séquences d'intégration intensive et extensive permet de classer les cheminements définis plus haut en deux modèles essentiels et opposés de croissance de la population intégrée.

§ 2. — CLASSEMENT DES MODÈLES DE CROISSANCE DE LA POPULATION INTÉGRÉE.

A la lumière des notions qui viennent d'être dégagées, on peut distinguer deux modèles principaux de croissance de la population intégrée qui représentent deux conceptions fondamentales de la politique de développement :

- 1) Un modèle qui amorce le processus par une phase d'intégration extensive qui se transforme en une intégration plus intensive.
- 2) Une modèle dans lequel l'amorce du processus s'effectue par une phase d'intégration intensive qui se transforme peu à peu en une intégration extensive.

Les définitions mathématiques qui nous ont servi plus haut à tracer les différents cheminements de la croissance de la population intégrée fournissent évidemment des exemples très souples de transformations dans la nature de l'intégration : les phases ne sont pas nettement marquées et la transformation s'effectue progressivement. Mais, en pratique, on peut concevoir que dans des expériences concrètes organisées autour des trends « idéalement » définis, le tournant soit plus brutal et les phases plus heurtées. Sous le bénéfice de ces observations préliminaires, nous tenterons de classer les différentes hypothèses de croissance de la population intégrée et de préciser leur interprétation.

A. — *Le modèle intensif* $\rightarrow$ *extensif* est réalisé par la progression parabolique avec concavité tournée vers le haut. Nous l'avons déjà vu, les accroissements de population, faibles au début du processus, vont croissant pour atteindre des niveaux très élevés en fin de période. Comment peut-on interpréter ce modèle à partir de la politique d'investissements ?

A priori et théoriquement, il reflète

- 1) un quantum d'investissement très fortement croissant de séquence en séquence,

et (ou)

- 2) un investissement d'abord hautement capitalistique (intégrant peu de population) qui devient peu à peu « labour-intensive » et permet

en fin de période l'intégration des masses importantes de population. Chacun des deux facteurs peut avoir une influence relative plus ou moins déterminante dans le déroulement du processus. S'ils jouent tous deux avec une grande vigueur, le modèle sera plus accentué.

B. — *Le modèle extensif* → *intensif* est réalisé par la progression parabolique avec concavité tournée vers le bas et, quoiqu'à un degré moindre, par la progression linéaire.

Dans la première hypothèse, en effet, les accroissements de population intégrée, très élevés au début, évoluent suivant un rythme décroissant tout au long de la période pour devenir relativement modestes durant les dernières séquences du processus.

Pour ce qui concerne la progression linéaire, nous avons évidemment relevé plus haut que les accroissements de population intégrée étaient constants mais il faut néanmoins considérer que ces accroissements sont décroissants en valeur relative (à cet égard le graphique V à échelle semi-logarithmique fait apparaître la parenté des modèles B et C). Par ailleurs, si on admet que la masse d'investissements disponibles est croissante tout au long du processus, nous constatons que l'évolution de la politique d'investissement est bien dans le sens extensif → intensif. Le modèle extensif → intensif conduit à une interprétation, en quelque sorte, à l'opposé du modèle précédent, car il faut alors supposer a priori que :

1) Le quantum d'investissements disponibles est faiblement croissant de séquence en séquence,

et (ou)

2) L'investissement d'abord « labour-intensive » s'oriente peu à peu vers des emplois « capital-intensive » au cours de la période.

Comme précédemment, il faut noter que l'effet de l'un ou l'autre facteur peut être plus ou moins déterminant de l'« allure » de la croissance qui sera d'autant plus marquée que les deux facteurs joueront à plein.

Schématiquement et, a priori, nous avons donc mis en relief deux modèles essentiels de la croissance de la population intégrée qui nous permettent, sous un angle nouveau, une première approche des grandes options de la politique de développement. Il nous faut maintenant étudier les méthodes suivant lesquelles sont établies ces différentes politiques fondamentales, retenir et apprécier leurs arguments respectifs et enfin essayer de proposer, dans la mesure du possible, la voie qui paraît la meilleure pour réussir le démarrage.

TITRE II

LA MISE EN ŒUVRE DU PRINCIPLE D'INTÉGRATION

Après avoir défini les dimensions de l'intégration comme principe de démarrage et pressenti les cheminements possibles du processus, il nous faut envisager, dans son schéma essentiel, la mise en œuvre de la politique de démarrage, les lignes de forces du plan d'intégration. Nous nous permettons d'insister, ici, sur le caractère schématique de notre analyse car nous ne pouvons évidemment prétendre, dans le cadre étroit de ce titre, traiter complètement de tous les multiples aspects et de tous les nombreux problèmes particuliers de la politique de développement dans sa période critique de démarrage. L'orientation, et par là même l'étendue de notre étude réclament donc d'être précisées avant d'aborder la discussion au fond : il nous faut ainsi définir, in limine, notre problématique de la politique d'intégration.

CHAPITRE PREMIER

LA PROBLÉMATIQUE DE LA POLITIQUE D'INTÉGRATION

Avec le Pr. A. BARRERE, nous définirons la problématique comme la démarche intellectuelle « qui consiste à poser les problèmes d'une manière rationnelle et systématique » (1). Nous rechercherons donc quelle peut être la problématique de l'intégration, en considérant d'abord les instruments de la politique d'intégration et ensuite ses différentes approches possibles.

SECTION 1

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT ET POLITIQUE D'INTEGRATION

D'une façon générale, l'investissement est considéré comme l'instrument essentiel de la politique de développement; nous le considérerons également comme l'*agent direct et immédiat* du processus d'intégration. Autrement dit encore, la population intégrée est considérée comme une fonction directe et simple de l'investissement. Mais ce postulat mérite quelques explications. Il nous semble qu'il implique deux conditions qu'il n'est peut-être pas inutile de rappeler.

(1) A. BARRERE : « Histoire de la pensée économique ». Les cours du Droit 1961-1962, p. 100.

1) Il suppose tout d'abord une *conception extrêmement large de la notion d'investissement et de capital*. Selon le Pr. BYE, en économie du développement il faut définir « le capital comme tout ce qui accroît la productivité de l'ensemble social » (2). Il doit ainsi recouvrir toutes les dépenses et toutes les mesures prises pour la transformation des structures et la mutation de l'économie de subsistance en une économie moderne. Cette conception extensive de la notion de capital et d'investissement laisse prévoir les difficultés de mesurer l'effort d'investissement et de comparer les données de sources différentes.

Quoiqu'il en soit, nous noterons ici qu'assimiler politiques de développement, d'investissement et d'intégration suppose que l'on considère comme investissement aussi bien l'installation de machines-outils que la construction de routes, d'hôpitaux, d'écoles et peut-être même encore les traitements d'instituteurs, de « médecins administratifs », de moniteurs d'animation rurale... Cependant, on le voit, au fur et à mesure que reculent les limites de la notion, celle-ci devient moins précise. Faut-il, en particulier, pousser très loin et admettre que le traitement des fonctionnaires d'administration générale ou de sécurité est également un investissement ? Ce serait peut-être excessif et pourtant nous serions tenter de l'admettre dans la mesure où ce fonctionnaire, comme le moniteur rural, l'instituteur, la route et la machine participe effectivement à la transformation structurelle de l'économie; et ceci aurait au moins l'avantage de soumettre certaines dépenses publiques au contrôle de la « productivité ». Quoiqu'il en soit, il serait peut-être judicieux de ne pas appliquer dans la comptabilité nationale des pays en voie de développement les mêmes catégories que dans la comptabilité des économies développées.

2) Mais l'assimilation conceptuelle entre politique d'investissement et politique de développement s'explique aussi parce que *la politique d'investissement peut synthétiser tous les aspects de la politique de développement* : politiques des prix, de la répartition des revenus, politiques de l'emploi, des relations humaines, du commerce extérieur, politique monétaire, etc... sont considérées plus ou moins complètement dans la politique d'investissement.

Ce sont la plupart de ces aspects qui se retrouvent dans le triple rôle attribué par le Pr. HIRSCHMAN à l'investissement (3) : 1) rôle de générateur de revenu, 2) rôle de créateur de capacité, 3) rôle d'entraînement d'investissements additionnels. Mais selon HIRSCHMAN, c'est ce dernier rôle qui doit retenir plus spécialement l'attention de l'économiste du développement. Ce sera également notre point de vue dans ce chapitre puisque la politique d'investissement apparaît essentiellement comme la *politique d'extension progressive du secteur moderne*. Cepen-

(2) M. BYE : « Le rôle du capital dans le développement économique ». *Economie appliquée* 1958. Tome XI, p. 431.

(3) A. O. HIRSCHMAN : « Stratégie du développement économique », *op. cit.*, 1964, p. 56.

dant elle est alors privilégiée : elle n'est pas seulement l'expression synthétique des diverses politiques particulières mais la *norme essentielle à laquelle les autres politiques doivent s'adapter*. Considérons, par exemple, la politique des relations avec l'extérieur : le Pr. BAUCHET (4) montre que le « développement à frontière ouverte » suppose des investissements massifs et groupés en raison des nécessités d'exporter et du jeu de la concurrence; tandis que le « développement protégé » (et donc libéré des contraintes précédentes) permet une politique d'investissements moins massifs et plus diffus. Sous l'optique définie plus haut c'est la politique extérieure et ses aménagements qui doivent s'adapter à la politique d'investissements choisis. On pourrait multiplier les exemples : les politiques de revenus, de prix, monétaire, fiscale, etc... concourent à la réalisation et au succès de la politique d'investissement décidée. Ceci pourtant ne signifie pas que les autres aspects de la politique de développement sont strictement et unilatéralement subordonnés à la politique d'investissement. Ceci n'est exact qu'au stade de l'exécution du plan d'investissement arrêté. Au stade antérieur de l'analyse préalable au choix de la politique d'investissement, les multiples aspects du développement constituent autant de facteurs de la décision qui posent le problème de la compatibilité entre les diverses politiques particulières.

Ces observations rapides ont simplement pour but d'éclairer le sens de l'assimilation entre politique d'intégration et politique d'investissement. Elle se justifie si l'on comprend que la politique d'investissement est non seulement *l'expression synthétique* mais aussi la *norme* des différentes politiques particulières dans le développement. Cependant, la politique d'investissement peut être abordée sous des angles différents qu'il nous faut mettre en relief pour justifier l'engagement déjà annoncé dans la ligne du Pr. HIRSCHMAN.

SECTION 2

LES APPROCHES DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'analyse de la politique d'investissement peut être abordée soit au niveau global, soit au niveau sectoriel.

§ 1. — L'APPROCHE GLOBALE.

De façon classique, on pose tout d'abord le problème du *quantum d'investissements nécessaire pour le développement* (croissance du revenu per capita) et plus spécialement pour atteindre le seuil critique du

(4) P. BAUCHET : « Note relative aux investissements groupés ou diffus au Maroc ». Cahiers de l'I.S.E.A. n° 109, Supplément janvier 1961.

décollage. On traite ensuite du problème de la répartition de cette masse d'effort minimum, entre les secteurs et les régions de l'économie nationale.

Les besoins en capitaux des pays sous-développés peuvent s'exprimer soit en valeur absolue (à partir d'un montant nécessaire de capital par unité de travailleur) soit plutôt par rapport au produit national (on mesure alors un taux d'investissement net nécessaire).

C'est ainsi que les experts de l'O.N.U. (5) estimaient en 1951 que, sur la base de 2.500 dollars d'investissement pour un emploi nouveau, il serait nécessaire d'investir sur l'ensemble des pays sous-développés 19 milliards de dollars par an pour obtenir un accroissement annuel du revenu national de 2 %, tandis que le Pr. ROSENSTEIN-RODAN (6) calculait que 10 milliards de dollars annuels suffiraient pour obtenir le même résultat. Sur la base des évaluations des experts de l'O.N.U., le Pr. L. BUQUET (7) concluait qu'il faudrait investir annuellement au Brésil 18 % du revenu national pour assurer à la population un niveau de vie minimum, malgré la forte pression démographique.

Avec le Pr. ROSTOW le problème de l'évaluation du taux d'investissement global est au centre de la théorie du développement. On sait que cette évaluation constitue, dans sa thèse, le critère essentiel du démarrage qui se caractérise, rappelons-le, par l'élévation du taux d'investissement net de 5 % (ou moins) à 10 % (et plus).

Généralement les auteurs s'accordent aujourd'hui sur la nécessité de taux d'investissements plus élevés. Ainsi, par exemple, le Pr. M. MORET (8) dressant l'état des besoins en investissements pour la phase critique de ce qu'il appelle la « jeunesse au départ », évalue que, pour obtenir un accroissement annuel de 3 % du revenu national (objectif du plan quinquennal cambodgien 1960-1964) et avec un taux de croissance démographique de 2 % annuel, il faut prévoir un taux d'investissement net annuel de 20 % (8 % d'investissements démographiques et 12 % d'investissements économiques) ce qui signifie que l'auteur retient un coefficient de capital égal à 4.

Un groupe d'experts réunis par le B.I.T. pour étudier les problèmes de l'emploi dans les pays sous-développés relèvent dans leur rapport (9) que les taux d'investissement de 11 % à 12 % paraissent insuffisants puisque l'expérience récente montre que ces taux pratiqués dans certains pays laissent subsister un chômage de grande envergure. C'est le cas de l'Inde, par exemple, qui avec un taux de 15 % voit s'accroître

(5) O.N.U.: « Mesures à prendre pour le développement économique des pays sous-développés », 1951.

(6) P.N. ROSENSTEIN-RODAN: « Les besoins en capitaux des pays sous-développés », *Economie appliquée* 1954, N° 1-2.

(7) L. BUQUET: « Le choix des investissements dans les plans de développement. Etude appliquée au Brésil », *Economie appliquée* 1952, N° 4.

(8) M. MORET: « Les problèmes financiers de la jeunesse », *Annales de la Faculté de Droit de Phnom Penh*, 1960.

(9) B.I.T.: « Les objectifs d'emploi dans le développement économique », Rapport d'une réunion d'experts, Genève 1961.

son chômage. De même le Japon, malgré des investissements peu capitalistiques, n'a pu éliminer totalement le chômage avec un taux d'investissement de 17 %. Selon les experts du B.I.T., il semble que « dans les pays dont la population croît rapidement et qui sont obligés de réaliser des investissements à relativement forte intensité capitaliste, des taux d'au moins 20 % doivent être maintenus pendant une période de temps considérable, avant que le problème du chômage puisse être résolu » (10). L'expérience de la Pologne qui a relevé son taux d'investissement de 16,4 % (plan sexennal 1949-1955) à 20,3 % (plan quinquennal 1960-1965) et le plan italien Vanoni qui prévoit des taux de 20 % (pour 1954) et 25 % (pour 1964) confirment cette évaluation. Avec les experts du B.I.T. les objectifs sont déterminés en termes d'emplois et non plus seulement en termes d'accroissement du revenu national. Mais ces experts, qui comptaient d'éminents spécialistes du développement (tels que les Prs HIGGINS, CAMPOS, RAJ, etc...) émettent de grandes réserves à propos de ces évaluations en raison des incertitudes qui pèsent tant sur les appréciations du coefficient de capital que sur les mesures statistiques du taux d'investissement et leur degré de comparabilité. Il faut d'ailleurs noter les expressions *très vagues* utilisées dans leurs conclusions (Cf. citation supra).

Cette approche globaliste du problème de l'investissement est vivement critiquée par de nombreux auteurs comme, par exemple, les Prs M. BYE (11) et J. AUSTRUY (12). Elle est implicitement rejetée par l'analyse du Pr. A.O. HIRSCHMAN (13). Pour le Pr. BYE, en économie du développement, l'analyse globale conduit à une impasse car toute mutation de structure implique des variations dans les coefficients et ce sont ces variations qu'il est important de connaître et sur lesquelles l'analyse globale ne renseigne pas. L'auteur souligne en particulier les incertitudes qui pèsent sur le coefficient de capital et conclut à la nécessité de considérer « non pas une société dans son ensemble mais l'activité des centres de décision ou des groupes de centres qui le composent ».

Le Pr. J. AUSTRUY stigmatise également la programmation globale du développement dont l'incertitude tient aux limites des extrapolations et surtout aux faiblesses du coefficient de capital que l'auteur met en relief avec une vigueur particulière. La critique s'effectue sous deux chefs d'accusation essentiels :

1) Le coefficient de capital est un rapport conceptuellement discutable

(10) B.I.T., *op. cit.*, p. 59.

(11) M. BYE : « Le rôle du capital dans le développement économique », *op. cit.*, pp. 433 et suivantes.

(12) J. AUSTRUY : « Le scandale du développement », *op. cit.*, pp. 206 et suivantes.

(13) A. O. HIRSCHMAN : « Stratégie du développement économique », *op. cit.*

car il compare des stocks et des flux qui n'ont pas de rapport de causalité univoque : la production ne dépend pas seulement du capital.

2) On pourrait cependant « oublier » les difficultés théoriques et utiliser empiriquement le coefficient de capital pour les projections globales si, au moins, les données statistiques en la matière présentaient une certaine valeur et une certaine consistance. Mais les difficultés de mesure statistique s'ajoutent aux difficultés de conception théorique : les données fournies par les différents auteurs attestent de l'impossibilité pratique de disposer d'un chiffrage sûr. De fait, alors que le Pr. ROSTOW se félicitait que l'Inde soit le premier pays sous-développé à définir son démarrage, ex ante, en termes globaux (14), les vicissitudes de sa planification (15) (Cf. Tableau VI) montrent de façon éclatante les limites de la programmation globale en pays sous-développés.

TABLEAU VI

Plans indiens — Objectifs et résultats globaux

	Invest ^{ts} prévus 10 ⁶ roupies	Invest ^{ts} réalisés 10 ⁶ roupies	Accrois ^t R.N. prévu %	Accrois ^t R.N. réalisé %	Taux invest ^t net %
1 ^{er} Plan quinquennal (1951-1955)	31.000	31.000	2	3,5	4,9
2 ^e Plan quinquennal (1956-1960)	68.000	67.500	5	4	7,3 (1955) 10,7 (1960)
3 ^e Plan quinquennal (1960-1965)	102.000	—	5	—	14

Sources : Government of India : « Third five years plan ».

C'est ainsi que de nombreux auteurs, et particulièrement le Pr. HIRSCHMAN, mettent l'accent sur l'approche sectorielle.

(14) W. W. ROSTOW : « Les étapes de la croissance économique », *op. cit.*, p. 64.

(15) Cf. sur ce point G. LEDUC : « Economie du développement », *op. cit.*, p. 234 et J. AUSTRUY : « Le scandale du développement », *op. cit.*, p. 222.

§ 2. — L'APPROCHE SECTORIELLE.

L'approche sectorielle met au premier plan le problème de la répartition sectorielle de l'investissement. Le problème n'est plus celui du quantum d'investissement global (et de ses variations dans le temps) mais celui de l'allocation entre les secteurs des ressources disponibles et de la forme de cette affectation.

A cet égard M. G. ABRAHAM-FROIS (16) opère une distinction importante entre :

1) *La stratégie d'allocation* des investissements dont le problème se formule ainsi : « Faut-il concentrer l'investissement sur quelques pôles ou le répartir sur un large ensemble de secteurs ? »

2) *Le choix des techniques de production* qui pose le problème de la proportion des facteurs dans le processus de production.

Selon l'auteur, il importe de distinguer les deux ordres de problèmes car il n'y a pas nécessairement identification entre, d'une part « industries de base » et techniques hautement capitalistiques et, d'autre part, « industries de consommation » et techniques faiblement capitalistiques.

L'idée mérite évidemment d'être retenue mais il nous semble qu'il faille plutôt distinguer pratiquement trois problèmes à ce niveau de l'approche sectorielle.

1) Le premier problème est celui du *choix quantitatif de secteurs* : il porte sur le nombre, plus ou moins élevé, de secteurs qui bénéficieront de l'effort d'investissement pendant la période du démarrage (les options peuvent évidemment varier au cours de la période suivant un certain « timing »).

2) Le second problème est celui du *choix des techniques de production* plus ou moins capitalistiques.

3) Le troisième problème est celui du *choix qualitatif des secteurs* : il considère la nature concrète de la production des secteurs qui bénéficient de l'effort d'investissement.

Les problèmes (I) et (II) sont étroitement liés et, on peut même dire que, pratiquement, c'est le choix dans (II) qui détermine les options de l'ordre (I) : si l'on considère que l'optimum de développement réside dans un choix d'investissements hautement capitalistiques, on définit pratiquement, du même coup, l'option d'un investissement concentré sur quelques pôles de développement (et vice versa).

Le problème (III) tient compte de la spécificité et de la complémentarité des secteurs de production. A cet égard, il introduit un plus grand réalisme dans une analyse qui ne considère pas les investissements et les secteurs de production comme des entités interchangeable et indifférentes mais comme des phénomènes spécifiques et interdépendants.

(16) G. ABRAHAM-FROIS : « Essai sur les problèmes d'investissement en pays sous-développés », SEDES 1962.

En définitive, une problématique réaliste et utile pour les responsables du démarrage peut être résumée ainsi :

- 1) Comment faut-il investir les ressources disponibles pour assurer le démarrage ? Par des investissements hautement capitalistiques concentrés sur quelques secteurs ou par des investissements plus modestes largement étalés ?
- 2) Quels secteurs particuliers de l'appareil productif doivent bénéficier de l'effort d'investissement ?
- 3) Enfin, quel doit être l'ordonnancement de ces décisions dans le temps ?

Mais à partir des *problèmes* ainsi posés, plusieurs méthodes d'analyse peuvent être mises en œuvre pour apporter des recommandations générales à la politique de développement. La *méthode* d'analyse est un point capital : *la vocation des théoriciens du développement est peut-être moins de fournir des recommandations générales et des recettes universelles de développement à des économies souvent diverses (17) que de mettre à la disposition des responsables une méthode d'analyse efficace pour penser, préparer et construire un programme de démarrage.*

C'est sous cet angle méthodologique que nous envisagerons successivement :

- 1) La politique du choix des investissements par des critères simples
- 2) La stratégie de l'investissement
- 3) La stratégie de l'intégration.

(17) Nous retrouverons tout au long de notre étude cette idée essentielle mise en relief par le Pr. R. GENDARME (« La pauvreté des Nations » - Cujas 1963), suivant laquelle il existe différentes formes, différentes catégories d'économies sous-développées. Il est donc nécessaire de dresser une « typologie » du sous-développement et de tailler une politique économique « sur mesure ». En définitive, au-delà du Sous-Développement, il y a des économies sous-développées.

CHAPITRE 2

LE CHOIX DES INVESTISSEMENTS : la querelle des critères

Le problème des critères d'investissements a agité la pensée moderne du développement et fourni une littérature abondante. Il vise à déterminer et mettre au point un indicateur permettant au « planificateur » d'effectuer, parmi l'ensemble des projets possibles un choix favorable au développement. Ainsi posé, le problème se situe à un haut niveau d'abstraction et espère tirer de la solution un instrument efficace et maniable, une *recette générale* pour réussir le développement. On peut, schématiquement (1), classer les théories élaborées sur ce sujet en deux écoles qui s'opposent formellement et qui constituent en elles-mêmes deux logiques spécifiques que l'on a tenté de concilier sans qu'il soit possible d'affirmer cependant que la synthèse ait totalement réussi.

(1) Pour un exposé complet et minutieux des différentes théories cf. l'ouvrage très documenté de G. ABRAHAM-FROIS : « Essai sur les problèmes d'investissement en pays sous-développés », SEDES 1962.

SECTION I

LES CRITERES DE MAXIMATION
DU TAUX D'EFFICACITE DU CAPITAL

L'élaboration des critères de ce type repose sur une idée et une technique d'analyse fondamentales.

§ 1. — LE FONDEMENT DE CES CRITÈRES.

I. — L'idée de base met l'accent sur la *pénurie* fondamentale de capitaux dans les pays sous-développés. Le souci majeur de toute politique d'investissement est donc d'éviter le gaspillage de ce facteur rare et de l'utiliser au mieux dans les emplois les plus productifs.

II. — La technique d'analyse est classique. Elle utilise le calcul marginal, selon lequel la maximisation du résultat, à partir de moyens donnés, s'obtient par l'égalisation, dans les différents emplois, des utilités marginales (en l'espèce des productivités marginales puisqu'il s'agit de l'emploi des biens de production). A priori, la méthode ne souffre pas la critique car, comme l'écrit le Pr. PARENT : « Personne n'aime remettre en cause les aspects d'une science qui paraissent les plus assurés » (2). Cependant, la transposition du calcul économique marginal, du niveau micro-économique au niveau macro-économique, ne saurait s'effectuer facilement et sans poser des problèmes nouveaux. D'une façon générale, elle introduit des difficultés qui peuvent apparaître insurmontables et, peut-être même, sans utilité opérationnelle.

§ 2. — FORMULATION DES CRITÈRES ET CRITIQUES.

L'élaboration de cette famille de critères s'est effectuée par des apports successifs qui ont élargi le contenu et ont progressivement opéré la translation du niveau micro-économique au niveau global.

A. — *Le critère de l'intensité capitalistique minima*

J. POLAK et N. BUCHANAN

I. — *Origine : Le critère de la balance des paiements*

La théorie de J. POLAK et N. BUCHANAN (3) émise pendant les dernières années de la deuxième guerre mondiale, constitue la forme initiale et élémentaire des critères d'efficacité du capital. Elle doit être remplacée

(2) J. PARENT : « Note sur les critères d'investissements dans les pays en voie de développement ». Annales africaines, 1962. Fascicule N° 2, p. 389.

(3) J. POLAK : « Balance of payments problems of countries reconstructing with the help of foreign loans ». Quarterly Journal of economics. Février 1943 et N.S. BUCHANAN : « International investment and domestic welfare ». New York 1945.

dans le cadre des préoccupations initiales de leurs auteurs : le problème des pays qui, après la guerre, entreprennent la reconstruction de leur économie à l'aide d'emprunts extérieurs (4). Ils proposent ainsi de choisir des projets qui minimisent l'intensité du capital ou maximisent le rapport production/capital (« rate of turnover »). Car, écrit J. POLAK, « les projets d'investissements qui montrent un taux de capacité productive du capital élevé ont moins de chances de conduire à une pénurie de devises étrangères que ceux présentant une faible capacité productive »; ou encore, selon N. BUCHANAN, les industries à faible intensité capitalistique, comme le textile par exemple, « apportent une forte contribution à la balance des échanges par rapport à l'investissement nécessaire pour l'établir ».

II. — La généralisation du critère

Cependant, il faut le noter, le problème ne se pose pas seulement pour les pays qui utilisent des moyens extérieurs pour le financement de leurs investissements, il se pose d'une façon générale pour tous les développements « ouverts » sur l'économie internationale. L'existence d'un prêt extérieur accroît l'acuité du problème, il ne le fait pas naître (5). Le processus d'industrialisation et sa viabilité ne peuvent être étudiés sans tenir compte des effets extérieurs produits non seulement par l'installation du capital nouveau mais aussi par son fonctionnement.

Par ailleurs, la théorie de POLAK-BUCHANAN fait entrevoir la dimension sociale des projets d'investissements et la nécessité de déplacer le problème du niveau individuel au niveau global. C'est ainsi que le critère de la rareté des devises étrangères a introduit le problème général de la productivité sociale du capital et a engagé leurs auteurs à conclure que « d'une façon générale, le taux de rendement des investissements projetés devrait, si possible, être important » ce qui n'est d'ailleurs que l'application de la « loi économique générale selon laquelle les processus de production devraient être moins détournés quand le capital est rare que quand il est abondant » (6).

En définitive, le critère proposé est celui de la maximisation du taux de rendement du capital qui économise le moyen rare.

La critique adressée à la formulation POLAK-BUCHANAN est double (7). On note, tout d'abord, que le critère ne tient pas compte de la longévité du capital et de sa dépréciation dans le temps : par un exemple suggestif A. KAHN (8) montre avec évidence comment l'introduction

(4) Il ne s'agit évidemment pas de confondre les deux hypothèses qui n'ont qu'un symptôme commun : la pénurie de capitaux et spécialement de devises étrangères.

(5) P. FONTANEAU : « Essai sur les critères publics d'investissements » Annales de la Faculté de Droit d'Alger. 1957. N° 2.

(6) J. POLAK, *op. cit.*

(7) J. DUVAUX : « Critères d'investissements et développement économique ». Revue économique, mai 1961.

(8) A. KAHN : « Investment criteria in development programs ». Quarterly Journal of economics. Février 1951, p. 39.

des dépenses d'amortissements modifie le calcul du rendement. L'omission de cet élément favorise ainsi les équipements de courte durée. Cependant, pour KAHN, ceci constitue un argument supplémentaire en faveur des équipements peu capitalistiques car « tout investissement est un pari et des progrès techniques ultérieurs peuvent rendre l'équipement caduc; il est sage donc, si un tel choix est possible, et, toutes choses égales par ailleurs, de choisir la méthode qui amortira au plus vite l'équipement initial et qui laisse ainsi la possibilité de réviser plus tôt les décisions erronées à la lumière des investissements successifs » (9). D'autre part, le critère de l'intensité capitalistique néglige, selon M. J. DUVAUX (10), les économies externes et les coûts de substitution. Or même dans les pays sous-développés où le travail est un facteur abondant, la substitution du travail au capital entraîne un coût qui ne peut être exclu du calcul. L'introduction de ces éléments sociaux (coûts et avantages) a présidé à l'élaboration, en 1951 et 1953, du critère de la productivité marginale sociale (P.M.S.) par A. KAHN (11) et surtout H. B. CHENERY (12) pour sa forme la plus achevée.

B. — *Le critère de la Productivité Marginale Sociale (P.M.S.)*

A. KAHN et H. B. CHENERY

I. — *Exposé sommaire*

L'idée de la P.M.S. avancée par A. KAHN fut développée et élaborée par H. B. CHENERY qui aboutit à la construction d'un critère pour sélectionner les projets à l'intérieur d'un même secteur ou de secteur à secteur. Rappelons brièvement la formule de la P.M.S. établie par CHENERY et qui a servi de base à d'autres formules :

$$\text{P.M.S.} = \frac{V}{K} - \frac{C}{K} + \frac{\text{Br}}{K}$$

où K = le coût du projet.

V = valeur du produit au prix du marché, nette de subventions + la valeur ajoutée indirecte créée par les économies externes — le coût des matières premières importées. Le Pr. DUVAUX appelle ce premier terme « effet d'expansion » (13). Il vise à faire apparaître un taux de rendement social du capital.

C = coût total de fonctionnement : coût en travail + coût en matières premières nationales + amortissement. (C'est, selon J. DUVAUX « l'effet coût ») (13).

(9) A. KAHN, *op. cit.*

(10) J. DUVAUX, *op. cit.*

(11) A. KAHN, *op. cit.*

(12) H.B. CHENERY : « The application of investment criteria ». *Quarterly journal of economics*, Février 1953.

(13) J. DUVAUX. *op. cit.* *Revue économique* 1961, p. 374.

Br = l'effet sur la balance des paiements ou r est le paramètre choisi pour assurer l'équilibre de la balance des paiements sur une période déterminée (l'« effet balance ») (13).

Ainsi conçu, le critère vise à allouer les investissements entre les secteurs et à l'intérieur des secteurs de telle sorte que soit réalisée l'égalisation des productivités marginales.

Cette formule présente un grand progrès par rapport aux critères élémentaires qui préconisent soit la maximisation des effets favorables sur la balance extérieure, soit la maximisation de l'emploi, soit encore la maximisation de la rentabilité pour les finances publiques (14). Elle « synthétise » la plupart de ces effets, mais surtout, elle met l'accent sur ce que le Pr. DUVAUX appelle l'« effet d'expansion » incluant la création d'économies externes. C'est en ce dernier point qu'elle marque un sérieux progrès dans la théorie des critères d'investissements. Ainsi que le remarque le Pr. PARENT : « l'originalité n'est pas dans le principe adopté qui reste soumis aux règles du calcul économique à la marge mais dans son application au niveau d'une économie tout entière » (15). Par ailleurs, le Pr. PARENT reconnaît à la formule l'avantage d'une certaine souplesse qui permet « d'introduire des nouveaux éléments selon les besoins de l'économie qui est en question » (15). Elle a effectivement inspiré, en particulier, le Conseil Economique National des Philippines pour l'établissement du plan quinquennal 1957-1961 et la Direction du Plan en Algérie pour l'élaboration du Plan de Constantine, qui ont cependant tenté d'y apporter certains correctifs. D'une façon générale et simple, l'« optique P.M.S. » a pour conséquence de proposer des projets faiblement capitalistiques (16) répartis sur un grand nombre de secteurs. Ces corollaires ne résultent pas tant du critère lui-même et de ses composantes (il introduit négativement le coût des salaires) que du principe d'égalisation des productivités marginales sociales. Ainsi brièvement présenté, le critère de la P.M.S. a pour but de déterminer la plus grande valeur du rendement social du capital disponible. Il a été très rapidement l'objet de vives critiques qui portent tant sur la technique de construction du critère que sur ses corollaires. Il a ainsi ouvert la voie à une querelle théorique sur les critères d'investissements adaptés au développement des pays attardés, querelle qui n'est pas éteinte.

II. — *Appréciation critique*

Nous allons tenter, brièvement, en retenant l'essentiel des observations faites par les auteurs qui se sont penchés sur le problème, de dresser un

(14) Cf. sur ces aspects particuliers P. FONTANEAU : « Essai sur les critères publics d'investissements », *op. cit.*, pp. 160 et suiv.

(15) J. PARENT, *op. cit.*, p. 390.

(16) Nous utiliserons indifféremment les expressions synonymes : d'une part investissements peu capitalistiques, investissements capital-saving » ou « labour-spending » ou « labour-using » ou « labour-intensive », d'autre part investissements fortement capitalistiques ou investissements « capital-spending » ou « labour-saving » ou « capital-using » ou « capital-intensive ».

« bilan » de la thèse de la P.M.S. tant du point de vue de ses corollaires et de ses implications de politique économique que du point de vue de la technique mise en œuvre pour la construction d'un critère. Cette distinction est en effet nécessaire car la querelle des critères pose, au-delà des problèmes particuliers de la méthode, les problèmes fondamentaux de la politique du développement auxquels on se heurte nécessairement quelle que soit la méthode d'« approche » employée.

a) *Appréciation critique sur le fond :
les corollaires de la P.M.S.*

Les arguments en faveur du critère de la P.M.S. et de la politique qui en découle sont nombreux et divers. Ils ont été résumés avec vigueur par le Pr. PARENT (17) qui trouve leur fondement dans une analyse de la « situation de sous-développement » qui « se dépeint par deux raretés sévères : celle des produits consommables et celle du capital technique, et par une relative abondance : celle de la main-d'œuvre indifférenciée. S'éloigner de cette situation reviendrait donc à vaincre ces deux raretés ou à les tourner et à profiter de cette abondance ». La politique de développement adaptée à la situation des économies sous-développées est donc de choisir des combinaisons productives faiblement capitalistiques. Elle se conforme ainsi aux règles du calcul économique et s'accorde avec la théorie admise. D'autre part, d'un point de vue concret et « réaliste », elle engage la lutte contre le chômage partiel ou total dont il faut bien admettre la gravité dans les pays sous-développés tant du point de vue humain que politique et social. Enfin, souligne le Pr. PARENT, elle apparaît conforme à l'idéal démocratique occidental puisqu'elle tend à répartir sur le plus grand nombre les bienfaits d'un capital rare : « la part de chacun sera faible mais les injustices seront limitées » (18).

Cependant, une analyse dynamique qui envisage le mouvement de départ vers le progrès économique révèle une réalité plus complexe. Cette complexité fait apparaître l'incompatibilité des objectifs proposés par la P.M.S. car il existe souvent une corrélation négative entre les différents termes de l'équation de CHENERY. Le Pr. PARENT (18) relève principalement deux incompatibilités qui sont la manifestation des paradoxes de la politique de développement. Cependant celles-ci peuvent apparaître avec plus ou moins de force dans les différentes hypothèses concrètes.

Une première incompatibilité (ou corrélation négative) à laquelle on peut songer a priori, oppose l'« effet d'expansion » (qui recommande des techniques peu capitalistiques) à l'« effet balance » (qui recherche et mesure l'effet favorable sur l'équilibre des paiements extérieurs). Ainsi, pour MM. J. DUVAUX et G. ABRAHAM-FROIS (19), les investissements dans l'agriculture et le secteur des matières premières ont un effet posi-

(17) J. PARENT, *op. cit.*, p. 388.

(18) J. PARENT, *op. cit.*, p. 389.

(19) J. DUVAUX : article cité, 1961 et G. ABRAHAM-FROIS, *op. cit.* 1962.

tif sur la balance extérieure ; mais cet effet est associé à une valeur peu élevée de V/K , donc à un effet d'expansion réduit.

Envisageant le problème sous un angle différent, M. J. PARENT montre que le souci d'améliorer le niveau alimentaire par des investissements dans l'agriculture conduit au contraire à remplacer les cultures d'exportation par des cultures vivrières et entraîne ainsi une nouvelle dégradation de la balance des comptes extérieurs. Par ailleurs, certains admettent que, d'une façon générale, les investissements « capital saving » entraînent des coûts élevés d'importation en raison des besoins en matières premières et matériaux bruts. En fait, il paraît très hasardeux d'admettre une corrélation définitive et générale entre les types d'investissements et leurs effets sur la balance extérieure. La compatibilité entre la politique d'investissements et l'amélioration de la balance des comptes extérieurs des pays sous-développés paraît être largement un problème d'espèce qui se pose différemment pour chaque économie sous-développée. Au demeurant, il nous semble que la solution du problème du commerce extérieur des pays sous-développés réside sans doute davantage dans les capitales étrangères des pays industrialisés et dans les forums internationaux qu'à l'intérieur même des pays sous-développés, dans les dossiers des responsables de la politique de développement.

La seconde incompatibilité, que l'on peut relever parmi les objectifs implicites du critère de la P.M.S., oppose l'accroissement du produit et l'accroissement de l'emploi. On aborde ainsi le fond du problème auquel se rattachent de nombreuses critiques adressées au critère de la P.M.S. Selon cette opinion critique, assez largement partagée par les auteurs à la suite de GALENSON et LEIBENSTEIN (20), le souci d'accroître l'emploi au maximum à l'aide de faibles ressources en capital « ne signifie nullement que la masse du produit soit la plus grande possible » (21). La politique de maximisation immédiate de l'emploi conduit à investir dans des secteurs peu capitalistiques couvrant des activités déjà exercées qui ne réclament pas une très grande qualification professionnelle. L'agriculture et l'artisanat seront donc les secteurs essentiellement bénéficiaires de la politique d'investissement. Le Pr. PARENT avance ainsi un argument qui nous paraît assez fort et qui semble pourtant lui paraître douteux : « Dans les régions où la main-d'œuvre potentielle est largement analphabète, où les travaux de la terre sont traditionnels, il ne paraît guère possible de mettre les hommes au travail ailleurs que là où ils sont déjà ». Cependant, poursuit l'auteur, il est évident que l'objectif poursuivi n'est pas seulement de mettre des hommes au travail mais de créer des emplois productifs. On peut alors douter à cet égard du bien fondé de la politique de dispersion du capital.

A partir de la situation essentiellement agricole (production et population) qui caractérise l'économie sous-développée, le Pr. PARENT entrevoit, a

(20) W. GALENSON et H. LEIBENSTEIN : « Investment criteria, productivity and economic development ». *Quarterly journal of economics*. Août 1955.

(21) J. PARENT, *op. cit.*, p. 395.

priori, trois directions possibles du développement qu'il examine à la lumière des recommandations de la P.M.S.

1) L'intensification de la production et de l'emploi agricoles par unité de surface.

2) L'extension des zones cultivées.

3) Le déplacement de la population agricole vers les secteurs d'activités industrielles.

La première voie peut apporter des améliorations sensibles grâce à des investissements relativement peu coûteux. Mais l'auteur n'en espère pas un résultat révolutionnaire sauf à créer une industrie agricole intensive et hautement productive du type hollandais ; ce qui est exclu tant en raison de l'effort d'investissement qu'elle suppose que du niveau technique du travail qu'elle réclame. Il faut noter, cependant, que les résultats obtenus grâce à de modestes dépenses en capital fixe et assistance technique (que nous pouvons assimiler à des investissements) ne sont peut-être pas aussi négligeables qu'on veut bien l'admettre généralement : l'emploi d'engrais, d'insecticides, l'amélioration des techniques de culture... peuvent opérer une véritable révolution des rendements. On ne peut en tous cas se permettre de les négliger.

La solution du défrichement peut également se heurter à des obstacles importants. Elle peut tout d'abord être impossible lorsque, en raison de la pression démographique antérieure et de l'exiguïté du territoire, il ne reste plus de terres libres. D'autre part, elle exige souvent d'importants capitaux et réclame en particulier un gros effort d'investissement dans l'infrastructure (voies de communication).

La troisième voie, celle que l'on peut appeler l'industrialisation, au sens étroit et banal, apparaît donc souvent comme la solution normale et évidente. Elle repose sur l'idée, d'ailleurs simple, que les pays à haut niveau de productivité ont une plus grande proportion de population occupée dans le « secondaire », ce qui s'explique d'ailleurs par un rendement per capita de l'industrie bien supérieur à celui de l'agriculture. Or il semble que l'absorption par l'industrie du chômage déguisé agricole ne puisse se faire convenablement par un armement faiblement capitalistique du travailleur. Une telle politique tend à maintenir les travailleurs à un niveau technique médiocre, elle conduit à la production de biens de faible valeur qui, éventuellement, ne peut soutenir la concurrence internationale. Mais surtout, le critère de la P.M.S. en mettant « l'accent sur la productivité du capital, néglige la productivité du travail. Dans la longue période, on augmente ainsi le produit par unité de capital et non le produit par unité de travail. Or, c'est cette dernière augmentation qui est « le test et le but du développement économique car c'est elle qui rend possible les hauts niveaux de vie » (22). Donc, suivant cette opinion de MM. GALENSON et LEIBENSTEIN, reprise par de nombreux auteurs, la politique d'industrialisation par des méthodes d'investissements « labour-intensive » joue au détriment de la productivité du travail, ce qui crée à long

(22) W. GALENSON et H. LEIBENSTEIN, *op. cit.*

terme un facteur de blocage du développement. L'objectif de la politique du développement doit être en effet de maximiser le produit per capita, de telle sorte que, de période en période, on puisse dégager du résultat des investissements antérieurs les moyens nécessaires au financement d'investissements nouveaux. La politique qui veut « économiser » le capital actuel en l'utilisant « rationnellement » dans des emplois nombreux qui égalisent les productivités marginales aboutit à minimiser la productivité du travail et compromet ainsi le développement futur. On peut alors douter qu'elle soit capable d'engager un processus de développement continu. En résumé, le critère de la P.M.S. apparaît comme un mauvais guide pour la politique de développement car il conduit à préférer le court terme ou plus exactement à sacrifier et « à ignorer le long terme » (23).

Par ailleurs, du point de vue technologique, les tenants de cette opinion font observer que :

1) Les possibilités de substitution du travail au capital sont techniquement limitées. Certains produits même ne peuvent être obtenus que par une seule combinaison productive.

2) D'ailleurs les pays sous-développés présentent une offre abondante de la seule main-d'œuvre non qualifiée. La main-d'œuvre qualifiée est au contraire un facteur rare, peut-être même plus rare que le capital. Or les équipements industriels les plus modernes qui représentent des investissements très capitalistiques, ne réclament pas une qualification très poussée (24).

Tels apparaissent, résumés dans l'essentiel et présentés sous une forme simple, les arguments qui sont avancés par une partie de la doctrine qui se refuse à considérer la politique d'investissements « labour-intensive » comme une politique valable pour amorcer le développement économique. Sur le problème au fond, les reproches faits au critère de la P.M.S. se rejoignent sur une même idée : la politique de développement qu'il introduit est incapable de créer une dynamique propre de l'économie sous-développée ; mieux même, une telle politique tend à figer les structures et à compromettre le développement futur : « la tendance inhérente au circuit stationnaire n'aura pas été vaincue », écrit le Pr. PARENT (25). Dans le même sens, le Pr. AUSTRUY fait au critère de la P.M.S. le grief capital de jouer « dans la structure » : « la maximisation synchronique déterminée par la règle de la P.M.S. se fait au détriment de la maximisation diachronique à laquelle vise le développement » (26).

(23) J. PARENT, *op. cit.*, p. 395.

(24) En sens inverse, par exemple, cf. BUCHANAN et ELLIS : « Approaches to economic development », New York 1955, qui estiment que la marge de substitution est plus large qu'on ne le pense généralement et qu'il n'y a aucune raison pour que les innovations ne soient pas aussi bien labour-spending que capital-spending.

(25) J. PARENT, *op. cit.*

(26) J. AUSTRUY : « Le scandale du développement ». Ed. M. Rivière 1965. p. 243.

b) *Appréciation critique de la technique de la P.M.S.*

Enfin, il faut examiner maintenant le critère de la P.M.S., non plus sur le fond, du point de vue de la politique économique qu'on lui attribue, mais sur la forme, du point de vue de la *technique de construction du test*. Nous devons alors nous poser la question de savoir si le critère de la P.M.S. constitue un instrument utile et valable pour l'élaboration concrète d'une politique de développement.

A priori, il bénéficie, à cet égard, d'un préjugé favorable puisqu'il a été quelquefois adopté par des organismes de planification dans les pays sous-développés. Cette faveur tient, semble-t-il, à ses qualités de souplesse qui a permis aux praticiens de l'adapter à leurs problèmes spécifiques et de l'infléchir dans des directions jugées souhaitables (27).

Cependant, la technique du critère de la P.M.S. permet des critiques que nous voudrions ici mettre en relief sous trois chefs (28).

1) Le principe du *calcul à la marge* est mal adapté au problème de l'investissement puisque « le capital technique n'est pas un élément homogène divisible à l'infini » (29). Seul le capital financier peut augmenter suivant une fonction continue, mais sa transformation en capital technique ne peut se faire que suivant une fonction discontinue. Ceci constitue donc un obstacle primitif à l'égalisation des productivités marginales sociales. On pourrait néanmoins se contenter, en pratique, d'une égalisation approchée et grossière ; encore que, si les écarts tolérés doivent être importants, le critère perd beaucoup de sa rigueur.

2) Par ailleurs, les Prs GALENSON et LEIBENSTEIN (30) font remarquer que si le critère ne tient compte que de la *production annuelle courante* et non pas du flux de produit sur toute la durée du projet, une erreur grave peut alors entacher l'évaluation de l'apport de l'investissement au produit national. En effet, envisageons deux hypothèses : ou bien le flux de revenu résultant de deux projets alternatifs A et B reste constant d'année en année, ou bien il varie de période en période.

Même dans la première hypothèse, il est possible qu'un flux constant, d'année en année, fasse apparaître tout au long de la période d'utilisation du capital un avantage pour le projet qui est cependant écarté par le test de la production annuelle courante (31). Mais surtout, au cours de la période utile de production, le projet rejeté au départ, peut engendrer un produit croissant, ce qui modifie, bien évidemment, à son avantage, le calcul primitif. « En courte période, écrivent MM. GALENSON et LEIBENSTEIN, le rapport production/investissement peut être plus élevé

(27) Cf. les utilisations faites par le Conseil Economique national des Philippines et la Direction du Plan en Algérie (1959) in J. DUVAUX, *op. cit.* Cf. également, pour les Philippines, l'exposé de B. HIGGINS : « Economic development », Constable 1959.

(28) Pour une critique détaillée et minutieuse de la technique de la P.M.S., cf. J. DUVAUX, *op. cit.*

(29) J. PARENT, *op. cit.*, p. 395.

(30) W. GALENSON et H. LEIBENSTEIN, *op. cit.*

(31) Cf. l'exemple clair fourni par J. DUVAUX, *op. cit.*, p. 386.

pour des projets d'investissement qui requièrent peu de capacités nouvelles, qui dépendent de la demande existante et pour lesquels aucun goulot d'étranglement n'est à vaincre; mais, sur une période plus longue, la productivité du capital peut être plus élevée lorsque la nature des projets d'investissements est telle qu'elle entraîne une transformation des techniques de production et provoque par la suite une croissance plus importante du produit social (32). Cependant, remarquons-le au passage, il faut introduire alors un taux d'escompte pour mesurer l'utilité immédiate des produits futurs; ce qui pose le problème quasi insurmontable du choix d'un taux, en l'absence d'un marché financier organisé et d'un taux d'intérêt significatif. Cependant, on peut soit contourner l'obstacle (ou plus exactement nier a priori qu'il existe) et considérer que l'on doit tenir pour égales les utilités immédiates et les utilités futures (33), soit adopter un taux arbitraire choisi au mieux pour évaluer la dépréciation du futur (34).

3) La troisième critique d'ordre technique, adressée au critère de la P.M.S., nous semble être la plus décisive à la fois des critiques de fond et des critiques techniques. Il faut en effet considérer que le critère se présente sous la forme d'une somme algébrique rapportée au capital. Dès lors se pose, inéluctablement, le problème de la *pondération* des divers éléments constitutifs puisque l'absence même de pondération est déjà une façon de pondérer. Ainsi que le constate M. J. DUVAUX, cette opération relève d'un choix politique qui va seul, en définitive, décider de l'allocation des investissements (35). Autrement dit, *ce « critère du choix » n'est pas un critère pour choisir mais pour formuler un choix*. Ce qui, évidemment, réduit la prétention initiale de fournir une règle précise pour un optimum d'allocation de l'investissement.

Ainsi, dans le dernier état de la formule complète de CHENERY, il faut noter que pour favoriser les investissements « labour-intensive » il serait nécessaire d'affecter l'effet-coût. ou plus exactement le rapport $\frac{L}{K}$ (36) d'un faible coefficient par rapport aux autres éléments (l'effet coût étant affecté du signe négatif).

Sur la base de ces critiques (résumées ici pour l'essentiel), les Prs GALENSON et LEIBENSTEIN ont entrepris la construction d'un autre

(32) W. GALENSON et H. LEIBENSTEIN, *op. cit.*

(33) Cf. R.M. GOODWIN: « The optimal growth path for an underdeveloped economy ». The economic journal. Décembre 1961.

(34) M.J. DUVAUX, adopte ainsi par exemple le taux de 5 %, *op. cit.*, p. 386.

(35) Cf. par exemple les « essentiality factors » du plan des Philippines.

(36) Rappelons que l'effet-coût $\frac{C}{K}$ est égale à $\frac{L+Md+O}{K}$

où :

L représente le coût du travail,

Md représente le coût des matières premières nationales,

O représente d'autres coûts (notamment l'amortissement).

critère dont l'objectif est de maximiser non plus le produit mais le surplus réinvestissable par unité de capital (37).

SECTION 2

LE CRITERE DE MAXIMATION DU TAUX D'INVESTISSEMENT : LE QUOTIENT DE REINVESTISSEMENT MARGINAL PAR TETE (Q.R.M.T.) W. GALENSON ET H. LEIBENSTEIN

§ 1. — EXPOSÉ ET ARGUMENTATION.

A. — Les Prs GALENSON et LEIBENSTEIN proposent donc de choisir les investissements de telle sorte que le taux, ou quotient, de réinvestissement soit maximum.

Ce taux « r » se définit ainsi :

$$r = \frac{p - ew}{c}$$

où p = production nette par machine

e = nombre d'ouvriers par machine, et w = le taux de salaire

c = le coût par machine.

Cette fraction simple représente le surplus réinvestissable. Elle exprime la part du coût qui n'est pas destinée à une consommation ultérieure mais qui peut être réinvestie. Comme le fait remarquer M. J. DUVAUX (38), ce critère correspond au critère capitaliste du profit. Cependant, il doit être apprécié à la lumière des caractéristiques socio-économiques des pays sous-développés : on peut en effet supposer avec quelques raisons que « tous les profits ne sont pas nécessairement réinvestis et, surtout, que les divers groupes d'entrepreneurs n'ont pas la même propension marginale à consommer » (39). Or, on peut considérer que la propension à réinvestir les profits est plus élevée dans les secteurs les plus capitalistiques et les plus modernes. C'est ce qui conduit les auteurs à préconiser l'investissement dans de tels secteurs et suivant les techniques les plus « capital-spending ». Dans ces emplois le Q.R.M.T. est maximum.

B. — *L'argumentation* de GALENSON-LEIBENSTEIN s'appuie essentiellement sur trois points :

I. — Le premier aspect de l'argumentation est démographique et concerne le niveau de l'emploi. Les auteurs font, en effet, reproche au critère de la P.M.S. de ne pas tenir compte des effets « extra-économiques »

(37) GALENSON et LEIBENSTEIN, *op. cit.*

(38) J. DUVAUX, *op. cit.*, p. 399.

(39) J. DUVAUX, *op. cit.*, p. 399.

de la politique préconisée. Des investissements « labour-intensive » peuvent, au départ, résoudre plus largement le problème du chômage, et, par des réalisations dans l'agriculture, améliorer sensiblement le niveau de consommation alimentaire. Mais ces résultats obtenus à court terme peuvent, d'une part être très rapidement annulés, d'autre part hypothéquer lourdement les chances futures du développement.

Tout d'abord, en effet, les investissements dans le secteur agricole en particulier, vont avoir sur le plan démographique des effets expansionnistes par une baisse de la mortalité et sans doute un regain de natalité. La nouvelle croissance démographique va « peu à peu grignoter les progrès de la production » et avec les limites de l'épargne possible, on parviendra assez rapidement à une « situation qui sera, en fait, beaucoup plus mauvaise qu'avant le premier effort » (40).

Par ailleurs, le Q.R.M.T. maximise à long terme le niveau de l'emploi, grâce au capital créé, alors que le P.M.S. ne se préoccupe que de maximiser l'emploi à court terme grâce au capital existant. Il est en effet bien évident que l'emploi en $t + 1$ dépend des moyens qui auront pu être dégagés pendant la période précédente t . Plus importants seront ces moyens, plus sûrement des emplois nouveaux seront créés.

II. — Le deuxième argument est d'ordre technique : il fait apparaître les barrières que vont créer les investissements « labour-using » qui vont freiner, voire s'opposer, dans la suite du développement aux efforts de modernisation technologique de l'appareil productif. Certaines expériences semblent confirmer cette opinion.

De plus, et c'est là une remarque importante, les auteurs constatent que l'industrialisation réclame, outre les investissements directement nécessaires à la production, des investissements en « capital social » qui viennent grever les faibles moyens dont on dispose pour créer une économie moderne. Les charges seront plus lourdes pour une industrialisation faiblement capitaliste qui emploie un nombre élevé de travailleurs, que pour une industrialisation hautement capitaliste qui sera concentrée sur une faible partie de la population et du territoire.

III. — Le troisième argument est également d'ordre technique comme le précédent. Il a trait à la *durée du capital*. Les investissements « labour-using » sont, en général, de plus courte durée que les investissements « capital-using ». Or, pour le début du développement, les investissements de longue durée présentent l'avantage d'un plus grand étalement de la période de remboursement et de remplacement. La charge, moins lourde pour le début, permettra d'accroître le rapport investissement net / investissement brut. Le Pr. PARENT (41) ajoute à ce phénomène une teinte psychologique en mettant l'accent sur le découragement qui peut apparaître devant la rapide nécessité de reconstituer un capital récemment et durement acquis.

(40) J. PARENT, *op. cit.*, p. 400.

(41) J. PARENT, *op. cit.*, p. 399.

Ces arguments constituent le fondement essentiel de la politique de développement proposée par les professeurs GALENSON et LEIBENSTEIN : le démarrage du développement doit s'effectuer grâce à une politique d'investissements hautement capitalistiques afin d'atteindre plus rapidement et plus sûrement le seuil critique de revenu per capita. Cette politique introduit nécessairement dans la société, un *clivage*, un « apartheid à base économique » (41) entre les hauts niveaux de salaires du secteur moderne (qui seront, au besoin, légalement imposés créant ainsi une « raréfaction artificielle du facteur travail ») (42) et les bas niveaux de vie du secteur agricole provisoirement laissé à sa condition d'économie primitive et précaire.

Cette thèse assez révolutionnaire et, à bien des égards scandaleuse, a évidemment fait l'objet de critiques que nous examinerons comme précédemment, d'une part sous l'angle économique des recommandations au fond, d'autre part sous l'angle technique de l'instrument du test.

§ 2. — APPRÉCIATION CRITIQUE.

Selon une remarque de M. G. ABRAHAM-FROIS, les critiques adressées à la théorie GALENSON-LEIBENSTEIN et à la politique de développement proposée se sont effectuées « en ordre assez dispersé » (42). Elles s'appliquent, en effet, à des points divers et prennent des formes différentes, cependant elles nous paraissent toutes graviter essentiellement autour de la même idée centrale sur le chômage et l'amélioration à court terme du niveau de vie.

A. — Les critiques de la politique économique

H. NEISSER (43) relève tout d'abord la nécessité de tenir compte des *coûts sociaux du chômage*. Il faut, pour apprécier les résultats d'un investissement « capital intensive », comparer la perte nette de production (par rapport à un investissement « labour-intensive ») au gain résultant d'une moins grande consommation. Ceci suppose évidemment que les chômeurs consomment moins que les travailleurs et que cette disparité entre les niveaux de vie soit maintenue durablement. Dès lors, on peut s'interroger, d'une part sur la *durée de cette période de restriction* et d'autre part sur la *viabilité d'un tel processus*.

La première question à laquelle ne répond pas le Q.R.M.T. constitue pour M. J. DUVAUX une lacune théorique importante car le critère « ne contient en lui-même aucune limite... et n'indique pas jusqu'où l'intensification du capital doit être poussée » (44). Les professeurs GALENSON et LEIBENSTEIN n'ignorent d'ailleurs pas l'objection. Néanmoins, ils

(42) G. ABRAHAM-FROIS, *op. cit.*, p. 158.

(43) H. NEISSER : « Investment criteria, productivity and economic development ». *Quarterly journal of economics*, Novembre 1956.

(44) J. DUVAUX, *op. cit.*, p. 401.

considèrent que ce choix entre la consommation et l'épargne est un problème difficile qui dépasse le cadre temporel de leur préoccupation qui est, rappelons-le, la maximisation du revenu per capita jusqu'à un certain seuil critique à partir duquel la croissance sera auto-entretenu. Au-delà, il faudra prévoir d'autres tests pour résoudre le « problème plus vaste du bien-être » (45).

Le second problème se rattache au précédent et se pose, sans doute, sous une forme plus concrète. Il faut, en effet, se demander (et nous aurons l'occasion de revenir plus largement sur la question) si la politique proposée par GALENSON-LEIBENSTEIN et le Q.R.M.T. est susceptible d'être mise en œuvre pratiquement et à quelles conditions. Le Pr. PARENT constate, à cet égard, qu'il existe un obstacle d'ailleurs plus social et politique que strictement économique : « GALENSON et LEIBENSTEIN éliminent un peu aisément les réactions des hommes de leurs propos » (46). En effet, poursuit l'auteur, si l'accumulation primaire du capital s'est effectuée, en Angleterre victorienne, dans des conditions semblables à celles proposées par la théorie de GALENSON-LEIBENSTEIN, « ce serait faire preuve d'un bel optimisme que de penser transporter cette histoire au XX^e siècle ». La seule possibilité d'appliquer une telle politique dans les pays sous-développés est d'isoler le secteur moderne en « îlots... à hauts salaires, soigneusement séparés du reste de l'économie » (46). On peut, au moins, émettre quelques doutes au sujet de la viabilité d'une telle politique, en particulier lorsqu'on observe les phénomènes d'urbanisation anarchiques et accélérés dans la plupart des pays sous-développés (47).

Toujours du point de vue de la politique économique proposée, il faut encore retenir une autre critique importante, formulée en particulier par M. BELSHAW (48). L'auteur relève, en effet, que la restriction de la consommation à un plancher minimum limite les *possibilités d'expansion* du secteur industriel. Cette critique en annonce une autre commune à tous les critères simples d'investissement qui n'indiquent guère à quelles conditions le résultat productif envisagé peut être commercialisé et sur quel marché. Cette critique est particulièrement vive à l'égard du Q.R.M.T. qui semble admettre, implicitement et un peu facilement, que le profit existe de telle sorte qu'il pourra être réinvesti.

B. — *Les critiques techniques*

Du point de vue technique, la critique sera d'autant plus brève que la formulation du Q.R.M.T. est simple.

On peut, tout d'abord, reprendre la critique déjà adressée à la P.M.S. sur la technique de *calcul marginal* dans le choix des investissements. En effet, ainsi que l'exprime M. J. PARENT, le Q.R.M.T. présente

(45) W. GALENSON et LEIBENSTEIN, *op. cit.*

(46) J. PARENT, *op. cit.*, p. 399.

(47) Le problème sera repris largement plus loin.

(48) BELSHAW : « Population growth and levels of consumption », 1956.

l'avantage sur la P.M.S. de donner un objectif unique. « Mais cette rigueur est largement une fausse rigueur. Dans la pratique il sera fort difficile d'apprécier, entre deux investissements possibles, celui qui maximisera dans la longue période le flux de réinvestissements; l'aspect marginal est plus un respect des rites du calcul économique dans le monde capitaliste qu'un outil d'analyse concret. Finalement les auteurs n'affirment rien de plus qu'une préférence pour les industries où le rapport capital/travail est élevé et les profits importants » (49).

Le Pr HOLZMANN (50) fait deux griefs essentiels au Q.R.M.T. Il reproche, tout d'abord, à la formule de ne pas tenir compte des *économies (ou des déséconomies) externes*. Ceci rejoint la critique de M. BELSHAW évoquée plus haut. D'une façon générale, on peut regretter l'excessive simplicité du Q.R.M.T. que M. PARENT considère, pour sa part, comme un avantage sur la P.M.S... Ceci, pourtant, expliquerait la plus grande faveur dont jouit ce dernier auprès des planificateurs praticiens.

Par ailleurs, toujours selon M. HOLZMANN, le critère du Q.R.M.T. n'est susceptible d'application que dans le cadre d'une industrie privée et non dans l'hypothèse d'une industrie nationalisée et d'une planification autoritaire où le taux d'investissement et le taux de salaire sont directement déterminés dans leur montant et leur destination par l'Etat, à partir des ressources publiques.

En définitive, la meilleure appréciation technique du Q.M.R.T. est peut-être fournie par ses auteurs eux-mêmes lorsqu'ils écrivent : « nous n'avons pas l'intention de faire un modèle complet pour l'allocation d'investissement, nous n'avons fait que dire qu'il peut y avoir des situations où le critère d'absorption maxima de main-d'œuvre ne rendrait pas maxima l'addition à la production totale » (51).

(49) J. PARENT, *op cit.*, p. 399.

(50) F.D. HOLZMANN : « The soviet Oural-Kuznetzk combine : a study in investment criteria ». *Quarterly journal of economics*. Août 1957.

(51) W. GALENSON et H. LEIBENSTEIN : « Reply to MOES and VILLARD ». *Quarterly journal of economics*. Août 1957.

CONCLUSION DU CHAPITRE 2

Au terme de cette étude élémentaire des critères de l'investissement, nous examinerons brièvement les tentatives de synthèse qui ont été effectuées avant de conclure sur ces recherches de critères simples qui nous paraissent constituer une voie sans issue et une méthode inefficace pour l'élaboration d'un plan de développement.

Le Pr. ECKSTEIN (52), au terme d'une analyse complexe, aboutit à une synthèse des deux types de critères : le test de la « contribution marginale d'un projet de développement » qui élargit le cadre temporel des effets de l'investissement projeté. Le premier terme du test mesure la contribution directe du projet à la consommation. C'est donc « le critère que l'on peut qualifier de classique » (53). Le second terme veut mesurer la contribution du projet aux accroissements futurs de la production rendus possibles par le taux de réinvestissement.

L'auteur admet cependant que l'« espèce de perspective de planification que son analyse présuppose, réclame des informations qu'on ne trouve jamais dans les pays sous-développés » (54).

Suivant une classification, maintenant établie, entre les critères d'invest-

(52) O. ECKSTEIN : « Investment criteria for economic development and the theory of inter-temporal welfare economics ». *Quarterly journal of economics*. Février 1957.

(53) G. ABRAHAM-FROIS, *op. cit.*, p. 162.

(54) O. ECKSTEIN, *op. cit.*

tissements (55), on distingue les critères de substitution et les critères de priorité.

Les premiers opèrent un choix définitif conduisant à adopter le projet jugé meilleur et à rejeter le projet jugé anti-économique. Les seconds opèrent un report dans le temps conduisant à adopter pour l'immédiat le projet jugé meilleur et à surseoir à l'exécution des autres. Ils organisent ainsi un « timing » des investissements.

Sur cette base, M. J. DUVAUX (56) se propose de vérifier l'hypothèse suivant laquelle le critère de substitution (maximisation de la P.M.S.) doit jouer, en statique, dans les choix intrasectoriels, *après* que le critère de priorité (maximisation du Q.R.M.T.) ait été appliqué, dans une perspective dynamique, pour les choix inter-sectoriels. Au terme de son étude, le Pr. J. DUVAUX conclut à l'interdépendance des deux types de critères et à la nécessité de recourir *simultanément* à l'un et à l'autre pour l'élaboration du plan de développement. L'auteur montre, à propos du critère de GALENSON-LEIBENSTEIN, que ce n'est pas tant le réinvestissement marginal par tête (R.M.T.) que le réinvestissement total par tête (R.T.T.) qu'il faut maximiser. Or celui-ci dépend non seulement de la propension marginale à réinvestir les profits (« r ») mais encore du surplus de production réinvestissable (« S ») qui est égal à la différence entre la production nette et les salaires versés au travailleur.

$$R.T.T. = f(r \times S)$$

Or, si l'on peut admettre avec GALENSON-LEIBENSTEIN que le coefficient « r » est plus fort dans les secteurs hautement capitalistes, il faut encore considérer si l'accroissement corrélatif du coefficient de capital, ou, si l'on préfère, la baisse de rendement du capital, ne se traduit pas, en définitive, par une baisse du R.T.T. On ne peut donc pratiquer le test de priorité sans en *même temps* pratiquer le test de substitution. Il s'agit donc « beaucoup plus d'une *conjonction* que d'une *liaison* entre les deux catégories de critères » (56).

M. J. DUVAUX rapproche, dans son étude, la théorie de GALENSON-LEIBENSTEIN et la théorie de HIRSCHMAN. Il nous semble cependant que ce rapprochement doit être évité car, si on peut considérer que le Pr. HIRSCHMAN aboutit à des conclusions qui, en gros, rejoignent celles des Prs GALENSON et LEIBENSTEIN, (encore qu'elles soient plus nuancées), il faut surtout tenir compte de la méthode d'analyse qui différencie radicalement les deux thèses.

La constatation qui nous paraît s'imposer, au terme de l'étude des différentes constructions de critères d'investissements, est celle d'un échec relatif à la capacité d'établir une règle de conduite en matière d'allocation fondamentale de l'investissement. De nombreux auteurs (57) qui

(55) A. O. HIRSCHMANN : « Stratégie du développement économique », *op. cit.*, p. 94.

(56) J. DUVAUX, *op. cit.*

(57) Cf. par exemple J. DUVAUX, *op. cit.*, p. 396 et J. AUSTRUY, *op. cit.*, p. 228.

se sont penchés sur le problème, s'accordent à reconnaître que les critères d'investissement supposent l'établissement préalable d'un modèle général de développement et que les critères simples ne peuvent être utiles pour l'élaboration d'une œuvre aussi vaste et complexe qu'est le plan de développement au départ.

Pourquoi la théorie des critères simples d'investissement ne peut-elle, en définitive, aboutir à créer des guides utiles et sûrs pour la politique de développement ? Nous essayerons de répondre à la question.

Auparavant nous nous contenterons de signaler un problème important et délicat qui constitue un autre obstacle technique commun à toutes les théories de critères : l'évaluation et la détermination du prix des produits et du prix des facteurs qui est inévitable pour mesurer les tests en termes monétaires et les rendre ainsi comparables. Il est bien évident que, d'une part, ces évaluations affectent, par définition, les résultats chiffrés du critère (quel qu'il soit) et que, d'autre part, ces prix ont une importance considérable dans la politique de développement. Ces problèmes sont apparus au cours de l'étude et nous avons pu voir en particulier que GALENSON-LEIBENSTEIN souhaitaient une politique de hauts salaires (pour inciter à des investissements « capital-intensive »). Cependant une telle politique réduit le surplus réinvestissable par tête. Il est donc nécessaire de déterminer un optimum de salaires pour concilier les deux objectifs contradictoires. Quel est cet optimum ? Le critère ne le dit pas. D'ailleurs, surgissent au cours de l'analyse des notions importantes comme celles de coût social du chômage ou de coût social de l'emploi. Comment évaluer ces coûts ? Enfin les prix des produits ont eux-mêmes des effets évidents, soit sur le coût de production d'autres projets (s'il s'agit de produits intermédiaires ou de biens d'équipement), soit sur le niveau des salaires réels (s'il s'agit de biens de consommation).

Pour ce qui concerne l'évaluation des coûts, le problème a retenu l'attention du Pr. TINBERGEN (58) qui, à ce propos, avance une théorie dite des « prix reflets » (59). Nous indiquerons simplement qu'il s'agit de retenir pour l'évaluation du critère non pas les prix des marchés qui, souvent, ne traduisent pas la valeur intrinsèque des facteurs, mais des prix comptables qui reflètent les valeurs d'équilibre futures (futur shadow prices). On peut s'interroger sur les possibilités d'application pratique d'une telle technique et « se demander s'il ne serait pas plus naturel de laisser les prix de marché trouver leur équilibre plutôt que d'appliquer des concepts aussi artificiels que ceux de prix corrigés, « prix comptables », « prix reflets » (60).

D'une façon générale, l'évaluation des prix des produits et des prix de facteurs conditionne largement et détermine a priori la mesure des

(58) J. TINBERGEN : « The design of development ». Johns Hopkins press 1958, pp. 39 et suiv.

(59) Pour un exposé détaillé cf G. ABRAHAM-FROIS, *op. cit.*, pp. 122 et suivantes.

(60) G. ABRAHAM-FROIS, *op. cit.*, p. 123.

tests; ce qui fait apparaître, une nouvelle fois, l'aspect secondaire et strictement formel des critères. Par ailleurs, lorsqu'il s'agit de prévoir ces grandeurs, l'incertitude et l'indétermination grandissent (moins sans doute en régime socialiste à planification autoritaire). Il est en effet bien évident que la prévision, dans les économies en voie de développement et en révolution de structures, ne peut espérer atteindre le même degré de précision que dans les pays industrialisés dont les structures économiques sont soumises à une plus grande cohérence et à des transformations moins radicales. Les difficultés de cette prévision excluent toute possibilité d'atteindre la très grande précision que supposent les critères d'investissement.

Par ailleurs, on peut émettre des doutes sérieux sur les possibilités et l'efficacité de l'action de l'Etat pour contrôler le niveau des coûts et des prix et maintenir une conformité avec un plan préétabli.

Mais surtout, l'incapacité de la théorie des critères à définir une méthode de développement et à conduire les décisions fondamentales en matière d'allocation de l'investissement repose, au départ, sur une mauvaise conception globaliste de l'investissement et sur l'ambition excessive (61) de résoudre le problème en une seule fois et de fournir une règle *unique, définitive et précise* pour l'allocation de l'investissement.

Pour être une théorie générale de la politique d'investissement dans les pays sous-développés, la théorie des critères, que nous venons de rappeler brièvement dans ses éléments essentiels, repose sur le postulat de l'*homogénéité du capital* qui consiste à considérer « le capital comme un stock homogène dont toutes les parties sont substituables les unes aux autres » (62).

Parfois certains textes semblent assimiler *hétérogénéité* et *indivisibilité* du capital. En fait, il nous semble que ces deux concepts peuvent être associés mais doivent, par la même, être distingués. L'*hétérogénéité* du capital traduit la multiplicité des fonctions de différents types de capitaux. Cette notion apparaît aussi bien au niveau du capital de l'entreprise qu'au niveau du capital national. La notion d'homogénéité est liée à la notion de *cohérence* du capital. Les différents éléments hétérogènes du capital d'une unité donnée (Entreprise ou Nation), par le jeu des *complémentarités* techniques ou économiques, engendrent la cohérence nécessaire du capital de l'unité. A bien des égards, on peut dire que l'objectif technique de l'intégration interne est d'organiser la cohérence de l'investissement et du capital national.

Ces observations marquent combien le postulat sur lequel se fonde la théorie des critères peut engager l'analyse sur une voie inefficace car, selon une définition claire du professeur LACHMANN, le capital est un « assortissement hétérogène où substituabilité et complémentarité se

(61) Que les auteurs des critères ont eux-mêmes réduite peu à peu au fur et à mesure des critiques qui leur étaient adressées et du développement de leur pensée. Cf. en particulier (*supra*) la remarque significative de GALENSON-LEIBENSTEIN in *Quarterly Journal of Economics*, Août 1957.

(62) P. FONTANEAU, *op. cit.*, p. 129.

côtoient et s'entremêlent » (63). Il semble d'ailleurs que l'on puisse découvrir dans la conception « globaliste » des critères de l'investissement un héritage keynésien : « la théorie keynésienne, écrit L. M. LACHMANN, a eu le grand tort de ne pas faire de place à la notion de complémentarité du capital : quand on y discute des relations entre les différents types de capitaux, on suppose presque invariablement la concurrence » (63). Si le capital, en général, est par nature un ensemble hétérogène, il semble que ce caractère soit encore plus marqué dans les pays sous-développés qui manquent précisément de « capitaux de toutes sortes » et pour lesquels on doit adopter au départ une notion de capital et d'investissement très extensive.

Sur la base de ces considérations, qui tendent à serrer de plus près la réalité complexe du phénomène « investissement » dans les pays qui cherchent à démarrer, on conçoit à quel niveau trop élevé d'abstraction se situent les théories du critère et la nécessité d'aborder l'analyse de la politique d'investissement, non au niveau du « projet » de l'investissement particulier, mais au niveau du « programme » (64) de blocs d'investissements hétérogènes et complémentaires.

Le domaine qui paraît alors réservé au critère de choix de l'investissement est délimité par les options fondamentales décidées par le planificateur. Pour éclairer et appliquer la décision, le choix des projets va s'effectuer sous certaines contraintes financières et matérielles : il visera soit à maximiser le résultat pour un moyen donné, soit à minimiser le moyen pour un résultat donné.

A un niveau logiquement supérieur (et non pas à un stade chronologiquement antérieur) se pose le problème le plus difficile : celui des options fondamentales dans lesquelles vont s'inscrire les « choix secondaires ». Les options relatives au programme d'investissements ne peuvent espérer atteindre les degrés de *certitude* et de *précision* auxquels visait la théorie des critères du choix des projets. Elles s'accordent avec l'idée de « pari », introduite dans la notion d'investissement par le Pr. F. PERROUX (65).

Cependant, si la théorie des critères n'a pu aboutir à fournir une « recette » de développement, elle a eu le mérite d'engendrer les idées directrices sur la politique de développement et de favoriser leur confrontation. La plupart des arguments réapparaissent sous d'autres éclairages et avec d'autres méthodes d'« approche » du problème.

C'est du point de vue de la méthode que nous avons cru pouvoir opérer une distinction entre la politique du choix des investissements, qui repose sur la théorie des critères, et la stratégie des investissements qui repose sur la théorie des modèles de développement.

(63) L.M. LACHMANN « Capital and its structure ». 1956. Cf. également C. ARENA : « Il Mezzogiorno d'Italia area arretrata » in « Teoria e politica dello sviluppo economico ». Milan 1954. Et U. PAPI : « Teoria dello sviluppo economico ». La Comunità internazionale. Juillet 1953.

(64) J. TINBERGEN : « The Desing of development », *op. cit.*

(65) J. PERROUX : « Trois outils d'analyse pour l'étude du sous-développement », Cahiers de l'I.S.E.A. Série F n° 1, 1955.

CHAPITRE 3

LES STRATÉGIES DE L'INVESTISSEMENT : « croissance équilibrée » et « croissance déséquilibrée »

La conception d'un modèle général du développement et de l'investissement, où s'opposent les thèses de la « croissance équilibrée » et de la « croissance déséquilibrée », constitue, nous semble-t-il, un ensemble spécifique qui doit être distingué de la théorie des critères. Le dénominateur commun des théories qui relèvent de ce corps d'analyse réside essentiellement dans la méthode qui ne considère plus l'investissement comme un phénomène parfaitement homogène mais qui, au contraire, repose fondamentalement sur l'hétérogénéité du capital et le jeu des complémentarités.

Le terme de *stratégie* paraît adapté à ces théories dans la mesure où il évoque, d'une part l'idée de *coordination* de moyens différents et complémentaires et, d'autre part, l'idée d'*incertitude*. Cette utilisation très simple du concept de stratégie semble conforme, ou tout au moins ne paraît pas contraire, à la notion plus savante utilisée par VON NEUMANN et MORGENSTERN (1) et à celle définie par M. P. MASSE (2).

(1) J. VON NEUMANN et O. MORGENSTERN : « Theory of games and economic behavior », Princeton University Press. 1947.

(2) P. MASSE : « Le choix des investissements », Dunod 1959. Cf. spécialement Chapitre VI : « La notion de stratégie et les processus aléatoires », pp. 243 et suiv. C'est d'ailleurs dans le même sens, nous semble-t-il, que le Pr. LÉDUC parle de « stratégie du développement » in « Economie du développement ». Les cours de Droit 1961-1962, p. 315.

On relève ainsi dans la théorie du développement deux grandes conceptions stratégiques de l'investissement qu'il est généralement convenu d'appeler « croissance (développement) équilibrée » et « croissance (développement) déséquilibrée ».

Toutefois cette terminologie courante est parfois critiquée et d'autres expressions sont proposées et utilisées. Ainsi le Pr. LEDUC, par exemple, reproche (3) aux termes de « croissance équilibrée » et « croissance déséquilibrée » d'être ambigus et insuffisamment précis. Il en va de même des termes de « balanced growth » (croissance balancée) et de « unbalanced growth » (croissance non balancée) qui semblent se référer à la notion de « balance » de l'économie planifiée. Dans une terminologie qui semble avoir sa préférence, le Pr. LEDUC oppose « le développement diffus » à la notion de « pôles de développement » du Pr. PERROUX (4). Les deux stratégies ont à la fois une expression sectorielle et une expression géographique. La première propose un développement, sans distorsion, de tous les secteurs et un étalement géographique de l'investissement. Suivant la seconde, le développement s'effectue à partir de points de croissance géographiquement localisés qui, en raison de la nature de leurs activités, *irradient* les effets de croissance et engendrent un « développement réciproque » qui implique une certaine asymétrie dans le développement. Le *développement harmonisé* que le Pr. F. PERROUX définit comme une « succession de déséquilibres aménagés et rendus socialement tolérables » (5) doit être soigneusement distingué, selon le Pr. LEDUC, du « développement simplement balancé (ou équilibré) » (6).

La terminologie est donc assez flottante et les concepts ne se précisent que par l'analyse au fond. Nous utiliserons les termes de « croissance équilibrée » et « croissance déséquilibrée » qui nous paraissent les plus répandus dans la littérature française du développement.

Nous étudierons donc successivement les théories de la croissance équilibrée et la théorie de la croissance déséquilibrée du professeur A. O. HIRSCHMAN qui est en filiation directe avec la théorie des pôles de croissance du Pr. PERROUX si souvent exposée et en particulier soigneusement étudiée par M. ABRAHAM-FROIS (7).

(3) G. LEDUC, *op. cit.*, pp. 315 et suiv.

(4) Notion que F. PERROUX a étudiée et précisée de nombreuses fois : Cf. par exemple « Les espaces économiques ». *Economie appliquée* 1950 N° I : « Note sur la notion de pôles de croissance ». *Economie appliquée* 1955 N° I et 2, etc. et pour un article récent « La firme motrice dans une région, et la région motrice ». *Cahiers de l'I.S.E.A. Série AD*, mars 1961, N° I.

(5) F. PERROUX : *Cahiers de l'I.S.E.A. Série F* N° 1, p. 26.

(6) G. LEDUC, *op. cit.*, p. 317.

(7) G. ABRAHAM-FROIS, *op. cit.*, pp. 139 et suiv.

SECTION I

LA STRATEGIE DE LA CROISSANCE EQUILIBREE

Parmi les partisans de la stratégie de la croissance équilibrée, il faut citer essentiellement les professeurs ROSENSTEIN-RODAN (8), NURKSE (9) et LEWIS (10). Nous ne ferons que reprendre brièvement l'essentiel de cette thèse aujourd'hui largement analysée dans la littérature moderne du développement.

Cependant, nous étudierons auparavant un aspect particulier de cette thèse : la théorie du *quantum minimum de capital social fixe* émise par ROSENSTEIN-RODAN il y a quelques années (11) et qui trouve un écho plus récent dans les travaux importants du Pr. HIRSCHMAN (12).

§ 1. — LA THÉORIE DU QUANTUM MINIMUM DE CAPITAL SOCIAL FIXE.

ROSENSTEIN-RODAN (13)

Par cette théorie ROSENSTEIN-RODAN met en relief la notion de *capital social fixe* à qui il attribue un rôle primordial dans le démarrage du développement.

A. — La notion de capital social fixe

La définition de cette notion apparaît comme le premier effort d'une analyse structurelle du capital. La notion de capital social fixe est conçue par ROSENSTEIN-RODAN de façon très extensive. Elle constitue une des premières tentatives pour définir, a priori, une masse remarquable du capital national. Nous rapprocherons de la définition de ROSENSTEIN-RODAN d'autres concepts et d'autres idées qui tendent également à définir le capital d'infrastructure.

I. — ROSENSTEIN-RODAN part du problème des inégalités internationales et se pose la question de savoir pourquoi la théorie classique ne peut expliquer l'accentuation de ces disparités depuis cent cinquante

(8) P.N. ROSENSTEIN-RODAN : « Problems of industrialisation of eastern and south-eastern Europe ». *Economic Journal*. Juin 1943.

(9) R. NURKSE : « Problems of capital formation in underdeveloped countries ». Oxford University Press 1953.

(10) A. LEWIS : « The theory of economic growth ». Allen et Unwin 1955.

(11) ROSENSTEIN-RODAN : « Les besoins en capitaux dans les pays sous-développés. » *Economie appliquée*, Juin 1954, réplique d'un art. paru un an avant dans la « *Communita Internazionale* ». Avril 1953.

(12) A.O. HIRSCHMAN : « The strategy of economic development », Yale University Press 1958.

(13) Cf. pour une analyse détaillée de cette théorie P. FONTANEAU : « Essai sur les critères publics d'investissements ». *Annales de la Faculté de Droit d'Alger*. 1957. N° 2.

ans. En effet, le jeu de la concurrence, même pendant les périodes où les mouvements de capitaux étaient relativement libres (1815-1914), n'a pas amené une atténuation du déséquilibre international dans la distribution des richesses. Pour ROSENSTEIN-RODAN, l'explication réside dans le fait que l'investissement en capitaux nécessaires à la production réclame l'implantation d'autres capitaux auxiliaires dont l'ensemble constitue ce qu'il appelle le *capital social fixe* et qui fait défaut dans les pays sous-développés.

Nous ne nous attacherons pas à cette explication moniste du sous-développement qui est critiquée, directement ou indirectement, par les progrès ultérieurs de la théorie du sous-développement. Le problème ne relève pas directement de notre propos. Ce qui nous intéresse immédiatement c'est la définition générale du capital social fixe. Pour ROSENSTEIN-RODAN ce capital fixe présente deux caractères principaux :

- 1) La première caractéristique est son *indivisibilité*. Le capital social fixe ne peut être créé en deçà d'un certain quantum minimum.
- 2) Le capital social fixe ne présente pas de rentabilité pour les investisseurs privés. C'est donc, par nature, un investissement public.

Etudiant ce concept chez ROSENSTEIN-RODAN, le Pr. P. FONTANEAU (14) effectue un certain nombre d'observations intéressantes. Il note, tout d'abord, l'importance de la notion d'*indivisibilité* dégagée par l'auteur et le rôle fondamental qu'elle joue dans sa théorie. Il met ensuite en relief une autre caractéristique du capital social fixe : *son manque de spécificité*. Alors que la modernisation des équipements de production accentue la spécificité de ce type de capital, le capital social fixe offre une gamme très large d'utilisations diverses. C'est, selon M. FONTANEAU, un critère utile qui permet de classer dans la catégorie « capital social » certains équipements dont la nature n'apparaît pas très nettement a priori (exemple : les équipements d'adduction d'eau). Enfin, le capital social fixe présente la caractéristique de n'« être productif ni directement ni surtout immédiatement » (15). Cette dernière observation nous conduit à examiner d'autres analyses de la notion de « capital social » ou « infrastructure » (16) que l'on peut utilement rapprocher de la définition de ROSENSTEIN-RODAN.

II. — En effet, à propos du capital social, on utilise encore assez largement la distinction entre « *investissements directement productifs* » et « *investissements indirectement productifs* ». Cette terminologie se fonde sur le fait que les investissements d'infrastructure ne produisent rien directement par eux-mêmes et qu'ils ne sont que l'assise nécessaire des investissements directement productifs. Cette forme de définition générale n'est pas très convaincante. Les caractères « directement et

(14) P. FONTANEAU : *op. cit.*, pp. 126 et suiv.

(15) P. FONTANEAU, *op. cit.*, pp. 126 et suiv.

(16) Nous emploierons indifféremment les deux termes qui sont utilisés comme synonymes dans un vocabulaire approximatif et « courant ».

indirectement productifs » ne semblent pas créer un clivage essentiel mais une simple différence de degrés. Il est par ailleurs difficile de considérer que certains investissements d'infrastructure, généralement considérés comme tels, ne sont pas directement productifs : ainsi, par exemple, une adduction d'eau potable dans une agglomération constitue incontestablement un aménagement de base de l'urbanisation mais elle n'est pas seulement cela, en ce sens qu'elle « produit directement » un bien qui est parfois essentiel dans certains pays sous-développés. On peut même aller plus loin si l'on fait entrer en jeu la notion délicate de « revenu psychique ». Le goudronnage d'une artère ou d'une route constitue incontestablement un équipement de base dont la fonction principale est de faciliter les transports et de permettre l'implantation d'usines ou de fabriques. Elle peut cependant « produire », en outre, un revenu psychique direct qui se traduit par une satisfaction plus grande des usagers à emprunter quotidiennement cette voie de communication et pas seulement à l'occasion d'opérations productives (17). Autre exemple : les travaux d'irrigation et de drainage sont manifestement directement productifs, etc... Ces quelques exemples tendent à prouver que le critère de productivité *immédiate* ou *médiate* n'opère pas une distinction très nette. Il demeure cependant que la productivité du capital social est difficilement appréciable. Il est quasiment impossible de mesurer directement le produit du capital social qui apparaît, pour la plus grande part, à travers le rendement du « capital directement productif ». C'est en ce sens qu'on peut admettre cette distinction et estimer qu'elle peut avoir une certaine utilité pour l'analyse de la politique d'investissement.

III. — Le Pr. DIETERLEN (18) propose une définition des investissements d'infrastructure qui met parfaitement en relief l'essence même de la notion. Selon l'auteur, les investissements d'infrastructure correspondent à l'*équipement du système*. Ils produisent des « publics utilités », des biens ou services d'usage collectif (19). Ce qu'il appelle, symétriquement, « les investissements de superstructure » (20) constitue les équipements des sujets *au sein du système*, produisant des biens et services à usage individuel.

IV. — Il faut encore examiner dans cette prospection rapide des définitions de l'infrastructure, l'analyse conceptuelle effectuée par le Pr. PIATIER (21) qui opère une distinction à l'intérieur des « investissements macroéconomiques » (ceux qui ne relèvent pas du calcul de ren-

(17) Il ne faut pas mésestimer cet effet de l'infrastructure, en particulier sur le changement de mentalités et d'attitudes.

(18) P. DIETERLEN : « L'investissement », *op. cit.*, p. 42.

(19) C'est pourquoi il est appelé « capital social » : une terminologie fortement critiquée par M. PIATIER (cf. *infra*).

(20) On peut émettre quelques réserves sur l'opportunité de cette expression.

(21) A. PIATIER : « Equilibre entre développement économique et développement social ». Genin 1962, pp. 48 et suiv.

tabilité de la firme) entre les *investissements d'infrastructure* et les *investissements sociaux*.

L'investissement d'infrastructure comprend « tous les investissements nécessaires au développement du secteur productif de rentabilité classique » (21). Il correspond à la notion de « social overhead capital » chez R. GOODE (22), encore que M. PIATIER critique l'utilisation abusive et ambiguë de l'adjectif « social » et lui préfère l'expression « economic overhead capital » employée par N. WANG (23). La liste des investissements d'infrastructure est particulièrement longue dans les pays sous-développés car elle doit, en fait, comprendre tout ce que le secteur productif ne peut pas, ou ne veut pas, assumer.

L'investissement social « s'adresse à l'humain, alors que l'investissement d'infrastructure... s'adresse à l'appareil productif ». Il couvre directement les besoins non assurés par le mécanisme production-consommation. C'est ce que M. GOODE appelle « human capital » et que N. WANG dénomme « social overhead capital » dans un sens restrictif. M. PIATIER plaide ainsi pour une clarification des notions à laquelle son analyse contribue et s'élève, en particulier, contre l'abus du terme « social ».

Ces analyses conceptuelles tendent incontestablement à un enrichissement réciproque. Elles ont certainement abouti, au-delà de divergences qui tiennent surtout au vocabulaire, à mettre en relief l'existence d'une masse spécifique du capital national dont on perçoit assez nettement les contours.

Certains auteurs, cependant, pour éviter les longueurs de la discussion conceptuelle et les difficultés d'élaboration d'une définition générale, adoptent une attitude pragmatique et se contentent, pour mesurer l'« infrastructure », d'établir une liste des équipements que réclame ou que suppose l'appareil productif moderne. L'infrastructure est ainsi empiriquement déterminée dans sa composition et son étendue. Le « système » présente une certaine souplesse et, en définitive, parvient au même résultat intéressant la politique d'investissement. C'est ainsi, par exemple, que M. ARENA (24) entend par « *équipements de préindustrialisation* »

d'une part des équipements matériels comprenant :

— Les moyens de transports et de communications tant physiques qu'intellectuels (routes, voies ferrées, installations portuaires, installation pour les transports aériens, aménagement des voies fluviales, installations télégraphiques et téléphoniques),

— Les travaux d'adduction d'eau, de drainage, d'assainissement et de conservation des sols,

(22) R.B. GOODE : « Adding to the stock of physical and human capital ». *American economic review*. Papers and proceeding. Mai 1959.

(23) N. WANG : « Some problems of international comparison of public social expenditures ». *Indian economic review*. Février 1955.

(24) ARENA : « Il Mezzogiorno d'Italia area arretrata » in « Teoria e politica dello sviluppo economico ». Milan, 1954.

— La mise en place de certaines sources d'énergie, d'autre part les « capitaux immatériels » que sont les équipements pour l'éducation, la santé, la formation professionnelle, une bonne administration et même le « progrès moral ».

Cependant, il faut bien voir que toute liste ne peut être exhaustive et que le contenu de la catégorie « capital social » varie essentiellement avec le progrès technique et le niveau de croissance atteint. En définitive, et quelles que soient les difficultés d'une définition générale théorique ou du recensement empirique de l'infrastructure, la notion est aujourd'hui suffisamment bien cernée pour être utilisée efficacement dans les analyses préalables à la politique de développement.

Cependant, il faut encore mentionner ici une analyse de M. HOLZMANN (25) qui paraît émettre une note discordante dans ce que l'on peut considérer comme un accord entre de nombreux auteurs. Il semblerait, en effet, que le Pr. HOLZMANN ne considère pas le capital social comme une catégorie homogène et définitive. L'auteur distingue bien les « *investissements primaires* » destinés à accroître directement le produit et les « *investissements secondaires* » qui sont rendus nécessaires par les premiers : investissements d'infrastructure et investissements sociaux. Il tente d'ailleurs une intégration des investissements secondaires dans la formule de CHENERY, ce qui constitue un progrès de l'analyse structurale à laquelle nous nous attachons ici. Mais l'auteur considère que cette distinction évolue dans le temps avec l'élargissement de l'horizon économique. Autrement dit, certains investissements qui paraissent secondaires dans la courte ou moyenne période deviennent primaires si l'on considère une plus longue période. En fait, le Pr. HOLZMANN se réfère à la contribution des différents types de capitaux au produit national. La productivité du capital social apparaît mieux dans la longue période et augmente avec le temps de développement. D'une part, en effet, ainsi que le fait remarquer le Pr. PARENT (26), certains investissements sociaux, comme les équipements éducatifs, portent leurs fruits seulement à long terme. D'autre part, dans la mesure où une même masse de capital social fixe permet un fort accroissement de l'activité productrice, le rendement du capital social s'accroît d'autant que sa capacité est mieux utilisée.

La gêne provient sans doute de l'ambiguïté des termes de productivité « immédiate » et « médiate » qui comportent à la fois une idée logique et une idée chronologique. On peut considérer que la productivité du capital social est médiate à la fois parce qu'elle s'exprime à travers celle des équipements productifs et parce qu'elle apparaît mieux et augmente au cours de la période de développement (elle est en ce sens chronologique non immédiate). Ce dernier effet tient à ce que ROSENSTEIN-RODAN appelle l'indivisibilité du capital social. L'idée de Pr. HOLZMANN nous

(25) F.D. HOLZMANN : « The soviet Ural-Kuznetsk combine : a study in investment criteria and industrialisation policies ». Quarterly Journal of economics. Août 1957.

(26) J. PARENT *op. cit.*, p. 396.

semble donc se rattacher directement à la théorie du Pr. ROSENSTEIN-RODAN à laquelle il nous faut revenir maintenant.

B. — *Le quantum minimum de capital social fixe, condition préalable du développement*

En raison de son indivisibilité, le capital social fixe ne peut être créé que par « masses ». *Un quantum minimum de capital social fixe est nécessaire préalablement à toute activité productrice.* Mais ce qui est remarquable, c'est que ce quantum minimum suffit pendant un certain temps de développement de la production jusqu'au point où apparaît un goulot d'étranglement qui marque l'insuffisance du capital social existant et la nécessité de créer une nouvelle masse d'investissements dans ce secteur pour permettre l'extension continue de l'activité productrice. Autrement dit, la création d'une usine dans une région ne peut se faire sans l'existence d'un quantum minimum de capital social fixe mais celui-ci, une fois installé, permet la création de cent usines. Ainsi la constitution et la croissance du capital social se fait par bonds successifs, de quantum minimum en quantum minimum. L'auteur croit trouver dans ce phénomène de discontinuité l'explication de l'évolution du coefficient de capital aux Etats-Unis, par exemple, qui, suivant ROSENSTEIN-RODAN, présente un trend décroissant avec des phases de hausse et de baisse assez brutales qui représentent les variations de l'utilisation de capacité du capital social par le système productif.

Quoiqu'il en soit, l'important pour les pays sous-développés est la création d'un premier quantum minimum qui permet le démarrage des activités productrices. ROSENSTEIN-RODAN évalue ce premier effort à 80 % ou 90 % du total des investissements effectués durant les premières années du développement.

Cette évaluation paraît excessive à beaucoup d'auteurs qui, d'une façon générale, mettent en garde contre les risques que présente un excès d'investissements dans l'infrastructure au départ. Ainsi des économistes italiens comme MARRAMA (27), ARENA (28) ou DELLA PORTA (29), qui se sont penchés sur le problème du développement du Mezzogiorno, mettent l'accent sur la nécessité de réduire les dépenses en capital social qui amputent les moyens disponibles pour les investissements productifs. Dans le même sens, et à propos cette fois de l'Amérique Latine, ADLER (30) stigmatisait cette tendance des plans de développement à exagérer la part des investissements sociaux.

Dans quelle mesure la théorie du quantum minimum de ROSENSTEIN-RODAN implique-t-elle une conception générale de la croissance équilibrée ? Il est en définitive assez difficile de le dire et cette difficulté est

(27) V. MARRAMA : « Considerazioni sui criteri di investimento nei paesi sottosviluppati ». Bancaria. Juillet 1951.

(28) C. ARENA : « Il Mezzogiorno d'Italia. Area arretrata » in « Teoria e Politica dello sviluppo economico ». Milan 1954.

(29) DELLA PORTA : « Riflessioni intorno di investimento pubblico e sviluppo economico » in « Teoria e Politica dello sviluppo economico ». Milan 1954.

peut-être la manifestation d'une moins grande antinomie entre « croissance équilibrée » et « croissance déséquilibrée » qu'il n'apparaît a priori. Cette théorie paraît en effet recommander une croissance équilibrée dans la mesure où elle établit une liaison nécessaire entre le capital social et le capital productif. Dans l'hypothèse d'un développement à planification autoritaire et intégrale, elle conduit à une certaine répartition *simultanée* du fonds d'investissement (dans une proportion à déterminer) entre investissements sociaux et investissements productifs. Dans l'hypothèse d'un développement à tendance libérale, elle conduit les pouvoirs publics à créer une infrastructure sociale préalablement à toute activité productrice pour permettre et engager les investisseurs privés à effectuer de nouvelles installations de capitaux directement productifs. Dans cette deuxième hypothèse la théorie de ROSENSTEIN-RODAN trouve un écho dans l'idée de développement « par excès d'investissements sociaux » émise par le Pr. HIRSCHMAN en tant que séquence possible de développement déséquilibré... C'est pourquoi il nous a paru intéressant de revenir sur cette théorie déjà ancienne mais qui, pourrait-on dire, connaît un regain à la suite des travaux de HIRSCHMAN.

Avant d'analyser la pensée de cet auteur qui présente la forme la plus élaborée de ce qu'il est convenu d'appeler la croissance déséquilibrée, nous devons dessiner rapidement le schéma de la croissance équilibrée auquel souscrit d'ailleurs le Pr. ROSENSTEIN-RODAN.

§ 2. — LE SCHÉMA DE LA CROISSANCE ÉQUILIBRÉE.

La théorie de la croissance équilibrée prend des formes et des intensités différentes, ce qui conduit certains à considérer qu'elle ne se présente pas comme une doctrine homogène et consistante : « La croissance équilibrée, écrit le Pr. KINDELBERGER, a tellement de sens qu'elle risque de les prendre tous » (31). On peut cependant parvenir à tracer un schéma essentiel qui intègre les différentes formes et les différents arguments du développement équilibré.

A. — *Les formes de la théorie de la croissance équilibrée*

Selon M. LIPTON (32), on peut distinguer trois formes de la thèse de la croissance équilibrée suivant l'intensité des conclusions : la forme extrême, la forme modérée et la forme « dégradée » (33).

I. — Suivant la *forme « extrême »*, l'investissement doit augmenter suivant le même taux dans tous les secteurs de l'économie : agriculture,

(30) ADLER : « Fiscal and monetary implication of development program ». American economic review. Mai 1952.

(31) C.P. KINDELBERGER : « Economic development ». Mac Graw Hill. 1958, p. 150.

(32) M. LIPTON : « Balanced and unbalanced growth in underdeveloped countries ». Economic Journal. Septembre 1962.

(33) « Sophisticated ».

industrie, secteur des biens de consommation et biens de production, marché extérieur et marché intérieur. C'est ainsi que ROSENSTEIN-RODAN, dans la première formulation de la croissance équilibrée (34), soutient que « la complémentarité fait que, dans une certaine mesure, tous les secteurs sont « basiques ». On admettra, avec le Pr. LIPTON, que sous cette forme, la thèse est difficilement soutenable. Elle « fossilise » les relations du sous-développement et il est peu probable que tous les secteurs croissent au même taux au cours d'un processus de développement.

II. — La forme « modérée » ne réclame pas que tous les secteurs se développent au même taux de croissance mais simplement que « tous les secteurs progressent simultanément » (35).

Cette forme comporte évidemment moins de rigidité que la précédente mais il est encore peu probable qu'elle se vérifie dans le processus de développement. En particulier, il faut considérer que la modification des goûts des consommateurs et les changements dans la structure de la demande accompagnent l'accroissement du revenu.

D'ailleurs, selon M. LIPTON (36), ni la thèse extrême ni la thèse modérée de la croissance équilibrée n'indiquent clairement au planificateur la voie à suivre et les moyens à prendre : que faut-il accroître simultanément ou au même taux : l'emploi, l'investissement net, l'investissement brut ou la production ? Autant de questions importantes dont les réponses vont modifier considérablement les résultats.

III. — La forme « dégradée ». En fait, la définition de ce que M. LIPTON appelle la forme « sophisticated » de la croissance équilibrée n'apparaît pas très clairement et l'auteur est, à cet égard, très peu explicite. Il semble cependant que M. LIPTON appelle « sophisticated » la thèse de la « croissance équilibrée par la demande » qui recommande de répartir l'investissement entre les secteurs de telle sorte que l'offre totale soit absorbée par les revenus additionnels : thèse à laquelle est essentiellement attaché le nom du Pr. R. NURKSE (37). Mais il nous semble qu'il s'agit là plutôt d'un argument de la croissance équilibrée qu'il est difficile d'isoler de l'autre argument apporté du point de vue de l'offre.

Dans la mesure où les thèses « extrême » et « modérée » peuvent être attribuées de façon très nette à tel ou tel auteur, on pourrait définir la forme « dégradée » de la croissance équilibrée par le critère du nombre de secteurs. La forme dégradée ne réclamerait plus une expansion de tous les secteurs mais une politique d'attaque du développement par des investissements sur un grand nombre de secteurs. C'est d'ailleurs le Pr. NURKSE qui définit la politique de développement équilibrée

(34) P.N. ROSENSTEIN-RODAN : « Problems of industrialisation of eastern and south-eastern Europe », *Economic Journal*, Juin 1943, p. 208.

(35) W.A. LEWIS : « The theory of economic growth », Allen and Unwin, 1955, p. 283.

(36) M. LIPTON, *op. cit.*

(37) R. NURKSE : « Capital formation in underdeveloped countries », Oxford University Press, 1953.

comme « a wave of capital investments in a number of different industries » (38).

Il semble d'ailleurs que les partisans actuels de la croissance équilibrée ne comprennent pas cette stratégie comme une attaque menée simultanément sur *tous* les secteurs mais bien comme un large front appliqué en de *nombreux* points de l'économie à développer. Il nous faut maintenant résumer les arguments avancés par les théoriciens de la croissance équilibrée.

B. — *Les arguments de la croissance équilibrée*

Cette thèse s'appuie sur des arguments d'équilibre nécessaire tant du point de vue de la demande et de la consommation que de l'offre et de la production.

I. — *L'équilibre par la demande.* Ainsi que nous l'avons déjà résumé plus haut, les tenants de la croissance équilibrée mettent l'accent sur la nécessité de choisir un large ensemble d'investissements pour que la production additionnelle attendue crée sa propre demande. Il est en effet indispensable, pour que le processus d'investissement se poursuive, que les installations nouvelles parviennent à écouler les productions. A ce point de vue, les théoriciens considèrent que la demande joue un rôle important dans le sous-développement. Selon le célèbre « cercle vicieux » de l'économie sous-développée mis en relief par Ragnar NURKSE, la faiblesse de l'incitation à investir dans les pays sous-développés résulte de l'étroitesse du marché intérieur qui résulte du faible niveau de productivité qui est la conséquence de la pauvreté en capital. Pour rompre ce cercle vicieux, il faut créer la demande simultanément à l'investissement. Au départ donc, la politique d'investissement, qui supplée la défaillance des entrepreneurs privés soumis aux impératifs de la rentabilité immédiate, doit avoir pour but d'amorcer le développement en élargissant les dimensions du marché. La croissance simultanée d'un grand nombre de secteurs A, B, C, D, E... crée pour chaque secteur un marché élargi au maximum. La loi de SAY n'est valable que pour une économie considérée dans son ensemble et non pour un seul secteur. Reprenant l'exemple célèbre de la fabrique de chaussures, NURKSE souligne l'évidence selon laquelle les ouvriers de la fabrique ne pourront absorber la totalité ni même une partie appréciable de leur production.

Ainsi le développement équilibré

— évite le gaspillage du capital qui résulterait d'un excès de capacité productive et d'un effort limité à un très petit nombre de secteurs dans lesquels l'incitation à investir tendrait rapidement vers zéro en raison de l'étroitesse du « marché commun » à ces quelques secteurs,

— satisfait, au contraire, les entrepreneurs privés et attire de nouveaux investisseurs encouragés par les premiers succès et attirés par un marché plus large,

(38) R. NURKSE. *op. cit.*, Chapitre I.

— s'ajuste enfin à la structure diversifiée de la demande des consommateurs.

II. — *L'équilibre de l'offre*. Il semble que, du point de vue de l'offre, on puisse distinguer deux arguments différents avancés par les théoriciens de la croissance équilibrée.

a) Les différents secteurs sont liés non seulement par la demande finale qui leur est commune mais encore par les *demandes intermédiaires* d'in-puts qui entrent dans les différentes productions. Il est donc indispensable d'assurer une expansion concertée de nombreux secteurs différents pour éviter le gaspillage de capital et le blocage du processus d'industrialisation.

b) L'autre aspect de l'argumentation a trait aux « *économies externes* ». ROSENSTEIN-RODAN, en particulier, considère que tous les secteurs sont susceptibles de fournir des économies externes à l'ensemble du système productif et il est nécessaire de répartir les ressources disponibles sur le plus grand nombre de secteurs pour rendre maximum cet effet d'« économies externes ». L'intérêt que l'auteur attache aux « économies externes » tient moins à l'effet classique de « réduction des coûts » qu'à l'effet sur l'incitation à investir qui a, selon ROSENSTEIN-RODAN, une importance primordiale pour l'amorce du développement (39). Une nouvelle fois nous remarquons, chez le Pr. ROSENSTEIN-RODAN, une idée qui va trouver un écho (amplifié) dans la théorie de HIRSCHMAN que nous nous proposons d'examiner maintenant.

Nous étudierons d'assez près la pensée du Pr. HIRSCHMAN, d'une part parce qu'elle peut être considérée comme la formulation la plus achevée de la thèse de « la croissance déséquilibrée », mais surtout, d'autre part, parce qu'elle constitue, à notre sens, une mise au point efficiente de la méthode d'approche de notre problème. Nous examinerons à cette occasion les critiques adressées à la croissance équilibrée.

SECTION 2

LA STRATEGIE DE LA CROISSANCE DESEQUILIBREE — LA THESE DU Pr. HIRSCHMAN

La thèse du Pr. HIRSCHMAN (40) doit être considérée comme un apport capital et fructueux à la théorie récente du développement. La révolution effectuée tient davantage, nous semble-t-il, à la méthode d'approche du problème et même à l'esprit dans lequel l'analyse est effectuée

(39) P.N. ROSENSTEIN-RODAN: « Problems of industrialisation in eastern and south-eastern Europe », *op. cit.*

(40) Essentiellement exposée in « The Strategy of economic development ». Yale University Press. 1958, publié et traduit en 1964 sous le titre « Stratégie du développement économique ». Ed. Ouvrières 1964. Les références se rapportent à cette dernière édition.

qu'aux conclusions proprement dites et aux solutions politiques proposées. Certes, les instruments méthodologiques ne sont pas entièrement nouveaux (41) mais leur utilisation systématique et coordonnée a exercé un effet profondément stimulant sur la pensée moderne du développement. Nous nous livrerons ici à une dissection peut-être sacrilège mais, nous l'espérons, éclairante de la thèse. Le procédé de notre exposé risque, en effet, de ternir l'éclat de la pensée mais il nous paraît nécessaire pour retenir de l'enseignement la plus grande richesse possible. Nous nous attacherons tout d'abord à la méthode d'approche, pour mettre ensuite en relief les théorèmes de base et enfin présenter le plus clairement possible les éléments de la stratégie.

§ 1. — LA MÉTHODE D'APPROCHE DU PROBLÈME.

L'investissement, facteur clé du développement, fait l'objet d'une analyse structurelle qui vise d'une part à déterminer les composantes remarquables de la masse abstraite « investissement », d'autre part à étudier les relations typiques entre les investissements. La méthode conduit nécessairement à une analyse plus réaliste et d'autant plus adaptée aux pays sous-développés que ceux-ci présentent au départ, la particularité de manquer de capitaux de toutes sortes et que le premier problème qui se pose à eux est moins d'augmenter le revenu per capita que de créer une économie. Ainsi abordé le problème est d'un traitement plus difficile mais incomparablement plus utile pour la politique de développement. Deux instruments méthodologiques nous paraissent revêtir une importance particulière dans la thèse du Pr. HIRSCHMAN : 1) la dichotomie entre les investissements de base et les investissements directement productifs, 2) la complémentarité dynamique des investissements.

A. — *La structure de l'investissement : La distinction entre ADP et IES (42)*

HIRSCHMAN aborde l'analyse structurelle de l'investissement par la distinction ADP/IES. Il nous faut revenir brièvement sur cette notion d'IES déjà étudiée avec la théorie du quantum minimum de capital social fixe pour voir ensuite pourquoi et en quoi cette division départementale est fondamentale et opérationnelle.

I. — *La notion d'infrastructure économique et sociale (I.E.S.)*

Après avoir constaté que la distinction entre I.E.S. et A.D.P. est récente

(41) Telles sont par exemple les notions d'« infrastructure économique et sociale » et de « complémentarité de l'investissement » qui nous paraissent fondamentales et essentielles dans la construction du Pr. HIRSCHMAN.

(42) A la suite de l'auteur lui-même et suivant l'usage qui s'est établi, nous utilisons ces sigles rapides et commodes : A.D.P. : Activités directement productrices (D.P.A. - directly productive activities) et I.E.S. : Infrastructure économique et sociale (S.O.C. - social overhead capital).

(43), HIRSCHMAN note, in limine, que « comme toutes les classifications de ce genre, elle doit être jugée non d'après sa logique, qui est loin d'être impérative, mais d'après son utilité théorique et pratique qui a été considérable » (44). Autrement dit, les discussions sur son fondement logique comptent moins, aux yeux de l'auteur, que son efficacité dans l'analyse et son caractère opérationnel dans la politique d'investissements.

Cependant il tente lui-même de définir rapidement la catégorie « infrastructure » par trois caractères typiques :

- 1) Les services qu'elle fournit facilitent et même, en un certain sens, conditionnent toutes sortes d'activités économiques.
- 2) Ces services sont assurés, dans la plupart des pays, par des organismes publics ou sous contrôle de l'Etat.
- 3) Enfin, ces services ne peuvent être importés.

Selon HIRSCHMAN, ces trois conditions fournissent une définition large de l'infrastructure. Si l'on y ajoute une 4^e condition : l'indivisibilité et la valeur élevée du coefficient de capital, on restreint la définition car se trouvent alors exclus les équipements d'enseignement et de santé. A la vérité nous comprenons assez mal cette restriction et nous ne voyons pas comment elle peut jouer, l'auteur étant d'ailleurs peu explicite sur ce point qu'il considère, peut-être à juste titre, comme un point de détail. Il nous semble d'ailleurs que les concepts d'indivisibilité, d'homogénéité et de complémentarité, si largement utilisés dans la littérature du développement, présentent certaines ambiguïtés sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir. En définitive, la notion d'I.E.S., chez HIRSCHMAN, rejoint la notion de capital fixe chez ROSENSTEIN-RODAN, d'infrastructure chez DIETERLEN, d'« investissements macro-économiques » chez PIATIER, etc.

Sur cette base relativement solide, il faut mettre en relief les raisons qui poussent à considérer la division I.E.S./A.D.P. comme une distinction primordiale pour la mise en œuvre d'une politique d'investissement dans le démarrage.

II. — *La distinction I.E.S./A.D.P., division départementale.* Il nous faut donc rechercher ici les arguments qui poussent à opérer *en premier* cette division, pour élaborer une politique correcte d'investissements dans le démarrage. Le Pr. HIRSCHMAN qui, avec beaucoup d'autres, procède de la sorte, n'est pas très explicite sur ce point et nous voudrions tenter de rassembler les arguments qui se trouvent chez l'auteur lui-même et dans d'autres analyses. La première raison, la plus évidente (ce qui

(43) On peut en effet admettre que l'analyse précise de la notion de capital social commence avec l'étude de ROSENSTEIN-RODAN. Cependant comme le montre M. Mc KINLEY (« The problems of underdevelopment in the english classical thought », *Quarterly journal of economics*, Mai 1955) : A. SMITH, S. MILL, SENIOR, etc. avaient mis l'accent sur l'importance de l'éducation (« matière première mentale »), des routes, etc.

(44) HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 100.

explique, sans doute, pourquoi les auteurs ne jugent pas utile de s'appesantir lourdement sur ce point) tient au fait même que le capital social constitue une masse spécifique importante qui, au départ, se distingue, dans l'ensemble « Investissement », des investissements directement productifs. Cette distinction correspond donc à une analyse structurelle de l'investissement qui introduit un plus grand réalisme dans la préparation des projets. Or, la politique de développement, plus encore que la politique de croissance, réclame une analyse structurelle préparatoire et s'accommode mal (et ne s'accommode même pas du tout) d'une analyse menée à un haut niveau d'abstraction. A cet argument fondamental et suffisant s'ajoutent des arguments particuliers qui s'attachent à telle ou telle caractéristique du capital social dégagée plus haut. Ainsi, le coût élevé de l'infrastructure, résultant de son indivisibilité, réclame une attention particulière et une grande prudence dans les décisions. Il en va de même pour le rendement et la durée du capital qui s'étalent sur une période beaucoup plus longue que pour les investissements directement productifs. A cet aspect est lié le fait que l'investissement d'infrastructure « échappe aux critères élaborés pour introduire une certaine rationalité dans les plans de développement ». D'ailleurs « à l'absence de critères ex ante s'ajoute la faiblesse des sanctions pénalisant les erreurs commises ». Ce qui conduit le Pr. HIRSCHMAN à émettre l'idée (non dépourvue d'ironie féroce) que « peut-être est-ce en raison de cette absence de critères et de sanctions que les spécialistes du développement apprécient tant l'I.E.S. » (45). Tout ceci confirme incontestablement la nécessité de considérer à part l'I.E.S. Mais, en logique rigoureuse, il convient encore d'expliquer pourquoi la distinction I.E.S./A.D.P. constitue une « division départementale » par laquelle on doit commencer l'analyse préparatoire à une politique d'investissement. Il faut d'ailleurs rapprocher cette méthode d'une autre façon de poser initialement une division départementale entre *secteur des biens de production* et *secteur des biens de consommation*. C'est ainsi que le Pr. BETTELHEIM (46), par exemple, aborde le problème de la « structuration » de la production dont l'objectif est d'assurer une croissance économique à un taux maximum et régulier. Il n'entre pas dans notre propos immédiat d'étudier l'analyse et d'examiner les conclusions de M. BETTELHEIM. Notons simplement que l'auteur met en relief les conditions d'un équilibre dynamique et montre que les décisions d'investissements pour le développement ne peuvent être prises à l'égard des techniques à mettre en œuvre sans tenir compte de cette répartition départementale des investissements. Cette répartition ne doit pas s'effectuer en fonction du capital et des structures existantes mais en fonction de la modification des struc-

(45) HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 102.

(46) C. BETTELHEIM : « Le problème de la maximisation de la croissance économique », *Revue économique* 1957.

tures et de l'accroissement du montant ultérieur du fond d'investissements (47).

Cette distinction fondamentale a le mérite de poser le problème en termes de « secteurs d'investissements » et d'asseoir l'analyse sur une conception structurelle de l'investissement. On peut cependant estimer que la distinction est trop abrupte et qu'elle fournit un modèle trop simplifié ignorant la complexité des relations intersectorielles (47). Elle manque par ailleurs d'un certain réalisme en construisant un modèle qui implique systématiquement un développement en vase clos et ignore les relations extérieures. Du point de vue méthodologique qui nous intéresse ici, nous considérons surtout qu'elle ne peut être une *première* distinction fondamentale car elle suppose précisément résolu le problème de l'allocation de l'« investissement social ». Or ceci ne peut être valable que pour les économies déjà lancées sur la voie de la croissance ou tout au moins qui disposent, pour une raison historique quelconque, d'une infrastructure de base suffisamment large. Tel n'est pas le cas général des pays sous-développés qui cherchent à faire démarrer une économie et qui, dépourvus de capitaux de toutes sortes, doivent, au départ, considérer le problème de l'investissement dans toute son ampleur et toute son étendue. Comme l'explique M. DIETERLEN (48), le problème des rapports entre l'investissement d'infrastructure et l'investissement directement productif n'est pas aperçu dans les économies industrialisées mais il se pose avec une acuité particulière dans les pays sous-développés. L'idée est peut-être exposée avec une rigueur excessive, elle constitue cependant le fondement de la distinction primordiale effectuée par ROSENSTEIN-RODAN, HIRSCHMAN et d'autres, et qui nous paraît être une méthode réaliste pour aborder le problème de l'investissement dans les pays sous-développés. En effet, s'il est excessif de considérer que le problème n'est pas perçu et qu'il ne s'impose pas dans les économies industrialisées, on peut admettre cependant, que compte tenu de l'organisation politique et administrative existante, des ressources publiques potentielles et du système productif installé dans les pays industrialisés, les ajustements nécessaires s'effectuent tôt ou tard, que la « sur-utilisation » temporaire du capital social installé permet, tant bien que mal, d'attendre les ajustements, enfin que les erreurs dans ce domaine sont moins graves dans un pays riche en capitaux où, par ailleurs, la « tradition de croissance économique » est solidement implantée. Dans les pays en voie de démarrage, il ne s'agit plus d'opérer des retouches aux pièces de la machine économique moderne mais d'essayer de construire la machine elle-même de telle sorte qu'elle soit en mesure de progresser normalement. Le problème est donc bien différent. Il est aussi plus grave si l'on considère la pauvreté en capitaux financiers et techniques, la pénurie de compétences humaines, et le climat psychologique qui entoure la réalisation. Telles sont, nous semble-t-il, les raisons fondamentales qui poussent à effectuer dans une première démarche de l'analyse préparatoire à la politique

(47) Cf. l'analyse de G. ABRAHAM-FROIS : « Essai sur les problèmes d'investissements en pays sous-développés », *op. cit.*, pp. 165 et suivantes.

(48) P. DIETERLEN : « L'investissement », *op. cit.*, p. 42.

d'investissements, une distinction fondamentale entre I.E.S. et A.D.P., ce qui ne signifie pas nécessairement, comme nous le verrons plus loin, que la priorité doit être nécessairement accordée à l'I.E.S.

Un autre aspect fondamental de la méthode employée par HIRSCHMAN nous paraît devoir être mis en relief et explicité : nous l'appellerons simplement, et de façon volontairement vague, la liaison entre les investissements.

B. — *La liaison entre les investissements*

Le second aspect important de la méthode utilisée par HIRSCHMAN retient les liaisons qui existent entre les investissements. Il découle d'ailleurs directement du précédent.

Les liaisons et les interdépendances entre les masses remarquables d'investissements ont été mises en relief et exploitées par d'autres auteurs du développement : ROSENSTEIN-RODAN (49), F. PERROUX (50), SINGER (51), LACHMANN (52), pour ne citer que quelques uns. HIRSCHMAN utilise de façon systématique cet instrument d'analyse qui constitue une pièce maîtresse de sa construction et un principe actif de sa théorie.

L'analyse des liaisons est appliquée aussi bien entre « investissements sociaux » et « investissements directement productifs » qu'à l'intérieur même de cette dernière catégorie. La liaison s'exprime par des phénomènes dynamiques de complémentarité. Cette notion de complémentarité tient une place fondamentale dans la théorie du Pr. HIRSCHMAN. En effet, l'investissement, dans la phase de démarrage, a pour tâche, sinon unique du moins essentielle, d'entraîner des investissements additionnels. Le problème des pays sous-développés n'est pas tant d'organiser de façon optimale les ressources rares que de favoriser l'apparition des ressources et des capacités cachées et éparpillées. L'objectif est donc de mettre en œuvre les « mécanismes d'induction », les « dispositifs d'entraînement » et de faire jouer les « effets de rétroaction » (feedback) qui vont catalyser et mobiliser le potentiel. Quel est ce mécanisme ? Comment joue-t-il ?

I. — *La notion de complémentarité*

HIRSCHMAN insiste sur la propriété de l'investissement à provoquer d'autres investissements, moins de façon indirecte, par le jeu de l'ac-

(49) ROSENSTEIN-RODAN : « Les besoins en capitaux des pays sous-développés », *op. cit.*

(50) En particulier in « Trois outils d'analyse pour l'étude du sous-développement », *op. cit.*, et « Note sur la notion des pôles de croissance ». Economie appliquée. Janv-Juin 1955.

(51) H.W. SINGER : « The mechanics of economic development. A quantitative model approach ». The indian economic review. Août 1952.

(52) LACHMANN : « Complementarity and substitution in the theory of capital ». *Economica* 1947 et « Investment repercussions ». *Quarterly journal of economics* 1948.

croissement du revenu et de la propension marginale à épargner, que par le contact direct, par « contagion ». Cet effet direct d'entraînement est le fruit de la complémentarité entre les investissements (53). La notion de complémentarité retenue par HIRSCHMAN est plus large que celle utilisée par la théorie de la production. Elle comprend, au-delà de la complémentarité technique de la théorie classique de la production, une complémentarité de type lâche qui n'est pas moins importante.

a) *La complémentarité technique* entre deux secteurs A et B définit, au sens strict de la théorie de la production, une situation où l'accroissement de la production de A entraîne une baisse du coût marginal de B. Ce qui se réalise en général lorsqu'un des produits constitue un imput pour l'autre ou que les deux se combinent et qu'ils peuvent être produits dans des conditions de coûts décroissants. La notion de complémentarité se rattache ainsi à la notion d'économie d'échelle. Mais, selon HIRSCHMAN, dans la théorie du développement il faut encore élargir cette notion de complémentarité et ne pas la limiter à des situations où les secteurs sont techniquement liés par le processus de production.

b) *La « complémentarité lâche »* fait apparaître la connexion qui peut exister entre deux secteurs A et B et qui se traduit par une hausse de la demande de B au prix courant lorsque la production de A augmente. En effet, « il est très fréquent, écrit HIRSCHMAN, au cours du développement économique, que l'augmentation de l'offre d'un produit... détermine lentement une hausse de la demande d'un autre produit, grâce à une complémentarité d'utilisation de type lâche » (54). En d'autres termes, il faut tenir compte non seulement de la « *demande dérivée* » qui naît de la complémentarité technique (55), mais aussi des *demandes induites* qui apparaissent progressivement en raison de la complémentarité lâche (ou « expansionniste ») (56). Cette dernière complémentarité est difficile à prévoir en raison de son ampleur. En définitive, la complémentarité entre A et B existe lorsque la production de A augmente, soit parce que les coûts marginaux de B diminuent, soit parce que la demande de B augmente, soit pour les deux raisons à la fois. L'accroissement de la production de A (investissements nouveaux en A) « détermine une pression » pour obtenir une augmentation de l'offre de B (investissements nouveaux en B). HIRSCHMAN aboutit ainsi à une nouvelle conception de l'« investissement induit »

(53) M.R. GENDARME professe une opinion identique dans des termes auxquels nous faisons ici une place de choix : « La complémentarité est l'un des facteurs de la force d'intégration d'un secteur » in « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, p. 120.

(54) A.O. HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 85.

(55) M. HIRSCHMAN donne comme exemple le ciment et les tiges métalliques d'armature dans la construction d'immeubles commerciaux.

(56) A partir de l'hypothèse précédente, M. HIRSCHMAN donne comme exemple de besoins induits (par ordre de rigidité décroissante) : les équipements de bureau, le mobilier, les parkings, les restaurants...

qui lui paraît « plus riche de sens pour les économies sous-développées que le concept classique d'un investissement directement lié aux accroissements passés de la production ».

II. — *Le mécanisme de la complémentarité*

HIRSCHMAN, sur la base des analyses de SCITOVSKY, étudie les mécanismes de l'investissement induit en termes d'« économies externes » associées au phénomène de complémentarité. L'investissement nouveau dans un secteur utilise (interiorise) des économies externes créées par un programme antérieur, mais en même temps crée (« extériorise ») des économies externes susceptibles d'être « intériorisées » par d'autres secteurs, etc... Certains projets créent des économies externes supérieures à celles qu'ils utilisent. Ces projets forts ont une utilité sociale supérieure à leur rentabilité particulière; ce qui leur donne une valeur stratégique remarquable dans le développement. Les autres projets, dans lesquels il « entre » plus d'économies externes qu'il n'en sort, constituent des projets « faciles à exploiter ». Cette dernière observation permet à HIRSCHMAN de préciser sa notion d'« investissement induit » : elle caractérise cette catégorie d'investissements qui retirent un « *bénéfice net* » d'économies externes. Selon HIRSCHMAN, le mécanisme d'induction des investissements présente une certaine analogie avec le jeu du multiplicateur puisque les sorties d'économies externes diminuent à chaque séquence d'investissements. Le phénomène suit donc une certaine convergence. Précisément, la politique d'investissements doit avoir pour objectif d'empêcher une convergence trop rapide et de favoriser les possibilités de divergences, c'est-à-dire les projets forts. Cette analyse de la complémentarité dynamique constitue l'instrument d'analyse fondamental et l'idée-force de la thèse du Pr. HIRSCHMAN.

Il est à peine nécessaire de mettre l'accent sur l'aspect non globaliste de la méthode de M. HIRSCHMAN qui se préoccupe moins des effets de l'investissement sur le revenu global et son emploi que des relations directes entre les investissements et leur dynamique structurelle. A cet égard, il engage le problème dans une voie difficile mais efficiente : l'intégration de la théorie de la production dans la théorie du développement.

Il nous faut maintenant entrer dans le domaine des conclusions politiques auxquelles aboutit le Pr. HIRSCHMAN suivant la méthode définie. Mais auparavant, nous devons examiner les postulats de base sur lesquels reposent ces conclusions.

§ 2. — LES THÉORÈMES DE BASE

La construction du Pr. HIRSCHMAN repose, selon nous, sur deux théorèmes de base qu'il faut bien mettre en relief.

Le premier principe postule que les pays sous-développés manquent

moins de ressources matérielles et humaines que d'occasions pour ces ressources de se manifester et de participer activement au développement. Suivant le second principe, le développement et la croissance se réalisent selon un processus déséquilibré : en conséquence la politique de la croissance équilibrée n'est ni possible ni souhaitable.

A. — *Les occasions d'investir contre la capacité à dégager un surplus*

HIRSCHMAN part d'un postulat important auquel est attachée la technique d'analyse fondamentale que nous avons étudiée plus haut. Le démarrage des pays sous-développés est essentiellement entravé par la difficulté à canaliser l'épargne *existante* « vers des occasions d'investissements productifs ». L'obstacle fondamental et premier à surmonter est cette carence de la « capacité à investir » qu'il faut entendre, chez HIRSCHMAN, comme la possibilité de prendre des décisions d'investissements (*ability to invest*).

En effet, nombreux sont les économistes qui admettent que les pays sous-développés souffrent moins qu'on ne le pense d'une pénurie de capitaux (sous différentes formes) et d'un manque de capacités humaines. Pour ce qui concerne l'insuffisance de surplus investissables, des analyses minutieuses ont fait apparaître les ressources potentielles que constituent la consommation de luxe des classes riches, la thésaurisation, la mauvaise organisation du temps de travail, les pertes de temps et d'énergies consacrées à des actes rituels sans rapport avec l'activité économique, etc... (57). Dans le même sens M. ALLAIS (58) explique qu'il ne faut pas confondre le volume de l'épargne en valeur salariale et le volume de l'épargne en valeur réelle. L'épargne évaluée en heures de travail est certainement considérable en pays sous-développés et l'insuffisance du capital réel tient moins à une insuffisance de l'épargne qu'à l'insuffisance de productivité.

D'un autre côté, il n'est pas non plus évident que les pays sous-développés manquent de potentiel humain capable de faire fructifier ces possibilités de surplus réinvestissables. En fait, c'est le climat économique général et le manque d'expérience et de connaissances qui empêchent

(57) Parmi les nombreuses analyses qui concluent dans ce sens citons, par exemple, R. NURKSE : « Capital formation in underdeveloped countries », *op. cit.* ; C. KINDELBERGER : « Aspects sociaux de la formation du capital », Cahiers de l'I.S.E.A., série F, n° 3 ; BUCHANAN and ELLIS : « Approaches to economic development », New York 1955 ; WOLF and SUFRIN : « Capital formation and foreign investment in underdeveloped countries », Université de Syracuse 1956 ; O.N.U. : « Methods of financing economic development » 1949 et « Domestic financing of economic development » 1951. Le Pr. LEDUC professe également une opinion similaire du « Rapport sur le sous-développement et ses problèmes », Congrès des économistes de langue française 1952 à l'« Economie du développement », Cours de Droit 1961-1962, pp. 267 et suivantes.

Un article récent tiré d'une expérience indienne de W.B. REDDAWAY (« The economics of underdeveloped countries », *The economic journal*, Mars 1963) va dans le même sens : l'auteur note l'existence aux Indes d'actifs oisifs importants (tel que l'or) qui pourraient être mobilisés à l'extérieur, la sous-utilisation et la mauvaise utilisation du capital existant, etc.

(58) M. ALLAIS : « Le Tiers-Monde au carrefour », *Les Cahiers africains* N° 8, p. 52.

les talents cachés de donner leur mesure et les conduisent à des activités commerciales ou spéculatives d'un effet moteur moins puissant (ce qui serait une des explications de ce que l'on a appelé l'hypertrophie du secteur tertiaire). M. M. ALLAIS écrit dans le même sens : « De tels gens (capables, actifs et énergiques) existent dans chaque pays sous-développé. S'il en paraît autrement c'est parce que nous tendons à les rechercher selon notre propre image du « big business », selon le type occidental, plutôt que dans les villages, dans les fermes et dans les boutiques et bazars... Ces gens ne demandent seulement qu'un environnement favorable pour transformer la face de leur pays » (59). Les expériences récente du Pakistan et du Moyen-Orient et, plus anciennes, de l'Amérique latine tendent effectivement à prouver que les pays sous-développés peuvent disposer d'une « armée de réserve » d'entrepreneurs. Le problème central des pays sous-développés à leur phase de démarrage est donc de créer des occasions d'investir, d'accroître la « capacité d'investir », terme qui traduit malheureusement de façon ambiguë « the ability to invest » de HIRSCHMAN. Cette « capacité à investir » augmente avec la dimension du secteur moderne de l'économie; elle sera toujours, en phase de démarrage, inférieure à l'épargne totale mobilisable. Cette idée directrice guide toute la stratégie du développement imaginée par l'auteur et qui se caractérise par la mise en œuvre d'un processus dynamique de déséquilibres successifs.

B. — Croissance déséquilibrée contre croissance équilibrée

En partant d'une analyse critique de la croissance équilibrée, HIRSCHMAN expose une stratégie de développement déséquilibré qui, selon l'auteur, correspond à la réalité du processus de développement et constitue une politique efficace pour assurer le démarrage des économies sous-développées.

I. — Critique de la thèse de la croissance équilibrée

La thèse de la croissance équilibrée a fait l'objet de nombreuses critiques, en particulier de MM. FLEMING (60), SINGER (61), KINDELBERGER (62) mais on peut considérer que la critique de M. HIRSCHMAN constitue une synthèse et se situe par ailleurs à un niveau plus général.

On peut résumer l'analyse du Pr. HIRSCHMAN en deux propositions :

1) Le développement équilibré ne correspond pas à une analyse dynamique et réaliste du processus de développement.

(59) M. ALLAIS : « Le Tiers-Monde au carrefour », *op. cit.*, p. 51.

L'auteur en tire un des arguments en faveur d'une expérience libérale pour le développement des pays sous-développés.

(60) M. FLEMING : « External economies and the doctrine of balanced growth » *Economic journal*. Juin 1955.

(61) H. SINGER : « The concept of balanced growth in economic development », *Malayan economic review*. Octobre 1958.

(62) C. KINDELBERGER : « Economic développement », *op. cit.*, 1958.

2) En tant que stratégie de la politique d'investissement elle est impraticable.

a) Elle relève tout d'abord d'une *analyse défectueuse du processus de développement*. HIRSCHMAN dit lui-même que c'est le principal grief qu'il fait à cette thèse car « par développement on doit entendre la *transformation* d'un type d'économie en un autre type plus avancé » (63). On ne peut évidemment que souscrire à une telle définition si clairement formulée. Or, pour HIRSCHMAN, la thèse de la croissance équilibrée n'imagine pas que l'« équilibre de sous-développement » puisse être rompu en un seul point et, selon l'auteur, elle aboutit ainsi à « la conclusion qu'une économie entièrement nouvelle et autonome doit se superposer au secteur traditionnel stagnant également autonome », créant ainsi « un type de développement absolument dualiste » (64).

À la vérité, on comprend assez mal cette critique de HIRSCHMAN. Il est vrai que le terme de dualisme peut être chargé de significations diverses, néanmoins on ne voit pas en quoi le développement équilibré engendre davantage une structure dualiste que le développement déséquilibré. Il nous semble, par ailleurs, que cette critique de HIRSCHMAN est en contradiction avec l'analyse effectuée plus loin par lui-même sur « la raison du développement dualiste » (65). Quoiqu'il en soit, on constate que, si la théorie du développement équilibré ne conçoit pas la rupture de l'« équilibre de sous-développement » en un point, elle préconise, au contraire, une attaque en plusieurs points. Le Pr. HIRSCHMAN, visant l'argument de l'équilibre par l'offre, constate que la vision de la croissance équilibrée résulte d'une analyse de simple statique comparative : lorsque le démarrage est accompli, on constate effectivement que tous les secteurs se sont développés suivant un certain taux de croissance moyen; mais une analyse dynamique du processus fait apparaître que cette croissance n'a pas été uniforme dans le temps et que les différents secteurs se sont développés à des rythmes différents. On rejoint ici la notion de « *leading sectors* » de ROSTOW. Les distorsions qui apparaissent ainsi dans l'appareil productif provoquent des réajustements par les prix et éventuellement par le déficit de la balance des comptes, qui sont, eux-mêmes, des facteurs dynamiques d'investissements nouveaux. La critique vise évidemment la forme « extrême » de la croissance équilibrée qui réclamerait un taux de croissance égal dans tous les secteurs.

Les déséquilibres peuvent également se produire du point de vue de la demande car le marché peut absorber des hausses « non équilibrées » de la production grâce à des innovations réduisant les coûts, ou au lancement de produits remplaçant les importations. Autrement dit, la croissance déséquilibrée peut jouer s'il y a un marché préexistant

(63) *Op. cit.*, p. 67.

(64) *Op. cit.*, p. 67.

(65) *Op. cit.*, p. 147.

auquel il s'agit de s'adapter. Tandis que, comme le note SINGER, la croissance équilibrée suppose que les pays sous-développés partent toujours de zéro.

b) Le développement équilibré propose, par ailleurs, une stratégie inapplicable car il réclame une somme énorme de ressources et d'aptitudes qui sont rares dans les pays sous-développés. C'est selon HIRSCHMAN l'aspect curieux de cette théorie qui « combine une attitude défaitiste à l'égard des capacités des économies sous-développées avec une confiance absolument aberrante en leurs facultés créatrices » (66). Dans le même sens KINDELBERGER écrit : « s'il est vrai que l'on dût démarrer partout avant que l'on puisse démarrer quelque part, il serait nécessaire d'abandonner tout espoir de développement puisque les besoins en capitaux nécessaires pour tout faire immédiatement sont au-delà de tout espoir de réalisation ».

L'argument est évidemment très fort mais il réclamerait d'être étayé par des évaluations quantitatives précises dans l'un et l'autre cas qui permettraient de savoir, dans les hypothèses particulières, quel genre d'offensive du développement risque d'être le plus cher.

II. — La croissance déséquilibrée

Simultanément à la critique de la croissance équilibrée, HIRSCHMAN expose la thèse de la croissance déséquilibrée comme une analyse plus réaliste et une stratégie plus efficace du développement.

a) L'équilibre dans la croissance n'est, en fait, nous l'avons vu, que le résultat *final* comparé à un moment initial, d'une série d'avances inégales d'un secteur, suivies de « pointes de rattrapage » des autres secteurs, qui elles-mêmes ne constituent pas de simples ajustements mais de nouvelles poussées induisant d'autres avances... Autrement dit, l'équilibre de la croissance qui apparaît en statique comparative n'est que le résultat de déséquilibres qui apparaissent en dynamique.

b) Le processus doit être favorisé car il secrète les facteurs favorables à l'accumulation du capital et à la poursuite du développement. C'est l'idée bien connue du *progrès par déséquilibres successifs*, illustrée par l'image de la marche où le déséquilibre, que constitue chaque pas, engendre la progression. Selon HIRSCHMAN l'avantage du développement déséquilibré est d'offrir, à chaque avance saccadée de tel ou tel secteur, de larges occasions d'investir, autrement dit de favoriser au maximum l'investissement induit. Il faut rappeler que cette notion est entendue plus largement que dans son sens classique et qu'elle est plus importante que pour les pays développés qui disposent déjà d'une gamme étendue de productions. Ce qui est important pour la croissance des pays avancés, c'est ce que l'on appelle l'investissement autonome. Ce rôle stratégique est attribué par HIRSCHMAN, dans les pays sous-développés, à ce qu'il appelle « l'investissement induit. »

En résumé, la croissance déséquilibrée favorise au maximum le jeu

(66) *Op. cit.*, p. 68.

des complémentarités analysé plus haut. Les projets forts créent des occasions d'investir faciles à saisir pour cette « armée de réserve » d'entrepreneurs qui existe (plus ou moins massivement) dans les pays sous-développés. Il semble donc, mais HIRSCHMAN n'est pas très explicite sur ce point, que la réalisation de ces « projets forts » relève de l'action de l'Etat ou d'un pouvoir économique mal défini.

Sur ces théorèmes de base et suivant la technique d'analyse définie plus haut, le Pr. HIRSCHMAN préconise une certaine politique d'investissements que nous nous proposons de résumer maintenant.

§ 3. — LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

HIRSCHMAN distingue deux types de choix d'investissements qui posent deux sortes de problèmes à des niveaux différents.

Les choix de substitution, tout d'abord, aboutissent à retenir un projet au détriment d'autres projets définitivement écartés. Il concerne des substituts techniques et le problème porte sur le meilleur moyen de réaliser un objectif déterminé et précisément défini. Ce premier type de problème, bien qu'important, se situe néanmoins à un niveau secondaire.

Au niveau primaire se pose le problème plus difficile mais essentiel des *choix d'ajournement* (ou de priorité). C'est ce problème qui intéresse la théorie du Pr. HIRSCHMAN. Le choix d'ajournement entre deux projets A et B, par exemple, porte sur la *séquence* $A \rightarrow B$ ou la séquence $B \rightarrow A$. C'est le choix capital de l'*ordonnancement* des projets qui affecte leur productivité respective et surtout les chances de succès du développement. Suivant la logique de sa méthode, HIRSCHMAN propose de choisir les séquences qui procurent le maximum d'occasions d'investissements (aspect quantitatif) et qui incitent avec plus de vigueur à effectuer les investissements induits (aspect qualitatif). Il distingue ainsi les « séquences contraignantes » et les « séquences facilitantes ». Les séquences contraignantes bouleversent l'idée d'un développement avec ordre logique car on peut imaginer que « mettre un peu la charrue avant les bœufs » est parfois avantageux. Nonobstant quelques nuances, HIRSCHMAN préconise une stratégie du démarrage par des investissements fortement capitalistiques. Cette proposition schématiquement formulée nous paraît reposer essentiellement sur trois arguments que nous appellerons : les séquences contraignantes, le dualisme et l'efficacité interne des projets.

A. — *Les séquences contraignantes*

L'organisation de séquences contraignantes d'investissements est l'axe essentiel de la politique d'investissement du Pr. HIRSCHMAN puisque l'objectif fondamental est, rappelons-le, de favoriser au maximum les occasions d'investir.

Cette préoccupation apparaît non seulement dans le choix entre les investissements d'infrastructure (I.E.S.) et les investissements directement productifs (A.D.P.), mais également à l'intérieur même de cette dernière catégorie.

I. — Les séquences I.E.S. — A.D.P.

Les statistiques du développement font apparaître la place importante occupée par l'infrastructure économique et sociale mais ceci n'explique pas comment évoluent les A.D.P. et l'I.E.S. au cours du développement. Selon l'auteur, il faut tout d'abord considérer que les A.D.P. et l'I.E.S. ne peuvent être créés en même temps. Dès lors deux séquences déséquilibrées de démarrage sont possibles : 1) soit par excès de capacité de l'I.E.S., 2) soit par une insuffisance d'I.E.S.

Dans le premier cas, on attend une action sur la demande et un effet d'attraction sur les investisseurs; dans le second on attend des entrepreneurs qu'ils exercent des pressions sur les pouvoirs publics pour obtenir la constitution d'une infrastructure suffisante. On le voit, les deux séquences de déséquilibres tendent à créer des effets d'induction, contrairement à une croissance équilibrée A.D.P./I.E.S. ex ante. Toutefois, le Pr. HIRSCHMAN estime que la séquence par insuffisance d'I.E.S. est plus « *contraignante* » car on peut supposer qu'elle suscite nécessairement la réaction des entrepreneurs et le succès de leurs pressions auprès des pouvoirs publics. Tandis que la séquence par excès d'I.E.S. est simplement persuasive. Elle ne fait que *faciliter* la décision d'investir dans des activités productives. En un mot, elle invite mais n'oblige pas.

Cependant le développement par insuffisance d'I.E.S. connaît des limites dans la mesure où les activités productrices réclament, au départ, l'existence d'un minimum d'infrastructure (67). Il est, en particulier, impensable pour les zones les plus attardées où il n'existe pratiquement aucune infrastructure. Cependant dans ce cas, il ne faut pas trop attendre de ces réalisations de base surtout si la région manifeste une certaine répugnance au développement économique.

En définitive, du point de vue de la politique d'infrastructure, HIRSCHMAN refuse d'admettre que l'on puisse, au départ, calculer un équilibre I.E.S./A.D.P.; équilibre initial qui n'est, au demeurant, pas souhaitable si on considère qu'il ne produit guère d'effet inducteur d'investissements nouveaux. Par ailleurs, à la suite d'autres auteurs, il recommande pratiquement une grande prudence à l'égard des investissements d'infrastructure qui, bien que très lourds, ont des effets trop souvent décevants et sans rapport avec l'effort initial. Il est à peine nécessaire en effet de rappeler les expériences nombreuses d'infrastructures constituées à grands frais et hors de proportion avec les besoins immédiats, qui se sont soldés par un gaspillage de capital.

(67) Cette restriction rejoint la théorie de ROSENSTEIN-RODAN. Elle introduit, il faut bien le dire, sinon une certaine confusion du moins une certaine imprécision.

La même idée directrice de maximisation des investissements induits va guider HIRSCHMAN dans l'analyse des séquences d'investissements directement productifs.

II. — *Les séquences d'investissements directement productifs*

Le choix, parmi les investissements directement productifs, repose sur l'idée que l'offre nouvelle d'un produit engendre des mécanismes d'induction qui sont d'ailleurs moins purement facultatifs que la création d'une route par exemple. Les effets d'induction d'un investissement dans le secteur directement productif s'exercent dans deux directions : en « amont » et en « aval » du projet.

Les « effets d'approvisionnements » ou « effets de liaison en amont » (« backward linkage effects ») sont ceux qui incitent à produire localement des inputs nécessaires au projet considéré. Les « effets de débouchés » ou « effets en aval » (« forward linkage effects ») engagent à investir dans des secteurs qui utilisent le produit initial comme input. Mais, remarque HIRSCHMAN, la notion de liaison est assez ambiguë. Elle comprend deux éléments qu'il faut soigneusement distinguer :

- 1) l'importance de l'effet qui peut être mesurée par le produit net des nouvelles industries induites (x_i),
- 2) la probabilité de création effective de ces industries (p_i).

L'effet de liaisons d'un projet avec n secteurs est égal à :

$$i = n \\ \sum_{i=1} x_i p_i$$

Les probabilités de création d'industries en amont dépendent de la dimension économique minima des firmes qui produisent les inputs. Pour ce qui concerne les effets en aval, la détermination des probabilités de création effective est plus délicate. Elle dépend essentiellement du marché propre à ces industries. HIRSCHMAN note, par ailleurs, que, dans les effets en aval, souvent les x_i et les p_i varient en sens inverse. Ainsi, lorsque les « p » sont élevés et les « x » faibles, les industries qui se créent alors presque sûrement dans le sillage du projet initial peuvent être appelées « industries satellites ». Le problème est donc de choisir des projets qui maximisent ces effets de liaisons, c'est-à-dire des projets qui ont une grande « puissance de dispersion » (68). HIRSCHMAN propose, pour guider ce choix, de se servir des tableaux d'échanges interindustriels tels qu'ils sont établis pour les pays développés. Il considère ainsi un tableau dressé par CHENERY et WATANABE (69) qui mesure pour les Etats-Unis, l'Italie et le Japon, le degré moyen d'interdépendance des différentes industries (cf. Tableau VII).

(68) Qui est l'inverse du coefficient de production et qui apparaît avec l'inversion de la matrice.

(69) H. B. CHENERY et T. WATANABE : « International comparisons of the structure of production ». Cité par HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 126.

TABLEAU VII

*Degré moyen d'interdépendance des secteurs économiques
en Italie, au Japon et aux États-Unis*

	Interdépendance du fait d'achats (a) à d'autres secteurs (liaison en amont)	Interdépendance du fait de ventes (b) à d'autres secteurs (liaison en aval)
1 — Industries manufacturières intermé- diaires (coef. de liaison en amont et en aval élevés) :		
Sidérurgie	66	78
Métaux non ferreux	61	81
Papier et produits en papier	57	78
Produits pétroliers	65	68
Produits charbonniers	63	67
Produits chimiques	60	69
Textiles	67	57
Articles en caoutchouc	51	48
Imprimerie et édition	49	46
2 — Industries manufacturières finales (coef. de liaison en amont élevé, coef. de liaison en aval faible) :		
Meunerie	89	42
Cuir et articles en cuir	66	37
Bois et articles en bois	61	38
Vêtements	69	12
Équipement de transport	60	20
Machines	51	28
Produits minéraux non métalliques .	47	30
Industries alimentaires	61	15
Construction de navires	58	14
Industries diverses	43	20
3 — Production primaire intermédiaire (coef. de liaison en aval élevé, coef. de liaison en amont faible) :		
Extraction de métaux	21	93
Pétrole et gaz naturel	15	97
Extraction de charbon	23	87
Agriculture et forêts	31	72
Électricité	27	59
Minerais non métalliques	17	52
4 — Production primaire finale (coef. de liaison en amont et en aval faibles) :		
Pêche	24	36
Transports	31	26
Services	19	34
Commerce	16	17

(a) Rapport des achats intersectoriels à la production totale (en %) (Moyenne des trois pays).

(b) Rapport des ventes intersectorielles à la demande totale (en %) (Moyenne des trois pays).

Source : CHENERY et WATANABE, *op. cit.* Reproduit par HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 126.

Sur cette conception de base, le Pr. HIRSCHMAN se livre à une analyse minutieuse des relations interindustrielles possibles dans les pays sous-développés, destinée à éclairer un choix souhaitable et une stratégie opportune des investissements de démarrage. Il nous semble que de cette analyse riche et complexe on puisse tirer deux idées essentielles.

a) *L'importance des effets de liaison en amont*

HIRSCHMAN considère qu'en l'absence d'un système productif intégré, et donc de marchés pour les industries intermédiaires, il est normal que l'industrialisation dans les pays sous-développés commence par des secteurs du « dernier stade », c'est-à-dire des industries qui s'adressent à la demande finale. Ces industries sont de deux sortes :

- 1) celles qui transforment des produits primaires (locaux ou importés),
- 2) celles qui transforment des produits semi-finis importés (qui, selon l'expression de HAYEK, pratiquent des « touches finales ») (70).

Cette dernière catégorie, qu'HIRSCHMAN appelle les « industries d'importations enclavées » se crée assez facilement car elle offre des possibilités pour des capitaux peu importants qu'il serait difficile de mobiliser et de rassembler pour des entreprises réclamant des investissements massifs.

Cette forme d'industrialisation initiale est intéressante en raison des effets de liaison en amont qu'elle engendre. Or, HIRSCHMAN attribue plus d'importance aux effets de liaison en amont qu'à ceux qui jouent en aval. Il estime, en effet, que ces derniers sont beaucoup moins nets, évidents et probables que les effets de liaison en amont (71). Par ailleurs, nous l'avons vu, lorsque les effets en aval sont très probables, les industries induites ne créent qu'une faible valeur ajoutée (industries satellites) par contre, lorsque ces industries sont susceptibles de faire subir des transformations importantes à l'input, la force de l'effet de liaison est faible.

A cet égard donc, les « industries d'importation enclavées » présentent cet avantage sur les « industries d'exportation enclavées » de créer des effets de liaison en amont « d'une variété et d'une profondeur pratiquement infinies ». Les effets en amont provoquent une industrialisation effective à des stades antérieurs de production lorsque la demande d'approvisionnement provenant des industries donnant des « touches finales » correspond à la dimension minima des firmes productrices d'inputs.

Ainsi HIRSCHMAN fait apparaître le rôle dynamique des importations alors qu'on a surtout mis l'accent sur leur jeu d'obstruction. L'importation met clairement en évidence l'existence et l'étendue d'un marché. Elle fournit ainsi une *information* certaine, importante pour la

(70) Telles sont par exemple les entreprises de montage, de malaxage, d'emballage. Les laboratoires pharmaceutiques, etc.

(71) Il est par exemple absurde d'espérer la création de telle ou telle industrie mécanique à partir de l'implantation d'un complexe sidérurgique.

décision des entrepreneurs locaux. Ceci conduit à préconiser une politique du commerce extérieur pour le « stade prénatal » qui est le contrepied de la politique de protection des industries naissantes. Certes, on peut objecter que les importations peuvent continuer à approvisionner les industries du stade final même quand la demande d'approvisionnement de ces dernières a atteint le seuil critique qui permettrait aux industries nationales de s'implanter localement. Théoriquement, en effet, les importations peuvent empêcher la concrétisation des effets en amont surtout si les industries clientes du dernier stade ont davantage confiance dans leurs fournisseurs étrangers. Mais, rétorque HIRSCHMAN, en pratique trois raisons vont freiner l'approvisionnement extérieur et favoriser ainsi une offre intérieure : 1) le nombre limité de gens qui peuvent exercer la profession d'importateur, 2) les difficultés d'obtenir les devises nécessaires, 3) l'action des entrepreneurs utilisateurs qui vont essayer de créer et promouvoir des entreprises qui produisent leurs inputs.

D'ailleurs, selon HIRSCHMAN, certaines expériences récentes de développement ont suivi ce schéma d'industrialisation par « remontée » depuis le dernier stade. De plus, ce processus constitue un stimulant pour l'agriculture dans la mesure où la matière première est constituée par des produits agricoles importés (exemple du coton, orge, sisal, au Brésil). Il explique enfin les brusques mouvements d'accélération dans l'industrialisation et la formation du capital dans certains pays en voie de développement.

Une politique d'investissement qui tend à favoriser un tel processus de « remontée » peut trouver un prolongement, ou plus exactement, un appui efficace dans une politique de la consommation qui s'efforcera par des mesures douanières, fiscales ou budgétaires, de canaliser la demande finale, de manipuler sa structure, pour provoquer les effets de liaison en amont au lieu d'attendre simplement leur déclenchement. Cette analyse du Pr. HIRSCHMAN, à laquelle il attribue lui-même beaucoup d'importance, nous permet d'observer que l'auteur ne préconise pas *nécessairement et systématiquement* une politique d'investissement « capital-intensive » puisque ce modèle de démarrage par des industries du dernier stade s'effectue, au contraire, souvent au moyen d'investissements faiblement capitalistiques. Mieux même, l'auteur constate que l'existence de plusieurs industries du dernier stade provoque de très importants effets de « liaison en amont ». Cette observation rejoint les idées et mesures préconisées par la thèse du développement équilibré.

Cependant HIRSCHMAN est conduit à modifier très sensiblement ces conclusions en considérant non plus seulement les effets de liaison en amont mais la combinaison des liaisons en amont et en aval.

b) *Combinaison des effets de liaisons en amont et en aval*

HIRSCHMAN, nous l'avons vu, considère que la liaison en aval est moins sûre, moins évidente et moins précise que la liaison en amont.

En fait, la liaison en aval n'existe pas à l'état pur et s'accompagne toujours d'une liaison en amont. L'étude des effets combinés des liaisons en amont et en aval fait apparaître des phénomènes de rétroaction qu'il appelle « effet de tenailles ». Pour comprendre le phénomène, il faut se débarrasser du concept trop élémentaire de « stades de production » et de l'idée peu réaliste d'un ordre successif nécessaire (techniquement) entre les différents secteurs. Soit, par exemple, une industrie A qui satisfait directement la demande finale et une industrie B, « prise en tenailles », qui se crée non seulement pour fournir la demande finale mais pour utiliser le produit de A comme input. L'effet de liaison en aval $A \rightarrow B$ s'accompagne d'un effet expansionniste en A par l'apparition de la demande-consommation intermédiaire de $B \rightarrow A$ (effet en amont). Ces effets combinés que M. ABRAHAM-FROIS n'hésite pas à traduire par « effet-boomerang » (72) sont particulièrement dynamiques et doivent être favorisés par la politique de développement chaque fois que cela est possible. Ils sont obtenus par la création de secteurs de production qui se situent au milieu de la matrice des relations intersectorielles triangularisée. Rappelons que cette manipulation de la matrice des inputs-outputs fait apparaître, « au sommet », le « dernier secteur » dont la production va entièrement à la demande finale et qui achète aux autres secteurs, et « à la base » le « premier secteur » qui vend à tous les autres (et peut être à la demande finale) mais n'achète aucun input. Entre les extrêmes se situent les secteurs qui achètent leurs inputs aux autres secteurs (liaisons en amont) et qui vendent leurs outputs à d'autres secteurs (liaisons en aval) et à la demande finale.

Ainsi, en tenant compte de l'effet combiné des liaisons en amont et en aval, on est conduit à envisager une autre politique sectorielle de démarrage qui s'applique sur des « industries dont les produits sont distribués à beaucoup d'autres secteurs industriels tout en allant aussi, directement, à la demande finale » (73). Dans la mesure où de tels projets sont économiquement viables, ils doivent être préférés aux investissements dans les industries du dernier stade donnant de simples « touches finales ». Autrement dit, on aboutit, pratiquement, à choisir un modèle qui, à la fois, bouleverse l'idée d'un ordre technique nécessaire entre les secteurs, et recommande largement des investissements plus capitalistiques. C'est ainsi que dans le tableau de CHENERY-WATANABE, il faut remarquer les secteurs qui présentent la somme la plus élevée des coefficients d'interdépendance en amont et en aval. En particulier, HIRSCHMAN note que l'industrie qui totalise le plus grand nombre de points est la sidérurgie; aussi, conclut l'auteur : « peut-être les pays sous-développés ne font-ils pas preuve de tant de stupidité et ne cèdent-ils pas uniquement à des considérations de prestige en lui attribuant une importance prépondérante » (74).

(72) G. ABRAHAM-FROIS, *op. cit.*, p. 135.

(73) A.O. HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 138.

(74) A.O. HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 127.

D'ailleurs, l'auteur estime que le démarrage par le secteur des « touches finales », à côté de certains avantages de facilité, présente l'inconvénient de créer des « résistances à chaque étape du processus de contagion ». D'une façon générale, il peut ainsi y avoir une tendance au maintien du statu quo, si bien que « les premières étapes d'industrialisation faciles à franchir peuvent rendre les autres plus difficiles » (75). L'auteur craint que les importations de produits semi-finis représentent de véritables « fuites d'effets de développement ».

En définitive, du point de vue capital des « séquences contraignantes », HIRSCHMAN conçoit deux modèles possibles de démarrage :

— Le premier est un modèle progressif à base d'investissements modérément capitalistiques.

— Le second, qui a la préférence de l'auteur, propose l'installation de structures productives entièrement nouvelles et réclame des investissements plus fortement capitalistiques. A l'appui de cette dernière thèse qui, on le voit, n'a rien de systématique, HIRSCHMAN développe encore deux arguments qui nous paraissent cependant relever d'une moins grande généralité et présenter un caractère accessoire.

B. — *Le Dualisme*

Outre le processus de liaison en amont auquel est lié le jeu des importations, HIRSCHMAN relève que la croissance des pays sous-développés présente une autre caractéristique essentielle : celle de s'effectuer dans une structure dualiste.

Pour HIRSCHMAN, le dualisme est la coexistence et la cohabitation prolongée d'un secteur moderne de production et d'un secteur à techniques préindustrielles. Ces secteurs « remplissent *tous deux* des fonctions économiques ». Cette structure dualiste est évidemment le résultat de l'introduction des techniques du XX^e siècle dans les sociétés primitives « *qui ne peuvent s'y adapter que progressivement* » (76). Elle se traduit par une disparité des niveaux de vie et des niveaux de salaires qui reflètent les différences de productivités marginales. Dans le secteur traditionnel, le capital étant relativement plus cher et le travail relativement moins cher que dans le secteur moderne, les combinaisons productives sont évidemment beaucoup plus « labour-intensive ».

Ces conditions structurelles doivent être prises en considération pour l'élaboration d'une politique d'investissement et selon HIRSCHMAN, le dualisme plaide également en faveur d'une politique d'investissements hautement capitalistiques.

L'argumentation repose sur une hypothèse implicite qu'il faut mettre en relief et suivant laquelle

1) les investissements « capital-saving » s'effectuent nécessairement

(75) A.O. HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 139.

(76) A.O. HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 148. C'est nous qui soulignons.

dans les secteurs où il existe une production du type préindustriel, tandis que

2) les investissements modernes hautement capitalistiques s'effectuent dans des secteurs où il n'existe pas de productions préindustrielles. Autrement dit, les investissements peu capitalistiques ont beaucoup plus de chances de concurrencer (ou d'être concurrencés) par le « secteur artisanal » que les investissements fortement capitalistiques. HIRSCHMAN reconnaît d'ailleurs que, du point de vue de la structure dualiste, l'argument en faveur des investissements « capital-spending » est accessoire et dérivé de l'argument suivant lequel les investissements doivent être réalisés dans des secteurs où la production n'est pas déjà assurée par un système productif préindustriel.

Ce postulat ne saurait être accepté sans certaines réserves. En effet, si on peut admettre que le premier élément de l'hypothèse est souvent vérifié, on peut douter que le second le soit toujours ou même très fréquemment. Il reste cependant qu'un certain nombre de secteurs, exclus du champ d'activités artisanales, sont ouverts aux investissements fortement capitalistiques : produits chimiques, sidérurgie, électricité, raffinage du pétrole, etc.

Sur ce postulat HIRSCHMAN développe une argumentation qui peut être résumée de la façon suivante :

1) « Doubler » les secteurs de production préindustriels par un secteur moderne constitue du gaspillage de capital.

2) Le secteur moderne peut très bien ne pas pouvoir supporter la concurrence du secteur artisanal (par exemple dans les domaines de la céramique, de la fabrication de chaussures, vêtements, meubles, etc.).

3) Dans le cas contraire, on assiste à une destruction de l'appareil productif préindustriel (comme cela s'est produit dans les pays d'Europe lors de la révolution industrielle) alors qu'un certain répit est nécessaire à la petite industrie et à l'artisanat pour opérer sa modernisation.

Cette analyse appelle certaines remarques. Elle nous paraît, en effet, reposer sur une notion de dualisme qui est, d'une part trop étroite et, d'autre part, très imprécise. La notion est trop étroite dans la mesure où le secteur préindustriel est essentiellement défini par le système de production, ce qui introduit d'inévitables obscurités. En effet, l'auteur ne définit pas l'espace économique (77) respectif du secteur industriel et du secteur préindustriel. Plus concrètement son analyse suppose une *compénétration* des secteurs modernes et traditionnels et, plus précisément encore, que l'appareil productif industriel et l'appareil productif précapitaliste s'adressent au même marché. Il y a aura en effet concurrence destructrice : 1) si les exploitations artisanales et les petites entreprises fonctionnent autant (ou davantage) pour les consommateurs du secteur moderne que pour ceux du secteur traditionnel et

(77) Au sens où l'entend F. PERROUX : comme « contenu d'un plan et champ de force d'un ensemble homogène ». Cf. « L'économie du XX^e siècle », P.U.F. 1961, pp. 127 et suiv.

2) si les firmes capitalistes peuvent pénétrer le marché de la société traditionnelle. On peut donc penser que la notion de « secteur préindustriel » est insuffisamment précise et que le concept de dualisme est utilisé un peu abusivement ou tout au moins qu'il doit évoquer un clivage plus radical que le phénomène visé par HIRSCHMAN. Suivant les conceptions dégagées plus haut, on doit considérer que les unités de production faiblement capitalistiques font partie du secteur moderne si leur marché coïncide avec celui des entreprises nouvelles hautement capitalistiques. Il y a là un problème important d'aménagement de la croissance du secteur moderne, sur lequel HIRSCHMAN a eu le mérite d'attirer l'attention, mais l'emploi du concept de « dualisme » nous paraît abusif ou tout au moins équivoque.

Par ailleurs, l'argument du gaspillage de capital semble paralogique. En effet, dans une politique d'industrialisation légère, il s'agit moins de doubler les unités de production existantes que de les transformer et les moderniser ; les investissements nouveaux seront alors plus complémentaires que destructeurs du capital existant. D'ailleurs, lorsqu'il s'agit d'exploitations artisanales dont le capital est pratiquement nul, on ne peut guère parler de destruction de capital. Il demeure que le Pr. HIRSCHMAN a opportunément attiré l'attention sur les effets de concurrence (78) possibles et sur la nécessité d'opérer une analyse précise et concrète des relations structurelles actuelles et futures de l'appareil productif, avant de lancer un programme d'investissements nouveaux.

Il nous faut encore examiner, pour finir, un dernier argument avancé par HIRSCHMAN en faveur de l'investissement hautement capitalistique.

C. — *L'efficacité interne du système productif*

Le lancement d'un projet et la recherche de « pressions extérieures » qui favorisent de nouveaux projets n'épuisent pas le problème de la politique d'investissement pour le démarrage des pays sous-développés. Il ne suffit pas de créer ou de favoriser la création de capital dans tel ou tel secteur. il faut encore que les projets *fonctionnent avec efficacité*. Ce problème n'est pas moins important ni moins difficile que le précédent en raison des carences graves que présentent les pays sous-développés à cet égard. Souvent, en effet, les facteurs socio-culturels posent des problèmes d'autorité, d'efficacité, de dynamisme de l'entreprise, d'entretien du capital, etc. Ce dernier point est assez typique des économies en voie de développement. Nous ne reprendrons pas ici l'analyse théorique bien connue, par laquelle le Pr. HIRSCHMAN conclut que le taux marginal de substitution du travail au capital est plus grand dans les pays sous-développés que dans les pays

(78) Il s'agit ici de la concurrence sur le marché des produits. Les effets de concurrence sur les marchés des facteurs ont été mis en relief en particulier par M. FLEMING : « External economies and the doctrine of balanced growth ». *Economic journal*. Juin 1955.

industrialisés. Suivant cette formulation générale on peut être amené à préférer des projets de développement plus capitalistiques malgré les bas niveaux de salaires dans les pays sous-développés. Nous ne ferons ici que regrouper les arguments concrets mis en relief par HIRSCHMAN et qui, selon lui, poussent à choisir pour le démarrage les investissements les plus capitalistiques.

I. — Si l'on considère, tout d'abord, la tendance à négliger *l'entretien du capital*, les outillages et équipements les plus compliqués ont l'avantage de réclamer impérativement et d'imposer cet entretien car les investissements les plus capitalistiques créent une « obligation d'entretien » à laquelle on ne peut se soustraire. Ainsi, l'habitude va-t-elle se créer peu à peu au contact initial des équipements techniquement les plus avancés.

II. — Par ailleurs, on constate dans la plupart des pays sous-développés, une difficulté, pour la main-d'œuvre, à respecter un *rythme de travail* industriel ; ce qui se traduit par une productivité très basse. Or, avec les équipements les plus capitalistiques, le rythme de travail n'est plus commandé par l'homme mais par la machine. Il y a donc là un moyen d'éviter une médiocre productivité et au contraire d'atteindre le niveau de rendement des pays industrialisés. De plus, et c'est un point qui est généralement passé inaperçu, ces effets technologiques aident les cadres de l'entreprise, les secondent en les libérant de certaines tâches. La technique la plus avancée accroît donc non seulement la productivité du travail directement attachée au processus productif mais encore la productivité des cadres et de la direction de l'entreprise.

III. — Enfin, les projets hautement capitalistiques étant les plus coûteux, il est probable qu'ils seront *mieux préparés*, mieux étudiés, ce qui est un gage de leur succès.

Les remarques de HIRSCHMAN sur les conditions pratiques de l'efficacité des projets sont judicieuses mais on peut se demander si l'auteur ne fait pas preuve d'un excès d'optimisme en suggérant pour remède, l'emploi d'un capital hautement technique. Le mauvais entretien du capital est sans doute un point noir de la gestion en pays sous-développés mais on peut concevoir que ce désintéressement à l'égard du capital est d'autant plus marqué que l'équipement est « étranger » aux utilisateurs nouveaux qui peuvent, en particulier, faire trop confiance à la technique et admettre difficilement qu'il faille prodiguer à ces équipements très modernes plus de soins qu'à un outillage rudimentaire. Par ailleurs, HIRSCHMAN suppose trop facilement résolu le problème du personnel capable d'assurer l'entretien de ce capital. Il est vrai que parfois les opérations d'entretien sont d'autant plus simples que les équipements sont perfectionnés mais il serait hasardeux de généraliser. Par ailleurs, la qualité de *l'étude des projets* constitue certainement une autre grande faiblesse qui affecte la politique d'investissement. Les organismes internationaux mettent l'accent sur ce problème et déplorent

fortement les carences dans ce domaine (79). Les études doivent couvrir les plans financier, technique et économique. Généralement elles ne peuvent être effectuées dans les pays sous-développés eux-mêmes et, au demeurant, ces études préparatoires coûtent fort cher. Il est maintenant convenu de désigner ce coût par le terme de « préinvestissement ». Cependant, comme le font remarquer les spécialistes (80), ces études ne doivent pas concerner seulement tel ou tel projet particulier mais l'ensemble des projets articulés que constitue un programme de développement. C'est ainsi par exemple qu'à la demande du gouvernement de Colombie, les experts de la BIRD et d'autres organismes ont pu, en 1950, élaborer un tel programme que la Colombie a, de son côté, pu mettre en œuvre grâce à des apports *réguliers* de capitaux internationaux. Il ne semble donc pas que les études préalables à la politique d'investissements doivent être rattachées aux seuls projets hautement capitalistiques.

En tout état de cause, ces arguments accessoires ne sauraient à eux seuls soutenir un type de politique d'investissement. L'essentiel réside dans l'analyse des relations interindustrielles sur lesquelles le Pr. HIRSCHMAN a eu le mérite de faire porter une attention systématique. Si les conclusions de l'auteur peuvent être discutées, la technique d'analyse paraît ouvrir une voie fructueuse pour l'élaboration d'une politique de démarrage.

(79) Cf. par exemple D.L. GORDON (Banque mondiale): « Préparons les voies pour les investissements chez les jeunes Nations ». Finances et développement. Juin 1965 et P. TERVER (F.A.O.): « Les pré-investissements et investissements dans les pays en voie de développement ». Conférence à l'Institut d'Etudes Bancaires et Financières ». 13 mai 1964.

(80) Cf. par exemple G. WILSON (BIRD): « La Banque mondiale et les besoins des pays neufs ». Conférence à l'Institut d'Etudes Bancaires, 4 juin 1964.

CONCLUSION DU CHAPITRE 3

Il est évident que les mesures politiques et « l'esprit » même, opposent fondamentalement les thèses du développement équilibré et du développement déséquilibré ; il n'est pas nécessaire, pour conclure, de remettre en évidence les antagonismes entre ces deux conceptions du développement. Plus intéressante peut être la recherche des dimensions exactes des divergences et la tentative de les réduire à certains rapports précis. On peut également, d'un autre point de vue synthétique, procéder à une analyse critique générale commune aux deux thèses en présence.

Une critique générale a été entreprise par M. LIPTON (81) qui, dans une analyse pénétrante, s'attache à mettre en relief certaines hypothèses implicites et à apprécier leur bien-fondé. Nous ne retiendrons pas, ici, les aspects particuliers à chaque thèse mais essentiellement les observations qui, selon M. LIPTON, atteignent à la fois les deux thèses.

Il faut, tout d'abord, noter que la théorie du développement équilibré (par ajustement de l'offre à la demande future) et la théorie du développement déséquilibré (par « anabolism » (82) ou « effets de liaison ») mettent toutes deux l'accent sur l'incitation à investir et cherchent à transformer les entrepreneurs potentiels en entrepreneurs effectifs, en les attirant dans le système productif. Les deux théories semblent donc,

(81) M. LIPTON : « Balanced and unbalanced growth in underdeveloped countries ». *Economic journal*. Septembre 1962.

(82) Le terme est de P.P. STREETEN : « Balanced growth ». *Oxford economic papers*, juin 1959.

selon M. LIPTON, supposer que le processus de développement ne se heurtera pas à la *pénurie de facteurs de production*. Or, il est bien connu que l'offre d'épargne, d'ouvriers qualifiés et de spécialistes est rare en pays sous-développés; ces pénuries ne jouant d'ailleurs pas de la même façon dans tous les pays.

Un autre point assez obscur concerne *le rôle de l'Etat*. Selon la conception du développement équilibré, il faut prévoir le programme d'investissements de telle sorte que le revenu additionnel créé puisse absorber l'accroissement de la production. Mais ceci ne tient pas compte de l'action de l'Etat qui peut, par exemple, favoriser l'exportation de surplus ou redistribuer le revenu pour atteindre l'équilibre. Mais, d'autre part, l'Etat peut intervenir pour faire bénéficier le développement équilibré des avantages du développement déséquilibré en favorisant, par exemple, la création de secteurs de production qui procurent de puissantes possibilités d'investissements nouveaux. Pratiquement, estime M. LIPTON, les deux théories supposent que l'Etat est actif pour le lancement de tel ou tel type de politique et passif ensuite. C'est une hypothèse gratuite.

Surtout, le Pr. LIPTON fait le grief aux deux thèses d'une volonté de *généralisation excessive*. Ce qui est possible, c'est que dans certains cas un développement équilibré est préférable tandis que, pour d'autres, une politique de croissance déséquilibrée sera mieux adaptée. Le modèle de croissance équilibrée peut être valable, par exemple, pour le Vénézuéla ou l'Indonésie qui disposent de larges ressources inexploitées en raison de l'étroitesse du marché intérieur, mais peut-il être étendu aux masses misérables du Bengale ou aux territoires désertiques du Pakistan occidental et de la Lybie ? Un développement déséquilibré peut être expérimenté en Malaisie dont la balance extérieure est relativement saine et où une épargne intérieure appréciable peut être dégagée mais ce modèle est-il adapté à une économie comme celle de la Syrie qui souffre d'un bas niveau de vie et d'un lourd déficit de la balance des comptes ? Autrement dit, selon M. LIPTON, il faut se garder de vouloir imposer l'un ou l'autre modèle comme une solution universelle. Nous retrouvons ici cette opinion de plus en plus répandue (83), selon laquelle une théorie générale de la politique de développement est inopérante et qu'il est nécessaire de procéder à l'étude minutieuse et précise des cas concrets avant de décider la mise en œuvre d'un programme efficace.

Enfin M. LIPTON reproche aux termes « équilibré » (*balanced*) et « déséquilibré » (*unbalanced*) leur trop grande imprécision. Ceci nous conduit à mesurer l'étendue de la divergence des deux thèses.

Si l'on retient les formes extrêmes de la croissance équilibrée et de la croissance déséquilibrée, on doit admettre que pour l'une, la politique d'investissement doit s'étendre à *tous* les secteurs, tandis que pour l'autre l'effort d'investissement doit se concentrer sur *un seul* secteur pri-

(83) Cf. en particulier R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.* 1963, et H. MYINT : « The economics of the developing countries ». University library London 1964.

vilégié (la sidérurgie par exemple). L'imprécision des textes originels est, à cet égard, significative : il est question tantôt d'« un » ou « quelques » secteurs, tantôt de l'« ensemble » ou d'« un grand nombre » de secteurs. Cependant, il semble qu'actuellement personne ne désire soutenir ces thèses dans les formes extrêmes définies plus haut ; dès lors, la distinction entre les deux conceptions relève plus d'une différence de degrés que d'une différence de nature. Le problème porte essentiellement sur le nombre de secteurs qui doivent être compris, au départ, dans la politique de développement. Ce choix sur le nombre des secteurs se traduit évidemment par des différences importantes sur la forme des investissements et le type de politiques poursuivies mais nous croyons utile de ramener la divergence initiale à son étendue réelle.

D'ailleurs, la parenté entre les deux thèses apparaît encore du point de vue de la méthode d'analyse : 1) qui repose essentiellement sur une conception structurelle de l'investissement et qui 2) cherche à maximiser les effets d'induction d'investissements et d'entrepreneurs (84). La discussion porte essentiellement sur l'efficacité probable et la possibilité pratique de mise en œuvre de telle ou telle stratégie.

Enfin, il faut constater que les arguments de fond avancés dans la querelle des critères d'investissements et qui tendent à soutenir soit une politique d'investissements « labour-using », soit une politique d'investissements « capital-using », apparaissent en filigrane dans la controverse de la stratégie du développement. Mais nous l'avons dit, cette dernière forme dialectique du débat nous paraît plus fondée et plus sûrement efficace par la méthode que le Pr. HIRSCHMAN a d'ailleurs si utilement précisée et exploitée.

Cette méthode s'adapte parfaitement à la mise en œuvre du principe d'intégration qui n'a pas la prétention d'apporter un bouleversement total des analyses de la politique de développement ni une nouvelle solution miracle mais simplement quelques éléments supplémentaires et un éclairage nouveau.

(84) Selon une expression de M. LIPTON (*op. cit.*), la thèse de la croissance déséquilibrée est fille de la thèse de la croissance équilibrée « par l'offre ». La filiation est en effet évidente et prouve que les deux théories appartiennent à la même famille.

CHAPITRE 4

LES STRATÉGIES DE L'INTÉGRATION

Le principe d'intégration ne propose pas un nouveau critère qui commanderait de choisir les investissements de telle sorte que la moitié de la population soit intégrée au secteur moderne dans une période de vingt ans. Ce critère ne peut servir à sélectionner strictement et mathématiquement les projets et programmes d'investissements. Il n'est qu'un objectif vers lequel doit tendre la mise en œuvre des moyens. Il guide l'emploi de ces moyens mais ne les définit pas en même temps. Cependant il nous semble apporter un élément important dont l'absence gêne les discussions sur la politique d'investissement, à savoir un cadre temporel précis.

Le principe d'intégration des populations s'accorde avec le principe d'induction des investissements puisqu'il s'agit, en toute hypothèse d'*organiser la croissance d'un secteur moderne*. Ce qui différencie les deux modes d'analyse, c'est que le principe d'*induction s'énonce en terme de capital, tandis que le principe d'intégration s'énonce en terme de population*. En gros, dans la première formulation l'emploi est un phénomène déduit de la politique d'investissement ; dans la seconde, l'allocation de l'investissement est l'instrument de la politique de transformation des structures humaines et sociales. Cette façon de voir est évidemment schématique et simplificatrice puisque les décisions sur l'emploi et l'investissement sont concomitantes, mais il reste cependant

que, sous l'optique de l'intégration, l'accent est mis sur la population (et d'ailleurs pas seulement sur la population active).

Cette différence d'optiques précisée, il demeure que les stratégies de l'intégration se calquent sur les stratégies de l'investissement. Il nous faut donc adapter les modèles de l'intégration aux modèles de développement proposés. Mais le principe d'intégration ne pose pas seulement le problème de la croissance du secteur moderne, il faut encore analyser les relations possibles entre le secteur moderne et le secteur traditionnel ; ce dernier problème est délicat et susceptible de revêtir, dans chaque cas particulier, des formes très différentes et des aspects très divers.

SECTION I

LA CROISSANCE DU SECTEUR MODERNE

Quel que soit le mode d'appréciation de la croissance du secteur moderne (en terme de capital ou en terme de population), le « planificateur » se trouve devant la même option fondamentale entre le « développement immédiat » (importante intégration immédiate) et le « développement retardé » (intégration massive dans un futur plus ou moins éloigné). Nous devons examiner cette option à la lumière du principe d'intégration mais il nous faut revenir auparavant sur quelques aspects de la méthode d'analyse sectorielle.

§ 1. — OBSERVATIONS SUR LA MÉTHODE.

Dans les analyses effectuées plus haut, à propos de la théorie du Pr. HIRSCHMAN, sur la méthode de la politique d'investissement, nous avons relevé une certaine ambiguïté dans la notion d'indivisibilité. Il semble, en définitive, que la notion d'*indivisibilité* doit marquer plus précisément l'impossibilité de faire subir au capital des variations infinitésimales et donc d'effectuer un strict calcul marginal. Cette notion d'indivisibilité doit être distinguée de la notion de *complémentarité* (ou interdépendance) (1) qui traduit les phénomènes de liaisons entre les investissements (2), ces phénomènes supposant d'ailleurs l'hétérogénéité du capital.

L'examen attentif des idées émises sur ce problème des liaisons entre les investissements (problème fondamental pour la stratégie du dévelop-

(1) Il semble d'ailleurs que ROSENSTEIN-RODAN rassemble les deux idées sous le concept général d'indivisibilité (cf. Supra).

(2) Rappelons que le Pr. HIRSCHMAN a procédé à une extension de la notion. Il faut de plus remarquer que les phénomènes de complémentarité, étudiés d'abord pour les investissements directement productifs par des auteurs comme J. MEADE : « External economies and diseconomies in competitive situation ». The economic journal, mars 1952 et T. SCITOWSKY : « Two concepts of external economies ». The journal of political economy, Avril 1954, sont étendus aux rapports entre investissements sociaux et investissements directement productifs.

pement) conduit, nous semble-t-il, à distinguer du point de vue opérationnel deux notions différentes.

La première se réfère aux investissements sur lesquels porte la décision. Il s'agit alors de la complémentarité à l'intérieur des « blocs d'investissements » décidés ; nous parlerons à ce propos de *cohérence des programmes*. La seconde notion se réfère aux effets de la décision quant aux investissements attendus. On peut alors parler de *complémentarité dynamique des investissements induits*.

La distinction entre ces deux idées, relatives l'une à la décision à prendre, l'autre aux effets attendus de la décision prise, éclaire certaines analyses et envisage, sous un autre angle, les stratégies du développement équilibré ou déséquilibré. Elle permet, en particulier, de comprendre, chez HIRSCHMAN, la plupart des nuances introduites et les concessions faites (sous certaines réserves) à la thèse de la croissance équilibrée.

A. — *La cohérence du programme d'investissements décidés.*

La décision d'investir ne peut porter que sur un ensemble cohérent d'investissements. C'est un principe bien établi qu'il est à peine nécessaire de souligner une nouvelle fois. Il a été clairement formulé par F. PERROUX qui estime que l'on ne peut décider des investissements de lancement de l'économie sous-développée en évaluant, les uns après les autres, des « projets pris ut singuli » mais « en établissant un programme ou un plan de vastes ensembles » qui constitue « un pari sur structures nouvelles » (3). Il est donc réaliste et impératif de considérer que la décision d'investissements nouveaux ne peut porter que sur des « blocs d'investissements » (4) qui présentent, *au départ*, une certaine cohérence interne. C'est cette idée que veut exprimer parfois le concept d'« indivisibilité ». Mais celui-ci est, nous l'avons vu, susceptible d'introduire certaines ambiguïtés. L'indivisibilité, stricto sensu, rappelle que les projets en capitaux fixes ne sont pas susceptibles de fractionnements infinis. La *cohérence* du « bloc d'investissements » ajoute quelque chose de plus : elle indique dans quelle mesure les différents projets indivisibles sont reliés entre eux de telle sorte que l'ensemble constitue un phénomène de nature spécifique, différent et supérieur à la simple *addition des projets*. Nous avons déjà eu l'occasion de relever la cohérence des investissements sociaux entre eux, il faut l'étendre à de nouvelles relations : d'abord celles qui lient les investissements sociaux et les investissements directement productifs et enfin celles qui lient les investissements productifs entre eux.

I. — *Cohérence des investissements sociaux et des investissements directement productifs.*

Un programme cohérent doit prévoir, tout d'abord, la création concomitante d'un certain capital social nécessaire au fonctionnement des inves-

(3) F. PERROUX : « Trois outils d'analyse... », *op. cit.*

(4) Expression de l'économiste suédois E. DAHMEN cité par HIRSCHMAN, p. 58.

tissements directement productifs. C'est un point acquis sur lequel s'accordent, par exemple, ROSENSTEIN-RODAN et HIRSCHMAN. Cependant, ROSENSTEIN-RODAN considère que le quantum minimum de capital social fixe, en raison de son indivisibilité, s'effectue par masses telles qu'elles peuvent servir ensuite à beaucoup d'autres installations d'équipements directement productifs. Autrement dit, et c'est là nous semble-t-il que l'opinion des deux auteurs diverge, la cohérence des programmes se traduit nécessairement, pour ROSENSTEIN-RODAN, par un excès temporaire d'infrastructure. Ce qui exclut la possibilité, intéressante selon HIRSCHMAN, de mettre en œuvre des programmes qui feront apparaître rapidement une insuffisance d'I.E.S. Autrement dit encore, le minimum d'infrastructure (que chaque auteur considère comme inévitable au départ) crée nécessairement, selon ROSENSTEIN-RODAN, un excès de capital social, tandis que HIRSCHMAN imagine de régler les proportions initiales I.E.S./A.D.P. pour créer un déséquilibre dynamique soit par excès, soit par insuffisance d'I.E.S. (cette dernière tactique engendrant des effets dynamiques plus certains).

La conception de ROSENSTEIN-RODAN paraît plus réaliste si on considère la nature technique de l'infrastructure économique et sociale. D'ailleurs, si incontestablement il faut éviter d'injecter initialement une masse trop importante de capitaux dans les équipements d'infrastructure en raison des risques de gaspillage de capital que cela représente, il faut bien voir d'autre part que des « économies » initiales dans ce domaine coûtent fort cher et risquent tout autant de gaspiller du capital.

En définitive, il semble que la marge de manipulation du rapport A.D.P./I.E.S. soit assez étroite et que le capital social installé au départ aura probablement une capacité excédentaire. Enfin, l'argument avancé par HIRSCHMAN en faveur du déséquilibre par insuffisance d'I.E.S. paraît assez spécieux ; tout au moins dans l'hypothèse, fort probable, où l'Etat participe de façon plus ou moins directe et plus ou moins profonde au lancement des investissements directement productifs. Il faudrait imaginer alors qu'il fasse pression sur lui-même pour obtenir de nouvelles tranches de capital social...

Ainsi, on voit apparaître une première cohérence (quel que soit le type de cohérence possible et souhaitable) dans le programme initial entre les investissements sociaux et les investissements directement productifs. Il nous faut examiner maintenant celle qui s'attache à cette dernière catégorie d'investissements.

II. — *La cohérence des investissements directement productifs.*

Ce deuxième aspect de la cohérence du programme initial est plus délicat à définir car la liaison entre les investissements directement productifs, inclus dans un programme initial, n'est pas aussi claire ni aussi évidente que celle qui joue entre les investissements sociaux et les investissements directement productifs.

Pour exposer cette idée le plus clairement possible nous tenterons, dans

un premier temps, de définir ce qu'elle n'est pas pour ensuite mieux atteindre le phénomène.

Tout d'abord, en effet, il n'est pas nécessaire de pousser à l'extrême cette notion de complémentarité immédiate et de réclamer, comme le fait la thèse du développement équilibré, que les différents secteurs productifs assurent réciproquement le marché de leurs produits respectifs (croissance équilibrée par la demande) ni même que les différents secteurs soient organisés de telle sorte que la production des inputs nécessaires à chacun soit assurée par le programme (croissance équilibrée par l'offre). Comme le montre le Pr. HIRSCHMAN, un déséquilibre temporaire entre les offres et les demandes, soit de produits finis, soit de produits intermédiaires, peut être résorbé par des modifications dans les prix et les coûts. Ces déséquilibres sont d'ailleurs dynamiques dans la mesure où ils exercent des pressions pour obtenir des ajustements entre les flux réels. Par ailleurs, ces arguments de la croissance équilibrée ne jouent que dans l'hypothèse d'un développement en vase clos et pour la poursuite d'une politique autarcique. Dans un développement ouvert, les importations et les exportations peuvent assurer la viabilité des secteurs de production intérieurs qui ne sont pas strictement liés entre eux au départ par des relations d'équilibres absolus. Enfin, on peut remarquer que d'une part le calcul de cet équilibre initial n'est pas aisé, et que d'autre part un programme qui voudrait assurer immédiatement cette cohérence absolue constituerait vraisemblablement un ensemble d'une étendue telle qu'il dépasserait les moyens et les possibilités d'une économie qui veut démarrer.

Cependant cette observation ne permet pas pour autant d'adopter une autre position extrême suivant laquelle les nouveaux secteurs de production, compris dans le programme, pourraient être créés, ex nihilo, sans qu'il soit nécessaire de se préoccuper de leurs approvisionnements et de leurs débouchés *immédiats*. C'est pourtant l'hypothèse implicite de certains projets et de certaines propositions qui veulent sacrifier à tous prix aux mythes des industries dites « de base », c'est-à-dire, en fait, les grands secteurs qui constituent l'armature et témoignent de la puissance des économies industrialisées. A cet égard nous savons que la sidérurgie a une très grande valeur mythique (que lui dispute aujourd'hui le raffinage des produits pétroliers). Nous retrouverons ce problème plus loin. Pour l'instant il nous suffit de constater que la cohérence entre les investissements directement productifs ne réclame pas une coordination absolue et un équilibre exact au départ. Néanmoins il apparaît préférable que certaines liaisons soient prévues, ex ante, tant du point de vue des inputs que des outputs des secteurs nouveaux. Il est en effet souhaitable que, très tôt, les différents secteurs de production des pays en voie de développement prennent l'habitude des liaisons commerciales à l'intérieur du territoire national. A cet égard, on peut donc parler d'une *certaine* cohérence initiale *souhaitable*.

Mais il semble que cette notion de cohérence initiale entre les secteurs directement productifs peut être enrichie d'un autre élément plus important mais aussi plus délicat à définir, qui se réfère, non plus aux

relations effectives de ces secteurs entre eux, mais au *potentiel de liaisons de cet ensemble initial* avec d'autres secteurs futurs. Cet aspect de la cohérence marque le degré de capacité des investissements directement productifs, décidés dans le programme initial, à créer dans le futur des effets d'induction. Il traduit leur force commune à engendrer dans l'avenir des effets de liaisons dynamiques ; cette force commune étant différente et supérieure à la somme des forces respectives de chaque projet. Ainsi la notion de cohérence initiale se rapproche de la notion de complémentarités dynamiques mais lui demeure cependant distincte.

Un exemple peut éclairer ce raisonnement. Soit un programme initial qui prévoit, outre les investissements sociaux nécessaires, un ensemble d'investissements directement productifs :

- 1) dans l'agriculture (A),
- 2) dans l'industrie des machines agricoles (B),
- 3) dans l'industrie textile (C).

Il y a une certaine cohérence au départ, mais elle ne tient pas au fait que l'on attende de ce programme que les revenus additionnels dans A, B, C, assurent par eux-mêmes l'écoulement de la production de $A + B + C$, ni que l'accroissement des productions assurent les inputs nécessaires à chaque secteur. Il suffit de constater que certaines relations vont s'établir : achats d'équipements par l'agriculture, de produits alimentaires par les employés du textile et de la construction de matériel, de vêtements par les agriculteurs, etc. Mais ce qui est encore plus important, du point de vue dynamique, c'est la force commune de A, B et C à provoquer des investissements dans D ou E... Dans notre exemple, il est vraisemblable qu'une assez grande force d'induction s'exercera sur le secteur chimique et peut-être sur la sidérurgie. Il est évident que si, par exemple, des investissements dans le bâtiment sont également prévus au départ, la cohérence et la force de l'effet d'induction seront accrues. D'une façon générale, l'extension du programme initial augmente sa puissance d'induction mais une telle politique se heurte rapidement aux limites des moyens matériels et financiers qui peuvent être mis en œuvre.

Il apparaît donc que le type de cohérence initiale, ainsi définie, a une influence considérable sur les effets d'induction des investissements futurs. La cohérence des programmes d'investissements décidés est donc liée à la notion de complémentarité dynamique.

B. — *La complémentarité dynamique des investissements induits.*

Cette notion a été largement étudiée plus haut, à propos de la théorie du Pr. HIRSCHMAN dont elle constitue l'instrument d'analyse essentiel et fondamental. Il nous suffira de rappeler ici que la complémentarité dynamique joue soit en amont, soit en aval du programme initial. Les complémentarités en amont incitent à investir dans des secteurs qui produisent des inputs pour le programme initial tandis

que les complémentarités en aval tendent à la création de secteurs qui utilisent comme input les productions du programme initial.

Pour HIRSCHMAN les liaisons en amont sont les liaisons les plus importantes car les plus évidentes et les plus durables. Cependant, on peut songer à combiner les effets de liaisons en amont et en aval pour obtenir un mouvement de croissance particulièrement dynamique et puissant. Suivant cette stratégie, on est amené à choisir un programme initial d'investissement « capital-spending » dans des secteurs situés au milieu de la matrice de LEONTIEF triangularisée, qui à la fois produisent pour la demande finale et favorisent des liaisons en aval et en amont.

Cette analyse du Pr. HIRSCHMAN qui toutefois avait été précédée par des études de même nature sur les relations intersectorielles (5) ouvre une voie féconde pour l'analyse et la préparation des programmes de développement, dans laquelle se sont engagés de nombreux auteurs (6). Parallèlement certains pays en voie de développement entreprennent de se constituer une comptabilité nationale comprenant un tableau d'échanges interbranches : citons par exemple les tableaux dressés pour le Mali (1959), la Côte d'Ivoire (1958 et 1960). A ce sujet il nous faudra encore simplement remarquer que les liaisons considérées doivent comprendre non seulement les emplois au titre de la consommation intermédiaire mais également les emplois au titre de la demande finale. Le tableau d'échanges retenu doit donc être largement compris, et non pas restreint aux seuls emplois intermédiaires.

Cette distinction entre la cohérence du programme initial et la complémentarité dynamique des investissements éclaire certains aspects du raisonnement développé par le Pr. HIRSCHMAN. Reprenons un exemple utilisé par l'auteur lui-même : l'installation d'une brasserie, dit HIRSCHMAN, a peu de chance de susciter la création d'une industrie du papier sous prétexte qu'il faut des étiquettes pour les bouteilles. Mais si nous considérons l'effet conjugué d'une brasserie et d'une cimenterie (besoins de sacs en papier) la force d'incitation à créer une usine à papier est plus élevée que la somme des effets de liaison de chacune des deux industries prises séparément. L'auteur convient qu'il y a là un argument en faveur du développement équilibré (jouant dans son propre système de raisonnement) mais sa critique porte davantage sur la possibilité de réalisation d'un tel projet que sur son intérêt intrinsèque. Cependant, dans la mesure où la croissance déséquilibrée propose de concentrer les capitaux disponibles sur quelques projets hautement capitalistiques (qui rappelons-le doivent avoir une certaine cohérence),

(5) Cf. par exemple H. CHENERY : « Development policy in underdeveloped countries. The role of industrialisation in development programs ». American economic review. Mai 1955. Cette étude abandonne pratiquement l'idée du critère de la P.M.S.

(6) Cf. par exemple : « Structural interdependence and economic development ». Proceedings of an international conference on input-output techniques. Geneva Sept. 1961. Edited by T. BARNA. Mac Millan 1963. H. LEROUX et J.P. ALLIER : « Fonctions de production et modèles ». Tome VI de « Planification en Afrique ». Ministère de la coopération 1964.

il faut encore prouver que *la même dépense* (dans un programme d'une autre cohérence) n'a pas plus d'effets inducteurs que la précédente. Soit une dépense de 100 répartie en 10 (I.E.S.) 40 et 50 (projets d'investissements directement productifs hautement capitalistiques). Soit la même dépense répartie en 20 (I.E.S.) 30, 15, 20 et 15 (investissements directement productifs faiblement capitalistiques). Il faut prouver que, parmi ces deux programmes possibles et cohérents (la cohérence du second étant d'ailleurs vraisemblablement supérieure à celle du premier) le premier a des effets inducteurs plus puissants et plus probables. Le problème ainsi posé nous conduit à étudier les grandes voies possibles de l'intégration, les options fondamentales (et leurs aménagements) qui s'offrent au « planificateur » et les arguments qui doivent guider leur choix.

§ 2. — INTÉGRATION IMMÉDIATE OU INTÉGRATION RETARDÉE.

En posant le problème du démarrage en terme d'intégration de la population, on retrouve les grandes options proposées par la théorie des critères et des stratégies de l'investissement. M. ABRAHAM-FROIS (7) qualifie ces deux grandes options, l'une de « développement immédiat », l'autre de « développement cumulatif ». Cette dernière expression nous paraît dangereuse dans la mesure où elle implique que la première option ne vise pas également à introduire un développement cumulatif. Or, il est bien évident que tout développement vise à être cumulatif. La notion de démarrage procède de cette idée d'accumulation qui place l'économie sur la voie de la croissance auto-entretenu. C'est pourquoi il nous a paru souhaitable d'éviter ce terme (8) et de distinguer *intégration immédiate* et *intégration retardée* qui évoque l'idée d'un « timing » différent dans le processus d'intégration.

Quoiqu'il en soit de ce problème de terminologie, comme le note M. ABRAHAM-FROIS (7), les deux thèses en présence, l'une proposant des investissements « labour-intensive » dans les « industries légères », l'autre préconisant des investissements « capital-intensive » dans les « industries lourdes », relèvent de deux logiques et même de deux philosophies différentes du développement. L'essentiel des arguments avancés de part et d'autre a déjà été étudié dans la théorie des critères et des stratégies. Ils demeurent constants et opposés quelle que soit la façon de poser le problème.

Il nous faut voir maintenant comment ces options se formulent à travers le principe d'intégration et réexaminer d'un point de vue synthétique les arguments qui doivent intervenir dans le choix du planificateur.

A. — Les options de la politique d'intégration

Ainsi que nous l'avons déjà pressenti, le cheminement de l'intégration,

(7) G. ABRAHAM-FROIS : « Essai sur les problèmes d'investissements en pays sous-développés », *op. cit.*, pp. 101 et suiv.

(8) Qui contient implicitement un jugement de valeur a priori.

depuis « l'état de sous-développement » jusqu'au point d'objectif visé (50 % de la population dans le secteur moderne) peut s'effectuer de diverses façons. Schématiquement, on a pu distinguer deux voies essentielles qui recouvrent les deux options fondamentales mises en relief par la théorie du développement.

I. — *Le modèle extensif → intensif*

La voie du premier type suit un modèle où une intégration plus extensive précède une intégration plus intensive. On peut ici résumer les implications de ce modèle.

Dans une première phase du démarrage, est entreprise une très large extension du secteur moderne à partir des moyens disponibles en capitaux et en capacités humaines. Cette première phase ne peut évidemment être conduite qu'en investissant sur un assez large front de secteurs, par des moyens faiblement capitalistiques mis à la disposition d'une population nombreuse. Pratiquement on sera conduit à rénover, voire révolutionner, la technique de production agricole par un équipement individuel ou commun à plusieurs exploitations (coopératives de matériel ou « stations de machines » appartenant à l'Etat). L'industrialisation va s'effectuer, en général, à partir de secteurs de production existant sous la forme artisanale ou semi-artisanale. Elle vise à créer des secteurs de « dernière touche » qui travaillent pour la demande finale : vêtements, chaussures, ameublement, etc., dans la mesure où le coefficient d'emploi est élevé. Dans un tel programme, l'industrie de la construction trouve également sa place.

Cette première phase vise à préparer la seconde où seront mis en place les secteurs plus capitalistiques, situés plus bas dans la matrice triangularisée des relations intersectorielles, qui fourniront les inputs et le capital technique nécessaires aux industries du dernier stade. L'intégration de population sera alors évidemment moins massive.

D'une façon générale cette voie se traduit par un *ralentissement* (rythme décroissant) de la croissance du secteur moderne (9) dont nous avons plus haut tracé les « trends ». Il nous semble qu'elle correspond en gros au modèle défini par HIRSCHMAN, du développement à partir des industries du dernier stade que l'auteur lui-même considère comme possible et efficace bien que ses préférences aillent vers l'autre type de développement.

II. — *Le modèle intensif → extensif*

La seconde voie de la croissance du secteur moderne est schématiquement symétrique à la précédente.

La première phase du processus couvre la mise en place d'un secteur fortement capitalistique qui réclame de moins larges investissements dans l'infrastructure. L'intégration est donc, dans un premier temps, faiblement étendue et concentrée sur une petite partie de population, de

(9) Il s'agit évidemment de la population du secteur moderne. « Croissance du secteur moderne » est souvent employé ici en abrégé.

secteurs et de territoire national. Si l'on sait que les techniques de production sont « capital-intensive » et que, quantitativement, les secteurs privilégiés seront peu nombreux, une certaine indétermination persiste cependant sur leur définition qualitative. Quels doivent être ces secteurs sur lesquels vont s'appliquer tous les moyens disponibles ? La réponse de M. HIRSCHMAN nous paraît sans équivoque : étant donné que les marchés des produits intermédiaires n'existent pas encore, les industries qui peuvent être créées initialement doivent s'adresser à la demande finale. Mais, en particulier, si l'on veut amorcer le démarrage par des industries « capital-intensive » qui se situent assez haut dans la hiérarchie de la matrice triangularisée, il faut favoriser des secteurs qui, à la fois, alimentent la demande finale et produisent des inputs pour de futurs secteurs de production. On peut regretter que le Pr. HIRSCHMAN ne donne pas d'exemples concrets de tels secteurs qui bénéficient assez rapidement d'effets de rétroaction en combinant les effets de liaison en amont et en aval. Il semble toutefois que certaines branches du secteur des industries chimiques peuvent correspondre à toutes ces définitions technologiques et sectorielles.

Cependant, il faut revenir sur le postulat du Pr. HIRSCHMAN suivant lequel « par hypothèse il n'existe pas encore de marché pour les biens intermédiaires » (10). En fait, cette hypothèse fait « table rase » du secteur moderne préexistant dans l'économie sous-développée. Or ce secteur peut constituer un marché non seulement pour certains produits intermédiaires mais également pour certains biens d'équipement. En particulier, s'il s'agit d'une agriculture moderne, il existe des possibilités de débouchés pour le matériel (plus ou moins lourd), les engrais, insecticides, etc. Il se peut d'ailleurs que le secteur moderne ne connaisse pas des niveaux de productivité suffisamment élevés et qu'il ne soit pas techniquement très avancé. L'installation d'unités produisant des biens d'équipement destinés au secteur moderne initial peut donc constituer un préalable à sa modernisation future. Mais, d'une façon générale, il paraît rationnel et prudent de démarrer l'industrialisation par des secteurs qui ont, ou auront assez rapidement, des débouchés suffisants et sûrs.

Dans la seconde phase, le processus d'intégration s'accélère grâce aux surplus dégagés dans les industries hautement productives de la première phase et à la multiplication des effets de liaisons en amont et en aval.

On conçoit donc assez clairement les deux processus essentiels par lesquels les objectifs définis peuvent être atteints. Il est évident qu'il ne s'agit que d'archétypes qui peuvent être plus ou moins édulcorés dans la mise en œuvre effective de tel ou tel programme concret. Dans la première phase, en particulier, on peut combiner différents types d'investissements (11) mais il n'empêche que le dosage choisi fera pencher le plan vers l'un ou l'autre des modèles typiques qui correspondent à deux conceptions différentes de la politique de développement.

(10) A. O. HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 131.

(11) C'était, par exemple, la politique du plan de Constantine.

En définitive, dans cette période de démarrage telle que nous l'avons définie, la première phase apparaît comme un moment capital du processus car elle hypothèque l'avenir le plus immédiat comme le plus éloigné. C'est d'ailleurs sur ce moment essentiel où s'amorce le démarrage que se centrent toutes les controverses sur la politique de développement. Aussi bien, aurions-nous pu réserver logiquement le terme de démarrage à cette première expérience de développement coordonné et conscient, mais cette période demeure assez mal définie dans le temps et se laisse difficilement imposer des objectifs précis ; or, c'est sans doute l'absence de contraintes précises (particulièrement au temps) qui obscurcit la discussion. Par ailleurs, l'objectif que nous nous sommes donné est trop vaste pour être appliqué au tout premier début du développement. Nous avons donc préféré concevoir (12) une période plus large dans laquelle le processus de développement pouvait être diversement aménagé dans le temps suivant les deux stratégies opposées. La question se pose alors de cette façon : pour gagner la bataille du démarrage faut-il commencer par armer légèrement une multitude de fantassins qui attaquent l'économie sur plusieurs secteurs ou faut-il constituer une petite armée d'élites équipée des instruments les plus modernes pour attaquer sur quelques points névralgiques ? De la première stratégie on espère que la somme d'un grand nombre de petits grains permettra ensuite de créer une économie moderne définitivement lancée sur la voie de la croissance. De la seconde stratégie, on espère obtenir, après une bataille dure et difficile, un développement cumulatif rapide. A la lumière de ces notions, il est opportun de tenter de définir maintenant ce que peut être l'échec du démarrage.

B. — *L'échec du démarrage*

L'idée de succès du démarrage définie par la réalisation de performances (quelle que soit la norme retenue) est indissolublement liée à l'idée d'un échec possible. On peut évidemment considérer que l'échec se définit simplement par la non-réalisation des objectifs mais cette « définition » est bien insuffisante : elle ne dit pas quels sont les mécanismes et les facteurs de l'échec. A partir des schémas de processus de démarrage dessinés plus haut, nous tenterons de déterminer quel peut être et comment peut se réaliser l'échec du décollage.

I. — *Les échecs du modèle extensif → intensif*

Pratiquement il faut revenir à la phase de début où s'amorce le démarrage. Dans cette première hypothèse, où le développement est amorcé par une intégration extensive, on espère préparer ainsi une seconde phase d'intégration limitée où seront constitués les secteurs productifs de base hautement capitalistiques. L'échec du démarrage peut se concrétiser alors, dans cette seconde phase, de deux manières.

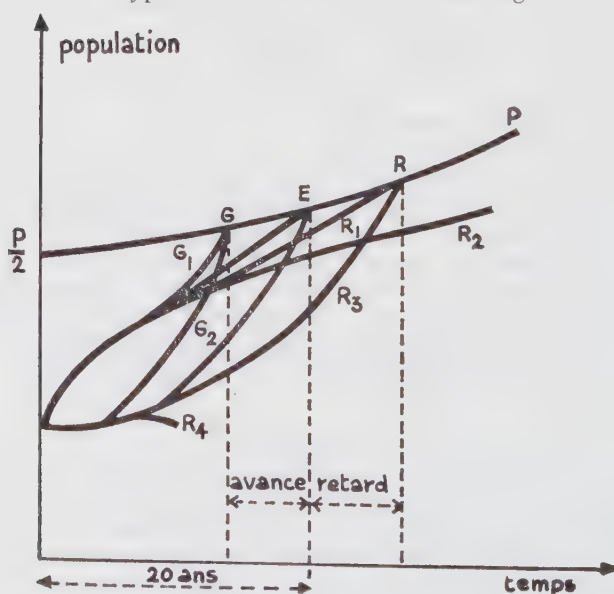
(12) Car il ne s'agit évidemment que d'une conception, une « façon de voir », une hypothèse qui ne prétend pas révéler une réalité immanente du développement si tant est qu'elle existe.

a) Le surplus dégagé peut être insuffisant pour créer à un rythme assez rapide les industries capital-intensive. Ainsi le processus d'intégration ne peut être réalisé dans les délais voulus. Il ne s'agit que d'un demi-échec si le retard dans l'accomplissement des objectifs n'est pas trop important pour entraîner des troubles sociaux graves qui compromettent les résultats acquis. Le risque cependant est assez limité dans la mesure où le secteur moderne est déjà suffisamment important pour permettre un niveau de vie relativement acceptable qui constitue un seuil d'attente possible. Nous appellerons cette hypothèse R_1 .

b) Mais ce modèle comporte un risque plus grave si l'on admet que la deuxième phase du modèle risque de n'être pratiquement jamais entamée. On ne peut mieux faire ici que de se reporter aux éventualités pessimistes envisagées par le Pr. HIRSCHMAN à propos de l'industrialisation commençant par les secteurs du dernier stade (13). L'auteur craint que d'une façon générale, les premières étapes faciles à franchir rendent les suivantes difficiles ; il redoute, autrement dit, un blocage du processus. Les raisons sur lesquelles reposent ses craintes sont diverses.

GRAPHIQUE VII

Hypothèses d'échec du démarrage.



(13) A. O. HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 138.

Tout d'abord, des forces tendent à s'opposer à la substitution d'industries nationales aux importations de produits servant d'inputs aux industries du dernier stade, parce que les entrepreneurs 1) peuvent préférer la qualité des produits d'importation et avoir davantage confiance dans les entreprises étrangères, 2) peuvent répugner à dépendre d'un fournisseur local alors que le marché mondial est plus concurrentiel, 3) risquent d'être gênés par leur position géographique relativement aux nouvelles sources d'approvisionnement.

Par ailleurs, HIRSCHMAN avance un argument essentiellement psychologique : le problème d'industrialisation par la base « est une affaire de tout repos et ne demandant aucun génie, presque aux antipodes de l'entrepreneur créateur de SCHUMPETER » (14). En définitive, une industrialisation sous cette forme n'est pas très « excitante ». Il semble donc que, pour HIRSCHMAN, il risque de s'instaurer un climat psychologique peu favorable au dynamisme si nécessaire aux économies sous-développées.

Nous ne discuterons pas ici ces perspectives, nous retiendrons simplement et synthétiquement un risque d'échec dans ce modèle qui s'analyse comme un blocage ou plus exactement comme un processus asymptotique : les résultats acquis ne parviennent pas, pour des raisons dynamiques, matérielles et psychologiques, à engendrer d'autres résultats ; les nouvelles structures récentes se figent, la croissance du secteur moderne ne trouve pas une nouvelle vigueur dans la deuxième phase. Nous appellerons cet échec définitif R₂.

II. — *Les échecs du modèle intensif → extensif.*

Mais le deuxième modèle de démarrage n'est pas non plus exempt de risques d'échecs. En fait, dans cette deuxième conception du démarrage par une première phase d'intégration intensive dans des secteurs peu nombreux et hautement capitalistiques, les risques paraissent plus nettement marqués, moins subtils que dans le modèle précédent.

a) En particulier un semi-échec paraît assez improbable. En effet, on imagine difficilement que des unités de production à forte productivité qui ont prouvé leur viabilité dans le contexte d'une économie sous-développée ne permettent pas le passage à une seconde phase d'intégration extensive. La plupart des réalisations qui restent à effectuer sont relativement plus faciles et peuvent s'appuyer sur une armature économique consistante. Cependant le risque de semi-échec ne peut être totalement écarté a priori. Il peut tout d'abord tenir au fait du nombre trop restreint de réalisations initiales qui, bien que très productives, dégagent néanmoins un surplus insuffisant, en *valeur absolue*, pour permettre assez tôt une forte accélération du processus d'intégration. A cet égard le mécanisme est semblable à celui de l'hypothèse R₁. Il est cependant plus grave car il se situe à un plus bas niveau de l'intégration et donc, dans un climat social plus tendu et plus impatient. Le niveau de vie n'aura pas été relevé sensiblement

(14) A. O. HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 139.

pour un assez grand nombre d'individus et la lenteur à créer des emplois nouveaux peut être lourde de conséquences. D'autre part, il ne faut pas ignorer les effets de blocage que peut exercer un secteur très moderne de production quand il réussit, en particulier, grâce aux marchés extérieurs, et se concentrer un peu trop complaisamment sur les effets possibles d'induction en amont et en aval. On peut assister en effet à un développement autonome des installations initiales qui drainent le surplus disponible, engendrent peu de liaisons sectorielles effectives et n'augmentent que très faiblement le niveau de l'emploi. Pour l'une ou l'autre raison, il peut ainsi s'introduire un retard important dans le processus d'intégration. Nous appellerons cet échec relatif R_3 en gardant bien à l'esprit qu'il est plus dangereux que son « symétrique » apparent R_1 mais aussi, sans doute, moins probable.

b) Cependant l'échec le plus évident, dans ce modèle d'intégration, est aussi le plus grave. Il résulte de la non viabilité du programme initial. Les expériences de départ peuvent en effet échouer si le plan est trop ambitieux (qualitativement) ou insuffisamment coordonné. Les dangers qui guettent, au départ, les projets hautement capitalistiques sont nombreux. L'évaluation trop optimiste du marché et des effets de liaison potentiels, les difficultés à trouver et former localement le personnel qualifié sont les principaux facteurs qui peuvent s'opposer à la viabilité de l'appareil productif. Le risque est particulièrement grave puisqu'il se traduit par un gaspillage de capital important sans que de substantiels progrès aient été accomplis. Les effets négatifs sont même plus puissants car, outre l'aspect matériel, ils revêtent un aspect psychologique presque aussi important. L'échec flagrant et tangible des expériences de modernisation au départ crée une psychose de doute, tant sur les masses que sur les cadres, quant aux possibilités de développement économique. Cet effet est encore plus puissant lorsque l'échec concerne des réalisations très modernes. Les entrepreneurs potentiels seront davantage inhibés et hésiteront plus encore qu'auparavant à moderniser leur affaire ou à en lancer de nouvelles. Autrement dit, dans cette hypothèse, on risque de se trouver non pas seulement au même point qu'au début du lancement du plan mais même dans une situation aggravée. Si l'on tient compte du climat psychologique, une « reprise » du processus sera plus difficile ; les réticences à l'égard du mouvement de modernisation seront plus vives, tandis que de nouveaux effets positifs possibles seront certainement retardés. Nous appellerons cette hypothèse R_4 .

Le graphique VII représente ces différentes possibilités d'échecs du démarrage comparées aux succès dans l'un et l'autre modèle.

En définitive, il semble que dans le modèle intensif $\rightarrow$ extensif les risques soient plus graves que dans le modèle opposé. L'audace de cette dernière option peut se justifier de plusieurs façons.

1) On peut tout d'abord supposer que, si les risques sont plus graves en eux-mêmes, ils sont toutefois moins probables que dans le modèle extensif $\rightarrow$ intensif.

2) On peut, par ailleurs, estimer que les chances de succès sont plus

grandes (ce qui est un argument un peu différent du précédent) : l'accent est mis alors sur l'aspect positif de l'option.

3) Enfin, on peut aller plus loin et supposer que le succès sera en définitive plus rapide et que le seuil critique des 50 % de population intégrée dans le secteur moderne sera atteint plus vite, avant même le terme de cette période de 20-25 ans considéré comme une limite maximum.

Dans le modèle extensif $\rightarrow$ intensif, le « pari » porte moins sur le futur que sur l'avenir immédiat. Sous cette optique, on estime que les risques éventuels apparaissent surtout en fin de période. Or les prévisions à 20 ans dans les pays en voie de développement sont plus difficiles qu'ailleurs. La sagesse commande donc d'obtenir le maximum de résultats dans les 5 ou 10 premières années, car, ces résultats étant acquis, il se peut fort bien que le mouvement s'accélère et que l'intégration s'effectue à des taux plus élevés que prévus. Alors, non seulement les risques ne se matérialiseront pas, mais encore l'objectif peut être atteint avant le temps-limite de la période. Ainsi apparaît à côté des notions d'échec absolu et relatif (retard limité dans la réalisation de l'objectif) et de succès normal (objectif atteint dans les délais fixés) l'idée d'une performance supérieure possible par l'un ou l'autre modèle (gain de temps sur la période). Ces dernières hypothèses apparaissent sur le graphique VII en G_1 et G_2 .

On constate donc que, fondamentalement (tant sous l'angle des chances de succès que sous l'angle des risques d'échecs), les deux modèles s'opposent dans des préférences de temps différentes : c'est ce que retient notre terminologie d'intégration immédiate (pari sur l'immédiat) et d'intégration retardée (pari sur le futur).

Nous devons alors procéder à un nouvel examen des arguments qui sont développés par les théories des critères et des stratégies, en faveur de l'une ou l'autre conception.

C. — Réexamen synoptique de l'argumentation

Un point de vue synoptique sur l'ensemble des arguments fondamentaux nous permet d'observer qu'ils s'exercent essentiellement sur deux plans.

1) Les auteurs qui admettent l'existence d'un certain quantum de ressources mobilisables dans les pays sous-développés mettent l'accent sur les facteurs favorables à l'incitation à investir, c'est-à-dire sur la demande de capital. Dans cette perspective, on cherche à construire un secteur productif moderne en créant le maximum d'occasions d'investir. La controverse porte alors sur le choix quantitatif et qualitatif des secteurs qui doit créer, sur toute la période, le plus grand nombre de liaisons intersectorielles probables.

2) Les auteurs qui se soucient davantage de la pénurie en capital mettent l'accent sur les facteurs favorables à l'apparition d'un surplus réinvestissable, c'est-à-dire sur l'offre de capital. La controverse porte alors

sur le choix entre la productivité du capital et la productivité du travail.

Bien qu'ils puissent être distingués et qu'ils prennent chez tel ou tel auteur un relief particulier (15), les deux ordres d'arguments se combinent dans une même logique. Les deux plans se rejoignent et se renforcent pour soutenir l'une ou l'autre conception du développement.

Nous nous proposons de réexaminer maintenant ces arguments à la lumière du principe d'intégration.

I. — *Les effets de liaisons intersectorielles*

C'est un problème que nous avons largement étudié tant à propos de la thèse du Pr. HIRSCHMAN qu'en examinant la méthode d'analyse dans la présente section. A cette dernière occasion, nous avons cru devoir distinguer la « cohérence du programme initial » des « effets de complémentarités attendus ». Nous avons conclu que la force, l'intensité et la probabilité des effets de liaisons dépendaient du type de cohérence du programme initial et qu'il n'était pas évident qu'un programme initial concentré sur un très petit nombre de secteurs hautement capitalistes fut potentiellement plus dynamique qu'un programme d'investissements « labour-spending » étendus sur un plus grand nombre de secteurs. Il semble même que la proposition inverse soit plus vraisemblable.

Il faut d'ailleurs rappeler que la stratégie du Pr. HIRSCHMAN propose de faire porter l'effort initial sur les secteurs hautement capitalistes qui se trouvent au milieu de la matrice input-output triangularisée. Ce sont ces secteurs qui, à la fois, vendent à la demande finale et à de nombreux autres secteurs et achètent à beaucoup d'autres secteurs. Cette idée rejette donc, à la base, la conception des stades successifs nécessaires de production. En effet, comme l'explique HIRSCHMAN, s'il faut, par exemple, du charbon pour fabriquer du fer, il faut également du fer pour fabriquer du charbon. C'est ce qu'il appelle la « circularité » (16) du processus de production. Pratiquement, aucune contrainte technologique impose un ordre quelconque dans la création des secteurs de production.

On est donc libre de choisir les « secteurs-médians » qui provoquent la combinaison dynamique des effets de liaisons en amont et en aval. Cependant nous devons essayer de déterminer plus concrètement ces secteurs stratégiques selon HIRSCHMAN.

MM. H. LEROUX et J. P. ALLIER se sont livrés à une étude très intéressante de l'utilisation de la matrice de LEONTIEF pour l'éla-

(15) Par exemple, nous l'avons vu, chez HIRSCHMAN, les facteurs des liaisons intersectorielles occupent une place essentielle.

(16) A. O. HIRSCHMAN, *op. cit.*, p. 130.

boration des programmes de développement (17). Ces auteurs distinguent les « *secteurs entraînants* » qui dépendent pour leurs consommations intermédiaires de beaucoup d'autres secteurs et les « *secteurs limitants* » qui ont une vocation de fournisseurs des autres secteurs. Ces derniers peuvent être considérés comme des secteurs « entraînés » mais surtout comme des secteurs « limitants » dans la mesure où leur défaillance introduit un goulot d'étranglement susceptible de freiner la croissance. L'observation du nombre et de l'intensité des liaisons en amont et en aval permet de réaliser une triangulation empirique plus ou moins complète de la matrice des relations interindustrielles. Nous reproduisons ci-après (Tableaux IX et X) les résultats obtenus par MM. LEROUX et ALLIER pour le Mali et la Côte-d'Ivoire qui font apparaître, pour ces pays, le rôle « entraînant » des secteurs du bâtiment et travaux publics et des industries alimentaires, tandis que les matières premières, l'agriculture, l'énergie, les demi-produits sont susceptibles de devenir des « secteurs limitants ».

Ces notions de « secteurs entraînants » et de « secteurs limitants » correspondent donc, respectivement, aux secteurs qui créent des effets de liaison en amont et aux secteurs qui créent des effets de liaison en aval. Rappelons que pour le Pr. HIRSCHMAN cette dichotomie est un peu trop simple et qu'il propose de commencer l'industrialisation plutôt par des secteurs situés au milieu de la matrice triangularisée pour obtenir une combinaison amont-aval.

Cependant, on peut se demander s'il existe en pratique une définition générale des secteurs se trouvant au milieu de la matrice triangularisée et si ces secteurs sont toujours et nécessairement « capital-intensive ». A cet égard nous pouvons encore utiliser un document fourni par MM. LEROUX et ALLIER. Ces auteurs, en effet, reprennent des données établies par D. C. KROGH (18) pour un certain nombre de pays industrialisés ou semi-industrialisés (Afrique du Sud, Etats-Unis, Japon, Italie, Norvège) qu'ils rapprochent de leurs résultats concernant la Côte-d'Ivoire. Ces résultats (reproduits dans les tableaux VIII, IX et X) font apparaître de grandes différences entre les pays dans le classement des secteurs, en particulier pour ce qui concerne les secteurs qui se trouvent au milieu de la matrice. Si nous extrayons du tableau les secteurs occupant les 14^o, 15^o et 16^o rangs, nous constatons que ce rôle de secteurs-médians est tenu par les produits miniers, les produits chimiques, les produits du bois, les textiles, l'agriculture, le papier, etc... Il ne semble donc pas possible de tirer de ces observations

(17) H. LEROUX et J.P. ALLIER : « Fonctions de production et modèles », *op. cit.*

(18) N.C. KROGH : « An input-output analysis of African economy. 1956-1957 ». The South African journal of economics. Décembre 1961.

TABLEAU VIII

Comparaison des classifications des secteurs obtenues par triangulation des matrices de consommations intermédiaires pour différents pays (1)

SECTEURS	Afrique du Sud	Japon	Italie	Etats- Unis	Norvège	Moyen- ne sur données internationales	Côte- d'Ivoire 1960
Or	1	21	21	20	21	20	—
Cuivre et produits	2	12	6	9	7	8	2
Produits alim.	3	1	10	1	2	1	8
Produits meun.	5	3	11	2	3	2	8
Equipement transports ..	7	7-4	2-3	4-7	6-5	5-4	3
Vêtements ..	8	6	4	5	4	3	2
Produits en caoutchouc ..	9	9	8	12	3	11	11
Industrie n.e.c.	10	8	7	10	8	10	—
Produits du bois	11	16	14	11	12	15	4
Textiles	12	10	9	15	14	12	2
Agriculture, pêche, forêts ..	13	17-2	17-12	17-6	15-18	17-6	1-9-5-7
Machines ..	14	11	5	8	9	7	19
Produits chimiques ..	15	18	18	16	16	16	10-6
Produits miniers non métalliques ..	16	14	15	14	10	14	13-14
Fer et acier.	17	13	13	13	17	13	17
Electricité et eau	18	20-27	26-24	24-26	27-25	24-26	18
Commerce et transport ..	19	24-23	22-23	25-21	23-24	25-21	12
Impression et publication.	20	5	1	3	1	9	16
Prod. pétroliers et charbon ..	22	21-22	21-25	20-23	21-22	28-23	6
Autres prod. miniers	24	15	20	18	20	18	20
Papier et prod.	25	25	16	22	11	22	4
Métaux non ferreux	26	23	23	21	24	19	20
Charbon	27	26	27	27	28	27	18
Services	—	27	24	26	25	26	15-16
Pétroles	—	29	29	29	—	29	18

(1) Plus le chiffre indiquant le rang d'un secteur est élevé plus est important le rôle de fournisseur de ce secteur vis-à-vis du reste de l'économie. Au contraire les premiers du classement correspondent à des secteurs dont les outputs ne sont pas ou sont peu utilisés comme consommations intermédiaires des autres branches. Pour certains Etats, un même secteur est caractérisé par plusieurs nombres, cela tient aux différences de nomenclatures.

Source : H. LEROUX et J. P. ALLIER, *op. cit.*

TABLEAU IX

Matrice des consommations unitaires après triangulation

MALI 1959 - En pour 100

Secteur producteur	SECTEUR UTILISATEUR									Total four-nitur, autres sect.
	7 Bât. et T.P.	5 Text. et cuirs	8 Ser- vices	1 Ind. alim.	6 Ind. di- verses	4 Ind. méc. et élect.	3 Mat., prem. dem. pr.	0 Agri- cult.	2 Ener- gie	
7-Bâtiments et TP	+	—	—	—	—	—	—	—	—	0
5-Textiles et Cuirs	—	+	—	—	—	—	—	—	—	0
8-Services ..	3	—	+	—	—	—	—	—	—	3
1-Industries alimentaires	—	—	2	+	—	—	—	—	—	2
6-Industries diverses ..	10	—	1	—	+	—	—	—	—	11
4-Industries mécaniques et électriq.	3	1	4	—	—	+	1	—	1	10
3-Matières premières et demi-produits ..	17	4	—	—	—	4	+	—	—	25
0-Agriculture	—	—	1	31	2	—	11	+	—	45
2-Energie ..	6	5	—	—	—	1	2	1	+	15
Total des fournitures demandées aux autres secteurs ..	39	10	8	31	2	5	14	1	1	

Source : H. LEROUX et J. P. ALLIER, *op. cit.*

TABLEAU X

Matrice des consommations unitaires après triangulation
COTE-D'IVOIRE 1960 - En pour 100

Branche productrice	BRANCHE UTILISATRICE									Total four-nitur. autres sect.
	7 Bât. et T.P.	1 Ind. alim.	8 Ser- vices	5 Text. et Cuir	6 Ind. di- verses	0 Agri- cult.	2 Ener- gie	4 Ind. méc. et élect.	3 Mat.. prem. dem. pr.	
7-Bâtiments et TP	+	—	2	—	—	—	—	—	—	2
1-Industries alimentaires	—	+	—	—	—	—	—	—	—	0
8-Services ..	1	1	+	—	—	—	1	1	—	4
5-Textiles et Cuir	—	—	—	+	—	—	—	—	—	0
6-Industries diverses ..	11	1	1	—	+	1	—	1	—	15
0-Agriculture	1	2	—	2	9	+	—	—	—	14
2-Energie ..	8	1	2	—	1	1	+	—	1	14
4-Industries mécaniques et électriq.	8	3	1	—	1	1	1	+	1	16
3-Matières premières et demi- produits ..	26	—	—	—	2	—	—	3	+	31
Total des fournitures demandées aux autres services ..	55	8	6	2	13	3	2	5	2	

Source : H. LEROUX et J. P. ALLIER, *op. cit.*

une règle générale assez précise pour conduire la politique d'investissements initiale. D'ailleurs tous ces secteurs ne sont pas nécessairement « capital-intensive ». Enfin, ils ne sont pas tous susceptibles d'alimenter la demande finale.

La sidérurgie constitue le secteur le plus stable puisqu'elle occupe le 13^e rang dans trois cas et le 17^e rang dans les trois autres. Nous savons que la sidérurgie a une très forte valeur mythique dans les pays sous-développés et le Pr. HIRSCHMAN lui consacre une phrase favorable dont il ne faudrait pas toutefois tirer des conclusions hâtives. Il semble d'ailleurs que la leçon générale du Pr. HIRSCHMAN a été parfois mal comprise : les déséquilibres et les bouleversements d'un certain ordre qu'il propose sont des actions calculées dont il espère le plus grand dynamisme de la croissance. Il serait abusif d'y voir un principe de développement par la pratique du désordre et du paradoxe systématiques.

La faveur dont jouit la sidérurgie tient, en fait, à plusieurs raisons. La première a une coloration nettement politique, on pourrait presque dire passionnelle. La volonté de créer, au départ, un secteur sidérurgique traduit le souci de doter le pays, dans les meilleurs délais, des structures qui font la puissance et la relative autonomie des pays industrialisés. Elle s'attache ainsi à la notion d'indépendance économique corollaire de l'indépendance politique. On peut dire alors que la sidérurgie représente le critère de la « majorité politique et économique » des états.

D'autres arguments sont encore avancés qui tiennent davantage de l'ordre économique : en effet, on considère également que l'implantation d'une industrie sidérurgique crée un choc matériel et psychologique donnant une forte impulsion à l'industrialisation. Le facteur psychologique réside dans la création d'une mentalité industrielle, d'une atmosphère de société industrielle. Cet argument est bien résumé dans une phrase du Plan de Constantine : « Les grandes industries de base — sidérurgie de Bône, raffinerie de pétrole d'Alger, chimie d'Arzew — donneront naissance à des réalisations spectaculaires. Surtout elles aideront à créer un climat industriel en attirant un grand nombre d'ingénieurs, cadres, techniciens... en créant ou en suscitant la création de laboratoires, en donnant l'habitude du travail industriel à plusieurs postes, en répandant un esprit de productivité. » (19). Cet argument psychologique, qui d'ailleurs s'attache à toutes les réalisations hautement capitalistiques et ostensibles (pour ne pas dire ostentatoires), n'est pas sans valeur mais il ne semble pas suffisant pour fonder à lui seul une politique de démarrage. D'ailleurs, il n'est pas certain que les réalisations plus obscures, d'une technique moins avancée mais ne relevant plus cependant de la technique pré-industrielle, étendues à de nombreuses personnes, ne créent pas un choc psychologique tout aussi (sinon plus) durable, profond et dynamique.

L'argument matériel réside dans les effets de liaison attendus. Nous l'avons déjà noté, la force d'induction de la sidérurgie est limitée par

(19) Plan de Constantine, *op. cit.*, p. 271.

la viabilité immédiate du projet. La préférence pour le futur ne permet, en aucun cas, de négliger l'immédiat et les possibilités d'utilisation du produit à court terme. Les données actuelles du problème doivent être prises en considération et soigneusement étudiées si l'on veut éviter un premier échec aux effets graves. Pour utiliser une terminologie imagée, on pourrait dire qu'il vaut mieux faire de modestes premiers pas qu'un saut risquant d'aboutir à une chute dont il sera difficile de se relever. Il ne suffit donc pas d'espérer d'hypothétiques futures liaisons en aval mais il faut pouvoir compter sur un marché immédiat, au moins pour une partie de la production potentielle.

En définitive, il apparaît bien difficile de proposer une stratégie sectorielle générale et universelle, valable pour toutes les hypothèses du démarrage. Les structures du point de départ doivent évidemment être prises en considération et vont en partie montrer dans quelle voie doit s'engager la première phase d'intégration. Si le secteur moderne initial est assez largement étendu et si la pression démographique n'est pas très forte, on peut choisir un plan de démarrage plutôt intensif qui, sur une première période quinquennale par exemple, mettrait en place des secteurs industriels lourds disposant, au départ, d'un embryon de marché dans le secteur moderne. Si, au contraire, le secteur moderne initial constitue un petit îlot de population à haut niveau de vie et d'équipements techniquement très avancés, isolé du reste de la société dont la grande masse appartient au monde précapitaliste, il apparaît plus urgent de lancer un programme extensif qui satisfait un grand nombre, desserre les tensions sociales et organise les premières liaisons avec l'appareil de production moderne. C'est par exemple, l'hypothèse des économies dans lesquelles le secteur moderne est essentiellement tourné vers l'extérieur et ne produit pas d'effets de liaisons à l'intérieur. S'il s'agit d'une production d'énergie, il peut être souhaitable de faire bénéficier un grand nombre de petites entreprises d'un coût en énergie relativement bas qui compenserait la moins bonne productivité du travail résultant du niveau technique moyen de l'équipement.

Cependant, les situations ne sont pas toujours aussi simples et le choix de la voie à prendre, au départ, est rarement clair et évident. Reprenons l'exemple algérien de 1959. De nombreuses raisons plaident en faveur d'un plan quinquennal (1959-1963) d'intégration intensive par la constitution d'un appareil productif hautement capitalistique couvrant ce qu'il est convenu d'appeler les « industries de base ». En effet, il existait, en 1959, un secteur moderne important (20) comprenant un appareil de production assez diversifié. L'industrialisation était largement commencée (21) mais les populations autochtones ne s'y étaient guère engagées et avaient tendance à se cantonner dans une agriculture moderne. Pour ce qui concernait, en particulier, la population euro-

(20) Rappelons qu'il était évalué à plus du tiers de la population totale.

(21) En 1958 le produit industriel brut est supérieur au produit agricole brut.

péenne, le Pr. GENDARME a parfaitement vu le problème : « il y a un stade, écrit-il, que le colon algérien ne franchit pas, même s'il a des capitaux suffisants, c'est le passage dans l'industrie. » (22). On pouvait donc prévoir un échec du processus d'intégration sinon total (croissance asymptotique du secteur moderne) du moins partiel (l'objectif de 50 % de population intégrée non atteint dans les années 1959-1960 comme cela paraissait nécessaire). Ces arguments plaident donc en faveur d'une politique d'intégration intensive : d'une part il fallait forcer cette transformation structurelle qui semblait ne pas vouloir s'opérer, d'autre part, un secteur industriel non négligeable pouvait servir de support à une production sidérurgique par exemple. Cependant, comme dans beaucoup d'autres économies en voie de développement, un autre facteur devait être pris en considération : le problème démographique qui se doublait d'un problème psychologique. L'impatience d'une partie de la population déclassée (population clocharisée des villes) à occuper un emploi stable et à percevoir un revenu qui permette de satisfaire certains besoins nouveaux typiques, la pression de la faim dans les campagnes traditionnelles, ne permettaient pas de pratiquer une politique d'emplois restreints. Les auteurs du plan ne s'y sont pas trompés qui prévoyaient surtout des efforts pour la rénovation rurale et le développement des industries légères. Autrement dit, l'orientation générale du Plan était plutôt dans le sens d'une intégration extensive, mais la création de certaines structures hautement capitalistiques (pétrochimie, sidérurgie, raffinage du pétrole) était également prévue. Ce double effort correspondait à la logique mais surtout il pouvait être envisagé grâce à l'assistance importante, *constante* et régulière de la France. Hors cette hypothèse, le choix aurait été plus limité et donc plus difficile.

Aussi bien, il semble que la stratégie du démarrage quant au nombre et aux types de secteurs qui doivent constituer le programme initial, doit reposer sur une analyse précise des structures existantes. Lorsque les pressions sociales ne pèsent pas trop lourdement, on peut, plus facilement, tenter une expérience hardie, tandis que, dans une situation où la pression démographique est pesante et les rapports sociaux tendus, la sagesse recommande de lancer un programme largement étendu sur une grande partie de la population, du territoire et des secteurs produisant principalement pour la demande finale. Les effets de liaisons en amont ne manqueront pas de jouer et si la puissance d'entraînement apparaît insuffisante pour accélérer, en temps opportun, le rythme du processus, le plan pourra, dans une deuxième phase, favoriser les secteurs plus « capital-intensifs » situés « plus bas » dans la matrice triangularisée, dans un climat social plus propice à l'opération.

Il faut bien admettre que cette dernière hypothèse est la plus courante et la plus généralisée dans le Tiers-Monde.

Cet aspect humain du processus d'intégration au départ, trop souvent oublié, réapparaît d'ailleurs dans le second volet du diptyque où l'argu-

(22) R. GENDARME : « L'économie de l'Algérie ». Librairie A. Colin, 1959, p. 145.

mentation s'effectue en termes de productivité des facteurs de production.

II. — *La productivité des facteurs de production et la capacité de réinvestissement.*

L'argumentation, du point de vue de la productivité, se situe à un plus haut niveau d'abstraction et de généralité. Elle gravite autour de l'idée de dégagement du *surplus* nécessaire au processus de développement (d'intégration). La controverse porte sur la nature de la productivité que doit viser la politique de développement : productivité du capital ou productivité du travail.

Rappelons brièvement la critique adressée à la politique d'investissements « labour-intensive ». Les Prs GALENSON et LEIBENSTEIN (23) et beaucoup d'autres auteurs à leur suite, font grief à cette politique de sacrifier la productivité du travail à la productivité du capital et donc de compromettre le long terme par une préférence pour le court terme. Cette préférence compromet définitivement le processus de croissance car elle ne permet pas de dégager les ressources nécessaires aux besoins futurs du développement. D'ailleurs, le seul critère valable, le seul test significatif du développement, est la croissance du produit per capita.

Cette critique repose donc sur un théorème de corrélation négative entre la productivité du travail et la productivité du capital et accessoirement sur des arguments démographiques.

L'essentiel de l'argumentation réside dans le nécessaire antagonisme entre la productivité du travail et la productivité du capital. Les tenants du critère du quotient de réinvestissement marginal par tête et du développement déséquilibré, partisans d'une politique de démarrage « capital-intensive », justifient leur option par la productivité du travail tandis que le choix d'une politique d'investissements « labour-intensive » et d'un développement équilibré repose sur la productivité du capital.

Il n'entre pas dans notre intention de reconnaître le problème dans toute son ampleur et à travers tous les travaux savants dont il a fait l'objet. Nous voudrions simplement faire quelques remarques à propos du rapport entre productivité du travail et productivité du capital et du rapport entre ces notions et celle de capacité de réinvestissement.

a) *Productivité du travail et productivité du capital*

Pratiquement on doit admettre, en première approximation, que la productivité du travailleur dépend de sa dotation en capital et que, d'une façon générale, la productivité du travail est d'autant plus élevée que le travailleur dispose d'un capital important. Cette observation élémentaire et cette proposition simple réclament cependant un examen plus poussé.

(23) W. GALENSON et H. LEIBENSTEIN, *op. cit.*

Si nous exprimons dans une formule simple les relations de définitions qui existent entre le rendement marginal du capital R (inverse du coefficient marginal de capital K), la productivité marginale du travail p, le coefficient d'intensité du capital i (inverse du coefficient d'emploi e), nous pouvons écrire :

$$p = R \times i \text{ (A)} \quad \text{puisque} \quad \frac{y}{w} = \frac{y}{I} \times \frac{I}{w}$$

où y représente le produit additionnel résultant de l'investissement I employant une quantité de travail w.

Suivant le postulat de base, i et p varient dans le même sens ou, si l'on préfère, p varie en raison inverse de e. Mais il est intéressant de savoir, du moins approximativement, dans quelles proportions s'effectuent ces variations marginales.

Notre équation de définition (A) peut encore s'écrire :

$$R = p \times e \text{ (B)} \quad \text{ou} \quad R = \frac{p}{i} \text{ (C)}$$

Pour que R augmente lorsqu'on accroît le coefficient d'emploi e, il faut et il suffit que l'accroissement de e entraîne une décroissance de p à un taux inférieur ou, autrement dit encore, que la productivité du travail p augmente moins rapidement que le coefficient d'intensité du capital i. Si cette hypothèse est vérifiée pour la plupart des niveaux de i et de e, on peut dire alors qu'il y a antagonisme entre la productivité du travail et la productivité du capital.

Il apparaît évidemment fort souhaitable que les planificateurs disposent pour éclairer leurs décisions, sinon de statistiques rigoureuses, du moins d'évaluations correctes dans ce domaine. Or, de telles évaluations sont relativement rares et le groupe d'experts, réunis par le B.I.T., pour étudier le problème de l'emploi dans les pays sous-développés, constate qu'« on ne dispose que de peu de données sur la productivité des différentes techniques de production et sur les quantités relatives de capital, de main-d'œuvre et de produits intermédiaires qu'elles requièrent » (24). Cependant, le rapport lui-même a réuni quelques éléments, assez partiels il est vrai et difficilement comparables. Par ailleurs, dans une étude bien connue, M. BHATT (25) a présenté certains résultats relatifs, en particulier, à de petites, moyennes et grandes entreprises dans diverses branches de l'économie indienne. Nous voudrions nous attacher ici à une documentation assez importante fournie par MM. LEROUX et ALLIER, dans leur étude précitée. Les auteurs ont réuni des observations contenues dans de nombreux rapports concernant l'Afrique Noire, parmi lesquels il faut citer essentiellement :

(24) B.I.T.: « Les objectifs d'emploi dans le développement économique ». Genève 1961, p. 73.

(25) V.V. BHATT: « Capital-output ratios of certain industries. A comparative study of certain countries ». Review of economics and statistics. Août 1954. Cf. analyse faite par G. ABRAHAM-FROIS, *op. cit.*, pp. 295. et suiv.

- 1) « Etude sur l'industrialisation de Madagascar ». (SEMA - 1962).
- 2) « Rapport sur les possibilités de développement industriel du Cameroun ». (SEDES - 1960).
- 3) « Possibilités d'industrialisation de Pointe-Noire ». (GEEPPN - 1960).
- 4) « Notes sur l'industrialisation du Sénégal ». (CINAM - 1961).
- 5) « Projet du plan quinquennal 1963-1967 » Haute-Volta.

TABLEAU XI

*Essai d'évaluation de l'investissement par unité d'emploi nouveau (i)
et de la productivité marginale annuelle du travail (p)*

Branches d'activité	i u = 10 ⁶ f.CFA	P u = 10 ⁶ f.CFA par an
Minoterie	6,5	1,7
Minoterie	6,2	1,5
Biscuiterie	1,5	1,2
Biscuiterie	1,2	0,6
Conserverie	0,7	0,7
Conserverie	0,5	0,2
Confiturerie	0,7	0,6
Confiserie	0,3	0,4
Brasserie	4,0	0,9
Huilerie	1,1	0,4
Huilerie	1,4	0,8
Huilerie	2,7	1,6
Huilerie	3,5	1,3
Huilerie	1,1	1,6
Pêche (et industries annexes)	1,4	1,7
Fabrique de pointes	1,1	0,6
Fabrication de cycles	1,4	1,1
Fabrication de cycles	2,4	2,4
Montage de cycles	0,35	1,0
Mobilier métallique	0,55	0,5
Ferblanterie	0,38	0,8
Montage automobiles	0,9	0,8
Cimenterie	3,8	1,2
Cimenterie	5,8	1,7
Cimenterie	3,0	1,0
Filature tissage	1,7	0,9
Filature	1,1	0,8

TABLEAU XI (suite)

Filature	3,3	1,4
Teinturerie	1,2	0,3
Couvertures	2,2	0,5
Couvertures	2,0	0,9
Couvertures	1,0	0,9
Confection	0,6	0,6
Emballages bois	0,5	0,6
Explosifs	1,3	0,9
Explosifs	1,7	0,5
Allumettes	0,5	0,3
Allumettes	2,1	0,7
Allumettes	1,3	0,5
Allumettes	1,5	0,5
Objets en matière plastique	1,2	0,5
Objets en matière plastique	1,4	0,7
Objets en matière plastique	1	0,8
Peinture et revêtement de sol	0,4	0,2
Fabriques d'accumulateurs	1,1	0,8
Fabriques de piles électriques	0,9	0,6
Laboratoire pharmaceutique	1,6	1,5
Cirage	0,2	0,3
Verrerie	2,4	0,8
Cigarettes	5,7	1,4
Petites industries de biens d'équipements et divers	0,8	0,6

Source : H. Leroux et J. P. Allier, *op. cit.*

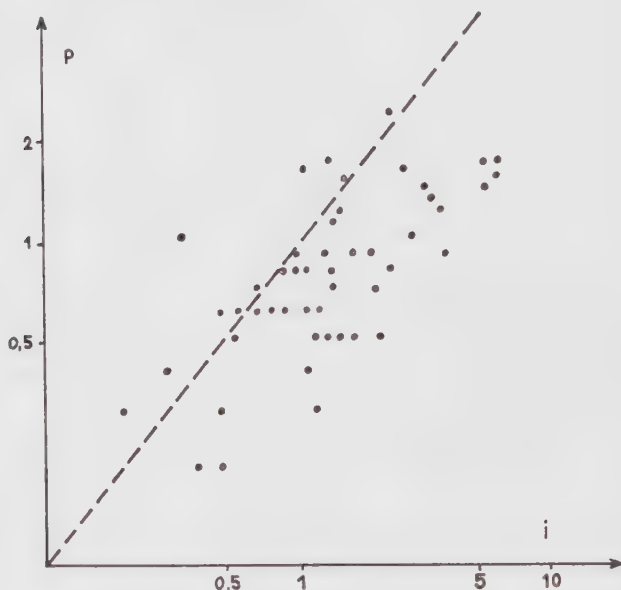
Ces données sont rassemblées dans le tableau XI. Elles font apparaître une grande amplitude dans les niveaux de productivité du travail pour un même montant de capital investi par travailleur, ou une grande variété d'intensités capitalistiques pour un même niveau de productivité. Autrement dit, la corrélation apparaît ici, en pratique, assez lâche. En dépit de cette grande dispersion des données, il paraît cependant utile de tenter une analyse de ces résultats nombreux obtenus de diverses sources.

On peut en particulier porter sur un graphique à échelle logarithmique (cf. graphique VIII) les niveaux de productivité du travail et les niveaux d'investissements par unité d'emploi (ce que nous appelons l'intensité capitalistique i). L'objectif évident est de faire apparaître les variations relatives concomitantes de ces deux grandeurs.

GRAPHIQUE VIII

Evolution de la productivité marginale du travail et de l'investissement par unité d'emploi.

(Echelle logarithmique)



p = productivité annuelle marginale du travail (en millions de francs CFA par an).

i = investissement additionnel nécessaire par emploi nouveau (en millions de francs CFA).

Cet aménagement graphique des données fournies par MM. LEROUX et ALLIER semble indiquer une tendance générale de la productivité du travail p à augmenter moins vite que le coefficient d'intensité du capital i . En effet, si nous traçons la diagonale qui représente la fonction $\log p = 1 \log i$, nous constatons que la grande majorité des points se trouvent en deçà de cette ligne témoin. Il serait sans doute abusif d'en tirer une règle absolue; néanmoins, étant donné l'importance numérique des observations, il semble qu'on puisse admettre qu'il s'agit d'une tendance assez générale et assez probable. Autrement dit, on peut admettre, effectivement, que le rendement du capital R décroît lorsque l'intensité capitaliste i augmente (ou que le coefficient d'emploi diminue) puisque :

$$R = \frac{p}{i}$$

On peut donc résumer et schématiser l'opposition entre les deux options (I) et (II) dans le tableau synoptique suivant :

options \ coef.	i	R	p
I	Faible (2)	Fort (1)	Faible (3)
II	Fort (2)	Faible (3)	Fort (1)

(1) objectif poursuivi.

(2) moyen employé.

(3) effet pervers.

Cependant, les données de MM. LEROUX et ALLIER méritent peut-être encore d'être analysées plus en détail.

Il faut tout d'abord remarquer les projets pour lesquels la productivité du travail s'accroît plus vite que l'intensité du capital. En effet, dans ces cas, on obtient à la fois une forte productivité du travail et du capital : à ce titre, ces projets doivent bénéficier de la faveur du planificateur. Il s'agit en l'espèce essentiellement de la fabrication et du montage de cycles (qui satisfait une demande typique au début du développement surtout pour les motocycles), de certains types d'huileries, des emballages en bois, des industries de la pêche, de la confiserie, du cirage... tous ces secteurs de production paraissent intéressants pour un démarrage du développement. Il est d'ailleurs assez remarquable que pour beaucoup de ces secteurs le coefficient d'emploi est élevé.

Il faut relever d'autre part que ce sont les secteurs les plus capitalistes pour lesquels les gains marginaux de productivité sont les plus médiocres : tel est le cas de certains projets de cimenteries, minoteries, brasseries (26). Il semble donc que la politique de haute productivité du travail coûte de plus en plus cher en capital. On peut alors se poser la question de savoir jusqu'à quel point une telle politique peut se faire au détriment de la productivité du capital et dans quelle mesure elle doit constituer une règle générale et sans limite, compte tenu de la faiblesse des moyens disponibles. Certes, il ne faut pas oublier que ces données sont relatives au rendement annuel et qu'une évaluation plus correcte devrait porter sur la productivité couvrant la durée de vie de l'équipement considéré; mais de telles

(26) La documentation ne fournit malheureusement pas d'évaluations au sujet de la sidérurgie.

évaluations sont pratiquement impossibles et introduiraient en fait, une plus grande incertitude dans les résultats.

Enfin, on doit encore remarquer, en dernier lieu, la grande variété des résultats dans les différents projets et secteurs. Or le développement économique ne résulte pas de la simple addition de projets choisis en raison de leur productivité, mais d'une coordination de secteurs de production nécessaire qui apparaît à la fois dans le programme initial et dans les effets de liaisons attendus. On ne peut donc fonder une politique d'investissement sur des critères simples sans tenir compte de la *nécessaire diversité organisée* des secteurs de production dont ne tient pas compte le critère in abstracto.

En conclusion, il semble bien qu'il existe une certaine corrélation négative entre la productivité du travail et la productivité du capital et que les deux politiques qui adoptent l'un ou l'autre critère sont largement antagonistes. Mais le souci d'une analyse réaliste préalable à la politique d'investissement doit retenir que 1) cet antagonisme n'est ni absolu ni général, 2) la politique de haute productivité du travail est probablement de plus en plus onéreuse au fur et à mesure que l'on monte dans l'échelle de la productivité per capita : il semble donc raisonnable de limiter et d'aménager le caractère absolu de la règle, 3) un appareil moderne de production se bâtit plus concrètement en organisant des complémentarités entre les secteurs qu'en sélectionnant l'un après l'autre les projets, au terme de tests plus ou moins certains, sans tenir compte de leur nécessaire complémentarité.

Cependant, les rapports entre la productivité du capital et la productivité du travail n'épuisent pas tout le problème. Il ne faut pas oublier, en effet, que la théorie de la productivité du travail vise le dégagement d'un surplus réinvestissable et que c'est là le principal grief fait à la théorie de la productivité du capital. Il nous faut encore voir l'étendue de cette opposition.

b) *La maximation du surplus réinvestissable*

La maximation de la productivité du travail se justifie par la maximisation du surplus réinvestissable. Cette dernière notion simple appelle une remarque non moins élémentaire. Il est bien évident, en effet, que l'important n'est pas la valeur relative du surplus réinvestissable, mais sa *valeur absolue*; car ce qui compte pour les séquences suivantes du développement, c'est la masse d'investissements nouveaux que va permettre l'investissement actuel. Cette masse est égale au produit du surplus réinvestissable par tête, par le nombre de travailleurs.

L'équation de définition s'écrit :

$$S = s \times w$$

où S = surplus réinvestissable global,

s = surplus réinvestissable par unité de travail,

w = la quantité du travail.

On peut admettre que s varie en fonction inverse de w mais que pour que S soit croissant lorsqu'on diminue w avec la même quantité de capital, il faut que s augmente plus vite au fur et à mesure que w décroît. Autrement dit, il faut que le taux de croissance de s soit nécessairement plus élevé que le taux de décroissance de w et vice-versa. On peut douter que ceci soit vérifié pour tous les secteurs et pour tous les niveaux de w .

Pratiquement, c'est le niveau des salaires qui va déterminer le quantum de surplus réinvestissable et le groupe d'experts du B.I.T. dans leurs rapports de 1961 (27) s'est prononcé nettement pour une limitation des hausses de salaires dans le secteur moderne. Les raisons invoquées sont nombreuses :

- 1) orientation inéluctable des investissements vers les secteurs « capital-spending »,
- 2) contagion des traitements publics,
- 3) accroissement excessif de la consommation,
- 4) atteinte aux positions concurrentielles, etc...

A ce point de vue, la politique de démarrage « capital-intensive » paraît, sinon paradoxale, du moins assez difficile à mettre en œuvre. En effet, une politique de hauts salaires dans le secteur moderne, destinée à créer artificiellement une rareté du facteur travail, contredit le taux élevé du coefficient de réinvestissement per capita que laisse espérer un haut niveau de productivité. Ou alors il faut admettre que les hauts salaires participent à l'épargne; ce qui est une hypothèse discutable. Elle introduit par ailleurs une vive tension sociale, source de difficultés nouvelles. Tandis qu'une politique d'investissement « labour-intensive » paraît plus facile à mettre en œuvre socialement et s'accorde mieux, économiquement, avec un niveau moyen de salaires relativement bas.

Ici encore, il semble qu'une analyse sérieuse des données soit plus utile aux planificateurs que des théorèmes généraux trop absolus. A cet égard, le Pr. RANIS (28) apporte un document intéressant, sous la forme d'une enquête sur les industries de Karachi, à la lumière de laquelle il examine les critères de CHENERY, GALENSON et LEIBENSTEIN. Les données sont établies pour quatre secteurs de production, représentant 80 % de l'industrie de Karachi et groupées suivant la taille d'entreprises qui est en parfaite corrélation de rang avec l'intensité du capital comme le constate l'auteur dans le tableau suivant :

(27) B.I.T.: « Les objectifs d'emploi dans le développement économique », *op. cit.*

(28) G. RANIS: « Investment criteria, productivity and economic development. An empirical comment ». *Quarterly journal of economics*. Mai 1962.

TABLEAU XII

Echelle d'entreprises et intensité de capital

Echelle	Rapport moyen capital/travail
10 à 19 travailleurs	2,61
20 à 49 travailleurs	3,23
50 à 99 travailleurs	3,34
100 et plus travailleurs	4,08

A partir des statistiques recueillies (et réunies dans le tableau XIII) le Pr. RANIS effectue un certain nombre d'observations :

1) Il constate, tout d'abord, que le rendement du capital est plus élevé dans les petites entreprises qui manifestent donc une plus grande « efficience statique ». Ce point semble confirmer les observations précédentes.

2) Du point de vue de l'« efficience dynamique », proposée par GALENSON-LEIBENSTEIN, le Pr. RANIS met en relief les facteurs du

taux de réinvestissement du capital $\frac{I}{K}$.

Ce taux dépend

1) non seulement de la part des profits dans le produit total $\frac{S}{Y}$

2) mais encore de la productivité du capital $\frac{Y}{K}$

3) et encore (en refusant l'hypothèse de GALENSON-LEIBENSTEIN suivant laquelle tout le profit est réinvesti) du taux de réinvestissement

du profit $\frac{I}{S}$.

Ainsi, la capacité de réinvestissement dans les différentes techniques peut s'écrire de façon simple :

$$\frac{I}{K} = \frac{S}{Y} \times \frac{Y}{K} \times \frac{I}{S}$$

Ces grandeurs évaluées et présentées dans le tableau XIII mettent en doute l'hypothèse de GALENSON-LEIBENSTEIN et font ressortir que le taux de réinvestissement du capital est maximum dans les échelles moyennes pour toutes les industries plutôt que dans les plus petites et les plus grandes.

TABLEAU XIII

Taux de réinvestissement du capital (RANIS)

	$\frac{Y}{K}$	$\frac{S}{Y}$	$\frac{I}{S}$	$\frac{I}{K}$
Textiles				
0- 9 travailleurs	1,58	0,65	—	—
10-19 travailleurs	0,34	0,45	0,53	0,081
20-49 travailleurs	0,27	0,47	0,54	0,069
50-99 travailleurs	0,36	0,49	0,74	0,131
100 et plus travailleurs	0,29	0,44	0,67	0,085
TOTAL	0,29	0,44	0,67	0,085
Appareils d'éclairage				
0- 9 travailleurs	1,03	0,54	—	—
10-19 travailleurs	0,27	0,40	0,43	0,046
20-49 travailleurs	0,39	0,52	0,75	0,152
50-99 travailleurs	0,42	0,55	0,80	0,185
100 et plus travailleurs	0,20	0,32	0,56	0,036
TOTAL	0,25	0,41	0,68	0,070
Plastiques				
0- 9 travailleurs	0,74	0,81	—	—
10-19 travailleurs	0,24	0,52	0,50	0,062
20-49 travailleurs	0,26	0,60	0,76	0,119
50-99 travailleurs	0,20	0,24	1,00	0,048
100 et plus travailleurs	0,44	0,45	0,43	0,085
TOTAL	0,27	0,50	0,69	0,093
Produits du cuir				
0- 9 travailleurs	2,98	0,50	—	—
10-19 travailleurs	1,35	0,46	0,51	0,317
20-49 travailleurs	0,67	0,49	0,77	0,253
50-99 travailleurs	1,25	0,53	0,76	0,504
100 et plus travailleurs	—	—	—	—
TOTAL	0,84	0,51	0,75	0,321
Quatre industries ensembles				
0- 9 travailleurs	1,16	0,58	—	—
10-19 travailleurs	0,33	0,44	0,49	0,071
20-49 travailleurs	0,37	0,50	0,70	0,130
50-99 travailleurs	0,42	0,52	0,78	0,170
100 et plus travailleurs	0,28	0,43	0,66	0,079
TOTAL	0,29	0,44	0,67	0,085

Source : G. RANIS, *op. cit.*

Ainsi donc, l'apport du Pr. RANIS semble prouver que le taux de réinvestissement effectif est le plus élevé dans les entreprises moyennes dont l'intensité capitaliste est inférieure aux grandes unités de production. Cette observation au plan microéconomique confirme et renforce le doute émis plus haut du point de vue macroéconomique et suivant lequel il ne faut pas seulement tenir compte du surplus réinvestissable par tête mais de son produit par le nombre de travailleurs. Autrement dit, il est possible qu'une politique d'investissements « labour-intensive », bien que ne maximant pas la productivité per capita, parvienne néanmoins par le nombre de salariés employés à dégager un surplus global supérieur à celui qui résulterait d'une politique plus « capital-intensive » et l'analyse du Pr. RANIS émet l'idée d'un optimum d'intensité capitaliste qui ne serait pas un maximum.

Enfin, pour en terminer avec l'argumentation essentielle déployée pour justifier telle ou telle politique de démarrage, il faut nous reporter au plan démographique sur lequel MM. GALENSON-LEIBENSTEIN ont étendu le problème. Ce sera pour nous l'occasion d'élargir encore le débat et de retrouver le fait humain derrière le fait démographique.

III. — *Les effets démographiques et les facteurs psychologiques.*

Ce titre recouvre un immense domaine de recherches que nous ne prétendons pas explorer à fond mais à propos duquel nous voudrions simplement effectuer quelques observations. Nous reprendrons tout d'abord les arguments avancés par MM. GALENSON et LEIBENSTEIN. Ceci nous conduira à mettre en relief quelques aspects psycho-sociologiques du démarrage.

a) L'argumentation démographique des Prs GALENSON et LEIBENSTEIN revêt deux aspects : un aspect critique de la politique d'investissement « labour-intensive » et un aspect positif justifiant une politique « capital-intensive ».

D'une part, en effet, ces auteurs estiment qu'une politique d'investissements peu capitalistes largement étendus (dans l'agriculture en particulier) doit se traduire par une nouvelle poussée démographique (par baisse de la mortalité et hausse de la natalité) qui aura tôt fait d'annuler les premiers résultats acquis. En définitive, une politique d'intégration intensive au départ, aboutit rapidement à une nouvelle baisse du produit per capita et aggrave le problème plus qu'elle ne le résoud.

D'autre part, dans l'hypothèse d'une politique limitée d'investissements « capital-intensive », la pression démographique sera au contraire ralentie car les travailleurs du secteur moderne hautement capitaliste, en raison de leurs nouvelles conditions de vie urbaine, auront rapidement un comportement nataliste inférieur à la moyenne.

Cette argumentation n'est pas très convaincante et apparaît même un peu élémentaire. Elle systématise à l'excès les relations entre les niveaux de vie et les phénomènes démographiques, et leur attribue une corrél-

lation trop étroite dans le temps. La relation de causalité directe entre niveaux de vie et croissance démographique est évidemment trop simple; d'autres facteurs (sociologiques, religieux, etc...) entrent en jeu et c'est sans doute pourquoi il faut tenir compte d'un effet de retard, d'un décalage dans le temps entre les deux ordres de phénomènes.

On peut tout d'abord se demander quelle sera l'ampleur de l'effet démographique résultant de la politique d'intégration extensive, en particulier dans le monde rural. L'effet sur la natalité, tout d'abord, n'est pas évident et d'autant moins probable que les taux sont déjà élevés. Car, si, comme l'écrit le Pr. GENDARME, « on a jamais constaté (sauf en France au début du XIX^e siècle) de baisse soutenue de la fécondité dans une société agricole quel qu'ait été l'enrichissement » (29), il n'est pas prouvé, non plus, que l'amélioration des conditions de vie dans les campagnes se traduise par un net accroissement de la natalité. Pour ce qui concerne le taux de mortalité (et spécialement la mortalité infantile) l'effet est plus évident et plus probable. Cependant il faut encore faire à ce sujet quelques observations :

1) il faut tout d'abord considérer que l'amélioration du niveau alimentaire ne détermine pas, seul, la baisse de la mortalité. L'action directe sur la maladie et les conditions d'hygiène jouent un rôle sans doute plus décisif. Cependant, dans la mesure où la modernisation de l'économie et le processus d'intégration se traduisent non seulement par l'accroissement de la production et du niveau de consommation, mais par un ensemble de réalisations sociales (dont l'hygiène et la santé en particulier) des répercussions auront lieu sur les taux de mortalité.

2) Cependant, dans certains pays qui ont largement « bénéficié » d'une assistance médicale (soit d'organismes internationaux, soit, le plus souvent, des pays colonisateurs) les effets sur la mortalité se sont déjà produits et il ne semble pas qu'il faille craindre de la politique d'intégration extensive un bouleversement des données et une modification importante dans la croissance démographique. A cet égard, il apparaît que l'effet catastrophique sur le plan démographique résulte surtout du fait de priver largement les populations en services d'hygiène et de santé sans leur fournir les instruments de production.

En définitive, il n'est pas évident que l'intégration extensive ait nécessairement pour effet une nouvelle poussée démographique et d'ailleurs même dans cette hypothèse il faudrait encore prouver que le taux de croissance démographique est nécessairement égal ou supérieur au taux de croissance du produit pour conclure qu'une politique d'intégration extensive est néfaste, à cet égard.

Le second volet de l'argumentation de MM. GALENSON-LEIBENSTEIN paraît encore moins décisif. En effet, les auteurs font preuve d'un certain optimisme à l'échelle des familles et d'une certaine incohérence à l'échelle globale. Au niveau des familles, il est sans doute excessif d'espérer que leur intégration dans un secteur moderne haute-

(29) R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, p. 101.

ment capitalistique et dans une vie urbaine nouvelle se traduit *rapidement* par une baisse des taux de natalité. Les observations effectuées sur le phénomène n'emportent pas la décision dans ce sens. Comme le rappelle le Pr. GENDARME, dans certains cas, l'urbanisation a fait baisser le taux de natalité (Japon), mais dans d'autres elle n'a aucun résultat (Egypte, Inde) (30). Dans le même sens, le Pr. PARENT estime que l'on « attend de l'urbanisation peut-être plus qu'elle ne peut donner » (31). L'auteur rapporte d'ailleurs une observation personnelle sur Madagascar qui tendrait à prouver l'inverse du théorème classique : le taux de natalité est plus fort à Tananarive (54 pour 1000) que dans l'ensemble de la province du même nom (44 pour 1000) et dans l'ensemble de l'île (33 pour 1000). Il faut cependant considérer que la précision des statistiques diminue au fur et à mesure que l'on s'éloigne des régions les mieux administrées et que les taux relatifs aux régions les plus rurales sont sans doute sous-évalués; ce qui expliquerait, au moins en partie, les différences.

D'ailleurs, même si l'effet GALENSON-LEIBENSTEIN était prouvé, il ne pourrait avoir au niveau global un effet appréciable puisque, par définition, les populations intégrées au départ dans un secteur moderne urbain, hautement capitalistique, sont peu nombreuses. Leur comportement est donc sans influence sensible sur l'ensemble et ne peut se traduire par un ralentissement de la poussée démographique appréciée globalement.

En définitive, il semble erroné de considérer que les premières modifications des conditions économiques et sociales, et donc le type d'intégration choisi au départ, puissent avoir rapidement un effet démographique quelconque. S'il y a une corrélation, elle ne joue pas directement mais indirectement par la transformation des mentalités et des habitudes qui ne s'opèrent que lentement; elle ne peut donc apparaître qu'avec un certain décalage dans le temps. La baisse rapide des taux de mortalité dans les pays sous-développés est due essentiellement à l'action sanitaire et, à ce point de vue, il ne faut pas oublier que le développement des pays attardés ne consiste pas seulement à vaincre la maladie et à favoriser la naissance des enfants : le plan sanitaire est inséparable du plan de croissance durable de la production. En l'oubliant, on crée un démarrage démographique qui peut rapidement rendre insoluble le problème du démarrage économique et social.

L'hypothèse réaliste dans laquelle doit se situer la politique de démarrage consiste à considérer que la croissance démographique va se poursuivre au même rythme, ou peut-être à un rythme légèrement supérieur, durant toute la période et quel que soit le modèle choisi au départ. Par contre lorsque le démarrage est acquis on peut espérer que les transformations sociales seront suffisamment importantes et profondes pour que les jeunes, ayant vécu dans une société moderne, aient, à l'âge

(30) R. GENDARME : « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, p. 101.

(31) J. PARENT : « Note sur les critères d'investissement », *op. cit.*, p. 401.

de producteurs démographiques, un comportement moins nataliste. Mieux même, par un phénomène de contagion, la natalité peut être ralentie dans les familles de parents moins jeunes.

b) Si le phénomène démographique quantitatif doit être considéré comme une variable exogène, ou plus exactement une donnée du problème que le modèle d'intégration choisi ne va guère modifier, il n'en va pas de même de certains aspects sociaux et psychologiques de la société en voie de développement qui doivent être retenus en tant que facteurs importants sur lesquels le processus d'intégration va, à son tour, agir. A cet égard, nous voudrions insister ici, après beaucoup d'autres, sur le problème du *chômage* qui est trop souvent considéré surtout comme un phénomène économique et pas assez comme un phénomène social et humain. Les partisans d'une politique d'intégration intensive au départ estiment que cette voie détournée est le meilleur chemin pour résoudre le problème du chômage et de la productivité dans les pays sous-développés. Ceci n'est d'ailleurs pas certain, ni même très probable, surtout si une telle politique est menée avec une rigueur extrême. Mais surtout cette option ne tient pas compte du fait que le chômage est avant tout un phénomène social et humain. Le chômage est, pour de nombreux pays sous-développés, une plaie sociale qui réclame un traitement d'urgence; à défaut on risque des troubles graves qui peuvent compromettre les chances de succès du processus de démarrage *plus sûrement que la submaximation de la productivité per capita*. Les froids calculs de l'éconômètre qui préconise un démarrage par une politique d'investissements hautement capitalistiques, créant un secteur de production très moderne et hautement productif, peuvent, *peut-être, tracer un parcours optimum du développement mais ils supposent que les éléments du calcul obéissent passivement au « diktat » de l'équation*. Cependant, les éléments du jeu ne sont pas des pions mais des hommes qui peuvent refuser et bouleverser la règle. L'hypothèse de départ est donc discutable.

Cependant, le chômage dans les pays sous-développés est un phénomène sui generis que les auteurs ont pris bien soin de distinguer du chômage classique des pays industrialisés (32). Il faut d'ailleurs considérer qu'il se présente sous des formes diverses qui ne sont pas sans lien les unes avec les autres. Nous devons, tout d'abord, examiner brièvement la notion bien connue de « chômage déguisé » pour voir ensuite comment ce type de chômage engendre une forme plus aiguë dans les « bidonvilles » qui se créent autour des points de croissance urbains. La notion de « *chômage déguisé* » dont la paternité est généralement attribuée à R. NURKSE (33) a de nombreuses fois été analysée et pré-

(32) Cf. par exemple F. PERROUX : « L'ordonnance de J.M. KEYNES et les pays sous-développés », Bulletin de l'union des exploitants électriques de Belgique, Juillet 1953, n° 3.

(33) R. NURKSE : « Problems of capital formation in underdeveloped countries », *op. cit.* Cependant, selon un article de M. G. CAIRE (« William Petty ou l'approche systématique du développement économique. » Revue Economique, Sept. 1965) on peut retrouver chez Petty l'idée de mobiliser le chômage agricole pour des activités productrices.

cisée (34). Nous nous en tiendrons ici à l'essentiel. Théoriquement, elle recouvre l'ensemble des travailleurs marginaux dont la productivité est quasi nulle. Pratiquement, il s'agit de tous les hommes non individualisés qui vivent, dans le secteur traditionnel agricole, au sein de l'organisation familiale, en participant à la consommation des ressources communes sans participer effectivement à leur production. L'étendue du chômage déguisé est variable suivant que l'on considère ce qui peut être retiré de l'agriculture traditionnelle soit en réorganisant simplement l'activité productrice (sans accroître la dotation en capital), soit précisément, en augmentant l'équipement utilisé. Il revêt une forme chronique et une forme saisonnière. Le chômage déguisé chronique concerne évidemment les pays surpeuplés d'Asie mais il apparaît également en Afrique du Nord. Diverses évaluations ont été tentées (35) mais il est en fait assez difficile de distinguer pratiquement chômage chronique et chômage saisonnier (36). En fait, c'est cette dernière forme qui est la plus évidente et la plus directement perceptible. Elle correspond à ces périodes de l'année (qui couvrent souvent plusieurs mois) durant lesquelles la famille rurale ne travaille pas en raison du rythme même du travail agricole. Cependant, la notion de chômage déguisé est surtout liée à la recherche d'une épargne-travail qui pourrait être mobilisée, suivant certains systèmes proposés, et permettrait de pallier l'insuffisance de l'épargne monétaire. C'est une idée importante que nous retrouverons plus loin. Ici, nous voudrions simplement observer que le chômage déguisé, en tant que phénomène social, est en définitive assez bénin : tant bien que mal, la société traditionnelle prend en charge ces producteurs « apparents » et assure leur subsistance même médiocrement. Cependant, lorsque la pression démographique persiste et que la société traditionnelle se heurte au mur physique ou institutionnel des terres cultivables, en un mot lorsque le maximum de chômage déguisé est atteint, apparaît le phénomène plus grave d'un chômage urbain typique des pays sous-développés. En effet, les individus qui ne peuvent plus être pris en charge par la société traditionnelle ou qui ne veulent pas accepter le médiocre niveau de vie auquel ils sont condamnés sont nécessairement expulsés de la société traditionnelle et vont tout naturellement chercher ailleurs, vers les points de croissance du secteur moderne, une nouvelle condition économique et une nouvelle vie sociale. Ces personnes déplacées créent, autour des centres d'activités économiques modernes, un phénomène « sub-urbain », que l'on pourrait peut-être mieux qualifier de « sub-humain », qui a été souvent analysé et mis en lumière par les sociologues et les démo-

(34) Cf. par exemple A. LEWIS : « Theory of economic growth », Allen 1955, pp. 141 et suiv.

H. LEIBENSTEIN : « Economic growth and Backwardness », Wiley 1957.
J. VINER : « Stabilité et progrès : les problèmes de la pauvreté », Economie appliquée 1958, n° 1-2, etc...

(35) Cf. par exemple CHIANG-HSIEH : « Le sous-emploi en Asie », Revue internationale du travail, Juin-Juillet 1952.

(36) Cf. pour une analyse détaillée du problème G. ABRAHAM-FROIS, *op. cit.*, pp. 177 et suiv.

graphes (37) : « nattevilles » d'Asie, « bidonvilles » d'Afrique du Nord, « cases dépayées et bicoques » (37) d'Afrique Noire, « ranchitos » d'Amérique latine, etc... Ces installations provisoires et précaires autour des villes modernes traduisent le trop-plein du chômage déguisé rural et témoignent d'un fait nouveau et grave. Malgré les apparences, il ne peut être assimilé aux « zones » et « ceintures prolétariennes » des villes de l'Europe industrialisée à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Il ne s'agit pas d'une « armée industrielle de réserve » mais d'une masse de déclassés qui vont lourdement peser sur les fonds de développement ou sur la paix sociale. En effet, un effort pour une urbanisation décente de cette masse va coûter très cher sans d'ailleurs résoudre le problème à long terme. Mais par ailleurs, à défaut d'action sociale, ces « ceintures de pauvreté » qui sont plus encore des « ceintures de déclassés » vont constituer un bouillon de culture particulièrement propice à une agitation sociale qui, comme nous l'avons dit plus haut, risque de porter atteinte à l'efficacité du plan de développement plus sûrement que la sub-maximisation abstraite du produit per capita. Nous retrouverons ce problème plus loin mais nous voulions déjà marquer ici l'importance du phénomène qui intervient dans le choix d'un modèle général de démarrage. Or, comme le note le Pr. GENDARME, « la préférence des économistes du développement va aux modèles économétriques et ils semblent avoir abandonné aux sociologues et aux géographes ce genre mineur d'études. C'est là un erreur grave car la connaissance sérieuse des forces d'attraction et de répulsion se manifestant dans un espace national, influencent directement les prévisions et les résultats de la planification globale » (38).

Ainsi posé, le problème de l'emploi prend une vigueur et une forme nouvelle : il met l'homme au premier plan et le fait passer avant le capital. Car, en définitive, le choix d'un démarrage capital-intensif est inspiré par le souci de ménager le capital

- 1) en maximisant sa productivité à long terme
- 2) en favorisant le dégagement d'un surplus disponible pour l'investissement nouveau. Le premier résultat est d'ailleurs plus évident que le second. En effet, le surplus total peut être plus élevé en additionnant de nombreux surplus per capita modestes qu'avec un nombre restreint de travailleurs hautement productifs. Quoiqu'il en soit, le problème est centré essentiellement sur le phénomène « capital ». Il est peut-être utile de dépasser ce point de vue et de reconsidérer le choix à partir du facteur humain. Autrement dit, du point de vue du chômage, une politique d'intégration extensive au départ se justifierait moins par des calculs d'efficacité sociale du capital que par des considérations de viabilité sociale du processus d'intégration. Certes, il ne s'agit pas de faire travailler les gens pour les faire travailler sans se soucier

(37) Cf. en particulier les nombreux ouvrages de G. BALANDIER et plus précisément « le contexte socio-culturel et le coût social du progrès ». In « Le Tiers-Monde » I.N.E.D. Paris, 1956, et « Sociologie des Brazzavilles Noires ». A. Colin 1955.

(38) R. GENDARME, *op. cit.*, p. 348.

ni de leur productivité, ni de l'emploi, du renouvellement et de l'accumulation du capital. Il y a suffisamment de tâches à accomplir dans les pays sous-développés pour pouvoir utilement employer du travail avec le capital existant. D'ailleurs, à l'autre extrême, on pourrait soutenir, dans le souci de ménager le capital, qu'il serait préférable que les pays industrialisés investissent chez eux l'aide financière qu'ils accordent aux pays sous-développés (puisque le taux de rendement sera vraisemblablement supérieur) quitte à transformer les revenus en assistance constante et régulière. Ceci montre que l'un et l'autre argument peuvent être poussés jusqu'à l'absurde et que le problème de la meilleure voie du démarrage est un problème de mutation de société humaine et pas seulement d'aménagement strictement optimum du capital présent et futur.

D'ailleurs, nous voudrions encore, pour terminer, attirer l'attention sur un aspect psychologique du chômage dans les pays sous-développés. En effet, tous ceux qui se sont frottés aux dures réalités de ces pays parviennent à cette conclusion identique dans le fond sinon dans la forme : dans les pays sous-développés qui connaissent un chômage important (pas seulement sous la forme larvée du chômage déguisé mais sous la forme dérivée plus aiguë du chômage des « bidonvilles » dans les grandes cités) la *dignité* de l'homme est attachée au *travail régulier* et au revenu non précaire qu'il en tire, si modeste soit-il (jusqu'à un minimum à apprécier évidemment). La notion de prolétaire dans ces pays est alors, en quelque sorte, à l'opposé de la notion marxiste, car *le prolétaire est celui qui ne travaille pas*. Ce fait psychologique de dignité ne peut être oublié; or son intégration dans les fonctions de production et de croissance n'est pas faite et paraît difficile à réaliser.

En conclusion, ce qui apparaît avec le plus de certitude, c'est qu'il est abusif de prétendre imposer un modèle général optimum de démarrage valable pour *tous* les pays sous-développés. S'il y a un problème du sous-développement, il y a sans doute plusieurs façons de concevoir « sur mesure » le démarrage des pays sous-développés. En particulier, la forme et l'importance du secteur moderne initial, le contexte économique, social et culturel dans lequel doit jouer le processus d'intégration sont déterminants de la voie à suivre.

L'analyse préalable à la politique de démarrage doit être axée sur la coordination actuelle et future des secteurs de production, car l'objectif strictement économique est de créer une économie complexe qui canalise les flux de consommation, de production et secrète l'investissement de telle sorte que la croissance devienne peu à peu un phénomène normal qui se crée lui-même : en un mot que la croissance soit auto-entretenu. Le choix porte alors sur le nombre et la nature des secteurs à promouvoir initialement, tandis que le choix des techniques apparaît comme un choix dérivé.

Mais le capital n'est pas le premier élément stratégique à prendre en considération. Il apparaît surtout comme l'instrument de la transfor-

mation sociale. *La stratégie de l'investissement est au service de la stratégie de la mutation sociale des pays sous-développés.* Cette optique place l'homme au premier plan. Il est peut-être possible de mettre en œuvre un développement efficace en asservissant, même provisoirement, la société humaine au calcul de l'économiste. Mais, si cela est impossible ou si l'on s'y refuse et, compte tenu des caractéristiques sociales et psychologiques de la plupart des pays sous-développés, il semble que, dans la majorité des cas, ce soit un modèle de démarrage par une première phase d'intégration extensive qui ait, en définitive, les plus grandes chances de succès, même à long terme. On peut ainsi résumer les arguments favorables à cette politique :

1) elle desserre, au départ, les tensions sociales dues en particulier au chômage urbain, exutoire du chômage déguisé rural,

2) elle permet d'améliorer sensiblement (et même parfois très fortement) la productivité sur une grande masse d'actifs nouveaux, ce qui peut permettre, en définitive, de dégager un surplus total réinvestissable important,

3) elle constitue une assise sectorielle préalable diversifiée dont les effets d'induction vers les secteurs plus capitalistiques fournisseurs d'inputs et d'équipements, peuvent être importants.

C'est, sans doute, dans les pays les plus attardés où les tensions sociales sont moins vives et la pression démographique moins puissante qu'une expérience d'intégration intensive peut être tentée au départ. Mais, la gestion des unités de production hautement capitalistiques pose alors des problèmes techniques, financiers et commerciaux pendant une première phase (qui peut être assez longue) en attendant que se déclenche un processus accéléré d'industrialisation.

Cependant, envisager les modèles de croissance possibles et souhaitables ne suffit pas pour considérer dans toute son ampleur la mise en œuvre du principe d'intégration, il faut encore considérer les relations du secteur moderne et du secteur traditionnel durant la période : nous entrons là dans un domaine encore moins certain et moins susceptible de généralisation.

SECTION 2

LA RELATION ENTRE LE SECTEUR MODERNE ET LE SECTEUR TRADITIONNEL

Les modèles de développement s'occupent principalement des formes de croissance de l'appareil productif moderne que le principe d'intégration étend à ce qu'il est convenu d'appeler le secteur moderne. Mais cette optique de l'intégration met en relief une autre catégorie de problèmes : celle de la relation entre le secteur moderne et le secteur traditionnel durant le processus d'intégration et spécialement pendant la période du démarrage. A priori, l'existence d'un tel problème peut surprendre

dans la mesure où précisément, la désarticulation de l'économie sous-développée traduit l'absence de relations entre deux types d'économies, ou mieux, entre deux mondes différents. Cependant, d'une part ce schéma n'est jamais totalement pur et, d'autre part, surtout, il correspond à un dualisme figé, c'est-à-dire au blocage du développement. Or, ce qui nous intéresse ici, ce n'est plus le diagnostic du sous-développement mais l'analyse du démarrage. Il faut d'ailleurs reconnaître que ce terme de « relation » est ambigu : il recouvre, en effet, deux phénomènes bien différents :

1) il traduit tout d'abord, à titre principal, la transformation du secteur traditionnel en secteur moderne. Dans le principe d'intégration la croissance du secteur moderne est supposée s'effectuer par une absorption progressive du secteur traditionnel puisque, sous l'angle humain de notre étude, le développement doit être considéré comme une transformation du milieu et une mutation des hommes de la société en question. Cette première relation est fondamentale : elle reflète la résorption de la structure dualiste.

2) Cependant, le terme traduit encore le fait que, même entre le secteur traditionnel qui va demeurer tel durant la période de démarrage et le secteur moderne en croissance, certains rapports économiques et sociaux vont s'établir. C'est un autre aspect du problème qui ne peut être ignoré.

Concrètement, ces relations vont prendre des formes très diverses et très différentes, ce qui rend assez difficile toute généralisation en la matière. Nous tenterons cependant de mettre en relief les deux aspects de cette relation, ce qui nous donnera l'occasion d'étudier les problèmes de mobilisation du chômage déguisé et des surplus agricoles.

§ 1. — LA TRANSFORMATION DU SECTEUR TRADITIONNEL EN SECTEUR MODERNE.

Le type de cette transformation dépend évidemment du modèle choisi pour la croissance du secteur moderne. Si le modèle prévoit, au départ, une intégration intensive, la mutation sera plus radicale que dans un modèle à première phase extensive. On peut examiner grossièrement les types de transformations en considérant d'une part la mutation dans l'agriculture et d'autre part la mutation par l'industrialisation.

Le choix entre la priorité absolue à l'agriculture ou à l'industrie n'est plus aujourd'hui considéré par les économistes du développement comme une façon correcte de poser le problème. L'agriculture est considérée comme un secteur productif au même titre que les autres à deux caractéristiques près : 1) Elle connaît plus rapidement que les secteurs industriels la loi des rendements décroissants et sa capacité d'absorption du capital est limitée. 2) Mais, par ailleurs, en tant que fournisseur de denrées alimentaires elle joue un rôle important en raison du problème aigu de la faim dans les pays sous-développés et des nécessités d'alimenter les travailleurs du secteur industriel. Tels sont, semble-t-il, les deux éléments essentiels spécifiques du problème du développement

de l'agriculture dans le démarrage. Il ne nous appartient pas, sous l'optique générale de ce chapitre, de traiter à fond de ce problème particulier mais important (39). Nous retiendrons simplement que le développement agricole s'analyse en terme d'ajustements à la croissance des autres secteurs, sans oublier, toutefois, son importance spécifique et ses contraintes techniques propres.

Cependant, l'angle général sous lequel nous considérons ici le processus du démarrage fait apparaître que la croissance du secteur moderne, par la modernisation de l'agriculture ou par l'industrialisation, va s'opérer sur le fond d'une société agricole, ou, si l'on préfère, d'une société rurale.

A. — *La mutation agricole*

La modernisation de l'agriculture se réalise par une dotation en capital technique et par une transformation des structures et des méthodes de production. Elle doit se traduire par un accroissement de la productivité du travail. Généralement, on considère que cette modernisation du secteur agricole a pour conséquence de dégager un surplus de main-d'œuvre disponible. C'est ainsi que se définit le *chômage déguisé* (40).

En fait, il apparaît concrètement que des politiques de modernisation agricole diverses vont avoir sur l'emploi des effets différents. L'amélioration de la productivité par unité de travail peut se réaliser soit avec une réduction soit avec une augmentation de l'emploi dans l'agriculture. La modernisation de l'agriculture va concerner une certaine masse de population, vivant antérieurement en circuit fermé et produisant sur une certaine étendue de terres cultivées et exploitées. La politique de modernisation peut se traduire 1) du point de vue du facteur humain, soit par la réduction, soit par le maintien, soit par l'augmentation de la population initiale 2) du point de vue du capital foncier (que les modèles considèrent, en général et de façon peu réaliste, comme une offre fixe), elle peut se traduire par une extension ou un maintien du territoire cultivé (la réduction semble être une hypothèse d'école). Au total, six hypothèses de modernisation de l'agriculture apparaissent résumées dans le tableau suivant :

(39) Sur le problème cf, en particulier : R. BADOIN : « Le rôle du secteur agricole dans la phase initiale du développement économique ». Revue de science financière 1960, p. 617 et « La participation du secteur agricole au financement de la croissance économique ». Tiers-Monde janvier-juin 1962. J. PARENT : « L'agriculture et le développement économique ». Revue Economique Mars 1957. W. NICHOLLS : « Investment in agriculture in underdeveloped countries ». American economic review, mai 1955. R. DUMONT : « Les problèmes agricoles des pays sous-développés ». Paris 1958. Un travail important d'élaboration d'une politique de développement agricole a été effectué par A. de CAMBIAIRE : « Quelques observations au service du plan d'expansion économique et sociale de l'agriculture algérienne et de quelques autres agricultures sous-développées ». Ecole Nationale d'agriculture d'Alger 1958.

(40) M. CHIANG HSIEH (« Le sous-emploi en Asie ». Revue internationale du travail. Juin-Juillet 1952) distingue le « chômage déguisé » apparaissant avec la simple réorganisation du travail effectué pendant les périodes de pointes (transformation des méthodes) et le « chômage latent » ou « potentiel » qui devient effectif par la mécanisation de l'agriculture.

Facteur terre \ Facteur humain	Réduction	Constant	Augmentation
Constant	a_{11}	a_{12}	a_{13}
Augmentation	a_{21}	a_{22}	a_{23}

Seules les solutions a_{11} et a_{21} se traduisent par un dégagement de main-d'œuvre qui représente le chômage déguisé de la société traditionnelle (41). Il semble que ces solutions doivent être évitées dans les pays surpeuplés qui souffrent déjà du chômage des « bidonvilles » car on peut craindre qu'elles n'aggravent la situation, ou, tout au moins, qu'elles annihilent les premiers efforts qui peuvent être entrepris, par ailleurs, pour résoudre ce problème par l'industrialisation.

De nombreux auteurs, à la suite de R. NURKSE (42), ont montré l'intérêt théorique et tenté de mettre au point une politique de mobilisation du surplus de travail disponible dans l'agriculture. Cette épargne-travail ainsi dégagée peut en effet être utilement affectée à la constitution de capital. Cependant, ces projets distinguent mal les situations d'agriculture moderne et d'agriculture traditionnelle. Plus exactement, ils envisagent, d'une façon générale, les possibilités de financer le développement à partir de l'agriculture traditionnelle tout en supposant que certaines améliorations sont apportées de telle sorte que l'on puisse mettre ailleurs, au travail « gratuit », une partie de la population rurale.

En fait, la *modernisation de l'agriculture peut parfois dégager du travail mais peut également intensifier l'emploi* : ceci va dépendre du choix des techniques et des cultures. Cependant, il semble qu'une véritable et complète politique de modernisation de l'agriculture traditionnelle doit, au total, augmenter l'emploi dans l'agriculture. Nous l'avons déjà noté, la notion de chômage déguisé est surtout liée à la structure traditionnelle de l'agriculture et le dégagement de ce surplus de travail est surtout réalisable dans la mesure où ces structures de production sont peu modifiées. Ainsi, par exemple, la culture maraîchère moderne intensifie l'emploi par unité de surface sans d'ailleurs réclamer une dotation importante en matériel : les rendements élevés sont obtenus

(41) La solution a_{21} paraît devoir être d'ailleurs assez exceptionnelle.

(42) R. NURKSE : « Problems of capital... », *op. cit.*, et en particulier C.N. VAKIL et P.R. BRAHMANANDA : « Planning for an expanding economy accumulation, employment and technical progress in underdeveloped countries ». Vora and Co. 1956. G. ARDANT : « Le Monde en friche ». P.U.F. 1959, et « Utilisation des surplus et mobilisation des chômeurs », « Le Monde » des 16 et 17 janvier 1963, etc.

par une meilleure technique de production, par un entretien et une amélioration des sols par irrigation et engrais, par une sélection des plans, etc... Or, c'est un aspect intéressant de la modernisation de l'agriculture en pays sous-développés qui peut être retenu, soit en vue de relever le bas niveau alimentaire intérieur soit, éventuellement, en vue d'exploiter un marché extérieur rémunérateur. Pour illustrer cette dernière hypothèse, on peut citer le cas de l'Algérie côtière qui bénéficie d'une véritable *rente du climat* lui permettant de satisfaire une demande de primeurs à des prix élevés dans des pays à hauts revenus comme la France. Même la modernisation de la céréaliculture peut s'effectuer sans libération de travail : les labours par tracteurs ne réclament guère moins d'ouvriers que les mêmes opérations effectuées par traction animale. L'emploi de répandeurs d'engrais ou de semoirs mécaniques paraît exclu (comme investissement-type à éviter) puisqu'il substitue du capital à du travail, *sans différence sensible dans le service rendu*. Il n'en va pas de même, cependant, pour les opérations de moissons et de battage qui libèrent une main-d'œuvre abondante en grande partie fournie, dans le secteur traditionnel, par les femmes et les enfants. Mais, pour ce qui concerne ces derniers, on ne peut parler de libération de main-d'œuvre car la politique d'intégration doit prévoir et assurer leur formation et les classer parmi les jeunes inactifs. Nous retrouverons cet aspect du problème plus loin. La modernisation de l'élevage et de l'arboriculture peut également se traduire par un maintien, sinon par un accroissement, de l'emploi agricole antérieur. D'ailleurs, il faut encore noter que l'entretien d'un matériel plus important et plus moderne va également réclamer du travail nouveau. Il semble donc que la modernisation de l'agriculture ne corresponde pas à un modèle simple et uniforme dont la conséquence nécessaire serait la libération d'une certaine quantité de travail. On peut même dire que, lorsque cette politique de modernisation est complète, elle va très souvent se traduire par un accroissement de l'emploi soit par l'intensification de la culture par unité de surface, soit par une extension du territoire cultivé. Cette dernière hypothèse ne peut être rejetée a priori mais, là encore, la situation des pays sous-développés est essentiellement variable : tandis que certains pays disposent d'une marge importante de terres cultivables (par exemple Madagascar) pour d'autres l'offre de terres est devenue fixe (par exemple l'Algérie). Sur le plan de l'emploi, la modernisation de l'agriculture se traduit par une conséquence assez générale d'un plus grand éalement dans le temps des tâches productives : la mécanisation étèe les « pointes » de besoins de main-d'œuvre durant les périodes d'activités intenses et réclame plus de travail durant les périodes traditionnellement plus creuses (multiplications des opérations et entretien du matériel). Cependant, bien que moins marquées, les fluctuations saisonnières de l'activité demeurent dans l'agriculture modernisée. Par exemple, même pour une culture comme celle de la vigne qui réclame des opérations multiples tout au long de la « campagne » annuelle, de nombreuses journées sont encore « chômées ». On peut cependant encore objecter que nous avons raisonné sur des hypothèses de monoculture et qu'une certaine polyculture ou une combi-

naison agriculture-élevage permet encore de mieux étaler le temps de travail d'une masse de population donnée. Mais ces combinaisons sont étroitement limitées car la modernisation de l'agriculture s'accommode mal d'une diversification des productions par unité d'exploitation, d'une part en raison de la spécificité de certains matériels, d'autre part en raison de la plus grande productivité de la culture spécialisée. Ces deux facteurs sont d'ailleurs intimement liés. Cependant, dans la mesure où apparaît un *chômage saisonnier* important, l'ingénieuse idée d'utiliser cette épargne-travail à des fins d'investissements dans l'infrastructure locale et l'équipement de base doit évidemment être appliquée. Elle peut en effet permettre de créer, à bon marché, (presque gratuitement) des voies de communications locales qui faciliteront la commercialisation des produits et abaisseront les coûts de transports, des équipements de petite hydraulique (puits, petits barrages, drainage, consolidation des lits des cours d'eau...) qui permettront d'irriguer et créeront ainsi de nouveaux besoins en heures de travail productives, des constructions nécessaires pour le stockage de la production, etc... L'utilisation du chômage saisonnier est alors possible : les agriculteurs s'y consacreront d'autant plus facilement qu'il s'agit de travaux qui représentent pour eux une utilité immédiate et directement perceptible. De telles expériences ont été tentées avec succès, par exemple en Chine populaire (1956-1958) et, à une moindre échelle, au Maroc en 1957. Particulièrement, les résultats chinois ont été très certainement importants (même en faisant la part du gonflement des statistiques officielles). Selon M. DUMONT (43), 110 à 120 millions de paysans chinois ont été mobilisés pour accomplir ces tâches qui ont permis l'accroissement des superficies irrigables et de la production courante; là où, antérieurement, une seule récolte était possible, le paysan a pu faire deux récoltes doublant ainsi son temps de travail.

En fait, cette politique de mobilisation du chômage déguisé peut être conçue comme le moyen principal de moderniser l'agriculture traditionnelle et de lancer un *auto-développement* agricole; on attend alors de l'expérience beaucoup plus que les résultats considérés jusqu'à présent. Cependant, dans cette hypothèse, on ne peut guère compter sur le « volontarisme » et il paraît nécessaire de pratiquer plus ou moins une politique de travail forcé : on peut craindre que son efficacité soit alors plus limitée; d'autant plus que les efforts supplémentaires précèdent l'amélioration du niveau de vie. Enfin, il semble qu'une telle politique pourra jouer un rôle fondamental seulement dans certains cas exceptionnels et que, d'une façon plus générale, la modernisation de l'agriculture suppose à titre principal un certain investissement initial dans l'équipement technique; l'épargne-travail peut alors servir de moyen adjuvant et complémentaire, ce qui ne signifie pas qu'il doit être mésestimé et qu'il n'est pas capable de procurer des « bénéfices » importants pour l'agriculture moderne.

Pour ce qui concerne le *chômage déguisé chronique*, nous avons déjà

(43) R. DUMONT : « Révolution dans les campagnes chinoises ». Le Seuil, 1957.

eu l'occasion de signaler que cette notion était essentiellement liée à l'agriculture traditionnelle. Il nous a semblé qu'un plein effort de modernisation de l'agriculture devait, par lui-même, absorber le chômage chronique et ne laisser subsister qu'un certain chômage saisonnier. D'ailleurs, la mobilisation du chômage déguisé dans l'agriculture traditionnelle est restée essentiellement du domaine théorique. La participation de l'agriculture modernisée au développement économique va s'effectuer principalement par la *mobilisation des surplus agricoles* sous la forme monétaire puisque les produits sont sensés passer par le marché et les paysans devenus agriculteurs, manipuler la monnaie. En traitant de ces problèmes, M. G. ABRAHAM-FROIS signale, à juste titre, que cette mobilisation des surplus agricoles constitue l'« une des clés du développement économique » (44). Le premier moyen de mobilisation de ces surplus auquel on peut songer est évidemment la *fiscalité*. Elle a été parfois un instrument efficace (Japon) mais elle peut comporter un effet pervers de découragement sur le paysan et enfin elle est souvent d'un rendement faible (45). C'est ainsi qu'ont été conçues des *politiques de manipulation des prix agricoles* et industriels dont l'objectif est de dégager une épargne forcée disponible pour le financement d'un développement diversifié. Des modèles savants (46) ont été élaborés pour déterminer les moyens (et leurs limites) de mobiliser l'épargne potentielle dans l'agriculture par des taux d'échanges industrie-agriculture « défavorables » à cette dernière. Ces analyses sont centrées principalement sur le secteur agricole traditionnel et recherchent les moyens de prélever l'épargne sur le « surplus négocié » à la suite du dégagement du chômage déguisé. Elles ne concernent donc pas exactement le problème qui nous intéresse ici. L'idée est cependant applicable à la nouvelle situation de l'agriculture modernisée puisque, par définition, la majeure partie de sa production doit être commercialisée (il subsistera vraisemblablement un phénomène d'autoconsommation mais celui-ci doit être réduit au minimum). Cependant, la politique de prix défavorables à l'agriculture connaît des limites assez rapidement atteintes et le rapport prix des biens manufacturés / prix des denrées alimentaires ne peut être élevé indéfiniment. Au fur et à mesure de la détérioration des « termes de l'échange », les agriculteurs vont réduire leurs achats à l'extérieur et accroître leur autoconsommation. En définitive, une telle politique menée sans précaution peut conduire à une rétraction du système agricole et à un retour à l'économie autarcique réduisant l'effort productif et entraînant un véritable chômage du capital technique investi au départ. Certes, on peut objecter que le

(44) G. ABRAHAM-FROIS : « Essai sur les problèmes d'investissements en pays sous-développés », *op. cit.*, pp. 200 et suiv.

(45) G. RULLIERE : « La fiscalité agricole et le développement économique ». *Revue de science et législation financière*. Avril-juin 1959.

(46) Par exemple, les modèles de A.K. SEN : « Unemployment, relative prices and the saving potential ». *Indian economic review*. Août 1957, et D. NARAIN : « Ratio of interchange between agricultural and manufactured goods in relation to capital formation in underdeveloped economies ». *Indian economic review*. Août 1957. Pour une étude résumée de ces modèles cf. G. ABRAHAM-FROIS, *op. cit.*, pp. 200 et suiv.

jeu de l'« effet de revenu » peut créer une courbe d'offre « anormale » et que la détérioration des termes de l'échange se traduit, en définitive, par une plus grande incitation à l'effort productif des agriculteurs. Cependant, il ne semble pas que ces courbes d'offre « anormales » soient une règle générale sur laquelle on puisse fonder une politique extrême dont les résultats positifs sont aléatoires et les effets pervers plus probables. A cet égard réapparaît le danger du calcul unitaire que nous avons déjà eu l'occasion de signaler au plan général de la politique du surplus réinvestissable. Nous avons vu que l'erreur possible était de favoriser le surplus per capita au détriment du surplus global. Ici également il ne s'agit pas de prélever un maximum par unité de produit agricole exprimée en monnaie mais de dégager un surplus global maximum sur l'ensemble de la production commercialisée. Cependant, la politique de mobilisation de surplus par les prix relatifs paraît efficace, dans certaines limites, et adaptée à la situation de l'agriculture modernisée : par le double effet de réduction des coûts de salaires réels (47) et d'augmentation des prix de vente, une importante accumulation de capital peut s'opérer dans les industries. Pour mettre en jeu ce processus d'accumulation il faut évidemment qu'il existe un secteur industriel local.

B. — *L'industrialisation*

L'industrialisation représente évidemment une révolution plus totale pour les populations concernées, surtout lorsqu'elle débute par les secteurs et les techniques les plus modernes et les plus capitalistiques. En effet, quelles que soient les différences importantes et nombreuses qui séparent l'agriculture moderne de l'agriculture traditionnelle, la transformation s'effectue alors dans un cadre et à partir d'éléments connus : le monde nouveau n'est pas totalement étranger. Avec l'industrialisation, les populations devront réussir leur intégration dans un monde aux dimensions plus insolites. Ce phénomène du passage à l'industrialisation présente deux aspects d'ailleurs liés : un aspect technique et un aspect psychologique.

I. — Le problème technique a été de nombreuses fois soulevé : il s'agit de savoir dans quelle mesure l'industrialisation va trouver au départ, dans la population autochtone, les *compétences techniques* nécessaires au fonctionnement des nouveaux secteurs de production. Il est bien connu que les économies sous-développées souffrent, à cet égard d'un sérieux goulot d'étranglement. C'est un problème que nous avons souvent rencontré au cours des analyses précédentes. Nous voudrions ici simplement considérer ce problème classique de l'économie du développement sous l'éclairage particulier de la transformation du secteur moderne en secteur traditionnel et l'analyse utile de cette question doit, sans doute, dépasser le niveau global et distinguer les différentes caté-

(47) C'est un moyen de concilier les exigences d'un salaire réel acceptable et celles de prix compétitifs. Cf. sur ce problème les systèmes conçus par J. E. MEADE : « Mauritius : a case study in malthusian economies ». The economic journal. Septembre 1961.

gories et les différents types de compétences réclamées par les différentes modalités de l'industrialisation : la recherche de solutions et de propositions générales est, en la matière, certainement moins efficace que l'étude des problèmes concrets en vue de solutions particulières adaptées. D'un point de vue général, l'accent est unanimement posé sur la nécessité d'un gros effort dans le domaine de l'éducation de base et de la formation technique. Cependant, des résultats sensibles ne peuvent être attendus qu'à moyen ou long terme. Pour les premiers débuts de l'industrialisation il faut imaginer un ensemble de moyens empiriques complémentaires ou alternatifs qui devront assurer la couverture des besoins techniques dans chaque type d'industrialisation. Celle-ci va pouvoir utiliser, tout d'abord, un quantum (généralement faible) d'hommes ayant déjà reçus une instruction générale et technique qui les rend disponibles pour les tâches nouvelles. Par ailleurs, certaines connaissances peuvent être acquises au sein même de l'entreprise. Enfin, des cycles de formation accélérée peuvent être créés sous l'impulsion soit des entreprises elles-mêmes, soit des pouvoirs publics. En définitive, le problème est susceptible d'être plus ou moins parfaitement résolu à la condition de ne pas trop réclamer à la fois : il est évident que pour le début du processus d'industrialisation, dans la plupart des pays sous-développés, on ne peut obtenir en même temps une grande quantité et une haute qualité de compétences.

Grossièrement, on peut dire que l'industrialisation, dans une première phase d'intégration intensive, mettrait principalement l'accent sur la qualité et utiliserait au mieux le petit nombre d'individus qui disposent du niveau de compétence requis; tandis qu'une première phase d'intégration extensive mettrait surtout l'accent sur la quantité et permettrait un emploi massif jusqu'à un niveau de compétence assez médiocre. Mais cette vue schématique est trop élémentaire. Pour cerner le problème d'un peu plus près, il faut distinguer les différentes catégories de compétences réclamées par le processus d'industrialisation : chefs d'entreprises, cadres administratifs et techniques, exécutants plus ou moins spécialisés, etc... Un départ par industrialisation « capital-intensive » suppose quelques chefs d'entreprises organisateurs disposant d'un quantum de cadres relativement important. A cet égard, une telle politique peut nécessiter un appel à des éléments étrangers qui limite encore les effets humains de l'intégration. Un démarrage par intégration extensive, au contraire, suppose un *potentiel local important* de « chefs d'entreprises » à qui l'on donne l'occasion de manifester leurs aptitudes et leur dynamisme; tandis que les besoins en cadre sont moins importants dans la mesure où le rôle de ces cadres est assuré en grande partie par le chef d'entreprise lui-même dans la petite et moyenne entreprise à niveau technique modeste. L'analyse des potentialités humaines, au départ, doit éclairer les moyens d'utilisation maxima de cette ressource rare en pays sous-développés. Certes, on peut estimer que, dans ce domaine comme dans celui du capital, *il faut considérer davantage la création de ressources nouvelles que l'utilisation optimum des ressources existantes. Mais comme pour le capital, il n'est pas prouvé qu'il existe une nécessaire et générale antinomie entre les*

deux objectifs à court et à long terme. Pratiquement, il semble même, au contraire, que l'emploi maximum immédiat des capacités disponibles (des meilleures aux plus médiocres) favorise davantage le développement à long terme de ces capacités humaines. L'amélioration empirique des connaissances et de l'habileté qui s'effectue « sur le tas » est une réalité tangible aux effets sensibles dont il ne serait pas raisonnable de se priver; tandis qu'un emploi industriel hautement technique réservé, au départ, à un petit nombre d'élus en raison de leur niveau intellectuel et professionnel, tend à perpétuer l'existence d'un « club fermé d'initiés » sans grande influence immédiate sur la société environnante. S'il existe par exemple, dans le pays, des gens assez nombreux susceptibles d'organiser des entreprises et de leur imprimer un certain dynamisme, on risque de gâcher ce potentiel en introduisant une politique d'industrialisation « capital-intensive » qui ne les concernera pas dans l'immédiat : ces éléments, parmi les plus dynamiques, peuvent se détourner du développement intérieur et se convaincre que l'industrialisation est un phénomène hors de leurs dimensions et de leurs moyens.

II. — Nous en arrivons ainsi à l'aspect psychologique de la transformation du secteur traditionnel par l'industrialisation qui reprend la constatation générale et banale des difficultés d'adaptation psychologiques des individus, façonnés par la société traditionnelle, aux actes de production industrielle et aux modes de la vie urbaine. C'est un élément non négligeable du problème qui conditionne largement le succès de l'industrialisation.

En particulier, la *notion de temps* et le rapport entre le temps et l'acte de production constituent un aspect intéressant et important de la question. On sait que le Pr. HIRSCHMAN en tire un argument en faveur des investissements les plus « capital-intensive » qui règlent le temps de travail et qui engendrent ainsi une productivité supérieure aux équipements moins capitalistiques qui laissent à l'homme le soin de régler le rythme des opérations. L'idée est sans doute intéressante mais elle ne peut être exploitée de façon trop systématique et d'autre part ne semble pas suffisante pour fonder, à elle seule, une politique d'investissements « capital-intensive ». En effet, 1) l'application de cette technique n'est pas généralisable à tous les secteurs, 2) de tels équipements réclament, en général, des soins minutieux dans un « timing » précis. (M. HIRSCHMAN en tire cependant un argument supplémentaire qui nous paraît discutable), 3) enfin, d'autres facteurs interviennent dans la décision. Cependant, l'importance de cet aspect du problème ne doit pas être sous-estimée. M. G. PFEFFERMANN, dans un article préfigurant une thèse à paraître et intitulée « chronométrie et développement » (48), concentre son analyse sur cette notion de temps dans ses rapports avec le développement. Il distingue, tout d'abord, la notion de temps subjectif qui naît de l'instinct individuel et du sentiment intérieur et la notion de temps objectif qui est défini par une norme

(48) Jeune Afrique, n° 121. 11-17 février 1963.

extérieure à l'individu. Cette dernière notion abstraite et rationaliste est inhérente à la société occidentale industrialisée tandis que la notion subjective est typique de la société traditionnelle. L'auteur marque que le passage de l'économie de subsistance à une « économie rationaliste » réclame la substitution du temps objectif au temps subjectif (division du travail, échanges, coordination, nécessitent une notion commune du temps). Mais ce passage va précisément demander... du « temps ». Une manifestation typique de ce décalage dans la conception du temps est « l'incompréhension de la machine par l'homme » qui s'exprime par le défaut d'entretien : la machine reste ainsi un être en soi à l'égard de laquelle l'individu garde sa liberté : il y réussit d'ailleurs lorsque la machine retourne à la nature. Pour M. PFEFFERMANN, l'exemple des aciéries ultra-modernes de Bhilai, en Inde, illustre ce conflit des débuts de « la prise en charge » où l'homme souffre du cadre rigide que lui impose la machine. Selon l'auteur, « l'une des erreurs des responsables occidentaux du développement africain est la méconnaissance de cette souffrance des hommes arrachés à leur personnalité et confrontés à une logique qui ne correspond pas davantage à leur pensée que le zen ou la mystique tibétaine à la pensée occidentale » (48). Il est donc dangereux de renforcer, au départ, cette *dichotomie entre l'homme et la machine*. Soumettre l'homme à une machine étrangère et supérieure, pour des raisons de productivité, risque de perpétuer le clivage et de retarder, sinon compromettre, la mutation. C'est donc le succès de l'intégration à long terme qui est sacrifié à la productivité immédiate.

On voit ainsi que l'argument du « long terme » peut être retourné contre ceux qui préconisent, en son nom, une politique d'investissements « capital-intensive ». M. PFEFFERMANN professe donc une option, qui d'ailleurs nous paraît réaliste, selon laquelle il faut respecter le temps de transformation des structures mentales et en particulier celle concernant la conception du temps.

On retrouve sur ce point particulier l'opposition fondamentale dans les doctrines du développement entre la conception d'un « dynamitage » brutal des structures mentales obstacles à la croissance et celle d'un aménagement progressif de la transformation nécessaire. Le choix dépend, en définitive, du caractère même des structures en question. Il est possible que, pour certains types de structures particulièrement résistantes, une politique révolutionnaire et « explosive » soit la solution la plus efficace. Il semble cependant que, dans la plupart des cas, la solution la plus sûre consiste à *composer avec les structures mentales* et à prévoir leur transformation plutôt que créer un choc aux effets aléatoires.

Sur cette base, M. G. PFEFFERMANN développe une idée intéressante qui semble proposer d'utiliser largement pour le démarrage les possibilités d'un artisanat transformé. L'auteur note, en effet, que les sociétés productivistes industrialisées souffrent de plus en plus d'un manque de temps. De plus, la consommation de masse a sacrifié le « fini », la « qualité » et l'individualité à la production standardisée.

Par réaction, les consommateurs des pays industrialisés recherchent le produit bien fait et personnalisé. C'est une chance pour les pays sous-développés qui disposent de « temps » (dans la mesure où la subsistance est assurée). Ce temps subjectif est un véritable « capital », un « atout » que les pays sous-développés doivent utiliser. L'Afrique, en particulier, doit libérer ses ressources artistiques en favorisant la formation artisanale, en procurant la matière première aux travailleurs et en organisant la commercialisation des produits. « Il faut, conclut l'auteur, que les produits artistiques de l'Afrique soient vendus dans les supermarchés des pays industrialisés. » Cette idée ne saurait évidemment constituer une panacée du démarrage mais, quoiqu'à effets limités, elle est intéressante et significative des moyens qui peuvent être mis en œuvre pendant la phase transitoire, et de la conception même de cette période critique. Cependant, cette notion de temps, pour importante et significative qu'elle soit, n'est qu'un élément du problème de la transformation des structures mentales dans l'industrialisation. D'une façon générale, il faut considérer que la masse des individus concernés par l'industrialisation va être confrontée à un monde aux dimensions nouvelles et que le succès de cette modalité de l'intégration dépend de leur capacité à accepter et à assimiler les contraintes et les chances de la société industrielle.

III. — A partir de ces problèmes de compétences techniques et d'aptitudes psychologiques des hommes à s'intégrer dans la société industrielle, l'analyse du processus d'intégration doit être approfondie, et doit préciser les groupes sociaux qui seront intéressés par l'industrialisation. Nous avons déjà pressenti le problème et nous savons que la généralisation en la matière est difficile car les différentes expériences de développement vont se dérouler dans des milieux sociaux divers, tant en raison de leurs caractéristiques constantes que de l'histoire de leurs transformations récentes.

On peut cependant se hasarder à distinguer quelques catégories socio-économiques typiques dans l'économie sous-développée.

Une catégorie, très importante à certains égards, est celle des *chômeurs des « bidonvilles »* dont on a déjà souligné qu'ils posent aux pouvoirs publics un problème urgent susceptible de s'aggraver très rapidement et de créer une situation sociale incontrôlable. Il semble donc que lorsque ce phénomène existe, le plan d'industrialisation doit être essentiellement conçu pour résoudre ce problème grave ; ce peut être alors la raison essentielle d'une politique d'investissements « labour-intensive ». Ces chômeurs des bidonvilles doivent donc devenir des salariés de l'industrie naissante. Il faut d'ailleurs dire que l'exode rural a effectué ainsi une véritable sélection puisqu'on peut supposer que ce sont les éléments les plus ouverts, les plus doués et les plus dynamiques de la société traditionnelle qui ont tenté l'aventure de la ville. L'industrialisation dispose donc, pour sa main-d'œuvre peu qualifiée, d'éléments tous désignés susceptibles de mieux accepter le passage à la vie industrielle.

Un autre groupe socio-économique intéressant est celui des *artisans*. Il s'agit, en effet, quelles que soient les techniques employées, de producteurs du secteur manufacturier et, à ce titre, le processus d'industrialisation ne peut les ignorer. Cependant, une analyse précise doit distinguer d'une part l'artisanat de la société traditionnelle qui se différencie mal de la paysannerie proprement dite et, d'autre part, les artisans qui sont intégrés dans le système d'économie moderne. Le premier type d'artisanat est assez difficilement utilisable dans le processus d'industrialisation. Dans la société traditionnelle, il assure un équilibre de production nécessaire à la vie autarcique. Il est souvent le fait des paysans eux-mêmes durant les périodes de chômage saisonnier ou, parfois, d'individus affectés spécialement au sein de l'organisation familiale ou tribale à la production artisanale (et même, plus exactement, primitive) des vêtements, chaussures, ustensiles de ménage, mobiliers, objets usuels, etc. Si le secteur traditionnel est compris dans le plan de modernisation agricole, l'artisanat primitif peut disparaître avec l'emploi plus intensif des individus. Si l'on suppose également une extension et un changement dans les goûts des agriculteurs, on peut admettre que l'agriculture modernisée va ouvrir un marché nouveau pour les produits manufacturés par le secteur moderne. Mais on peut également considérer d'autres hypothèses de transformation de l'artisanat du secteur traditionnel lorsqu'il est « préservé » par la modernisation de l'agriculture et lorsqu'il est humainement différencié. A côté de son transfert à l'industrie qui paraît bien difficile à réussir, on peut envisager sa transformation en un « artisanat moderne » qui peut être très bénéfique, suivant l'idée de M. PFEFFERMANN exposée plus haut, ou simplement viable en raison de l'extension de certains besoins intérieurs. Il viendrait alors grossir l'« artisanat moderne » des villes et des villages. Cependant, une croissance excessive de cette partie de l'appareil de production n'est pas souhaitable car, si elle coûte relativement peu cher en capital et si elle est facile sur le plan humain, elle atteint rapidement des niveaux de productivité assez bas. C'est pourquoi on peut songer à tirer davantage de l'artisanat urbain existant et lui confier un rôle plus important. En effet, on peut admettre que, d'une façon générale, les artisans déjà intégrés dans le secteur moderne de production constituent un potentiel non négligeable d'entrepreneurs susceptibles de prendre en charge la croissance industrielle. Ils ont déjà acquis l'habitude d'un certain calcul économique en termes monétaires. Les notions de prix de revient, de marché, de concurrence, les problèmes d'approvisionnement et d'organisation sont déjà au moins pressentis et il est probable que l'élite de ces artisans peut manifester un esprit d'entreprise efficace dans un climat favorable d'industrialisation.

Ceci nous conduit à considérer une autre catégorie socio-économique intéressante sur laquelle des observateurs perspicaces ont attiré l'attention : la masse importante des individus qui ont trouvé place, tant bien que mal, dans le secteur tertiaire moderne. On a alors montré que, contrairement au schéma de C. CLARK, les pays sous-développés connaissaient une population occupée dans le tertiaire relativement impor-

tante avant tout processus d'industrialisation massive (49). C'est ce que l'on a appelé l'*hypertrophie du secteur tertiaire* dans les pays sous-développés. En fait, ce phénomène présente des aspects très divers en raison même du caractère « fourre-tout » de la catégorie « secteur tertiaire ». Ainsi, le Pr. R. BARRE (50) relève quatre causes essentielles de ce phénomène :

- 1) Développement des activités commerciales et d'exportation dans les régions où s'est installé un capitalisme étranger.
- 2) Développement des administrations.
- 3) Importance des services domestiques.
- 4) Prolifération d'intermédiaires : courtiers, prêteurs, trafiquants divers, etc...

La liste n'est peut-être pas exhaustive et il faudrait y ajouter, au moins dans certains cas, la prolifération des transporteurs qui fournissent un service apprécié dans ces périodes de grands mouvements de population. On le voit, la notion d'*hypertrophie du secteur tertiaire* recouvre des phénomènes très différents qu'il sera utile de connaître de façon assez précise dans chaque cas particulier. Il faut noter, de plus, que cette hypertrophie du secteur tertiaire, comme peut-être celle du secteur artisanal intégré dans l'économie moderne, est une manifestation subtile du trop-plein de chômeurs déguisés dans l'agriculture traditionnelle. Alors que les chômeurs des « bidonvilles » représentent la masse d'individus qui, plus mal armés ou moins doués, n'ont pu réussir leur intégration dans l'économie urbaine industrialisée, les « commerçants » ou « intermédiaires » trop nombreux, ceux qui exercent des professions mal définies et changeantes peuvent être considérés (avec un peu d'optimisme) comme des éléments doués de certaines aptitudes dont les talents peuvent être canalisés et exploités par le plan d'industrialisation.

Cet aperçu rapide des catégories sociales remarquables montre, au moins, la nécessité de recourir à une telle analyse pour apprécier les conditions sociologiques du processus d'intégration et mesurer les effets de la transformation. Le choix d'un modèle d'intégration va se traduire par une pondération particulière des différentes transformations sociales que nous venons d'envisager grossièrement et schématiquement. Le modèle extensif, au départ, va se traduire par une fixation des populations rurales au sol (tout en recherchant une amélioration sensible de leur productivité) une utilisation très large des entrepreneurs potentiels dans l'artisanat moderne (qui va lui-même conserver, sinon accroître, son importance quantitative) afin de mettre en œuvre une industrialisation « labour-intensive » dont l'objectif est de réduire au maximum le chômage urbain des « bidonvilles ». Le modèle espère ainsi, en même temps qu'une stabi-

(49) Cf. en particulier R. BARRE : « Le développement économique - analyse et politique ». Cahiers de l'I.S.E.A. Série F., n° 11. Avril 1958. Le phénomène a été singulièrement mis en relief pour l'Algérie par le « Rapport du groupe d'étude des relations financières entre la Métropole et l'Algérie » dit « Rapport Maspétol ». Ministère de l'Algérie. Imprimerie officielle, juin 1955.

(50) R. BARRE, *op. cit.*, p. 6.

lisation sociale, un dégagement de surplus réinvestissable important, à partir de nombreuses améliorations de productivité per capita, qui permettrait de mettre en chantier, dans une deuxième phase, la construction d'un appareil productif de base, hautement capitalistique.

Le modèle d'intégration intensive au départ décide, nous le savons, de créer un choc économique et psychologique qui ne va guère concerner le monde rural et artisanal, tandis que la résorption du chômage urbain sera faible en valeur absolue, dans un premier temps. Il espère introduire à partir de ce choc initial, et grâce aux moyens dégagés par une haute productivité, une deuxième phase de développement cumulatif accéléré aux transformations sociales rapides et massives. Nous retrouvons ainsi sous l'autre face du problème, les facteurs et les arguments que nous avons rencontrés plus haut du point de vue de la croissance du secteur moderne.

Cependant, la relation entre le secteur moderne et le secteur traditionnel durant le démarrage, ne se limite pas à la transformation du secteur traditionnel, il faut également considérer les relations qui peuvent s'établir entre le secteur traditionnel qui va demeurer tel durant la période et le secteur moderne en croissance. La plupart des auteurs n'effectuent guère cette distinction. On peut, certes, lui reprocher d'être un peu schématique, néanmoins elle est utile dans la mesure où elle met de l'ordre dans une analyse qui peut rapidement devenir confuse.

§ 2. — LES RELATIONS ENTRE LE SECTEUR MODERNE ET LE SECTEUR TRADITIONNEL PENDANT LE DÉMARRAGE.

Nous nous proposons donc de considérer ici quelles peuvent être les relations entre le secteur moderne croissant et le secteur traditionnel qui ne sera pas concerné par le plan d'intégration pendant la période de démarrage. Nous entrons ainsi dans un domaine encore plus mouvant et plus circonstanciel. Cependant on peut, a priori, distinguer deux ordres de relations entre les deux secteurs pendant la période nécessairement dualiste du démarrage.

- 1) On peut tout d'abord concevoir une relation unilatérale de financement de la croissance du secteur moderne par le secteur traditionnel.
- 2) Mais on doit considérer également que des flux bilatéraux peuvent s'établir entre les deux secteurs, bien que, de par leur nature propre, ils seront fondamentalement étrangers l'un à l'autre.

A. — *Le financement de la croissance du secteur moderne par le secteur traditionnel.*

C'est un problème délicat et encore assez mal éclairé qui apparaît principalement sous l'angle de la mobilisation du chômage et des surplus agricoles. Nous avons déjà noté plus haut que les théories émises sur ce point visent plutôt le secteur traditionnel (bien que les analyses ne soient pas toujours très claires à cet égard).

Suivant la distinction essentielle dans notre raisonnement, nous avons essayé d'adapter ces notions à l'agriculture modernisée, il nous faut maintenant les considérer au plan strict de l'agriculture traditionnelle pour voir dans quelle mesure elles sont susceptibles de fonder une politique de financement de la croissance du secteur moderne. Rappelons brièvement les notions et les politiques envisagées. Il faut tout d'abord distinguer le chômage saisonnier et le chômage déguisé. Le chômage saisonnier appelle peu d'explications savantes : il résulte des fluctuations inhérentes à l'activité agricole liée au rythme des saisons et aux conditions climatiques. C'est la notion la plus concrète et la plus directement perceptible.

La notion de chômage chronique est plus abstraite et plus théorique. A la suite d'affinements et de précisions apportées à la notion, certains auteurs ont distingué le « chômage déguisé » du « chômage latent » (ou « chômage potentiel ») (51). La première notion correspond à la quantité de travail qui peut être retirée de l'agriculture sans réduire la production par une simple réorganisation du travail et sans accroître la dotation en capital. La seconde notion tient compte, au contraire, du travail qui apparaîtrait inutile et sans objet, après transformation radicale des structures de production et, en particulier, après accroissement de la dotation en capital. Cette dernière hypothèse correspond exactement à la modernisation de l'agriculture et à son intégration dans l'économie moderne. Or, il nous a semblé que cette modernisation ne dégage pas nécessairement du travail et que, d'ailleurs, une politique qui aurait de tels résultats n'est pas souhaitable dans une économie où se manifeste déjà un chômage important sous une forme plus aiguë. Il nous faut donc spécialement considérer ici la mobilisation du chômage saisonnier et chronique dans l'agriculture traditionnelle qui ne sera pas concernée par le plan d'intégration pendant la période de démarrage et nous poser la question de savoir si cette mobilisation peut s'effectuer utilement au profit de la croissance du secteur moderne.

Pour ce qui concerne le *chômage saisonnier*, on voit assez clairement les possibilités d'utiliser cette épargne-travail à la constitution du capital national et spécialement de l'infrastructure locale. Cependant on entrevoit une plus grande difficulté d'application que dans l'hypothèse de l'agriculture modernisée. Elle tient au fait que le lien entre ces travaux et l'amélioration des conditions de vie et de travail dans l'agriculture traditionnelle peut être moins direct et moins évident pour les populations. Cependant, un tel lien peut exister et être mis en relief, si bien que les difficultés ne sont pas insurmontables. Il semble qu'un système combinant coercition, persuasion et intérêt personnel d'un petit salaire, permettrait d'obtenir certains résultats. Cependant, on ne peut espérer que ces résultats aient une influence considérable sur la croissance de l'économie moderne. Ce qui doit être noté à propos de cette mobilisation du chômage saisonnier est qu'elle n'entraîne pas un transfert définitif

(51) CHIANG-HSIEH : « Le sous-emploi en Asie ». Revue Internationale du travail, Juin-juillet 1952, et H. LEIBENSTEIN : « Economic backwardness and economic growth » Wiley 1957.

des populations. Il n'en va pas de même pour la mobilisation du chômage chronique.

L'idée essentielle sur laquelle repose la mobilisation du *chômage déguisé chronique* est que la subsistance de ces travailleurs apparents peut encore être assurée par le secteur traditionnel lorsqu'ils seront occupés, ailleurs, à des travaux effectifs de création de capital. Il s'agit donc encore d'utiliser l'épargne-travail potentielle qui existe dans la société traditionnelle et de l'affecter à l'investissement dans le secteur moderne.

A la mobilisation du chômage déguisé est donc lié le problème de la mobilisation des surplus agricoles. Nous avons vu plus haut, à propos de l'agriculture moderne, que divers systèmes peuvent être envisagés : on peut tout d'abord imaginer une collecte forcée et autoritaire des produits, mais la mise en œuvre d'une telle politique est délicate et peu efficace (52). On peut également utiliser l'arme fiscale mais son rendement est faible. Elle suppose, par ailleurs, une monétarisation partielle de l'agriculture traditionnelle et la négociation sur le marché du surplus dégagé par le départ des chômeurs déguisés. Enfin la politique de manipulation des prix agricoles et industriels en faveur de ces derniers est sans doute le système le plus efficace mais il suppose aussi une large intégration de l'agriculture dans les circuits commerciaux et des échanges actifs entre l'agriculture et l'industrie ; ce qui ne correspond guère à la réalité d'une agriculture traditionnelle.

En définitive, l'idée de mobiliser le chômage chronique pour financer la croissance du secteur moderne, et particulièrement de l'industrie, est intéressante et séduisante a priori, mais elle paraît difficile à mettre en œuvre pratiquement. Il est d'ailleurs significatif qu'elle n'a vraiment inspiré aucune politique de développement. Les modèles de mobilisation du chômage chronique impliquent des transferts humains définitifs (contrairement à la mobilisation du chômage saisonnier) qui ne sont tout de même pas des opérations simples et facilement acceptables, ni même, d'ailleurs, certainement efficaces dans toutes les hypothèses. Ils nous paraissent ainsi relever surtout de la spéculation théorique, dont l'intérêt n'est pas à démontrer, mais dont il faut mesurer les limites d'application. Il ne semble donc guère possible d'utiliser le chômage chronique autrement que le chômage saisonnier : c'est-à-dire pour la constitution d'une infrastructure régionale ou éventuellement de certaines installations d'utilité publique nationale. Or on doit noter que ces investissements (qui ne peuvent être totalement gratuits) visent plus à engager un auto-développement agricole qu'à financer la croissance industrielle. Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue que l'objectif essentiel de l'opération n'est pas d'utiliser du travail mais de dégager des surplus agricoles. A cet égard, il semble que les résultats obtenus par la modernisation de l'agriculture seront plus importants et plus sûrs que les essais de mobilisation du chômage déguisé dans l'agriculture traditionnelle. Une politique de prix peut être alors organisée car l'agriculture moderne

(52) Cf. l'expérience des réquisitions de céréales en U.R.S.S. durant les années 1918-1919.

participera à l'échange : le changement de mentalité et de goût incitera les agriculteurs à la productivité pour pouvoir acquérir les objets industriels nouveaux qui seront relativement chers lorsqu'il s'agit de biens de consommation. C'est peut-être cet argument qui justifie le mieux un certain effort agricole au départ puisque d'une part l'agriculture en tant que secteur de production sera un client important de l'industrie et d'autre part les agriculteurs en tant que consommateurs de produits manufacturés financeront le développement industriel (53). La mobilisation du chômage déguisé ne doit pas évidemment être dédaignée pour autant mais on ne peut y voir une panacée du développement et on ne doit pas en attendre des effets plus importants qu'elle est susceptible d'apporter pratiquement.

Cependant, le secteur traditionnel peut encore jouer un autre rôle d'appoint dans la mesure où certains contacts vont s'établir avec le secteur moderne.

B. — *Les contacts entre le secteur traditionnel et le secteur moderne.*

En principe, étant donnée la logique spécifique des deux secteurs, il est très généralement admis et reconnu que le secteur d'économie moderne et le secteur d'économie traditionnelle ne peuvent entretenir de relations bilatérales normales et continues. Jusqu'à présent nous avons considéré simplement que 1) suivant le processus d'intégration, la croissance du secteur moderne devait s'effectuer par une absorption des populations du secteur traditionnel ; 2) Le secteur traditionnel qui demeurerait en l'état durant la période de démarrage, possédait un potentiel humain susceptible d'alimenter dans une certaine mesure la croissance du secteur moderne. Cependant, il nous faut encore observer, pour être un peu plus explicite, que certains flux d'échanges peuvent s'établir (mais pas nécessairement) durant la période de démarrage entre les deux secteurs. Ce type de relations n'est pas d'une importance fondamentale mais il peut être intéressant de les connaître, voire de les favoriser dans la mesure où ils peuvent, d'une part aider au fonctionnement du secteur moderne et d'autre part, préparer et même activer la transformation du secteur traditionnel.

Nous ne pouvons prétendre dresser ici un catalogue complet des différents types de relations bilatérales possibles qui dépendent largement des circonstances et relèvent d'études de cas ; nous voudrions simplement, à titre d'exemple, mettre en relief l'intérêt de deux phénomènes généraux.

I. — *Le secteur moderne peut tout d'abord constituer un marché du travail pour le secteur traditionnel.* Il est admis, en effet, que le secteur traditionnel dispose d'un potentiel de travail important qui peut d'ailleurs être utilisé soit temporairement, soit de façon chronique, à la réalisation quasi gratuite de certains éléments du capital national. Mais

(53) Sur le rôle de l'agriculture facteur d'amorce du développement dans les pays industrialisés cf. P. BAIROCH : « Révolution et sous-développement ». SEDES 1963.

cette réserve de travail peut également être utilisée par le secteur moderne à l'occasion de certaines pointes d'activité qui réclament une quantité de travail supérieure à celle qui est attachée normalement à l'entreprise. Il ne peut s'agir évidemment que de besoins en travail non qualifié : manutentions, entretiens élémentaires dans les entreprises industrielles, mais surtout travaux saisonniers dans les exploitations agricoles. L'agriculture moderne, en effet, doit stabiliser un certain nombre de travailleurs par exploitation mais qui peut être insuffisant pour certaines périodes de travaux saisonniers et pour certains types de cultures. Ainsi, par exemple, la viticulture en Algérie employait à la période des vendanges un grand nombre de travailleurs provenant de la société traditionnelle car les besoins en travail étaient presque décuplés pour une période relativement courte (54). Ainsi, le secteur moderne dispose d'une réserve de travail bon marché qui constitue un « volant » régulateur pouvant faciliter parfois la gestion des entreprises du secteur moderne (55). Cet appoint temporaire en travail va se traduire par une injection de monnaie dans le secteur traditionnel et contribuer ainsi à la monétarisation partielle de son économie. Cet accroissement du revenu monétaire contribue à créer un certain marché dans le secteur traditionnel.

II. — *Le secteur traditionnel peut, en effet, constituer un marché d'appoint pour le secteur moderne.* Ainsi, la demande à certaines industries sera sensiblement plus vaste que ne permet de le supposer l'existence d'un secteur moderne. C'est un aspect non négligeable du problème des relations entre le secteur moderne et le secteur traditionnel. Du point de vue du secteur moderne il y a des efforts à tenter pour s'introduire dans ce marché et l'élargissement peut être parfois important. Il y a également une possibilité de prélever sur les consommations du secteur traditionnel les moyens de financement de l'industrie. Il semble même que l'on puisse pratiquer dans cette hypothèse une « pénalisation » importante du secteur traditionnel par des prix industriels élevés ; en effet, on ne peut craindre en l'espèce qu'une telle politique détruise l'épargne disponible et entrave la croissance agricole : ceci n'est vrai que pour les relations entre l'industrie et l'agriculture moderne.

Enfin, du point de vue du secteur traditionnel ces contacts avec l'économie moderne vont constituer un ferment de transformation des habitudes et des mentalités, favorable à la nécessaire mutation du secteur traditionnel qui devra s'accélérer à partir du point de décollage pour réaliser une plus complète intégration économique et sociale.

(54) On observait d'ailleurs un phénomène de « compagnies » qui allaient d'abord vers les régions côtières assurer les vendanges plus précoces, pour revenir vers l'intérieur et s'employer dans des vendanges plus tardives. Cette période correspondait à la morte-saison pour la culture des céréales essentielle dans la société traditionnelle.

(55) C'est encore le cas des entreprises de travaux publics par exemple.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

Au terme de cette tentative d'élaboration théorique des grandes lignes d'un « plan de démarrage » par le processus d'intégration, il nous semble nécessaire de mettre en relief quelques points essentiels.

I. — Le premier point concerne la *nature du plan de démarrage*. Tout au long des chapitres précédents, notre étude s'est effectuée au niveau de l'économie fondamentale du démarrage. Les références au « plan » ou au « planificateur » ne comportaient aucune définition du type de plan, ni aucune identification du « planificateur ».

Les auteurs s'affrontent autour de ce problème de la nature du plan et une abondante littérature traite des modalités de planification les plus adaptées à l'économie sous-développée : « Planification concurrentielle » (56) ou planification autoritaire ? Planification socialiste centralisée ou planification socialiste coopérative ? Planification intégrale ou planification indicative ? Autant de questions qui s'enchevêtrent et que les études traitent à un niveau très général. La majorité des auteurs se prononcent en faveur d'un état autoritaire et interventionniste quels que soient la forme et le degré de cet interventionnisme. La raison technique la plus évidente et qui synthétise les nombreux arguments particuliers tient au fait que la « voie libérale » n'a pas conduit la plupart des pays sous-développés à démarrer ainsi qu'en témoigne le fait même du sous-développement. Ainsi, pour G. MYRDAL,

(56) M. ALLAIS : « Le Tiers-Monde au carrefour - Planification autoritaire ou planification concurrentielle ». Les Cahiers africains, n° 8.

la planification des pays sous-développés est « une condition préalable du développement et non, comme dans les pays occidentaux, une conséquence ultérieure du développement ». Selon l'auteur, « la logique de la situation des économies sous-développées, commande une planification globale et complète... qui implique que l'Etat prenne en main la direction globale et programmatique du développement économique » (57). Mais, que ce soit par une planification autoritaire du type socialiste ou par une planification souple du type des économies occidentales, la grande majorité des spécialistes mettent l'accent sur le rôle actif déterminant et fondamental de l'Etat. Il n'est pas nécessaire d'insister sur les nombreux arguments bien connus développés par cette doctrine.

Dans ce concert plus ou moins harmonieux, M. ALLAIS (58) apporte une note discordante en proposant une expérience libérale pour le développement économique : ce qu'il appelle la « planification concurrentielle ». Car, note l'auteur « la doctrine libérale n'oppose pas une absence de plan au plan dirigiste... la doctrine libérale a son propre plan » (58). Ce plan libéral porte sur le cadre structurel et institutionnel dans lequel les agents prennent librement leurs décisions. Il vise à créer et à préserver l'économie de marché qui seule peut inciter les pays sous-développés à améliorer les techniques et faire progresser les niveaux de vie. L'expérience libérale doit conduire à la réalisation du plein emploi et au développement harmonieux des activités avantageuses pour le pays. Parallèlement, l'auteur se livre à une vive critique de la planification centralisée du développement des pays attardés. Elle repose sur un certain nombre de mythes qui constituent autant de postulats discutables : le mythe racial, tout d'abord, suivant lequel l'économie de marché est le privilège de la race blanche, le mythe de la carence de l'esprit d'entreprise, le mythe de l'insuffisance d'épargne...

Sans prétendre traiter à fond, ici, ce problème important, nous observerons simplement d'un point de vue général que, dans la phase du démarrage, le rôle de l'Etat est déterminant dans un grand nombre de domaines : constitution de l'infrastructure économique et sociale, changement des mentalités, réformes des structures politiques et administratives, organisation des marchés intérieurs, défense des intérêts nationaux sur les marchés extérieurs, etc.

L'action sur les investissements dans l'appareil productif peut revêtir différentes formes : elle peut être directe par la constitution d'un secteur socialiste de production et la détermination autoritaire des décisions d'investissements. Elle peut se manifester indirectement par une politique d'incitation et d'orientation des investissements dans un secteur privé (qui peut être d'ailleurs plus ou moins ouvert aux capitaux étrangers). Elle peut être enfin une combinaison complexe de toutes ces modalités avec un pluralisme de secteurs de production (secteur

(57) G. MYRDAL : « Planifier pour développer ». Les Editions Ouvrières 1963, p. 118.

(58) M. ALLAIS : « Le Tiers-Monde au carrefour - Planification autoritaire ou planification concurrentielle », *op. cit.*, pp. 34 et suiv.

socialiste - secteur privé libre plus ou moins orienté) et par une politique de participation des capitaux publics dans certains secteurs mixtes. Les propositions du Pr. M. ALLAIS pour une expérience libérale trop absolue et trop systématique ne peuvent pas être considérées comme une panacée du développement pas plus que la planification socialiste intégrale est une solution-miracle pour tous les pays sous-développés.

De l'analyse de M. ALLAIS il faut néanmoins retenir deux points :

1) Une politique de planification rigide de démarrage peut étouffer et dévitaliser des intelligences et des énergies ;

2) La planification autoritaire réclame tout autant, sinon davantage, de personnel compétent et d'hommes de grande valeur qu'une expérience libérale de libre entreprise. Il est donc fallacieux de préférer le système de planification rigide sous prétexte que les pays sous-développés souffrent d'un manque de compétences.

Il nous semble donc que, d'un point de vue strictement technique (l'option politique pure n'est pas en discussion ici), on ne peut recommander a priori une formule miracle susceptible d'assurer le démarrage dans toutes les hypothèses de développement. Il semble que, là encore, la solution du problème dépend largement des conditions particulières du champ d'expérience de démarrage, du génie propre de chaque société qui recherche sa voie de démarrage. Cependant, il faut observer que les hypothèses théoriques de croissance que nous avons définies, correspondent à des types de « planification » différents. Grossièrement, on peut dire que le modèle extensif → intensif fait place plus ou moins largement à l'initiative privée en favorisant, dans un premier temps, l'apparition d'un grand nombre de petits entrepreneurs poussés par le profit et le désir d'élever leur condition sociale à l'occasion de la révolution économique, faisant fructifier une épargne réelle ou monétaire qui aurait pu être accumulée dans les boutiques et les échoppes. Cependant, il est fort possible que la deuxième phase d'industrialisation intensive et hautement capitalistique ne soit pas abordée par le simple jeu des initiatives privées et que celles-ci ne répondent pas aux incitations d'un plan souple. Il peut être alors nécessaire de mettre en place un système de planification plus autoritaire. L'Etat peut être alors appelé à devenir plus interventionniste et à prendre directement l'initiative de créer les secteurs de base. Le modèle intensif → extensif suppose au contraire, au départ, une politique dirigiste et une planification autoritaire qui affecte les hommes et les ressources à des secteurs de production hautement capitalistes, qui brise les structures traditionnelles et impose des règles de développement qui ne sauraient être « naturellement » admises. En théorie, on peut admettre que, dans la deuxième phase d'intégration extensive, le système se libéralise peu à peu et fasse une place nouvelle à l'initiative privée. Cependant, on voit assez mal comment ce schéma pourrait se réaliser en pratique car on conçoit difficilement un recul (même relatif) du secteur socialiste initial. Néanmoins l'hypothèse n'est pas impossible. D'ailleurs, la seconde phase peut s'accomplir dans une expérience coopérative de petites unités de production qui n'affecterait pas l'option socialiste initiale.

La structure institutionnelle du démarrage apparaît donc comme une option logiquement déduite du modèle de croissance choisi mais, pour être plus exact, il convient de noter qu'elle intervient dans ce choix principal en raison de l'aspect humain inhérent à chaque type de planification.

II. — Le facteur humain a été en effet systématiquement privilégié dans cette construction car il nous semble que ce qui fait la *marque spécifique du démarrage*, c'est la *transformation de l'homme, des hommes et du milieu social dans son ensemble*. L'investissement est évidemment considéré comme un moyen de transformation des hommes mais on ne saurait admettre que cette transformation est automatique. Elle dépend des types de capitaux, de leur ordonnancement dans le temps et surtout du type de réceptivité de la communauté : par ailleurs on ne saurait admettre qu'il existe une simple relation unilatérale entre le capital et l'homme. Si l'homme est transformé par le capital il est aussi et avant tout le créateur du capital. C'est donc un *ajustement de l'homme au capital et du capital à l'homme pour une relation stable et normale que doit réaliser le démarrage de l'économie sous-développée*. L'homme est donc le sujet et le but de cette période critique de mutation.

III. — C'est sans doute parce que la transformation humaine et sociale est l'objectif du démarrage et parce que l'homme est le propre artisan de sa transformation qu'il apparaît *impossible de définir une recette générale pour le démarrage* valable pour tous les pays sous-développés. Le théoricien du développement doit s'engager dans une voie plus utile en mettant au point une technique d'analyse correcte préalable à tout plan particulier de démarrage.

IV. — Enfin, au cours de cette analyse théorique de mise en œuvre du plan de démarrage, parce que le problème est essentiellement *humain*, nous avons été amené insensiblement à pénétrer sans cesse davantage les aspects « concrets » du processus d'intégration. En poursuivant dans cette voie nous sommes conduit à étudier quelques implications essentielles d'un processus d'intégration effectif.

**TROISIÈME
PARTIE**

**Les implications
concrètes du plan
de démarrage
par l'intégration**

La mise en œuvre du plan de démarrage par l'intégration, que nous avons principalement étudiée jusqu'ici, à un niveau abstrait et théorique, va s'effectuer dans des conditions matérielles qui ne peuvent être ignorées et qui doivent intervenir dans le choix du modèle.

A cet égard, il est nécessaire de retenir trois points qui nous paraissent revêtir une importance particulière :

Tout d'abord, en effet, l'intégration va concerner des hommes « *situés dans le temps et dans l'espace* ». Il importe donc, à ce point de vue, de considérer :

— d'une part, la *structure par âge de la population intégrée (chapitre I)*.

— d'autre part, la *répartition territoriale de la population intégrée (chapitre II)*.

Enfin, l'intégration va s'effectuer dans un *contexte politique* qui n'est pas indifférent. Nous avons eu déjà l'occasion de rencontrer le problème du facteur politique dans le développement, auquel un auteur comme ROSTOW par exemple, accorde une place importante. Il nous faudra donc aborder dans un *chapitre III : le facteur politique dans le démarrage*.

CHAPITRE

PREMIER

LA STRUCTURE PAR AGE DE LA POPULATION INTÉGRÉE

La structure par âge de l'ensemble de la population dans les pays sous-développés est d'un type bien connu des démographes. La pyramide des âges, évasée vers le bas, est du type « fer de lance » : elle est caractéristique des sociétés jeunes en voie de croissance démographique rapide.

A l'intérieur de cette structure d'ensemble, la population intégrée va présenter également une certaine structure par âge qui est un élément important du problème de l'intégration.

Sans prétendre fournir un traitement complet de la question, nous devons essayer de définir les éléments et les termes du problème, et de tracer les grandes lignes de solutions possibles.

SECTION I

LES TERMES DU PROBLEME

Au cours de la période de démarrage, tandis que les moyens d'action sur la structure d'ensemble restent très limités, la structure de la popu-

lation intégrée dans le secteur moderne est susceptible de varier en fonction de la politique de développement choisie.

En effet, tandis que la structure de l'ensemble dépend essentiellement des taux de natalité et des taux de mortalité aux différentes classes d'âge, les décisions et choix du planificateur vont, au contraire, façonner la population intégrée. Aussi bien, ces choix doivent-ils être éclairés sur l'importance et le rôle de ce facteur dans le processus d'intégration.

Il est, en effet, à peine nécessaire de souligner l'importance de la structure par âge de la population intégrée : d'une part, elle intervient dans l'évaluation qualitative et quantitative des investissements nécessaires; d'autre part, et surtout, elle conditionne les chances de poursuite du processus et l'engagement sur la voie de la croissance « auto-entretenu ».

A ce point de vue, deux éléments du problème doivent être mis en relief : il faut noter, tout d'abord, que le passage à l'économie moderne suppose une préparation, une éducation générale et technique qui, normalement, concernent les jeunes au premier chef. Il faut, en second lieu, considérer la relative lenteur des mutations psychologiques. Ces deux facteurs conduisent impérativement à tenir compte de la structure par âge de la population intégrée afin d'éviter des erreurs d'appréciation ou des carences graves qui risqueraient de bloquer le processus.

Le problème qui se pose est donc celui de savoir s'il existe une structure idéale, ou tout au moins, de rechercher les éléments rationnels d'une politique de la structure par âge de la population intégrée.

Ce problème concerne le rapport entre population active et population inactive et les relations entre cette structure purement économique et la structure familiale.

Les notions générales de population active et de population inactive doivent être brièvement rappelées, avant d'étudier, plus précisément, ce que recouvrent les notions de population active et de population inactive intégrées.

La notion générale de population active (et inactive) présente une certaine ambiguïté dans le langage des démographes. On peut définir et mesurer de deux façons différentes population active et population inactive.

La première est théorique et s'effectue a priori. Elle consiste à déterminer la population potentiellement active, en âge d'activité directement productrice (population active adulte) et, a contrario, la population qui n'est plus, ou pas encore, en âge de produire (population inactive jeune et vieille). Cette conception suppose la détermination de deux critères d'âge qui délimitent la population active, le résidu étant la population inactive. Ces critères sont à la fois fonction de la technique et de l'éthique politique et sociale. Dans les pays industrialisés, on considère que la population active « normale » est constituée par les individus âgés de 20 à 60-65 ans; la population « vieille » inactive se situant au-delà de 60-65 ans, la population « jeune » inactive en deçà de 20 ans.

L'autre mode de définition de la population active est empirique et a posteriori. Il correspond à l'ancienne notion de « population productive » (LANDRY) et à ce que les statisticiens dénomment aujourd'hui « population active occupée ». Elle recouvre l'ensemble des personnes occupant effectivement un emploi et exerçant habituellement une profession.

On peut dire, en schématisant, que la politique de l'emploi, à court et à long terme, consiste à ajuster ces deux notions; la notion de population active théorique servant, en quelque sorte, de critère.

Ce rappel permet de préciser ce que l'on peut entendre par population active et population inactive intégrées au cours du processus de démarrage.

§ 1. — LA POPULATION ACTIVE INTÉGRÉE.

Notons, en premier lieu, que les normes à retenir doivent être celles des pays industrialisés. Elles reflètent un type de vie et de production idéal vers lequel tend le développement. Cette considération délimite les contours extérieurs de notre notion : la population active intégrée comprendra donc, globalement et grossièrement, la masse des 20-60 ans. de la population du secteur moderne.

Des exceptions individuelles pourront subsister sans atteindre un poids tel qu'il bouleverse le principe. Cependant l'analyse des éléments constitutifs de la masse soulève deux problèmes qui nous paraissent importants et intéressants : celui du chômage et celui du travail des femmes.

I. — Par définition, la population active intégrée est une population occupée : au fur et à mesure de son développement le secteur moderne « intègre » des individus qui ont un emploi et une fonction productive. Que représente alors le *chômage* qui peut apparaître dans le secteur moderne au cours du démarrage ? Entendons bien le chômage qui affecte le travailleur déjà intégré. Il n'est pas douteux qu'un tel chômage (même faible et temporaire) a des effets psychologiques désastreux. En effet, nous l'avons déjà noté, le secteur moderne représente, dans les pays sous-développés, la stabilité de l'emploi et la permanence du revenu; toutes choses que le secteur traditionnel, soumis à la pression démographique et à la précarité de la production agricole, ne peut plus assurer. L'apparition du chômage dans le secteur moderne provoque donc un « effet de démonstration » négatif aux conséquences importantes quant au déroulement futur du processus. Par ailleurs, les expériences historiques de croissance doivent au moins servir à éviter les erreurs commises et permettre aux croissances nouvelles de minimiser les coûts économiques et d'écarter les coûts sociaux intolérables tel que le chômage. Enfin, sur le plan technique, ce chômage, dans une ou plusieurs branches, au cours du démarrage, ne relève pas de la simple politique conjoncturelle mais reflète une défectuosité structurelle du secteur moderne. Il résulte d'une erreur dans l'allocation des ressources et singulièrement des ressources humaines.

Le planificateur doit donc être particulièrement attentif à ce risque grave en lui-même (puisqu'il témoigne plus d'un échec partiel de la politique d'intégration que d'un simple accident conjoncturel) et grave dans ses conséquences (particulièrement dans ses effets psychologiques).

II. — Un autre problème se pose : celui du *travail des femmes* dans le secteur moderne au cours du démarrage, et de la place de la population féminine dans la population intégrée.

Durant notre période, dans le cas très général, la population active occupée dans un système de production moderne sera, vraisemblablement, en grande majorité masculine. Ce phénomène tient à des raisons à la fois sociologiques, culturelles et techniques. En effet, au cours du démarrage, l'emploi féminin dans le secteur moderne se heurte aux facteurs socio-culturels hérités de la société traditionnelle. Il n'est pas nécessaire d'insister sur cette caractéristique : ce qu'il est convenu d'appeler « la condition inférieure » de la femme est un critère classique du sous-développement (1). L'importance de la mutation psychologique et matérielle que suppose le passage de la condition traditionnelle de la femme à l'emploi dans le secteur moderne, permet de penser que la population active féminine au cours du processus d'intégration ne sera jamais massive. A cela s'ajoutent des raisons techniques. En effet, les possibilités de l'emploi féminin apparaissent surtout aux stades supérieurs de la croissance : électronique, industries chimique et électrique, services, fonctions administratives, etc... Enfin, la pression de l'offre sur le marché du travail ne favorise pas l'emploi féminin et renforce l'ensemble de ces facteurs.

Il est donc réaliste de penser que, dans la majorité des cas, le démarrage ne peut être amorcé, ni poursuivi, par une intégration importante de la population active féminine dans le système productif moderne.

Le problème se pose donc de savoir comment va s'effectuer cette intégration de la population féminine; quels seront les critères qui permettront de comptabiliser les femmes dans la population active intégrée ? La question est d'importance car il est établi que le rôle de la femme est déterminant dans la formation (et la transformation) psychologique et intellectuelle des générations futures. L'intégration de la population active féminine doit, semble-t-il, s'effectuer principalement par la structure familiale. Cette donnée sociologique de la famille doit être présente dans l'analyse démographique de notre période si l'on veut correctement appréhender une réalité complexe. L'intégration du chef de famille peut et doit s'accompagner de l'intégration de l'ensemble de la famille, et particulièrement de la femme-mère de famille. L'opération peut s'accomplir sous l'action volontaire du père lui-même, mais il doit être encouragé dans cette voie par la puissance publique qui doit lui donner les moyens de cette intégration familiale. L'« effet de démonstration » entre les familles va d'ailleurs jouer un rôle stimulateur.

(1) Cf. par exemple Cl. LEVY : « Les critères du sous-développement » in « Tiers-Monde », P.U.F. 1961.

Le processus est réalisé si les modes de vie matériels et psychologiques de la famille sont du type « moderne » : le mode alimentaire, l'habitat, l'équipement ménager, l'idée d'un budget familial, les perspectives d'amélioration du niveau de vie en fonction de la carrière du chef de famille, etc...

A cet égard, il faut noter les précautions statistiques à prendre pour la mesure du phénomène. Il peut y avoir en effet, dichotomie entre le travailleur et sa famille : l'intégration du producteur peut s'accompagner du maintien de la famille en milieu et condition traditionnels, ce qui comporte des effets importants pour la poursuite du processus d'intégration.

Quelle sera alors concrètement la situation nouvelle de la femme intégrée ? Peut-on légitimement la classer dans la population active, alors que nous avons vu l'improbabilité d'un emploi féminin important dans le secteur productif moderne ? En fait, sa situation et son rôle vont, peu à peu, se calquer sur ceux de la femme dans les pays industrialisés et suivre ses transformations. L'évolution sera lente et ses effets retardés mais, dans un premier temps, elle assurera progressivement les services familiaux (que la comptabilité nationale française ne retient d'ailleurs pas) et participera de plus en plus activement aux plans de l'économie domestique. Ce qui est important, car la place de la femme active, ainsi conçue au cours du processus d'intégration, constitue le palier d'une promotion, eu égard à la condition qu'elle occupe (généralement) dans les sociétés traditionnelles. Par ailleurs son rôle sera capital en ce sens qu'il doit permettre la formation psychologique des enfants. Cet aspect familial de l'intégration nous conduit ainsi à considérer l'autre masse remarquable de la population intégrée : la population inactive.

§ 2. — LA POPULATION INACTIVE INTÉGRÉE.

Suivant la définition générale et les normes admises, la population inactive intégrée comprendra d'une part les « vieux » (60 ans et plus) d'autre part les « jeunes » (0 à 20 ans).

A. — *Les vieillards*

Pour ce qui concerne les vieillards, eu égard à la nature de notre objectif, nous devons brutalement poser le principe de leur exclusion hors du champ d'analyse et du champ d'action de l'intégration, et considérer qu'ils ne constituent pas un facteur de notre problème; ce qui ne signifie pas qu'il n'existe pas un problème des vieillards dans le démarrage des pays sous-développés.

Pratiquement donc, population jeune intégrée et population inactive intégrée seront synonymes. L'intégration des vieillards en effet, est à la fois difficile et inutile. Elle constitue, en quelque sorte, un contresens, ou même un non-sens, de l'intégration. Selon toute vraisemblance, la petite masse des vieux ne pourra, ni ne voudra, participer au dé-

marrage. L'opération serait d'ailleurs inefficace puisque, bien évidemment, *une modification structurelle en devenir doit s'appuyer sur les jeunes générations*. La remarque est également valable pour les classes d'âges supérieures de la population active.

Au demeurant, que peut-on appeler intégration des « vieillards » (par définition non producteurs) ? Il faut entendre par là, le passage à un mode de vie moderne qui se traduit exclusivement par un type de consommation effectuée en secteur moderne. En face de ce coût, strictement parlant, les éléments positifs de l'opération sont pratiquement inexistantes : l'apport du vieillard à la réalisation de l'intégration est nul. Le seul résultat est la satisfaction globale de la société à assurer le coût de ses vieux et à les faire participer au mieux-être de l'ensemble. La société en démarrage peut-elle se le permettre ? Une priorité doit-elle être accordée à cet objectif ? Notre réponse sera négative sans ambiguïté.

En fait, si le choix apparaît théoriquement simple et évident, sa mise en œuvre est plus délicate.

D'une part, le jeu du sentiment filial va, dans certains cas, entraîner l'intégration familiale des vieux qui vont ainsi peser sur le producteur moderne et réduire le niveau d'épargne individuelle. Par ailleurs, pour des considérations morales ou politiques, il paraîtra difficile d'exclure systématiquement les vieillards du bénéfice particulier de l'action sanitaire et de l'équipement social, au fur et à mesure de leur généralisation. Ainsi la prise en charge, plus ou moins complète et plus ou moins satisfaisante, des vieillards par la société moderne aboutit à les considérer comme population inactive intégrée. Il y a d'ailleurs danger que la société traditionnelle, soumise à la dure limitation des ressources, tente d'alléger la pression des besoins en rejetant le poids de ses vieux sur le secteur moderne.

Le choix ne peut donc être effectué uniquement en fonction du facteur technique; des considérations éthiques interviennent également. Il n'entre pas dans notre propos d'élaborer une « morale du démarrage », cependant, on notera simplement qu'il nous paraît difficile d'admettre que la survie, et même le mieux-être futur des jeunes puissent être compromis par une action sociale excessive au bénéfice des vieillards. Au demeurant, il n'est pas certain que cette action soit totalement pure et que ne s'y mêlent pas des mobiles ostentatoires ou démagogiques. Enfin, il n'est pas certain, non plus, que ce bénéfice soit subjectivement ressenti par les intéressés eux-mêmes : les individus les plus âgés, au début et durant les premiers temps du démarrage, sont et vont demeurer profondément attachés au mode de vie traditionnel; une transplantation plus ou moins brutale dans le secteur moderne (qui va souvent se présenter à eux sous la forme de l'hôpital, hospice ou autre centre social) représente plus sûrement une aggravation qu'une amélioration subjective de leur condition.

Toutefois le problème existe, et si le choix peut paraître simple au niveau du planificateur, sa mise en œuvre présente tout de même des

difficultés : lorsqu'un centre hospitalier est créé quelque part, comment refuser l'admission d'un vieillard ou d'un incurable conduit par la famille ? Ainsi, il semble qu'on ne puisse éviter l'intégration d'une petite masse de vieillards, qui va comprendre de toutes façons les anciens producteurs du secteur moderne ayant dépassé l'âge « normal » de l'activité. La politique de démarrage n'a d'ailleurs aucun intérêt à « maintenir » les vieux travailleurs du secteur moderne, au-delà des normes adoptées et calquées sur les sociétés industrielles modernes.

B. — Les jeunes

La masse des jeunes, au contraire, doit préoccuper le planificateur du démarrage. *La dynamique du processus repose sur les générations successives.* La montée des jeunes en pays sous-développés est à la fois un stimulus et un obstacle du démarrage. En fait, dans la plupart des pays sous-développés, le caractère massif et puissant de cette poussée rend difficile le succès du démarrage. La marge d'erreurs permises est en quelque sorte réduite; ce qui confère une importance majeure à l'analyse structurelle démographique et aux notions de population active et inactive. Comment doit-on définir la population jeune inactive (ces deux qualificatifs seront pour nous désormais synonymes) intégrée ?

I. — Le travail des jeunes est une des caractéristiques de la société traditionnelle. Le caractère élémentaire de la formation intellectuelle réduit le temps spécifique de l'éducation qui d'ailleurs se poursuit durant la vie active par une formation essentiellement empirique. Par ailleurs, en raison de la médiocrité du niveau de production et de la pression des besoins, malgré la faiblesse du rendement marginal (dont il n'est pas sûr que la société traditionnelle ait conscience), les jeunes deviennent très tôt des travailleurs. Généralement, à l'instar des femmes, en fonction de la division du travail que pratique la société traditionnelle, certaines tâches spécifiques leur sont confiées.

II. — L'intégration dans le secteur moderne recule l'âge de l'activité productrice sous l'effet de facteurs diamétralement opposés (importance et rationalité de la formation intellectuelle, souci de productivité). Dans le secteur moderne, l'emploi des jeunes n'est ni souhaitable ni possible. Comme pour le travail des femmes, la capacité d'absorption du secteur moderne étant limitée relativement à l'importance du facteur travail, les jeunes ne peuvent accéder en masse au système productif moderne. Ce qui n'est d'ailleurs pas souhaitable eu égard aux conditions techniques des fonctions productrices de l'économie moderne. Aussi bien, il est essentiel, pour l'avenir, que les jeunes reçoivent une préparation intellectuelle (générale et technique) qui les rendra aptes à ces fonctions. D'ailleurs, au fur et à mesure du démarrage, le cycle de formation va s'allonger, se diversifier, se perfectionner et peu à peu se modeler sur les types de formation des pays développés.

III. — Le problème important des techniques de formation est très généralement perçu par les auteurs du sous-développement et a fait

l'objet de nombreuses études particulières (2). On peut seulement regretter que ces études, effectuées pour elles-mêmes, ne s'inscrivent pas davantage dans un plan d'ensemble et dans une conception synthétique du démarrage et du développement. La susceptibilité des pays sous-développés, particulièrement chatouilleuse dans ce domaine, ne simplifie d'ailleurs pas le problème. Trop souvent on aboutit ainsi à des vœux pieux et des conclusions de bonne volonté mais déraisonnables d'où il ressort qu'il faut tout faire en même temps ou plus exactement sans délai : une intégralité d'« alphabètes », des juristes, des économistes, des professeurs, des médecins, des ingénieurs, des chercheurs scientifiques, des statisticiens...

Il ne s'agit évidemment pas d'établir ici un plan achevé de la formation intellectuelle de la jeunesse au cours du démarrage; nous retiendrons simplement une hypothèse schématique dont le seul intérêt est de montrer qu'il conduit à un classement et à des distinctions nécessaires, à l'intérieur même de la masse « jeunes inactifs ». Supposons par exemple le schéma suivant :

1) Une première phase d'« alphabétisation » assure la formation intellectuelle de base des enfants de 5 à 10-15 ans. L'importance de cette phase n'est plus à démontrer. On a, maintes fois, relevé que l'emploi dans le secteur moderne suppose un minimum de moyens de communication intellectuelle (écrire, lire) et de capacité à manier les quantités (compter, effectuer les quatre opérations arithmétiques fondamentales).

2) A cette phase générale ferait suite (pour les 10-20 ans) une phase de diversification des enseignements (général et technique) suivant les aptitudes individuelles et les besoins de l'appareil productif que la génération considérée devra couvrir. A. SAUVY, sous le titre « Culture ou technique ? » (3) évoque rapidement le problème de l'orientation intellectuelle des adolescents des pays en voie de développement. A juste titre le Pr. SAUVY note que le « conflit entre « culture » et « technique » n'a aucune chance d'être résolu dans l'absolu » et que « le débat devrait porter seulement sur des cas pratiques ». Le problème est donc uniquement une *question de proportions et d'opportunité*. En fait, on peut dire que dans la plupart des pays sous-développés, la science et la technique sont trop délaissées au profit de disciplines qui forment « des administratifs et des juristes ». Il semble donc qu'actuellement, dans la majorité des pays qui doivent organiser le démarrage, l'accent devrait être mis davantage sur la formation technique et scientifique. Mais ceci ne signifie pas que le planificateur du démarrage ne doit pas se soucier d'une orientation équilibrée entre les deux grandes branches du stade « supérieur » de la formation.

(2) Cf. par exemple : « Le développement planifié de l'éducation. Facteurs économiques et sociaux ». Colloque international de Paris. Décembre 1959. In « Tiers-Monde », n°s 1 et 2, janvier-juin 1960 ; cf. également le long chapitre consacré par R. GENDARME à l'« Education et le développement » in « La pauvreté des Nations », *op. cit.*, pp. 472 et suivantes, avec une abondante bibliographie sur ce problème.

(3) A. SAUVY : « Malthus et les deux Marx », Denoël 1963, p. 295.

La population inactive que l'on peut considérer comme intégrée est donc celle des jeunes qui subissent cette formation préparatoire aux différentes fonctions de l'économie moderne. Pratiquement, il s'agit des jeunes scolarisés suivant les méthodes des pays industrialisés. Mais la formation intellectuelle, officielle et publique, doit se prolonger et s'épanouir au sein de la famille. La scolarisation d'enfants qui demeurent familialement rattachés au secteur traditionnel est possible (elle peut même être nécessaire), elle est néanmoins incomplète et perd ainsi un peu de son efficacité. La population jeune intégrée doit donc être constituée normalement par les enfants des éléments actifs intégrés. Si, par exemple, la moyenne des enfants par famille est de 5, on peut estimer, a priori, qu'une politique d'intégration familiale a un rapport population active/population inactive de 2/5 environ, ou plus concrètement encore, que l'intégration d'un ménage dans le secteur moderne suppose la scolarisation de 5 enfants. Encore faudra-t-il prendre en considération l'âge des enfants pour déterminer exactement les possibilités et les besoins de cette scolarisation. Ce rapport population active/

Pa
population inactive — est au cœur de notre problème.
Pj

1) Existe-t-il un rapport idéal ?

2) Ce rapport doit-il varier au cours du démarrage ?

Telles sont les questions qui se posent.

Après avoir cerné les termes du problème et précisé l'hypothèse, nous devons tenter de dégager les éléments de la solution.

SECTION 2

LES ELEMENTS DE LA SOLUTION

L'étude du problème doit tout d'abord mettre en relief les relations qui existent, du point de vue du démarrage, entre la population active et la population inactive intégrées; ce qui doit permettre d'apprécier quel doit être le rapport entre les deux masses.

§ 1. — LA RELATION POPULATION ACTIVE/POPULATION INACTIVE INTÉGRÉES.

La détermination des conditions d'une structure d'âges correcte de la population intégrée s'appuie sur l'existence de relations remarquables, eu égard au problème considéré, entre population active et population jeune inactive.

M. SAUVY traite le problème en fonction des optima statiques de

population (4). Notre optique est totalement différente : nous raisonnons sur la structure dynamique d'une population particulière, faisant partie d'un ensemble démographique donné, et qui est susceptible de varier sous l'action de la politique économique. Notre recherche concerne essentiellement les conditions de croissance de cette population spécifique, et l'optimum recherché n'est ni l'optimum économique (niveau maximum du produit moyen), ni l'optimum de puissance d'habitants. Ce qui nous intéresse ici, à ce stade de notre analyse, ce sont les rythmes et modes de croissance de cette population et les conditions d'une pérennité de cette croissance. C'est sous cette optique dynamique que nous devons mettre en relief les relations existant entre « actifs » et « jeunes », base nécessaire pour l'appréciation d'une structure Population active/Population non active, compatible avec la croissance de l'ensemble de la population intégrée.

La relation est, en fait, une interdépendance dans le temps entre ces deux masses remarquables.

A. — *La population active est fonction de la population inactive intégrée.*

I. — *Le postulat de base est que la population jeune inactive est destinée à renouveler et accroître, dans le temps, la population productive du secteur moderne (au fur et à mesure de l'accomplissement du cycle de sa formation et de son accès à l'âge actif). Elle détermine donc le taux et le rythme de croissance de la population active.*

En effet, la population active s'appauvrit dans le temps :

1) par l'exclusion, hors de l'âge actif, des couches les plus âgées. C'est ce que l'on peut appeler l'« érosion » de la population productive.

2) par la mortalité qui va atteindre chaque classe d'âges actifs restante. L'érosion doit être relativement peu importante au cours du démarrage. On peut en effet supposer que les travailleurs les plus âgés, intégrés au secteur productif moderne, ne seront pas très nombreux (ce qui est d'ailleurs souhaitable). Concrètement, si l'on retient une durée de 20 ans, l'érosion va concerner les travailleurs qui au début du processus avaient entre 40 et 60 ans (encore faut-il tenir compte de la mortalité qui va atteindre les classes d'âge durant la période). Considérons donc le phénomène comme pratiquement négligeable quant à l'appauvrissement de la population active. D'autre part, si l'on admet que les taux de mortalité demeurent à peu près stables, il apparaît que le taux d'appauvrissement de la population active sera approximativement constant. Dans le même temps la population active s'enrichit des afflux successifs de population jeunes, au fur et à mesure qu'elles atteignent l'âge de producteurs (compte tenu de la mortalité naturelle). *Cette émergence de la population inactive représente en quelque sorte la « natalité » de la population active. Cette « natalité » dépend des choix de la*

(4) A. SAUVY : « Théorie générale de la population », Tome I, Chapitre VIII. « Producteurs et inactifs », P.U.F. 1952.

politique d'intégration à l'égard de la jeunesse. On peut calculer ainsi un taux de remplacement de la population active. Le taux d'accroissement de cette population active est évidemment égal au taux de remplacement (variable) moins le taux d'appauvrissement (constant) : il dépend donc essentiellement du quantum de population inactive intégrée, c'est-à-dire préparée pour accéder aux fonctions productives modernes. *Dans la logique théorique du secteur moderne, la population inactive détermine la croissance de la population active.*

II. — En réalité, durant le processus de démarrage, la liaison ne peut être d'une rigidité absolue. Ceci revient à *aménager le postulat de base* suivant lequel la population active s'accroît dans le temps de la *seule* population jeune intégrée. En fait, ce principe est le postulat d'une économie déjà en croissance ancienne, où la population est totalement intégrée. La réalité du démarrage est évidemment différente. Si le principe devait être rigoureusement appliqué, il faudrait en effet admettre que l'accroissement de la population active, durant la période de 20 ans, serait dès le départ, intégralement déterminée par le quantum de population jeune intégrée au début de la période. En 20 ans tous les jeunes scolarisés au temps T_0 seront devenus producteurs (déduction faite de la mortalité). Théoriquement donc, au terme des 20 ans, que nous nous sommes donnés comme limite approximative pour atteindre l'étape du démarrage, la population active moderne compterait (déduction faite de la mortalité) :

- 1) Les producteurs âgés de 20 à 40 ans au temps T_0 .
- 2) La masse des jeunes scolarisés au début de la période.

Vraisemblablement, compte tenu de la faiblesse du second élément, le résultat final et le taux de croissance seraient insuffisants pour assurer le démarrage dans le délai imposé. A cet égard, on pourrait d'ailleurs, en poussant la logique du principe théorique, se poser la question de savoir comment le démarrage va démarrer, comment va se constituer l'embryon de secteur moderne ? Dans la stricte logique du principe, il faudrait admettre que le premier pas dans le temps serait franchi par la scolarisation de jeunes, effectuée in abstracto, en vue et en fonction d'un futur secteur productif moderne. Il est évident que l'idée trop rigoureusement conduite n'« embraye » plus sur la réalité complexe des pays sous-développés et sur les conditions de leur démarrage. Nous percevons le danger à appliquer à la réalité A, la logique de la réalité B, même si, précisément, A est B en devenir.

En fait donc, durant cette période critique du démarrage, la croissance de la population active devra en partie s'alimenter en ressources humaines hors de la population jeune scolarisée. L'intégration de l'agriculture, en particulier, s'effectuera essentiellement à partir de producteurs traditionnels adultes et jeunes, qui vont « court-circuiter » la phase préliminaire de formation intellectuelle. Ceci pose néanmoins le problème de leur formation (générale et technique) au cours de leur vie active. C'est une question délicate qui a été souvent notée et étudiée. La formation des adultes soulève, à notre avis, un double

problème de rythme et de modalités de l'enseignement, qui doit être résolu concrètement en fonction de ce que la société attend du groupe. Les techniques d'enseignement devront être adaptées aux conditions sociales des intéressés et aux objectifs de ce mode empirique d'intégration.

Le problème est d'ailleurs lié à celui de l'âge des bénéficiaires. Le choix doit incontestablement se porter sur les éléments les plus jeunes. Il est commandé par deux ordres d'arguments : d'une part, les jeunes producteurs présentent une plus grande faculté d'adaptation aux structures nouvelles et une meilleure réceptivité intellectuelle. D'autre part, suivant l'idée directrice générale qui nous a guidé jusqu'alors, les couches jeunes doivent être systématiquement privilégiées au cours de l'intégration, car elles assurent la continuité et la pérennité du processus.

Cependant si cette technique empirique paraît inévitable au cours de la période, elle ne doit pas constituer le mode essentiel et prépondérant d'intégration des producteurs dans le secteur moderne. Elle connaît d'ailleurs des *limites* rapidement atteintes. Pratiquement la technique est surtout applicable au paysannat et à l'artisanat traditionnels pour leur transformation en une agriculture moderne et en une petite industrie légère.

Sous réserve de ces observations, il demeure que le cycle « normal », souhaitable (et dans certains cas impératif), est le cycle population jeune inactive → population adulte active. L'intégration des producteurs est donc médiate et le processus complet d'intégration se réalise en deux séquences successives.

Parallèlement à ce processus normal, les impératifs du temps vont commander au cours du démarrage un processus empirique, plus ou moins exceptionnel, d'intégration immédiate des producteurs et de fusion des deux phases de l'intégration normale.

Le problème consiste à établir un équilibre entre les deux techniques en mesurant à la fois les nécessités, l'imperfection et les limites de « l'intégration immédiate ». Le choix de cet équilibre va dépendre de l'ensemble des données concrètes dans chaque cas d'espèces : intensité du taux d'accroissement démographique, résistance des facteurs socio-culturels, pression matérielle et psychologique des besoins... l'objectif dernier étant de réaliser une intégration réelle dans un délai raisonnable limité. Cet équilibre est d'ailleurs susceptible de varier dans le temps. Vraisemblablement l'intégration immédiate des producteurs traditionnels perdra en importance relative au cours de la période : la dépendance population inactive → population active va se renforcer et devenir plus précise et plus rigide au cours du processus. *Le taux et le rythme de la croissance de la population productive dépendront donc de plus en plus étroitement du quantum de population jeune intégrée.*

Cependant ce quantum dépend lui-même dans une certaine mesure du secteur productif et des possibilités de croissance de la population active. C'est l'aspect réciproque de l'interrelation entre population jeune et population active.

B. — *La population jeune intégrée est fonction de la population active intégrée.*

I. — On peut observer, tout d'abord, que la productivité de la population active moderne détermine les possibilités d'intégration de la population jeune. En effet, tant la mise en place du capital nécessaire que les moyens humains et les coûts financiers de fonctionnement doivent être assurés par le secteur productif. Ils dépendent donc de sa capacité contributive. Toutefois cette relation n'établit pas une dépendance absolue ni même très rigide car, d'une part on peut concevoir un financement, sous certaines formes, par le secteur traditionnel; d'autre part on peut espérer le secours de l'assistance technique étrangère et internationale.

II. — Surtout, la population non active au temps T_n dépend de la capacité dynamique du secteur moderne à absorber des générations nouvelles de producteurs au temps T_{n+1} , T_{n+2} , etc... Cette capacité est potentiellement déterminée au temps T_n tout au moins pour l'avenir immédiat. Elle dépend essentiellement du volume et de la structure technique du secteur productif, de ses possibilités d'expansion et de sa capacité à entraîner un développement plus ou moins rapide. Ces facteurs déterminent donc les limites d'absorption des jeunes dans le temps. Or il est nécessaire, pour que le processus se poursuive sans heurt, que la population jeune parvenue à l'âge de producteur puisse être normalement « intégrée » (5) dans l'appareil productif. *Le secteur moderne de production doit en quelque sorte « appeler » une masse de travailleurs nouveaux nécessaires à la poursuite de sa croissance.* Si les couches jeunes, au terme du cycle de leur formation, ne parviennent pas à accéder à une fonction productive qu'elles sont en droit d'espérer, un effet d'engorgement apparaît qui contrarie et peut bloquer, même, le déroulement du processus.

Les économistes du sous-développement ont souvent utilisé le terme expressif de « goulot d'étranglement » spécialement à propos de la force de travail. Il prend ici toute sa vigueur pour exprimer une défectuosité des relations entre populations active et jeune, et diagnostiquer une malformation structurelle. L'« engorgement » va en effet jouer dans les deux sens ou plus exactement se manifester en deux points de passage : soit parce que la masse jeune alimente insuffisamment le secteur productif (observations classiques sur le manque de main-d'œuvre qualifiée), soit parce que l'appareil productif ne peut absorber la masse des jeunes montante à l'issue de leur scolarisation. Ce phénomène est plus rarement noté par les auteurs du sous-développement. Il résulte d'une politique de scolarisation déséquilibrée, ou plus exactement, mal conçue. La puissance publique peut en effet s'assigner comme objectif la formation de base de tous les jeunes, même si, pour la plupart, la formation doit s'arrêter à la fin de la scolarisation élémentaire, une faible proportion seulement pouvant poursuivre le

(5) Au sens d'intégration « seconde » que nous avons évoquée plus haut.

cycle soit par un enseignement général soit par une formation technique. Cette politique fut en particulier celle des métropoles dans leurs colonies qui d'ailleurs devenues indépendantes veulent poursuivre le même objectif. Les raisons de cette politique sont multiples : application sommaire de l'idée suivant laquelle les chances du développement économique résident essentiellement dans la formation des hommes, prestige à l'intérieur et à l'extérieur, morale proudhonienne de la libération de l'homme par le savoir etc... Certes, on doit admettre, avec M. SAUVY, par exemple, que le développement économique dépend plus de l'accumulation du savoir que de l'accumulation du capital et que « c'est dans le savoir qu'il faut rechercher la raison du « décollage » cher à ROSTOW » (6). Cependant l'auteur ajoute que pour être admis dans le « club industriel » il faut des « hommes qualifiés de diverses activités ». Il faut bien voir, en effet, que la formation primaire de la plus grande masse possible d'enfants (à défaut de la totalité) peut avoir des conséquences graves sur le plan sociologique si le secteur moderne ne peut offrir un emploi à ces jeunes, au terme de leur formation élémentaire. En effet, le secteur moderne peut ne pas pouvoir absorber l'ensemble et laisser ainsi de véritables « chômeurs ». Dès lors, généralement, de petits emplois peu productifs seront créés sous la pression des hommes et des événements (fonction publique en particulier) qui d'ailleurs ne satisferont pas les candidats chez qui va se développer un sentiment de frustration générateur d'une instabilité sociale peu favorable au développement.

Paradoxalement, d'ailleurs, les deux phénomènes peuvent coexister : le secteur moderne peut souffrir à la fois d'une insuffisance et d'une pléthore de jeunes provenant du cycle de formation. Car ses besoins en ressources humaines s'apprécient qualitativement et quantitativement. (Un excès de candidatures à des emplois administratifs peut apparaître, par exemple, en même temps qu'une insuffisance de l'offre de travail qualifié).

Ces quelques réflexions sommaires montrent la complexité des relations dans le temps entre population active et population jeune intégrées et leurs effets quant à la croissance relative du secteur moderne au cours du démarrage. Ces éléments de base vont servir à l'appréciation d'une structure correcte, objet de notre problème. L'analyse s'avère évidemment délicate. Nous tenterons cependant une incursion dans ce domaine qui nous paraît avoir été insuffisamment exploité jusqu'alors, bien qu'il semble constituer un élément important de la politique du démarrage.

§ 2. — LE RAPPORT POPULATION JEUNE INACTIVE/POPULATION ACTIVE : MAXIMUM-MINIMUM-OPTIMUM.

Le problème important qui se pose est

1°) de déterminer un rapport, sinon idéal du moins correct, entre popu-

(6) A. SAUVY : « Malthus et les deux Marx ». Paris. Denoël 1963, p. 278.

lation jeune et population active intégrées à chaque séquence de la période,

2°) de savoir si ce rapport peut et doit varier dans le temps au cours du démarrage. L'objectif est évidemment d'assurer la continuité du processus et sa réalisation dans le temps fixé.

Observons qu'un rapport élevé indique une forte proportion de population jeune intégrée, et que, au contraire, un rapport faible indique une forte proportion de population active intégrée.

A. — Analyse technique.

A la lumière des relations décrites plus haut, il est possible, dans une première approche, de découvrir un minimum et un maximum théorique de ce rapport.

I — On peut tout d'abord relever l'existence d'un *rapport maximum déterminé par la capacité du système productif à absorber les générations futures et à leur offrir des occasions d'emplois* lorsqu'elles parviendront à l'âge productif. Cette capacité doit s'apprécier à la fois qualitativement et quantitativement. L'évaluation de ces potentialités est un problème délicat auquel le planificateur se trouve confronté, d'autant que les prévisions ne peuvent pas porter sur des termes très éloignés dans le temps. D'une façon générale et approximative, la capacité d'absorption du système productif moderne va dépendre du type de progression de l'ensemble de la population intégrée choisi par le planificateur. S'il opte pour une intégration fortement capitalistique au départ, afin d'assurer une croissance extensive en fin de période, ce maximum sera élevé compte tenu des larges occasions d'emplois qui vont apparaître en cette fin de période. Au contraire, une croissance ralentie de la population intégrée détermine un maximum relativement bas puisque « l'intégration intensive » en fin de période n'offrira que relativement peu d'occasions d'emplois.

II — *Le rapport minimum* résulte de la nécessité de croissance de la population active dans la mesure où elle dépend de la population jeune inactive intégrée antérieurement.

Une première limite inférieure apparaît : elle est déterminée par le « renouvellement » nécessaire de la population active occupée dans le secteur productif moderne. En fait, ce « plancher » n'a pas de signification puisque, par définition, le secteur moderne et la population doivent croître au cours de la période. C'est donc le taux et le rythme de croissance de la population active qui vont déterminer le rapport minimum tel qu'il puisse assurer la croissance future prévue du secteur productif et l'allocation nécessaire du facteur humain producteur. Toutefois, nous avons noté plus haut que la croissance du secteur productif moderne ne dépend pas de façon très rigide de la population jeune intégrée et que, tout au moins dans les débuts du démarrage, il était possible de pratiquer une intégration « immédiate » des producteurs dans le secteur moderne. Le minimum n'en existe pas moins : il correspond à un quantum de population jeune indispensable à la poursuite de la

croissance de cette partie de l'appareil productif qui ne peut être assurée par l'« intégration directe » des producteurs traditionnels. Il s'agit essentiellement de pourvoir à l'accroissement des emplois techniques, des fonctions (publiques et privées) de direction et d'encadrement que va réclamer le développement de l'industrialisation.

III — En définitive, les rapport maximum et minimum sont déterminés par le modèle de croissance générale choisi par le planificateur. Les notions de maximum et de minimum se fondent alors dans une notion de *rapport optimum tel qu'il soit à la fois nécessaire et suffisant pour assurer le modèle choisi de croissance de la population intégrée* ; ce modèle général ayant lui-même été jugé le meilleur pour atteindre les objectifs du démarrage.

En d'autres termes, le rapport optimum constitue le « nombre d'or » de la structure « population jeune inactive / population active intégrées » qui satisfait aux exigences de la croissance de l'ensemble. Ce rapport est donc théoriquement susceptible de varier dans le temps, de façon sensible, suivant le modèle choisi pour la croissance de l'ensemble de la population intégrée. Le modèle de croissance générale a été choisi parce qu'il réalise l'intégration de la moitié de la population sur une période de 20 années. Le résultat peut s'écrire :

$$\sum_{t=0}^{t=20} p'_t = \frac{P_{t20}}{2}$$

Où p' représente les accroissements de la population intégrée par unité de temps t , et P le niveau de population totale.

L'expression décomposée devient :

$$\sum_{t=0}^{t=20} p_j't + p_a't = \frac{P_{t20}}{2}$$

Où p_j' et p_a' représentent respectivement les accroissements de population jeune et de population active intégrées. La réalisation de ce programme impose un rapport p_j'/p_a' à chaque unité de temps qui devra varier en fonction du modèle choisi pour la croissance de p' . Si le planificateur opte pour un processus de croissance intensive dans une première phase, et extensive dans une deuxième phase, le rapport p_j'/p_a' se situant au départ à un niveau élevé, va décroître tout au long de la période. Dans les premières séquences du processus, en effet, puisque l'investissement s'effectue suivant des modalités hautement capitalistiques, l'intégration de population active sera relativement faible, tandis que les perspectives du développement futur commandent de préparer à l'emploi une population qui pourra répondre aux appels massifs de l'appareil productif en fin de période. Au cours du processus, et en raison de son déroulement logique, le rapport primitivement très élevé va décroître.

A l'inverse, un processus conçu suivant une première phase extensive précédant une phase intensive, suppose un rapport relativement bas, au départ, s'élevant peu à peu.

On peut, cependant, se poser *la question de savoir si cette manipulation de structure est possible et souhaitable*. Sans doute faut-il, pour éclairer le problème, rapprocher la structure économique « population active / population inactive » de la structure sociale familiale.

B. — *Analyse sociologique.*

Le facteur « famille » ne peut être éliminé de notre problème, d'abord parce que d'une façon générale les études du développement se sont heureusement engagées dans la voie de l'analyse sociologique et ensuite parce que la structure familiale est fortement liée à la structure économique « population active / population inactive ». On peut même dire qu'elle est l'expression sociale de cette structure économique.

Au cours des développements antérieurs nous avons été conduit, à plusieurs reprises, à mettre l'accent sur les avantages de l'intégration familiale. Il nous suffira ici de les rappeler brièvement pour l'essentiel.

I. — Du point de vue des jeunes, il apparaît que l'intégration familiale est le *complément, sinon indispensable du moins très efficace, de la formation intellectuelle* assurée par les services publics de l'éducation nationale. Elle parfait et affirme la transformation psychologique totale que suppose la vie dans une économie moderne. Il y a, sans conteste, tout un domaine de la psychologie des enfants et des adolescents dans lequel seule l'action de la famille peut s'exercer efficacement. Par ailleurs, on peut douter de l'efficacité d'une formation scolaire si elle n'est pas prolongée au sein de la famille par des habitudes de vie et des schèmes de pensée qui sont propres aux sociétés modernes.

D'une façon générale, il faut bien voir que l'intégration est un phénomène total dont l'aspect économique ne peut être conçu isolément de son contexte social. C'est ce qui confère toute sa complexité à la politique d'intégration.

II. — Si l'intégration familiale apparaît souhaitable, elle comporte des *conséquences importantes sur les modes de croissance de la population intégrée*.

Elle se traduit, en effet, par une certaine constance du rapport population jeune inactive/population active : si chaque famille comprend une moyenne de n enfants, et que cette moyenne demeure stable au cours de la période, le rapport va lui-même demeurer constant. Cette politique d'intégration familiale, qui semble être d'un réalisme heureux pour le démarrage, va en quelque sorte s'opposer à la réalisation de modèles de croissance dont le rythme se modifierait très profondément durant le processus. Ainsi, par exemple, le modèle de croissance intensif → extensif risque d'introduire un très sérieux goulot d'étranglement dans la mesure où, durant les premières séquences, la faible intégration de travailleurs dans un appareil productif hautement capitalistique entraîne une scolarisation qui prépare insuffisamment un avenir où il sera fait appel à des emplois massifs dans le secteur moderne. A l'inverse, une intégration très fortement extensive dans une première phase implique

une très large intégration de jeunes qui pourront paraître pléthoriques lors de leur accès aux fonctions productives, eu égard au ralentissement de la croissance des emplois dans une seconde phase. Cependant, le risque paraît moins grand dans cette hypothèse car l'expérience prouve que les économies en voie de développement souffrent plus généralement d'une carence de jeunes formés et préparés à l'économie moderne.

Ces quelques réflexions conduisent à penser que cet aspect de l'intégration des économies sous-développées constitue un domaine de recherches intéressant et fondamental. Les solutions relèvent de la recherche appliquée aux différents cas de démarrage à réaliser.

En conclusion, il nous paraît utile de mettre à nouveau l'accent sur l'importance du facteur « famille » et du facteur « jeunes » dans le processus d'intégration. Le facteur « famille » ne présente peut-être pas le caractère d'une contrainte absolue mais offre néanmoins de nombreux avantages : l'éducation familiale en façonnant les mentalités et les réflexes psychologiques complète la formation intellectuelle plus ou moins autoritairement imposée à l'école. En définitive, l'intégration des jeunes suppose que leur soient enseignées et montrées les règles du jeu de la société moderne dans laquelle ils vivent et doivent un jour agir.

Mais si l'intégration concerne des hommes situés dans le temps, elle concerne aussi des hommes situés dans l'espace et cet aspect de la mise en œuvre du processus pose un certain nombre de nouveaux problèmes au planificateur.

CHAPITRE 2

LA RÉPARTITION TERRITORIALE DE LA POPULATION INTÉGRÉE

Le sous-développement se traduit, généralement, par des bouleversements profonds dans la répartition géographique de la population, et des mouvements incessants d'individus et de groupes sur le territoire national.

A la relative stabilité de la structure territoriale, dans les sociétés traditionnelles, succède une instabilité chronique et des mouvements désordonnés de populations troublées dans leur équilibre antérieur. Ces changements sont en effet essentiellement déterminés par la pression matérielle des besoins qui tend à éjecter une certaine masse d'individus hors des régions qui ne peuvent assurer leur subsistance, et par des mobiles psychologiques qui les poussent à rechercher ailleurs un autre type de vie. Les zones d'implantation du secteur moderne constituent autant de pôles d'attraction autour desquels viennent s'agglutiner des populations nouvelles qui, exclus de la société traditionnelle, ne peuvent cependant pas toujours connaître une intégration totale et réelle dans l'économie moderne. La frange de population marginale qui ne veut plus (ou ne peut plus) appartenir à la société traditionnelle, sans avoir réussi son entrée dans le système économique moderne (1) constitue,

(1) « Populations clochardisées », selon l'expression de Mme G. TILLION : « L'Algérie en 1957 », *op. cit.*

nous l'avons déjà noté, un des problèmes sociaux et économiques majeur des pays sous-développés.

La politique d'intégration risque d'accentuer ces phénomènes; tout au moins, *elle comporte nécessairement une expression géographique d'implantation de populations nouvellement intégrées*. La différence réside cependant dans le fait qu'il s'agit, en l'espèce, d'un effet conscient et volontaire qui dispose d'une certaine gamme de choix.

Aux mouvements de populations « spontanés » qui résultent des perturbations dans la société traditionnelle il faut ajouter ceux qui sont « créés » par la politique d'intégration. Ces deux types de mouvements, quoique distincts, sont néanmoins intimement liés et les diverses modalités de la politique territoriale d'intégration vont entraîner des réactions différentes dans les mouvements spontanés prévisibles.

L'aspect territorial du développement a retenu plus particulièrement l'attention de certains auteurs : nous reprendrons ici principalement les analyses des Prs HIRSCHMAN (2), MYRDAL (3) et GANNAGE (4) qui se rejoignent d'ailleurs sur quelques thèmes essentiels, aujourd'hui classiques, dans la théorie spatiale du développement. Néanmoins, leur optique et leur approche du problème sont sensiblement différentes, ainsi que nous pourrions le constater.

Notons par ailleurs que nous nous référons ici à la notion d'« espace géonomique » ou « espace banal », selon la terminologie de F. PERROUX, qu'il oppose à la notion d'« espace économique » (5). En effet, il ne s'agit plus, ici, d'analyser le jeu des relations inter-industrielles, les effets d'induction des investissements, les flux et leur force (6), mais d'étudier l'aspect territorial concret de la politique de démarrage par l'intégration. L'analyse dans la dimension d'« espace géonomique » n'est pas antinomique, mais complémentaire de l'analyse dans la dimension d'« espace économique ».

Nous tenterons donc tout d'abord d'appréhender le phénomène et de cerner le problème tel qu'il se pose dans le processus d'intégration; ce qui conduira, ensuite, à déterminer les modalités et les facteurs de l'intégration territoriale.

(2) A. O. HIRSCHMAN : « Investment policies and dualism in underdeveloped countries ». *American economic review*. Septembre 1957, et « Stratégie du développement économique ». Ed. Ouvrières 1964, pp. 209 et suiv.

(3) G. MYRDAL : « Théorie économique et pays sous-développés ». Présence africaine 1959, pp. 35 et suiv.

(4) E. GANNAGE : « Economie du développement », P.U.F. 1962, pp. 61 et suivantes.

(5) F. PERROUX : « L'économie du xx^e siècle », P.U.F. 1961, pp. 123 et suivantes.

(6) Cf. II^e Partie.

SECTION I

LA DIFFERENCIATION TERRITORIALE
DANS LE DEVELOPPEMENT

Les études du phénomène territorial dans les économies qui recherchent la voie du développement aboutissent, en général, à mettre en relief les inégalités régionales et à diagnostiquer, ainsi, une dichotomie fondamentale entre les régions. On peut se demander, cependant, si le phénomène territorial n'est pas un phénomène plus complexe, en particulier si on le considère sous l'optique de l'intégration.

§ 1. — LES INÉGALITÉS RÉGIONALES - DUALISME TERRITORIAL ET DÉVELOPPEMENT.

A. — *Le dualisme Nord-Sud chez HIRSCHMAN*

HIRSCHMAN opère une distinction fondamentale entre les « régions qui ont fait l'expérience du développement » (Nord) et les régions qui « sont attardées » (Sud). Cette terminologie est retenue par l'auteur parce qu'elle lui paraît très suggestive et correspond, en fait, à des phénomènes assez remarquables. D'autres auteurs lui préfèrent d'ailleurs l'opposition entre « Régions côtières » et « Interland ». En effet, la croissance est déséquilibrée également au sens géographique : elle n'apparaît pas partout en même temps et lorsqu'elle fait son apparition en certains points, les forces « spontanées » et les mécanismes du marché « travaillent à la concentration géographique de la croissance autour des points de départ ». Nous retrouverons plus loin cette analyse de la propagation géographique de la croissance sur laquelle G. MYRDAL rejoint HIRSCHMAN à une différence de terminologie près.

Ce qu'il faut noter ici, c'est que, pour HIRSCHMAN, « la division Nord-Sud n'est qu'un aspect du caractère dualiste, souvent observé dans les pays sous-développés, où l'hyper-moderne côtoie le traditionnel, non seulement dans les techniques de production et de distribution mais aussi dans les mentalités » (7).

L'analyse du mécanisme des inégalités régionales chez G. MYRDAL repose également sur une distinction analogue, entre les régions développées qui tendent à se développer davantage, et les régions attardées dont le retard est sans cesse plus accusé.

(7) A. O. HIRSCHMAN : « Investment policies and dualism in underdeveloped countries », *op. cit.*

B. — *Le dualisme territorial chez GANNAGE*

Le Pr. GANNAGE, dans une analyse que nous avons déjà évoquée (8) et assez proche de celle du Pr. HIRSCHMAN, définit le « dualisme territorial » comme l'opposition qui apparaît dans les économies sous-développées entre les « régions-pôles de développement » et le « reste du territoire intouché par le progrès économique ». Nous l'avons vu, l'auteur doute d'ailleurs assez rapidement de cette notion et se demande s'il ne vaudrait pas mieux parler de « pluralisme territorial », compte tenu « des divers degrés de retard des régions insuffisamment développées par rapport aux zones d'expansion » (9). L'auteur distingue d'ailleurs trois types principaux de pôles régionaux de croissance :

- les côtes maritimes (centres de rassemblement des firmes étrangères qui opèrent en vue de l'exportation des matières premières),
- les zones d'extraction minière,
- enfin, les zones agricoles a rendement élevé.

Le Pr. GANNAGE fournit ainsi plusieurs exemples concrets (en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient) de ce dualisme territorial qu'il distingue d'ailleurs, nous l'avons vu, du dualisme fonctionnel et du dualisme social. Nous avons alors noté, à ce propos, que cette distinction n'était pas très claire et qu'elle était d'ailleurs assortie également d'une proposition à superposer les différentes notions. Nous en avons conclu que la conception la plus simple était de considérer le dualisme territorial comme l'expression géographique du dualisme fondamental (économique et social). En réalité, cette idée est trop simple, de même que la notion générale d'« inégalités régionales » à laquelle elle s'apparente fortement; et sans doute faut-il parler de pluralisme territorial, mais dans un sens différent de celui retenu par le Pr. GANNAGE.

§ 2. — PLURALISME TERRITORIAL ET DÉMARRAGE.

Il faut en effet critiquer ces notions de « dualisme territorial » et d'« inégalités régionales » qui nous paraissent à la fois élémentaires et insuffisantes pour une étude des conditions géographiques de la mise en œuvre d'une politique d'intégration.

A. — *Critique des notions d'« inégalités régionales » et de « dualisme territorial »*

I. — La notion « d'inégalités régionales » apparaît tout d'abord trop élémentaire, en ce sens qu'elle définit grossièrement deux catégories de zones géographiques : celle des régions où sévit un bas niveau de vie (qui doit aller, d'ailleurs, en se dégradant) et celle des régions

(8) In I^{re} Partie.

(9) E. GANNAGE : « Economie du développement », *op. cit.*, pp. 61 et 62.

privilégiées par l'implantation d'un système productif moderne. A juste titre, M. GANNAGE note, à cet égard, que la notion de pluralisme qui tient compte des divers *degrés* de niveaux de vie et de revenu, est plus exacte. Mais, nous le verrons plus loin, cette idée de pluralisme semble encore trop sommaire.

En fait, cette distinction encourt les mêmes critiques que celles qui sont adressées aux mesures statistiques des économies sous-développées par rapport aux économies développées. Elle consiste à appliquer, à l'intérieur de l'économie sous-développée, une technique de distinction « fondamentale » entre les régions, qui fut appliquée, dans les balbutiements de la théorie du développement, à la distinction entre pays développés et pays sous-développés.

Par ailleurs, elle conduit à définir et à délimiter les régions par des courbes de niveau de productivité et de revenu per capita; ce qui correspond à une idée « passive » et abstraite de la région. Or, il semble que la région, dans une économie nationale, n'est pas qu'un simple épiphénomène du niveau de revenu mais une réalité plus vivante, un facteur concret du développement qu'une politique qui se veut « réaliste » ne peut ignorer.

II. — Plus profonde nous paraît être l'analyse régionale qui se réfère à la *nature* des systèmes économiques et à leur implantation géographique. Mais il faut, alors, dépasser la simple idée d'un dualisme car, comme nous l'avons déjà noté, le découpage territorial suivant strictement les zones d'implantation de chacun des deux systèmes (économie moderne et économie traditionnelle) risque, d'une part, d'être excessivement compliqué, et surtout, d'autre part, d'être artificiel car, lui aussi, aboutit à une notion dérivée et abstraite de la région et ne tient pas compte de sa profonde réalité dans la vie économique, politique et sociale de la communauté.

B. — *Le pluralisme des Régions*

Une observation attentive nous conduit en effet à enregistrer, au-delà d'un simple dualisme, une possibilité de pluralisme régional qui se réfère, moins à des différences de *degrés*, qu'à des différences de *nature* entre les régions.

I. — Dans les économies en voie de développement il peut, en effet, exister :

- 1) des régions dont les populations et l'appareil productif relèvent exclusivement de l'économie moderne,
- 2) des régions intégralement de « société traditionnelle » mais qui connaissent une propension matérielle et psychologique au développement. En un mot, des régions d'économie de subsistance sous-développées qui ne sont guère marquées par quelque progrès économique,
- 3) des régions où cohabitent un secteur moderne et un secteur de subsistance entretenant des relations plus ou moins ténues,

4) enfin, des régions de sociétés traditionnelles stables qui n'ont pas été troublées dans leur équilibre antérieur et qui n'ont pas réagi au stimulus du développement.

Pour simplifier, on pourrait étiqueter ces différentes catégories successivement : régions développées — régions sous-développées — régions dualistes — régions traditionnelles. Il faut toutefois éviter que la commodité formelle de cette terminologie n'incline à un certain simplisme dans l'analyse au fond.

La dernière catégorie régionale est très généralement ignorée des économistes du développement; l'hypothèse ne peut cependant être exclue a priori. Certes, il est probable que la situation est temporaire et qu'elle n'est due qu'à une insuffisance d'intensité du stimulus. Il est permis de penser qu'une plus grande possibilité de communications permettra à l'« effet de démonstration », en particulier, d'agir plus fortement. Il en est de même de l'« effet sanitaire ». Aussi bien, rapidement, la catégorie « région traditionnelle » tend-elle, tôt ou tard, à se fondre dans la catégorie « région sous-développée ». Néanmoins, si cette issue ne fait pas de doute à plus ou moins long terme, un tel phénomène peut exister avec un certain caractère durable qu'on ne peut ignorer, quelle que soit la conséquence qu'on en tire. On pourrait sans doute découvrir de nombreux exemples de régions traditionnelles stables dans tel ou tel pays sous-développé. Ainsi, en Algérie, les populations nomades ou les populations des oasis sahariennes et pré-sahariennes fournissent une illustration assez typique de ce phénomène.

II. — Cette conception de l'analyse territoriale repose donc sur une notion active de région. La région n'est pas simplement délimitée par la stricte implantation des deux systèmes ou par des isocourbes de niveaux de vie (10) ou, dans une formulation plus dynamique, par des isocourbes de modifications des niveaux de vie. La structure régionale n'apparaît pas comme un phénomène passif résultant de processus cumulatifs qui appellent une intervention des pouvoirs publics pour le rétablissement d'un équilibre géographique jugé souhaitable. La région en tant qu'espace homogène par ses potentialités, son passé historique, ses caractères physiques et sociologiques, devient un facteur vivant et actif du plan. Quelles décisions le planificateur peut-il prendre à l'égard des différentes régions ? Quels éléments vont intervenir dans ces décisions ? Quelle est l'étendue des choix ? Autant de questions importantes qu'il faut aborder.

(10) Au demeurant bien difficile à établir compte tenu du caractère peu comparable des différents systèmes quant à leur échelle de préférence et des difficultés de l'indice statistique commun de leur niveau de satisfaction.

SECTION 2

L'INTEGRATION TERRITORIALE
DANS LE DEMARRAGE

Le démarrage par l'intégration de populations dans une économie moderne à construire implique une certaine politique territoriale dont il faut tout d'abord préciser le problème, ses différentes solutions possibles et leur cohérence avec le modèle général choisi. Enfin il nous faudra tenter, à la lumière des analyses du dynamisme de la structure territoriale, de mettre en relief les facteurs qui, à cet égard, doivent être pris en considération dans le choix du modèle de démarrage.

§ 1. — LES MODALITÉS DE L'INTÉGRATION TERRITORIALE.

I. — Le problème qui se pose n'est pas de réaliser un *équilibre régional défini comme une homogénéité du niveau de vie sur l'ensemble de l'espace national*. Ainsi posé, le problème est surtout celui des économies avancées ayant déjà accompli un certain parcours de la croissance durant lequel des distorsions régionales sont apparues plus ou moins spontanément : en un certain point du parcours, la réduction des inégalités régionales peut apparaître souhaitable et même nécessaire soit pour des raisons strictement économiques (coût et viabilité du « macrocéphalisme » de la capitale, réadaptation structurelle du système productif...) soit encore pour des raisons psychologiques, sociologiques ou même politiques (attachement des populations à leur région, cohésion nationale, etc...).

Ces multiples raisons peuvent se retrouver dans les pays sous-développés mais l'objectif est différent et le problème doit être posé en d'autres termes. Il s'agit de définir, pour la période de démarrage, une *politique d'aménagement territorial*, qui non seulement ne bloque pas, mais *favorise le déroulement du processus d'intégration*.

II. — Il est clair d'ailleurs que le modèle général implique des types particuliers de politiques territoriales.

Le schéma extensif → intensif suppose, dans un premier temps, une dispersion géographique de l'investissement et un large « étalement » de la population intégrée sur le territoire national. A cette première phase ferait suite, plus ou moins rapidement et plus ou moins progressivement, une politique de concentration territoriale des populations nouvellement intégrées. Concrètement, la politique territoriale consisterait tout d'abord à créer une société moderne rurale et semi-urbaine, assez largement répandue sur l'ensemble du territoire national. Dans les dernières années du démarrage elle viserait plutôt à localiser judicieusement des zones urbaines, foyers des secteurs de production

plus capitalistiques. Le schéma intensif $\rightarrow$ extensif se traduirait par une politique d'aménagement du territoire diamétralement opposée dans le temps. Dans ce modèle, on préfère amorcer le démarrage par la création de pôles de croissance hautement capitalistiques, rigoureusement localisés en quelques points du territoire, qui n'intégreront qu'une petite partie de la population. On espère ainsi dégager un surplus pour permettre, dans une seconde phase, une accélération du processus d'intégration qui concernera alors l'ensemble des régions du territoire national. Cette implication doit être considérée comme un facteur concret intervenant dans le choix du modèle général et qui, à ce titre, mérite une analyse particulière.

§ 2. — LA DYNAMIQUE DE LA STRUCTURE TERRITORIALE ET LE DÉMARRAGE.

Le phénomène régional et son dynamisme dans les économies sous-développées ont été analysés, en même temps et dans des termes identiques, par A.O. HIRSCHMAN et G. MYRDAL (11). Cette analyse est reprise et développée par E. GANNAGE (12). Elle considère les différents effets qui vont apparaître spontanément entre les différentes régions, compte tenu de l'existence de régions riches développées et de régions pauvres attardées. Nous reprendrons brièvement cette analyse, désormais classique, avant d'étudier le problème du point de vue de la mise en œuvre du principe d'intégration.

A. — *L'analyse des inégalités régionales*

Les analyses du Pr. HIRSCHMAN et du Pr. MYRDAL se rejoignent en de nombreux points, mais s'inscrivent dans les lignes directrices différentes : G. MYRDAL cherche surtout à expliquer la structure géographique des pays sous-développés telle qu'elle résulte des mécanismes du marché, tandis que pour HIRSCHMAN, il s'agit principalement de fonder une certaine stratégie « déséquilibrée » de l'investissement et du développement.

Mais elles reposent toutes deux sur l'existence de deux catégories d'effets contradictoires des « régions développées » sur les « régions sous-développées », qui tendent à la fois à bloquer et à propager le développement dans les régions attardées. Mais tandis que, pour G. MYRDAL, l'idée principale est pessimiste en ce sens que « normalement, le jeu des forces du marché tend à amener un accroissement plutôt qu'une réduction des inégalités entre régions » (13),

(11) A. O. HIRSCHMAN : « Investment policies and dualism in underdeveloped countries », *op. cit.*, 1957 ; et G. MYRDAL : « Economic theory and underdeveloped countries » Londres 1957. Dans « Stratégie du développement économique », le Pr. HIRSCHMAN relève p. 213, note 6, cette concordance dans les analyses mais aussi la différence dans les prévisions des deux auteurs.

(12) E. GANNAGE : « Economie du développement », *op. cit.*

(13) G. MYRDAL : « Théorie économique et pays sous-développés », *op. cit.*, p. 38.

HIRSCHMAN, au contraire, entrevoit des perspectives optimistes, puisqu'il a la « conviction que les effets de contagion finiront par l'emporter sur ceux de polarisation » (14).

I. — Les « Effets de remous » (MYRDAL) ou « Effets de polarisation » (HIRSCHMAN) ou « Effets de stoppage » (GANNAGE).

G. MYRDAL applique au phénomène territorial dans les économies sous-développées son principe de causalité circulaire et cumulatif suivant lequel la dichotomie entre régions riches et régions pauvres tend à se perpétuer et même à s'accroître. Les régions qui, pour des causes géographiques et naturelles, mais aussi en raison de circonstances historiques, ont fait, les premières, l'expérience de la croissance accentuent leur avance et poursuivent leur développement car, selon le mot de HIRSCHMAN, « rien ne réussit comme le succès ».

Dans ce mouvement ascendant, elles exercent, sur les régions pauvres demeurées en retard, des « effets de remous » qui constituent autant de facteurs défavorables à leur propre démarrage : déplacement des facteurs de production (migration de population active, fuites des capitaux privés, raréfaction des investissements publics), déplacement des courants commerciaux, etc...

Mais le développement croissant des régions riches exerce également des effets qui tendent à provoquer le démarrage des régions attardées.

II. — Les « Effets de propagation » (MYRDAL) ou « Effets de contagion » (HIRSCHMAN) ou « Effets d'entraînement » (GANNAGE).

Les effets de propagation tendent au contraire à « exporter », en quelque sorte, le dynamisme des régions les plus riches.

Parmi ces « effets d'entraînement », M. GANNAGE distingue les « effets d'entraînement par absorption » et les « effets d'entraînement par création ». Les premiers traduisent un accroissement de la demande de matières premières et de denrées alimentaires produites dans les régions pauvres. Ils tendent à élargir le marché local et incitent à créer des industries de biens de consommation. Les « effets d'entraînement par création » tendent à créer, dans les régions déprimées, des industries complémentaires aux industries des « pôles de développement ».

En conclusion, on constate que le développement n'est pas apparu partout à la fois (localisation du secteur moderne primitif) mais en certains points localisés du territoire, et que ces pôles de développement exercent sur les régions attardées à la fois des effets centrifuges et centripètes. Au total, la diffusion du développement économique sur l'ensemble du territoire et la résorption des inégalités régionales dépendent de la puissance relative des effets d'entraînement et des effets de stoppage. Au terme de cette arithmétique un peu simple, on suppose qu'en longue période les effets d'entraînement tendent à l'emporter et que

(14) A. O. HIRSCHMAN : « Stratégie du développement économique », *op. cit.*, p. 215.

le « dualisme territorial » est une phase nécessaire mais transitoire du développement (15).

HIRSCHMAN retient cette analyse pour préconiser une politique de concentration géographique des investissements plus favorable, selon lui, à la croissance de l'ensemble de l'économie sous-développée. Il estime que les projets hautement capitalistiques réalisés dans les zones développées permettront, dans une deuxième phase, d'élever les niveaux de vie et de production dans les régions attardées, tant par les investissements privés induits directement productifs, que par l'investissement public dans l'infrastructure sociale, rendu possible grâce à la croissance des foyers de développement.

Ces analyses du phénomène régional dans les économies sous-développées constituent un des apports importants à la théorie du développement. Cependant on doit admettre qu'elles sont plus une théorie dynamique des relations interindustrielles, considérées dans leur implantation géographique qu'une analyse de la structure spatiale en tant que telle. Le facteur géographique est un peu considéré comme un facteur passif et la structure régionale comme une structure dérivée. Le raisonnement est conduit en termes d'allocation de facteurs, de relations intersectorielles, d'économies externes, de création de marchés qui donnent à l'économie sous-développée une physionomie territoriale donnée plus ou moins durable, plus ou moins souhaitable. Or il semble que, dans ce domaine, d'autres facteurs importants doivent être pris en considération : le coût des mouvements géographiques de la population, l'implantation des ressources naturelles et la « préférence de structure », les décisions de l'Etat et les réactions plus ou moins rationnelles de la population, les tensions psychologiques et même politiques qui peuvent se faire jour, etc... Par ailleurs, ces théories reposent sur une distinction simple, régions pauvres/régions riches, dont nous avons plus haut relevé l'insuffisance. Enfin, l'idéal recherché dans la structure géographique n'est pas clairement défini. Il est généralement implicite mais nous paraît d'ailleurs différent chez MYRDAL et chez HIRSCHMAN (pour nous en tenir à ces auteurs). Pour G. MYRDAL, il semble que l'idéal serait *l'égalité des niveaux de vie et l'égalité des chances régionales*. Pour HIRSCHMAN, l'objectif de la politique territoriale est *d'assurer la croissance globale la plus rapide* même au prix d'une apparente et temporaire injustice dans la distribution régionale de l'investissement.

L'objectif que nous nous sommes fixé et que nous tentons de préciser ici, nous impose une optique et une technique de raisonnement quelque peu différentes. Il s'agit d'étudier les implications territoriales de l'intégration, d'analyser les éléments spécifiquement géographiques qui, avec d'autres facteurs, vont être à la fois le déterminé et le déterminant du processus d'intégration.

(15) Sauf pour G. MYRDAL dont nous avons noté le pessimisme. Cependant son analyse des « effets de propagation » apporte une certaine confusion à cet égard.

B. — *L'analyse des conditions territoriales du processus d'intégration*

L'intégration territoriale est évidemment l'expression géographique du modèle général choisi et jugé optimum. Il serait néanmoins simpliste de considérer l'« intégration territoriale », c'est-à-dire la politique territoriale d'intégration, seulement comme un épiphénomène du processus général d'intégration de la population. Il est plus exact et plus réaliste de considérer que la structure territoriale de l'intégration (de même que la structure par âge de la population intégrée) fournit des éléments actifs concourant à la détermination du modèle général. Il apporte certaines limites, met en relief certaines difficultés et certains avantages.

La structure territoriale de la population intégrée paraît a priori, plus malléable que la structure par âge et la politique d'intégration territoriale paraît plus susceptible de s'adapter à des variations brutales et des retournements du processus général. Néanmoins, elle apporte des éléments spécifiques qui doivent jouer un rôle dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan. Les facteurs sont multiples et variés : ils apparaissent à des plans différents. Nous devons tenter une exploration dans ce domaine et essayer de dégager quelques grandes lignes fondamentales.

I. — *La viabilité du modèle général : « les Effets secondaires »*

Il faut tout d'abord considérer que la politique territoriale de l'intégration peut engendrer des effets qui s'opposent à la réalisation du plan de croissance.

Dans la mesure où la politique d'aménagement du territoire n'est pas totalement autoritaire et exclusive de tout mouvement spontané et incontrôlé de la population, il faut tenir compte de certains « effets secondaires » qui peuvent suivre les effets primaires de cette politique et qui sont susceptibles de contrarier le plan. Or on doit admettre qu'un contrôle absolu et efficace des mouvements géographiques de la population à l'intérieur du territoire national se heurte à des obstacles pratiques insurmontables et représente des coûts importants eu égard aux résultats qui peuvent être obtenus. Nous supposons donc que ces mouvements demeurent juridiquement libres et, en fait, plus ou moins faciles.

Les zones nouvelles d'implantation du secteur moderne vont constituer, comme les zones du secteur moderne initial, autant de pôles d'attraction pour des populations qui ne seront pas comprises dans l'immédiat par le plan d'intégration. C'est ce qu'il faut entendre, en pratique, par « effets secondaires ». Ces effets, s'ils sont suffisamment importants, peuvent apporter des perturbations dans le modèle général de croissance de la population intégrée. Ils conditionnent ainsi la viabilité du processus choisi.

La puissance attractive est d'intensité variable suivant la nature des zones d'implantation. On a pu l'observer lors de la constitution « spon-

tanée » du secteur moderne primitif. Cette différenciation trouve d'ailleurs facilement une explication logique.

Si nous distinguons, avec M. GANNAGE (16), trois catégories principales de pôles régionaux d'implantation du secteur moderne :

1. — des zones côtières urbaines, siège du trafic extérieur,
2. — des zones d'extraction minière,
3. — des zones agricoles à rendement élevé,

nous constatons que la première catégorie exerce l'effet d'attraction le plus puissant tandis qu'il est beaucoup plus faible pour les autres et en particulier pour la troisième catégorie. C'est donc surtout la création et le développement de grandes métropoles comprenant une forte population tertiaire (le cas le plus général dans le début du développement), ou encore une importante population du secondaire, qui attirent fortement les individus et les familles en quête d'une vie peut-être meilleure, certainement différente. Les ressorts de cet attrait sont à la fois psychologiques et matériels. La création de zones modernes rurales et semi-urbaines engendre des « effets secondaires » moins importants ou, en tous les cas plus diffus, de telle sorte qu'ils seront globalement moins contraignants.

Sur la base de ces considérations, on peut craindre qu'un processus d'intégration qui débiterait par une politique de concentration géographique de la population introduise très rapidement des effets secondaires massifs qui risquent de perturber le plan de croissance prévu et compromettent son déroulement futur. En effet, si les pouvoirs publics se soucient d'apporter des solutions à la formation d'une couronne de population clochardisée autour des centres urbains de développement, une politique sociale d'aménagement urbain (construction d'un habitat moderne et décent) et une nouvelle politique de l'emploi devront être mises en œuvre qui modifieront considérablement les perspectives initiales. A défaut de telles mesures, va se développer un phénomène social qui, également, ne peut que compromettre le succès du projet initial d'intégration limitée dans des secteurs hautement capitalistiques et géographiquement concentrés.

Le processus inverse paraît au contraire plus facile à mettre en œuvre en ce sens qu'il n'introduit pas, au départ, d'effets secondaires perturbateurs. Si, en effet, le processus d'intégration doit débiter par une phase extensive, la population intégrée sera nécessairement assez largement répandue sur le territoire national : à la concentration urbaine d'une intégration intensive dans des secteurs hautement capitalistiques, s'oppose une diffusion géographique de la population intégrée dans une économie rurale moderne et dans des secteurs industriels faiblement capitalistiques. Dans ce cas on peut prévoir que les effets secondaires seront moins massifs ou tout au moins insuffisants pour emporter nécessairement une modification du plan d'investissement. Dans les nombreuses « régions dualistes », des relations plus ou moins intenses

(16) E. GANNAGE : « Economie du développement », p. 62.

peuvent s'établir entre le secteur moderne et le secteur traditionnel mais en définitive et, mises à part les migrations temporaires, le secteur traditionnel va demeurer relativement stable dans son implantation géographique. Eu égard à la viabilité du processus général, cette conséquence est plutôt favorable, en ce sens que fort peu de mesures nouvelles et non prévues par le plan devront être prises. Or ces mesures bouleversent l'idée directrice et, dès lors, on ne peut plus parler d'un plan mais d'une suite de décisions à court terme dont il n'est pas certain que le résultat final soit le meilleur. D'ailleurs ces mesures prises « sur le tas » et à la hâte, sont souvent de médiocre qualité : elles manquent de la sérénité nécessaire et sont, plus que toutes autres, sujettes à des pressions partisans et locales étrangères au souci de l'intérêt général à long terme.

Nous concluons donc que le modèle de croissance de la population du secteur moderne qui prévoit une première phase d'intégration intensive et de concentration géographique de la population paraît plus difficile à mettre en œuvre dans les économies sous-développées en raison des effets secondaires qui ne manquent pas de se produire très rapidement. Ce premier élément de la politique géographique d'intégration est un aspect du problème des relations nouvelles que va créer le processus d'intégration entre les régions mais aussi à l'intérieur de la région même. D'autres aspects doivent également être pris en considération car ils constituent autant d'éléments actifs de la politique territoriale d'intégration. Ces éléments sont d'ailleurs intimement liés les uns aux autres et ne doivent être distingués que pour les commodités d'exposition.

II. — *La concordance du modèle général avec les perspectives à long terme de l'exploitation des ressources naturelles*

Les ressources naturelles (au sens large) et leur exploitation conditionnent également la politique d'aménagement du territoire. Il est donc nécessaire que le planificateur tienne compte, dans l'élaboration du modèle général, de l'exploitation de ces ressources naturelles et de leur implantation géographique. Le plan d'exploitation doit concorder avec le plan d'intégration de la population. Il faudra considérer si la première phase du plan d'intégration de la population ne s'oppose pas ou ne gêne pas l'exploitation future d'autres ressources naturelles. Ainsi par exemple, une concentration de population dans des zones urbanisées entraînant un dépeuplement de certaines régions rurales circumvoisines peut gêner l'exploitation ultérieure des ressources naturelles régionales. Cependant le dépeuplement des régions dans les pays sous-développés n'apparaît pas comme un risque très grave ou tout au moins comme un phénomène irréparable. Si les perspectives d'exploitation des ressources naturelles doivent être présentes dans l'élaboration du plan d'intégration, elles ne semblent pas devoir être mises en échec par la redistribution géographique de la population au début du processus d'intégration.

Les « effets secondaires », l'exploitation des ressources naturelles et les coûts de l'aménagement territorial n'épuisent pas tous les aspects

de l'implantation territoriale des populations intégrées. Au-delà des facteurs plus spécifiquement économiques, elle présente également des aspects psychologiques, sociologiques et même politiques qui ne sont pas négligeables et indifférents au plan d'intégration.

III. — *Les tensions psychologiques intra et inter-régionales*

Il faut rappeler ici ce qui a été dit plus haut à propos de la nécessité d'accomplir l'intégration dans certains délais, et considérer que les chances de réussite du processus deviennent plus problématiques au fur et à mesure que les années passent. L'idée était fondée, entre autres arguments, sur des considérations psychologiques : les tensions qui naissent de la structure dualiste de l'économie sous-développée s'exacerbent et se cristallisent au fil des années et peuvent tendre assez rapidement à constituer un obstacle majeur au déroulement continu d'un processus d'intégration.

Ces tensions psychologiques entre des communautés appartenant à des structures économiques différentes mais cohabitant sur un même territoire, vont s'incarner dans la structure territoriale de l'économie. C'est cet aspect des tensions régionales et leur rôle dans le déroulement du plan d'intégration qui nous retiendra ici.

Nous avons considéré que la distinction entre « régions riches » et « régions pauvres » était trop simpliste en ce sens qu'elle apparaissait comme une distinction imprécise et qu'elle ne donnait pas à la variable régionale le rôle actif qu'elle joue effectivement dans le mouvement de croissance. Par ailleurs, et du point de vue auquel nous nous plaçons maintenant, l'analyse des inégalités régionales ne fait pas apparaître ces phénomènes de « psychologie régionale » qui nous semblent particulièrement importants pour les débuts de l'intégration sociale. C'est pourquoi il nous paraît utile de substituer à l'analyse des inégalités régionales une analyse de typologie régionale qui permettrait de mettre en relief les tensions qui peuvent naître soit entre des régions différenciées, soit à l'intérieur d'une même réalité régionale (17).

Ces tensions psychologiques inter et intra-régionales vont prendre des formes diverses et revêtir des intensités variables suivant le modèle général de croissance de la population intégrée et le plan d'investissements qui en découle.

Le modèle intensif → extensif implique, rappelons-le, une politique d'investissements qui comporte, dans un premier temps, un effort massif et strictement limité à quelques points du territoire, choisis comme foyers de développement. Dans cette hypothèse, la politique de démarrage va introduire une dichotomie assez simple dans la structure géographique : les régions polarisées vont, durant une période plus ou moins longue, s'opposer de façon nette aux régions « abandonnées » qui sont plus exactement des régions de « développement retardé ». La viabilité

(17) Ce qui implique, rappelons-le, une notion active et préexistante de la Région qui n'est pas considérée seulement comme l'expression géographique des réalisations économiques.

du plan suppose non seulement que les « effets secondaires » (dont il a été question plus haut) peuvent être efficacement enrayés mais encore que la stratégie soit comprise et acceptée de l'ensemble. Autrement dit, il faut que les régions exclues du programme de départ n'éprouvent pas un sentiment d'abandon et de frustration, mais qu'elles comprennent et acceptent d'être des régions volontairement « retardées ». L'ensemble de ces conditions paraissent a priori difficiles à obtenir. Au contraire, si, comme on peut raisonnablement le supposer en l'absence de mesures totalitaires et coercitives, les effets secondaires jouent assez puissamment et qu'ils se heurtent à l'intransigeance du plan, le danger existe de voir apparaître un séparatisme social qui risque de bloquer tout progrès du processus d'intégration.

Ce séparatisme social peut prendre plusieurs formes et correspondre, sur le plan géographique, à des situations diverses.

Les populations attirées dans les zones de développement où elles ne vont pas pouvoir réaliser leur intégration dans le secteur moderne peuvent créer, à la périphérie immédiate des points de croissance, des agglomérations de déclassés qui vont constituer autant de foyers d'agitation où le niveau de vie se sera encore dégradé par rapport à celui des régions d'origine. Dès lors, la situation peut devenir rapidement explosive. Des troubles politiques et sociaux vont compromettre probablement l'application normale du plan.

Dans une autre hypothèse, on peut prévoir un reflux de population, après l'insuccès d'une tentative d'intégration, vers les régions d'origine. Les régions sous-développées vont alors constituer des zones « homogènes » qui vont avoir tendance à se replier sur elles-mêmes, essayer de s'organiser au niveau régional dans une économie de village qui va assurer un niveau de subsistance minimum et un équilibre médiocre mais viable. Le séparatisme va alors se réaliser plus lentement et moins spectaculairement mais non moins sûrement. L'influence du pouvoir politique sera sinon plus faible du moins plus superficielle. Le minimum d'adhésion de ces masses géographiquement différenciées ne sera pas obtenu. Il va se créer ainsi, parallèlement aux succès possibles de la modernisation de quelques zones, des séparatismes régionaux qu'il sera ensuite difficile d'intégrer dans une deuxième phase du plan. En supposant encore que le phénomène demeure larvé et qu'il ne se traduise pas immédiatement par une agitation directe (qui peut aller jusqu'à la rébellion armée) il reste qu'à long terme l'application du plan paraît hasardeuse. En tout état de cause, des effets immédiats minima vont se produire. On peut entrevoir, par exemple, des difficultés dans la collecte de l'impôt sur ces régions : ce qui serait une des premières manifestations de refus d'unité politique avec les régions industrialisées et de participation à un effort de développement géographiquement déséquilibré. De plus, pendant la phase de repli, il est probable que les éléments les plus aptes physiquement et intellectuellement vont tenter d'émigrer vers les pays industrialisés. Dans la deuxième phase du plan, l'absence de ces élites relatives sera sérieusement ressentie.

Si le modèle général de croissance choisi implique une relative dispersion géographique des populations intégrées, la structure territoriale sera évidemment moins nettement différenciée que dans l'hypothèse précédente. Plusieurs types de régions vont alors apparaître. Nous avons tenté plus haut de les distinguer sommairement.

Certaines régions ne vont pas bénéficier dans l'immédiat d'une implantation de secteur moderne pour de nombreuses raisons dont la plus évidente est l'insuffisance du capital. Nous retrouvons ici la catégorie de régions à développement retardé qui constitueraient dans l'hypothèse précédente le cas le plus général. Dans cette deuxième hypothèse, ces régions seront plus ou moins nombreuses suivant le caractère plus ou moins extensif de la première phase du plan.

La structure territoriale va également compter, comme dans l'hypothèse précédente, des régions polarisées homogènes où toute la population est intégrée dans le secteur moderne. Pratiquement il s'agit des régions où le secteur moderne s'est implanté primitivement soit en raison de leur situation géographique, soit surtout en raison des ressources naturelles locales.

Enfin, un nouveau type de régions va apparaître avec l'implantation nouvelle d'un secteur moderne qui va coexister régionalement avec le secteur traditionnel. Ces régions, que l'on peut appeler « régions dualistes », peuvent être les plus nombreuses si les réalisations initiales du plan ont un caractère très extensif.

Les effets psychologiques de cette structure territoriale sont moins marqués que dans la première hypothèse. Dans le modèle intensif $\rightarrow$ extensif, des régions privilégiées par un effort d'investissements massifs et hautement capitalistiques constituent des pôles d'attraction pour les populations des régions qui sont exclues dans un premier temps des réalisations du plan. Une dichotomie territoriale naît de cette politique et s'affirme durant les premières années d'application du plan. Une forte tension psychologique interrégionale est le sous-produit, à peu près inévitable, d'une telle conception du démarrage et elle nous paraît hypothéquer sérieusement les chances de succès du plan à plus ou moins long terme. Dans le modèle extensif $\rightarrow$ intensif, la distribution géographique de l'investissement est nécessairement moins concentrée. Elle limite un développement hautement capitalistique de régions-pôles et permet de faire l'expérience d'un secteur moderne dans telle ou telle région sous-développée. Les tensions inter-régionales sont ainsi atténuées essentiellement du fait de l'existence de ces régions dualistes qui constituent en quelque sorte des régions-tampons qui vont à la fois limiter les perturbations dues aux effets secondaires et atténuer les tensions psychologiques inter-régionales.

Cependant si les régions dualistes peuvent constituer, à l'échelle de l'ensemble du territoire, un facteur d'équilibre ou, tout au moins, jouer le rôle d'amortisseur des effets secondaires et des tensions psychologiques, un nouveau problème réapparaît : celui des tensions à l'intérieur même des régions dualistes. Supposons par exemple que la région devienne dualiste du fait de la modernisation de certaines cultures ou

de certaines catégories d'agriculteurs, ou encore par la création d'industries légères implantées au milieu d'une agriculture traditionnelle. Le secteur moderne n'est pas hautement capitalistique, il n'entraîne pas une urbanisation importante mais seulement une transformation des anciens villages en bourgs semi-urbains qui vont exercer sur les populations circumvoisines des effets d'attraction moins puissants que ceux que peut exercer la grande cité moderne. Les effets secondaires à l'intérieur même de la région seront donc d'assez faible importance. Par contre, des tensions psychologique peuvent apparaître à l'échelle de la région entre des populations antérieurement liées dans une même structure régionale. Néanmoins on peut raisonnablement estimer que ces tensions intra-régionales sont moins explosives et moins dangereuses que celles qui apparaissent entre des régions différenciées. De nombreuses raisons plaident en ce sens. Tout d'abord les réalisations locales de modernisation peuvent être considérées par l'ensemble de la population régionale comme un bénéfice pour l'ensemble de la région et non pas comme le privilège de certaines catégories. Par ailleurs elles constituent des résultats plus directement tangibles qui permettront de faire mieux admettre une certaine patience chez ceux qui n'ont pas été intégrés dans la première phase du plan. Enfin les relations économiques entre le secteur moderne et le secteur traditionnel semblent pouvoir plus facilement s'établir à l'intérieur d'une même région qu'entre des régions différentes et différenciées; en particulier, la commercialisation d'une partie de la production agricole traditionnelle peut être amorcée et préparer ainsi favorablement les séquences futures de l'intégration. Pour toutes ces raisons (qui peuvent cependant paraître très optimistes), on incline à penser que les tensions psychologiques intra-régionales seront moins vives et que le risque de blocage est minimisé.

En conclusion de cette analyse sommaire de la structure territoriale de l'intégration, il semble possible de dégager quelques notions importantes pour la mise en œuvre du principe et l'élaboration du plan.

1) Il semble tout d'abord nécessaire de considérer que la région est une réalité vivante et préexistante (dans les économies sous-développées peut-être plus qu'ailleurs) qui joue un rôle actif dans la mise en œuvre du processus.

2) La structure géographique est peut-être assez malléable, néanmoins, en l'absence d'une politique autoritaire (difficile à admettre et encore plus difficile à appliquer efficacement) les aménagements de la structure territoriale en conformité avec le plan général d'intégration introduisent des effets secondaires qui peuvent s'opposer précisément à l'exécution complète du plan. Liées aux effets secondaires de mouvements de population, des tensions psychologiques apparaissent également soit entre les régions (au niveau de l'ensemble du territoire) soit à l'intérieur des régions. Ces tensions psychologiques jouent, comme les effets secondaires, dans le sens d'un blocage du processus d'intégration.

3) Sur cette base de raisonnement, il semble que le modèle de croissance de la population intégrée, du type extensif → intensif présente, du

point de vue de la structure territoriale, de plus grandes facilités de réalisation que le modèle intensif → extensif.

Cette conclusion repose, en dernière analyse, sur des considérations d'ordre psychologique et, plus précisément, sur la conviction que le sens de la *communauté régionale est, dans les pays sous-développés, plus aigu et plus vivace que le sens de la communauté nationale*. Il n'entre pas dans notre intention de traiter ici ce problème de science politique. On considérera seulement que cet élément de l'hypothèse exerce une force variable dans les différents cas concrets et devra peser plus ou moins dans les différentes expériences entreprises. Lorsque le sens de la communauté nationale est largement enraciné, ou lorsque la différenciation régionale est peu marquée parce que les facteurs historiques, géographiques, éthiques ont joué dans ce sens, (18) le modèle de croissance à structure territoriale déséquilibrée apparaît réalisable. Les tensions inter-régionales seront surmontées et l'on peut supposer que la discipline nationale s'oppose au jeu massif des effets secondaires. En fait, ce modèle suppose, outre un sens national particulièrement vif et pur, un pouvoir politique fort et une planification autoritaire qui feront « accepter » les fortes distorsions régionales pendant le temps nécessaire, en attendant la phase extensive. Au contraire, lorsque l'unité nationale n'est pas très fortement enracinée, que les particularismes régionaux sont très vivaces et chatouilleux, le modèle extensif → intensif paraît plus recommandable, du strict point de vue de son application géographique.

Ainsi, à propos de l'aspect territorial du processus d'intégration, un autre élément du raisonnement s'est imposé logiquement : l'aspect politique. Ce problème politique a été très largement débattu dans la littérature du développement. Sans doute le caractère passionnel et l'actualité du débat ont-ils obscurci les données et figé les prises de position. Nous voudrions, pour terminer, examiner ce problème dans une perspective peut-être plus limitée mais aussi plus sereine.

L'intégration sociale va en effet se réaliser dans un cadre politique qui ne peut être considéré ni comme un problème extérieur ni comme un phénomène dérivé du processus d'intégration.

(18) Cette dernière hypothèse est assez théorique et il semble que la plupart des pays sous-développés présentent une structure régionale fortement caractérisée. C'est, par exemple, l'opinion de A. PHILIP : « Cours d'Économie sociale comparée », Cours de Droit 1957-1958.

CHAPITRE 3

LE FACTEUR POLITIQUE ET LE DÉMARRAGE

Les implications et impacts du facteur politique dans le démarrage des pays sous-développés constituent un problème auquel se trouve nécessairement confrontée l'analyse du processus d'intégration.

Il ne s'agit pas ici de prétendre à une analyse exhaustive de science politique, ni de la structure administrative adaptée au démarrage, mais de considérer le fait national et politique comme un élément du problème de l'intégration.

A l'égard de ce problème, deux attitudes essentielles nous paraissent pouvoir être prises a priori :

La première consiste, en quelque sorte, à éluder le problème en considérant le fait « nation » comme un simple cadre imposé à l'étude économique de l'intégration.

La majorité des auteurs tendent, au contraire, actuellement, à s'aventurer dans le domaine politique et tentent de préciser le rôle du fait national dans le développement économique.

SECTION 1

LA NATION, CADRE POLITIQUE
DU PROBLEME DE L'INTEGRATION

Pour des motifs divers, l'économiste du développement peut vouloir, a priori, exclure le fait politique de son champ d'analyse et éviter d'associer activement à son étude l'argument politique. Il est d'ailleurs possible de discerner deux nuances dans cette attitude générale.

I. — On peut tout d'abord concevoir des analyses qui évitent systématiquement le facteur politique et se cantonnent, strictement, dans le domaine de la technique économique. Le raisonnement s'effectue uniquement en termes d'investissement, d'emploi, d'épargne, de consommation, etc... On remarque, d'ailleurs, à ce propos, que les expressions consacrées de « pays sous-développés », « pays en voie de développement », « économies sous-développées » et même « Tiers-Monde » peuvent sembler révéler le souci d'éviter une terminologie trop nettement juridico-politique.

Néanmoins, le retranchement absolu paraît difficile à respecter. Le facteur politique apparaît nécessairement au moins sous une forme passive, ne serait-ce que lorsque l'analyse aborde le chapitre des relations économiques extérieures et des problèmes de l'organisation internationale. D'ailleurs comme le fait observer le Pr. LEDUC (1), généralement, le terme de « pays » est employé comme synonyme de « nations » et le concept de « pays sous-développés » se confond avec celui de « nations prolétaires » (2). Il ne s'agit donc que d'une façon prudente et commode de s'exprimer. En effet, certains pays sous-développés ne sont pas des nations politiquement existantes. Mais ces pays sont considérés comme des entités spécifiques en raison du problème massif et commun du démarrage de leur croissance économique. C'est ainsi, par exemple, qu'avant même son indépendance, on parlait du « commerce extérieur » de l'Algérie, on calculait son revenu « national », etc... En fait, donc, cette conception apolitique du problème du développement conduit à effectuer implicitement l'analyse économique à partir de l'idée de nation qui est soit une réalité politique, soit une hypothèse de travail commode.

II. — L'attitude restrictive consiste alors à considérer la nation comme un *simple cadre* de l'analyse économique du développement. Les auteurs se bornent à tenir le fait national comme une *donnée de l'hypothèse* et un cadre passif dans lequel s'inscrit le raisonnement. Cette conception fournit d'ailleurs une base implicite de distinction entre « pays sous-développés » ou (« nations prolétaires ») du Tiers-Monde et « régions attardées » des pays industrialisés. Les premiers constituent des entités

(1) G. LEDUC : « Economie du développement ». Les Cours de Droit 1961-1962, pp. 72 et suiv.

(2) Expression que le Pr. LEDUC estime discutable et qui, effectivement est sans doute meilleure dans la forme que dans le fond.

politiquement indépendantes — effectivement ou potentiellement — ce qui confère une certaine homogénéité à l'ensemble. Cette différenciation juridico-politique est, il faut en convenir, très insuffisante. Elle ne tient pas compte d'autres facteurs (historiques, géographiques, économiques et sociologiques, etc...) qui font que les deux catégories de phénomènes, bien qu'ayant de nombreux points communs, posent des problèmes spécifiques différents. Elle ne renseigne pas sur les obstacles et les chances respectives de chaque type de sociétés sous-développées. Elle ne permet pas de conseiller le maintien (ou l'engagement) dans la voie de l'indépendance politique ou le maintien (ou l'engagement) dans la voie d'une communauté politique plus large.

D'une façon générale, il peut être tenu pour certain que considérer le fait national comme une simple donnée de l'hypothèse appauvrit l'analyse du développement. C'est pourquoi, très rapidement, les spécialistes, parmi les plus éminents en la matière, ont fait de la structure politique un élément actif de leur analyse.

SECTION 2

LE NATIONALISME,

FACTEUR DU PROBLEME DE L'INTEGRATION

Nous ne retiendrons pas, ici, la thèse qui consiste à conférer à l'objectif politique *d'indépendance nationale* une *valeur éthique supérieure* à laquelle l'Economique est directement subordonnée. Nous avons pu dire, plus haut, qu'elle pouvait implicitement constituer, pour une partie de la doctrine, une notion spécifiquement politique du démarrage. Il nous semble que si cette optique peut être admise à la discussion, sur le plan supérieur de la morale sociale, elle est étrangère à l'économiste soucieux d'étudier les conditions de l'engagement des pays sous-développés sur la voie de la croissance économique continue.

Ainsi replacé sur un plan plus matérialiste et plus technique, le problème qui se pose est celui de savoir *en quel sens et dans quelle mesure le facteur politique agit sur le processus d'intégration et le développement économique*. L'optique est en quelque sorte l'inverse de la précédente, puisque c'est le Politique qui est subordonné à l'Economique. Le postulat peut être mis en question mais cette question échappe alors à la compétence exclusive de l'économiste et à ses préoccupations normales.

En schématisant quelque peu, on peut essayer de classer la pensée des économistes du développement, particulièrement riche dans ce domaine, et donc particulièrement difficile à cerner et à enfermer dans des catégories trop simples. Il nous semble cependant possible de faire apparaître *trois positions théoriques*.

Les deux premières sont relativement simples : elles consistent à considérer le nationalisme et l'indépendance politique soit comme une *condi-*

tion suffisante, soit comme une *condition nécessaire* du démarrage. La position dominante, chez les auteurs, est intermédiaire et un peu moins simpliste : le nationalisme n'est pas considéré comme une condition suffisante, mais plus qu'une condition nécessaire, un *facteur actif du démarrage*.

§ 1. — LE NATIONALISME, CONDITION SUFFISANTE OU NÉCESSAIRE DU DÉMARRAGE

I. — La *position extrême* est très proche de la thèse du « politique d'abord » mais doit cependant en être distinguée. Elle consiste à admettre plus ou moins explicitement, que la réalisation de l'indépendance politique et la construction d'une vraie nation est la *condition suffisante* du développement économique. L'industrialisation, la croissance du produit national et de la consommation per capita apparaissent comme une conséquence inéluctable et un sous-produit de l'indépendance nationale.

Dans la littérature scientifique du développement, cette thèse n'est pas soutenue sous cette forme brutale, explicite et sans équivoque. Même un auteur comme le Pr. MYRDAL, qui est un des partisans les plus ardents de la mystique de l'indépendance politique des pays sous-développés, estime que l'indépendance politique ne signifie certes pas l'*entrée automatique* (3) dans la voie du développement économique » (4). Cependant, elle peut avoir une existence effective tout au moins sous une forme implicite et sous-jacente, et davantage, sans doute, dans l'esprit des responsables politiques et des masses du Tiers-Monde que dans la pensée des théoriciens occidentaux.

II. — Une autre opinion, qui semble assez largement admise, consiste à considérer la réalisation de l'indépendance politique comme une *condition nécessaire* du développement économique.

Le Pr. ROSTOW nous paraît particulièrement représentatif de cette conception. Le Pr. MYRDAL, qui a souvent et largement traité du problème politique dans ses ouvrages, développe une pensée un peu plus difficile à cerner et à classer. Si l'on peut découvrir dans son œuvre des adhésions explicites à cette conception (5) il semble que ses convictions aillent un peu plus loin que la simple constatation d'une « condition nécessaire ». Nous reviendrons sur ce point ultérieurement. Une autre contribution importante à ce problème est apportée par le Pr. PERROUX dont la pensée, comme celle de G. MYRDAL, se laisse difficilement enfermée dans des catégories trop nettement caractérisées. Chez F. PERROUX, cependant, il ne semble pas possible de découvrir une référence à la thèse modérée de la condition nécessaire.

(3) C'est nous qui soulignons.

(4) G. MYRDAL : « Théorie économique et pays sous-développés », p. 77.

(5) Par ex. : « La conscience nationale (est) la condition première et nécessaire pour qu'une nation puisse concevoir un plan de développement national ». « Théorie économique et pays sous-développés », *op. cit.*, p. 78.

Par contre les idées du Pr. ROSTOW sont plus explicites et situent l'auteur sur une position plus nettement définie. La place des développements consacrés au facteur politique, dans sa thèse des « Étapes de la croissance économique », est fort révélatrice et ne laisse planer aucune ambiguïté. ROSTOW se livre, en effet, à une analyse très fine et très minutieuse du nationalisme et de son rôle dans la croissance, au chapitre des « Conditions préalables au démarrage ». Il observe que le sentiment nationaliste et la réalisation nationale constituent un élément important des transformations qui s'opèrent durant la phase des conditions préalables. Ce nationalisme est né (dans le passé le plus ancien et le plus proche) d'une réaction contre l'intrusion des nations les plus avancées dans la société traditionnelle. Il se traduit par le remplacement du pouvoir politique qui n'avait pu la protéger des humiliations plus ou moins réelles mais toujours subjectivement ressenties. Le renversement du pouvoir traditionnel et l'installation d'une nouvelle élite résultent d'une coalition transitoire d'éléments aussi éloignés que « le commerçant », « le soldat » et « l'intellectuel » mais qui ont en commun le désir de transformer la société et de fonder un état moderne indépendant. Ainsi, conclut ROSTOW, l'intrusion de sociétés étrangères constitue un facteur d'accélération du processus de modernisation des sociétés traditionnelles.

Cependant, poursuivant son analyse dynamique du nationalisme, l'auteur distingue plusieurs directions dans lesquelles il peut s'engager. A cet égard, G. MYRDAL est plus optimiste quand il estime que « de forts éléments émotionnels rattachent l'effort de développement économique à la lutte pour l'indépendance politique nationale ». (6) Au contraire, le Pr. ROSTOW nuance ses conclusions et discerne, en gros, *quatre possibilités du nationalisme et de la constitution de l'Etat-Nation*. Il peut, tout d'abord, tendre vers des objectifs strictement politiques : vengeance des humiliations, extension territoriale ou consolidation intérieure du pouvoir central sur les régions. Mais il peut aussi, dans une quatrième hypothèse, qui a la préférence de l'économiste, s'engager résolument dans la voie de la modernisation de l'économie. Le choix de telle ou telle direction dépend, en définitive, de la structure de la coalition soldats/bourgeois/intellectuels et de la prédominance à long terme de l'un ou l'autre groupe.

Si l'on veut résumer la pensée de ROSTOW, on retient, pour l'essentiel, que la réalisation de l'indépendance nationale est une importante « transformation non économique » de la période des conditions préalables, nécessaire dans la mesure où elle secoue l'apathie des clans régionaux et ébranle les structures de la société traditionnelle qui constituent autant d'obstacles au développement. Mais la force dynamique du nationalisme peut tendre vers des objectifs qui ne sont pas inéluctablement la « modernisation de l'économie ».

Il faut noter que cette condition nécessaire est aussi *préalable*, ce qui implique le facteur « temps », et suppose que la réalisation d'un Etat

(6) G. MYRDAL : « Une économie internationale », P.U.F. 1958, p. 225.

politiquement indépendant précède toute possibilité de développement économique. Ce point particulier rend très tangible le caractère schématique et haché de la construction rostowienne. L'auteur est d'ailleurs lui-même conduit à corriger cette rigidité lorsqu'il considère le cas des « colonies de l'hémisphère sud » dans lesquelles a joué, parallèlement à l'effet d'humiliation, un effet de démonstration de construction d'une société moderne.

La condition nécessaire n'est-elle donc pas obligatoirement une condition préalable ? La condition nécessaire est-elle seulement une condition nécessaire ?

§ 2. — LE NATIONALISME, FACTEUR ACTIF DU DÉMARRAGE

I. — A ces questions, des auteurs comme F. PERROUX et G. MYRDAL répondent par des théories plus nuancées et plus fluides mais aussi plus avancées en ce sens que, pour eux, le nationalisme et la réalisation de l'indépendance nationale participent activement à l'œuvre de développement. *Pas une condition suffisante, plus qu'une condition nécessaire préalable* (7), l'indépendance nationale est un facteur privilégié de leur schéma du développement. Le nationalisme et l'indépendance politique deviennent un *principe actif du développement économique*. Le jeu du principe présente à la fois un aspect négatif et un aspect positif. *L'effet négatif* consiste à briser les liens de dépendance coloniale. A ce point de vue, G. MYRDAL signale qu'il importe peu de distinguer le colonialisme politique évident du colonialisme économique camouflé car « leurs effets dans le domaine économique s'apparentent étroitement » (8).

L'indépendance économique effective permet d'organiser l'économie nationale dans l'unique intérêt de la société, et de dresser des plans dont l'objectif exclusif est le développement économique national. « Le seul (9) grand bénéfice, écrit G. MYRDAL, qu'il (le nouvel état) aura retiré de sa libération de la domination coloniale, c'est la liberté de réglementer sa vie conformément aux intérêts de son propre peuple » (10). F. PERROUX fait écho à cette idée, en mettant en relief une notion économique de l'auto-détermination qui n'est « ni l'indépendance des statisticiens, définie par un faible coefficient d'importation et d'exportation, ni l'égalité économique qui peut bien être rêvée mais non pensée ». L'auto-détermination économique des peuples sous-développés est la possibilité de « traiter eux-mêmes leurs propres affaires, les conduire pour eux et non pour le compte d'autrui » (11).

(7) Une phrase de Pr. PERROUX illustre parfaitement cette remarque : l'« Indépendance des républiques naissantes en Afrique d'expression française ne peut être envisagée comme un *moment* mais comme un *mouvement* » in « L'économie des Jeunes Nations » P.U.F. 1962, p. 46.

(8) G. MYRDAL : « Théorie économique et pays sous-développés », p. 71.

(9) Cet adjectif s'accorde mal avec la pensée future de G. MYRDAL qui découvrira d'autres vertus au nationalisme ainsi que nous le verrons un peu plus loin.

(10) G. MYRDAL : « Théorie économique et pays sous-développés », p. 78.

(11) F. PERROUX : « L'économie des Jeunes Nations », p. 48.

A cet effet, que nous avons qualifié d'effet négatif en ce sens qu'il se présente essentiellement comme la rupture bénéfique d'un lien politique antérieur, G. MYRDAL ajoute un *effet positif* de nature essentiellement psychologique. Le nationalisme apparaît comme un *dynamisme psychique collectif favorable* à l'œuvre du développement (12). En analysant la pensée de l'auteur, il apparaît que cet effet favorable joue de deux manières.

Tout d'abord, la tâche primordiale qui incombe aux chefs politiques des pays sous-développés (insuffler l'esprit d'entreprise et de coopération, inculquer la discipline du travail, faire admettre les sacrifices indispensables) ne peut être accomplie que dans la réalisation de l'unité nationale. La construction de l'Etat-nation est à la fois condition et résultat du progrès économique : « Pour commencer (13), écrit G. MYRDAL, un élan nationaliste est nécessaire » (14) et on doit admettre qu'une « forte dose de nationalisme est un stimulant nécessaire dans les pays sous-développés » (14).

Par ailleurs, la construction nationale permet l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de développement national qui est, selon G. MYRDAL, la seule forme que puisse revêtir le développement des pays aujourd'hui sous-développés. « Le développement est présenté à ces peuples comme un objectif national, comme un programme de gouvernement ou un plan d'état » (15).

Au total, G. MYRDAL considère que le nationalisme actuel des pays sous-développés est radicalement et fondamentalement différent du nationalisme des pays développés. Il n'est pas l'expression d'une tendance réactionnaire mais au contraire la manifestation d'un esprit de réforme et de modernisation. Le nationalisme apparaît donc comme une nécessité stimulante du développement économique dans sa phase de démarrage (dans laquelle ne se trouvent plus les pays développés, ce qui ôte toute justification à leur propre nationalisme...).

Telle est, nous semble-t-il l'idée directrice fondamentale que l'on doit retirer de la pensée de G. MYRDAL. Il faut cependant noter, pour atteindre une analyse assez complète, que le Pr. MYRDAL, dans le dernier état de sa pensée, perçoit d'autres possibilités du nationalisme. Dans « Planifier pour développer », il relève en effet, à l'instar du Pr. ROSTOW, l'existence d'un « nationalisme déraisonnable » car le nationalisme des pays sous-développés « peut atteindre une *intensité* (16) qui n'a pas de justification raisonnable » (17). Il s'applique alors, avec

(12) « Les émotions nationalistes chez les peuples des pays sous-développés ont encore à jouer un rôle positif » G. MYRDAL : « Planifier pour développer ». Les Editions Ouvrières 1963, p. 188.

(13) On pourrait dire « pour démarrer ».

(14) G. MYRDAL : « Planifier pour développer », *op. cit.*, p. 189.

(15) G. MYRDAL : « Une économie internationale », p. 225.

(16) C'est nous qui soulignons parce que l'expression laisse penser qu'il s'agit d'une différence de degré, alors qu'elle nous paraît être plutôt une différence de nature.

(17) G. MYRDAL : « Planifier pour développer », *op. cit.*, pp. 190 et suiv.

passion, vers des objectifs étrangers sinon contraires au développement économique. Ce gauchissement du nationalisme (18) paraît à l'auteur très naturel, parfaitement explicable et donc très probable. Ceci le conduit à des prévisions suivant lesquelles il faut s'attendre à ce que l'agressivité des pays sous-développés à l'égard de l'extérieur devienne plus vive. Il semble pourtant que, pour G. MYRDAL, le risque doit être pris résolument. On peut d'ailleurs atténuer le caractère catastrophique des prévisions concernant le « Grand Réveil » en considérant que « la direction intellectuelle, morale et politique de bon nombre de ces pays est entre les mains d'individus imbus de notre civilisation occidentale... qui éprouvent eux-mêmes le danger immense de la situation » (19); cependant MYRDAL ne pense guère que cette élite se maintienne au pouvoir...

II. — Les analyses du Pr. MYRDAL et du Pr. PERROUX constituent un corps d'idées assez largement répandues et implicitement ou explicitement admises par bon nombre d'économistes du développement. Certains, cependant, s'opposent nettement et fermement à cette position. Ainsi, le Pr. ALLAIS (20), stigmatise le nationalisme des pays sous-développés d'un point de vue strictement technique. L'auteur voit dans le nationalisme des pays sous-développés, né du malaise politique de la période coloniale, un des freins les plus puissants qui s'opposent actuellement à leur développement économique. Il conduit en effet à un gaspillage et une mauvaise allocation des *ressources*. Il se traduit sur le plan économique par la mise en œuvre de politiques autarciques, ou de politiques de puissance, qui contrecarrent le développement du produit national et l'accroissement de la consommation per capita. Ces politiques sont extrêmement coûteuses et utilisent sans efficacité des ressources qui font cruellement défaut ailleurs. Pour M. ALLAIS, ces politiques qui visent l'indépendance nationale, reposent sur une confusion et oublient que le vrai « fondement de la puissance des pays occidentaux, c'est essentiellement leur haute efficacité » (20).

En définitive, la différence entre ce courant de pensée et celui représenté par G. MYRDAL et F. PERROUX, par exemple, réside essentiellement sur les directions que prend et prendra le nationalisme des pays sous-développés.

§ 3. — LES VIRTUALITÉS DU NATIONALISME

I. — D'un côté, une thèse optimiste soutient que le nationalisme est indissolublement lié au développement économique et lui confère un dynamisme bénéfique; de l'autre, une vision pessimiste prévoit un

(18) Par rapport à son rôle idéal analysé jusqu'ici.

(19) G. MYRDAL: « Planifier pour développer », *op. cit.*, p. 193.

(20) M. ALLAIS: « Le Tiers-Monde au carrefour. Centralisation autoritaire ou planification concurrentielle ». Les Cahiers africains, n° 8, 1964, p. 65.

nationalisme essentiellement politique qui subordonne nécessairement le développement économique à ses desseins d'affirmation du pouvoir : le développement économique est nécessairement antinomique des projets politiques et se trouve ainsi ineluctablement sacrifié, décision absurde d'ailleurs, dans la mesure où l'efficacité économique et la productivité sont le plus sûr garant de l'indépendance nationale et de la puissance politique.

II. — Dans cette opposition doctrinale, le Pr. AUSTRUY (21) occupe une position originale dans la mesure où son analyse est effectuée sur un plan théorique et abstrait et non sur le plan du nationalisme « vécu ». Son objet est d'étudier l'action d'un élément dynamique, que « faute de mieux » il appelle « *le pouvoir* », dans les nécessaires transformations de structures du monde sous-développé. Il souligne, en effet, que « le problème fondamental du développement consiste à comprendre comment le pouvoir utilise le temps pour orienter et activer la genèse de nouvelles structures selon une conformité digne d'être généralisée ». Il refuse de considérer la morphologie et la nature du pouvoir comme son problème propre, et s'affranchit ainsi de notions juridiques et concepts politiques qui consètent la pensée. La thèse vise à « mettre en lumière la nécessité fondamentale de l'intervention d'un souverain, générateur de structures et maître du paramètre dans tout processus de développement » (21). L'action révolutionnaire du pouvoir s'exerce sur deux plans : celui du sujet économique et celui du milieu social. Le pouvoir opère la transformation du sujet économique par l'élargissement de l'horizon individuel, par la transformation des consommations, et en lui faisant admettre de payer « le prix de la croissance ». Cette action combinée permet de « comprendre comment peut être amorcé au départ le processus de développement » et « le passage de la logique *ex ante* à la logique *ex post* » (21). Par ailleurs, l'action favorable du pouvoir sur l'individu est complétée par une action déterminante sur le milieu, qui consiste, selon le Pr. AUSTRUY, aussi bien dans la constitution d'une infrastructure et la formation du « capital humain » que dans l'organisation dynamique des déséquilibres des secteurs productifs. L'analyse met donc particulièrement l'accent sur la *nécessité d'un certain pouvoir missionnaire* dont il faut encore déterminer les formes et l'esprit pour qu'il soit à même de remplir sa mission.

III. — Le problème est délicat pour l'économiste tant il est vrai qu'il se trouve à la limite d'un autre monde, ou plus exactement, au point de tangence de deux sphères de la pensée. Toutefois, il semble que l'attitude la plus « normale » de l'économiste du développement est, sinon de subordonner le politique, du moins de tenir le développement économique et l'élévation du niveau de vie pour son objectif propre et sa norme première (22). Plus précisément nous tentons, dans cette

(21) J. AUSTRUY : « Le scandale du développement ». Ed. Marcel Rivière 1965, pp. 163 et suivantes.

(22) Ce qui n'exclut pas la mise en discussion de cette norme par d'autres systèmes de valeurs.

étude, de définir l'objectif de la phase initiale du développement par un ensemble de conditions telles que leur réalisation engage les sociétés sous-développées dans la voie de la croissance économique continue. Nous proposons comme objectif l'intégration de la moitié de la population totale dans un système économique moderne. Nous étudions les implications, les formes et les conditions de sa réalisation parmi lesquelles la condition politique revêt une importance que tout le monde s'accorde à considérer comme capitale. De ce point de vue précis, le problème qui se pose est celui de savoir si la *construction d'un état-nation et la force qui œuvre et sous-tend cette construction*, constituent des éléments qui favorisent le processus d'intégration économique. En d'autres termes, l'intégration politique est-elle une condition, ou mieux, un moteur de l'intégration économique telle que nous l'avons définie ? Ainsi posé le problème est multiple. On peut tout d'abord estimer que *la question est inopportune* dans la mesure où le nationalisme est un *fait* qui s'exerce sur l'ensemble du Tiers-Monde et dans des limites territoriales déterminées, quoique parfois controversées (23). Dès lors, le problème n'existe pas et les questions posées plus haut sont sans objet. Cependant, le nationalisme en tant que force politique, et l'Etat en tant qu'organisation juridique, ne sont pas des notions figées et élémentaires, mais peuvent prendre des formes multiples et diverses. Il n'est donc pas inutile que l'économiste éclaire de son point de vue les voies différentes qui peuvent être prises. Il lui appartient alors de poser les problèmes dans des termes précis et utiles du point de vue du développement, pour tenter d'en tirer des conclusions scientifiques.

Si l'intégration politique conditionne et favorise l'intégration sociale telle que nous l'avons définie, elle devient alors un élément inhérent du démarrage des pays sous-développés. Cependant, il semble se créer, dans la pensée de beaucoup d'auteurs, une tendance abusive à faire du nationalisme et de l'indépendance nationale une panacée du développement économique. Il n'est sans doute pas inutile de rappeler que le caractère bénéfique (24) du nationalisme et *l'harmonie entre l'intégration politique et l'intégration sociale* sont subordonnés à un certain nombre de conditions que nous tenterons de préciser en reprenant et classant les grands thèmes et arguments développés par la pensée moderne sur ce problème.

1^{er} Argument : Un pouvoir politique soucieux du développement économique (25) *peut, et doit souvent, prendre efficacement l'initiative de la construction d'une société moderne*, et pallier les insuffisances et la défaillance des individus et des groupes sociaux. Cette carence n'est cependant pas totalement et définitivement démontrée pour l'ensemble des pays du Tiers-Monde. Ainsi pour M. ALLAIS (26) la prétendue

(23) L'actualité des années 1960 en fournit de nombreux exemples dans le Sud-Est asiatique, le Maghreb et l'Afrique centrale.

(24) Du point de vue du développement économique.

(25) Ne serait-ce que pour conserver le pouvoir.

(26) M. ALLAIS : « Le Tiers-Monde au carrefour », *op. cit.*, pp. 50 et suiv.

carence de l'esprit d'entreprise est en connexion étroite avec ce qu'il appelle le « mythe racial », thèse selon laquelle le système de l'économie de marché ne paraît susceptible d'être pratiqué que par la race blanche. Si l'on ne retient pas cet argument, il faut bien attribuer cette insuffisance à des institutions défectueuses qui ne favorisent pas l'éclosion d'élites dynamiques et entreprenantes. L'auteur préconise alors « la libération des énergies de millions de gens actifs et énergiques qui jusqu'ici ont été enchaînés par l'ignorance, la coutume et la tradition. De tels gens existent dans chaque pays sous-développé » (26). Toutefois, même si l'objectif est de favoriser la libération et l'épanouissement des individualités, il apparaît précisément que le pouvoir politique unifié a un rôle à jouer, en particulier sur les plans de la formation intellectuelle et de l'ordre public.

Cependant, M. ALLAIS considère qu'il ne suffit pas d'encourager l'esprit d'entreprise des nationaux mais encore celui des entreprises étrangères. A ce point de vue l'auteur soutient également que la carence des entreprises étrangères est plutôt l'effet que la cause d'une omniprésence et d'une omnipotence de l'état. En définitive et d'une manière générale, l'auteur s'inscrit en faux contre la nécessité d'un pouvoir politique planificateur qu'il considère au contraire comme un facteur de blocage du développement. Le problème en examen ici n'est pas exactement celui des techniques de la politique de l'état. Cependant, la justification du pouvoir politique comme moteur du développement sur cette base conduit à poser le problème.

2^e Argument : Un pouvoir politique pur, stable et éclairé permet d'éviter que les relations avec d'autres « systèmes » économiques soient un facteur de persistance et de cristallisation du dualisme et donc de blocage du processus d'intégration (27). Cet argument en faveur de la construction nationale est intéressant. Les investissements étrangers, singulièrement, peuvent nécessiter un contrôle afin qu'ils provoquent dans le système social des effets de propagation qui tendront à réduire le secteur traditionnel et à engendrer la croissance continue. Cela suppose cependant que le « personnel politique » soit parfaitement éclairé sur les décisions à prendre et qu'aucune pression des groupes étrangers ne puisse s'exercer « efficacement » sur lui. A cet égard, on pourrait ici faire un rapprochement avec le phénomène des régions attardées dans les pays industrialisés où une organisation politique unitaire commune aux différentes catégories régionales n'a pas su empêcher un effet de retard des régions sous-développées et la manifestation d'un certain « colonialisme » des régions-pôles.

3^e Argument : Un vouloir commun de bâtir une société moderne qui ne soit pas éternellement vouée à une humiliante charité est un autre argument que l'on peut avancer en faveur de la corrélation nationalisme/développement.

Cette émotion active peut être appelée « nationalisme » mais ne tend

(27) Cf. E. GANNAGE : « Economie du développement », pp. 77 et suiv.

pas nécessairement vers l'instauration d'un état indépendant. Elle peut exister (et cela est souhaitable) dans des régions sous-développées sans viser pour autant et inéluctablement l'autonomie politique. Nous voudrions illustrer cette pensée par l'exemple algérien des années antérieures à l'indépendance de 1962. On peut dire que, dans le sens évoqué plus haut, la communauté européenne vivait pleinement un nationalisme algérien dans la mesure où le succès de la modernisation de l'Algérie 1°) flattait son orgueil ; 2°) conditionnait l'élévation de son propre niveau de vie. C'est ce qui différenciait fondamentalement la *présence effective* des Français en Algérie de la *présence apparente* de bon nombre de sociétés d'exploitations étrangères dans d'autres pays sous-développés. Ce nationalisme présente ainsi un aspect psychologique et matériel qui peut être, mais n'est pas nécessairement lié au nationalisme politique.

4^e *Argument* : Un autre argument, enfin, peut être avancé, bien qu'il ne soit pas toujours explicite dans la pensée des auteurs. Il s'apparente à l'idée d'« *élargissement de l'horizon individuel* » mis en lumière par le Pr. J. AUSTROY (28).

A bien des égards, l'intégration sociale apparaît comme une extension spatiale et humaine du système économique : l'économie nationale se substitue à l'économie régionale. L'intégration politique apparaît alors comme la nécessité et l'expression juridique de l'intégration sociale. Mais il y a plus encore dans la mesure où l'idée nationale, en introduisant une notion de pérennité, favorise la conception d'un développement qui s'inscrit dans un temps supérieur à la durée de l'individu et de la génération. Au-delà du *peuple actuel* apparaît la *nation de toujours* et surtout de demain. L'idée stimule l'effort et fait consentir au sacrifice.

En définitive, c'est l'idée de nationalisme, très largement entendue, qui paraît la plus riche du point de vue du démarrage dans le développement économique. Son dynamisme est une garantie beaucoup plus sûre de l'amorce du mouvement de croissance que la *notion plus statique d'indépendance juridico-politique*. En fait, elle pose le problème de la forme et de la nature de cette organisation juridique de la « communauté nationale ». Or, il faut encore considérer que les conditions de ce que G. MYRDAL appelle le « nationalisme raisonnable », et que nous préférons nommer le *nationalisme positif*, ne sont pas toujours nécessairement réunies. Le Pr. ROSTOW a mis clairement en lumière les différentes voies dans lesquelles peut s'engager le nationalisme politique. S'il en existe une favorable au démarrage de la croissance, ce n'est pas nécessairement celle dans laquelle se sont engagés les Etats du Tiers-Monde. Ceci, d'ailleurs, explique la modération de l'enthousiasme initial du Pr. G. MYRDAL et l'évolution sensible de sa pensée, que nous avons notée, de « Une Economie Internationale » (1956) à « Planifier pour développer » (1960) (29).

(28) J. AUSTROY : « Le scandale du développement », *op. cit.*, p. 166.

(29) Ces dates sont celles des premières publications respectivement de « An international Economy », Harper et Brothers 1956 et « Beyond the Welfare State », G. Duckworth 1960.

CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE

Dans un troisième temps de notre analyse, nous avons été logiquement conduit à étudier quelques problèmes importants qui s'attachent au caractère humain de notre conception du démarrage et qui constituent des implications concrètes du processus d'intégration.

C'est ainsi que la structure par âge de la population intégrée est apparue comme un facteur important du processus d'intégration qui concerne des hommes situés dans le temps, et dont *la dynamique repose sur des générations successives*.

A cet égard, nous avons été amené à mettre l'accent sur l'importance de *la structure familiale* en raison, toujours, de la nature profondément humaine de la mutation fondamentale que suppose le démarrage.

Evidemment, la structure par âge de la population intégrée ne peut, à elle seule, commander le modèle général du démarrage. Nous avons vu, d'ailleurs, qu'il était difficile de proposer, a priori, des solutions très générales et très rigoureuses ; cet aspect du problème étant d'ailleurs très variable suivant les cas particuliers. Cependant, l'analyse du premier chapitre a eu, peut-être, au moins l'intérêt de poser le problème d'un *minimum de cohérence nécessaire entre le modèle de croissance de la population intégrée et la structure par âge de cette population*.

Ce phénomène est à la fois *déterminant et déterminé* par le choix du modèle général ; il en est de même d'ailleurs du phénomène territorial. *L'aspect territorial* de la mise en œuvre du processus d'intégration a également permis d'éclairer sous un jour nouveau le problème du développement des régions à l'intérieur même du démarrage de l'en-

semble du pays. Il a fait apparaître le *phénomène régional*, non comme la simple expression territoriale des différents modèles d'implantation du capital, et de son ordonnancement dans le temps, mais comme une réalité concrète et vivante car intimement liée à une communauté humaine restreinte. Le phénomène régional doit donc également être considéré comme un facteur actif du problème de l'intégration des pays sous-développés. En effet, le *régionalisme*, hérité de la société traditionnelle, est sans doute plus vivace dans les pays sous-développés que dans les pays développés.

Le *nationalisme* peut alors apparaître comme une force favorable en assurant la cohésion sociale nécessaire au démarrage de l'ensemble. D'une façon générale, le nationalisme peut être un puissant *catalyseur* de la mutation sociale fondamentale. A cet égard, c'est davantage le nationalisme, en tant que dynamisme psychologique, que la Nation-Etat en tant qu'institution juridico-politique statique, qui constitue un facteur actif de l'intégration et du démarrage.

Mais, trop souvent, les auteurs ont sommairement associé *nationalisme et développement*, dans une *trop simple corrélation positive*. En effet, le nationalisme peut aussi engager la société dans des voies étrangères sinon contraires au démarrage.

L'étude des implications concrètes du processus d'intégration conduit à penser que le modèle extensif $\rightarrow$ intensif est peut-être plus facilement réalisable que le modèle intensif $\rightarrow$ extensif. Mais il ne saurait être question pour l'économiste du développement de prétendre apporter des formules valables pour tous les démarrages à entreprendre.



CONCLUSION GÉNÉRALE



L'idée de démarrage des pays sous-développés s'inscrit donc dans une conception discontinue de la croissance. Elle veut caractériser une période difficile et cruciale de début du développement, au cours de laquelle doit se réaliser une transformation fondamentale et coûteuse de la société.

La notion de démarrage se définit tout d'abord par un seuil à atteindre : celui de la « *croissance auto-entretenu* » (expression par laquelle on doit entendre que sont réunies les conditions structurelles économiques et sociales pour que l'accroissement du produit se renouvelle « normalement » de période en période).

Si la notion de « seuil » participe à une interprétation théorique acceptable du développement (qui est alors conçu comme un « équilibre diachronique » selon la formule du Pr. AUSTRUY) elle offre par ailleurs un intérêt pratique certain, en permettant de définir l'objectif d'un plan de démarrage qui doit évidemment viser la réalisation des conditions de la « *croissance auto-entretenu* ».

La notion de démarrage se définit également par une *période de temps-limite* au terme de laquelle doivent être atteints les objectifs fondamentaux, et au cours de laquelle doit être réalisée la mutation fondamentale. Elle précise donc un temps spécifique dans la notion de développement qui est largement indéterminée dans le temps. Elle oblige ainsi à considérer le *temps* comme une *ressource rare* : ce qui est, sans doute, un postulat de base de la théorie dynamique. Cette idée de période-limite, qui s'attache à la notion de démarrage comporte également un intérêt

pratique : elle détermine la durée du plan de démarrage. Le temps apparaît alors comme un *moyen donné* et impose une nouvelle contrainte dans le développement au départ.

Les évaluations du seuil (50 % de la population totale intégrée au secteur moderne) et du temps disponible (20/25 années) sont, sans doute, discutables et d'ailleurs difficiles à fixer. L'appréciation du seuil, en particulier, est susceptible d'évaluations variables en fonction des cas concrets : elle peut être abaissée dans des hypothèses de démarrage qui présentent, au départ, des conditions particulièrement favorables.

En effet, notre *conception* du démarrage est essentiellement *humaine* et dès lors, il est difficile de retenir une appréciation générale et uniforme, applicable à tous les cas. L'évaluation de 50 % que nous avons proposée est, nous semble-t-il, assez large pour constituer une « norme de sécurité » mais pas trop large, cependant, afin que la notion ne perde pas tout intérêt pratique.

Cette conception humaine du démarrage nous paraît s'imposer car il faut considérer cette période critique du début du développement comme une période de *transformation des hommes par le capital*. Le capital et l'investissement ne peuvent donc pas être considérés comme la variable stratégique directe de la croissance du produit (théorie de la croissance des pays industrialisés) mais comme le moyen d'atteindre le stade de la croissance continue du produit par la transformation des hommes et, plus précisément, par l'organisation d'une société humaine et son établissement dans une nouvelle cohérence économique et sociale. C'est la raison profonde de l'inaptitude de l'analyse globale à la théorie du démarrage.

Une opinion hautement autorisée vient tout récemment de s'exprimer, avec clarté et vigueur, dans ce sens : le Premier Ministre d'Iran AMIR ABBAS HOVEYDA écrit, en effet, dans « le Monde Diplomatique » de décembre 1965 : « Le développement possède une signification bien plus large que celle qu'on lui donne dans le langage courant. Il ne s'agit pas seulement d'édifier des barrages et de construire des usines. Si tel était le cas, tout serait simple... En vérité, le problème est bien plus complexe... *Pour mettre en marche le progrès*, il convient avant tout, de *transformer l'homme lui-même* ». Peut-être faudrait-il seulement ajouter : « et transformer son milieu et le réseau des relations économiques et sociales ».

C'est parce que le démarrage exprime une complexe mutation sociale et humaine que les facteurs psychologiques doivent prendre une importance primordiale et ne doivent pas être oubliés dans des calculs trop stricts du rendement du capital.

Cette conception sociale et interne du démarrage conduit à mesurer son progrès davantage par le critère « hommes » que par le critère « produit » (qui d'ailleurs aboutit à des résultats contestables, compte tenu des difficultés de la comptabilité nationale dans les pays sous-développés et à des comparaisons douteuses entre des économies par nature différentes).

Notre ambition, dans cet essai, était de porter et maintenir l'analyse au niveau de l'« économie fondamentale » du démarrage. Autrement dit, suivant le sens que F. PERROUX donne à sa formule (1), nous avons tenté de cerner les problèmes fondamentaux qui se posent aux économies du Tiers-Monde dans le début de leur développement, de déterminer la nature, l'étendue et les modalités des transformations de structures essentielles, nécessaires pour installer *dans* le pays une croissance normale et renouvelée de période en période.

C'est pourquoi nous nous sommes largement situés en dehors de tout cadre institutionnel et doctrinal : le problème du choix entre une planification socialiste autoritaire (et ses variantes soviétique, chinoise, yougoslave, etc...) une planification souple dans un système composite mixte, et une « planification concurrentielle » (selon l'expression du Pr. ALLAIS) n'a été qu'effleuré et n'a fait l'objet que de quelques brèves remarques. Il faut en effet noter, tout d'abord, que quelque soit le système choisi en fonction des convictions doctrinales, les problèmes fondamentaux restent identiques, et c'est ceux-là mêmes que nous avons essayés de cerner. Il faut par ailleurs éviter de considérer le problème institutionnel comme le problème primordial et la « recette institutionnelle » comme la panacée du démarrage. C'est sans doute les institutions et le système qui, du point de vue de l'économiste du développement, doivent s'adapter aux problèmes fondamentaux et participer à leur solution. A cet égard, il est sans doute abusif de proposer une solution institutionnelle exclusive et universelle, valable pour tous les pays du Tiers-Monde.

Pour certains pays, il se peut que la marche en avant ne puisse être assurée que par un pouvoir fort, autoritaire et une planification centralisée impérative. Mais il est probable qu'une telle formule rigide priverait le démarrage, dans d'autres pays, d'énergies dynamiques et d'intelligences créatrices. L'Etat a certainement un rôle important à jouer et une tâche immense à accomplir dans le démarrage. Il est peut-être imprudent d'alourdir, systématiquement et a priori, cette responsabilité alors que rien ne permet de penser qu'il existe dans ces pays à la fois une pénurie d'entrepreneurs et une abondance relative de « grands administrateurs »... Une « planification souple » adaptée aux pays qui recherchent la voie du démarrage peut être, encore, une solution possible qui peut d'ailleurs « calculer » un domaine plus ou moins étendu pour une expérience plus ou moins libérale.

L'économie fondamentale du démarrage consiste donc à cerner le problème fondamental du début du développement, à en exprimer la nature profonde (intégration), mais également à tracer les voies essentielles du processus par des modèles typiques de la politique d'investissement. En effet, à la condition de retenir une notion suffisamment large du capital et de l'investissement (suivant l'avis quasi unanime des auteurs) les différentes voies du démarrage par l'intégration sont tracées par différentes politiques de l'investissement qui apparaît comme l'expression

(1) F. PERROUX : « La coexistence pacifique », Tome I, P.U.F. 1958.

synthétique de la politique de développement au départ, *l'instrument par lequel se réalise la construction de la société moderne.*

Les multiples politiques particulières : du commerce extérieur, de la répartition des revenus, de l'emploi, des prix, de la monnaie, du budget, de la fiscalité, etc... apparaissent, au niveau de la réalisation, comme des techniques au service de la politique d'investissement choisie.

En adaptant notre principe directeur de l'intégration aux grandes conceptions de la politique d'investissement dans les pays sous-développés, nous avons pu faire apparaître deux grands modèles, deux grandes voies essentielles du processus d'intégration, qui reflètent une opposition technique et même doctrinale, dans la politique de développement au départ.

Il paraît difficile et hasardeux de faire un choix définitif et systématique, préférable pour tous les démarrages à entreprendre, tant il est vrai que les pays sous-développés sont des réalités très différentes les unes des autres : *l'unité du sous-développement ne doit pas masquer la diversité des pays sous-développés.* Cependant, le modèle extensif → intensif nous paraît ouvrir une voie plus accessible, plus sûre quoique moins ambitieuse, moins « royale » que celle tracée par le modèle intensif → extensif. Les raisons qui plaident en ce sens sont essentiellement psychologiques et humaines et jouent surtout dans les pays fortement marqués par la pression démographique.

L'étude des implications concrètes du processus d'intégration contribue à renforcer l'opinion suivant laquelle le modèle extensif → intensif offre une voie plus sûre, en évitant de créer et d'accentuer des tensions sociales et psychologiques qui peuvent conduire à des ruptures graves dans le processus d'intégration. C'est sous ce jour que doit être éclairé le problème de l'aménagement territorial du démarrage. Les événements du Nigeria, en janvier 1966, illustrent peut-être assez bien ce problème du déséquilibre territorial dans le développement et les risques qu'il comporte et qui sont d'autant plus explosifs que le développement est déjà bien amorcé.

Le problème du développement des régions, et sa place dans le démarrage de l'ensemble, est inséparable du problème politique et de son impact sur le développement économique.

Si le nationalisme peut être un facteur actif du démarrage des pays sous-développés, il est, sans doute, trop optimiste de lier définitivement démarrage et nationalisme dans une corrélation positive simple. L'apport du sentiment national à la construction de la société moderne dépend très largement du personnel politique qui a la responsabilité de guider cette émotion dynamique collective, et de l'objet sur lequel elle sera concentrée. Il est certain que l'évolution du Tiers-Monde, et même du Monde entier, dans les années à venir, dépend largement de l'origine, de la nature, et peut être aussi de l'environnement international de ses chefs politiques et du sens de leur action.

Le démarrage des pays sous-développés ne peut se réaliser que par une « agressivité » dynamique à l'égard de l'Economie pour construire

une société industrielle, tâche dans laquelle ils doivent recevoir l'appui et l'aide des pays développés, tant pour des raisons morales que politiques.

Le démarrage des pays sous-développés doit amorcer un mouvement de convergence du Tiers-Monde vers les pays industrialisés et éviter un nouveau clivage explosif à l'échelle cosmique, entre « pays riches » et « pays pauvres », entre « économies dominantes » et « Nations prolétaires » qui se substitue peu à peu à la dichotomie « Est-Ouest », « économies capitalistes - économies socialistes ».

Le facteur politique pèse donc lourdement sur notre problème du démarrage, et c'est en ce sens peut-être que certains pensaient que l'Afrique, par exemple, « était mal partie »...

BIBLIOGRAPHIE

Nous n'aurons pas, ici, l'ambition de fournir une bibliographie exhaustive relative au sous-développement et au développement. C'est d'ailleurs un travail qui a déjà été fait par

HAZLEWOOD (A) — « The economics of underdeveloped areas », Oxford University Press 1959.

PIATIER (A) — « Equilibre entre développement économique et développement social », Genin 1962.

B.I.R.D. — « Sélection d'ouvrages sur le développement économique ».

Une très large et très profonde analyse bibliographique a été effectuée par

CAIRE (G) in J. AUSTRUY « Le scandale du développement », Collection « Bilans de la connaissance économique », Ed. M. Rivière 1965.

Une commission d'étude interuniversitaire de l'Institut Royal des Relations internationales « La Belgique et l'aide aux pays sous-développés » M. Nijhoff, Bruxelles 1959.

Les ouvrages cités, ici, sont ceux qui ont été utilisés à titre principal pour l'élaboration de notre travail.

ABRAHAM-FROIS (G) — « Essai sur les problèmes d'investissements en pays sous-développés » SEDES, 1962.

ALLAIS (M) — « Le Tiers-Monde au carrefour - Centralisation autoritaire ou planification concurrentielle », Les Cahiers Africains n° 8, 1964.

- ARDANT (G)
 AUSTRUY (J)
- BAIROCH (P)
- BALANDIER (G)
- BARAN (P) et
 HOBSBAWM (E.J.)
 BARRE (R)
- BARRERE (A)
- BAUER (P.T.) et
 WILSON (C)
 BETOUT-MOSSE (E)
- B.I.T.
- BOECKE (J.H.)
- BOURCIER de CARBON (L)
- BOUTHOU (G)
 BROCARD (L)
- « Le monde en friche » P.U.F., 1959.
 — « Existe-t-il un mode obligé de la croissance » *Revue d'Economie Politique* 1961, p. 82.
 — « Le prix de la croissance » *Revue d'Economie Politique* 1962, p. 830.
 — « Le scandale du développement » Ed. M. Rivière, 1965.
 — « Révolution industrielle et sous-développement » SEDES, 1963.
 — « L'étude des implications sociales du progrès technique et économique » *Chronique de l'UNESCO*, Février 1958.
 — « The stages of economic growth » *Kyklos*, Avril-Juin 1961.
 — « Développement économique et biologie sociale » *Critique*, Décembre 1954.
 — « Le développement économique - Analyse et politique » *Cahiers de l'I.S.E.A.*, série F, Avril 1958.
 — « Structures sociales et croissance économique » *Revue d'Economie Politique* 1958, p. 379.
 — « Theoria de crescimento e do desenvolvimento » *Revista Brasileira de Economia*, Juin 1953.
 — « The stages of growth » *Economica* 1962, p. 190.
 — « Sous-développement de jadis et sous-développement d'aujourd'hui » *Revue d'Economie Politique*, 1962, p. 856.
 — « Les objectifs d'emplois dans le développement économique » Genève 1961.
 — « Problèmes d'investissements dans les pays insuffisamment développés » Genève 1958.
 — « Economics and economy policy of dual societies » New York, 1953.
 — « Obstacles à la croissance et organisation des marchés dans les pays sous-développés » *Revue de Science Financière*, Septembre 1958.
 — « La surpopulation » Payot, 1964.
 — « Principes d'économie nationale et internationale » Sirey 1929.

- BUCHANAN (N) et
ELLIS (H)
- BUQUET (L)
- BYE (M)
- CAIRNCROSS (A.K.)
- CAMBIAIRE (A de)
- CARBONNELLE (C)
- CHENERY (H.B.)
- DOBB (M)
- DUMONT (R)
- DUVAUX (J)
- ECKAUS (R.S.)
- « Approaches to economic development » The twentieth century Fund, 1955.
- « Le calcul économique dans les plans d'investissement au Brésil » *Economie Appliquée*, 1952, p. 585.
- « Le rôle du capital dans le développement économique » *Economie Appliquée*, 1958, p. 429.
- « The place of capital in economic progress » in « *Economic Progress* » edited by L. DUPRIEZ - Louvain, 1955.
- « Capital formation in the take-off » in « *The economics of take-off into sustained growth* » edited by ROSTOW - St Martin's Press, 1963.
- « Quelques observations au service du plan d'expansion économique et sociale de l'agriculture algérienne et de quelques autres agricultures sous-développées » *Ecole Nationale d'Agriculture d'Alger* 1958.
- « L'aspect économique du sous-développement » in « *La Belgique et l'aide aux pays sous-développés* » Nijhoff, 1959.
- « The application of investment criteria » *Quarterly Journal of Economics* - Février 1953.
- « Development policy in underdeveloped countries » *American Economic Review*, Mai 1955.
- « Note sur le degré d'intensité capitalistique des investissements dans les pays sous-développés » *Economie Appliquée* 1954, p. 299.
- « L'Afrique Noire est mal partie » *Ed. du Seuil* 1962.
- « Critères d'investissement et développement économique » *Revue Economique* 1961, p. 369.
- « The factor proportion problem in underdeveloped areas » *American Economic Review*, Septembre 1955.
- « Choice of technology » *Economic weekly*, Février 1961.

- ECKSTEIN (O)
- « Investment criteria for economic development and the theory of intertemporal welfare economics » *Quarterly Journal of Economics*, Février 1957.
 - « Capital theory and some theoretical problems in development planning » *American Economic Review*. Papers and proceedings, Mai 1961.
- FLEMING (J.M.)
- « External economies and the doctrine of balanced growth » *The Economic Journal*, Juin 1955.
- FONTANEAU (P)
- « Essai sur les critères publics d'investissement » *Annales de la Faculté de Droit d'Alger* 1957 n° 2.
- GALENSON (W)
- « Labor and economic development » *Wiley* 1959.
- GALENSON (W) et LEIBENSTEIN (H)
- « Investment criteria, productivity and economic development » *Quarterly Journal of Economics*, Août 1955.
- GANNAGE (E)
- « Economie du développement » P.U.F. 1962.
 - « Planification et développement économique » P.U.F. 1963.
- GENDARME (R)
- « L'économie de l'Algérie » A. Colin 1959.
 - « La pauvreté des Nations » Cujas 1963.
- GERSCHENKRON (A)
- « Social attitudes and economic environment in relation to entrepreneurship and technology » in « *Economic Progress* » edited by L. DUPRIEZ, Louvain 1955.
- GIERSH (H)
- « Stages and spurts of economic development » in « *Economic Progress* » edited by L. DUPRIEZ, Louvain 1955.
- GOODWIN (R.M.)
- « The optimal growth path for an underdeveloped economy » *The Economic Journal*, Décembre 1961.
- HABAKKUK (J)
- « The stages of economic growth by ROSTOW » *The Economic Journal*, Septembre 1961.
- HAGEN (E)
- « On the theory of social change » *The Dorsey Press* 1962.
 - « How economic growth begins : a general theory applied to Japan » *Public opinion Quarterly* 1958 n° 3.

- HIGGINS (B) — « Economic development - Principles - Problems and Policies » Constable 1959.
- HIRSCHMAN (A.O.) — « Investment policies and dualism in underdeveloped countries » *American Economic Review*, Septembre 1957.
— « Stratégie du développement économique » les Editions Ouvrières 1964.
- HOSELITZ (B) — « Sociological aspects of economic growth » The Free Press of Glencoe 1962 (2^e édition).
- I.N.E.D.
JANNE (H) — « Le Tiers-Monde » P.U.F. 1961.
— « La typologie du sous-développement » in « La Belgique et l'aide aux pays sous-développés » M. Nijhoff 1959, Bruxelles.
- JORGENSEN (D.W.) — « The development of a dual economy » *The Economic Journal*, Juin 1961.
- KAHN (A) — « Investment criteria in development programs » *Quarterly Journal of Economics*, Février 1951.
- KINDELBERGER — « Economic development » Mac Graw Hill 1958.
- KUZNETS (S) — « Six lectures on economic growth » The Free Press of Glencoe 1959.
— « Notes on the take-off » in « The economics of take-off into sustained growth » edited by ROSTOW, Saint Martin's Press 1963.
- LAUMAS (P.S.) — « Schumpeter's theory of economic development and underdeveloped countries » *Quarterly Journal of Economics*, Novembre 1962.
- LEBRET (L.J.) — « Dynamique concrète du développement » les Editions Ouvrières 1961.
- LEDUC (G) — « Le sous-développement et ses problèmes » *Revue d'Economie Politique* 1952, p. 133.
— « Economie du développement » Les Cours de Droit 1961-1962.
- LEIBENSTEIN (H) — « Economic backwardness and economic growth » Wiley 1962 (2^e édition).
— « Population growth and the take-off hypothesis » in « The economics of take-off into sustained growth »

- LEROUX (H) et ALLIER (J.P.)
- LEWIS (W.A.)
- LIPTON
- MARCZEWSKI (J)
- MARRAMA (V)
- MEADE (J.E.)
- MEIER (G) et BALDWIN (R)
MORET (M)
- MYINT (H)
- MYRDAL (G)
- NURKSE (R)
- OKYAR (O)
- PARENT (J)
- edited by ROSTOW, Saint Martin's Press 1963.
- « Technical progress, the production function and development » in « The economics of take-off into sustained growth » edited by ROSTOW, Saint Martin's Press, 1963.
- « Fonctions de production et modèles » Collection « Planification en Afrique » Tome VI, Ministère de la Coopération, Paris, 1963.
- « La théorie de la croissance économique » Payot 1963.
- « Balanced and unbalanced growth in underdeveloped countries » The Economic Journal, Septembre 1962.
- « Le take-off en France » Cahiers de l'I.S.E.A. Série AD n° 1.
- « Considerazioni sui criteri di investimento nei paesi sottosviluppati » Bancaria, Juillet 1954.
- « Mauritius : a case study in malthusian economies » The Economic Journal, Septembre 1961.
- « Economic development, theory, history, policy » Wiley 1963.
- « Les problèmes financiers de la jeunesse » Annales de la Faculté de Droit de Phnom-Penh 1960, p. 97.
- « The Economics of the developing countries » Hutchinson University library 1964.
- « Theorie économique et pays sous-développés » Présence Africaine 1959.
- « Une économie internationale » P.U.F. 1958.
- « Planifier pour développer » les Editions Ouvrières 1963.
- « Problems of capital formation in underdeveloped countries » Oxford University Press 1953.
- « La théorie keynésienne et l'économie sous-développée » Economie Appliquée 1952, p. 85.
- « Agriculture et développement économique » Revue Economique, Mars 1957.

- PERROUX (F)
- « Note sur les critères d'investissement dans les pays en voie de développement » *Annales Africaines* 1962 n° 2 (Colloque des Facultés de Droit et des Sciences Economiques, Mai 1962.)
 - « L'ordonnance de J. M. KEYNES et les pays sous-développés » *Bulletin de l'union des exploitants électriques en Belgique*, 1952.
 - « Trois outils d'analyse pour le développement économique » *Cahiers de l'I.S.E.A., Série F*, n° 1.
 - « Note sur la notion de pôle de croissance » *Economie Appliquée* 1956, p. 307.
 - « L'économie des Jeunes Nations » P.U.F. 1962.
- PIATIER (A)
- « Equilibre entre développement économique et développement social » Editions Genin 1962.
- PREDETTI (G)
- « Sui criteri di priorité degli investimenti nei paesi arretrati » *Rivista internazionale di scienza sociale*, Janvier-Février 1955.
- RAJ (K.N.)
- « Application of investment criteria in the choice between projects » *Indian Economic Review*, Ao t 1956.
- RANIS (G)
- « Investment criteria, productivity and economic development » *Quarterly Journal of Economics*, Mai 1962.
- REDDAWAY (W.B.)
- « The Economics of underdeveloped countries » *The Economic Journal*, Mars 1963.
- REYNAUD (P.L.)
- « Economie généralisée et seuil de croissance » Genin 1962.
- ROSENSTEIN-RODAN (P.N.)
- « Problems of industrialization of eastern and south eastern Europe » *The Economic Journal*, Juin 1943.
 - « Les besoins en capitaux des pays sous-développés » *Economie Appliquée* 1954 n s 1 et 2.
 - « Notes on the Big Push » MIT, Mars 1957.
- ROSTOW (W.W.)
- « Trends in the allocation of resources in secular growth » in « *The Economic Progress* » edited by L. DUPRIEZ, Louvain 1955.

- SAINT-MARC (M)
- SAUVY (A)
- SCITOVSKY (T)
- SINGER (H.W.)
- SPENGLER (J)
- U.N.E.S.C.O.
- VARIU AUCTORES
- VAKIL (C.M.) et
BRAHMANANDA (P.R.)
- VINER (J)
- WADE
- « The take-off into self-sustained growth » *The Economic Journal*, Mars 1956.
 - « The process of economic growth » Clarendon Press Oxford 1960 (2^e édition).
 - « Les étapes de la croissance économique » Ed. du Seuil 1962.
 - « Leading sectors and the take-off » in « The Economics of take-off into sustained growth » edited by ROSTOW, Saint Martin's Press 1963.
 - « Zone franc et décolonisation » SEDES 1964.
 - « De Malthus à Mao-Tsé-Toung » Denoël 1958.
 - « Malthus et les Deux Marx » Denoël 1963.
 - « Croissance balancée ou non balancée » *Economie Appliquée* 1959, p. 7.
 - « The mechanics of economic development - a quantitative approach » *Indian Economic Review*, Août 1952.
 - « Problems of industrialization in underdeveloped countries » in « Economic Progress » edited by L. DUPRIEZ, Louvain 1955.
 - « The concept of balanced growth in economic development » *Malayan Economic Review*, Octobre 1958.
 - « The population obstacle to economic betterment » *American Economic Review*, Mai 1951.
 - « Transformations sociales et développement économique » Paris, 1962.
 - « Teoria e politica dello sviluppo economico » Milan 1954.
 - « Planning for an expanding economy - Accumulation and technical progress in underdeveloped countries » *Vora* 1956.
 - « Stabilité et progrès; les problèmes des pays pauvres » *Economie Appliquée* 1958, p. 43.
 - « Que reste-t-il de la notion de take-off ? » *Annales Africaines* 1961, Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Dakar.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIERES

	pages
INTRODUCTION	13
CHAPITRE I	
<i>Le phénomène Sous-Développement</i>	17
<i>Section 1 : La pression des hommes</i>	18
<i>Section 2 : La Révolution psychologique</i>	28
CHAPITRE II	
<i>L'idée de Démarrage</i>	31
<i>Section 1 : Le « Take-off » du Pr W. W. ROSTOW</i>	34
§ 1 : La phase des « Conditions Préalables »	34
§ 2 : Le « Take-off » ou « Décollage »	37
§ 3 : Appréciation Critique	41
<i>Section 2 : Le « Seuil Critique de Revenu per capita » chez H. LEIBENSTEIN</i>	47

§ 1 : L'économie sous-développée : système d'équilibre « quasi-stable »	47
§ 2 : Le développement continu à partir du « seuil cri- tique de revenu per capita »	48
Section 3 : Le « Big Push » et la vitesse du taux de croissance du revenu per capita chez P.N. ROSENSTEIN- RODAN	51
§ 1 : La Théorie du Big-Push	51
§ 2 : La vitesse du taux de croissance du revenu per capita	53
Section 4 : La distinction de la « Jeunesse au départ » et de la « Jeunesse active » : l'analyse du Pr M. MORET	55
§ 1 : La « Jeunesse au départ »	55
§ 2 : La « Jeunesse active »	56

PREMIÈRE PARTIE :

UNE CONCEPTION DU DEMARRAGE : LE PRINCIPE D'INTEGRATION INTERNE	63
--	----

CHAPITRE I :

<i>L'instrument d'analyse : le Dualisme</i>	67
Section 1 : La dualité des systèmes : l'économie traditionnelle et l'économie moderne	68
§ 1 : Différenciation quant aux conditions d'exercice des fonctions économiques fondamentales	70
A) La fonction de production	70
B) La fonction de consommation	71
§ 2 : Différenciation quant aux structures mentales	72
A) Les besoins	72
B) L'attitude individuelle et sociale à l'égard du monde extérieur	73
C) L'identification ou l'« extériorisation » de l'indi- vidu par rapport à la société	75
§ 3 : Les concepts synthétiques	78
A) Le concept d'équilibre	78
B) Le concept de complexité	79
C) Le concept de solidarité	80

<i>Section 2 : Le dualisme des économies sous-développées ...</i>	81
§ 1 : La notion de dualisme	81
A) La notion « classique »	82
B) La notion extensive	86
C) La notion restrictive	87
§ 2 : Dualisme et Sous-Développement	89
A) Le dualisme originel de l'économie sous-développée	89
B) Approfondissement de la notion de dualisme ...	93
 CHAPITRE II :	
<i>La conception de base : l'Intégration interne</i>	97
 <i>Section 1 : La mutation fondamentale</i>	100
§ 1 : La conception structurelle du démarrage : construire une économie moderne	101
A) Le multiplicateur et l'accélérateur	103
B) Les économies externes	105
C) L'incitation à investir	108
§ 2 : La conception humaine du démarrage : transformer les hommes	111
A) L'élément humain facteur du démarrage	111
B) Le cas des « Nations nées libres » (ROSTOW)	114
C) Les tensions sociales et l'intégration	116
 <i>Section 2 : La lutte contre le temps</i>	118
§ 1 : La croissance démographique : le point de rupture matériel	120
A) Le poids démographique dans le développement	122
B) Perspectives démographiques et point de rupture dans le démarrage	123
§ 2 : Les tensions sociales : le point de rupture psychologique	126
A) Les tensions résultant de la pression des besoins nouveaux	126
B) Les tensions résultant de l'attitude à l'égard de la société moderne	128
I — La disparité des niveaux de vie	129
II — L'adhésion au processus d'intégration	129
 CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE	131

DEUXIÈME PARTIE :

ELABORATION THEORIQUE DU PLAN DE DEMARRAGE PAR L'INTEGRATION 135

TITRE I : Formulation du principe d'intégration 137

CHAPITRE I :

La formulation méta-statique : le démarrage conçu comme une étape 139

Section 1 : Le point de départ de l'intégration T_0 139

Section 2 : L'objectif du démarrage : le point d'arrivée T_e 140

§ 1 : Le critère de l'intégration totale 141

§ 2 : Le critère du seuil d'intégration 142

A) La définition du seuil d'intégration 142

B) L'évaluation de l'objectif-seuil du démarrage 143

Section 3 : La durée du démarrage : Evaluation de la distance temporelle T_0-T_e 145

CHAPITRE II :

La formulation dynamique : le démarrage conçu comme une période 149

Section 1 : Les hypothèses de croissance de la population intégrée 150

§ 1 : La progression parabolique avec concavité tournée vers le haut 151

§ 2 : La progression linéaire 152

§ 3 : La progression parabolique avec concavité tournée vers le bas 152

Section 2 : Interprétation et classement des différents modèles de croissance de la population intégrée 156

§ 1 : Investissement et intégration de population — Interprétation sommaire des hypothèses de croissance de la population intégrée 157

§ 2 : Classement des modèles de croissance de la population intégrée 159

A) Le modèle intensif → extensif	159
B) Le modèle extensif → intensif	160
 TITRE II : La mise en œuvre du principe d'intégration	161
 CHAPITRE I :	
<i>La problématique de la politique d'intégration</i>	163
Section 1 : Politique d'investissement et politique d'intégration	163
Section 2 : Les approches de la politique d'investissement...	165
§ 1 : L'approche globale	165
§ 2 : L'approche sectorielle	169
 CHAPITRE II :	
<i>Le choix des investissements : la querelle des Critères</i>	171
Section 1 : Les critères de maximisation du taux d'efficacité du capital	172
§ 1 : Le fondement de ces critères	172
§ 2 : Formulation des critères et critiques	172
A) Le critère de l'intensité capitaliste minima — J. POLAK et N. BUCHANAN	172
B) Le critère de la productivité marginale sociale (P.M.S.) — A. KAHN et H.B. CHENERY	174
Section 2 : Le critère de maximisation du taux d'investissement : le quotient de réinvestissement marginal par tête (Q.R.M.T.) — W. GALENSON et H. LEIBENSTEIN	182
§ 1 : Exposé et argumentation	182
§ 2 : Appréciation critique	184
 CONCLUSION DU CHAPITRE II	187
 CHAPITRE III :	
<i>Les stratégies de l'investissement : « Croissance équilibrée » et « Croissance déséquilibrée »</i>	193
Section 1 : La stratégie de la Croissance équilibrée	195
§ 1 : La Théorie du Quantum Minimum de Capital Social Fixe (ROSENSTEIN-RODAN)	195

A) La notion de Capital Social Fixe	195
B) Le Quantum minimum de Capital Social Fixe, condition préalable du développement	200
§ 2 : Le schéma de la croissance équilibrée	201
A) Les formes de la théorie de la croissance équilibrée	201
B) Les arguments de la croissance équilibrée	203
I — L'équilibre par la demande	203
II — L'équilibre de l'offre	204
Section 2 : La stratégie de la croissance déséquilibrée — La thèse du Pr A.O. HIRSCHMAN	204
§ 1 : La méthode d'approche du problème	205
A) La structure de l'investissement — La distinction A.D.P./I.E.S.	205
B) La liaison entre les investissements	209
§ 2 : Les théorèmes de base	211
A) Les occasions d'investir vs la capacité à dégager un surplus	212
B) Croissance déséquilibrée vs croissance équilibrée	213
§ 3 : La politique de l'investissement	216
A) Les « séquences contraignantes »	216
B) Le dualisme	223
C) L'efficacité interne du système productif	225
CONCLUSION DU CHAPITRE III	229
CHAPITRE IV :	
<i>Les stratégies de l'intégration</i>	233
Section 1 : La croissance du secteur moderne	234
§ 1 : Observations sur la méthode	234
A) La cohérence du programme d'investissements décidés	235
B) La complémentarité dynamique des investisse- ments induits	238
§ 2 : Intégration immédiate ou Intégration retardée ...	240
A) Les options de la politique d'intégration	240
I — Le modèle extensif → intensif	241
II — Le modèle intensif → extensif	241
B) L'Echec du démarrage	243
I — Les échecs du modèle extensif → intensif ..	243
II — Les échecs du modèle intensif → extensif ..	245
C) Réexamen synoptique de l'argumentation	247

I — Les effets de liaisons intersectorielles	248
II — La productivité des facteurs de production et la capacité de réinvestissement	256
a) Productivité du capital et productivité du travail	256
b) la maximisation du surplus réinvestissable ...	262
III — Les effets démographiques et les facteurs psychologiques	266
<i>Section 2 : La relation entre le secteur moderne et le secteur traditionnel</i>	<i>273</i>
§ 1 : La transformation du secteur traditionnel en secteur moderne	274
A) La mutation agricole	275
B) L'industrialisation	280
§ 2 : Les relations entre le secteur moderne et le secteur traditionnel pendant le démarrage	287
A) Le financement de la croissance du secteur moderne par le secteur traditionnel	287
B) Les contacts entre le secteur moderne et le secteur traditionnel	290
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE	293

TROISIÈME PARTIE :

<i>LES IMPLICATIONS CONCRETES DU PLAN DE DEMARRAGE PAR L'INTEGRATION</i>	<i>297</i>
--	------------

CHAPITRE I :

<i>La structure par âge de la population intégrée ..</i>	<i>301</i>
<i>Section 1 : Les termes du problème</i>	<i>301</i>
§ 1 : La population active intégrée	303
§ 2 : La population inactive intégrée	305
A) Les Vieillards	305
B) Les Jeunes	307
<i>Section 2 : Les éléments de la solution</i>	<i>309</i>
§ 1 : La relation Population active/Population inactive intégrées	309
A) La population active est fonction de la population inactive intégrée	310

B) La population jeune intégrée est fonction de la population active intégrée	313
§ 2 : Le rapport population jeune inactive/population active intégrées — Maximum, Minimum, Optimum	314
A) Analyse technique	315
B) Analyse sociologique	317

CHAPITRE II :

<i>La répartition territoriale de la population intégrée</i>	319
<i>Section 1 : La différenciation territoriale dans le développement</i>	321
§ 1 : Les inégalités régionales — Dualisme territorial et développement	321
A) Le dualisme Nord/Sud chez HIRSCHMAN	321
B) Le dualisme territorial chez E. GANNAGE	322
§ 2 : Pluralisme territorial et démarrage	322
A) Critique des notions d'« inégalités régionales » et de « dualisme territorial »	322
B) Le pluralisme des régions	323
<i>Section 2 : L'intégration territoriale dans le démarrage</i>	325
§ 1 : Les modalités de l'intégration territoriale	325
§ 2 : La dynamique de la structure territoriale et le démarrage	326
A) L'analyse des inégalités régionales	326
I — Les « effets de remous » (MYRDAL) ou « effets de polarisation » (HIRSCHMAN) ou « effets de stoppage » (GANNAGE)	327
II — Les « effets de propagation » (MYRDAL) ou « effets de contagion » (HIRSCHMAN) ou « effets d'entraînement » (GANNAGE)	327
B) L'analyse des conditions territoriales du processus d'intégration	329
I — La viabilité du modèle général : les « effets secondaires »	329
II — La concordance du modèle général avec les perspectives à long terme d'exploitation des ressources naturelles	331
III — Les tensions psychologiques intra et inter-régionales	332

CHAPITRE III :

<i>Le facteur politique et le démarrage</i>	337
<i>Section 1 : La Nation, cadre politique du problème de l'intégration</i>	338
<i>Section 2 : Le nationalisme, facteur du problème de l'intégration</i>	339
§ 1 : Le nationalisme, condition suffisante ou nécessaire du démarrage	340
A) Le nationalisme, condition suffisante	340
B) Le nationalisme, condition nécessaire	340
§ 2 : Le nationalisme, facteur actif du démarrage	342
§ 3 : Les virtualités du nationalisme	344
CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE	349
CONCLUSION GENERALE	351
BIBLIOGRAPHIE	359

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 25 JUILLET 1968
SUR LES PRESSES
DE
L'IMPRIMERIE
CARLO DESCAMPS
CONDÉ-SUR-L'ESCAUT

Dépôt légal : 3^e trimestre 1968

Dans la même collection

série " systèmes et structures économiques "

- 1 — **gérard desseigne**
l'évolution des structures de l'emploi dans l'industrie aérospatiale française.
- 2 — **valy-charles diarassouba**
l'évolution des structures agricoles du Sénégal.
- 3 — **robert bistolfi**
structure économique et indépendance monétaire.
- 4 — **michel gaud**
les premières expériences de planification en Afrique noire.
- 5 — **raoul bastianetto**
essai sur le démarrage des pays sous-développés.

série " travailleurs "

- 1 — **marcel david**
les travailleurs et le sens de leur histoire.
- 2 — **rené kaës**
images de la culture chez les ouvriers français.